N°23
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 23 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Mesures de lutte contre la pandémie	p. 827
Études universitaires de médecine au Luxembourg	p. 844
Rapport d'activité de l'Ombudsman (2018)	p. 859
Sommaire des séances publiques n^os^ 56 à 58	p. 875
Sommaire des questions parlementaires	p. Q469
56^e^ séance	Jeudi 16 juillet 2020
57^e^ séance	Mardi 21 juillet 2020
58^e^ séance	Mercredi 22 juillet 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

1^re^ partie de la session 2021 de l'APCE en hybride

Liberté d'expression et vaccin anti-Covid à l'ordre du jour

Après l'annulation de deux sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) en 2020 et une autre session tenue de manière virtuelle, la première session 2021 du 25 au 28 janvier a eu lieu de manière hybride, c'est-à-dire qu'une partie des membres ont pu se rendre à Strasbourg tout en respectant les mesures sanitaires alors que d'autres se sont connectés à distance.

Comme chaque année, toutes les délégations nationales ont présenté leurs pouvoirs ; ceux de la Russie ont été contestés par un certain nombre de délégations pour des raisons substantielles. Après un débat sur la question, les pouvoirs de la délégation russe ont été ratifiés et la délégation a donc le droit de siéger à l'Assemblée.

La session a été marquée par deux débats d'actualité : le premier sur l'arrestation et la détention d'Alexeï Navalny en janvier 2021 et le deuxième sur la liberté d'expression menacée par les « géants du Web ».

Un autre sujet abordé concernait les considérations éthiques, juridiques et pratiques des vaccins contre la Covid-19. Dans le cadre de ce débat, M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, s'est adressé aux parlementaires.

M. Gusty Graas, président de la délégation luxembourgeoise, a souligné dans son intervention qu'il était nécessaire de persuader les gens de se faire vacciner, compte tenu d'une certaine insécurité parmi la population qui est liée au développement rapide du vaccin et aggravée par la diffusion de fausses informations. Il a ajouté qu'il fallait mener un débat serein sur le vaccin pour essayer de convaincre la population sans exercer de pression, car la décision de se faire vacciner doit rester une décision personnelle. Il a précisé que l'une des priorités devait être de permettre à chacun l'accès à un vaccin sûr, efficace et gratuit.

M. Gusty Graas lors de son intervention à distance

Lors de cette session, le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, tout comme le Ministre fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne, M. Heiko Maas, dans le cadre de la présidence allemande du Comité des Ministres, se sont adressés aux députés.

Parmi les autres sujets à l'ordre du jour figuraient notamment le profilage ethnique, les restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe ainsi que la discrimination à l'égard des personnes atteintes de maladies chroniques et de longue durée, l'indépendance des juges en Pologne et en République de Moldova, la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et l'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Claude Wiseler (CSV), M. Claude Haagen (LSAP) et Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).

L'APF a tenu sa 46^e^ session par visioconférence sur cinq continents

Distribution équitable des vaccins et promotion de la démocratie

En raison de la situation sanitaire, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) a, pour la première fois, réuni son Assemblée plénière en visioconférence les 28 et 29 janvier 2021. Cette 46^e^ session, placée sous le thème « les parlements francophones face à la crise de la Covid-19, perspectives pour demain », a réuni plus de 350 participants issus de 46 sections de l'APF.

Les participants se sont longuement échangés avec la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, sur les priorités politiques de la Francophonie telles que la consolidation des systèmes démocratiques, l'enregistrement à l'état civil, l'éducation, la jeunesse ainsi que l'égalité entre femmes et hommes et la diversité linguistique.

Par ailleurs, les parlementaires ont adopté dix résolutions dont notamment celle sur la distribution universelle et équitable des vaccins contre la Covid-19.

Dans un contexte de compétition inédite entre États aux revenus et moyens inégaux pour se réserver et s'approprier les doses de vaccins, 80 % des vaccins produits dans le monde ont en effet été achetés par une dizaine de pays riches.

Les parlementaires prônent la mise en place de mécanismes qui permettent le partage de connaissances, technologies, savoir-faire et de propriété intellectuelle pour le développement rapide de sites de production, la fabrication de génériques à faibles coûts et la distribution de vaccins. Une suspension temporaire des droits à la propriété intellectuelle permettrait de traiter et de vacciner plus rapidement un maximum de personnes dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

En tant que trésorier de l'APF, M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) a présenté les comptes de l'année 2019 au cours de cette session.

L'Administration parlementaire accompagne l'action de la Chambre des Députés dans ses fonctions législatives et politiques.
Ainsi, les 60 députés peuvent, au quotidien, compter sur le support de plus de 100 fonctionnaires et salariés.

Si vous êtes à la recherche d'un nouveau défi professionnel et que vous voulez mettre votre talent au service de la première institution du pays, veuillez noter que le Service informatique, en pleine évolution, désire recruter le profil suivant :

un INGÉNIEUR système (m/f)
(Windows, Unix, Linux, WSUS, Active Directory, etc.)
à temps complet et à durée indéterminée (réf. CHD 50)

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :
https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

Le Président a reçu…

… S. E. M. Dmitri Lobanov, Ambassadeur de la Fédération de Russie

1re partie du Forum parlementaire transatlantique de l'APOTAN

Quelques semaines après les émeutes de Washington et l'investiture du 46e Président des États-Unis, M. Joe Biden, les membres de la délégation des États-Unis ont rencontré leurs homologues de l'Europe et du Canada le 3 février 2021 par visioconférence afin de discuter des priorités de la nouvelle administration dans le cadre du Forum parlementaire transatlantique.

« La nouvelle administration Biden s'engagera à revigorer et à renforcer le lien transatlantique qui doit se caractériser par une relation fondée sur le respect et la confiance », a lancé d'emblée le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN), M. Gerald E. Connolly (États-Unis). Il a expliqué que l'une des premières conversations téléphoniques du nouveau Président Biden fut celle avec M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN. Au cours de cette conversation, le Président Biden a réaffirmé le soutien inébranlable des États-Unis envers l'Alliance et notamment l'article 5 du traité ainsi que son intention de consulter et de travailler ensemble avec les partenaires sur les préoccupations communes en matière de sécurité.

Aux yeux du Président de l'APOTAN, il faut également fortifier l'engagement de l'Alliance pour les valeurs démocratiques, raison pour laquelle il a plaidé en faveur de la création d'un Centre de coordination de la résilience démocratique au sein de l'OTAN pour aider les pays membres et partenaires à consolider leurs institutions démocratiques.

Les parlementaires présents ont également débattu des menaces communes pour les alliés, du traité New Start relatif à la réduction des armes stratégiques, du Plan d'action global commun (PAGC), c'est-à-dire de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, et des questions urgentes liées à la Chine.

La Chambre était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), Mme Nancy Arendt (CSV), M. Gilles Baum (DP), Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) et M. Sven Clement (Piraten).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N° 23** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Dispositif du reclassement professionnel

7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Le présent projet de loi vise à modifier le dispositif du reclassement professionnel suite à de nombreuses réunions avec les différents acteurs concernés.

Les nouvelles améliorations prévues par le présent projet de loi visent à optimiser les procédures en matière de reclassement professionnel en vigueur, à améliorer la situation financière des personnes en reclassement professionnel et à tenir compte des critiques et suggestions formulées par les bénéficiaires du reclassement professionnel, les syndicats et les employeurs.

Ainsi, les médecins du travail compétents, qui actuellement n'ont la possibilité de saisir la Commission mixte qu'en vue d'un reclassement interne, pourront désormais saisir directement la Commission mixte en vue d'un reclassement externe.

Les médecins du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) seront compétents pour examiner les personnes en procédure de reclassement sans contrat de travail. À l'heure actuelle, ces examens médicaux sont encore effectués par le Service de santé au travail multisectoriel.

Le projet de loi 7309 prévoit par ailleurs d'abroger la disposition qui prescrit qu'un salarié a dû occuper un poste à risque afin de pouvoir bénéficier d'un reclassement professionnel.

Le projet de loi réintroduit également la disposition selon laquelle les salariés en reclassement professionnel faisant partie de l'effectif de l'entreprise sont pris en compte pour le calcul des quotas relatifs aux personnes ayant le statut de salarié handicapé. Dès lors, il sera possible qu'un salarié qui devrait bénéficier d'un reclassement interne ne l'obtient pas si le quota est dépassé et il sera reclassé en externe. Les employeurs étaient demandeurs pour réintroduire ce concept dans la législation sur le reclassement professionnel.

Pour les entreprises dont l'effectif dépasse 25 salariés, le salarié qui n'est pas reclassé en interne pour des raisons dûment motivées aura droit à une indemnisation de la part de l'employeur. Pour les entreprises dont l'effectif est égal ou inférieur à 25 salariés, les salariés reclassés en externe recevront aussi une indemnisation de la part de l'employeur et ce dernier se verra rembourser par le Fonds pour l'emploi.

Actuellement, la réduction de tâche d'un salarié reclassé en interne peut atteindre 50 pour cent d'un temps plein. Or, dans bon nombre de cas, cette réduction de tâche est le résultat d'un arrangement entre le salarié concerné et son employeur, ce qui, dans certains cas, maximise indûment l'indemnité compensatoire à prendre en charge par le Fonds pour l'emploi. Le présent projet de loi vise à remédier à de telles situations abusives en redéfinissant les modalités de la réduction de tâche.

En cas de réévaluation médicale constatant qu'une réduction du temps de travail n'est plus adaptée, la décision de la Commission mixte ne prendra désormais effet qu'après un délai de douze mois.

Le projet de loi prévoit que les décisions relatives à l'indemnité professionnelle d'attente et l'indemnité compensatoire relèvent désormais de la compétence de l'Agence pour le développement de l'emploi.

L'ADEM deviendra également compétente pour organiser et, le cas échéant, pour imposer une formation professionnelle continue destinée aux salariés en reclassement.

Les contrats concernant les travaux d'utilité publique effectués par des salariés en reclassement peuvent être désormais annulés pour des motifs graves.

L'actuelle ancienneté de dix ans avant qu'un salarié puisse être reclassé sera ramenée à trois ans. Les syndicats ont particulièrement insisté sur cette disposition, étant donné qu'elle limitait fortement l'accès au reclassement.

Finalement, le projet de loi règle différemment le calcul de l'indemnité compensatoire. À l'heure actuelle, celle-ci est diminuée des avantages financiers accordés par l'entreprise à ses salariés, de sorte que le salarié reclassé n'en bénéficie pas et reste toujours au même niveau de rémunération. Désormais, le niveau de l'indemnité compensatoire sera fixé une fois pour toutes et le salarié concerné saura bénéficier des avantages financiers accordés par l'employeur.

À l'état actuel des choses, tant les employeurs que les syndicats revendiquent avec insistance que le compromis qui s'est matérialisé dans l'actuel projet de loi soit évacué au plus vite, tout en attendant que d'autres aspects importants soient solutionnés dans une étape ultérieure.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.05.2018

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

09.01.2020	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.01.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite des travaux)
14.05.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
13.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 24 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 663, page 1

Renforcement des effectifs du tribunal administratif

7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi n° 7528 propose de renforcer les effectifs du tribunal administratif par trois juges supplémentaires, à savoir un vice-président, un premier juge et un juge, ceci à partir de la rentrée judiciaire 2020.

Le projet de loi n° 7124 instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification : 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, déposé le 21 mars 2017, prévoit déjà un renforcement des effectifs du tribunal administratif par trois magistrats supplémentaires. Ce renforcement a été avisé favorablement par le Conseil d'État dans son avis du 28 novembre 2017 portant sur le projet de loi n° 7124.

Tel qu'il ressort du rapport relatif au fonctionnement du tribunal administratif du 16 septembre 2018 au 15 septembre 2019, il importe que le tribunal administratif dispose des nouveaux magistrats dès la rentrée judiciaire 2020-2021. Le projet de loi n° 7528 détache la disposition relative au renforcement des effectifs du projet de loi n° 7124 et en fait un projet de loi à part.

Dans le même ordre d'idées, l'adaptation de l'article 12 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévue au projet de loi n° 7307 est détachée et intégrée au projet de loi n° 7528. Le texte proposé tient compte de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature, qui a créé, avec effet au 16 septembre 2020, un deuxième poste de premier substitut au sein du parquet près le tribunal d'arrondissement de Diekirch. Le texte proposé au projet de loi n° 7307 innove cependant en proposant la création d'un poste de juge d'instruction directeur au sein du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch est composé depuis la création de cette juridiction, soit depuis 169 années, d'un seul juge qui est toujours de service, hormis les weekends et la période de service réduit pour lequel il existe un roulement entre les dix juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le juge d'instruction. Ces premiers, pour la plupart non spécialisés dans ce domaine d'activité spécifique, ne posent que les actes urgents et ponctuels, qui sont nécessités pour les besoins de l'instruction pénale. Il en suit que l'instruction de l'ensemble des affaires reste à charge du seul juge d'instruction en fonctions. Ainsi, le poste de juge d'instruction au tribunal d'arrondissement de Diekirch constitue un poste à grande responsabilité compte tenu de ce que son titulaire gère actuellement seul les dossiers d'instruction de tout un arrondissement judiciaire.

Vu que les autopsies sont pratiquées au Laboratoire national de santé à Dudelange, le juge d'instruction doit se rendre pour chacune d'elles de Diekirch à Dudelange. Pour surmonter cette charge de travail et afin d'assurer que tous les devoirs d'instruction urgents soient accomplis dans les délais impartis, le titulaire actuel est obligé de faire des heures supplémentaires plusieurs jours par semaine, pratiquement chaque weekend et pendant une partie des vacances judiciaires.

www.chd.lu

Contrairement au tribunal d'arrondissement de Diekirch, où un seul magistrat exerce la fonction de juge d'instruction et où l'effectif du cabinet d'instruction n'a pas suivi l'augmentation en nombre et complexité des dossiers, induite notamment par l'expansion démographique de l'arrondissement judiciaire de Diekirch, le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a été substantiellement renforcé au cours de la dernière décennie, et ce à plusieurs reprises.

La répartition des effectifs de magistrats exerçant les fonctions de juge d'instruction entre le tribunal d'arrondissement de Luxembourg et le tribunal d'arrondissement de Diekirch n'est ainsi pas proportionnelle par rapport aux dossiers qui y sont traités.

Au cours de l'année 2018, 1.533 nouvelles affaires ont été inscrites au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ; ces affaires sont réparties entre les 13 juges d'instruction qui se sont en outre spécialisés.

Pendant la même période de référence, 236 nouvelles affaires ont été inscrites au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch.

Dans un souci de garantir un parallélisme avec le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le poste supplémentaire de juge d'instruction à créer auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch devra être un poste de juge d'instruction directeur. Vu que le cabinet d'instruction de Diekirch sera composé non seulement de deux magistrats, mais également de greffiers, la création d'un poste de direction s'impose.

Finalement, la création d'un poste de juge d'instruction directeur auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch contribue à améliorer les perspectives de carrière au sein de son cabinet d'instruction et à prévenir une perte d'expérience lorsqu'un juge d'instruction postule pour une autre fonction judiciaire.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 25.02.2020
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

06.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
01.07.2020	Présentation et examen des amendements gouvernementaux
09.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020
Loi du 5 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 671, page 1

Études universitaires de médecine au Luxembourg

7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique consiste dans la création d'études spécialisées en médecine au sein de l'Université du Luxembourg. Trois domaines de spécialisation ont été retenus, à savoir la médecine générale, la neurologie et l'oncologie médicale.

Le projet de loi fait suite à la décision du 22 mars 2017 du Gouvernement en conseil visant à développer les études universitaires de médecine au Luxembourg et à contribuer ainsi à la pérennisation de l'approvisionnement en médecins au Luxembourg.

Le présent projet fixe les conditions d'admission et la durée minimale des études, ainsi que le nombre d'ECTS attribué aux différents programmes. Il définit les contenus théoriques et pratiques des spécialisations, de même que les acquis d'apprentissage. Il détermine par ailleurs les indemnités mensuelles des médecins en voie de formation et des maîtres de stage et règle la participation financière du maître de stage ou de l'établissement hospitalier à ces indemnités.

Tout d'abord, il faut préciser que l'admission aux études spécialisées en médecine est réservée aux étudiants, désignés ci-après par « médecins en voie de formation », qui ont réussi leur formation médicale de base.

Les études spécialisées en oncologie médicale et en neurologie ont une durée de cinq années et sont sanctionnées par un diplôme d'études spécialisées en médecine situé au niveau 8 du cadre luxembourgeois des qualifications. Elles intègrent deux semestres de recherche biomédicale ou clinique.

Les études spécialisées en médecine générale durent quatre années et intègrent deux semestres de recherche. Ces études sont sanctionnées par un diplôme d'études spécialisées en médecine dans le domaine de la médecine générale, situé au niveau 8 du cadre luxembourgeois des qualifications.

Afin d'augmenter l'attractivité des études spécialisées en médecine générale, le législateur admet une certaine flexibilité relative au volet de la recherche. Les médecins en voie de formation pourront notamment décider de renoncer aux deux semestres de recherche. Ainsi, ils peuvent terminer leurs études en seulement trois années, après avoir réussi aux modules d'enseignement théoriques et cliniques. Dans ce cas de figure, les médecins en voie de formation obtiennent un diplôme de master en médecine générale. Par contre, le diplôme d'études spécialisées en médecine générale reste réservé aux médecins en voie de formation qui accomplissent les deux semestres de recherche. Ceux-ci se verront également attribuer le diplôme de master en médecine générale.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27.02.2020
Rapporteurs : Mme Francine Closener et M. André Bauler

Travaux communs de la Commission de la Santé et des Sports (Président : M. Mars Di Bartolomeo) et de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Président : M. Gilles Baum) :

09.06.2020	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation de deux rapporteurs
16.06.2020	Continuation des travaux
24.06.2020	Continuation des travaux
25.06.2020	Continuation des travaux
01.07.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements
15.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.07.2020
Loi du 31 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 662, page 1

Formation professionnelle

7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a comme objet d'aligner le Code du travail ainsi que la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sur les derniers changements législatifs portant sur la formation professionnelle.

Les modifications apportées au Code du travail visent, entre autres, à augmenter le congé de récréation annuel accordé aux élèves stagiaires de vingt-cinq à vingt-six jours.

Par ailleurs, les accompagnateurs des candidats participant à des championnats ou à des concours nationaux ou internationaux en relation avec la promotion de la formation professionnelle peuvent désormais prétendre au congé individuel de formation. Jusqu'à présent, seuls les élèves candidats avaient droit à ce congé.

Afin de redresser les erreurs matérielles qui se sont glissées dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, le présent texte vise à modifier plusieurs dispositions légales portant sur l'organisation, l'évaluation et l'orientation de la formation professionnelle.

Il est, entre autres, prévu que les modules de stages sont évalués conjointement par l'Office des stages et l'entreprise formatrice et que les diplômes et certificats de la formation professionnelle sont réintégrés dans le dispositif de la validation des acquis de l'expérience.

En plus, les auteurs proposent de réduire d'une année le programme de quatre formations menant au certificat de capacité professionnelle (CCP).

Dans le but d'attirer plus de candidats aux formations de serveur de restaurant, de cuisinier, de commis de vente et d'aide-ménagère, celles-ci peuvent désormais être terminées en deux années.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
10.07.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020
Loi du 14 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 707, page 1

Professeurs-candidats sursitaires

7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

Le présent projet de loi vise à régulariser la situation des professeurs-candidats dits « sursitaires » pour ne pas avoir accompli le travail de candidature leur permettant d'être nommés professeurs.

Ainsi, le texte propose trois possibilités afin d'accéder à la fonction de professeur :

- la remise d'un travail dans l'intérêt de l'Éducation nationale :

Une première alternative à la remise du travail de candidature consiste dans l'élaboration, sous l'égide du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), de matériels didactiques qui seront mis à disposition des acteurs de l'Éducation nationale.

- la prestation de leçons supplémentaires :

Pour être dispensés du travail de candidature, les candidats sursitaires peuvent aussi opter pour la prestation d'un certain nombre d'heures supplémentaires.

Concrètement, les candidats prestant une tâche complète peuvent bénéficier d'un crédit annuel de 120 heures supplémentaires.

Ce crédit est automatiquement imputé à leur compte épargne-temps, mais ne peut jamais dépasser le maximum annuel prévu par la loi modifiée du 1er août 2018 portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique.

Par ailleurs, ces leçons ne peuvent pas être rémunérées.

- le travail de candidature :

À côté des deux nouvelles options introduites par cette présente loi en projet, les candidats peuvent toujours choisir la voie régulière qui consiste dans la remise de leur travail de candidature.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 06.05.2020
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
10.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21.07.2020
Loi du 2 septembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 739, page 1

Covid-19 : investissements des entreprises

7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'inciter les entreprises, qui se trouvent en difficulté financière suite à une baisse significative de leur chiffre d'affaires, à réaliser des investissements qui auraient été annulés ou reportés en raison de la crise économique provoquée par la pandémie du Covid-19.

À cette fin, le dispositif légal distingue trois types d'aides à l'investissement différentes :

1. en faveur de projets de développement qui visent notamment l'extension d'un établissement ou la diversification de la production ;

2. en faveur de projets d'innovation de procédé et d'organisation qui favorisent la mise au point de méthodes de production nouvelles ou sensiblement améliorées ;

3. en faveur de projets d'efficacité énergétique ou de dépassement des normes.

Ce régime d'aides se différencie des autres régimes mis en place dans le contexte de l'actuelle crise. Les aides qu'il prévoit ne se limitent pas à atténuer la perte de revenus, mais visent à inciter les entreprises à réaliser des investissements stratégiques leur permettant de s'adapter à un nouvel environnement. Il en découle que sont exclus du présent régime d'aides les investissements liés à la création d'une nouvelle entreprise, les investissements liés aux coûts de fonctionnement, tel que le simple remplacement d'équipements, ainsi que les investissements visant à se conformer aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22.05.2020
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :
02.07.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
14.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
16.07.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Georges Engel) :
02.07.2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 640, page 1

Covid-19 : mesures « Neistart Lëtzebuerg » I

7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

La pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires imposées au Luxembourg et à l'étranger ont pesé et pèsent lourdement sur l'activité économique dans les secteurs du tourisme, de l'évènementiel, de la culture et du divertissement.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer le fonds de relance et de solidarité annoncé dans le cadre du paquet de mesures appelé « Neistart Lëtzebuerg ». Le régime d'aides afférent incitera les entreprises concernées à redémarrer leurs activités. L'aide prend la forme d'une subvention en capital, exempte d'impôts, et devra être demandée par l'entreprise pour chaque mois pour lequel elle souhaite être soutenue. Le montant de l'aide mensuelle est calculé sur base du nombre de salariés à temps plein de l'entreprise et de travailleurs indépendants (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise), de sorte qu'une entreprise pourra recevoir au cours du mois pour lequel l'aide est sollicitée 1.250 euros par travailleur indépendant (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise) et par salarié en activité et 250 euros par salarié au chômage partiel complet.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 641, page 1

Covid-19 : mesures « Neistart Lëtzebuerg » II

7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

L'objet du projet de loi sous rubrique est d'instaurer une aide de relance en faveur du commerce de détail dont la création a été annoncée parmi les 23 mesures du paquet appelé « Neistart Lëtzebuerg ».

L'aide proposée bénéficiera aux entreprises du commerce de détail ainsi que celles dont l'activité y est assimilée. Ces activités sont énumérées à l'annexe du projet de loi. Les entreprises concernées doivent répondre aux critères de microentreprise, petite entreprise et moyenne entreprise.

L'aide prend la forme de subventions en capital mensuelles dont le montant est calculé sur base du nombre de salariés de l'entreprise et de travailleurs indépendants (au prorata de leur taux d'occupation au sein de l'entreprise). Elle ne peut dépasser 50.000 euros par mois. L'aide devra être demandée pour chaque mois pour lequel l'entreprise souhaite être soutenue. La demande d'aide peut être faite jusqu'au dernier jour du mois suivant le mois auquel elle se rapporte.

L'aide est allouée pour les mois de juillet, août et septembre 2020 et est subordonnée à différentes conditions parmi lesquelles le fait d'avoir été obligé d'arrêter ses activités en raison de l'interdiction de l'accueil de public imposée par règlement grand-ducal du 18 mars 2020 ou d'avoir une perte du chiffre d'affaires d'au moins 50% entre le 15 mars 2020 et le 15 mai 2020, de ne pas percevoir de subventions de chômage partiel pour le mois pour lequel l'aide est demandée et de ne pas procéder à des licenciements économiques au cours des mois de juillet, août et septembre 2020.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
29.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
13.07.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.07.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 24 juillet 2020
Mémorial A : 2020, n° 642, page 1

Convention fiscale LU-Botswana

7615 - Projet de loi portant approbation de l'«Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver la Convention fiscale avec la République du Botswana.

Les conventions fiscales visant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune constituent un outil essentiel non seulement de la politique fiscale luxembourgeoise, mais aussi dans le développement des relations économiques entre les pays signataires. En effet, une répartition claire des compétences fiscales en ce qui concerne les personnes physiques et les personnes morales facilite et encourage l'échange de biens et de services ainsi que le mouvement de personnes, de capital et de technologies entre les deux États.

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands efforts afin de moderniser, d'améliorer et de compléter son réseau de conventions fiscales, notamment avec les pays d'Afrique.

La Convention entre le Luxembourg et le Botswana vise à promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en réduisant au minimum les pratiques de chalandage fiscal. Au préambule de la Convention, il est précisé qu'il s'agit d'éliminer la double imposition, et ce sans créer des possibilités de double non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale.

Ceci répond aux nouveaux standards de l'action 6 des travaux sur les problèmes de l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, encore connus sous sa dénomination anglaise BEPS de l'OCDE.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
14.07.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020
Loi du 14 août 2020
Mémorial A : 2020, n° 709, page 1

Adaptations fiscales LU-Kazakhstan

7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012

Le projet de loi sous rubrique a pour but d'approuver le Protocole du 14 octobre 2019 relatif à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

À la demande de la République du Kazakhstan, le Protocole entend modifier les dispositions de l'article 10 de la Convention concernant l'imposition des dividendes par l'ajout d'un paragraphe 2-1, ce dernier prévoyant l'exemption de la retenue à la source sous certaines conditions.

Le paragraphe mentionné introduit que les dividendes payés par une société qui est résidente d'un État contractant sont imposables dans l'autre État contractant si le bénéficiaire effectif de ces dividendes est, pour le Luxembourg, « le Gouvernement du Luxembourg ou l'une de ses collectivités locales, la Banque centrale du Luxembourg, la Société nationale de crédit et d'investissement ou toute autre institution entièrement détenue par le Gouvernement du Luxembourg lorsqu'il en aura été convenu ainsi périodiquement par les autorités compétentes des États contractants » et, pour le Kazakhstan, « le Gouvernement de la République du Kazakhstan ou l'une de ses collectivités locales, la Banque nationale de la République du Kazakhstan ou toute autre institution entièrement détenue par le Gouvernement de la République du Kazakhstan lorsqu'il en aura été convenu ainsi périodiquement par les autorités compétentes des États contractants ».

Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications indiquant l'accomplissement des procédures requises par la législation nationale respective pour la mise en vigueur du Protocole et sera applicable dans les deux États contractants pour toute période imposable commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le Protocole entrera en vigueur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

14.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020

Loi du 14 août 2020

Mémorial A : 2020, n° 708, page 1

Covid-19 : mesures de lutte contre la pandémie

7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

La loi en projet est destinée à prendre le relais des deux lois du 24 juin 2020 : la première portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments et la seconde portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19. Elle est limitée dans le temps et cessera d'être en vigueur le 30 septembre 2020, à l'exception des articles 13 et 14 modifiant les dispositifs légaux en matière de médicaments.

Afin de faciliter la lisibilité des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le présent projet de loi se propose ainsi d'adapter, voire de compléter les mesures prévues par les lois précitées et de les fusionner en un seul texte de loi.

Face au nombre croissant de nouvelles infections diagnostiquées chaque jour, il faut redouter l'émergence d'une seconde vague qui pourrait mettre à mal les capacités du système sanitaire luxembourgeois. Il apparaît également qu'un grand nombre de ces infections est acquis dans des situations où la distanciation physique et les gestes barrières ne sont pas respectés, surtout dans des contextes privés.

Au vu de cette situation, le projet de loi vise à imposer à nouveau des mesures plus restrictives, y compris dans l'espace privé, et ceci afin de ne pas compromettre à terme d'autres activités économiques et sociales qui sont encore sujettes à des mesures restrictives.

Par contre, dans le cadre de la stratégie progressive de déconfinement, le projet de loi supprime les restrictions existantes en matière d'activités sportives et culturelles pour les acteurs sportifs et culturels pendant la pratique de leurs activités.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 02.07.2020

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

07.07.2020	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
08.07.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.07.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.07.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16.07.2020

Loi du 17 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 624, page 1

Délais de déclaration et d'échange d'informations fiscales

7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19

Le présent projet de loi procède à des adaptations ponctuelles des délais de déclaration et d'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité, afin de répondre aux répercussions importantes de la crise liée au Covid-19 sur le fonctionnement des entreprises et des administrations publiques.

En effet, la Commission européenne a été amenée à proposer en date du 8 mai 2020 une proposition de directive visant à tenir compte de cette situation exceptionnelle. Sur cette base, la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de Covid-19 permet ainsi aux États membres d'adapter certains délais fixés en matière d'échange d'informations en matière fiscale.

Pour les mêmes raisons, le projet de loi sous rubrique vise à également proroger les délais spécifiques pour les échanges d'informations dans le cadre de « l'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions de la législation des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations », également connu sous FATCA.

Ainsi, il est premièrement proposé de reporter de trois mois le délai endéans lequel les institutions financières déclarantes luxembourgeoises sont tenues de déclarer à l'Administration des contributions directes les informations visés à l'annexe I de la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA. Sont uniquement concernées par ce report les informations se rapportant à l'année civile 2019.

Deuxièmement, il est proposé de reporter de trois mois le délai en matière de transmission des informations par les institutions financières déclarantes luxembourgeoises à l'Administration des contributions directes ainsi que le délai de communication de ces informations par l'Administration des contributions directes aux autres autorités compétentes dans le cadre de l'échange automatique d'informations mis en place par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD). La prorogation des délais à laquelle il est ainsi procédé est de nature limitée et proportionnée alors que sont uniquement concernées par ce report les informations se rapportant à l'année civile 2019.

Troisièmement, le projet de loi propose de modifier la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration. Il est notamment proposé de reporter de six mois le point de départ des délais de déclaration des dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration qui seront mis à disposition pendant la période du 1er juillet 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Les dispositifs transfrontières dont la première étape a été mise en œuvre entre le 25 juin 2018 et le 30 juin 2020 devront désormais faire l'objet d'une déclaration jusqu'au plus tard le 28 février 2021, impliquant donc un délai supplémentaire de déclaration de six mois. Enfin, la date à laquelle aura lieu le premier échange automatique d'informations entre autorités compétentes sera également décalée de six mois.

Les modifications apportées à la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration se justifient notamment par la circonstance que la mise en place par les intermédiaires et contribuables concernés des procédures internes nécessaires pour se conformer à leurs obligations de déclaration en vue de l'entrée en vigueur de cette loi au 1er juillet 2020 a pu être perturbée par la crise liée au Covid-19.

Il est important de noter que les modifications introduites par le présent projet de loi se limitent uniquement à proroger des délais de déclaration dans le but d'apporter une réponse circonstanciée et limitée aux difficultés rencontrées par les entreprises à respecter les délais susmentionnés dans le cadre de la crise liée au Covid-19. Les adaptations proposées par le présent projet de loi n'affectent en aucun cas la substance des obligations des déclarations mises en place par la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA, la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration et la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Plus précisément, le contenu et l'étendue des obligations de déclaration avant la déclaration de l'état de crise restent inchangés après l'entrée en vigueur de la présente loi modificative.

En dernier lieu, le présent projet de loi propose de modifier la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise. D'une part, l'article 4, paragraphe 1er, de cette loi est clarifié et une correction est apportée au texte de l'article 4, paragraphe 3, de cette même loi. D'autre part, le présent projet contient une dérogation temporelle au délai de prescription en matière d'impôt foncier.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06.07.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

14.07.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
17.07.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.07.2020

Loi du 24 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 638, page 1

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

- *M. David Wagner*

3. 7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

- *Mme Martine Hansen*
- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) - M. Gilles Baum (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz et Mme Octavie Modert) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Sven Clement, M. Michel Wolter, M. Gilles Roth et M. Claude Haagen) - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. Georges Engel)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Georges Engel, M. Sven Clement, M. Gilles Roth, M. le Ministre Dan Kersch, M. Claude Haagen, M. Roy Reding, M. Michel Wolter, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Yves Cruchten, M. Marc Goergen) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de Mme la Ministre Paulette Lenert) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (interventions de Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Michel Wolter (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
- *Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener (intervention de Mme Martine Hansen) - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
- *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner

Ech ginn d'Wuert un den Här David Wagner fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wollt heimadder am Numm vun der Sensibilité politique déi Lénk eng Proposition de loi deposéieren. Mir sinn eis jo all eens, datt d'Aspäre vu Kanner keng Plaz huet an enger Gesellschaft, déi sech als demokratesch bezeechent. Allerdéngs ass dat duerch d'Lëtzebuerger Gesetzgeebung nach ëmmer erlaabt, an zwar doduerch, datt d'Flüchtlingskanner fir bis zu siwen Deeg an de sougenannte Centre de rétention kënnen agespaart ginn.

Dat ass méiglech ginn, wou mer an dëser Chamber am Joer 2017 d'Maximaldauer vum Aspäre vu Kanner an de Retentiounscenter vun dräi op siwen Deeg eropgesat haten, wat och deemools ganz schaarf vum Commissaire aux droits de l'homme vum Europarot kritiséiert gouf. Niewebäi hate mer och nach an deem selwechte Gesetz eng aner Modifikatioun erabruecht, déi et räichen Auslänner méi einfach gemaach huet, sech hei ze installéieren.

Dofir schléit dës Gesetzespropos vir, eng Partie Artikele vun dräi verschiddene Gesetzer ëmzeänneren, an zwar d'Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert den Accueil vun den Demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, d'modifizéiert Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen a iwwert d'Immigratioun an d'Gesetz vum 28. Mee 2009 zur Schafung an der Organiséierung vum Centre de rétention.

Här President, e Flüchtlingskand ass virun allem e Kand, a keng aner Iwwerleeung, keen aneren Interessi, och net dee vun engem Staat, soll iwwert d'Rechter vun engem Kand priméieren. Dat ass zu Lëtzebuerg elo net de Fall.

Ech zitéieren de Comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant: « [...] la détention d'un enfant au motif du statut migratoire de ses parents constitue une violation des droits de l'enfant et est contraire au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. [...] Tout type de détention d'enfants liée à l'immigration devrait être interdit dans la loi et cette interdiction devrait être pleinement mise en œuvre dans la pratique. »

D'Convention relative aux droits de l'enfant etabléiert zwar als Principe général, datt de Fräiheetsentzuch vun engem Kand nëmmen eng Mesure de dernier ressort ka sinn an esou kuerz wéi méiglech soll sinn - déi Remark applizéiert sech an engem penale Kontext -, allerdéngs schléisst d'UNO dës Ausnam vu Fräiheetsentzuch ganz kloer am Immigratiounskontext aus.

An deem Sënn verstéisst déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung géint zwee fundamental Rechter vun de Kanner, an zwar den Intérêt supérieur de l'enfant, Artikel 3 vun der internationaler Konventioun fir Kannerrechter, an och am Artikel 6 d'Verflichtung vum Staat, géintiwwer de Kanner alles ze ënnerhuelen, fir d'Iwwerliewen an d'Entwécklung vum Kand ze assuréieren.

Et ass awer beluecht, dat steet och alles am Exposé des motifs, datt d'Retentioun vu Kanner - och nëmme fir e puer Deeg - gréisser Traumae verursaache kann.

Här President, Flüchtlingskanner kënnen net derfir, wa se an enger Géigend vun der Welt gebuer sinn, wou Aarmut oder Krich oder béides herrscht. Kanner kënnen net fir d'Entscheedunge vun hiren Elteren. Kanner kënnen net derfir, wa Staaten et net hikréien, fir hinnen Alternativen zum Aspäre kënnen ze ginn.

Ech faasse mech dann elo kuerz: Och wann dës Proposition de loi sech dorobber beschränkt, d'Gesetzgeebung esou ze änneren, datt d'Aspäre vu Kanner zu Lëtzebuerg wäert onméiglech gemaach kënne ginn, stinn och am Exposé des motifs Pisten dran, wéi een et aneschters upake kéint a wéi de Staat kéint handelen. Mee ech gi jo dovunner aus, datt mer an der Kommissioun wäerte kënnen doriwwer diskutéieren.

Ech soen Iech Merci an hei ass eis Proposition de loi.

***7633** - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :*

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août du 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner.

3. 7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mam Projet de loi 7622 iwwer eng Rei vu Mesuren am Kader vun der Covidpandemie. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Madamm Hansen huet nach d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Just zu dësem Projet de loi an zu enger Motioun, déi mer eestëmmeg hei ugeholl hunn, wou mer u sech d'Regierung opgefuerdert hunn, fir eis ëmmer alleguer d'Modellisatiounen, d'Simulatiounen an esou weider ze ginn, a virun allem och hu mer se opgefuerdert, fir eng Simulatioun ze maachen iwwert d'Konsequenzen, déi dëse Projet de loi huet u sech op d'Pandemie an op d'Evolutioun vun der Pandemie, well d'Gesetz jo net nëmme Restriktioune mécht, mee op verschiddenen anere Plazen och manner Restriktioune virgesäit.

Mir hunn op jidde Fall bis elo nach näischt kritt heivunner. An do erwaarden ech mer da vum Här President, datt e wierklech d'Regierung opfuerdert, datt se de Vott vun der Chamber soll seriö huelen an eis dann och dat liwweren, wat an dëser Motioun eestëmmeg ugeholl ginn ass!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech huelen Akt vun der Deklaratioun vun der Madamm Hansen. A mir ginn de Message un d'Regierung weider.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et hat zwar kee Wäert, mee ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*, *rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7622, dee mer de Mëtten diskutéieren, hëlt de Relais vun deenen zwee Gesetzer vum 24. Juni 2020, déi hirersäits nom Enn vum Krisenzoustand déi allgemeng Reegele festgeluecht hunn, fir deen ominéise Virus an de Gréff ze kréien an awer schrëttweis zu enger gewësser Normalitéit an eiser Gesellschaft zréckzefannen.

Virun engem knappe Mount huet et esou ausgesinn, wéi wa mer dat Schlëmmst iwwerstanen hätten. A mengem mëndleche Rapport zu deenen zwee Gesetzer hat ech awer drop insistéiert, datt mam Enn vum État de crise de Virus net ofgeschaaft wier an datt et vireileg wier, eis Virsiichtsreflexer iwwer Bord ze geheien. Géife mer, wéi et op Franséisch esou schéin heescht, „baisser la garde", géif dat dem Virus d'Geleeënheet zur Konterattack ginn. A genee dat ass agetraff.

Do, wou den duebele Message vu „méi Fräiheet bedéngt méi Eegeverantwortung a weiderhi Virsiicht a Récksiicht" net ukomm ass, huet dee Krankmécher erëm zougeschloen. D'Suitte kennt Dir. D'Zuel vun den Neiinfektiounen ass an deene leschte Wochen erëm staark geklommen an eisen Nopere si mer méi wéi verdächteg ginn. Méi doriwwer am schrëftleche Rapport.

Virun deem Hannergrond wäerte mer haut iwwert dat neit Covidgesetz befannen, dat e Seeldanz duerstellt tëscht Reaktioun op déi beonrouegend Infektiounszuelen, haaptsächlech aus dem privaten a festive Beräich, awer net nëmmen, an dem Wonsch, a Beräicher wéi Sport a Kultur e weidert Stéck Normalitéit erëmzekréien.

D'Chamber iwwerhëlt hei hir Responsabilitéit an huet och dës Kéier, grad ewéi de Conseil d'État an och déi berodend Instanzen, schnell geschafft.

Ier ech op den Detail aginn, wëll ech awer nach eng Kéier ënnerstraichen, an dat fannt Der och am schrëftleche Rapport erëm, datt d'Chamber, déi jo säit dem 24. Juni déi voll Verantwortung iwwerholl huet, drop pocht,

datt déi Echangë mat der Regierung mindestens esou intensiv an detailléiert bleiwe wéi wärend dem État de crise. Mir hätte gäre kloer Fakten a kloer Messagen un d'Leit, och wa mer eis bewosst sinn, datt et op eenzel Froen net allgemenggëlteg oder iwwerhaapt keng Äntwerten oder nach keng Äntwerte gëtt.

Dann hu mer an eisem Rapport drop higewisen, datt, och wann dëse Projet, aneschters wéi seng Virgänger, elo eng Lafdauer vun eppes méi wéi zwee Méint wäert hunn, bis den 30. September, eis Chamber jidder Zäit an der Lag muss sinn, fir de Realitéiten um Terrain Rechnung ze droen; schnell, awer iwwerluecht. An de Vakanzenzäite musse mer also voll operationell bleiwe fir de Fall, wou eis den Himmel op de Kapp fält. Dat kënnt bekannt vir.

Elo dann zum Projet selwer. De Projet de loi 7622 gesäit vir, d'Reegelen am private Beräich mat deenen am net privaten unzegläichen, esou wéi dat an deene Projete virdrun ugeduecht war, mee wou mer eng Opposition formelle vum Staatsrot kruten, déi mat där deemoleger Situatioun, déi méi entspaant war wéi haut, och argumentéiert ginn ass. D'Proportionalitéit ass a Fro gestallt ginn a mir hunn den Awänn vum Staatsrot Rechnung gedroen. D'Situatioun ass haut eng aner. Dozou méi spéit nach e bësse méi, wa mer op den Avis vum Conseil d'État aginn.

Wat wëllt dat heeschen, wann de private Beräich mam ëffentleche Beräich gläichgestallt ass? Majo, wa bis elo keng Restriktiounen doheem méi bestanen hunn, dass et an Zukunft erëm déi Restriktioune gëtt, dass net méi wéi 20 Leit doheem empfaange kënne ginn. Wann et der 20 sinn, soll ee selbstverständlech déi normal Virsiichtsmoossnamen iwwerhuelen an ofsécheren. Wann et der méi sinn, majo, da muss d'selwecht gehandelt ginn, wéi wann een dobausse wär: Distanz, sëtzend, an, an, an esou weider.

Et gëtt dobäi keng legal Restriktiounen oder penal Strofbestëmmungen, bis zu 20 Persounen, mee, wéi gesot, et gëtt déi ganz ferm Empfeelungen.

Fir Versammlungen iwwer 20 Persounen, dat hunn ech gesot, gëllen déi normal Obligatiounen. D'Obligatioun vun de Sëtzplazen, an dat ass aus deem ale Gesetz iwwerholl, gëllt net fir Maniffen, also wa Leit vun hirem Demonstratiounsrecht Gebrauch maachen, gëllt net bei Trauerfeieren a Begriefnesser a bei Foiren, Mäert a Salonen an eebe Plazen, wou d'Leit par définition zirkuléieren an net mat hirem Stull kënnen op déi Plaze goen.

Ausname vun den obligatoresche Sëtzplazen an der Maskeflicht gëlle fir d'Acteuren aus de Beräicher vun de Culten, der Kultur an dem Sport, wärend se hir Aktivitéiten ausüben.

Beim Sport a bei der Kultur war dat bis elo de professionellen Acteure reservéiert. Dat gëtt also ausgedeent. An et ass elo erëm méiglech, fir Kompetitiounen ze maachen. Allerdéngs gëllt fir d'Spectateuren dat, wat fir den allgemenge Public gëllt. Et ass also net, wann een op enger Sportsveranstaltung ass, dass ee sech fräi dorëmmer ka beweegen. Och do gëllt d'Sëtzuerdnung, et gëllt d'Maskeflicht, wann d'Distanz net kann agehale ginn. Ausname gëllen och fir de schouleschen an de parascolairë Beräich.

Maske bleiwen obligatoresch am ëffentlechen Transport, ausser fir de Chauffer, wann eng Distanz vun zwee Meter respektéiert gëtt oder de Chauffer kann aneschters geschützt ginn, bei Aktivitéiten, déi e Public empfänken a wa se bannen an engem zouene Raum oflafen. Also: do Masken obligatoresch.

Ausname vun der Maskeflicht: Kanner ënner sechs Joer; Persounen, déi vun engem Handicap betraff sinn an och e Certificat hunn.

D'Reegele fir den Horeca-Secteur goufe gréisstendeels aus de Gesetzer vum 24. Juni iwwerholl. Dat heescht, déi obligatoresch Sëtzplazen, Dëscher mat maximal zéng Persoune mat der Ausnam fir déi Leit, déi an deem selwechten Haushalt oder zesumme wunnen, eng Distanz vun annerhallwem Meter tëscht den Dëscher, Maskeflicht fir d'Personal, dat am Kontakt mam Client ass, grad ewéi de Client, wann en net um Dësch sëtzt. An d'Fermeture spéitstens u Mëtternuecht.

Preziséiert gouf, dass de Client fir d'Consommatioun obligatoresch muss um Dësch sëtzen. De Grond dofir ass, dass festgestallt gouf, dass sech ronderëm d'Baren an d'Caféen an de Stied dacks richteg Mënschendrauwe forméiert hunn, wou d'Leit dann am Stoen ouni Distanz an ouni Mask no openeen houngen.

Et ass evident, dass an esou Situatiounen, esou flott se och an normalen Zäite sinn, déi sanitär Reegelen net respektéiert ginn an den Iwwerdroungsrisiko ganz grouss ass. Aus deem Grond sinn do och elo Sanktioune virgesi fir de Client, dee sech net dorun hält.

Dispenséiert vun der Dëschreegelung ass een, wann een eppes fir z'iesse mat heem hëlt, no deem Takeoutregimm, dee mer kennen. Och do kann ee sech jo schwéier virstellen, dass ee mat engem Stull an engem Dësch dorëmmer reest. Also ass dat ganz kloer: Takeout ass ausgenommen.

Sanktioune fir de Responsabele vum Etablissement ginn et wéi bis elo, wann d'Obligatioun vun de Sëtzplazen an der Fermeture um Mëtternuecht net agehale ginn, mee och wann d'Distanz vun annerhallwem Meter tëscht den Dëscher net agehale gëtt.

D'Bestëmmungen am d'Quarantän, den Isolement an den Zwangsconfinement, un deem mer virum Vott vun de Gesetzer vum 24. Juni eng ganz Rei fundamental Verbesserunge gemaach hunn, goufen, ofgesi vu klengen techneschen Upassungen, iwwerholl.

De Staatsrot huet eis a sengem Avis vum 10. Juli drop opmierksam gemaach, dass eng wichteg Prezisioun am Text gefeelt huet, nämlech dass den Appell beim Confinement forcé net suspensif ass. Mir sinn do natierlech dem Conseil d'État nokomm, well et jo kee Sënn erginn hätt, wa mer een aus dem Verkéier gezunn hätten, well en zur Gefor fir déi aner ginn ass, an dann en Appell kënnt, an dann hätt en erëm kënne fräi dorëmmer lafen. Dat hätt kee Sënn erginn. Do war et selbstverständlech, dass mer de Conseil d'État suivéiert hunn.

D'Bestëmmungen iwwert den Traitement vun de perséinlechen Donnéeë sinn aus dem ale Gesetz iwwerholl ginn. Déi Bestëmmunge ware jo och am Projet de loi 7606 opgrond vun enger Rei Virschléi an den Avisen, ënner anerem vun der Dateschutzkommissioun an dem Staatsrot, grondleeënd verbessert ginn.

Eng kleng Ännerung gëtt et bei de Persounen, déi kënnen op deenen Donnéeë schaffen. An Zukunft, nieft den Dokteren a Gesondheetsberuffler, kënnen och designéiert Fonctionnairen an Employéen déi Donnéeën traitéieren. Si sinn awer selbstverständlech dem Secret professionnel ënnerworf mat, wann deen net respektéiert gëtt, de Sanktiounen, déi am Artikel 458 vum Code pénal festgeschriwwe sinn.

D'Gesetz erlaabt et och, fir ganz séier zousätzlecht Personal aus dem Gesondheetsberäich als Employé anzestellen, mat als Konditioun hirer Autorisation d'exercer, a se dann de verschiddene Strukturen an Etablissementer zur Verfügung ze stellen.

Weider Ännerunge fanne mer am Text hei zu zwee Medikamentegesetzer. Dat eent hate mer gréisstendeels schonn am viregte Projet dran. Déi aner Ännerungen, déi betreffe strateegesch Reserven, déi a verschiddenen Institutioune kënnen ugeluecht ginn.

De Staatsrot huet a sengem Avis eng Partie Commentairë gemaach. Änleches fanne mer an aneren Avisen, wéi zum Beispill am Avise vum COSL, der Cour supérieure de justice, dem Tribunal d'arrondissement, dem Tribunal administratif, der Cour administrative, der Commission nationale pour la protection des données, dem Ordre des avocats, dem Collège médical, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, der Commission consultative des droits de l'homme. Dir gesitt also: Et war e groussen Interêt och do bei deene berodenden Instanzen.

Zu den Aschränkungen am Privaten huet de Conseil d'État nach eng Kéier betount, dass et gëllt, hei zwou Saachen, zwee grondleeënd Prinzippie géinteneen ofzeweien: engersäits de Respekt vun de fundamentalen individuelle Fräiheeten an anerersäits de Schutz vum Liewen an der Gesondheet.

De Staatsrot schreift, dass ee kann novollzéien, dass d'Mesurë mussen ugepasst ginn, wann d'Risike fir d'ëffentlech Gesondheet méi grouss gi sinn. An en huet deementspriechend och seng Positioun nuancéiert vis-à-vis vun deem, wat an deenen ursprüngleche Gesetzer vum 24. Juni dra war, well d'Situatioun eng fundamental aner war. De Conseil d'État huet also Verständnis fir déi Argumenter vun der Regierung gewisen. Et ass also net hei esou, dass de Conseil d'État iwwerrumpelt ginn ass, mee de Conseil d'État huet sech iwwerzeege gelooss vun enger neier Situatioun.

De Staatsrot huet och d'Fro vun der Kontroll vun deene méi restriktive Reegelen am Privatberäich opgeworf. Déi hu mir opgeworf, mee mir hunn awer gemengt, dass et hei virun allem drëm geet, e klore Message erauszeginn, och wann et evident ass, laut bestoender Gesetzgeebung, dass d'Polizei, déi d'Anhalung vun dem Gesetz soll iwwerwaachen, hei net an de Privatberäich kann abriechen; wann een dat esou däerf ausdrécken.

Mee, ech mengen, mir ginn emol dervun aus - Holz upaken -, dass de Message verstan gëtt, dass net verantwortlecht Handelen am private Beräich näischt aneschters ass wéi net verantwortlecht Handelen am ëffentleche Beräich. Mir gesi jo, zu wat et féiert, wann een eppes falsch interpretéiert a wann ee mengt, et ass erëm alles wéi beim Alen. Dat ass et definitiv net!

Wéi an aneren Avise gouf och vum Staatsrot op verschidde Widderspréch higewisen, well engersäits méi restriktiv Moossnamen, anerersäits manner restriktiv Moossnamen openeentreffen. Vun der Regierung gouf drop higewisen, datt an deene Beräicher, wou mer méi Fräiheet ginn - Sport a Kultur; fir d'Acteuren, net fir de Public -, den Traçage bei eventuelle Problemer méi einfach ze maachen ass wéi a ganz villen anere Beräicher.

Dat gesot wëll ech nach eng Kéier insistéieren, datt dëst Gesetz enger Momentopnam entsprécht an d'Realitéit um Terrain muer eng aner ka sinn, wou mer da schnell mussen drop reagéieren, well anticipéiere bei esou engem Géigner wéi dem Virus net esou evident ass. Gär géife mer dat maachen, mee et ass net esou einfach.

A well Gesetzer noutwendeg sinn, awer nëmmen de Kader kënnen zeechnen, brauche mer elo méi wéi jee verantwortlecht a solidarescht Handele vun eiser gesamter Communautéit; an ech ënnersträiche „vun eiser gesamter Communautéit". Residenten an déi Leit, déi hei schaffe kommen, déi, déi Lëtzebuergesch schwätzen, an déi, déi aner Sprooche schwätzen.

An duerfir, Här President, zum Schluss eng méi perséinlech Nout un eis Matbiergerinnen a Matbierger.

Fir d'éischt an eiser Sprooch: „Léif Matbiergerinnen a Matbierger, opgepasst: De Virus ass nach ëmmer do! Mir kënnen en nëmme Meeschter ginn, wa mer eis an eis Matbierger schützen. Mir musse verantwortlech a virsiichteg handelen, mir alleguer!"

« Chers concitoyens, attention : le virus est toujours bien présent ! Nous ne pouvons le vaincre que si nous nous protégeons nous-mêmes ainsi que nos concitoyens. Soyons responsables et restons vigilants ! »

An da bieden ech ëm e bëssen Nosiicht mat mir. Ënnert der Kontroll vum Claude Wiseler probéieren ech déi Sprooch, déi mer net esou geleefeg ass, mee déi awer och hei gehéiert soll ginn: „Caros concidadãos, cuidado com o virus que continua no meio de nós e nos ameaça. Todos os dias e em qualquer lugar. Não o conseguiremos vencer, se não foremos prudentes, reponsaveis e solidarios. Unidos seremos capazes de nos proteger melhor a nós e aos nossos concidadãos contra os ataques do virus."

An da fir ofzeschléisse kéint een déi Lëscht vun de Sprooche weiderféieren. Et ass vläicht deen een oder deen aneren, dee sech wonnert, firwat dass hei am Haus aner Sprooche gebraucht ginn. Dat hei kënne mer nëmmen als gesamt Communautéit - als gesamt Communautéit! -, egal vu wou dass mer kommen, egal wat fir eng Sprooch dass mer schwätzen, ob mer hei wunnen oder ob mer hei schaffen, kënne mer dat do an de Grëff kréien!

An ech géif net verzie kréien, wann ech net an e puer Wierder nach mech un eng aner Communautéit géif riichten, wou déi aner net manner wichteg sinn: „Cari concittadini, state attenti, perché il virus è sempre presente e rimane pericoloso. Possiamo solo vincerlo se rimaniamo prudenti e solidari. Insieme siamo vigili e responsabili. Dobbiamo proteggerci noi stessi e gli altri contro il virus."

Merci villmools. An zesumme packe mer och dat, wa mer verantwortlech a solidaresch sinn!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Di Bartolomeo Mars Merci. Dat mam Portugisesche war gutt probéiert.

(Hilarité)

A mir hunn d'Intentioun alleguer verstanen an déi ass extreem positiv.

(Hilarité)

Ech soen dem President och Merci, muss ech soen, fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet. Mir si jo an engem schwierege Kontext gewiescht, ënner engem Zäitdrock, deen enorm war, fir dat elo haut alles fäerdeg ze kréien, esou wéi et ass, dat war net evident. Dofir e grousse Merci.

Mir hunn, soen ech, obwuel mer mam Text ganz, ganz, ganz vill Problemer hunn als Oppositioun, awer och gekuckt, datt mer net aus deene Problemer eppes géife maachen, wat zäitraubend ass. Mir kucken, datt d'Regierung dat Gesetz kritt, wat si gär hätt, mat deem mir Schwieregkeeten hunn. An ech kommen dorobber zréck.

Här President, mir ware virun e puer Woche beim Confinement mat déi Bescht. A mir sinn och an der Weltpress, a se ass hei zitéiert ginn, esou als Beispill virgestallt ginn. Haut si mer beim Deconfinement mat déi Schlechtst a ginn och esou an enger Rei anere Länner behandelt, déi d'Arees vu Lëtzebuerger Residenten erschwéieren a mat Konditioune verhänken.

Ech brauch net d'Beispiller alleguer ze nennen. Fir d'europäesch Behërde si mer no Schweden dat Land, wat momentan am schlechtsten agestuuft ass. Fir de Robert Koch-Institut mat den USA, Libyen, Mexiko, Türkei, Serbien an e puer aneren, dat Land mat erhéichtem Risiko. D'Lëtzebuerger wëssen dat. Eis Zuele sinn net gutt. An dat ass absolutt net schéinzerieden!

Virun engem Mount hunn ech hei op dëser Tribün gesot, datt de Confinement einfach wär an datt den Deconfinement vill méi schwiereg géif ginn. Dee Moment huet de Premierminister hei an enger empathescher Aart a Weis gesot, wéi schwiereg fir hien déi Decisioun vum Confinement gewiescht wier, well se fräiheetsaschränkend ass.

Ech muss soen: Ech gleewen em dat souguer och. Mee ech soen awer: Et geet net drëm, ob et engem schwéier oder net schwéier fält, eng Decisioun ze huelen, well beim Confinement, do war kaum eng aner Decisioun méiglech wéi déi, déi geholl ginn ass. Am Confinement ass eng Decisioun geholl ginn, déi d'Leit wollten, well se Angscht haten. Am Confinement ass eng Decisioun geholl ginn, déi ganz genau d'selwecht war wéi a jiddwer aner europäeschem Land. Et hëlt een déi Decisiounen net gär, domadder sinn ech d'accord, mee et ass awer an deem Moment keen anere Choix do.

Beim Deconfinement par contre ass dat anescht. Hei stelle sech eng ganz Rei Choixen. Et muss een déi Decisioun huelen iwwert d'Vitess, iwwert d'Envergure an dee Moment, wou ee se hëlt, vun deem Deconfinement. An haaptsächlech ass och haut déi psychologesch Situatioun eng ganz aner, wéi mer se virun enger Rei Woche kannt hunn. Mir hunn, an dat mierkt een, e gewëssene Ras-le-bol mam Confinement dobausse bei de Leit. Mir hunn awer och eng ganz Rei Leit, déi eng richteg Existenzangscht hunn, well se net wëssen, ob se op hir Aarbechtsplaz kënne weiderfueren, well se net wëssen, wa se e Geschäft hunn, ob se dat nach iwwer Woche packen, an net wëssen, wat hir Zukunft ass.

Mir hunn och eng Rei Leit, déi nach ëmmer Angscht, selbstverständlech, virun der Krankheet hunn. Den Drock an d'Onzefriddenheet ass méi grouss ginn. An am anere Länner gesi mer och, datt d'Leit op d'Strooss ginn, fir ze protestéiere géint eng Rei Confinementsmesuren, déi oprechtgehale ginn. An et muss een dobaussen, wann een haut Decisiounen hëlt, wann ee se ëmsetzt, explizéieren an et muss een d'Leit hanner sech kréien.

Ech soen Iech ganz kloer: A mengen Aen ass déi richteg politesch Gestioun do, wou Decisioune musse geholl ginn, do, wou ee muss Responsabilitéit weisen, do, wou verschidden Decisiounen an Alternative méiglech sinn, dat ass haut an dat ass net virdrun. Haut mussen Decisioune geholl ginn, déi net jiddwerengem gefalen. Haut muss eng Regierung sech d'Moyene ginn, fir déi Decisiounen och ëmzesetzen a se muss déi Decisioun och duerchgesat kréien an der Realitéit.

Fir dat ze maachen, ass eng éischt Viraussetzung, datt ee selwer d'Realitéit richteg aschätzt. Eis Zuele si momentan richteg schlecht. An a mengen Aen ass do näischt schéinzeschwätzen. Ech gesinn awer haut vill Politiker, déi ganz opgereegt erklären, wann d'Grenzen och net zougemaach ginn, mee wann et erschwéiert gëtt fir Lëtzebuerger respektiv fir Residenten, fir driwwer erauszegoen, déi dann elo erklären, dat wär alles net esou, wéi et do géif beschriwwe ginn. Mir wären am Fong gutt, well mer esou schrecklech vill Tester géife maachen. An alles dat, wat déi aner eis do géifen undoen, dat wär, well déi net géife verstoen, wéi gutt mir am Fong wären. Mir sinn déi Positiv, mir sinn déi Gutt, an déi aner verstinn eis net.

Dat ass eng Aart a Weis, fir drun erunzegoen, déi ech am Fong net akzeptabel fannen. Ech hunn dem Här Bettel säin Interview gelies virun e puer Deeg am „Politico", wou en dann erklärt, datt en e batteren Nogeschmaach hätt bei all deenen Decisiounen, déi déi Länner ronderëm geholl hätten, well mir eis Aufgab heiheem esou gutt géife maachen.

An d'Madamm Lenert, si huet gëschter op der Pressekonferenz dat selwecht gesot, mee an

anere Momenter - bei eis an der Kommissioun - an an aneren Interviewe mécht si awer weesentlech méi eng kloer Analys vun der reeller Situatioun. Et ass net, well mir e Large-Scale-Testing maachen, datt eis Zuelen esou schlecht sinn. Just 15 % vun deene Fäll, déi mer als positiv erkläert kréien, kommen aus dem Large-Scale-Testing, vu 4.956 sinn der just 161 iwwert den LST komm, iwwert de Large-Scale-Testing. Dat ass eng Zuel, déi mer d'leschte Kéier ganz kloer an däitlech an der Question parlementaire als Äntwert kritt hunn.

An et ass och net, well mer esou vill Frontalieren all Dag hei iwwert d'Grenz kréien, datt eis Zuelen esou schlecht sinn. 18 % vun de positive Fäll si Frontalieren. Dat heescht awer, datt 82 % vun de Fäll Residentë sinn.

Une voix.- 82 %.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- 82 %.

Une voix.- Dir hat 92 % gesot. Net, datt ee seet, Dir kéint net rechnen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A, Dir sidd immens fein mat mir! Ech soen Iech villmools Merci.

18 op där enger Säit, 82 op där anerer Säit. Dat mécht d'Saach awer net vill besser. 82 % vun de Fäll si Residenten. Dat heescht, eis Zuelen, independent dervun, wéi vill mer testen, sinn europawäit net gutt. An ech muss soen, ech fannen déi Decisioun, déi gëschter geholl ginn ass, fir elo nëmme méi d'Residenten an déi international Gremien ze schécken an aus eise Statistiken d'Frontalieren einfach erauszeloossen, am Fong eng ganz fragwürdeg Decisioun, well d'Frontalieren awer en Deel vun eiser Gesellschaft sinn, aacht bis zwielef Stonnen den Dag hei zu Lëtzebuerg verbréngen, hei schaffen an a sech all Dag heihinner kommen, sech eventuell hei infizéieren oder d'Infektioun mathuelen oder d'Infektioun matbréngen, mee en Deel vun eisem dagdeegleche Liewe sinn, och vun eisem dagdeegleche sanitäre Liewen. Do fannen ech déi Decisioun relativ fragwürdeg.

Kann een nach ëmmer soen: „Well mer esou vill testen"? Wat eisen Ausseminister dann als Explikatioun huet, fir deenen anere Länner ze erklären, datt hir Decisiounen, déi se huelen, net déi richteg Decisioune wären.

Ech luewen déi Efforten, mee ech gesinn, datt dat awer eng ganz schwéier Tatsaach ass. Ech gesinn och, datt déi Covid-Taskforce, déi scho viru 14 Deeg asgesat ginn ass vun der Regierung, am Fong genau de Contraire vun deem erklăert, wat d'Regierung dobaussen als offiziell Explikatioune gëtt.

Ech liese vir, wat virun enger Rei Wochen d'Covid-19-Taskforce däitlech schreift an hirem Rapport, si seet: „Dies ist ein klares Indiz, dass der Anstieg der Fallzahlen nicht durch das vermehrte Testen induziert wurde und unter Umständen den Anfang einer zweiten Welle anzeigt." Dat stoung virun e puer Wochen do, als kloer an däitlech Ausso.

An do war ech gëschter extreem erstaunt, wierklech erstaunt, wéi ech dann d'Madamm Lenert an den Här Bettel an der Pressekonferenz gesinn hunn, oder plutôt héieren hu soen, mir hätte momentan e lineären a keen exponenziellen Developpement vun den Infektiounen. D'ailleurs huet d'Madamm Lenert eis gëschter gesot, et wär dann och eng nei Etüd erauskomm, nodeem datt d'Oppositioun eng Pressekonferenz gehat hätt, wou se sech iwwert de Mangel un Informatioun beklot huet. Si hätt zwar nach keng Zäit gehat, sot se, déi Etüd ze liesen. Mir sollten dat da maachen. Ech hunn dat selbstverständlech och gemaach, nodeem ech se dann um Internet fonnt hat. Mee ech hu mech just gewonnert, well déi Etüd seet an aller Däitlechkeet genau de Contraire vun deem, wat d'Gesondheetsministesch an de Premierminister gëschter op hirer Pressekonferenz gesot hunn.

Ech zitéieren och do, an dat sinn net meng Wierder, mee dat sinn d'Wierder vun den Experten, déi vun der Regierung agesat gi sinn, fir de Suivi vun der Krankheet ze maachen.

Déi soen: „Der 7-Tage-Mittelwert zeigt für die letzte Woche eine signifikante Abweichung von diesem Trend und könnte auf ein einsetzendes exponentielles Wachstum und somit auf eine zweite Welle hinweisen." An e wéineg weider: „[...] die Infektionen schon in der Gesamtbevölkerung bemerkbar machen und nicht mehr von Infektionsclustern getrieben werden. Somit müsste man aufgrund der aktuell vorliegenden Fallzahlen von einer allgemeinen zweiten Welle ausgehen." Dat soen net ech, dat soen d'Experte vun der Regierung.

Ech soen Iech ganz kloer: Ech wär natierlech och ganz frou, wann da jiddwereen déi Expertisen, déi mer do gemaach kréien, déi Modellisatiounen, dat, wat d'Experten eis ginn, géif liesen, éier se esou Aussoe maachen, wéi där gëschter gemaach goufen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da kann een natierlech wéi de Premierminister d'lescht Woch hei op der Chamberstribün soen: „Et ass alles richteg, wat mer gemaach hunn. All Decisioun war déi richteg zu deem Zäitpunkt, wou se geholl ginn ass." Ech soe ganz einfach: Dat ass an der Realitéit net esou!

Ech wëll hei kloer an däitlech soen, datt ee soll ophalen, dauernd Excusen ze sichen, Erklärungen ze siche fir d'Zuelen, déi momentan schlecht sinn, fir e Bilan, dee momentan schlecht ass, well ech soen Iech: Et ass och problematesch, sanitär problematesch, dauernd Excusen ze sichen. Wann een dat mécht, wann een dauernd seet: „Mir sinn am Fong gutt, et si just déi aner, déi dat net richteg gesinn!", da gëtt een domat de Leit eng falsch Impressioun, well wann d'Leit engem dat da gleewen, dann hu se jo a sech d'Tendenz, fir net déi noutwendeg Precautiounen ze huelen, déi se am Fong missten huelen.

Ech fannen et net korrekt, dat ze maachen, ech fannen et och falsch an ech fannen et och eng sanitär falsch Attitüd, fir esou Saachen ze soen, fir a Pressekonferenzen esou Aussoen ze maachen.

D'Zuele si kloer. No engem effikasse Confinement hu mer elo en Deconfinement, deen ze vast, ze schnell, ouni Linn, ouni uerdentlech Kommunikatioun gemaach ginn ass. An elo si mer do, wou mer sinn. Mir sinn e Risikoland ginn.

Mir si par ailleurs, an dat wëll ech gäre soen, net dat eenzegt Land, wat e Risikoland ass. Och aner Länner, Israel, Portugal, Här Di Bartolomeo, si Risikolänner deelweis, a verschiddene Géigenden, ginn, hunn awer dunn direkt reagéiert a relativ staark reagéiert. An dofir muss ee sech hei froen, ob eis Reaktioun, deen Text, dee mer haut stëmmen, ob dat eng Äntwert ass, déi der Situatioun, wou mer momentan dra sinn, entsprécht oder net.

D'Experte soen eis, datt déi nei Infektiounen net aus der professioneller Reouverture kommen, datt se net aus der Ouverture vun de Schoule kommen - obwuel ech, wann ech eng Rei Modellisatioune liesen, dorunner zweifelen, mee loosse mer dat emol esou dohinnerstellen -, mee datt den Dreiwer dovun déi intensiv sozial Kontakter op där enger Säit sinn, haaptsächlech op private Partyen ouni Precautiounen a Reuniounen op Voie-publiquen, Caféen, wou och net ëmmer déi Moossname respektéiert ginn, déi sollte respektéiert ginn, respektiv bei privaten Iessen a bei privaten Treffen, wou sech änlech Froe stellen, an awer och bei Iwwerdroung duerch asymptomatesch Fäll.

Wann dat esou ass, wann dat esou ass, an dat schéngt och novollzéibar ze sinn, da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat? Firwat?

Ech héieren dann oft aus Majoritéitskreesser d'Explikatioun, datt d'Regierung am Confinement alles richteg gemaach huet, mee datt momentan d'Leit et net méi verstinn an et net méi respektéieren. Et ass awer net esou, datt dat, wat richteg gemaach ginn ass, der Regierung hir Responsabilitéit ass, an elo verstinn d'Leit et net méi an et ass de Leit hir Responsabilitéit, wann et elo schifleeft. Esou ass d'Realitéit net. Et sinn nach eng Rei Saachen an dem Traitement vun där ganzer Geschicht hei schifgelaf, an ech ginn och do e puer Explikatiounen.

Dat Éischt, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, dat ass, datt ech iwwerzeegt sinn, datt de Fait, datt mer aus deem éischten Text déi privat Restriktiounen, déi d'Regierung par ailleurs drageschriwwen hat, op Basis vum Conseil d'État, mir waren all dermat d'accord, erausgeholl hunn, datt dat a sech eng falsch Approche war dee Moment.

Mir hunn ëmmer gesot: „Schreift déi Saachen net an de Gesetzestext dran! Schreift se als Recommandatiounen dran! Schreift se kloer an däitlech als Recommandatiounen dran, well am Gesetzestext mécht dat kee Sënn, vu datt Der se net kënnt sanktionéieren, vu datt Der se net kënnt kontrolléieren. Mee gitt awer de Leit kloer an däitlech Instruktiounen, Recommandatiounen!" Doropshin ass et awer aus dem Text erausgeholl ginn an d'Leit haten d'Impressioun, datt alles erlaabt wär an datt se alles kéinte maachen.

Ech stelle fest, datt an anere Länner esou geschafft ginn ass. Wann ech kucken, wat an der Schwäiz geschitt ass, wann ech kucken, wat an Irland geschitt ass, da sinn eng ganz Rei vun deene Saachen, déi de Leit recommandéiert gi sinn, net an d'Gesetz geschriwwe ginn, mee sinn iwwer Recommandatioune gemaach ginn, an do huet et och fonctionéiert.

Och haut hu mer nach keng kloer a propper Recommandatiounen. Och haut hu mer nach keng kloer a propper Recommandatiounen!

(Brouhaha)

Ma Dir erkläert mir dat dann duerno.

Mir hunn haut nach keng kloer a propper Recommandatiounen, déi mer méi wéi eng Kéier gefrot hunn. Ech liesen, ech liesen an deem, wat verdeelt ginn ass vun der Regierung, ech liesen an deenen éischte Säite vun den Zeitungen, déi mer alleguer do kruten, d'Recommandatioun op dat, wat elo geschitt. Ech liesen Iech se vir: „Sie können Familie und Freunde wieder einladen, aber vermeiden sie Partys in großen Gruppen. Helfen Sie mit, die Verbreitung des Virus einzudämmen." Dat ass dat Eenzegt, wat do steet als Recommandatioun.

Also, ech soen Iech ganz éierlech: Dovunner kann ech mer awer nu wierklech näischt kafen! Dat hei ass weeder prezis nach weess ech dann an der Realitéit, wat ech soll maachen. „Vermeiden Sie Partys in großen Gruppen", ass alles, wat als Recommandatioun momentan vun der Regierung kënnt.

Mir hätte gär kloer an däitlech prezis Recommandatiounen. Da sot de Leit: „Wann Der doheem bleift, invitéiert Der net méi wéi sechs, oder net méi wéi zéng!" Da gitt eng Instruktioun! Sot e kloer an däitlech, wat Der wëllt! A sot en, datt iwwerall do, wou Leit musse méi no wéi zwee Meter zesummekommen, soll e Mask gedroe ginn! Dat ass net geschitt. Dat hei ass e frommen a vage Wonsch. Dat geet net duer, dat ass net prezis genuch.

Mir brauchen och prezis Definitiounen am Text, dat hu mer och schonn d'leschte Kéier an aller Däitlechkeet gesot. De Rassemblement, deen definéiert ass als eng Réunion organisée, an d'Manifestatioun accueillant un public, kee weess richteg, wat e soll domadder ufänken, an dann entsteet evidenterweis Duercherneen.

Fir mech ass dee politesch-juristeschen Duerjerneen eng grouss Cause vun där Confusioun a vun deem Relachement, dee momentan do ass, an enger Zäit, wou nach misst Disziplinn a Verantwortungsgefill herrschen. An dat Ganzt gëtt begleet duerch e Mangel u klore Recommandatiounen, well mer hei just generell onverbindlech, onprezis Hallefwarnungen hunn. Et ass alles op. Et gëtt gesot: „Mee iwwerdreift just net!" Dat ass net seriö gemaach, a well et net seriö gemaach ass, gëtt et och net seriö geholl. An déi Recommandatioune sinn och nach haut esou.

Mir deelen d'Analys vun der Regierung, wa se seet, datt eng ganz Rei Abuse geschitt sinn an datt een do muss ee Riedel virschiben. Dat ass jo d'Zilsetzung vun däsem Gesetz: Éischtens, Partyen, déi ouni Schutz gemaach ginn. Zweetens, doheem ze vill Leit ouni Protektioun, ouni den néidege Respekt vun den Distanzen an de Masken. Drëttens, och en Ënnergruewe vun enger Rei Horeca-Reegele bei privatiséierte Partyen a Caféen oder Scheieren oder wou och ëmmer. A véiertens, grouss Rassemblementer, wéi se virun de Caféen heiansdo stattfannen - mir hunn dat alleguer selwer gesinn oder op Videoe gesinn -, déi ze vermeide sinn, déi awer haut stattfannen, mat Leit, déi sech net selwer protegéieren. Déi Zilsetzung ass kloer an däitlech fir mech a gëtt och absolutt an honnertprozenteg vun der CSV ënnerstëtzt.

D'Fro ass just: Entsprécht den Text, dee mer hei virleien hunn, deenen Zilsetzungen? Jo oder Nee? Dat ass d'Fro, déi mir eis haut musse stellen. An ech wëll déi eenzel Punkten eng Kéier duerchhuelen.

Deen éischte Punkt, dat sinn déi grouss Partyen ouni Schutz, déi net doheem gemaach ginn, mee déi awer privatiséiert a Caféen, a Scheieren oder wou och ëmmer gemaach ginn. Da sollte sech privat Partyen op 20 Leit limitéieren, ausser et hält ee sech un aner Reegelen. Ech gesinn net, duerch wat fir eng Moossnam ka kontrolléiert gi respektiv sanktionéiert ginn, och wann et net doheem ass. An do gëtt relativ kloer vun dem Conseil d'État gesot: « L'identification des personnes ayant participé à des rassemblements privés organisés en violation de la loi, ne pourra se faire que sur aveu ou dénonciation de l'organisateur ou d'un participant. » Dat heescht an anere Wierder, déi Kontroll ass net méiglech.

Mir hate gefrot, fir datt mer, nach ier de Vott vun däsem Gesetz soll sinn, géifen Explikatioune kréien, wéi d'Polizei dann op enger Interpretatioun vun deem Gesetz an esou Caféë kéint intervenéieren. Mir kruten déi Explikatiounen net an ech ginn och net dervun aus, datt et eng uerdentlech Base légale gëtt, fir esou Kontrollen ze maachen.

An an deem Fall, wou se géife gemaach ginn, ass och nach d'Fro, wien da sanktionéiert géif ginn, entweeder den Organisateur oder de Participant. An däsem Fall ass et de Participant. Mir sinn der Meenung, datt et haaptsächlech misst den Organisateur sinn, deen hei déi Sanktioune kritt. A richtegerweis seet de Conseil d'État, datt den analogen Tracing net däerf gebraucht gi fir erauszefannen, wien op esou Partye wär, well den analogen Tracing just fir sanitär Zwecker ka gebraucht ginn. A wann een dee fir aner Zwecker géif gebrauchen, wou een d'Leit duerno bestrooft, dann hätt dat als Effekt, datt d'Leit net méi uerdentlech géifen op den analogen Tracing äntweren. Dat ass richteg.

Wat mir gär hätten a wat eis Meenung ass, dat ass, datt mer hei en Traitement esou wéi an der Horeca géifen aféieren, wann esou privat Partye stattfannen, déi net à domicile sinn, dat heescht, mat deenen noutwendege Mesure-de-sécuritéen, mat zwielef Auer als d'Zäit, wou et muss ophéieren, a mat enger Sanktioun, wann et dann noutwendeg ass, vun dem Organisateur. Esou wéi et elo ass, erreechen déi Moossnamen d'Zil net.

Zweete Punkt: déi Invitatiounen, Fester, wat och ëmmer, déi doheem gemaach ginn, wou ee ka bis zu 20 Leit invitéieren, ouni datt eng speziell Protektioun obligatoresch wär. Ech soen Iech, ech weess net, wéi et bei Iech doheem ass, mee datt ech bis 20 Leit a mäin Haus invitéieren, un den Dësch setzen, dat ass an deene leschten 20 Joer, mengen ech, héchstens zwee- oder dräimol virkomm. Wien invitéiert scho méi wéi 20 Leit? Dat heescht, a mengen Aen ass dat do eng Moossnam, déi iwwerhaapt keen Effekt an der Realitéit vun 90 % bis 95 % vun de Menagen hei zu Lëtzebuerg huet.

An de Conseil d'État seet och ganz kloer dat, wat e schonn am Gesetz virdru gesot hat: « L'article 15 de la Constitution, relatif à l'inviolabilité du domicile, n'autorise des mesures de contrôle par le biais de perquisitions et de visites domiciliaires », dat heescht, esou Kontrolle sinn an de private Konditiounen, an de privaten Haiser net erlaabt, e seet, « que dans des conditions qui ne sont pas réunies dans la loi en projet, laquelle ne prévoit que des infractions de police ». De Conseil d'État, wéi gesot, hat déi Remark schonn eng Kéier gemaach: Et ass also keng Kontroll méiglech.

An ech soen och do eis Meenung relativ kloer: Mir hätten au moins gär gehat, datt do kloer an däitlech Recommandatioune géifen erauskommen. Mir fannen déi Zuel vun 20 ze héich, esou wéi se hei am Gesetz steet.

Drëtte Punkt: grouss Rassemblementer virun de Caféen. Do hate mer eng grouss Diskussioun an der Kommissioun driwwer. Mir sinn ewechkomm vun deem, wat am Gesetz stoung, Service à table, a mir hunn et elo iwwert d'Consommation à table geholl, dat heescht, du däerfs nëmmen um Dësch consomméieren.

Dat ass awer direkt och an deem neien Text ënnergruewe ginn duerch de Fait, datt mer dann eng Autorisatioun fir Vente à emporter a Vente au volant maachen. An do ass meng Fro: Wéi soll dat da kontrolléiert ginn, wann de Cafetier ka gläichzäiteg eng Vente maachen, wou s de am Fong geholl deng Saache kanns mathuelen, obwuel e muss kontrolléieren, datt jiddweree just um Dësch sëtzt? Dann ass et jo relativ kloer, datt s de, wann s de vun der Terrass erofgees, wann s de net méi an der Enceinte vum Café bass, kanns maachen, wat s de wëlls. Dat heescht, déi ganz Propositioun, déi ech hei am Fong verstinn, gëtt am Fong ënnergruewen. Den Text seet: « La consommation à table dans les établissements visés à l'alinéa premier est obligatoire pour le client. » - „dans les établissements" -, dat heescht, dobaussen um Trottoir ass kee Problem an et ass net sanktionabel. Och do ass a mengen Aen d'Zil, wat sech gesat ginn ass, net erreecht ginn.

Eis Meenung ass: Mir hätte léiwer eng Diskussioun iwwert d'Definitioun vum Rassemblement a vun der Réunion organisée gehat mat enger klorer Ausso, datt gréisser Rassemblementer, organiséiert oder net, nëmme méiglech wären, wann déi noutwendeg Protektiounsmoossnamen och op der Voie publique géife geholl ginn, wou déi Rassemblementer hei an der Realitéit stattfannen.

Véierte Punkt: aner Rassemblementer, déi net ënnert d'Definitioun vu Rassemblement organisé falen, zum Beispill an de Parken. Et gëtt vill vun der Kinnekswiss, mee och vun anere Parken an der Stad Lëtzebuerg an an anere Gemenge geschwat, wou d'Leit zesumme sinn,

wou keng Consommatioun do ass, déi aus Caféen oder Horeca-Betriber geschitt, mee wou se hir Saache matbréngen, wou se enk zesumme sinn a wou enorm grouss Rassemblementer mat ganz ville Leit geschéien.

Wann ech liesen, wat den Text do erausgëtt, da gëtt en am Fong näischt do eraus. Dat heescht, eng Interventioun ass net méiglech vun der Polizei. An dat ass fir eis evidenterweis problematesch, a wann een näischt doriwwer schreift, och déi ganz Froen, déi sech do stellen, da kritt een déi ganz sanitär Situatioun net an de Gréff. Och dee Problem ass an eisen Aen an dësem Text net geléist.

Fënnefte Punkt. Dat ass, datt hei eng Rei Exemptioune virgesi sinn, dat heescht, wou ee kee Mask a keng Place-assisë brauch, och wann e Rassemblement oder eng Réunion organiséë do ass, zum Beispill d'Activités scolaires et parascolaires.

Dann ass natierlech d'Fro: Wann een dat esou virgesäit, dat kann ech à la limite nach verstoen, datt een et esou virgesäit, mee wéi ass et da mat deenen anere Jugendaktivitéiten, déi net an dem Beräich vum Parascolaire sinn, mee déi vun anere Jugendorganisatioune gemaach ginn? Ginn déi anescht behandelt? Oder wéi geet dat?

Mir haten eng Diskussioun an der Kommissioun, wou a sech d'Beamte vum Ministère proposéiert hunn, datt mer géifen am Commentaire des articles eng zousätzlech Explikatioun ginn, déi doranner besteet, datt mer géifen d'Activités parascolaires etendéieren op d'Aktivitéiten, déi mat sämtleche Jugendlechen op organiséiert Aart a Weis géife geschéien. Dat steet awer net am Text. Dat steet awer net am Text! An dofir huet de President vun der Kommissioun richtegerweis gesot: „Mee mir kënnen net eng Explikatioun am Contraire gi fir eppes, wat am Text net steet." Dat ass absolutt richteg.

Meng Fro ass just: Wéi gëtt et dann elo behandelt? An do ass eis gesot ginn: „Ma dat leeft elo iwwer Instruktiounen." Ech drécke just hei meng Hoffnung aus, datt all déi Instruktiounen, déi dann elo erausginn, och konform zum Gesetz sinn, wat mer hei elo amgaang sinn ze stëmmen, wann et da gestëmmt gëtt, wouvun ech ausginn.

Mäi sechste Punkt: Dësen Text, deen hëlt zu 90 % déi selwecht Propositiounen zréck wéi an deenen Texter, deenen zwee Texter, déi mer sengerzäit virun engem Mount, am Juni, gestëmmt hunn.

D'Kriticken, déi mir, déi ech am Numm vun der CSV sengerzäit ausgedréckt hunn, sinn haut och nach ëmmer richteg, well bei enger Rei vu Punkten ass näischt geännert. Ech wëll dat elo net am Detail opzielen, all déi Froe vum Traçage analogique, vun den Informatiounen, vun der Méiglechkeet ze contestéieren oder vum Confinement forcé, wou ech nach ëmmer net weess, wat dat ass a wien dann dee Confinement forcé do garantéiert. Well d'Persounen, déi an de Confinement forcé gesat ginn, déi an en Zëmmer gefouert gi fir dozebleiwen, déi wëlle jo net dobleiwen. Wa se dann erausginn, seet de Gesetzestext eis awer net, wéi dat soll kontrolléiert ginn.

Wéi gesot, d'AMMD schreift kloer an däitlech an engem Bréif, datt si awer net géif mengen, datt d'Fleegepersonal oder d'Dokteren hei misste Leit bewaachen, déi am Confinement sinn, dat wär net hir Roll. A si hu Recht. Mee wiem seng Roll et ass, steet net am Text. Dat war schonn d'leschte Kéier d'Fro an d'leschte Kéier de Fall. Dat selwecht gëllt fir de „port d'un équipement de protection individuel", wou een och net weess, wann do eng Obligatioun ausgesprach gëtt, wéi deen da soll kontrolléiert ginn a séchergestallt ginn, datt e respektéiert gëtt.

De Staatsminister huet virun engem Mount gesot, datt deen Text, dee mer géife stëmmen, e schlechten Text wier. Elo huele mer 90 % vun engem schlechten Text hei zréck zwee Méint, ee Mount ass eriwwer. An ech soen haut: De Staatsminister huet nach ëmmer Recht. Den Text ass nach ëmmer schlecht! An et ass net, well mer en haut fir d'zweete Kéier stëmmen, datt e besser gëtt. Deen Text ass wierklech nach net gutt. Deen ass onprezis, deen ass net adaptéiert op dat, wat d'Realitéit ass, a léist déi Problemer, déi mer haut hunn, net.

Dat zum Text. Dann hunn ech awer nach eng Rei méi generell Punkten, déi ech onbedéngt wollt hei lassginn, well de Problem jo och méi e generellen ass wéi just dee Gesetzestext. Dat Éischt ass, mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Fräiheetsaschränkungsproportionalitéit. Ech muss soen, wann ech liesen - independant dovun, wat mer an Diskussioune scho matenee geschwat hunn, wou ech d'Madamm Lenert sengerzäit net verstanen hunn, wa se mer seet, mir hätten hei eng disproportionéiert Fräiheetsdiskussioun, déi mer géife féieren - wann ech hei de Conseil d'État liesen, dee genau dat selwecht seet! Dee beim éischten Text gesot huet, datt d'Auteuren en défaut sinn, fir déi Proportionalitéit vun de Moossnamen ze weisen, an déi bei dësem Text soen, datt am Fong déi Beweisféierung „en termes très, très généraux" geschitt ass, also am Fong totalement insatisfaisant an dësem Text ass. Dat ass awer e wichtege Problem. E wichtege Problem!

Ech hätt mer erwaart, datt d'Regierung op déi do Fro awer mat méi Rigueur agaange wär, datt se gesot hätt: Mee mir hunn elo en R-Wäert oder mir hunn elo d'Zuel vun Infektioune par jour, oder mir hunn elo x Krankebetter, déi beluecht sinn. A fir eis ass d'Zuel wichteg, déi d'Saachen declenchéiert, an datt mer déi au préalable definéieren, fir datt mer wëssen, a wat fir engem Moment mer wat maachen - esou wéi dat an anere Länner geschitt! -, an datt mer déi wëssenschaftlech Rigueur anescht betruechten, fir Moossnamen a Kraaft ze setzen, déi vill Contenu hunn, déi vill Konsequenzen hu fir eenzel Leit. Do hätt ech mer méi Rigueur vun der Regierung erwaart.

Zweetens, déi Modellisatiounen. Ganz oft krute mer déi Modellisatiounen, nodeems mer dann oft gefrot hunn, ganz oft no den Decisiounen, mir krute ganz oft dann esou Modellisatioune vu Saachen, déi net an dem Text waren. Oder et sinn aner Modeller ugefouert gi wéi déi, déi mer am Text haten, aner Saachen. Haut zum Beispill - vu datt de Sportsminister hei ass - hunn ech nach keng Modellisatioun gesi vun deem, wat elo am Sport gemaach gëtt.

Oder op anere Punkte liesen ech dann déi Modellisatiounen an ech fannen, datt se kontradiktoresch si mat deem, wat dann d'Ministere soen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp *(CSV)*.- E soll emol an d'Kommissioun kommen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Zum Beispill déi Zesummesetzung vun den A- a B-Klassen, seet de Minister, hätt keng grouss Influenz an iwwerhaapt hätt d'Schoul op d'Infektiounsrate keng grouss Influenz.

Wann ech dann awer d'Modeller liesen, soen déi mer awer genau de Contraire. Déi soen, datt déi Klassentrennung eng grouss Influenz op eis Raten, Infektiounsraten hätt, datt och de Social Distancing an der Schoul wichteg wär an datt, wann d'Schoule ganz zou géife bleiwen, weesentlech manner Infektioune géife geschéie wéi wann net.

Ech mengen, liest déi Modellisatiounen alleguer. D'Madamm Minister seet jo, se wiere public. Se sinn effektiv public. Liest se alleguer an da maacht Der Iech selwer e Bild doriwwer. Dat entspriécht net deem, wat den Här Meisch eis hei seet.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vun der Tracing-app. Mir hu vill driwwer geschwat, dofir sinn ech do ganz kuerz. Ech gesinn, datt den Tracing, den analogen Tracingmodell haut ufänkt, richteg iwwerfuerdert ze ginn. An ech soen, datt mer einfach gutt géifen doen, net dee Modell ze ersetzen, mee zousätzlech niewent allem aneren wierklech eng Applikatioun derbäizesetzen, déi fräiwëlleg ass, déi dezentral ass, esou wéi d'Commission nationale d'éthique et seet, esou wéi Deeler vun der Uni Lëtzebuerg et soen, esou wéi Leit aus der Covid-Taskforce et selwer soen, esou wéi de Statec oder den Direkter vum Statec et seet. An et ass a mengen Aen absolutt farlässeg, nach net ugefaangen ze hunn, deen do Dossier unzepaken an eis eng Richtung ze ginn, an déi mer do kënne goen.

Déi Technik ass net einfach a mir hunn och gesot, datt mer am léifsten e Gesetzestext hätten, deen dat géif encadréieren. An d'Madamm Reding huet dat kloer an däitlech ënnerstrach. Wa se elo muss eng Kéier agesat ginn, wéi maache mer dann all déi Aufgaben? An dat elo all Kéiers erëm an d'Zukunft ze drécken, fannen ech am Fong farlässeg, fannen ech net responsabel. Duerno, wa se da muss kommen, muss alles Hals iwwer Kapp geschéien. An et ass esou vill negativ Propaganda scho vum Staatsminister a vun de Regierungsmemberen dergéint gemaach ginn, datt d'Leit schonn negativ agestallt sinn an datt et scho schwiereg ass, d'Leit iwwerzeegt ze kréien, se ze benotzen. Ech fannen dat farlässeg.

Véiertens, déi generell Philosophie an déi generell Messagë vum Text. De Conseil d'État seet et ganz kloer: Op där enger Säit maache mer am Privaten zou a mer maachen eng ganz Rei Saachen an anere Beräicher op.

De Conseil d'État seet, an ech wëll et virliesen, fir datt Der gesitt, datt net nëmmen ech déi Saachen do soen an net nëmmen d'CSV se seet, mee och Institutioune wéi de Conseil d'État: « Le Conseil d'État s'interroge sur la démarche des auteurs du projet de loi qui, d'un côté, renforce les mesures de protection, en particulier dans la sphère privée au regard de l'aggravation de la situation épidémiologique, et d'un autre côté supprime une série de restrictions dans la poursuite d'un déconfinement progressif. » Dat passt net zesummen! Dat passt net zesummen, a well et net zesumme passt, ass et natierlech esou, datt dobaussen d'Leit net richteg wëssen, wou se dru sinn, an net wëssen, wéi se sech sollen an deem do Kontext behuelen.

An dann hunn ech net geschwat vun de Schoulen, wou zum selwechte Moment A- a B-Gruppen a sech zesummegeluecht ginn, wou d'Modellisatioun, wéi ech et virdru gesot hunn, eppes anescht weist an de risegen Effekt dovunner laangfristeg beschreift, wann et da méi wéi 14 Deeg géif daueren.

Fir mech ass dat do eng Fro vun der Kohärenz vun der Politik an och eng Fro vun der Kohärenz vum Message, dee vun der Regierung ausgeet. Dëse Message ass net kohärent an dofir riskéiert en och, dobaussen net verstanen ze ginn. An dat ass e Riseproblem an der Situatioun, wou mer elo sinn.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee vum Datum a vun der Chamber. Mir hunn dat elo bis den 30. September gemaach als Text. Dat ass laang. Mir sinn awer domadder d'accord. Mee mir gesinn, datt all Dag eppes changéiert.

Mir wëssen net, wat d'Vakanz eis bréngt. Mee ech soen hei ganz kloer, an dat geet am Fong e wéineg un de President vun der Chamber, datt mir an der Organisatioun vun der Chamber iwwert déi nächst Méint och eng Responsabilitéit hunn. Mir musse kapabel sinn an der Chamber, zu all Moment eng Kommissioun zesummenzeruffen, déi fonctionéiert. Mir musse kapabel sinn, och all Moment a kuerzen Delaie kënnen eng Plenarsëtzung ze organiséieren, fir kënnen ze legiferéieren, wann et da muss sinn. Mir hunn déi Responsabilitéit! Et ass net, datt mer se wollten, mee mir hu se institutionell a mir hu se constitutionnel, a mir wëllen net, datt en neien État de crise hei declenchéiert gëtt, well d'Chamber muss déi Responsabilitéit och an deenen nächste Méint droen. Mee dofir musse mer eis organiséieren an deenen nächste Méint, fir datt mer och kapabel sinn, esou ze reagéieren, wéi an esou schwieregen Zäite wéi deenen hei muss reagéiert ginn. Dat musse mer organiséieren.

Als Konklusioun wëll ech soen: Mir verstinn, datt d'Regierung dat wëllt an Zäiten, wou d'Infektiounen usteige respektiv ërem méi sinn. Mir deelen déi Zilsetzung, mee eiser Analys no ass dësen Text op kenger vun deenen Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, effikass. E léist kee vun de Problemer, deen de viregten Text hat. Déi ginn einfach an dësem Text weidergeschriwwen. En ass onprezis an de Formulatiounen. En ass kontradiktoresch an dem Inhalt, well en op där enger Säit zoumécht an op där anerer Säit opmécht.

An dofir wäerte mer dësen Text net stëmmen. Mir soen Nee zu deem Text. Mee mir soen net nëmmen Nee zu deem Text, mee eisen Nee geet nach méi wäit. Mir sinn der Meenung, datt d'Organisatioun vun dem Deconfinement, wéi se elo geschitt, esou chaotesch ass, datt d'Leit net méi wëssen, wou se dru sinn, datt d'Administratiounen net wëssen, wéi se dat Gesetz sollen applizéieren. An aus deem Grond kann d'CSV dësen Text sécherlech net stëmmen.

Ech soen hannendrun, datt mir awer als Partei prett sinn, fir all sënnvoll Moossnamen, an ech si sécher, datt där mussen an deenen nächste Woche kommen, an Zukunft ze begleeden. Mee dësen Text wäerte mer net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Gilles Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, merci villmools. Mir hunn, wéi mer et gewinnt sinn, eng ganz engagéiert Oppositiounsried hei héieren.

(Interruption)

Ech ka mam Här Wiseler op d'mannst op engem Punkt averstane sinn, dat ass de Punkt, dass mir als Chamber, egal wéi déi Situatioun hei weidergeet, zu all Moment musse bereet sinn an zu all Moment musse kënne weiderschaffen. An ech mengen, dee Punkt, dee mécht d'Unanimitéit.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech muss awer op e puer aner Punkten zréckkommen. Kolleeg Claude, Här Wiseler, Dir hutt eis am Ufank vun Ärer Ried virgeworf, et wier ze schnell gaange mam Deconfinement.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wie stoung hei uewen an huet gesot, d'Butteker missten direkt opgoen? Dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wie stoung hei uewen an huet gesot, d'Caféë missten opmaache bis eng Auer an der Nuecht? Dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- A wie stoung hei uewen an huet gesot: „Maacht déi Spillplazen op!"? Och dat war d'CSV!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat ass alles richteg!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech hunn Iech ganz gutt nogelauschtert, well ech Iech ganz gär nolauschteren, well Der ganz gutt schwätzt. Mee ech muss Iech awer eppes soen: Är Ried war nëmmen negativ! Är Ried war nëmmen negativ, wat dee Gesetzestext hei ugeet a wat den Handling vun der Kris ugeet.

Dir hutt sechs Punkten hei ernimmt, mee wat Der net ernimmt hutt als CSV, mat kengem Saz: Wat géift Dir konkreet maachen? Wat maacht Dir konkreet?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et deet mer leed, mee ech hunn dat bei all Punkt gesot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wat sot Dir?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Baum, ech hunn et bei all Punkt genau gesot.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir stellt Iech heihin ...

Une voix.- Lauschtert no, Här Baum!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dir stellt Iech heihin an Dir maacht d'Aarbecht vun der Regierung, déi gemaach ginn ass, schlecht. Dir huelt den Text auserneen. Dat ass Äert gutt Recht. Dat ass Äert gutt Recht!

Mee zum Beispill bei de Schoulen. Dir hutt gesot: „Jo, A- a B-Gruppen, A-Gruppen, B-Gruppen, wéi maache mer et?" Jo, wéi hätt Dir et da gemaach? Sot eis, wéi Dir et gemaach hätt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Zum Beispill Contingenten.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Baum, ech soen Iech et ganz kloer: D'Madamm Hansen huet virun e puer Woche gesot, datt mer bei dem Zesummeleeë vun de Klassen déi lescht 14 Deeg extreem skeptesch wären an datt dee System vun den A- a B-Klasse soll weidergefouert ginn. Dat hu mir an aller Däitlechkeet hei an dëser Chamber ausgedréckt an dat hätte mir déi lescht 14 Deeg vun der Schoul och gemaach.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Duerno weess d'CSV alles besser!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Baum huet d'Wuert erëm.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also ech muss Iech soen - ech hu jo e bëssen an deem Beruff do geschafft -: Ech mengen, dat, wat gemaach ginn ass, fir déi Klassen zesummenzeleeën, fir erëm e bëssen Normalitéit an d'Kannerliewen ze kréien a fir haaptsächlech kënnen ze kucken, am September normal unzefänken, ech mengen, dass dat honnertprozenteg richteg war.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Also, wann d'CSV mir ka soen, wat an zwee Méint ass, à la bonne heure! Well ech kann Iech elo net soen, wat d'nächst Woch ass an där Kris hei.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee mir hunn Iech gesot, wat déi lescht 14 Deeg an der Schoul hätt eiser Meenung no solle sinn.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen.

M. Gilles Baum *(DP)*.- On rentre dans le sujet! Déi sanitär Kris ass nach laang net eriwwer. Mir sinn nach ëmmer mattendran, an déi lescht Wochen an Deeg hunn eis gewisen, dass d'Infektiounszuelen erëm klammen a geklomme sinn.

Doweinst ass et wichteg, dass mer d'Reegelen, un déi mer eis allegueren hale mussen, nach eng Kéier verlängeren. Well ech si mer sécher, dass keen heibannen an och keen dobaussen en zweete Lockdown wëllt, a keen heibannen a keen dobausse wëllt eng Iwwerbelaaschtung vun eise Spideeler a vum Personal.

A fir dass dat esou ass an och esou bleift, musse mer eis weider un d'Geste-barrièren halen. Et

sinn dës Gesten, déi d'Infektiounszuelen no deene verschiddene Phase vum Deconfinement niddreg gehalen hunn.

Ech schwätzen elo net Italieenesch an net Portugisesch. Et ass mer de Moien eppes agefall. Mir kënnen am Fong mat dräi einfache Buchstawen déi Geste-barrièren hei erklären. HOM: den H, Hänn wäschen, den O, Ofstand halen, an den M, eng Mask undoen. Méi komplizéiert ass et net.

No all Deconfinement gouf ofgewaart, ob d'Zuelen erëm géifen an d'Luucht goen. Dat gouf erwaart, ass awer net agetrueden. D'Zuele si weeder geklommen, nodeems d'Schoulen erëm opgaange sinn, nach no der Reouverture vun de Butteker a vun de Betriber. An och wéi den Horeca-Beräich erëm opgaangen ass, hat dat kee bedeitenden Afloss op déi Infektiounszuelen.

Dat beweist, dass eis Matbierger Verantwortung gewisen an d'Geste-barrièren agehalen hunn. An dat muss och weider esou bleiwen, souwuel op den Terrasse vun de Restauranten a vun de Caféë wéi och doheem. Och doheem muss een oppassen, well véier Wänn eleng schützen eis net virum Virus.

An ech soen nach ëmmer an aller Däitlechkeet: D'Enn vum État de crise ass nach laang net d'Enn vun der Crise sanitaire. An et ass nach ëmmer méiglech, sech mam Virus unzestiechen. An de Virus ass ëmsou méi geféierlech, well vill Leit guer net mierken, dass si en hunn. Si entwéckele wéineg oder guer keng Symptomer. Et spiert ee sech also net krank, et geet ee weider schaffen, et geet ee weider bei d'Frënn, et geet ee weider an de Restaurant. An iwwerall do kann een ongewollt dëse Virus weiderginn, wann ee sech net un d'Sécherheetsmesuren hält.

An ech hunn et hei uewen oft gesot: Mir als Liberale leien natierlech déi perséinlech Fräiheete ganz besonnesch um Häerz an et fält mer ëmmer schwéier, an déi perséinlech Fräiheeten anzegräifen. Mir alleguerte sinn en Deel vun der Gesellschaft, vun enger Gemeinschaft. An als Gesellschaft gi mer eis gemeinsam Reegelen, déi d'Zesummeliewen organiséieren, fir dass jiddwereen sech sécher spiere kann.

A genee duerfir ass dëst Gesetz do, fir dass jiddwereen sech sécher spiere kann, och an onsécheren Zäiten. Dëst Gesetz ass net ugeluecht fir eng laang Dauer. Et ass bis den 30. September, et ass also an der Zäit begrenzt, an et soll eis hëllefen, d'Land aus der Kris hei erauszeféieren.

A fir et all zesummen aus der Kris ze packen, musse mir net nëmmen am ëffentlechen, mee och am private Beräich méi virsiichteg ginn. An dowéinst dierfen doheem an Zukunft maximal 20 Leit zesummentreffen, an och dee Moment gëllen d'Geste-barrièren. Wann de Sécherheetsofstand net kann agehale ginn, da muss een eng Mask droen.

Och am Horeca-Secteur gëlle weider d'Reegelen. All Client, deen op der Plaz eppes drénken oder iesse wëllt, dee ka just nach op senger Sëtzplaz zerwéiert ginn. Domat wëlle mer verhënneren, dass mer erëm esou Biller gesi wéi an de leschte Wochen an Deeg: iwwerfëllten Terrassen, iwwerall stounge Leit beieneen, meeschtens ouni Mask. Wann och nëmmen eng Persoun an esou enger Grupp infizéiert ass, da kann et sinn, dass een op ee Schlag ganz, ganz vill aner Leit infizéiert.

An ech begréissen, dass d'Horesca hei hirer Verantwortung gerecht ginn ass a selwer nach eng Kéier e waarmen Appell un d'Membere gemaach huet, sech un d'Reegelen ze halen. Déi aller-, allermeescht hale sech exemplaresch un d'Reegelen an d'Recommandatiounen. An dat ass gutt esou an dat musse mer och bäibehalen.

D'Upassungen, déi dëse Projet de loi mat sech bréngt, sinn noutwendeg, fir de Virus weider anzeschränken. An dat muss eis geléngen, well säin Impakt, dee war bis elo gewalteg. Mir sti vläicht besser do wéi verschidden aner Länner, mee och hei bei eis huet de Virus Spueren hannerlooss, déi eis nach laang begleede wäerten.

Déi physesch Distanzéierung vu Frënn a vu Familljen, d'Angscht, seng Aarbecht ze verléieren, d'Angscht, net ze wëssen, wéi et weidergeet, en allgemengt Gefill vun Onsécherheet hu bei ville Mënschen Afloss op déi mental Gesondheet geholl.

A mir mussen dervun ausgoen, dass d'Angschtzoustänn, d'Depressiounen an och d'Suizidgefor weider wäerten an d'Luucht goen. A fir genau dës Sécherheet ze thematiséieren, hunn ech eng Interpellatioun ugefrot, déi mer da wäerten am Hierscht bei der Rentrée maachen.

Déi wirtschaftlech Konsequenze fir eis Ekonomie sinn enorm. Vill Betriber hu mat déifgräifende finanzielle Schwieregkeeten ze rechnen. D'Regierung huet vill Hëllefen en place gesat, fir d'Entreprisen duerch dës schwiereg Period ze féieren. Mee trotzdeem kann et sinn, dass se et net alleguerte wäerte packen. Vill Leit baangen ëm hir Aarbecht an ëm hir Existenz.

Mir mussen dowéinst, dat ass eis Flicht, en zweete Lockdown mat alle Mëttelen - mat alle Mëttelen! - verhënneren. An d'Konsequenzen dovunner, vun engem zweete Lockdown, ech mengen, déi wëllt keen heibanne sech virstellen.

Ech versti ganz gutt de Wonsch, erëm e Liewen ze féiere wéi virum Coronavirus. An ech verstinn och de Wonsch no Normalitéit, fir net all Kéiers mussen e Mask unzedoen, wann een aus dem Haus geet. An esou Momenter muss ee sech awer bewosst sinn, wéi e Risiko een ageet, wann ee sech net un d'Gestes barrières hält. Et riskéiert ee seng eege Gesondheet an déi vun anere Leit. Et riskéiert een eng Iwwerfuerderung vun eise Spideeler a vum ganze Gesondheetssystem. D'Personal huet mat vill Engagement an Ausdauer fir d'Sécherheet vun alleguer de Patiente gesuergt. A virun allem si - virun allem si! - verdéngen et net, dass elo liichtfankeg mat dëser Situatioun ëmgaange gëtt!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Dowéinst nach eng Kéier en Appell u jiddwereen hei am Land: Haalt Ofstand! Wäscht Är Hänn! Dot Är Mask un! Dës einfach Geste verlaangen net vill, mee si bewierke ganz vill.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Meng Virriedner hei hunn allen zwee vu Verantwortung geschwat. D'DP-Fraktioun iwwerhëlt hir Verantwortung an d'DP-Fraktioun wäert dësen Text stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. D'Madamm Lorsché war schonn opgestanen, dat war och ganz richteg esou, well ech hat och u sech net direkt wëllen eppes soen. Ech maachen et och relativ kuerz. Ech wëll awer dem Här Gilles Baum felicitéiere fir seng exzellent Ried an och fir déi Positiounen, déi en hei geholl huet, well et ass nämlech och d'Positioun vun der LSAP.

Mir wëllen e Wee zréck an d'Normalitéit. Dat wëlle mer allegueren. Et ass och dat, wat vun Ufank un an dëser Kris ëmmer erëm gesot ginn ass: Nom État de crise wëlle mer erëm zréck an eng Normalitéit, déi natierlech an engem Sënn vun enger Proportionalitéit tëschent Eegeverantwortung an dem Schutz vun der Gesellschaft, vun der Allgemengheet op e gesond Ëmfeld steet. Dat ass natierlech eng schwiereg Gratwanderung. Dat ass eng ganz schwiereg Situatioun. An och op dat huet den Här Wiseler jo opmierksam gemaach.

Jo, et ass effektiv schwéier, sech ëmmer der neier Situatioun unzepassen. Dat Gesetz hei, dat gouf den 2. Juli deponéiert. A vum 2. Juli bis haut, dat si schonn erëm e puer Deeg, wou vill geschitt ass! An et kann een elo net soen: „Jo, den 2. Juli gouf dat Gesetz hei deponéiert, an elo sinn esou vill Saachen anescht, an duerfir stëmme mer et hei net!" Ech fannen dat awer e bëssen einfach, mat engem Recul vu 14 Deeg méi Informatioun elo ze soen: „Dat Gesetz hei ass net gutt."

An zumools wann ee weess, an de Gilles Baum huet et gesot, datt et der CSV net séier genuch gaangen ass, fir hei erëm alles séier opzemaachen, d'Spillplazen, d'Butteker, d'Spärstonn, et ass net séier genuch gaange fir ze deconfinéieren. An elo op eemol hei ze soen, …

(Protestations)

An elo op eemol hei ze soen, et wär alles net gutt, dat ass awer e bëssen einfach.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An ech hunn et hei gesot, wéi mer dat éischt Gesetz hei gestëmmt haten … Wéi mer dat éischt Covidgesetz gestëmmt hunn, dunn hunn ech gesot: „Ma ech si gespaant op d'Amendementer, déi da vun der CSV komme fir dat Gesetz. Ech si gespaant op d'Amendementer!" An ech hu mech och nach eng Kéier beim President vun der Santéskommissioun hei ëmfrot, wivill Amendementer da vun der CSV komm si fir dat neit Gesetz elo hei. Ma en huet mer confirméiert, et koume ganz genau null Amendementer, net een.

(Brouhaha)

Net een Amendement ass komm!

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Net een Amendement ass komm fir dat Gesetz hei, wat mer haut hei solle stëmmen! Duerfir fannen ech et awer e bëssen onfair, muss ech soen, hei mam Bagger iwwert dat Gesetz an iwwert déi Leit, déi dat Gesetz hei mat ausgeschafft hunn, ze fueren, wann een null Amendement dozou bäidréit.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, mir hunn all Kéiers Propositioune gemaach, bei all Punkt!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech fannen dat net richteg!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Bei all Punkt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech fannen dat net richteg. An da wär awer effektiv och d'Fro eng Kéier erlaabt, Här Wiseler, d'Fro ass awer erlaabt, Dir sot hei, et wäre Kontradiktiounen an deem Gesetz, mir géifen am private Beräich Restriktioune maachen an dann awer am Sport an an der Kultur opmaachen. Dat heescht, wann ech dat richteg verstanen hunn, Dir sidd derfir, datt am Sport an der Kultur alles zoubleift. Oder Dir sidd derfir, datt am Privaten alles opgeet. Wat hätt Der da gären?!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hätten emol gären eng Kéier eng Simulatioun, déi mer gefrot hunn!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Sot eis, wat Der gären hätt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir stëmmen hei fläisseg a mir kréien näischt.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir hutt hei net gesot, wat Der gären hätt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, mir hunn Iech dat awer ganz kloer an däitlech gesot!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir hutt hei einfach gesot: „Dat, wat dosteet, ass schlecht! Dat, wat dosteet, ass schlecht!", mee Dir hutt net gesot, wat Der gären hätt. Well Der keng, …

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech kann awer nach eng Kéier d'Ried hale kommen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … well Der keng Positioun wëllt huelen, …

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den Här Engel huet net nogelauschtert, Här Wiseler.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … fir Iech lieb Kind op dem rietsen an um lénkse Bord ze maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- O!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass menger Meenung no net responsabel. Ech soen Iech, hunn Iech d'leschte Kéier gesot, dat wier onverantwortlech, wat Der géift maachen. An ech soen Iech et nach eng Kéier: Dat ass onverantwortlech, wat Der hei maacht!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir gesi jo, wat deen Text hei bréngt.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass net richteg.

Wou Der awer Recht hutt: Dir hutt gesot, „d'Situatioun, déi changéiert all Dag". Jo, si changéiert all Dag. An da maacht Der hei deene Leit de Virworf, déi viru 14 Deeg e Gesetz deponéiert hunn! Natierlech huet d'Situatioun all Dag changéiert. Jo, mee déi Leit, déi viru 14 Deeg dat Gesetz hei deponéiert hunn, déi wousste jo och net, wéi d'Situatioun géif hei evoluéieren, an hu missen awer eng Decisioun hei huelen, wéi et soll weidergoen.

An d'Chamber, déi muss responsabel bleiwen. An ech si frou, datt de President vun der Santéskommissioun och e Bréif un d'Chamber gericht huet, fir op déi dote Situatioun opmierksam ze maachen, an datt d'Chamber och weider kann hei hir Responsabilitéit an och muss hir Responsabilitéit huelen.

An dann zum Schluss nach eng Kéier, déi Recommandatiounen an déi Instruktiounen, déi d'Regierung an eis Santésministesch vun Ufank u gemaach hunn, an de Gilles Baum huet se hei nach eng Kéier gutt mat HOM …

Une voix.- … zesummegefaasst …

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … zesummegefaasst. Merci, dat Wuert hunn ech gesicht! Resuméiert wollt ech soen.

… mat Ofstand halen, mat Masken droen a mat den Hänn desinfizéieren. Déi Mesuren, déi gëlle vun Ufank un. An dat ass elo näischt Neies. A wa jiddwereen sech och dorunner géif halen, da wäre mer besser an eisen Zuelen!

An iwwregens, Äert Beispill vun der Schwäiz, dat Der gesot hutt, datt déi alles richteg gemaach hätten, ma dat ass net ganz richteg, Här Wiseler. Dat hätt vläicht an Äert Konzept gepasst. Mee déi haten zwee Méint bal keng nei Infektiounszuelen, mee säit 14 Deeg hunn déi och erëm bal 100 Fäll pro Dag, wou se an d'Luucht ginn. Dat freet eis net, dat ass net gutt, et ass net, datt dat gutt ass. Mee fir Äert Beispill ze huelen, fir d'Beispill vun der Schwäiz ze huelen, fir dann domadder ze soen, datt mer hei an eisem Lëtzebuerger Land falschleien, domadder hutt Der net Recht.

Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP fir dat Gesetz, wat e Gesetz ass, wat muss kommen. An ech wär frou, wann dat heibannen eng grouss Majoritéit géif kréien an net leider nëmmen déi vun der Majoritéit.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Hutt Der och eppes zum Gesetz ze soen oder nëmme géint d'CSV?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. An elo wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. D'Positioun vun der gréngger Fraktioun ënnerscheet sech net vun där vu mengen zwee Virriedner, mat Betounung op zwee. Mat deem drëtten hu mer déi selwecht Problemer wéi de Georges Engel an de Gilles Baum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Die Regierung sieht keine Gefahr, dass eine größere Infektionswelle das Großherzogtum erfasst." Dësen an änlech berouegend Sätz stoungen den 23. Januar 2020 am „Lëtzebuerger Wort", wou d'Äntwert vum fréiere Gesondheetsminister op eng Question parlementaire zesummegefaasst ginn ass.

Wat viru sechs Méint also kee fir méiglech gehalen huet, ass agetrueden, an dat mat allen Erausfuerderungen a politesche Stolpersteng, déi d'Regierung, mee och mir als Chamber hu missen iwwerwannen a gemeeschtert hunn, fir d'Pandemie esou gutt wéi méiglech ze geréieren.

A wéi sot de Premier d'lescht Woch ganz treffend: „D'Gestioun vun enger Pandemie stoung net am Koalitiounsaccord." Woubäi ech wëll ze bedenke ginn, datt d'Gestioun vun enger Pandemie net op virgetréppelte Pied kann oflafen. Dag fir Dag verlaangt se no neie Léisungen, jee no Entwécklung vun der Situatioun a jee no den Erkenntnisser, déi um nationalen, mee och um internationalen Niveau an der Recherche zustane kommen.

Derbäi kënnt, datt déi politesch Decisioune keng applizéiert Medezinn sinn, wou ech de franséische Philosoph a Wëssenschaftler Étienne Klein - „Klein" geschriwwen - wéilt zitéieren, deen den 2. Juli vun dësem Mount also an enger Sendung op „France Inter" follgende Saz gesot huet: « Le pouvoir politique, ça n'est pas de la médecine appliquée. » An där Sendung huet e gutt beschriwwen, datt et bei der Gestioun vun enger Pandemie ënnerschiddlech Zäitlechkeete gëtt. Hie schwätzt vun „temporalités", wou de d'Wuert „Tempo" dra verstoppt. Zum engen déi politesch Temporalitéit, déi vun deene politesch Responsabele verlaangt, an der Urgence ganz séier ze decidéieren. Zum aneren déi wëssenschaftlech Temporalitéit, déi oft Wochen, Méint a Jore brauch, fir Kloerheet ze schafen, wat déi bescht Manéier ass, fir mat enger neier Pandemie ëmzegoen an e geféierleche Virus a Schach ze halen.

An deem Spannungsfeld befanne mer eis schonn zu Lëtzebuerg zanter dem Ausbroch vun der Pandemie a mir wäerten dat Spannungsfeld och net esou séier verloossen. Ech mengen och net, datt e „Plang fir Lëtzebuerg" eis hei vill gehollef hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bilan, dee mir haut no iwwer véier Méint Gestioun vun der Coronakris zu Lëtzebuerg kënnen zéien, ass net dee schlechtsten. Ganz am Contraire! Am Verglach zu anere Länner ass en extreem positiv, …

(Interruption)

… well mir …

Ech sinn nach net fäerdeg!

… well mir d'Katastroph dank eisem staarke Sozialstaat, deen um Solidaritéitsprinzip berout, dank couragéierte politeschen Decisiounen an dank der grousser Solidaritéit an eiser Bevëlkerung konnte verhënneren.

An et war virun e puer Deeg och ganz encourageant, vum fréiere Premier Jean-Claude Juncker an enger Sendung op RTL ze héieren, datt hien et genee d'selwecht gemaach hätt wéi eis Regierung.

(Interruptions)

Dat just, fir de Punkt ze maache vun de leschten …

(Interruptions)

Dat just, fir de Punkt ze maache vun de leschte véier Méint.

Natierlech gëllt et haut och, no vir ze kucken a beim Kampf géint d'Pandemie um Ball ze bleiwen. An dat ass ëmsou méi wichteg, well d'Zuel vun de Covid-19-Infektiounen zu Lëtzebuerg massiv um Klammen ass, dat ass kloer, an eist Land och amgaangen ass, um internationale Plang als eent vun de geféierlechsten Areeslänner ofgestempelt an isoléiert ze ginn. Dat kann een net schéirieden.

Mat dësem Projet de loi, deen déi éischt zwee Covidgesetzer vum leschte Mount jo fusionéiert an eng Rei Ännerungen a Klarifikatiounen enthält, kucke mer där Entwécklung an d'A, wat natierlech net ausschléisst, datt nach weider Modifikatiounen néideg ginn, jee nodeem wéi d'Infektiounszuele sech weiderentwéckelen a wéi eng Moossname sech dee Moment als sënnvoll wäerten erweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, „Dir musst de Feind kennen, fir e kënnen ze bezwéngen", huet schonn de chineesesche Philosoph a Militärstrateeg Sunzi am Joer 5000 viru Christus geschriwwen. An och wann et haut net drëms geet, an de Krich ze zéien, esou geet et awer drëms, e Feind ze bezwéngen, an zwar e Feind mam Numm Coronavirus, dee mir musse kennen, fir en a Schach ze halen. Dat heescht, et ass wichteg ze wëssen, wou, wéi séier an op wéi eng Manéier de Virus sech verbreet an Infektiounsketten ausléist.

Am Ufank vun der Pandemie war dat kengem kloer, weeder der Majoritéit nach der Oppositioun an emol net de Virologen. An och haut muss een nach ëmmer feststellen, datt d'Situatioun vu méindes net méi onbedéngt déi vu freides ass.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Esou sinn zanter dem Enn vum État de crise virun allem déi privat Partyen als eng vun den Haaptursaache vun de steigenden Infektiounen ugefouert ginn. Lues a lues stellt sech awer eraus …

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Wou sinn d'Donnéeën?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ass dat dann esou?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, kënnt Der vläicht einfach froen, datt ech net ëmmer ënnerbrach ginn?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, d'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci villmools.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir wësst ëmmer alles a mir wëssen näischt! Ech weess net …

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ma Dir hat ganz vill Riedezäit als Fraktioun. A wann Der nach eppes wëllt soen, kënnt Der herno jo gäre bei de Mikro kommen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, Dir kënnt Iech roueg herno nach aschreiwen!

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et ass just schwéier ze schwätzen, wann ëmmer Gegrommels op der rietser Säit ass, am rietsen Eck.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Wolter, de Moment huet d'Madamm Lorsché d'Wuert. An, Madamm Lorsché, fuert roueg weider!

(Brouhaha général)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Vu menger Säit aus …

M. Michel Wolter *(CSV)*.- D'Madamm Lorsché behaapt eppes a se gëtt kee Beweis fir hir Behaaptung!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et ass, vu menger Säit aus gekuckt, dee rietsen Eck.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir si kee rietsen Eck, Madamm Lorsché!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir sëtzt am rietsen Eck, vu mir aus gekuckt.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, jo!

Plusieurs voix.- O! Jo, jo, o!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Sout, wannechgelift! D'Madamm Lorsché huet d'Wuert a soss keen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Lues a lues stellt sech eraus, datt dës Erklärung der Realitéit nëmme begrenzt Rechnung dréit. All déi aner Infektioune sinn no an no op ënnerschiddleche Plazen opgetaucht.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat geet net, Här President!

(Protestations et brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift! Berouegt Iech e bëssen a loosst d'Madamm Lorsché hir Ausféierunge weiderféieren!

Une voix.- Ech wéisst gär, wat se mengt domadder.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, virun dräi Méint huet den Här Bausch dat selwecht versicht mat der CSV. Dat do geet net! Mir si keng Faschisten!

(Brouhaha)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här Roth, Här Roth, ech hu vun …

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir hutt dat bewosst gemaach.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Nee, ech hunn dat net bewosst gemaach. A wat Dir elo maacht, dat ass eng Ënnerstellung.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech hu gesot, et wär net agreabel ze schwätzen, wann aus deem do Eck, dat ass nun emol op menger rietser Säit, vun do Gegrommels kënnt. Voilà! A wa kee Gegrommels kënnt, da brauch ech dat och net ze soen.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir behaapt Saachen, déi Der net kënnt beweisen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kommen zréck …

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här Wolter, kommt bei mech sëtzen!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, ganz gären! Dir kënnt mer vläicht d'Explikatioune ginn, déi d'Madamm Lorsché net ka ginn.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Da sëtzt Der an deem aneren Eck!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kommen zréck bei d'Infektiounen, wann ech däerf, déi no an no op ënnerschiddleche Plazen optauchen. Sou zum Beispill a Wunngemeinschaften oder Opfangstrukturen, an deenen d'Wunnverhältnisser enk bemooss sinn, mee och an Dagesstrukturen, deem engen oder anere Betrib oder awer méi klenge Gruppen am Privatberäich sinn ëmmer méi Infektioune festzestellen.

Wat d'Verdeelung iwwert d'Land ugeet, do sinn de Muere Kaarte publizéiert ginn. Sou spréngt virun allem an d'A, datt d'Pro-Kapp-Infektiounen an deene Géigenden am héchste sinn, déi am dichteste besidelt sinn, woubäi d'Vermutung no läit, datt d'Landkaart mat deenen Infektiounen net vill anescht ausgesäit wéi d'Landkaart vum Indice socio-économique …

Une voix.- Richteg!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- … mat deene selwechte roude Plazen, haaptsächlech am Süden an an de gréissere Stied.

Une deuxième voix.- Dat ass scho richteg.

Une troisième voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sot, et entsteet den Androck. Ech hu se nach net kënnen openeeleeën, mee et fält op, datt an dicht besidelte Stied méi Infektioune sinn an et ass och do, mengen ech, wou den Indice socio-économique net deen héchsten ass. Mee dat bleift ze préiwen.

Wou ech och drop wéilt hiweisen, datt an deen Indice och déi Wunnverhältnisser erafléissen, déi och eng Ursaach sinn, wa se net gutt sinn, vun den Infektiounen. Dat ass op d'mannst scho bewisen.

Duerch Tester, mee och duerch Gespréicher, déi am Kader vum analogen Tracing mat Betraffene gefouert ginn, kommen am Fong all Dag nei Erkenntnisser derbäi. An dowéinst ass et och wichteg, un der Method vum analogen Tracing festzehalen. Virun allem ass et wichteg, d'Teststrategie nach weider ze verfeineren an nach méi geziilt op vulnerabel Gruppen a Plazen zouzegoen, fir deenen eenzelnen Ustiechungsherden nach besser op d'Spuer ze kommen.

Wat awer och wichteg ass, ass d'Kommunikatioun souwuel um Niveau vun de Gestes barrières wéi och um Niveau vun der Teststrategie, dëst virun allem, wann et ëm méi bildungsfern Schichte geet, mee och ëm Mënschen, déi aus anere Kulturkreesser kommen, d'Sprooche vläicht net esou gutt verstinn an och de Risiko lafen, datt d'Informatiounscampagnen net onbedéngt am selwechte Mooss wouergeholl gi wéi bei gutt informéierte Biergerinnen a Bierger, déi scho laang am Land wunnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och wann d'Partyen am grousse Stil haut net méi deen eenzege Grond vun Infektiounskette sinn, esou ass et mir awer wichteg ze ënnerstäichen, datt se nach ëmmer ee vun de gréisste Risiken duerstellen, am Fall wou d'Gestes barrières net respektéiert ginn, woubäi et dem Virus jo egal ass, ob e sech an engem ëffentlech zougängleche Raum oder an engem private Raum verbreet.

En zousätzleche Problem besteet doran, datt d'Feierlechkeeten am grousse Stil en nodréiglechen Traçage bal onméiglech maachen. Domat stellen ech net a Fro, datt d'sozial Kontakter ënnert de Mënschen extreem wichteg sinn, an dat war och eng wichteg Etapp vum Deconfinement. Se si souguer eng vun de wichtegste Viraussetzungen, fir déi mental Gesondheet ze schützen, virun allem bei deene Leit, déi eleng liewen an am Confinement am meeschte geliden hunn.

Allerdéngs musse gewësse Reegele respektéiert ginn, an et ass jo genee dat, wat mer mat dësem Projet de loi och am Privatberäich wëllen erreechen.

D'Zil ass a bleift awer dat selwecht: Et geet drëms, d'Infektiounszuelen esou niddreg wéi méiglech ze halen, fir datt all Patient mat schwéiere Symptomer an engem Spidol kann ënnerkommen a kompetent gefleegt ka ginn. D'Zil muss et awer och sinn, datt Net-Covidpatiente sech an Zukunft op eng gutt Prise en charge kënne verloossen an datt et net zu weidere Retarden um Niveau vun den Operatiounen, de Scanner, de Röntgenopnamen an aneren essenzielle Spidolsaktivitéite kënnt.

D'Erfarungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi an deene leschte Méint op deem Plang gemaach gi sinn, sollen eis eigentlech an där Hisiicht eng Léier sinn. Si sinn awer och en zousätzlecht Alarmsignal, kann ee bal soen, wat eis seet, datt d'Virsiicht iwwerall an zu all Moment éischt Gebot muss sinn an eng wichteg Konditioun ass, fir en Zréckfueren, en zweet Zréckfuere vu wichtege medezinneschen Aktivitéite kënnen ze verhënneren.

Här President, genee aus dësem Grond wollt d'Regierung der Virsiicht jo schonn am Juni bei der Elaboratioun vun den éischte Covidgesetzer Prioritéit ginn. Virsiicht an deem Sënn, datt d'Regierung déi wichtegst Covidreegelen net nëmmen an ëffentlech zougängleche Raim, mee och am Privatberäich wollt obligatoresch maachen.

Konkreet sinn dat déi Reegelen a Geste-barrièren, déi am Kader vun de Mënschenusammlunge relevant sinn - bewisenermoossen - an déi och international vun der WHO a vum Europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vun ustiechende Krankheeten unerkannt sinn, fir d'Iwwerdroe vum Virus ze bremsen. Se sinn also net aus der Loft gegraff.

Bekanntlech huet de Staatsrot dëser virsiichteger Approche vun der Regierung beim éischte Covidgesetz e Strich duerch d'Rechnung gemaach. A laut sengem Avis waren d'Reegelen, wéi Der wësst, am Privatberäich net zoumuttbar, net adaptéiert an och net proportionell zu der Gravitéit vun der Situatioun. Dëst opgrond vum Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet, déi jo an eiser Verfassung verankert ass an dee Moment och net ganz zu Onrecht ugefouert ginn ass, well d'Infektiounen zu deem Moment eebe grad effektiv niddreg louchen. Duerno ass een natierlech ëmmer méi schlau.

Dir Dammen an Dir Hären, et huet net laang gedauert, bis verschidden Deeler vun eiser Gesellschaft op der Bananneschuel vun der Fräiheet am Privatberäich ausgerutscht sinn an am Fong elo matverantwortlech derfir sinn, datt et zu der Aféierung vu gesetzleche Reegelen am Privatberäich muss kommen. Ech mengen awer, dass nach ëmmer de Gros vun der Gesellschaft seng Verantwortung iwwerhëlt.

Datt d'Kommunikatioun vu Recommandatiounen hätt kënne verstäerkt ginn, streiden ech net of. Et kann een awer och net behaapten, datt se net stattfonnt hätt. An ech weess, datt ganz vill Deplianten an der Boîte gelant sinn, souwuel mat Biller wéi och mat Text.

Ëmstridde bleift d'Moossnam vun der Reglementatioun vum Privatberäich nach ëmmer bei der berodender Mënscherechtskommissioun. Esou wéi se an hirem Avis richteg opwerft, entsprieche dës Moossnamen effektiv net de Prinzippie vun enger fräier Demokratie a se widderspriechen och der verfassungsrechtlecher Dispositioun, datt de Staat sech net an d'Privatsphär anzemëschen huet.

Op där anerer Säit - an déi ass net onwichteg - muss ee bedenken, datt de Staat laut där selwechter Verfassung och forcéiert ass, d'Gesondheet vun der Populatioun an domat Mënschelewen ze schützen. An deem Dilemma ass d'Politik gefuerdert a muss Entscheedungen treffen. An dës Entscheedung sinn nun emol och eethesch méi schwéier ze treffe wéi d'Entscheedung, d'Wirtschaft mat héijen Zommen ze ënnerstëtzen. Fir déi Moossname fënnt sech séier eng politesch Majoritéit.

Doriwwer eraus muss ee sech awer och froen, ob déi gesetzlech Virschrëften, déi mat dësem Projet de loi am Privatberäich agefouert ginn - an déi jo schonn haut am ëffentleche Raum gëllen -, wierklech esou dramatesch an demokratiefeindlech sinn.

Ëmmerhin ass d'Droe vun engem Mondschutz, dee jo bei iwwer 20 Leit virgesinn ass, wann d'Distanz net garantéiert ka ginn, keen Hindernis, fir sech ze begéinen, an de Mondschutz deet och net wéi.

An och d'Obligatioun, alternativ zum Mondschutz eng Distanz vun zwee Meter anzehalen, heescht net, datt d'Beweegungs- an d'Versammlungsfräiheet domat opgehuewe gëtt.

Woubäi ech woen ze behaapten, datt d'Droe vun engem Mondschutz wäit manner penibel ass, wéi mat enger Sauerstoffmask am Spidol ze leien, wou vu Beweegungsfräiheet souwisou keng Ried méi ka sinn.

An déi selwecht Logik gehéiert och d'Modifikatioun, déi den Horeca-Secteur betrëfft. Et ass bekanntlech ee vun deene Secteuren, deen am meeschten Aarbechtsplaze generéiert an dee mat am häertste vun der Kris getraff ass. Hei begréisse mir, datt d'Verantwortung mat dësem Projet de loi net méi just beim Proprietär vum Lokal läit oder beim Gestionnaire, mee zum Deel op de Client iwwerdroe gëtt.

Dës Approche ass net nëmme méi realistesch, mee se ass och méi fair, well et net ka sinn, datt d'Clientë sech aus der Verantwortung schläichen doduerch, datt se Mënschendrauwe ronderëm d'Lokaler bilden, wärend Bedreiwer vun engem Lokal fir en illegalt Verhale vun de Clientë bestrooft ginn.

Méi Fräiheet gëtt et dann awer och fir d'Sportler an d'Acteure vum Kultursecteur, wat mir natierlech ënnerstëtzen. Ëmmerhin erfëllt souwuel d'Kultur wéi och de Sport, jee no Secteur an Aktivitéit, wichteg sozial, integrativ, educativ, intellektuell beräicherend oder einfach emol gesondheetserhalend Funktiounen, déi alleguer an de leschte Méint ze kuerz koumen.

An deene Beräicher sinn d'Gruppe fest definéiert an zueleméisseg iwwerschaubar, soudatt e Retraçage vun de Kontakter an domat d'Ënnerbrieche vun eventuellen Infektiounskette kee Problem dierft duerstellen. D'selwecht gesäit et och d'WHO.

Begréissenswäert ass an deem Kontext, datt déi eenzel Federatiounen zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Recommandatioune fir déi Aktiv a fir d'Veräiner verfaasst hunn, soudatt d'Preventioun an deene Secteure scho méi laang groussgeschriwwe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech wéilt dem Rapporter Mars Di Bartolomeo nach Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport an ech wéilt - grad wéi beim Vott vun den éischten zwee Covidgesetzer - jiddwerengem un d'Häerz leeën, d'Rapporte vun de Gesetzer ze liesen, elo och vun dësem, well se eigentlech eng Zort Formation continue duerstellen.

Et geet nämlech wäit iwwert den Objet vum Projet de loi eraus an d'Rapporten ënnerstäichen am Fong déi ganz Komplexitéit, mat där mir net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och um internationalen Niveau konfrontéiert sinn.

Déser Komplexitéit kënne mir net mat einfache Spréch oder Fuerderunge begéinen, mee mat komplexe Léisungen, déi Dag fir Dag iwwerduecht musse ginn, jee nodeem wéi d'Situatioun sech weist.

Här President, als gréng Fraktioun si mir weiderhi bereet, eis konstruktiv anzebréngen an eis Verantwortung ze iwwerhuelen, och wa mir an der Gestioun vun der Kris net un der éischter Front stinn; mee och déi zweet Front ass net onwichteg.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der gréinger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, fir datt ech et net vergiessen, soen ech dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'ADR huet Problemer dermat, wa Fräiheeten, déi an der Verfassung verankert sinn, duerch eng einfach Majoritéit iwwer Gesetzer hei an der Chamber duerchgewénkt ginn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et muss och hei, onser Meenung no, dann eng Zwee-Drëttel-Majoritéit an der Chamber si fir esou Gesetzer als Basis.

D'Mënscherechtskommissioun hat eng änlech Meenung wéi d'ADR. Problematesch kann dat awer fir d'Zukunft ginn, wann d'Situatiounen, déi Mënscherechter belaaschten, an engem gewësse Sënn normaliséiert ginn, wéi mer dat elo mat dësem Gesetz haut hei maachen. Mir maachen eng Verlängerung vum leschte Gesetz; et gëtt elo iwwerdroen op dëst Gesetz. An dat ass just gemaach ginn, well d'Summervakanz virun der Dier steet.

Ech mengen, dat ass eng geféierlech Auswäitung an hoffentlech kënnt dat net op aner Punkten eriwwer.

Eenzel Passagen an dësem Gesetz sinn ze vill vast ausgeluecht. Si baséiere gréisstendeels um Gesetzestext vun deem viregte Gesetz, wou se iwwerholl goufen. Déi eng kënnen et esou interpretéieren, anerer erëm anescht. An do derbäi kënnt, datt de private Beräich schwéier ze kontrolléieren ass.

Et gëtt héich Zäit, datt mer e Pandemiegesetz als Basis kréien, dat mer an aller Rou an ouni Zäitdrock kënnen ausschaffen an diskutéieren.

Wat ons nach stéiert un dësem Gesetz, dat ass d'Ausgangsbasis, dat sinn d'Fakten, op deenen et berout an déi d'Regierung awer als Hotspot definéiert huet bei den Diskussioune vum Gesetz, an zwar d'Partyen uechtert d'Land.

Et ass e Gesetz an d'Blannt eran. D'Chamber weess net, wou déi eenzel Problemer am Detail am Land leien.

Op Basis vu Fakte misst jo e Gesetz diskutéiert ginn hei an der Chamberskommissioun. Mee der Kommissioun louchen dës Fakte bei der Diskussioun zu dësem Gesetz awer net vir. Se goufen hir virenthalen.

Wa mer esou e Gesetz wéi dat heite stëmmen, da misst jo awer virleien, wat a wou a wéini ee sech ugestach huet.

Mir ginn all vertréischt op Partyen, déi uechtert d'Land sollten ofgehale gi sinn. Elo wësse mer awer aus der Press, datt och nach aner Ursaachen do si fir d'Eropklamme vun dëse Covid-ustiechungen, wéi zum Beispill d'Schoulen an och nach aner Saachen.

Do muss ee sech awer bei de Schoulen d'Fro stellen: War et verantwortlech oder onverantwortlech, fir no dem Opmaache vun de Klassen elo kuerz virun der Vakanz erëm zréckzefueren op eng eenheetlech Klass, wou mer der virdrun zwou haten? Ech mengen, do muss ee sech Froe stellen!

An dësem Gesetz steet kee Wuert zu där Entwécklung. Ech hunn an der Kommissioun e Mëttwoch, den 8. Juli, d'Fro gestallt, fir Datematerial ze kréien zu dësem Gesetz, well et wier jo wichteg gewiescht, dës Donnéeë virleien ze hunn, fir deenen Erkenntnisser a Fakten am Gesetz Rechnung droen ze kënnen.

Well onser Meenung no kann ee jo nëmmen e Gesetz diskutéieren, wann ee Kenntnis huet vun der ganzer Sachlag. An dobäi gëllt dëst Gesetz jo ëmmerhi bis den 30. September.

De President vun der Santéskommissioun an haitege Rapporter hat mer geäntwert, hie géif dat an de Rapport mat abauen. Dat ass a mengen Aen e Witz!

Dat ass d'selwecht ze verstoen, wann ech an e Schnellimbiss ginn an ech kafe mer e Brout mat enger Mettwurscht a Moschter, da kréien ech haut d'Mettwurscht; wann ech dann nofroen, kréien ech mar d'Brout; wann ech dann nach dräimol nofroen, kréien ech iwwermar de Moschter. Esou kann een dat vergläichen an dat ass onverantwortlech! Ech wollt lech un dësem Beispill emol eng Kéier illustréieren, wéi d'Parlament behandelt gëtt!

(Brouhaha)

Do derbäi muss ee wëssen, …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… datt d'Madamm Ministerin bei der Coronadebatt hei an der Chamber net emol zwou Stonnen no der Kommissiounssitzung Follgendes gesot huet: „Duerch déi Monitoringoutilen, déi mer en place hunn, …

(Interruption)

… wäerte mer ganz genau kucken, wéi d'Typologie vun den Neiinfektiounen ass. Wéi eng Leit sech mam Covid infizéieren, wéi eng Alterskategorien dat sinn. Dat Ganzt, fir éischtens d'Tendenzen ze erkennen an zweetens den Impakt op dat, wat eis letztendlech interesséiert: Sinn dat déi Leit, déi an engem grousse Risiko sinn, fir an de Spideeler ze landen oder net? Dat ass jo ganz ënnerschiddlech."

A weider huet d'Madamm Ministesch nach gesot, e bësse méi spéit: „Duerch d'Residuen, déi an de Kläranlage sinn, do kënne mer erkennen, wou de Virus present ass, doduerjer geografesch och Hotspotten erkennen an doduerch och plangen, fir bei der normaler Hospitalisatioun déi normal Prise en charge oprechtzeerhalen; dat ass eng Prioritéit."

Souwäit d'Madamm Ministesch. An dorauser schlussfollgeren ech dann, datt der Regierung jo all déi Donnéeë virlouchen.

Firwat kritt d'Chamber se dann net, fir dat Gesetz ze diskutéieren?

Une voix.- Voilà! Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Op där anerer Säit mussen awer déi infizéiert Leit laut Artikel 5 all hir Donnéeën der Santé matdeelen. Déi eng mussen et maachen, déi aner net.

Opgrond vun dëser Sachlag muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass hei lass? Wat gëtt hei verstoppt?

Dat ass och dat, wat dobaussen d'Leit sech froen. A mat groussem Averständnis hu se Recht. Dës Donnéeën aus dem Monitoring louchen der Kommissioun net vir. D'Chamber misst jo awer wëssen, wou déi eenzel Problemer leien a wou a wéi se sech kënnen ustiechen.

Opgrond vu wat fir enger Basis hu mer, zënter datt déi lescht zwee Covidgesetzer a Kraaft sinn, déi Ustiechungen? Wat gëtt hei verheemlecht?

Gëschter krute mer dann eng éischt Kaart gewisen, duerch d'Land mat Kantoner.

(Interruption)

An da muss een dorauser da schlussfollgeren, da gëtt eemol opgedeelt no Kantonen. Dat ass déi éischt Etapp. Dat ass dat, wat ech mat där Mettwurscht virdru gesot hunn; dat kënnt elo an Etappe lues a lues.

Do fält dann op: Am Süde sinn 329 Infektiounen; am Kanton Esch, besser gesot. Mee do muss ee sech awer Froe stellen. An dat ass alles dat, wat mer an der Chamber an der Kommissioun net virleien haten. Sinn déi generell verstreet? Sinn déi op spezifesch Brandherder zréckzeféieren? Wou kommen dës Infektiounsherder hier?

Alles dat wësse mer net a mir sollen e Gesetz hei stëmmen. Dat ka jo net sinn! Ech mengen, d'Chamber gëtt jo do an déi zweet Rei gesat. An dat däerf et net sinn, well si muss an der éischter Rei stoen!

Et ka jo net sinn, datt ee ganzt Land gestrooft gëtt, wann Eenzelner sech net un déi allgemeng Virgaben, fir dëser Kris entgéintzewierken, halen. Iwwert déi Virgoensweis si mer enttäuscht. D'Chamber respektiv d'Kommissioun gouf bei der Diskussioun zu dësem Gesetz net esou informéiert, wéi et hätt misse sinn. Esou kann een net mat der Chamber ëmgoen. D'Chamber gëtt iwwergaangen. Et geet elo duer!

Mir hätte gären als Parlament all Informatiounen, déi mer brauchen. D'Chamber - esou hunn ech et an der Schoul geléiert - ass den éischte Pouvoir am Land. A wa mer iwwert d'Gesetzer mussen decidéieren, da brauche mer all déi Informatiounen, déi néideg sinn.

A well dat net de Fall ass, da brauch ee sech och net ze wonneren, datt am Land d'„Gerüchteküche brodelt", wéi een dat schéin op Däitsch seet. An opgrond vun dëser Tatsaach, ass ze fäerten, datt ze vill Leit hei am Land sech net wäerten un déi néideg Virschrëften halen.

Et muss een och wëssen, datt d'Parlament iwwert d'Gesetzer ofstëmmt, an net d'Regierung. Mee hei ass et de Contraire: D'Chamber mat der Majoritéit wénkt d'Gesetzer vun der Regierung einfach duerch.

Hei gëtt d'Chamber - ech wëll dat och emol eng Kéier soen - respektiv d'Vollek dobausse vun dëser Regierung veräppelt. Dës Regierung mécht just, wat se wëllt. Ech denken elo mol u parlamentaresch Froen. Do kritt ee gréisstendeels Wischiwaschiäntwerten, do wou een näischt dermat kann ufänken; laanscht d'Wourecht an all déi Saachen do.

An en plus, an dat hu mer jo d'lescht Woch an dës Woch erëm héieren, d'Chamber muss sech hir Informatiounen an d'Press siche goen oder an déi international Press, esou wéi mer et haut virun aacht Deeg hei am Haus héieren hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Opgrond vun dëse Fakte kënne mir als ADR net fir dëst Gesetz stëmmen. An ech soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, mer liewen a beweegten Zäiten. Et si knapp dräi Wochen hier, do hu mer hei an der Chamber dat éischt Covidgesetz gestëmmt, mat Virausannamen, déi haut komplett anerer sinn.

An obwuel dat Gesetz mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn ass, ware véier Oppositiounsparteien - dorënner mir -, déi dat Gesetz net matgedroen hunn. An all Partei hat seng eege Kritiken dorunner an all Partei hat seng eege Reflexiounen a seng eegen Interpretatiounen a Proposen zu deem Gesetz.

An ech mengen, an ech hu ganz gutt nogelauschtert, datt mer awer ee Feeler net maachen däerfen. An dat ass: Mir däerfen eis awer net an d'Täsch léien!

Virun dräi Woche war deen allergréisste Soucis vun deene meeschte Leit heibannen deen, datt déi Restriktiounen, déi nach bleiwen, ze streng wieren. Och d'CSV huet ganz staark an déi dote Richtung argumentéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- D'Situatioun war awer deemools eng aner, wéi se haut ass. Dat musse mer considéréieren an et soll ee sech net selwer an d'Täsch léien.

Duerfir wëll ech dës Kéier ufänke mat deem, wat positiv un dësem neien Text ass, och wa meng Konklusioun mech dozou bréngt, wéi d'lescht Kéier, datt mir als Lénk eis wäerten enthalen.

Mee ech fänken u mat deem Positiven. Duerch d'Zesummeféiere vun deenen zwee Covidgesetzer zu engem eenzegen Text gewënnt dëst Gesetz eendeiteg u Kohärenz a Lieserlechkeet. Et ginn elo e puer an iwwerschaubar Prinzipien agefouert, déi wichteg sinn. Doduerch gëtt d'Gesetz engersäits zwar méi restriktiv, anerersäits mécht et awer och Ouverturen op am Sports- an am Kulturberäich, déi och novollzéibar sinn.

An dat, wat restriktiv ass, huet een Zil, wat ee ganz einfach iwwersetze kann: Et geet drëms, grouss Mënschendrauwen ze verhënneren. Dat ass de Kär vun deem, wat d'Restriktioune weider ausmaachen. Dat gëllt fir Bistroen a Restauranten, wou mer d'Erfarung gemaach hunn, och op Nationalfeierdag, datt dat mat deene Reegelen, déi mer bis elo haten, esou net dra war, fir déi Mënschendrauwen ze verhënneren. Duerfir setze mer an deem dote Punkt am Horeca-Beräich op individuell Responsabilitéit, op déi individuell Responsabilitéit vun deene Leit, déi do consomméieren. An ech mengen och, datt dat richteg ass.

An déi zweet grouss Restriktioun, wann een et esou nennen däerf, dat ass, datt d'Reegele fir Rassemblementer, grad wéi am Ëffentlechen, elo och am Private sinn.

Dat war eng Dispositioun, déi am ursprénglechen Text och drastoung an déi op d'Interventioun vum Staatsrot hin erausgeholl ginn ass. Mir hätten och virun dräi Woche scho kee Problem gehat?, wann et déi Restriktiounen och am Private gi wier, well et zumindest eppes kloergemaach hätt, nämlech: Et gëtt eng Reegel, an déi ass transversal an déi gëllt iwwerall.

Elo hu mer et an dësem Text dran an ech fannen net, datt déi Restriktiounen u sech disproportionéiert si par rapport zu der Situatioun. Ech menge souguer, datt et Reegele sinn, déi elo méi verständlech sinn, well et net méi sektoriell fir all Wirtschaftszweig seng eege Reegele gëtt, mee well et elo eng transversal Approche ass, déi besser novollzéibar ass vun de Leit an a mengen Aen och besser applikabel ass.

An deen zweete grousse Fortschrëtt, an dat war och eng vun eise grousse Kritiken, dat ass d'Klärung vun enger Mesure, déi - zumindest am éischten Text vu virun dräi Wochen, an deen am Moment jo nach en vigueur ass - awer problematesch ass, nämlech dee vun der Quarantän. D'Quarantän betrëfft Leit, déi, sou heescht et am Text, „à haut risque d'être infectées" sinn. Dat ass ganz problematesch, well et bedeit, datt déi Leit, déi „à haut risque d'être infectées" sinn, musse siwen Deeg doheem bleiwen an awer schonn no fënnef Deeg en Test maache kënne loossen. A wann deen negativ ass, dann ass d'Quarantän opgehuewen.

An déi grouss Fro, déi ee sech gestallt huet: Mee ab wéi engem Moment spillt dann déi Quarantän? Dat ass elo an dësem Text wierklech gutt geklärt, nämlech ab deem Moment, wou retracéiert ass, wéini de Kontakt mat deem Infizéierte war. Dat kann nämlech bedeiten - an dat huet wierklech, mengen ech, wichteg Virdeeler -, wann eng infizéiert Persoun seet: „Maja, viru fënnef, sechs Deeg war ech awer länger ongeschützt, méi laang wéi eng Véierelstonn", also wéi d'Reegelen et virschreiwen, „mat där an där Persoun zesummen", da kann déi Persoun direkt kontaktéiert ginn an no de Reegelen och direkt en Test maachen.

Dat heescht, déi Persoun weess direkt, wou se drun ass. D'Quarantän, wann den Test negativ ass, gëllt dann och fir déi net respektiv, wann den Test positiv ass, weess déi Persoun och direkt, datt se infizéiert ass a mir kënnen direkt déi Mesuren huelen.

Dat heescht, et schaaft méi Rechtssécherheet wéi dat, wat mer virdrun haten. An et geet awer och virun allem drëm, datt déi sanitär Mesure weesentlech méi effikass ka wierken. Dat ass e wichtege Fortschrëtt. Well et geet jo drëm - an dat hunn ech awer elo bei alle Riedner e bësse vermësst -, an dat misst nach ëmmer d'Haaptzil sinn, datt mer eist Spidolswiesen net iwwerlaaschten.

Une voix.- Bravo!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Dat muss d'Haaptzil sinn! „Flatten the curve", ass am Ufank gesot ginn. A mir mussen dat och elo virun Aen halen! E Spidolswiesen, wou dat Personal, wat dra schafft, wou mer wëssen, datt et, éischtens, net genuch Leit sinn, déi am Spidolswiese schaffen, an, zweetens, déi dräi Méint laang Iwwerstonnen an Iwwerstonne gedrummt hunn an déi un d'Limitte vun deem kommen, wat méiglech ass! Duerfir ass et wichteg, datt mer dat Spidolswiese schützen an datt mer déi Kurv esou niddreg wéi méiglech halen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Nawell sinn awer och an dësem Text nach ëmmer problematesch Begrëffer dran. Nach ëmmer ass net kloer, wat dann de Confinement forcé, wat déi Lieu-appropriéë sinn, well dat ka jo awer net e Spidol sinn, wou dann op eemol Infirmieren oder Doktere quasi zu Poliziste gemaach gi sinn. Dat ass e bleift nach weider problematesch.

An ech mengen och, datt et weider problematesch bleift ze kucken, fir déi Rassemblementsreegelen anzehalen. Dat si Saachen, déi an deem éischten Text schonn net 100%eg gekläert sinn an déi elo och nach weider net 100%eg gekläert sinn.

Mee zwee weesentlech Fortschrëtter. Eigentlech hate mer eis iwwerluecht, ob mer dat kéinten och eventuell mat votéieren. Mee fir proportionéiert Decisiounen huelen ze kënnen, muss een och opgeklärt sinn an iwwer all d'Informatiounen verfügen, déi disponibel sinn. An do rejoignéieren ech d'Kritik vun deenen aneren Oppositiounsparteien. Ech rejoignéieren do och d'Kritik vun der consultativer Mënscherechtskommissioun, déi och bemängelt huet, datt mer net iwwer genuch, iwwer all d'Informatioune verfügen.

An elo gëtt et zwou Varianten: Entweeder gëtt et déi Informatiounen net oder se ginn awer der Chamber virenthalen. An ech hunn d'Gefill, et ass iergendwéi eng Mëschung vu béidem.

Entre-temps hu mir an der Fraktioun een drop ugesat, deen näischt anescht mécht, wéi ze kucken, wéini Pressekonferenze gehale ginn, well och bei all Pressekonferenz erëm eng Bribe vun neier Informatioun erauskënnt. Gëschter si mer esou wéi niewelaanscht gewuer ginn: „A jo", huet d'Madamm Lenert gesot, „an den Altersheimer sinn och sechs oder siwe Fäll." Ech weess d'Zuel elo net méi auswenneg.

An dat war esou symptomatesch, well dat ass genau dat Gefill, wat mer hunn: Wat nach grad afält, dat gëtt gesot. Mee et ass net eng systematesch Opschaffung vun Donnéeën, déi et dann awer schéngt ze ginn, déi dann och konsequent den Deputéierte matgedeelt ginn.

D'selwecht ass d'Fro vu Clusteren. Eng Fro, déi elo wichteg gëtt! Wann de Sonnden nämlech d'Regierung eventuell zesummekënnt a weider Aschränkungen hëlt, mee da musse mer jo wëssen, a wéi engem Beräich se déi Aschränkungen hëlt!

Bis elo hu mer ëmmer nëmme gesot kritt: „Jo, Clusteren, dat ass virun allem am private Beräich." Jo, da ginn ech jo dovunner aus, datt et och just kenne Aschränkungen am private Beräich ginn. Well de Premier huet gesot: „Et ass kee Problem am Horeca-Secteur, et ass kee Problem bei der Aarbecht." Jo, da kënnen dat jo awer keng Beräicher sinn, wou Aschränkunge kommen, well dat jo scheinbar net problematesch ass. Mee mir als Chamber wëssen dat net!

D'Madamm Minister huet ëmmer erëm gesot: „Dat ass virun allem am Privaten." An och op Nofro hi gëschter an hirer Pressekonferenz huet se dat erëm gesot an huet gesot: „Mir hu keng fest Zuelen, mee d'Leit um Terrain soe mer dat." Jo, mee dat muss een awer iergendwéi moosse kënnen oder zumindest muss et d'Aufgab vun der Regierung sinn oder vun där Taskforce sinn, genau dat awer ze faassen, well soss kënne mer net effikass dergéint virgoen!

An zur Informatiounspolitik - ech gesinn, d'Zäit leeft mer elo schonn erëm dovunner - gehéiert och d'Roll vun de Gemengen. Ech war erfreet, héieren ze hunn, datt véier Méint nom État de crise elo e Beamten am Santésministère fir d'Kommunikatioun mat de Gemenge responsabel ass. D'Gemengen, wou ëmmer gesot gëtt: „Déi sinn no beim Bierger. Déi si ganz no, wann et dréms geet, Decisiounen ëmzesetzen, fir d'Kommunikatioun kënnen ëmzesetzen." An ech si ganz frou, datt elo véier Méint duerno ee Beamten am Santésministère dat mécht, well an deene leschte véier Méint ass vun Interieur häerzlech wéineg komm, wat d'Gemengen ugeet!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Et bedeit nämlech, datt déi Informatiounsflicht, wann elo gesot gëtt, datt d'Leit net alleguer, aus wéi enge soziokulturelle Kreesser se och kommen, vläicht net alleguer och déi Informatiounen esou matkritt hunn. Mee dann ass et vläicht: Da kënne grad d'Gemengen do eng Hand mat upaken! A grad d'Gemenge missten oder kéinten zumindest eng méi aktiv Roll an der Bekämpfung vun deem Virus spillen. Eng net némme repressiv Roll, well dat ass net de Gemengen hir Aufgab!

Wier et dann net, als Beispill, fir d'Pecherten eng Missioun, fir opklärend ze wierken, wa se gesinn: Do ass iergendwéi e Rassemblement. Déi net eng Strof ginn, mee déi mat de Leit schwätzen. Also, eng proaktiv Roll, déi mer onbedéngt bräichten, fir géint de Virus virzegoen, déi net repressiv wär, mee déi opklärend wier!

An dann ... Elo sinn ech schonn erëm iwwer meng Zäit.

Et ass wierklech eng Fro, déi mer eis ganz seriö stelle mussen: Awéiwäit dee Coronavirus déi sozial Inegalitéiten nach verstäerkt huet, ass schonn e puermol an der Vergaangenheet gesot ginn. Mee wann ech kucken, wou déi meeschten Infektioune sinn, da gesinn ech och, wéi d'Madamm Lorsché, datt et schéngt - mer wëssen et net - eng Korelatioun ze ginn tëschent dem sozioekonomeschen Index an der Heefegkeet vu Coronaerkrankungen.

A mer musse ganz gutt oppassen, datt de Coronavirus net nach méi staark e Klassecharakter kritt an déi Leit am meeschte bedréfft, ...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... déi sech am mannste schütze kënnen! Dat ass immens wichteg an do ass d'ganz Regierung gefuerdert, fir adequat Mesuren dergéint ze huelen.

Här President, meng Zäit ass ofgelaf. Ech hätt nach eigentlech ganz gär eppes gesot zu zouene Grenzen an zum Large-Scale-Testing, dee gutt a richteg ass a vun deem d'Regierung op kee Fall däerf ofkommen, well dat dee richtege Wee ass a well mer duerfir méi séier wéi aner Länner kënnen detektéieren, datt e Problem do ass. Warscheinlech gëtt et dee Problem, dee mir am Moment erliewen, och schonn an der Belsch, a Frankräich, an Däitschland, mee duerch de Large-Scale-Testing, an den Tracing virun allem, bréngé mer et fäerdeg, et vläicht souguer éischter ze erkenne wéi aner Länner.

Eng allerlescht Remark gëllt dem Rapporter. Hien huet jo zum Schluss an där vun him bekannter paternalistesch-staatsmännescher Aart a Weis dann d'Vollek adresséiert op Lëtzebuergesch, Franséisch, Italieenesch a Rumänesch.

(Hilarité)

An ech wéilt em awer soen: Ech géif mer wënschen, déi Adress op aner Sproochen, notamment op Franséisch, wat eng ganz staark Langue véhiculaire ass, géif och hei an der Chamber stattfannen a mir hätten net nëmmen eng Iwwersetzung an déi däitsch Gebäerdesprooch, mee och eng parallell a simultan Iwwersetzung op Franséisch. Ech mengen, datt dat wichteg wier.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss éierlech soen, ech wollt meng Ried net domadder ufänken, fir iwwert d'Aussoe vu Majoritéitspolitiker hei ze schwätzen, mee ech kommen net derlaanscht. Well wann hei der Oppositioun ënnerstallt gëtt, net konstruktiv un deem Text hei matgeschafft ze hunn, a se Amendementer misste presentéieren, da verkennt deen, deen hei schwätzt, d'Realitéit, wéi et an där Kommissioun ofgelaf ass.

An där Kommissioun ass et esou gewiescht, datt mer eng ganz Rëtsch Amendements parlementaires gemaach hunn an datt do net - an ech betounen „net"! - derhannert stoung, wéi eng Partei se ugereegt huet. Well ech fäerte ganz, wa mer géifen dohinner schreiwen, wie wéi e Punkt oder Komma an deem Gesetz geännert huet an der Kommissioun, datt do éischter d'Oppositioun besser géif dostoe wéi d'Majoritéit!

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wann et an Zukunft hei am héijen Haus esou sollt sinn, datt kollegial Zesummenaarbecht bestrooft amplaz belount gëtt, ma da schreiwe mir Amendementer am Numm vun eise Parteien an da vergläiche mer emol eng Kéier, ob d'Zesummenaarbecht, déi bis elo wierklech gutt fonctionéiert huet, da weiderhin esou gutt ka fonctionéieren!

Well wann et wierklech just drëm geet ze zielen, wien dann elo déi schéinsten a beschten a meeschten Iddien hat, da maache mer dat! Mee ech weess net, ob déi, déi hei d'Oppositioun kritiséieren, dann nach esou iwwerhieflech drakucken, wa se da mierken, datt hir Partei vläicht net esou konstruktiv matgeschafft huet, wéi se dat mengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten hunn elo ewell an e puer Reprisen, och zesumme mat anere Parteie vun der Oppositioun, d'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung kritiséiert. Erlaabt mer am Follgenden nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Ech soen net gären: „Mir léiere mam Virus ze liewen." Ech wëll net mat engem Virus liewen. Ech géif éischter soen: „Mir sinn amgaangen ze léieren, mam Virus ze koexistéieren." Mir hu kee Choix. Déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hunn, ass et, sech un d'Reegelen ze halen. An ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dës Reegelen - an ech weess, ech widderhuele mech, mee et ass wichteg - leider net kohärent un d'Biergerinnen an un d'Bierger vermëttelt ginn.

D'Reegele sinn net kohärent vermëttelt ginn, an dat an enger kruzialer Phas, genee dunn, wéi mer um Iwwergang stounge vum Lockdown hin zum Deconfinement. An där kruzialer Phas, wou de Staat an der Flicht stoung, de Biergerinnen a Bierger déi néideg Outilen an d'Hand ze ginn, fir sech am neien, méi fräien Alldag kënne korrekt ze verhalen, genau do huet d'Regierung an hir Kommunikatioun versot.

Dat muss een agestoen. An d'Madamm Ministesch huet dat och um Plateau vun RTL agestanen.

Wa mer iwwert d'Kommunikatioun vun der Regierung schwätzen, da schwätze mer net nëmme vun der Kommunikatioun, déi sech direkt un d'Biergerinnen an un d'Bierger adresséiert, mee och un d'Kommunikatioun ënnert den Institutiounen: Wat gëtt an, virun allem, wat gëtt net kommunizéiert?

Mir hunn et gëschter hei an der Pressekonferenz ugekënnegt: Als Legislateur brauche mer Zuelen, Zuelen, Zuelen an nach eemol Zuelen! Entre-temps krute mer méi Zuelen, nei Zuelen. Mee laang Zäit hunn ech mer geduecht: Mir musse wëssen, wou mer stinn, wuer mer histeieren, wou mer eis op der ominéiser Kurv situéieren? Sti mer do, wou mer wëlle stoen? Si mer drënner? Driwwer? Kee wousst et! Kee weess et! D'Chamber wousst et net an ech wousst et och net. Dat trotz widderhuelter Nofro.

An da wëll ech Iech awer froen: Wéi solle mir hei iwwer e Gesetz befannen, ouni déi néideg Informatiounen ze hunn, déi elementar sinn, fir a Covidfroe kënne proportionéiert ze legiferéieren?

Här President, d'Chamber hëlt haut hei Decisiounen „en absence de connaissance de cause". Dobäi hu mer hei nach viru Kuerzem eng Motioun gestëmmt, déi verlaangt, datt am héijen Haus reegelméisseg iwwert d'Entwécklung vun den neisten Zuelen am Detail informéiert gëtt. Vun der Uni hu mer zwar verschidden Zenarien, a mir steieren offensichtlech richt an eng zweet Well, mee, an ech widderhuele mech erëm: Mir hätte gären detailléiert Zuelen!

Wat sinn dann déi projezéiert Infektiounszuelen? Wat sinn déi projezéiert Hospitaliséierungen? De Pouvoir législatif soll hei aschneidend Mesuren huelen, an dat gouf och haut ugeschwat, mee ka gläichzäiteg net eendeiteg feststellen, wou mer sinn. Si mer nach „on track" oder ass de Coronazuch derailléiert? Wou sti mer aktuell par rapport zu den Zenarien, déi d'Uni gerechent huet. Et ass fir eis momentan onméiglech, déi objektiv Analys vun der Situatioun ze maachen.

A wann d'Regierung da wierklech wéilt, datt d'Chamber konstruktiv mat op hire Wee geet, da muss d'Chamber déi Informatiounen hunn. A wann d'Regierung déi Informatiounen net huet, déi d'Chamber hei fuerdert, da froen ech mech: Wéi wëllt d'Regierung objektiv proportionéiert Moossnamen huelen? Ech traue mer et op alle Fall net zou, „en absence de connaissance de cause" esou aschneidend Moossnamen ze entscheeden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn awer net nëmmen do, fir alles schlechtzeschwätzen. An d'Regierung huet och definitiv, an dat wëll ech soen, e puer gutt Saache gemaach!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- E puer?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- E puer souguer direkt, Här Engel. Net nëmmen eng, net nëmmen zwou, e puer.

Loosst mech eppes soen: De Large-Scale-Testing ass eent vun deene Beispiller. Ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt mir als Lëtzebuerg hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen, eis un international Recommandatiounen halen an esou vill wéi méiglech testen. Jo, et klappt net ëmmer alles beim Testen. Et gëtt bei den Invitatiounen Doutten. Et waren e puer Hicken am Ufank, mee d'Resultat ass dat, wat zielt. D'Resultat ass dat, datt mer probéieren, Infektiounsketten ze ënnerbriechen. A jiddwereen, dee mer bei engem Large-Scale-Test fannen, ass eng Infektiounsketten, déi mer ënnerbannen.

An ech mengen, et muss ee soen, datt et wichteg ass, datt d'Leit dobausse sech trotz alle Bemolle weiderhin teste loossen. An ech war ganz frou de Moien, wéi ech dat du selwer op Invitatioun hunn däerfe probéiere goen, wéi ech gesinn hunn, datt ech net eleng war, datt eng ganz Rëtsch Leit viru mer stoungen, datt et séier goung, datt et professionell goung. An ech mengen, wa mer d'nächst Woch hei nach eng Kéier iwwert de Large-Scale-Testing schwätzen, datt mer do nach eng Kéier den Appell sollten erneieren, sech testen ze loossen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis geet et e bësse wéi deene Lénken. Mir hunn eis mat deem Text hei laang auserneegesat. Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft. Mir hunn eng Rëtsch Amendementer iwwert de Wee vun der Kommissioun hire gemeinsamen Amendementer mat abruecht. Mir hunn eng Rëtsch positiv Verännerungen an deem Text hei constatéiert.

Den Text ass sécherlech besser wéi deen, deen aktuell en vigueur ass. An ech sot schonn deemools beim Vott vun deem Text, dee wär besser wéi d'80er Gesetz. Dat heescht, vum 80er Gesetz komme mer op deen heiten Text, dee besser gëtt wéi dee leschten. Ech muss soen: Et wär schéin, wa mer kéinte soen: All déi Verännerungen, all déi Verbesserunge bréngen eis derzou, Jo kënnen ze soen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech huelen Iech awer direkt d'Hoffnung: Mir wäerten eis och dës Kéier mussen enthalen. Dat net, well den Text net besser ginn ass, mee well, wéi ech sot, eis weiderhin Informatioune feelen. Et feelen eis Informatiounen, fir kënnen objektiv d'Situatioun anzeschätzen an objektiv kënnen anzeschätzen, ob déi Aussoen, déi mer mam Text hei maachen, adequat sinn oder net.

Gi mer wäit genuch? Gi mer net wäit genuch? Dat ass eng Fro, déi kann een ouni Datebasis u sech ganz schlecht beäntweren.

A mir stoungen hei a mir hunn och bei all de Mesurë virdrun ëmmer erëm d'Regierung gefrot: Wou sinn d'Modelliséierunge fir déi heiten Entscheedung? Am Ufank huet d'Regierung eis reegelméisseg gesot: „Majo, mir wëlle wëssenschaftlech fundéiert Entscheedungen huelen, dofir loosse mer d'Uni d'Saache modelliséieren." An dunn hu mer e puermol hei op der Tribün héieren, datt Entscheedunge geholl goufen ouni Modelliséierung.

Déi nämmlecht, déi also grad hei virun e puer Minutten d'Oppositioun kritiséiert hunn, datt se iwwert d'Spärstonn geschwat huet, datt se iwwert d'Spillplaze geschwat huet ... Wou ech iwwregens och nach eng Kéier muss umierken, datt 24 Stonnen drop d'Spillplazen du vun der Regierung opgemaach goufen, déi just wollt d'Prioritéit hunn.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Richteg!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wann een dann awer freet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou dann d'Modelliséierung derfir louch, déi, déi eis den Dag virdrun am Debat nach ëm d'Ouere geschloe gouf, datt misst gekuckt ginn, wéi d'Situatioun géif evoluéieren, ier een eppes géif ënnerhuelen, datt ee misst d'Zuele kucken, wann een dann awer freet, wou déi Modelliséierung ass, ob d'Uni dann tatsächlech eng Modelliséierung gemaach huet, fir d'Spillplazen opzemaachen, da fënnt een eraus: Déi gëtt et net!

D'Regierung huet also genau dat gemaach, wat hei der Oppositioun virgeworf gouf, nämlech eng Bauchentscheedung getraff. Dat ass okay, mee da kommunizéiert et als Bauchentscheedung! Kommunizéiert et als eng politesch Entscheedung an net als eng, déi op soi-disant wëssenschaftleche Fakte baséiert!

A genau dowéinster, well mer och an deem heite Gesetz awer a mengen Aen nach vill ze vill op enger Bauchentscheedung sinn, op enger Entscheedung sinn, déi en plus nach op engem Bauchgefill vu virun dräi Woche baséiert, kann ech dat heite Gesetz net mat Jo stëmmen.

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Gesetz ass besser an dofir wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Gesondheetsministesch Madamm Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Mir sinn an der Halbzeit a mir brauchen dat Gesetz onbedéngt. Et ass immens wichteg, dass et gestëmmt gëtt. Mir hunn eng Evolutioun an eisen Zuelen a mir musse reagéieren.

Mir sinn an der Halbzeit, hunn ech schonn oft gesot, awer warscheinlech och, fir mech, nach net um Héichpunkt. Ech muss soen, dat, wat mech säit Ufank vun där Kris elo hei am meeschte getraff huet, ass de Reproche vun der Negativpropaganda.

D'Santé mécht keng Negativpropaganda! Si mécht sécherlech vläicht net alles richteg, dat wësse mer iergendwann eng Kéier réckbléckend, mee eppes kann ech Iech alleguerte versécheren: D'Santé mécht keng Negativpropaganda a si hält och keng Informatiounen zréck! Mir maachen eist Bescht, ganz einfach, an deenen Ëmstänn, déi hei sinn. An dat ass wierklech net einfach.

Par contre huet d'Santé e Plang gehat par rapport zu där Kris hei. E relativ klore Plang vun Ufank un, dee mat ganz vill Skepsis entgéintgeholl ginn ass op alle Schrëtt vun Ufank un, wat legitimm mag sinn. Mee dat ass de Wee vun deem Plang.

Et huet ugefaange mat engem ganz schnell decidéierten a ganz strikte Confinement. Deen huet herno après coup jiddwereen begréisst. Mee et war net esou einfach, wéi et elo duergestallt gëtt après coup. Elo op eemol war jiddwereen derfir! Et huet jiddwereen et immens fonnt, esou schnell ze reagéieren. Ech kann Iech soen: Et war net esou einfach! Et war net einfach, dat duerchzesetzen, an et war och net einfach, et ze decidéieren.

Da koum deen zweeten Deel vum Plang: e ganz ambitiéise Monitoring, wou mer ganz schnell decidéiert hunn, vill Geld a Ressourcen dran ze investéieren, fir eis eppes ze ginn, wat aner Länner net hunn. Och dat war net einfach! Et ass net einfach, Suen esou einfach auszeginn, wou een net weess, ob et eppes bréngt oder net. Kee weess dat am Viraus! An et ass vill kritiséiert ginn. Mir hunn eis ganz, ganz vill misse justifiéieren.

Dann den drëtten Deel vun eisem Plang par rapport zu der Coronakris, dat war e schrëttweisen a ganz virsiichtegen Deconfinement. An eppes kann ech Iech soen: Dat war dat Schwéierst bis elo. Well deemools waren eis Zuele ganz gutt. Mir hunn et immens gutt hikritt, schnell erofzekomme mat eisem Deconfinement. A wat hunn ech missen argumentéiere fir ze soen: „Nee nawell, mir mussen ofwaarden! Allkéiers zwou Wochen! Mir kënnen net schonn opmaachen, mir mussen ofwaarden, bis mer kënnen den Impakt gesi vun deem, wat mer gemaach hunn." Dat hu mer gesot a gesot a gesot mat enger gewëssener Hartnäckegkeet. An et ass och laang gutt gaangen.

„Negativpropaganda", et deet mer leed, dat ass eng Frechheet!

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Et gëtt gesot hei: „De Confinement war e Succès, den Deconfinement net." Ma dat ass net wouer! Den Deconfinement war laang e Succès, an zwar Schrëtt fir Schrëtt ass et gutt gaangen. All eenzel Etapp, déi opgemaach ginn ass, war e Succès. Mir hu keen Impakt op eiser Kurv gesinn. Et ass dee leschte Schrëtt, deen e Problem war. Dee leschte Schrëtt! Deen, wou mer eriwwergaange si vu Reglement op Gesetz, wëll ech just bemierken.

Mee dat ass awer e Projet gewiescht, zu deem d'Regierung och stoung. Dat wollt ech domadder net soen. Mee et ass falsch fir ze soen, dass de Confinement, zu deem all Mënsch stoung, e Succès war an den Deconfinement net. Dat ass einfach net richteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Haut, muss ech Iech soen …

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dat ass awer elo eng ganz komesch Ausso, dat do.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Expliziéiert dat emol!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Haut, wëll ech soen, sinn ech ganz frou, dass ech engem gewëssenen Drock standgehalen hunn. Mir gesinn haut: D'Zuele si beonrouegend. Ech hunn dat och ni verstoppt. Ech hunn och do keng Negativpropaganda gemaach. Ech hunn ni gesot, ech wär net beonrouegt mat deenen Zuelen, déi ech gesinn iwwert déi lescht Deeg. An ech si ganz frou, dass ech engem gewëssenen Drock net noginn hunn, fir nach méi séier opzemaachen a fir nach manner an d'Gesetz ze schreiwen, wat mer elo hunn, wou mer jo elo wëllen e Schratt zréckgoen. Och dat war net esou einfach zu all Moment.

Elo gëtt haut gesot: „Jo, wou sinn d'Argumenter? Et versteet een net, wat, wou, firwat mer wat maachen." D'Argumenter, déi sinn nach wie vor och déi selwecht. Lëtzebuerg ass keng Insel. Dat heescht, dat, wat eis hei motivéiert ze handelen, dat ass de Gesamtkontext, dat ass de Weltkontext, dat ass den europäesche Kontext! Mir hunn et mat enger Pandemie ze dinn. A mir kënnen net just Scheiklappen undoen a soen: „Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Zuele gutt. Dofir, wisou musse mer dann elo nach hei eppes maachen?"

Mir gi gewarnt vun alle Säiten: vun der WHO, vun den europäesche Behörden. Mir solle reagéieren, mir solle virsiichteg sinn, mir solle Moossnamen huelen. An da maache mer dat! An dat ass déi Informatioun, op déi mir eis foussen, déi Expertise, déi weltwäit zesummegedroe gëtt, fir de Länner Recommandatiounen ze ginn. Mir foussen eis op déi Recommandatiounen.

An da fousse mer eis doriwwer eraus op eis Modellisatiounen, déi mer hei vun Ufank un och gedeelt hu mat Iech. D'Experte sinn heihinner komm, fir Iech ze erklären, wéi eng Parameteren do afléissen. An ech muss soen, do sinn ech erstaunt: Dat ass eng Reunioun gewiescht, wou eng Kéier erstaunlech wéineg Froe gestallt gi sinn, wéi dat zesummegesat gi war.

Et sinn zwar Froe komm, mee aner Saachen …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hunn awer definitiv …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … hunn Iech méi beschäftegt, wéi déi Modellisatiounen ze verstoen. Do ware mer an enger Stonn derduerch hei. Ech wéilt, et wär anerwäerts och emol esou gewiescht.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also nee! Dat do ass zwar elo … Mir hunn eng Kéier de Prinzip erkläert kritt an dunn …

Une voix.- Komm, hal op!

(Interruptions)

Une autre voix.- Fuert Dir weider!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dovun ofgesinn, d'Uni huet Iech gesot, si wäre bereet, zu all Moment heihinner ze kommen an Iech och weider Froen ze beäntweren.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Ministesch huet d'Wuert a soss keen!

(Interruptions)

Wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Dann zu den Informatiounen. Wéi een et mécht, ass et ni richteg. Ech hat effektiv de Feeler gemaach, dervun auszegoen, dass Der d'Modellisatiounen och géift suivéieren um Site. Dat gesinn ech an. Duerno hutt Der se geschéckt kritt iwwer Mail. Gëschter hutt Der se viru mir gehat! Et deet mer leed: Déi nei Modellisatiounen, déi hutt Dir um 14.15 Auer gemailt kritt an d'Chamber! Ech hat se nach net.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nee, mir hu se um Site gesinn.

(Interruption)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, dat ass Är intern Organisatioun, wann Der se net hat. Ech hunn de Mail gesinn, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hu se och gelies.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- ... deen ass um zwou Auer un Iech gaangen. Dir hat se viru mir!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir hu se och gelies!

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dat ass ganz gutt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An Dir hutt se och net kritt, well Der just virdrun eng Pressekonferenz hat an Der gefrot hutt. Nee, déi Modellisatioune si kompliziéiert. D'Uni huet deeglaang dorobber geschafft. A mir hu se esou gemaach an esou kritt am leschte Moment, dass se esou aktuell wéi méiglech solle sinn, dass mer justement där Evolutioun kënne Rechnung droen iwwert déi lescht Deeg a Wochen an dass mer eng gutt Modellisatioun virleien hunn.

Dofir, wa gefrot gëtt: „Mir wëssen net, wou mer stinn, wou mer sinn", ma, mir sinn do!

(Mme Paulette Lenert montre une documentation.)

Op där doter Courbe si mer! Do sinn déi Punkten drop. Do sinn eis rezentesten Zuelen dran. An Dir hutt déi Dokumenter!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Majo selbstverständlech hu mer se. Mee do steet eppes anescht dran, wéi Dir gëschter an der Pressekonferenz gesot hutt.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wéi d'Modeller vun deene leschte Méint.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn net dovunner geschwat, Här Wiseler, well ech hat se nach net zu deem Zäitpunkt, wéi ech och do gesot hunn. Ech hu se eréischt duerno kënnen am Detail liesen. Dir hat se e bësse méi fréi gëschter. Mee och dat war jo net gutt!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hu se um Site gekuckt.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat ass net wouer!

(Interruptions)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et stoung souguer nach „highly confidential" um Dokument um Site.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Jo.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Bon!

M. Dan Kersch, *Vice-Premier Ministre.*- Et ass net schéin, wann een d'Wourecht esou gesot kritt, wéi Der et am Moment hutt, mee loosst d'Madamm Lenert wannechgelift ausschwätzen!

Plusieurs voix.- O!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Da schwätzt Der vu Beweisféierung. Déi Beweisféierung, déi Dir wënscht …

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! D'Madamm Lenert huet d'Wuert a soss keen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- … an dann zitéieren ech den Här Wiseler …

(Brouhaha général)

Ech kréie jo déi Zäit bäigerechent vun den Ënnerbriechungen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Op all Säit wannechgelift e bësse méi roueg!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ech si ganz roueg.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Sou, elo kann d'Madamm Lenert weiderfueren.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Zu der Beweisféierung, wéi et genannt ginn ass. Dir wëllt Beweiser, firwat mer wéi eng Mesuren huelen. Als Beispill huet den Här Wiseler zitéiert: „Sot eis dach, wivill Leit an de Better sinn, zum Beispill!" Ma ech kann Iech soen: Wa mir drop waarden, bis d'Leit an de Better sinn, dann ass et vill ze spéit! Well wann d'Leit bis an de Better sinn, da kann ech Iech relativ genau soen, wivill Leit wäerte stierwen!

Mir si vill méi anticipativ. Mir kucken ze handelen, iert d'Leit an de Better eebe landen. A mir probéieren, dat ze evitéieren. An och dat ass e Succès gewiescht bis elo!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hu gesot, Dir sollt eis Zuele ginn, wou ee sech kann drun halen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- An där relativ negativer Zäit, wou mer grad sinn, wéilt ech dat eng Kéier ënnersträichen.

(Brouhaha)

Ech zitéieren Iech.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sollt eis Zuele ginn, wou ee sech kann drun halen an déi d'Moossnamen erklären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ma wie schwätzt?!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat ass net seriö, dat do!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Wien huet d'Wuert?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Der sot a puncto Beweisféierung. Ben, ech kann Iech soen: Mir hunn haut de Beweis, dass ee Schrëtt e bëssen e Schrëtt ze vill war. Dat ass op engem Punkt geschitt, op enger Lockerung, op engem Schrëtt vu villen, dee mer geholl hunn, wou mer an e Beräich eragaange sinn, wou mer pertinemment woussten, dass dat riskéiert war. Dat hu mer och esou kommunikéiert.

Wann ee bis Oplockerunge mécht am Privaten, da weess een, dass een e gewëssene Risiko huet. Haut wësse mer, dass mer Recht haten! Mir hu gesinn, dass d'Zuelen eropgaange sinn. Also ass dat näischt, wat een aus de Socke gehäit.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Waren d'Clusteren am Privaten oder net am Privaten? Ware se am Public?

Plusieurs voix.- O!

Une voix.- O jee!

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dat ass awer, Dir Dammen an Dir Hären, déi wichtegst Fro, déi dëse Mëtten hei gestallt ginn ass bis elo!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Op alle Fall op déi wichteg Fro kann ech Iech och eng Äntwert ginn. Et ass bei eis net anescht wéi an deenen anere Länner. Dir hutt Der zitéiert, d'Schwäiz notamment, déi hu genausou eng Oplockerung gemaach wéi mir a se hunn déi selwecht Situatioun haut wéi mir. D'Zuele ginn erop a se mussen handelen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech stelle just fest, datt déi awer nach net op der rouder Lëscht stinn.

(Exclamations)

Déi stinn awer net op der rouder Lëscht. Mir stinn awer drop!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- E bësse Respekt virun der Riednerin, wannechgelift!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech hat verstanen, ech géif hei eng Ried halen an net eng Fro-an-Äntwerte-Stonn maachen. Da loosst mech meng Ried fäerdegmaachen an da stellt Der Är Froen! Dat wier vläicht e Minimum un Héiflechkeet.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass och fir Iech!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift! Loosst d'Madamm Gesondheetsministesch hir Ausféierungen zu Enn bréngen, anstatt ëmmer ze ënnerbriechen!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Wat mir am Moment maachen, ass keng Negativpropaganda. Mir probéieren, eng sachlech Analys ze maache vun deem, wat mer virfannen. An dat kënnt Dag fir Dag. A wann ech gëschter op der Pressekonferenz gesot hunn, jo, dass siwe Fäll an engem Altersheim sinn, dann ass dat net zoufälleg aus dem Aarm geréselt, mee well ech déi Informatioun eréischt just kritt hunn, natierlech. Déi Infektioune kommen Dag fir Dag. Dat muss verschafft ginn.

Wann Der dat e bësselche suivéiert, an dovunner ginn ech aus, dann hutt Der matkritt, wat lass war iwwert déi lescht zwou Wochen! Mir hunn an eisem Service 2.000 Kontakter pro Woch missen tracen. 2.000 Kontakter! Dat sinn Telefonen, déi musse gemaach ginn. Stonn fir Stonn bis an d'Nuecht eran. Déi Informatioune mussen da verschafft ginn. An da musse se geliwwert ginn.

An ech kann Iech soen: Déi Informatiounen, déi mir hei hunn am Land, déi si méi detailléiert wéi vill aner Länner der hunn, wéi vill aner Politiker der hunn. Ech weess net, ob Der dat e bësselche gekuckt hutt, wat et esou un Informatioune gëtt. Mee ech kann Iech dat gäre virliesen.

Dir hutt de Robert Koch-Institut. De Robert Koch-Institut an Däitschland mécht en dagdeegleche Rapport. Dat ass d'Basis, déi d'Regierung huet, déi d'Politik huet, fir hir Decisiounen ze huelen. Do kann ee liesen, dat si fënnef Zeilen: „Derzeit treten vereinzelt in verschiedenen Settings Covid-19-bedingte Ausbrüche auf," Komma, „wie u. a. in (fleischverarbeitenden) Betrieben," Komma, „Alters- und Pflegeheimen und Krankenhäusern sowie in Zusammenhang mit Familienfeiern und religiösen Veranstaltungen oder in Einrichtungen für Asylbewerber und Geflüchtete." Punkt! That's it!

Dat ass keng Statistik. Et ass net detailléiert. An ech woen ze behaapten, dass déi Informatioun, déi ech Iech ginn hunn, elo déi éischt zwou Woche mëndlech, well mer se nach net statistesch erfaassen, méi detailléiert ass wéi dat, wat de Robert Koch-Institut der Politik virleet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Ech kann Iech och dee Schwäizer „daily reporting" virliesen. Do gëtt et just blank Zuelen! Et gëtt eng Rubrik mat Neiinfektiounen.

(Brouhaha)

Et gëtt eng Rubrik mat …

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hat gemengt, mir géifen ophalen, dauernd ze ënnerbriechen an dauernd dranzefunken. Wannechgelift!

M. Roy Reding *(ADR)*.- A mir hate gemengt, mir kréichen endlech Informatiounen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et ass een, deen de Moment heibannen d'Wuert huet, an dat ass d'Regierung an dat ass d'Madamm Gesondheetsministesch.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Et ass also op alle Fall falsch ze behaapten, dass Der net vill Informatiounen hätt. Mir hunn, relativ gesinn, am Verglach zu aneren europäesche Länner, déi sécherlech méi Moyenen och nach hu wéi mir, fir sech opzestellen, zumindest méi Informatiounen.

Den Här Engelen huet fir d'zweet scho gefrot: „Wéi ass et mat den Alterskategorië vun den Neiinfizéierten?" Ech géif verweisen op eng Grafik, déi scho säit Wochen online ass bei eis. Et brauch ee just drop ze klicken, da gesäit een déi Opdeelung op d'Alterskategorien.

Et gesäit een och eppes, wat an anere Länner net gemaach gëtt. Vun Ufank un, ganz transparent, hu mer ëmmer oppegeluecht, wivill Residenten a wivill Nonresidenten, well mer ganz vill Frontalieren hunn a well dat fir eis eng ganz wichteg Informatioun ass. Déi fannt Der esou a kengem Land an Europa.

Wat eis Modellisatioune betrëfft, gëtt ëmmer gesot: Mee wouréms geet et? Et geet letztendlech ëm d'Inzidenz op d'Better an ëm déi Doudeger, déi mer potenziell wäerten hunn. An dat ass jo justement de But vun der Modellisatioun! Dat steet op deene Grafiken. Alles, wat agespeist gëtt, gëtt eng Indikatioun, wéi d'Inzidenz kéint sinn op eis Intensivbetter. Dat ass den A an den O vun eiser Modellisatioun. Dofir weess ech net, wat Der zousätzlech dozou wëllt.

Dir wëllt méi Informatiounen iwwert déi nei Infektiounen hunn. Wéi gesot, ech maachen Iech e mëndleche Reporting, wëchentlech am Moment, well een dat jo och nëmme réckblickend ka maachen. Déi Informatioune musse jo erhuewe ginn. An ech hat et gëschter op der Pressekonferenz gesot: Dat muss ee sech virstellen an der Praxis, iwwer Telefonsgespréi-

cher, déi geféiert ginn, wou d'Leit engem eng Geschicht erzielen um Telefon. Si zielen, wat se gemaach hunn iwwert déi lescht Deeg. Dat ass e Recit, deen entgéintgeholl gëtt, dee kann een net einfach esou statistesch ophuelen.

Dat sinn Informatiounen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, well et hei eebe kleng ass a well et einfach ass, an de Service unzeruffen an ze soen: Wéi war d'Tendenz? Et ass an engem grousse Land warscheinlech onméiglech, esou eppes ze erfaassen. Do hutt Der schonn e Privileeg, dass Der relativ schnell eng gutt Aschätzung kritt, ausser Dir stellt mäi Wuert a Fro; dat ass jo och schonn zum Deel gemaach ginn. Mee gutt, do kann ech leider net hëllefen. Ech muss einfach drop zielen, dass Der mer dat gleeft, wann ech lech et soen.

(Interruption)

An da kënnt derbäi, an dat ass och wichteg a richteg, dass mer hei an der Chamber jo awer ganz staark insistéiert hunn op den Dateschutz. Ech erënnere mech, wivill Stonne mer diskutéiert hunn, wien iwwerhaapt befuugt ass, déi Daten entgéintzehuelen, wéi eng Garantien dass do musse gesat ginn, dass déi net einfach kënne verzielt ginn. Mee d'Beamten hunn iwwerhaapt net e Recht, mir Detailer ze zielen, wie genau dat ass a wat do genau geschitt ass. Déi Date si geschützt! Déi kënne mer och net einfach esou blank erhiewen an eng Datebank. Dat si just spezifesch Leit, déi déi entgéinthuelen.

An déi kann ech och, dat deet mer ganz leed, am Detail net mat lech heet deelen an ech kréien déi och selwer net. An ech wëll déi och net hunn! Wann ee géif op déi Iddi kommen, géif ech e séier ëmdréinen an der Verwaltung.

Voilà! Da fir ofzeschléissen: Et geet hei ëm dat Gesetz. Et ass wichteg, dass mer dat Gesetz kréien. Et ass en neie Set u Mesuren oder e Schratt zréck, wann een et esou wëllt, wou mer eis einfach nees e bësselche méi Kontrollméiglechkeete ginn, och kloer Reegelen eeben, wat ze respektéieren ass, wann een zesummekënnt.

Do, wou eebe vill Leit beienee sinn, ass déi Regel, déi mer proposéiert hunn, wierklech d'Sëtzen, well mer dorunner gleewen, dass dat deen eenzege Moyen ass, iwwer eng gewëssen Envergure eraus eng Uerdnung dranzebehalen an eeben déi Distanz duerchzesetzen.

Dat ass fir mech déi Haaptmesure, déi am Gesetz ass. Ech ginn net méi op all Detail an. Dat huet de Rapporteur ganz am Detail gemaach.

Et ass och ganz wichteg fir mech ze ënnersträichen, dass d'Recommandatiounen, déi d'Santé geholl huet, an do sinn ech wierklech nach eng Kéier fir haut wierklech ganz staark enttäuscht: Den Här Wiseler huet gefrot, mir solle Recommandatioune maachen, an huet behaapt, eis wieren net prezis. An dann huet en do aus enger Broschür virgelies. Ech wëll soen: Eis Recommandatioune stinn um Site! Déi sinn net gläichzestelle mat enger Broschür, wat en Toutes-boîtes ass!

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, ech mierken dat, dass Dir net op e Site kucke gitt. De Site gëtt awer vill gekuckt.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir ginn dach op de Site kucken. Dat do kritt all Mënsch an d'Haus.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir ginn op de Site kucken, mee Dir musst vläicht de Leit awer och Är Recommandatioune bäibréngen. Déi liesen, wat an der Zeitung steet.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Mee dee Site, deen ass ... D'Gemenge luede sech dat rof. Dat ass e véier Säite grousst Dokument. Dat ass eise Support. Dat sinn d'Recommandatiounen, wéi se och an déi ganz Betriber eraginn. Mir hunn immens vill Recommandatiounen an ech kann lech soen: Déi gi vill gefrot, déi gi vill verschéckt, déi gi vill gedeelt. An dat ass d'Basis! Wann Der vun eise Recommandatioune schwätzt, majo, dann zitéiert se richteg a liest déi Recommandatioune wannechgelift vir!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech liesen dat, wat Dir de Leit ausdeelt. An dat ass dat, wat d'Leit och liesen a wëssen.

(Coups de cloche de la présidence)

Une voix.- Här Wiseler, reegt lech of!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Vläicht musst Der der CSV nach e Fax schécken.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Der ënnerschätzt d'Leit. D'Leit hunn e ganz gutt Beurteelungsgefill. Dat hu mer gesinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- An där Hisiicht, mengen ech net, dass et vill Länner gëtt, wou iwwerhaapt esou vill Toutes-boîtë schonn erausgaange sinn. Mee d'Basis, dat sinn awer déi Recommandatiounen. An ech kann lech just soen: Déi gi vill, ganz vill consultéiert! Mir schécken déi vill eraus. Déi ginn immens vill gedeelt. An ech ginn emol dervun aus, dass och verschidde Leit dat wierklech awer liesen, virun allem déi, déi an der Verantwortung sinn.

An déi Recommandatioune sinn zimmlech explizitt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech liesen, wat Der schreift. Mee ech liesen awer och, wat de Leit schreift.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech fannen déi Aart a Weis do net an der Rei.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech hu jo kee Problem domadder, mee stellt et just richteg duer! Wann Der sot, Dir géift aus de Recommandatioune virliesen, da liest net aus enger Broschür vir. Dat ass eppes anescht!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Broschür ass dat, wat d'Leit kréien a wat d'Leit liesen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, mee da sot: „Hei ass d'Broschür", an net d'Recommandatiounen!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mais sérieusement!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Och sämtlech Betriber kréie Recommandatioune vun eis. Dat ass eppes ganz anescht! Dat kënnt Der dach net vergläichen! Dat ass, wéi wann Der géift soen: „E Gesetz ass an enger Broschür resuméiert."

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wéi sollen d'Leit da wëssen, wat Der recommandéiert?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Nee, dat ass ... An da reprochéiert Der eis hei, Negativpropaganda ze maachen! Also, ech fannen dat wierklech den Toupet, éierlech gesot!

Plusieurs voix.- O!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Mir ass op alle Fall wichteg ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also, lauschtert emol! Dir musst awer elo seriö si mat deem, wat mer gesot hutt an net gesot hunn.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wou si mer hei?!

(Exclamations)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Fir eis ass et haut wichteg, an dat ass dat Allerwichtegst, an duerfir sinn ech och wierklech enttäuscht vu mir selwer, dass ech mech esou opreegen ... Wat wichteg ass, dat ass, dass eis Verwaltung ka schaffen. Dat ass extreem wichteg am Moment.

Mir mussen um Terrain present sinn! Et ass elo eng Zäit fir ze handelen, fir ze handelen an ze handelen. D'Situatioun ännert all Dag. Mir sinn ënnerwee op internationalem Plang. Mir mussen eis Servicer stäipen an et ass extreem wichteg, dass mer d'Leit dobaussen net duerjerneemaache mat Gestreits, dass d'Leit Vertraue behalen an eis Verwaltungen a se schaffe loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech géif lech bieden, deem Rechnung ze droen.

An ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Duerno Parole après ministre, fir d'éischt fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt op ee Passage zréckkomme vun deem, wat d'Madamm Minister hei gesot huet. Si huet an hiren Ausféierungen, wann ech si richteg verstanen hunn, am Ufank gesot, datt de Problem beim Deconfinement an hirer Interpretatioun deen Abléck war, wou mer vum Reglement op Gesetz eriwwergaange sinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- An der Zäit, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wann ech dat richteg héieren hunn, dann ass dat eng ganz substanziell Kritik um Fonctionnement vun eisem Rechtsstaat.

Souwuel d'Chamber wéi och de Staatsrot hunn deen Abléck eng Verantwortung iwwerholl. An déi Verantwortung begräift selbstverständlech mat, datt mir eis ëm d'Grondrechter vun de Bierger Suerge maachen an datt mer, och an enger komplizéierter Situatioun wéi där heiter, mussen de richtege Wee fannen tëschent de sanitären Exigenzen an de konstitutionelle Rechter vun de Lëtzebuerger.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'Regierung huet sech doranner ze fügen! D'Regierung huet dat net ze kritiséieren. Den Ausnamezoustand ass ... Wéi ee seet: Den État de crise ass eng Ausnam, déi eeben een Abléck néideg war, mee si ass net ze gesinn als Reegel. D'Reegel ass, datt dëst Parlament d'Reegele fixéiert, wéi mir mat dëser Kris ëmginn.

Et ass net akzeptabel, Madamm Minister, wann dat déi Interpretatioun ass, déi Dir gemengt hutt mat deem, wat Der gesot hutt, datt Dir heihinnerkommt an dem Parlament wëllt eng Schold ginn un där sanitärer Situatioun hei am Land. Mir sinn net eleng op där Interpretatioun. Och d'Mënscherechtskommissioun huet hir Suergen. A mir mussen dorobber oppassen, datt net hei eng Mentalitéit entsteet, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... wou eng Regierung sech dra gefält, kënnen iwwert de Wee vu Reglementer praktesch Gesetzer ze erloossen. Dat muss d'Ausnam bleiwen!

An an deem Sënn, Madamm Minister, wär ech frou, wann Der kéint Är Erklärung zu deem Iwwergang vu Reglementer op d'Gesetz nach eng Kéier erklären, wat Der genee domadder gemengt hutt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn direkt d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Majo, dat maachen ech ganz gären, well ech mengen, dass ech och nach eng Kéier probéiert hunn, dorobber ze insistéieren, dass et net dat doten ass, wat ech domadder wollt undeiten. Ech hu vun enger Schrëtt-fir-Schrëtt-Approche geschwat a gesot: „An der Zäit hu mer beim leschte Schrëtt, déi lescht Oplockerungen, en Effet gemierkt." An deen ass effektiv zäitgläich gewiescht mat deem Changement.

An do hunn ech, wann Der lech erënnert, eebe justement gesot: „Domadder wëll ech net soen, dass ech deen institutionelle Switch wëll a Fro stellen." Et ass just en Historique, wou mer gesot hunn: „Et ass gutt gaangen", well gesot ginn ass: „De Confinement war okay, den Deconfinement ass problematesch." Do hunn ech gesot: „Nee, mir hu Schrëtt fir Schrëtt deconfinéiert an et ass beim leschte Schrëtt ..." An ech hunn dat op enger Zäitschinn gemengt, an dat ass nun eeben emol en Zoufall, dass et parallell fält.

An ech hunn och, géif ech mengen, wann ech mech richteg erënneren, direkt preziséiert, dass d'Regierung natierlech och zu deem Projet stoung an zu deem Schratt stoung, wéi e proposéiert war.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Domadder hunn ech a kengster Hisiicht de Fonctionnement oder d'Implikatioun vun der Chamber a Fro gestallt. Au contraire, wann Der lech richteg erënnert, hunn ech dat begréisst. Et huet mech als Bierger entlaascht, net mussen iwwer Reglement weiderzeschaffen an där Situatioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Ministesch. An elo Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech hat et virdru scho gesot: Mir hunn eng Motioun hei eestëmmeg ugeholl. Den Här President huet du gesot, e géif et un d'Regierung viruginn. Ech hat geduecht, ech kréich du vun der Regierung eng Äntwert. Ech hunn awer keng kritt gehat.

An där Motioun hu mer ënner anerem gefrot gehat, datt Der sollt eng Simulatioun maachen iwwert d'Konsequenze vun deem, wat elo hei an deem Gesetz wäert gestëmmt ginn. Do ass ënner anerem och de Sport derbäi. Do si méi Saachen derbäi. Mir hunn eng Simulatioun do gefrot gehat. Mir hunn näischt kritt.

Da froen ech elo direkt d'Regierung: Hutt Der keng Simulatioun gemaach? Well Dir hutt awer elo an Ärer Interventioun nach eng Kéier gesot gehat, Dir géift Är Decisiounen op esou enge Simulatioune baséieren. Déi Simulatiounen, déi mir hunn, déi si vum, ech weess net, iergendwann eng Kéier am Juni. Do sinn alleguer dës Mesuren net dran. Dat heescht, op déi Simulatioune kënnt Der Är Decisiounen net baséieren.

An dann awer och eng aner Fro: Fannt Der et wierklech normal, datt, wann hei déi ganz Chamber eppes unanime unhëlt, dat heescht, en unanimmen Optrag un d'Regierung gëtt, datt dann d'Regierung einfach näischt mécht, datt si einfach deen Optrag ignoréiert? Also, an eisen Aen ass et net normal.

Ech hunn nach dräi Froen, oder véier.

Eng zweet Fro ass, Dir hutt jo och ugedeit, Dir géift warscheinlech vläicht e Sonndeg nei Decisiounen huelen. Da froen ech och do direkt erëm eng Kéier: Op wéi enge Krittären? Wéi eng Krittäre kuckt Der, wann Der do nei Decisiounen oder eventuell nei Decisioune wëllt huelen?

(Interruption)

Dann hunn ech vläicht zwou méi konkreet Froen.

Dat Éischt ass: Ech weess elo net, ob et Recommandatiounen oder Broschüre sinn oder iergendeppes, mee Dir hutt gesot - de Gesondheetsministère an den Educatiounsministère hu mer dat och an enger Question parlementaire beäntwert -, datt u sech bei Aktivitéiten an de Vakanzen an esou weider, datt do bis zu 50 Kanner a Jugendlecher kënnen an enger Grupp sinn an datt dann innerhalb vun där Grupp am Prinzip keng Reegele gëlle vun Distanciatioun a vu Port du masque. Kënnt Der mer soen, ob dat konform hei zum Gesetz ass an ob dat och aus sanitäre Richtungen esou Är Meenung ass, datt ee sech innerhalb vu 50 Jugendlechen u sech un näischt méi muss halen?

Dann eng aner Fro. D'Regierung huet bei dësem Gesetz u sech d'Verantwortung un d'Schoulen ofginn, well Der gesot hutt: „All d'Activités scolaires, dat huele mer hei aus dem Gesetz eraus." Am Schoulgesetz hunn awer d'Direktiounen d'Verantwortung iwwert d'Sécherheet vun de Kanner. Ass et da wierklech anÄren Aen normal, datt Der déi ganz Verantwortung einfach un d'Direktioun eriwwergitt? Kréien d'Schoulen do konkreet Richtlinne fir d'Preparatioun vun der Schoulrentrée? Mengen Informatiounen no ass do guer näischt am Moment do. Respektiv hutt Der zumindest wëlles, dann de Schoulen déi néideg Moyenen ze ginn, fir datt se d'Sécherheetsvirschrëfte kënnen anhalen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Zu de Simulatiounen: Et ass schonn e puermol hei diskutéiert ginn. Mir schwätzen do ëmmer laanschteneen. Et gi Simulatioune vum 2. Juli, déi hutt Der. An et gëtt Simulatiounen, ganz rezenter elo, déi sollen dem aktuelle Kontext Rechnung droen. Déi hutt Der de 15. kritt.

D'Regierung baséiert sech op déi. An Dir hutt och, wann Der lech erënnert, wéi d'Experten hei waren, wéi d'Modellisatioune waren, hu se erkläert, dass et à ce stade no deene step by step Oplockerunge guer net méi méiglech ass, esou granular ze modelliséieren, dass een elo den Impakt vun enger parascolairer Aktivitéit kéint erabréngen.

Dat Lescht, wat nach méiglech war en bloc, dat ass d'Schoulaktivitéit en tant que tel. Mir hunn am Ufank d'Modellisatioune gemaach, wéi ganz Secteuren opgaange sinn, déi e groussen Impakt haten. Dat war modellisabel.

An do koum dee Punkt. An dat sinn déi Modellisatiounen, déi mir haten, wéi mir de Projet eragin hunn. Wann ee wierklech an eng Richtung geet, wou een an der ganzer Gesellschaft oplockert, dann ass et an de Modellisatioune guer net méi méiglech, esou granular ze sinn, dass ee kann esou, bon, Saachen, wéi de Sport zum Beispill, speziell erausrechnen, well deen Impakt am Gesamten net méi an d'Wo fält.

Dat sinn déi Erklärungen, déi Der kritt hat, och zu de Modellisatiounen, wéi d'Experten hei waren. An dofir huet d'Regierung och ëmmer gesot: Mir haten am Fong genuch Informatioun mat deene ganz villen Zenarien, déi am Juni an deene Modellisatiounen duergestallt gi sinn, wou ee ganz verschidde Cas-de-figuren hat, eebe mat Simulatioune vun Zesummekunft vu bis zu 200 Leit an esou weider. Ech hu se net méi genau virun Aen.

Dat ass déi Basis, déi mer hunn. Dat ass näischt ganz Prezises! An Dir wäert och keng Simulatioun kréien, déi lech wéi e Kachrezept virgëtt, wat méiglech ass a wat net. Dat bleiwe politesch Decisiounen. An dat hu mer och ëmmer esou duergestallt.

Mir hunn nei Modellisatioune gefrot, jo, an déi hu mer gëschter Moie kritt, well et och wichteg war, eeben déi steigend Zuelen anzeginn. Déi

Modellisatiounen, déi Der elo hutt, déi spigelen exactement d'Situatioun vum Gesetz, wéi et elo ugeduecht ass, zréck.

An da fir déi aner Froen …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An deene Modellisatiounen, do geet nach ëmmer, mengen ech, vun „Dinnerpartys bis zu sechs Personen" dra rieds. A mir si mëttlerweil scho méi wäit wéi „Dinnerparty bis zu sechs Personen". An et ass jo genau dat, wat mer hei gefrot hunn. Mir hu jo gefrot: Da maacht eng nei Simulatioun …

(Interruptions)

… mat deene Bestëmmungen, wéi se elo méiglech sinn. An dat ass dat, wat hei ofgestëmmt ginn ass, wann ech dat hei liesen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Wéi gesot, dat, wat d'Experten eis liwweren, ech ginn dovunner aus, dass si wëssen, wat si maachen. Si hu proposéiert, zu all Moment an d'Chamber ze kommen, fir sech och weider ze erklären, wann do fachlech Froe sinn. Ech géif mengen, dat wär da vläicht de Moment, si eng Kéier eranzebestellen.

Fir mech sinn déi Simulatiounen zimmlech berechent, déi mer virleien hunn. Bon, ech weess, dass ech och selwer ganz vill Froen dozou hat, wéi ech se kritt hunn, och zu deenen éischten. Duerno lues a lues gewinnt ee sech drun. Dat sinn déi, op deene mir schaffen.

Wat kucke mer? Natierlech kucke mer d'Evolutioun an Europa. Mir lauschteren, wat eis Nopeschlänner och maachen, wéi et bei hinnen ausgesäit. Mir kucken dat natierlech. A leschter Minutt musse mir dat evaluéieren! Mir maachen eng Analys vun den Neiinfektiounen, vun der Evolutioun. Et ass vill geschwat ginn: Si mer nach am Lineären oder schonn am Exponentiellen? Mir sinn esou just op der Limitt!

Wann een et genau kuckt, si mer haut nach tout juste lineär. Mee natierlech kann et muer exponentiell sinn. Dat ass kloer auszemaachen op der Courbe. An dofir wëlle mer och onbedéngt nach een, zwee Deeg ofwaarden, fir sécher ze sinn, wéi e Verlaf eis Courbe huet. Dat ass och dat, wat mer recommandéiert kritt hunn, fir wierklech nach dës Woch ofzewaarde fir ze gesinn, wéi d'Evolutioun ass, fir dass ee ka seriö esou eng detailléiert wéi méiglech Projektioun maachen an dorobber dann eeben Decisiounen huelen.

Dann Är Fro: Ass et normal, dass Der eppes frot an et net kritt? Mir hunn déi Modellisatioune gefrot. Dir hutt se. An dat war meng ganz kloer Unuerdnung. Soubal déi erakommen, hunn ech gefrot: Maacht wannechgelift e Mail un d'Sekretariat vun der Chamber! Dat ass gëschter geschitt um Véierel op zwou. Méi schnell kënne mer Iech et net ginn. Eppes anescht hu mer och net!

Ech hunn d'Gefill, et gëtt ëmmer ugeholl, mir hätten Daten, déi mir Iech net ginn. Mir hu keng aner! Ech hunn déi Donnéeën, déi Dir kritt. Mir hunn Donnéeën, déi mer der Press ginn. Déi kritt Der och elo systematesch. A méi hu mir à ce stade net!

An dann fir Är nächst Fro …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et ass dat, mengen ech, de Problem, Madamm Minister. Mir hunn hei gefrot « à effectuer une simulation des conséquences du projet de loi » an esou weider. Dat heescht, mir hunn en Optrag ginn. D'Chamber hei …

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Et ass dat, wat gëschter geliwwert ginn ass. Voilà!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nee, et ass net dat, wat gëschter geliwwert ginn ass! Gëschter ass eppes geliwwert ginn, wou Courbë matenee verglach ginn. Gëschter ass näischt geliwwert ginn, wou u sech doheem alles oder elo net méi alles erlaabt ass, wou d'Sportfederatiounen erëm kënnen normal fonctionéieren. Dat ass net geliwwert ginn!

Mir hunn hei eppes Konkreetes gefrot. An et ass jo net esou, datt d'Chercheuren Iech einfach eppes solle liwweren an da gitt Der dat weider. Dat ass jo och schéin a gutt, mee d'Regierung misst jo hir Decisiounen op eppes baséieren! Esou krute mer dat ëmmer erkläert. A mir hu geduecht, se géif se op eppes baséieren, wat am Prinzip dat simuléiert, wat am Gesetz drasteet. An et ass dat, wat mer gefrot hunn. An dat hu mer net kritt.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dat ass et. Et ass dat, wat mer gefrot hunn. Et ass dat, wat mer geliwwert kritt hunn. An ech mengen, ech sinn effektiv um Enn. Ech kréien dat och net anescht pedagogesch hin, fir et ze erklären. Ech mengen, dat wär de Moment effektiv, déi Experten an d'Chamberskommissioun eranzeruffen, dass si dat kënnen erklären.

Si hunn an déi dote Modellisatioun d'Hypothees elo vun deem, wat soll gestëmmt ginn, afléisse gelooss. Et ass dat, wat do afléisse gelooss ginn ass. Dat ass déi dote Simulatioun. Dat ass de leschte Stand mat souguer den Neiinfektiounen, déi mat eraninjektéiert sinn.

Besser kann ech dat, et deet mer leed, och net erklären. Mee dat ass den Optrag gewiescht an dat ass de Produit, dee gëschter vun der Uni geliwwert ginn ass op Är Demande, an d'ailleurs och op ons Demande. D'Regierung war genausou dorunner interesséiert.

Wat elo d'Recommandatiounen ugeet, Dir sot elo … Ech muss éierlech soen, ech weess net genau, op wéi eng Der Iech fousst. Ech si just erstaunt. Mir hunn effektiv … Et ass elo just plädéiert ginn, d'Regierung hätt scho méi laang sollen op Recommandatiounen iwwergoen. Et géif jo kee Sënn maachen, Saachen an d'Gesetz ze setzen, déi een net ka sanktionéieren. Eh ben, et ass dat, wat mer maachen an der Schoul. A ganz ville Secteuren ass et genau dat, wat elo gemaach gëtt mat deem Gesetz hei.

Et ass dat, fir dat Dir plädéiert. Do solle mer op Recommandatiounen iwwergoen. Dofir sinn ech ëmsou méi erstaunt, dass Der deene Recommandatiounen net méi Attentioun gitt.

Ech weess awer elo, muss ech ganz éierlech soen, net, op wéi een Dokument dass Der uspillt. Dir musst entschëllegen, mir hu ganz vill Recommandatiounen an der Santé. Ech hunn déi elo fir haut net esou preparéiert, dass ech déi op Opruff weess. Ech weess net, wéi eng Der viséiert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dir hutt mer haut eng Question parlementaire beäntwert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- A! Voilà, dann ass déi Fro beäntwert. Da misste mer do déi Detailer ginn hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Also, d'Question parlementaire ass beäntwert. Do steet dran, datt ee 50 Jugendlecher ka beieneen an ee Grupp maachen, …

(Interruptions)

… ouni sech un iergendeng Reegel mussen ze halen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A meng Fro war eebe ganz einfach: Ass dat konform zum Gesetz? Wann ech 50 Leit - dat ass fir mech e Rassemblement -, Jugendlecher, ka beieneesetzen, ouni iergendeng Distanciatioun, ouni datt se eng Mask mussen unhunn, ass dat konform zum Gesetz? Dat war déi éischt Fro.

(Brouhaha)

An déi zweet Fro war u sech: Entsprécht et …

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

… Ärer Meenung no de sanitäre Reegelen, wéi se solle sinn?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech mengen, dass dee Volet an der Fro beäntwert ass. Ech weess et net méi auswenneg, mee et ass mer, wéi wann awer esou eng Analys do dra wär, wéi dat par rapport zum Gesetz ze interpretéiere wär. Dat war Deel vun der Fro, wann et déi Fro ass, déi ech elo am Kapp hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Elo Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. D'Madamm Ministesch huet déi Reunioun vum 30. Juni hei an der Chamber ugeschwat, wou mer tatsächlech vun der Uni eng Presentatioun kruten. Leider ass de PV nach net disponibel, soudatt ech net kann dorauser zitéieren. Mee d'Motioun, déi jo gestëmmt gouf d'leschte Kéier, ass eng direkt Konsequenz dorauser. Wat dee Moment gefrot gouf an och vun der Uni zougesot gouf nozeliwweren, wat bis haut net geschitt ass, war, datt se eis géifen zousätzlech zu deenen zwou Grafiken, déi se pro Modell gerechent haten, eeben och déi previsibel, also vun hinnen ugehollen Neiinfektiounscourbë liwweren. Dat ass e bësse méi technesch gewiescht, mee dat hätt eis erlaabt, eeben déi ënnerschiddlech Zenarien ze kucken, wou mer do dru sinn.

Wat mer gëschter geliwwert kruten - a jo, mir haten et fonnt, éier d'Madamm Ministesch da Kenntnis dovu geholl huet, dat weist, datt mer och den Internet benotze kënnen -, do stellt sech awer d'Fro, an op déi hunn ech elo nach keng Äntwert kritt: D'Uni huet simuléiert an enger éischter Phas „first reopenings, back to linear growth" mat néng Neiinfektiounen den Dag. Mir sinn awer elo schonn eng ganz Rëtsch Deeg iwwert deenen néng Neiinfektiounen. Nichtsdestotrotz hu mer elo haut e Gesetz, wat gestëmmt soll ginn, mat nach ëmmer op der Ausgangsbasis néng Neiinfektiounen.

Ech stelle mer do awer d'Fro, wéi sech dat verknäppe léisst mat der Ausso: „Mir huelen déi neiste wëssenschaftlech Resultater a Consideratioun fir d'Gesetz." Wa mer dat dote seriö huelen a wa mer déi doten Donnéeën, déi gëschter publizéiert goufen, ganz seriö huelen, da misste mer dat Gesetz haut net stëmmen. Mir missten Amendementer maachen. A mir misste kucken, datt mer d'nächst Woch, a ganz séier, dat dote berücksichtegen. Mee ze soen: „Mir stëmmen e Gesetz, wat op Donnéeë baséiert, déi vun néng Infektiounen den Dag ausgaange sinn!", an enger Zäit, wou mer der 100 haten, halen ech weiderhi fir irresponsabel.

An duerfir wäerte mir eis och weiderhin enthalen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Richteg!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Ech hunn deem näischt méi bäizefügen. Ech mengen, et ass an där ganzer Kris hei kloer, dass, wann nei Momenter sinn, eventuell mussen nei Decisioune geholl ginn. Et ass dat, wat nach ëmmer gesot ginn ass. An et ass eeben dat, wat och tückesch an där Kris ass. Dat ass vun Ufank un esou gewiescht. Dat geet ganz schnell. Et kommen nei Informatiounen eran. Déi sinn net perfekt. Mir hunn net esou eng gutt Lag, op déi ee sech ka foussen, fir Decisiounen ze huelen. Et ass dat, wat leider Gottes déi Kris hei ausmécht a wat se och esou ustrengend mécht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann nach Parole après ministre fir den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Chamber esou e wichtegt Gesetz wéi dat Gesetz vun de Mëtte soll stëmmen, dann ass et a mengen Aen essenziell, dass alleguerten d'Donnéeën, déi à la base sinn, fir esou e Gesetz ze stëmmen, an den Hänn vun den Deputéierte sinn.

Déi Fro, déi ass haut de Mëtten eng hallef Dose mol vu verschiddene Riedner vun der Oppositioun gestallt ginn a se ass net beäntwert ginn. Och an den Ausféierunge vun der Ministesch, déi elo komm sinn, ass a kengem Moment op déi Fro geäntwert ginn. Si baséiert sech op Zuele vum 20. Juni, déi mer presentéiert kritt hunn hei an der Chamber den 30. Juni. Ech souz op där doter Plaz an ech hunn der Ministesch eng Rei Froe gestallt, notamment d'Konsequenzen, déi de Betrib vum Sport géif op d'Modellisatioun bréngen an d'Opmaache vun anere Saachen.Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, an deem mer net wëssen, wat d'Ursaache si vun deene villen neien Infektiounen, déi an deene leschten Deeg hei zu Lëtzebuerg komm sinn. An ech wëll soen: Et ass dat, wat d'Leit dobaussen interesséiert. Dat, wat d'Leit dobaussen interesséiert, dat ass, firwat a wou sech 60, 80, 100 Leit den Dag zu Lëtzebuerg nei infizéieren, mat deene Konsequenzen, déi mer elo op internationalem Plang mussen erleiden. An op déi Fro, esou leed et mer deet, an dofir sinn ech op d'Tribün komm, hu mer haut keng Äntwert kritt. An ech wëll dat ganz däitlech bedaueren.

D'Leit froe sech: Firwat gi mer international ausgespaart, wann et net de Large-Scale-Testing ass? Firwat gi mer international ausgespaart, wann et net d'Auslänner sinn, déi mer a grousser Zuel testen? Wann et net dat eent ass an net dat anert ass, da géif ech gär als Deputéierten, Madamm Ministesch, vun Iech wëssen: Wat ass et, …

Une voix.- Voilà!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- … dass 50 an 100 Leit sech dëser Deeg zu Lëtzebuerg ustiechen? Sinn et, wéi Der et viru 14 Deeg gesot hutt, privat Partyen doheem? Ech soen Iech, dass ech entre-temps dorunner zweifelen. Ech zweifele ganz staark un där Interpretatioun, déi nach ëmmer dobausse gesot gëtt, dass et déi Jonk, haaptsächlech déi Jonk wieren, déi sech net géifen drun halen. Ass et dat? Da sot et, wannechgelift! Ass et eppes anescht? Da sot et, wannechgelift!

(Interruption)

Drëpsche fir Drëpsche gëtt hei d'Wourecht bruecht.

Elo hutt Der déi neiste Geschicht, dat ass elo dee Mann, dee sech ëm d'Gemenge soll bekëmmeren. E sympathesche Kärel, e gudde Frënd vu mir d'ailleurs säit Laangem, säit laange Joren. Wat soll dee Mann dem Buergermeeschter da soen, wann en ëm urifft? „Här Buergermeeschter vu Käerjeng," - sinn ech - „mir hu véier Leit bei Iech fonnt." Da soen ech: „Jo, a wou? A wou hu se sech ugestach?" „Jo, dat däerf ech der awer net soen, dat ass Dateschutz." Dann ass d'Gespréich scho fäerdeg.

Wou sinn d'Clusteren? Ass et doheem? Ass et am ëffentleche Raum? Wou ass et? Wou ass d'Transparenz? Dat ganzt Land hei ass ämgaangen, un de Konsequenzen, net vun Ärem Handelen, mee un de Konsequenze vun enger Reapparitioun vun engem Fleau ze leiden, an d'Chamber stëmmt e Gesetz, ouni ze wëssen, wat d'Ursaachen derfir sinn. An dat ass fir mech, muss ech ganz éierlech soen, als een, dee laang hei ass, strictement inakzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Wëllt d'Madamm Ministesch nach eng Kéier reagéieren?

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo. Ech géif drop verweisen: Mir hunn all Woch en Update gemaach, wou déi nei Infektiounen hierkommen. Net méi spéit wéi gëschter, ech kann dat gären nach eng Kéier widderhuelen, ass de Communiqué de presse awer och un d'Chamber kommunikéiert ginn an och dat Dokument, wat Hand an Hand domadder geet. Do hutt Der eng Opschlësselung, wou Der gesitt, wivill Neiinfektiounen iwwert de Findel detektéiert gi sinn, Dir hutt eng Opschlësselung, wivill der iwwert de Large-Scale-Testing erakomm sinn, an Dir hutt eng Informatioun, dass et an der grousser Majoritéit privat Rencontrë sinn, wou Leit zesummekomm sinn, op Familljefester, am klenge privaten Krees eeben, Gebuertsdagsfeieren, dat sinn déi Saachen, déi mer hunn.

Et ass oft ënnerstrach ginn, och vun der Press, et wier eng Widdersprëchlechkeet. Mir hätten am Ufank vu grousse Partyen an elo vu klenge geschwat. Dat ass einfach an där Zäit doduerch, dass mer all Woch e Réckbléck maachen op déi vergaange Woch, do war effektiv déi éischt Woch, wou dat esou drastesch eropgaangen ass, eng grouss Party, déi eis reveléiert ginn ass. Dat wëllt net soen, dass der vläicht nach waren, mee déi, op där mir geschafft hunn, war esou eng. Fir de Rescht sinn duerno eenzel Fäll komm, ganz vill eenzel Fäll.

Ech hunn Iech och d'Betribszuele ganz transparent matgedeelt déi viregt Woch an och gëschter. Et sinn eng Rei Betriber. Awer et ass elo näischt, wat mer net am Grëff hätten. Dat sinn dann esou bis zu fënnef Infektioune pro Betrib, déi ee fënnt. An den Altersheimer si Fäll, déi hu mer d'viregt Woch matgedeelt an och gëschter, d'Unzuel vun de Fäll an den Altersheimer. An de Claude Meisch huet och ganz detailléiert eng Pressekonferenz gemaach gehat, wou en d'Detailer an de Schoule matgedeelt huet.

An ech hunn och weiderhin der Press erkläert, dass mer am Moment mat deenen Dausenden Telefonen, déi gemaach ginn, effektiv een, zwee Deeg Retard hunn, bis mer déi Informatiounen hannendrun esou verschafft hunn. Dofir maache mer eeben och e wëchentleche Réckbléck op déi Typologie. Mir kënnen dat net dagdeeglech maachen. Dat ass net méiglech! An ech géif et nach eng Kéier ënnersträichen: Ech mengen net, dass et iergendee Land gëtt, wou Der esou detailléiert Informatiounen am Wocherhythmus kritt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7622. Den Text steet am Document parlementaire 7622[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7622 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dann ass d'Situatioun déi, datt mer 31 Jo-Stëmmen hunn, datt mer 21 Nee-Stëmmen hunn a 6 Abstentiounen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President …

(Brouhaha)

Här President, …

Une voix.- Allez, allez, zielt emol uerdentlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech bieden Iech, d'Resultat vum Vott nach eng Kéier ze verifizéieren. Et schéngt mir onwarscheinlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Oder et ass eppes falsch gelaf, well mir hu véiermol Nee gestëmmt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir hutt véiermol Nee gestëmmt.

D'Abstentioune sinn ...

Jo, den Här Galles, wéi huet deen ofgestëmmt?

Une voix.- Nee.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo. Dat heescht, den Här Galles steet mat enger Abstentioun do.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat hätt mech och enttäuscht, wann Der net mat Jo gestëmmt hätt.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat war d'Ënnerbewosstsinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Elo komme mer der Wourecht méi no. Dat heescht, mir hunn 31 Jo-Stëmmen, mir hu 25 Nee-Stëmmen a mir hu 4 Abstentiounen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Den Här Galles hat eng kloer Direktiv vun uewen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7528 - Projet de loi portant modification de :

1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Mir kënnen zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, de Projet de loi 7528 iwwert d'Verstäerkung vum Verwaltungsgeriichtspersonal fir d'Rentrée 2020. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Tjo. Här President, merci. Elo gi se all.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Loosst Iech net ...

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Farerflucht!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... dovunner beanträchtegen, Här Margue, a maacht Äre Rapport.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech versichen, dat dann esou gutt wéi méiglech ze maachen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Margue, et ass un Iech.

(Brouhaha)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Déi, déi hei sinn, kënnen déi elo bleiwen?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen haut de Rapport vum Projet de loi 7528, wou mer Moossname virgesinn, déi fir d'Rentrée judiciaire dëse September a Kraaft trieden, an duerfir elo nach virun der Vakanz musse gestëmmt ginn. Betraff sinn d'Verwaltungsgeriicht an d'Bezierksgeriicht zu Dikrech. De Projet de loi huet awer, wëll ech betounen, näischt mat der Covidkris ze dinn, och wa mer elo schnell ënnerwee sinn.

Den Depot duerch d'Madamm Justizminister war de 25. Februar dëst Joer. De Renvoi an d'Justizkommissioun den 12. Määerz. Den Avis vum Staatsrot krute mer den 28. Abrëll. An déi éischt Kommissiounssitzung, mat Nominatioun vum Rapporter, dem Exame vum Text, vum Avis vum President vum Verwaltungsgeriicht a vum Staatsrot an d'Adoptioun vun Amendementer duerch d'Justizkommissioun, war de 6. Mee dëst Joer.

Amendements gouvernementaux sinn den 22. Juni derbäikomm, déi d'Bezierksgeriicht vun Dikrech betreffen. Doropshin ass och den Intitulé vum Gesetzesprojet ugepasst ginn. Mer kruten den Avis complémentaire doropshi vum Staatsrot den 8. Juli, a schlussendlech hu mer de Rapport zu dësem Projet de loi an der Reunioun vun der Justizkommissioun den 9. Juli ugeholl.

Ëm wat geet et? Et ass quasi eng Patchwork-Propositioun, wou mer aus zwee schonn deposéierte Projekter Deeler erausgetrennt hunn, fir se méi séier zum Vott ze bréngen. Et geet ëm de Renforcement vun den Effektiver vum Verwaltungsgeriicht. Dës Dispositioune kommen aus dem Gesetzesprojet 7124. An et geet ëm de Renforcement vun den Effektiver um Dikrecher Bezierksgeriicht. Dës Dispositioune kommen aus dem Projet de loi 7307.

Beim Verwaltungsgeriicht goufen déi proposéiert Renforcementer vun den Effektiver scho vum Staatsrot am Kader vum Projet 7124 favorabel aviséiert. Hei wäerten dräi Riichter bäikommen, an zwar ee Vice-président, ee Premier Juge an ee Juge. De Rapport relatif au fonctionnement du tribunal administratif, deen am Joresrapport vum Ministère de la Justice nozeliesen ass, kënnt zur Konklusioun, dass den Tribunal administratif fir d'Rentrée 2020/2021 nei Magistrate brauch. Dofir war et och wichteg, dass mer dës Dispositiounen aus deem Projet 7124 erausgeholl hunn an elo zum Vott bréngen, dass et mam Timing klappt.

Firwat ass dës Verstäerkung esou wichteg? Eng Partie vun eis, déi an der Justizkommissioun sinn, ware mat um Verwaltungsgeriicht derbäi a konnte sech dunn op der Plaz iwwerzeegen an Erklärunge kréien. Engersäits hëlt d'Zuel vun den Affaires en procédure accélérée, notamment d'Prozedur Dublin III, an der Prozedur vum Informatiounsaustausch en matière fiscale, weider zou, an doduerch entsteet eng ëmmer méi grouss Charge de travail. Dat huet als Konsequenz, dass déi normal Affären, also déi keng Procédure accélérée hunn, ëmmer méi laang Fixatiounsdelaie kréien.

Anerersäits huet d'Verwaltungsgeriicht ausser dem Zouhuele vun dësen Affaires en procédure accélérée ëmmer méi a méi komplex Affären ze traitéieren. Derbäi komme weider vill méi Affären, zum Beispill a verschiddenen Domäner wéi d'Fonction publique an d'Aides financières.

An net ze vergiessen: D'Erneierung vun de PAGen, Plan d'aménagement général, féiert zu enger beträchtlecher Augmentatioun vun der Charge de travail; e Phenomeen, dee viraussiichtlech an den nächste Jore kaum wäert zréckgoen.

Fir dësem méi groussen Aarbechtsopwand Rechnung ze droen um Verwaltungsgeriicht a fir räsonabel Delaie kënnen anzehalen, gëtt dofir eng Verstäerkung vun dräi zousätzleche Magistrate fir dës Rentrée proposéiert.

De Volet 2 vum Gesetz wäert d'Verstäerkung um Dikrecher Bezierksgeriicht betreffen. Och hei huet de Staatsrot a sengem Avis zum Gesetzesprojet 7307 keng weider Remarken zu de proposéierten Ännerungen. Hei setze mer ëm, wat d'Gesetz vum 27. Juni 2017 iwwert de pluriannuelle Rekrutementsplang an der Magistratur festhält, nämlech d'Schafe vun engem Poste vun engem Substitut beim Bezierksgeriicht zu Dikrech, mat Effet op de 16. September dëst Joer. Domadder hätte mer dann am Ganzen zwee éischt Substituter zu Dikrech.

An da schafe mer awer och nach e Poste vun engem Juge d'instruction directeur. An dat aus guddem Grond, well, ech zitéieren: « Le cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch est composé depuis la création de cette juridiction, » - haalt Iech un - « soit depuis 169 années, d'un seul juge qui est toujours de service hormis les weekends et la période de service réduit pour lequel il existe un roulement entre les dix juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le juge d'instruction. » Dës zéng Riichter sinn awer net spezialiséiert, maache punktuell an urgent Akten, an déi ganz Untersuchung läit bei deem engen Untersuchungsriichter zu Dikrech, deen déi ganz Verantwortung eleng dréit fir dee ganze Bezierk.

A weider heescht et: « Vu que les autopsies sont pratiquées au Laboratoire national de santé à Dudelange, le juge d'instruction doit se rendre pour chacune d'elles de Diekirch à Dudelange. Pour surmonter cette charge de travail et afin d'assurer que tous les devoirs d'instruction urgents soient accomplis dans les délais impartis, le titulaire actuel est obligé de faire des heures supplémentaires plusieurs jours par semaine, pratiquement chaque weekend et pendant une partie des vacances judiciaires. »

Contrairement zum Bezierksgeriicht Dikrech ass dat aus der Stad längst e puermol an dem leschte Jorzéngt verstäerkt ginn. Bis ewell ass deem méi grousse Volume an där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun den Affären zu Dikrech net Rechnung gedroe ginn. An dat, obschonns d'Anzuchsgebitt vum Bezierk Dikrech och ëmmer méi Awunner huet.

D'Verdeelung vun den Effektiver bei den Untersuchungsriichter an der Stad an zu Dikrech ass deemno net proportional zu den Affären, déi a béide Bezierker ustinn.

Zum Beispill: 2018 gouf et 1.533 nei Affären, verdeelt op 13 Untersuchungsriichter an der Stad, an déi sinn och nach zum Deel spezialiséiert. An zu Dikrech gouf et 236 nei Affäre fir déi selwecht Referenzzäit bei deem engen Untersuchungsriichter.

An aus der Suerg, fir e Parallelismus ze schafe mam Cabinet d'instruction um Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, misst den zousätzleche Poste fir den Untersuchungsriichter um Bezierksgeriicht Dikrech e Poste vu Juge d'instruction directeur sinn. Den Direktiounsposte gëtt och néideg, well de Cabinet d'instruction zu Dikrech net nëmmen aus zwee Magistrate besteet, mee och nach aus Greffieren.

Finalement verbessert d'Schafe vun engem Poste de juge d'instruction directeur zu Dikrech och d'Karriärsperspektiven am Cabinet vum Untersuchungsriichter an de Verloscht vu Wëssen an Erfarung ass méi kleng wéi bis elo, wann eng vun deenen zwou Persounen, déi dee Posten hunn, op eng aner Plaz kandidéiert.

Zu den Avise vum Staatsrot gouf et, wéi gesot, fir den 7124 an 7307 keng weider Remarken, a follgelech och net zum aktuelle 7528. Avise gouf et nieft dem Staatsrot vun der Cour administrative an dem Tribunal administratif, déi den 28. Februar erakoumen.

Den Tribunal administratif stellt fest, dass dëse Projet de loi enger Demande vun him selwer entspriécht. E gëtt awer ze bedenken, dass d'Iddi, déi am ursprénglechen Text war, proposéiert gouf, fir mat der Erhéijung vun den Effektiver och eng nei Chamber ze schafen, also vu véier op fënnef eropzegoen, wat an der Praxis herno net richteg vu Virdeel wäert sinn. Den Tribunal administratif plädéiert dofir, et bei véier Kummeren ze beloossen an déi dräi nei Magistrate kënnen esou au besoin ze affektéieren, wou se da gebraucht ginn.

A mir hunn et jo op der Plaz gesinn: Eng zousätzlech Kummer géif och bedeiten, dass nach e Greffier misst agestallt ginn, an dass d'Gebailechkeeten am Moment déi materiell Organisatioun an d'Mise en place vun engem zousätzleche Greffe net erlaben.

D'Cour administrative, mat hirem President, deelt an hirem Avis d'Analys vum Tribunal administratif par rapport zu der fënnefter Kummer an huet soss keng weider Remarken. D'Justizkommission ass där Demande nokomm an huet den Text esou amendéiert, dass et bei véier Kummere bleift.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, grad wéi all de Mataarbechter aus der Chamber, dem Ministère an de Fraktiounen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, an ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir hunn hei zwee Voleten. Den éischte Volet betrëfft den Tribunal administratif, den zweete Volet de Cabinet d'instruction zu Dikrech. Mir waren als Kommissioun virun e puer Méint, ech weess emol net méi, ob et Enn d'lescht Joer war oder uganks dëst Jor, et war op jidde Fall virum Confinement, d'Juridiction administrative besichen, wou mer och gesot kruten, opgrond vun der Panoplie a vun der Natur vun den Decisiounen, déi se mussen huelen, och vun der Zuel vun den Decisiounen, ass et ganz wichteg, datt den Tribunal zousätzlech Riichtere kritt. Et war jo och en Hëllefruff vum President vum Tribunal administratif am leschte Rapport annuel.

An effektiv konnte mer eis iwwerzeegen, datt d'Zuel vun de Fäll bei der Juridiction administrative ganz héich an d'Luucht geet. Ech ka mech erënneren, als jonken Affekot ass een dohinner plädéiere gaangen, an da krut een innerhalb vun zwou, dräi Woche praktesch eng Decisioun. Dat dauert haut e bësse méi laang. An ech mengen, et ass och wichteg, datt all d'Geriichter adequat ekipéiert sinn, mat Personal, mat de Riichteren.

An engem Rechtsstaat hunn d'Leit och e Recht op eng schnell an effikass Decisioun, och besonnesch op dem Hannergrond vun der Présomption d'innocence, wat jo dann am Volet pénal wierklech eng ganz wichteg, voire primordial Roll spillt. An duerfir gëtt d'CSV zu dësem Projet de loi hiren Accord, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Jo. Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur e grousse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat bis elo gesot ginn ass. Mir hunn ëmmer méi Affären, bon, éischtens ëmmer méi Leit, déi am Land sinn, ëmmer méi Affäre forcement, ëmmer méi kompliziéiert Affären. An dofir ass et fir eis och wichteg, dass d'Verwaltungsgeriicht opgestockt gëtt. Dofir ass jo dee Projet de loi och hei.

Dikrech d'selwecht. Ech mengen, och do gëtt et ëmmer méi Affären, ëmmer méi Leit, déi do uewe wunnen. Dofir ass et wichteg, dass och do opgestockt gëtt. Also, mir kënnen deem Projet nëmmen zoustëmmen. D'autant plus, wou mir jo och als Partei dat am Programm haten, wou mer gesot hunn, dass d'Personal allgemeng an der Justiz soll opgestockt ginn. Dat hei soll en Ufank sinn, a mir si bestëmmt nach net bei deem Leschten ukomm. Mee ech ginn op alle Fall den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Jo. Merci, Här President. Och dem Rapporter a President vun der Justizkommissioun e grousse Merci fir säi gudden opschlossräiche Rapport. An ech wéilt och nach eng Kéier betounen, dass effektiv zanter 169 Joer, dat muss ee sech emol virstellen, zanter der Grënnung vun deem Bezierksgeriicht Dikrech, et do effektiv nëmmen all Kéiers een Untersuchungsriichter gouf, deen d'Aarbechte gemaach huet. An dass, wéi meng Virriedner gesot hunn, ëmmer méi Affäre komm sinn, déi och juristesch an technesch natierlech méi kompliziéiert goufen, soudass dëst Gesetz wierklech noutwendeg war, an dass mer mussen op de Wee goen, fir déi Ekipp do ze etofféieren.

Ech wéilt awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir mäin déifste Respekt auszedrécken un déi Untersuchungsriichter, déi bis elo mat ganz vill Devouement an all deene Joren déi Aarbecht eleng a ganz consciencieux geleescht hunn.

An, voilà, dat wier et gewiescht. An ech soen och Merci, wéi gesot, nach eng Kéier, dass dat esou séier konnt bearbecht ginn, fir dass mer elo fir d'Rentrée prett sinn. An ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo. Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Och ech wëll dem President vun der Kommissioun fir säi gudden an ausféierleche Rapport Merci soen. Et ass eng Evidenz, datt dat heiten eng Reform ass, déi mir musse vu ganzem Häerz ënnerstëtzen. Meng Fra war aacht Joer laang eng vun deenen normale Riichterinnen zu Dikrech, déi dann d'Weekender oder an de Vakanzen den Untersuchungsriichter hu missen ersetzen. Et hat e positiven Aspekt. Et huet deenen Zivilriichteren an deene kommerzielle Riichteren eng Liewenserfarung ginn, déi och net vun der Hand ze

weisen ass. An et wier vläicht ganz gutt, wa munch jonk Riichter éfter emol a länger emol Stagë géifen um Untersuchungsgeriicht maachen, fir „les faits de la vie" kennenzeléieren.

Datt mer den Tribunal administratif opstocken, dat ass eng absolutt Necessitéit. Et ass scho gesot ginn: Et war en Hëllefruff vun der Juridictioun selwer, an dës Reform kënnt keng Minutt ze fréi.

Ech soen lech Merci. Mir ënnerstëtzen dësen Text.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministerin, d'Madamm Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci, Här President. Merci lech alleguerten, dass der eng Hand mat ugepaakt hutt, dass mer dee Projet nach kënnen elo virum Summer stëmmen. Dat heescht och, dass en da fir d'Rentrée judiciaire am September applikabel ass.

Mir schwätze ganz vill iwwert d'Efficacité de la justice. Mir hunn nach net méi spéit wéi gëschter Amendementer ugeholl, déi wäerten d'Prozedur vereinfachen, dass mer méi séier weiderkommen. Mee et geet net alles eleng iwwert d'Prozedur. Mir kënne ganz vill verbesseren, andeems mer eis méi einfach Mechanisme ginn. En Deel dovunner ass och d'Personal. D'Personal op der Justice ass an där leschter Legislaturperiod esou vill opgestockt gi wéi scho laang net méi. Mee et gouf awer nach eng Rei Mängel. A mir wäerten och weiderhi mussen eis upassen un d'Evolutioun vun der Bevëlkerung.

Een dovunner ass ganz kloer deen um Verwaltungsgeriicht. Mir ginn hei duerch d'Gesetzer, déi an der Chamber ugeholl ginn, dem Verwaltungsgeriicht permanent nei Aufgaben - wat jo och gutt ass, well eng Kontroll gemaach gëtt vun den Decisiounen, déi vun den ëffentlechen Instanze geholl ginn -, mee déi mussen natierlech kënne séier tranchéiert ginn.

Ech erënnere mech, wou ech ugefaangen hunn um Barreau, do krut een um Verwaltungsgeriicht an deene séiersten Delaien Decisiounen, do sinn d'Affäre ganz séier evakuéiert ginn. An där Situatioun si mer haut leider net méi. Net, well d'manner effikass schaffen, mee well se einfach vill méi eng grouss Aarbechtslaascht hunn, déi mer elo probéieren, an de Gréff ze kréien duerch deen heite Projet.

Op där anerer Säit Dikrech. Jo, Dikrech ass derfir bekannt, dass ganz vill op Multitasking gesat gëtt, dass d'Leit ganz ënnerschiddlech Aufgaben huelen. Mee och do stéisst een awer iergendwann eng Kéier u seng Limitten. An déi Mammutaufgab, vun der aktueller Untersuchungsriichterin, déi hei schonn ugeschwat gouf: Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat déi Fra leescht! Dat ass exzeptionell, déi vill Affären, déi si muss traitéieren. Dir musst lech jo virstellen, si ass dann och zouständeg, fir wa komplizéiert Dossieren de Weekend optrieden, wann an der Vakanz eppes Komplizéiertes ass, well natierlech ass et flott, wann een all verschidden Aspekter vun den Affäre kennt, mee eng Spezialisatioun a wierklech den Detail vun den Dossiere kënne séier an effikass ze traitéieren, déi erreecht een awer doduerch, dass een eppes mécht. An do gëtt een och ëmmer nëmme besser, wann een dat dann, op d'mannst fir eng gewëssen Durée, selwer mécht. Duerfir e ganz grousse Merci, dass Der dat heite matënnerstëtzt.

Eng Suerg, déi ech allerdéngs hunn, dat ass, dass mer déi Posten och alleguerte besat kréien, well d'Rekrutementer, ech weess net méi, wie vun lech mer eng Fro gestallt hat zu de Rekrutementer an der Magistratur dëst Joer, ech hunn déi Fro elo dës Woch erausginn, mee mir kruten d'Posten net allegeurte besat, an dat ass dramatesch.

Mir mussen onbedéngt dorunner schaffen, dass mer wierklech eng Vermëttlung maachen, wéi flott a spannend deen Job ass, wéi villfälteg en och ass. A mir mussen dru schaffen, dass mer méi Leit an d'Magistratur kréien, well soss kënne mer hei esou vill Gesetzer stëmmen, wéi mer wëllen, wa mer d'Posten net besat kréien, kréie mer de Problem net geléist.

Duerfir op alle Fall merci fir Ären Accord. Ech soen och Merci am Numm vun der Magistratur, déi dat dote bestëmmt begréisst.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7528. Den Text steet am Document parlementaire 7528[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7528 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Très bien. An domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7574 - Projet de loi du XX portant modification :

1° du Code du travail ;

2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Als nächst kënnt de Projet de loi 7574, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An do géif ech direkt d'Wuert ginn un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Projet geet et drëm, déi lescht Ännerungen am Gesetz vun der Formation professionnelle - d'Gesetz vun 2008 - op eng Linn ze bréngen mam Code du travail, deen en vigueur ass. An et geet do ëm fënnef méi kleng Ännerungen.

Deen éischte Changement betrëfft de Congé de récréation annuel vun de Stagiairen, dee vu 25 op 26 Deeg gehéicht gëtt.

Ausserdeem kënnen dann och d'Begleeder vun de Kandidaten, déi op e Championnat respektiv en nationalen oder internationale Concours ginn, deen a Relatioun mat der Formation professionnelle steet, den individuelle Congé fir d'Formatioun an Usproch huelen. Bis ewell war dee Congé do just fir d'Kandidate selwer bestëmmt.

Déi drëtt Ännerung betrëfft, wéi gesot, d'Gesetz vun 2008. An deem waren e puer Erreurs matérielles, déi mat dësem Gesetzesprojet behuewe ginn, andeems e puer legal Dispositiounen iwwert d'Organisatioun, d'Evaluatioun an och d'Orientatioun an der Formation professionnelle ugepasst ginn. Et ass ënner anerem virgesinn, d'Moduler vun de Stagen an Zesummenaarbecht vum Stage-Büro an awer och an der Entreprise, wou d'Formatioun gemaach ginn ass, ze evaluéieren.

Véierte Punkt: Des Weidere ginn d'Diplomer souwéi d'Zertifikater vun der Formation professionnelle an de Validatiounssystem vun den erschafenen Erfarungen integréiert. Dat ass dat, wat mer kennen, d'Validation des acquis de l'expérience.

An dee leschte Punkt: De Programm vu véier Formatioune fir de CCP, de Certificat de capacité professionnelle, gëtt ëm ee Joer erfogesat. Et sinn hei follgend Beruffer: d'Serveuren an de Restauranten, de Kach, de Vendeur an och d'Haushaltshëllef, fir do méi Kandidaten erunzezéien. Wéi gesot, gëtt d'Formatioun vun dräi op zwee Joer erofgesat, esou wéi dat scho beim Schouster de Fall ass.

Ech kommen zu den Avisen. De Staatsrot huet säin Accord mat de grousse Linnen zu dësem Projet ginn a just e puer kleng Umierkunge gemaach.

Fir d'Chambre de Commerce war dëse proposéierte Projet de loi an der Rei. An d'Chambre des Salariés bedauert just, dass d'Leit mat engem CCP kee Certificat de réussite fir fënnef Joer am Enseignement secondaire méi kréien. Besonnesch wichteg ass et hinnen, dass den Accès fir den DAP bleift an dës Decisioun keng Auswierkungen op de Salaire vun de betraffene Leit huet.

Fir den Detail verweisen ech op de schrëftleche Rapport, an ech ginn elo schonn den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gilles Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi ass zum Deel noutwendeg, ech hat dat d'lescht Joer scho gesot gehat, well eeben d'lescht Joer, wéi hei iwwert de Projet de loi 7268 ofgestëmmt ginn ass, keng anstänneg legislativ Aarbecht geleescht ginn ass.

Mir haten d'lescht Joer duerfir och hei an der Chamber eng Partie Amendementer ofstëmme gelooss. Leider ware se alleguer refuséiert ginn. Ënner anerem hate mer dunn och gefrot, fir de Kontrakt mat der Konventioun ze ersetzen, fir d'Congésdeeg op 26 Deeg eropzesetzen, well dat eeben de Minimum ass, dee mer just virdru gestëmmt hate fir all d'Salariéen. A mir haten och gefrot gehat fir d'Validation des acquis de l'expérience. Dat ass jo am Prinzip dat, fir eng Beruffserfarung geltend ze maachen, fir een Diplom ze kréien, fir dat och erëm fir d'Beruffsausbildung méiglech ze maachen, well komescherweis hate mer deemools mat deem Gesetz ofgestëmmt, datt dat fir d'Beruffsausbildung net méi méiglech wier.

An do hat den Här Minister am Prinzip och gesot gehat, ech liesen dat eng Kéier hei vir: „Dann dee Punkt, deen effektiv méi seriö ze huelen ass", dat war also vun eisen Amendementer, „ass dee vun der VAE." An dunn huet en e puer Saache gesot. Du sot en: „Do ass et esou gewiescht, datt effektiv elo momentan laut Gesetzestext eng VAE, also eng Validation des acquis de l'expérience, net méiglech wär, wann een den Diplom vun der Formation professionnelle gëtt ustriewen, wat kee Sënn mécht. Do muss ech der Madamm Hansen absolutt Recht ginn." Dat kënnt net esou dacks vir, dat war also du virkomm.

An en huet gesot: „An ech denken, datt mer dat elo esou schnell wéi méiglech solle korrigéieren." Ben, esou schnell wéi méiglech ass e bësse méi wéi ee Joer duerno. Dat fanne mer natierlech schued, datt dat esou laang gedauert huet. Mir sinn awer natierlech d'accord, datt dës Ännerunge gemaach ginn.

Eppes aneschters, wat hei geännert gëtt, dat ass, datt eeben, den Här Rapporter huet et gesot, an duerfir soen ech him och nach eng Kéier Merci fir de Rapport, eenzel CCP-Formatiounen u sech elo kënne gekierzt ginn. Normalerweis sinn dat dräi Joer. Si kënne gekierzt ginn op zwee Joer. Dat war d'leschte Kéier beim Gesetz just fir de Schouster méiglech. Do hate mer och gefrot: „Firwat ass et just de Schouster? Firwat ass et net, zum Beispill, och de Serveur?" Du krute mer als Äntwert, datt keng Zäit do gewiescht wär, fir mat de Beruffskummeren ze schwätzen. Ma ech ginn elo mol dervunner aus, datt elo mat de Beruffskummere geschwat ginn ass. Et gi fënnef Beruffer elo hei derzougerechent, wou d'Formatioun ka gekierzt ginn. Och dat fanne mer gutt, an duerfir si mer och mam Projet de loi aver stanen.

Ech hunn awer nach eng Fro, well ech sinn u sech virgëschter ugeschwat ginn, datt verschidden Équipe-curriculairen eréischt déi lescht Woch gesot kritt hunn, datt se missten d'Grillë vun dräi Joer op zwee Joer kierzen. Wann dat esou ass, da muss ech natierlech soen, ass dat och net seriö, well innerhalb vun engem Weekend kann ee keng seriö Aarbecht maachen, fir hei eng Grille vun enger ganzer Formatioun einfach esou ze kierzen.

Mat dëser ofschléissender Bemierkung, ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Villmools merci, Här President. Merci och virop dem Rapporter fir säi ganz komplette Rapport. Et geet also an dësem Projet, wéi de Rapporter et richteg erklärt huet, drëms, eng Rei Erreurs matérielles ëm d'Formation professionnelle ze behiewen. De Congé minimal gëtt vu 25 op 26 Deeg eropgesat. Als LSAP kënne mer dat natierlech nëmme begréissen a wäerte selbstverständlech deen heiten Text och matstëmmen.

Ech mengen awer, datt de Problem ëm d'Formation professionnelle heibäi däitlech gëtt. Mir als Chamber a vläicht souguer och als Land, mir mussen der Ausbildung an dem Handwierk einfach méi Opmierksamkeet zoukomme loossen. Ëmmerhin ass op Initiativ vun de Sozialisten de Congé légal scho virun engem Joer ëm een Dag an d'Luucht gaangen. Elo eréischt passe mer dat an dësen Texter ëm déi professionell Ausbildung un.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- U sech, well Dir d'Amendementer net gestëmmt hat!

Mme Francine Closener *(LSAP).*- Dësen Dag méi oder manner wäert sécherlech net den Ausschlag ginn, ob elo méi Jonker sech fir eng Léier entscheeden oder net. Et wier awer wichteg, mengen ech, heiraus ze léieren an an Zukunft déi professionell Ausbildung mat als Prioritéit unzegesinn a gläichwäerteg ze behandelen.

Mir brauchen attraktiv Ausbildungsméiglechkeeten zu Lëtzebuerg. An duerfir gouf jo och déi Ausbildungsdauer vun enger Rei Formatioune virun allem am Horeca-Beräich elo erofgesat op zwee Joer, esou wéi gefrot. Ech mengen, et ass grad wichteg fir ee Secteur, deen et souwisou schonn immens schwéier huet, an elo an dësen Zäiten ëmsou méi. Duerfir begréisse mer och d'Beméiunge vun der Regierung, fir alles drun ze setzen, fir esou vill wéi méiglech Léierplazen ze erhalen a weiderer ze schafen. Dat ass sécherlech ze begréissen an absolutt guer net vu Muttwëll.

Mir sollen eis jiddefalls, léif Kolleeginnen a Kolleegen, allgemeng dru setzen, fir eis méi intensiv mam Inhalt vun deene verschiddene Formatiounen an Ausbildungen auserneenzesetzen. Esou musse mer, zum Beispill, déi digital Kompetenzen an déi professionell Ausbildung weider abauen, grad wéi mer och d'Formatiounen un déi sproochlech Situatioun hei am Land mussen upassen, geneesou, wéi et schonn am Koalitiounsaccord virgesinn ass.

Dat wieren zwee Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Léier nees attraktiv ze maachen, fir datt d'Handwierk, fir datt déi Leit an deenen dote Secteuren och déi richteg Leit fannen. Dat hu se nämlech absolutt verdéngt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Closener. An d'Wuert kritt elo déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och merci dem Här Gilles Baum fir de gudden a komplette Rapport, wéi hien der an der leschter Zäit scho vill presentéiert huet, och emol eng Kéier een, wou de Corona awer net dee ganz onmëttelbaren Hannergrond huet.

Wéi mer Enn leschter Woch an den Zeitunge liese konnten, wäerten, laut enger Ëmfro, am Handwierk 54 % vun de Betriber hir Offer un Ausbildungsplaze reduzéieren. D'Zuel vun neien Ausbildungsplazen ass och elo scho ferm gebremst.

Op den 1. Juli 2020 waren offiziell 1.286 Jonker a 650 Erwuessener op der Sich no enger Ausbildungsplaz. Dat waren der 700 respektiv 600 manner wéi am Virjoer. An dat heescht awer ganz sécher net, dass alles am Botter ass. Déi Statistike si provisoresch, well d'Frist fir d'Ënnerschreiwe vun den Ausbildungskontrakter am Kader vun de Coronamesurë jo bis Enn des Joers verlängert gouf. Mee den Trend weist awer, wéi gesot, schonn elo an déi falsch Richtung, an dat säit dem Ufank vun der Pandemie.

D'selwecht wéi zum Beispill bei de Moratoiren op Bankkreditter oder bei de Faillitte schéngt nämlech hei och dat déckt Enn eréischt an den nächste Méint nozekommen. D'Infektiounszuele soen eis, dass d'Pandemie nach net eriwwer ass. Mir hunn et haut laang a breet diskutéiert. An dëse Constat huet ganz ferm wirtschaftlech a sozial Follgen.

An egal wat d'Ziffere vun haut sinn, hei si ganz vill Leit, déi op der Sich no enger berufflecher Perspektiv sinn. Leit, déi Motivatioun, Wëssen an Talent matbréngen, fir déi d'Sich no enger Aarbechtsplaz och oft ganz vill Drock an Ongewëssheet matbréngt. An dat sinn nieft dem

schouleschen Echec Haaptgrënn fir den Décrochage scolaire, dat heescht d'Ofbrieche vun der Ausbildung.

An dat gëllt et prioritär ze evitéieren an dowéinst ass et immens wichteg, dass den Dialog mat de Sozialpartner ëm d'Ausbildung ganz uewen op der Agenda elo scho steet. An all d'Partien am Raum hunn och schonn ze erkenne ginn, dass se sech dëser Problematik an der Responsabilitéit bewosst sinn.

Déi weider Pisten, déi d'Handwierkerkummer an de Ministère jo schonn ugedeit hunn, ginn an déi richteg Richtung. Engersäits d'Férderung vu Betriber, déi ausbilden, an anerersäits eng besser Informatioun an Orientéierung vun deene Jonken. Dat begréisse mer ausdrécklech. An ech si ganz frou, dass ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun ka ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et elo um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools merci, Här President. Ech wéilt dann och vläicht dem Rapporteur Merci soe fir e ganz komplette Rapport. Ech géif awer d'Regierung invitéieren, fir zu deene Kriticke Stellung ze huelen, déi d'Chambre des Salariés formuléiert huet. Ech mengen, souwuel den Aspekt vun der Pai wéi deen zum Accès zum DAP si wichteg Froen. An et wier wierklech interessant fir ze gesinn, wéi d'Regierung sech dann do positionéiert.

Wat awer opgefall ass an der Diskussioun haut, dat ass déi Prise de position vun der Sozialistescher Partei. Et ass dach verwonnerlech, datt déi Partei hei seet: „Mir däerfen d'Handwierk net am Ree stoe loossen a mussen honoréieren", nodeem mer virun e puer Wochen eréischt héieren hunn, datt déi Indépendants do, datt dat awer wierklech net onbedéngt d'Liiblingskand vun der Regierung ass. An et si vill Leit, déi eebe just am Handwierk sech lancéieren, „Trau dech!", ...

Une voix.- O!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ... an da vun där Regierung kritiséiert ginn, jo, vun där Partei kritiséiert ginn, déi elo heihinnerkënnt an esou mécht, als wär d'Handwierk hiert gréissten Uleies!

D'selwecht och mat dem Horeca. Ech erënnere mech nach ganz gutt un déi Diskussioune virun e puer Wochen, wou ënner anerem d'ADR gefuerdert hat: „Sot dach endlech de Leit, wéini se erëm kënnen opmaachen!" Notamment viru Päischten, wou se a Konkurrenz ware mat esou villen anere Betriber, och am Ausland. A wien huet et net gemaach? Déi Regierung, déi Partei, déi haut hei kënnt a seet: „Mir mussen eppes maache fir d'Horeca!"

Dir kënnt probéieren, dat ze korrigéieren. Et ass och gutt, wann Der Iech wëllt besseren a wann Der Iech wëllt korrigéieren, awer vergiess ass dat do net! D'LSAP wor déi Partei, déi d'Handwierk am Ree stoe gelooss huet!

Mee, dat gesot, mir freeën eis iwwert dëst Gesetz, well et sinn effektiv e puer néideg Verbesserungen dran. An d'ADR dréit et mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, wéi scho gesot ginn ass, dëse Projet de loi, dee bréngt natierlech eng ganz Partie Modifikatioune par rapport zu Erreurmateriellen, déi och ze begréisse sinn.

Et sinn tatsächlech awer och Froe gestallt ginn, och vun der Chambre des Salariés, justement wat d'Derogatioun ugeet fir gewësse Formatioune vun dräi op zwee Joer beim CCP. Wat net de Problem u sech ass. Mee wat dat kéint bedeite fir d'Acquisitioun vum Salaire social minimum qualifié an och wat dat kéint bedeite fir d'Passerelle vers en DAP.

Weiderhin ass et och problematesch, datt u sech de CCP net méi gerechent gëtt als e Certificat de réussite de cinq années an an deem Sënn och dann d'Karriär C an der Fonction publique net méi esou erlaabt. Wat jo och an eisen Ae problematesch ass. Net esou wéi beim DAP weiderhin a beim Diplôme de technicien.

Aus deenen Ursaache wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Stagë gi gemaach, fir datt ee sech mat deem Beruffsbild, fir wat ee léiert, besser ufrënne kann. Wann een et kenneléiert, datt ee sech schonn e bësse wuelfillt, datt een en éischte Schrëtt an d'aktiivt Liewe ka maachen. Eppes, wat immens wichteg ass! Eppes, wat esou wichteg ass, datt mer net däerfe vernoléissegen, wann et zu engem Creux vu Stageplaze géif kommen.

Et ass awer och esou, an dat däerfe mer bei alle Lueweshymnen op d'Stagen net verkennen, datt ganz heefeg Stagiairen Aarbechte maachen, fir déi se u sech nach net qualifizéiert sinn. Et kënnt vir, datt Stagiairen Aarbechte maachen, déi u sech misste vun engem festen Employé an hirem Betrib gemaach ginn. An ech mengen, datt een do och net däerf einfach d'Ae virdrun zoumaachen.

Wat awer richteg ass a wat mat deem heite Gesetz elo gemaach gëtt, ass, datt änlech wéi d'Employéen d'Stagiairen dann och den Dag Congé bäikréien. Et ass a mengen Aen e bësse schued, datt deen Dag Congé ee Joer méi spéit wéi fir d'Employéë kënnt. Mee, wéi seet een esou schéin, besser spéit wéi ni!

Wat fir eis Piraten awer och e gudden a wichtege Schrëtt ass, ass, fir déi véier CCPen ëm ee Joer ze verkierzen. Et ass e Gest, fir déi Ausbildung méi attraktiv ze maachen. Eng Ausbildung, déi awer trotzdeem valoriséiert soll sinn.

Dat heescht, et gëtt sportlech. Et gëtt sportlech, wa mer dat heiten haut stëmmen, fir am Hierscht déi néideg Programmer stoen ze hunn, fir esou ... - an ech mengen, dat huet d'CSL jo och an hirem Avis ugemierkt, datt u sech d'Verkierzung eréischt ab dem Schouljoer 2021/2022 sënnvoll ass, well et soss einfach net ze realiséiere wier.

Mir begréissen et also fir dëse CCP, dës véier CCPe méi attraktiv ze maachen, fir esou hoffentlech e puer méi Schüler, déi vläicht soss aus dem Bildungswiesen och géifen ausscheeden, eng weider Pist, eng weider Dier opzemaachen.

An dann, dee leschte Punkt, dee mer awer ganz vill um Häerz läit an deen ech och net wëll vergiessen, ass dat vun den nationalen an internationale Meeschterschaften a Concoursen. Näischt ass méi schéi fir e Schüler, wéi wann e sech ka mat anere Schüler aus sengem eegene Gebai, aus anere Gebaier, mee och aus anere Länner moossen. Wann ee ka weisen, datt ee säin Handwierk gutt geléiert huet. A fir datt do d'Konditiounen optimal ginn, bidde mer dann an dësem Gesetzesprojet och zousätzlech elo deene Leit, déi d'Schülerinnen an d'Schüler begleeden, e Recht op individuelle Congé de formation un.

Ech mengen, datt dat e wichtegt Signal ass. E Signal, datt mer als Politik esou Concourse förderen, datt mer weisen, datt mer houfreg sinn op déi, déi en Handwierk ausüben an dat och op engem Concours beweise wëllen.

Dëst gesot, gi mir eisen Accord fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci dem Gilles Baum als Rapporteur, awer och all den Intervenanten e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Hei sinn eng Rei vu klengen Interventiounen, eenzelnen Interventiounen, déi mer am Reegelwierk vun der Formation professionnelle maachen, déi awer alleguerten hir Bedeitung hunn. An, ech muss zouginn, jo, mir kréie méi Kohärenz an den Text, well mer eng Rei vun Inkohärenzen eraushuelen. An dat ass wichteg. A jiddwereen hätt sech gewënscht, mir hätten et éischter gemaach. Mir maachen et haut. Mee duerfir solle mer et dann och haut richteg verankeren.

Merci nach eng Kéier fir d'Zoustëmmung an dat schnellt Schaffen op jidde Fall vun Ärem héijen Haus!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7574. Den Text steet am Document parlementaire 7574[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7574 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir en eventuelle Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7309 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail ;

2° du Code de la sécurité sociale ;

3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Mir kommen elo zum Projet de loi 7309 iwwert de Reklassement vu Salariéen. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm de Projet de loi 7309. Mir hunn e „Reclassement" genannt. Den Depot war vum 28. Mee 2018. Et ass also e Projet, dee scho méi eng Zäitchen um Bockel huet. En huet och evoluéiert. An der Zäit sinn eng ganz Rei vun Amendements parlementaires gemaach ginn. Et ass och zweemol bei de Staatsrot gaangen, soudass de Projet gelieft huet. A mir sinn eis och eens gewiescht an der Kommissioun, dass dëse Projet hei bei Wäitem net alleguer d'Problemer vum Reklassement léist. Do ware mer eis och alleguerten eens. Ech soen et duerfir nach eng Kéier ganz haart hei op der Tribün.

Mee mir waren eis awer och eens, dass mer net sollte waarden, bis alleguer d'Problemer vum Reklassement sollte geléist ginn, ier mer déi heite Saachen och géifen an Ugrëff huelen. An duerfir si mer haut hei, fir eeben déi Rei vu Punkten hei ze stëmmen.

Am Regierungsprogramm ass effektiv virgesinn, dass nach aner Elementer solle virgesi sinn, fir d'Santé au travail ze reorganiséieren, andeems do eng Rei vu Servicer bei den Aarbechtsministère sollen iwwergoen. Esou eng Reorganisatioun, déi géif et dann och méiglech maachen, dass d'Servicer da méi no bei d'ITM géife bruecht ginn, wat zu enger wichteger Vereinfachung vun der Aarbecht an zu méi Effikassitéit dann och géif féieren.

An deem Kontext soll dann och, wat ganz wichteg ass, eng Reorganisatioun vun der Commission mixte a vun hiren Attributioune kommen. Mee en attendant vun där fundamentaler, méi fundamentaler Reform géife mer dann hei dëse Projet maachen. Dat en accord och an op, net en accord, jo, och en accord, mee och op d'Fuerderung vun de Patronen a vun de Gewerkschaften hin, fir dës Kompromëssléisung hei ze stëmmen.

Ëm wat geet et hei?

Et sinn eng ganz Rei vu Punkten. Ech géif awer nëmmen op e puer Punkten agoen.

D'Anciennetéit oder d'Aptitude op de Posten, déi den extern reklasséierte Salarié muss hunn, fir kënnen um Enn vu senge Chômagerechter eng Indemnité professionnelle d'attente ze kréien, gëtt vun 10 op 5 Joer erofgesat.

D'Gewerkschaften hu mat Nodrock op dës Ännerung insistéiert.

Dir gesitt, Dir héiert och schonn a mengen Ausféierungen, dass et e ganz technesche Projet ass.

Deen neien Text, dee gesäit och vir, dass e Salarié net an all Hypotheesen eng gewëssen Dauer muss op engem Poste à risque geschafft hunn, fir dass de Regimm vum Reclassement professionnel sech kann applizéieren.

D'Aarbechtsdoktere kënnen d'Commission mixte och fir e Reclassement externe saiséieren an net nëmmen, wéi bis elo, en vue vun engem Reclassement interne. Dat heescht ënner anerem, dass een net onbedéngt muss am Krankeschäi sinn, fir an de Reklassement ze kommen.

Eng weider Mesure ass, dass d'Aarbechtsdoktere vun der ADEM zukünfteg zoustänneg si fir déi Leit ze ënnersichen, déi an engem Reclassement externe sinn an also keen Aarbechtsvertrag méi hunn.

Et ginn och eng Rei vu Quoten do ofgeschaaft. Dat zukünftegt Gesetz féiert nämlech ... Pardon, erëm agefouert! Féiert de System vun de Quoten nees an, wat heescht, dass et an Zukunft wäert méiglech sinn, dass e Salarié, dee misst kënne vun engem Reclassement interne profitéieren, awer extern reklasséiert gëtt, well de Betrib seng Quota vu Reklasséierten a Salariéen, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn, schonn erfëllt huet. Dat ass eng Kéier agefouert ginn 2002, dunn 2015 nees ofgeschaaft ginn. An hei, op Demande vun den Employeuren, vun de Patronen, gëtt dat dann erëm nees agefouert.

Am Fall wou d'Reevaluatioun vun der reklasséierter Persoun eng Erhéijung vun der Aarbechtszäit mat sech bréngt, imposéiert déi Decisioun sech elo net nëmmen dem Salarié, mee och fir de Patron. An duerfir huet deen dann zwielef Méint Zäit.

An ech huelen nach just zwee Punkten, op déi ech wëll agoen.

De Projet gesäit ausserdeem vir, dass eng ganz Rei Decisioune betreffend ënner anerem d'Indemnité professionnelle d'attente an d'Indemnité compensatoire elo net méi vun der Commission mixte, mee vun der ADEM geholl ginn. An deem Kontext gëtt d'ADEM och zoustänneg fir d'Formation professionnelle, fir déi extern reklasséiert Salariéen ze organiséieren an dann och, en cas de besoin, eventuell ze imposéieren. Dat mécht och absolutt Sënn.

An da mäi leschte Punkt: Schlussendlech ass och nach ze ënnersträichen, dass deen neien Text een anere Rechesystem vun der Indemnité compensatoire applizéiert. Wann de reklasséierte Salarié bis elo vu kenger finanzieller Verbesserung, déi de Patron applizéiert huet, konnt profitéieren, esou gëtt mam neien Text de Montant vun der Indemnitéit am Ufank fixéiert, an de Salarié kritt eng eventuell Augmentatioun vu sengem Salaire, zum Beispill duerch Primmen, Supplementen oder och eng Augmentation linéaire, net méi vu senger Indemnité compensatoire ofgehalen. Dat ass e wichtegt Element. Dat ass och wichteg fir déi Leit, déi vun esou enger Indemnitéit profitéieren an dat kënnt deenen dann och zegutt.

Ech wëll heimadder dann Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord vun der LSAP zu dësem Projet ginn.

Merci!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Georges Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer direkt, dem honorabelen Här Georges Engel Merci ze soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn haut hei, fir de Reclassement interne an externe, jo, e Stéck weiderzebréngen; dat kann een esou soen. Ech mengen, den Här Engel huet ganz kloer gesot, datt dat hei net fir d'leschte Kéier ass, datt mer hei an der Chamber sinn, well et gi schonn eng Rei Punkte verbessert, ob dat am Beräich vum Aarbechtsdokter ass, deen och beim Reclassement externe dann elo kann direkt d'Kommissioun saiséieren.

Dat féiert derzou, datt et méi effikass gëtt. Do ass keen Zweifel.

Dann ass et esou, datt de Poste à risque fale gelooss ginn ass, soudatt och méi Salariéen u sech vun engem Reklassement kënne profitéieren.

Dann ass, wéi et schonn erwäänt ginn ass, d'Anciennetéit fundamental erofgesat ginn, engersäits, an anerersäits de Certificat, d'Alternativ ass e Certificat d'aptitude. De Problem ass just, datt mer ganz dacks awer d'Situatioun hunn, datt d'Patronen net hirer Verflichtung nokommen an d'Salariéë bei d'Médecine du travail schécken, respektiv, wa se se schécken, et extreem laang dauert, ier d'Salariéë bäikommen, an dann hir gesondheetlech Situatioun sech geännert huet bis dohinner.

Dann ass eppes, wat d'Patrone wierklech mat Vehemenz gefuerdert hunn, dat ass d'Erëmaféieren, et ass scho gesot ginn, vun de Quoten, wou e Betrib, deen eng Rei Travailleur-handicapéen huet, wou dat u sech mat deene Salariéen, déi reklasséiert ginn, gläichgestallt gëtt, zesummegeluecht gëtt. En général ass dat positiv. Et soll een eis Betriber u sech funktionell halen. Et däerf awer net esou wäit féieren, dovir wëll ech awer warnen hei, datt deen en oder deen anere Patron dat doten awer notzt, fir kee Reclassement interne brauchen ze maachen. Dat ass nämlech net de Sënn dervun, well déi Leit, déi an e Reklassement ginn - ech muss dat awer eng Kéier hei soen -, déi hu gesondheetlech Problemer, gewéinlech entweeder duerch Krankheet, duerch Unfall. An da wier et schued, wann iwwert déi doten Hannerdier géif verhënnert ginn, datt déi Leit an hirem Betrib kënne bleiwen.

Dann, mengen ech, ass et och ganz positiv, datt, wann eng Indemnitéit ausgeschwat gëtt, déi da bei manner wéi 25 Leit am Betrib vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gëtt, iwwer 25 gëtt se vum Patron gedroen. Weider ass, datt d'ADEM en Deel vum Salaire bezilt, wann Aarbechter reklasséiert ginn am Betrib. Just fir dat ze soen.

An dann, mengen ech, ass awer och eng ganz wichteg Neierung, datt mindestens elo fir d'Attributioun oder de Retrait vun der Indemnité compensatoire, datt een do e Recours ka maachen. Leider Gottes nëmmen do. Et kann ee kee Recours maachen, wann en Dokter decidéiert, ob een apte oder net apte ass. Dat, mengen ech, ass och eppes, wat schued ass.

Dann, mengen ech, muss ee ganz einfach soen, an et ass jo hei méi wéi däitlech och vum Här Engel gesot ginn, datt mer wierklech nach wäit vun enger optimaler Situatioun ewech sinn. Mir hätte gäre gesinn, wann et direkt méi wäit gaange wier.

Ech wëll awer ganz kloer soen, datt an der Kommissioun ganz konstruktiv diskutéiert ginn ass. Mee ech wëll awer erwänen - an et ass d'Chambre des Salariés, déi och dorop opmierksam gemaach huet -, datt den deemolege Mediateur schonn eng Kéier - den éischte Mediateur, well ech dat nach wëll an Erënnerung ruffen, de Marc Fischbach huet schonn eng Kéier gesot, datt een dat do misst awer eng Kéier ëmänneren, fir datt et eng Struktur gëtt, nämlech e Service, datt et u sech misst eventuell eng Aart Service unique ginn, de Médecin du travail ginn oder d'Médecine du travail ginn, pardon, fir awer déi Leit do an enger anerer Form ofzesécheren.

Dat sinn natierlech Pisten, déi mer musse bei enger méi fundamentaler Reform vun deem Gesetz suivéieren.

Ech wëll awer hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen: Mir dinn eis schwéier, grad bei Leit, déi Problemer hunn, an hei geet et ëm Leit, déi Problemer hunn. Ech wëll do un e Gesetz erënneren, et war 2004 an der Chamber, et waren déi éischt Sporen, déi zwee Leit, jo, an der Chamber sech verdéngt hunn, et war de Marc Spautz a meng Wéinegkeet, déi sech mat Vehemenz gewiert hunn, den Här Mars Di Bartolomeo, deemools Minister, ka sech nach gutt drun erënneren, ...

(Interruption)

... datt mer mat Vehemenz eis gewiert hu géint dat Gesetz vun 52 op 104. Mëttlerweil ass et jo net méi 52, mee et ass 78. An dach awer.

Flott wier et, wa mer dat hei eng Kéier zu engem gudden Enn géife féieren, nämlech, datt dat Gesetz optimal wier, a mer gläichzäiteg och dat géifen ofschafen, wat mer deemools verbrach hunn, zesumme verbrach hunn.

Ech wëll dat ganz kloer soen: Et ass net gutt gewiescht vun Ufank un, well mir hunn déi net getraff, déi mer wollten treffen, nämlech déi, déi vum System sollte profitéieren. Mee mir hu virun allem, an et huet et gewisen zënter 2004, mir hu virun allem déi getraff, déi wierklech Malchance haten, grav gesondheetlech Problemer ze hunn, Rechutten ze hunn an esou weider. Mir hunn näischt domadder geschafft. An ech wier frou, wa mer déi zwee Gesetzer géifen zu engem gudden Enn bréngen.

An deem Sënn ginn ech natierlech hei den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll och ech dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir hunn den Dispositif vum Reclassement interne an externe fir d'Lescht viru fënnef Joer geännert. Deemools goufe fir d'Betriber Quoten ofgeschaaft, déi festgeluecht haten, wéi vill reklasséiert Salariéen ee Betrib minimum bei sech ophuele muss. All Betrib ab enger Gréisst vu 25 Salariéen huet, egal wéi vill Reklasséierter e schonn hat, missen intern reklasséieren, wann de Reklasséierte schonn eng gewëssen Zäit am Betrib geschafft huet.

D'DP hat sech deemools kritesch vis-à-vis vun dëser Ännerung ausgeschwat, well virun allem kleng Betriber doduerjer benodeelegt gi sinn. Kleng Betriber droen e gréissere Risiko, fir enger finanzieller Belaaschtung ausgesat ze sinn. Hinnen ass et oft net méiglech, genuch Reserven ze generéieren. Dat hu mir ënner anerem elo och bei der Covid-19-Kris nees erlieft.

E forcéierten interne Reklassement, obwuel e Salarié engem Betrib net méi hëllefe kann, kann do een Afloss op dee ganze Betrib an op seng Aktivitéiten huelen. Engersäits duerch den administrativen Opwand, fir eng nei Plaz ze schafen an de Betrib nei ze organiséieren, anerersäits finanziell, well verlueren Aarbechtsstonnen duerch d'Astelle vun enger weiderer Persoun musse kompenséiert ginn.

D'DP-Fraktioun begréisst dowéinst d'Neesaféiere vun de Quoten an der Appreciatioun, ob intern oder extern kann oder muss reklasséiert ginn.

Fir Entreprisë mat méi wéi 25 Salariéen ass de Reclassement interne vun engem Mataarbechter deemno net méi obligatoresch. Dëse Retablissement ass am Sënn vun der Kompetitivitéit an der Stabilitéit vun eisen Entreprisen.

Och wa mir dëst Gesetz als DP-Fraktioun in globo natierlech matstëmmen, wëll ech awer op zwee Punkten agoen, déi mir als Fraktioun méi kritesch ugesinn an déi mir och an de Kommissiounssëtzungen ervirbruecht hunn.

En éischte Punkt: Et ass eng Realitéit, dass net all Salarié innerhalb vum Betrib reklasséiert ka ginn. Den Opwand fir e Betrib kann heiansdo ze grouss sinn, fir dem Salarié intern eng nei Plaz ze schafen. Dowéinst kann en Employeur, wann et en trëftege Grond gëtt, dispenséiert ginn, e Salarié intern ze reklasséieren a mat enger Begrënnung dowéinst en externe Reklassement ufroen.

Obwuel et dës Dispens gëtt an dës och muss fondéiert sinn, gesäit awer de Gesetzestext hei vir, dass all Salarié, deen extern reklasséiert gëtt, eng Indemnité forfaitaire vu sengem alen Employeur muss kréien. Bei manner wéi 25 Salariéë gëtt dës Indemnitéit vum Fonds pour l'emploi rembourséiert. Ab 25 Salariéen, den Här Kaes hat et grad gesot, muss de Patron derfir opkommen. Am Fall vu Betriber mat manner wéi 25 Salariéen hätte mir et begréisst, wann dës Indemnitéit direkt vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gi wier. Dat hätt de klenge Betriber en zousätzlechen administrativen Opwand erspuert.

Bei de Betriber ab 25 Salariéen, an dat hate mer an der Kommissiounssëtzung och gesot, bereet eis déi Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn an déi awer wéi eng indirekt Bestrofung wierkt, awer e bësse Bauchwéi. Mir sinn averstanen, an dat huet den Här Kaes och ënnerstrach, dass Abusen absolutt musse verhënnert ginn. Dat heescht, en Employeur, dee kann intern reklasséieren, dee muss dat och maachen. Mee wann eng Entreprise noweise kann, datt een interne Reklassement fir si net méiglech ass, da fanne mir et awer net gutt, och vun hinnen d'Bezuele vun dëser Indemnitéit ze verlaangen. Hei misst et fir eis eng däitlech Ënnerscheedung tëschent responsabelen Entreprisë ginn an Entreprisen, déi sech net un d'Reegelen halen.

D'Indemnité forfaitaire kéint zum Beispill misse bezuelt ginn, wann een d'Quoten net erfëllt oder wa keng zefriddestellend Begrënnung géint een interne Reklassement virbruecht gëtt.

Zweete Punkt: Der Commission mixte gi mat dësem Projet de loi méi Kompetenzen iwwerdroen. Ënner anerem kann dës an Zukunft d'Aarbechtszäite vu reklasséierte Salariéen upassen, zum Beispill se erhéijen, wann de Gesondheetszoustand sech verbessert huet, a se dann dem Employeur imposéieren. Wat gutt ass, dat ass, dass den Employeur zwieelef Méint Zäit huet, fir säi Betrib an deem Fall nei ze organiséieren. Mee et muss awer an eisen Aen och berücksichtegt ginn, datt ee Betrib vläicht eng nei Persoun huet missen astellen, fir déi verluere Stonnen ze kompenséieren, oder dass e sech intern huet missen nei organiséieren.

D'Betriber kënnen, wéi ech et och virdru scho gesot hunn, net alleguerten an een Däppe gehäit ginn. Dowéinst ass et eis als DP wichteg, datt d'Commission mixte d'Realitéit vun all Entreprise a Betruecht zitt, éier si eng Entscheedung trëfft. Och well den Employeur schonn eng Kompensatioun bezuele muss, wann hien eng Decisioun vun der Commission mixte net ëmsetzt.

Dës zwee Punkten ugeschwat, ass et eis als DP wichteg, datt e Suivi vun dësem Gesetz gemaach gëtt. Et ass gewosst a scho vu mengen zwee Virriedner gesot ginn, dass et jo och net déi lescht Reform ass, déi mer am Kader vum Reklassement maachen. D'Auswierkunge vun dësem Gesetz op d'Betriber, awer och op d'Salariéë mussen duerfir och weiderhin ënnersicht ginn an eventuell Verbesserungsméiglechkeeten an d'A gefaasst ginn.

En attendant ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Dispositif vum Reclassement externe an interne geet zréck op d'Gesetz vum 25. Juli 2002. Dës Reegelung oder dës Gesetzgeebung soll verhënneren, dass Mënsche mat gesondheetleche Problemer, déi keen Urecht op Invaliditéit hunn, awer trotzdeem net an hir al Funktioun zréckkéiere kënnen, an hir al Aarbecht kënnen zréckkéieren, sech an der Aarbechtslosegkeet an in fine am RMG, déizäit war dat den RMG, elo ass dat de REVIS, zréckfanne sollten. A well déi Leit jo och bereet sinn, ze schaffen, mee datt een hirem Gesondheetszoustand soll och Rechnung droen.

Fir Iech d'Envergure ze weise vun dem Problem: 2019 goufen 1.812 Decisiounen en matière vu Reklassement geholl. Domat situéiert sech de Reklassement an engem net ëmmer ganz einfache Kontext vun Aarbechtsrecht, Sécurité sociale an der Santé. Mat der Reform vun 2015 huet et dozou gefouert, dass de Reclassement interne vis-à-vis vum Reclassement externe privilegiéiert gouf. Wann et an de Jore virdru quasi duebel esou vill extern wéi intern Reklassementer gouf, leien ab 2015 déi intern gläichop oder liicht virun den externe Reklassementer.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut diskutéieren, ass keng fundamental Reform vum Dispositif vum Reklassement - meng Virriedner hunn dat och schonn hei gesot, an ech mengen, de Rapporteur huet och drop higewisen -, mee eng punktuell Nobesserung op verschiddene Punkten an dat opgrond vun Diskussioune mat de Sozialpartner.

De Rapporteur, deem ech och vun hei aus Merci soe fir säi Rapport - de Rapport, wéi gesot d'Gesetzgeebung, wat och relativ awer technesch ass, ass schonns méi am Detail drop agaangen. Mee bei deene verschiddene Verbesserungen, déi mir haut diskutéieren, sinn der derbäi, déi dem Employeur Satisfaktioun ginn, wéi de Retour bei de System vun de Quote vu virun 2015, an anerer, déi de Gewerkschafte wichteg waren, zum Beispill, dass den Aarbechtsdokter elo och am Fall vun engem Reclassement externe d'Commission mixte saiséiere kann.

Dëse Gesetzesprojet ass also ee Kompromëss. Et si vläicht just punktuell Verbesserungen, mee fir déi betraffe Leit keng onweesentlecher. Esou kënnen an Zukunft och intern Reklassementer elo vu Lounverbesserungen, déi am Kollektivvertrag festgehale goufen, profitéieren.

Mir mussen awer iwwert d'Verbesserunge vun haut eraus de kompletten Dispositif vum Reklassement an der Aarbechtsmedezinn op de Leescht huelen. Dofir brauche mir natierlech als Éischt eng Evaluatioun vum bestoende System. Mir mussen eng Iwwersiicht iwwert dee ganze Problem kréien.

Dass de Reklassement och weiderhi riskéiert, nach méi gebraucht ze ginn, féiert eis och déi aktuell Situatioun vum Covid-19 vun Aen. Wat d'Pandemie méi laang dauert, wat een ëmmer méi oft vu Fäll héiert, déi och no der akuter Phas vun der Kränkt mat de Suitten, och professionell, vum Covid-19 ze kämpfen hunn.

An ech ginn domat och den Accord vun der gréng Fraktioun. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur, dem Här Carlo Engel …, Georges Engel, pardon, en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, et ass eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun, wou déi Leit sech dran erëmfannen. Dat mam Reclassement interne wéi externe héiert sech ganz einfach un, mee et ass am Fong geholl eng schwiereg Prozedur fir déi Leit, déi et duerchliewen. An déi kommen dacks ëmmer op deen ënneschten Niveau erof. An et ass am Fong geholl an der ganzer Sozialgesetzgeebung e ganz schwaache Punkt. An ech mengen, et wär gutt, wa mer do géifen e bësse Remedur schafen an analyséieren a kucken an Zukunft, fir dat ze verbesseren, well déi Leit, déi do drarutschen, déi hu keng einfach Situatioun. An, ech mengen, mir sollen deenen hëllefen esou gutt wéi et geet.

Mir ginn dann d'Zoustëmmung als ADR zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan … O nee, den Här Marc Baum!

(Hilarité)

Ech hat net gesinn, datt en ënnerwee wier.

Entschëllegt, Här Baum!

(Brouhaha)

Une voix.- Den Aarbechtsminister Marc Baum! Da wiere mer weiderkomm!

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, dat hei ass eng ganz technesch Matière, déi fir ganz vill Leit awer ganz wichteg ass, well se natierlech mat hirem Liewen a mat hirer Zukunft och ze dinn huet, an d'Technicitéit oder den Degré un Technicitéit weist och ee vun deene grousse Problemer, deen dëst Gesetz huet a wou mer jo och wëssen, dass d'Regierung ugekënnegt huet, datt se eng méi fundamental Reform vum Gesetz envisagéiert.

Et ass wichteg, well d'Prise en compte vun der Gesondheet am Aarbechtsrecht vun deene Leit, déi schaffe ginn, ass uganks vum 20. Joerhonnert an éischte Schrëtt an eis Legislatioun opgeholl ginn. Fir d'éischt mat der Rent, déi och d'Invaliditeit virgesinn huet, e bësse méi spéit mam Congé de maladie.

De Reklassement dergéint ass méi rezent a betrëfft net eng permanent Invaliditéit an och net eng temporär Erkrankung, mee genee déi Fäll dertëschent. An déi sinn oft villsäiteg. Keen ass wéi deen aneren. Et gëtt ëmmer individuell Schicksaler an Decisiounen. Komplizéiert gëtt et, well d'Gesetz där Villzuel vu verschiddene Fäll Rechnung droe muss. An derbäi kënnt, dass d'Fro, wéini d'Gesondheet eng Aarbecht onméiglech mécht, wien doriwwer entscheet a schliisslech wéi den deelweisen Ausfall finanzéiert gëtt, ëmmer eng ëmkämpften Thematik war tëschent deene Leit, déi schaffe ginn engersäits, an de Betriber anerersäits.

An dësem Gesetz hei spillt alles dat och eng Roll, och wann et oft nëmme punktuell Verännerunge sinn, déi awer deelweis grouss Konsequenzen hunn op déi betraffe Leit, positiver wéi och negativer.

D'Gesetz soll, an den Här Minister huet dat ugekënnegt, grondleeënd iwwerschafft ginn. An duerfir wëll ech e puer Aspekter awer hei ervirsträichen.

Deen éischte Punkt betrëfft d'gesondheetlech Evaluatioun vum Salarié duerch den Aarbechtsdokter. Dat ass sécherlech e positive Punkt, dass den Aarbechtsdokter direkt d'Commission mixte saiséiere kann en vue vun engem Reklassement. D'Salariatskummer verlaangt hei, dass och de behandelnden Dokter oder de Salarié selwer d'Commission mixte saiséiere kann, wat sécherlech a verschiddene Fäll an och opgrond vun der Surcharge, der aktueller Surcharge vun der Aarbechtsmedezinn d'Prozedure verkierze kéint. Trotzdeem ass och déi heiten Adaptatioun e Fortschrëtt en faveur vum Salarié.

Anerersäits ass d'Aarbechtsmedezinn awer, wéi gesot, iwwerlaascht a ka vill Aufgaben net esou wouerhuele wéi virgesinn, respektiv ginn d'Employeuren duerch dëse Manktem, duerch hire Manktem net genuch obligéiert, hire Flichten nozekommen, zum Beispill wat d'Visitten am Kader vun der Embauche ugeet oder de

reegelméissege Contrôle a bestëmmte Beruffer. Dat ass dann och net esou richteg nozevollzéien, dass a verschiddene Cas-de-figuren elo den Aarbechtsdokter vun der ADEM an d'Spill kënnt. Engersäits, well en a verschiddene Fäll d'Prozeduren erëm verlängere kann, an anerersäits awer och, well den Dokter vum Aarbechtsamt och wuel mat enger anerer Philosophie un de Fall erugeet wéi den Aarbechtsdokter, deen dem Santésministère ënnersteet.

D'ADEM kritt iwwerhaapt mat dësem Gesetz méi Missioune beim Reklassement. Esou soll d'Directrice vun der ADEM entscheeden, ob e Salarié seng Indemnité d'attente an engem externe Reklassement verléiert an net méi, wéi bis elo, d'Commission mixte. D'ADEM taucht dernieft als Sanktiounsinstanz op op aneren Niveauen, zum Beispill bei enger net genügender Participatioun u Formatiounen am Kader vun engem Reklassement. Dëser Entwécklung sti mir ëischter kritesch géintiwwer, well hei ëmmer op den Abus vum Salarié gelauert gëtt.

An dernieft freet ee sech, an dat ass grad elo nach wichteg: Huet d'ADEM iwwerhaapt d'Moyenen, fir dat och nach ze kënnen? A grad elo an dëser Situatioun, wou de Chômage jo op eng dramatesch Aart a Weis amgaangen ass ze klammen a mer gläichzäiteg nei Dispositiver wëllen hunn, fir e bessere Monitoring vun de Mesuren ze maachen.

Dëst ännert awer näischt un der positiver Ännerung bei der Indemnité d'attente bei engem externe Reklassement, déi e Salarié elo no fënnef Joer Anciennetéit kréie kann. Mir begréissen och, dass et am Gesetz eng Rëtsch Prezisioune ginn, déi dem Salarié am Reklassement säin initiale Salaire zousécheren, och wann d'Aarbechtszäit erofgesat gouf. Och gëtt preziséiert, dass e Salarié am Reklassement de Congé parental huele kann, ouni ze riskéieren, dobäi de Revenu ze verléieren, well seng Indemnité conservatoire matconsideréiert gëtt.

Här President, meng Zäit leeft of. An ech wéilt ofschléisse mat der Paraphrase vun der Konklusioun vun der Salariatskummer: Dëst Gesetz ass sécher onzoulänglech, mee setzt et séier ëm!

Mir stëmmen deem zou. Merci!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verspriechen, ech maachen et kuerz. Et ass sécherlech scho vill gesot ginn. Et ass ni schéin, wann ee gesondheetlech Problemer huet, an et ass nach manner schéin, wann een dann doduerjer vun enger Mesure de reclassement betraff ass.

Nichtsdestotrotz ass et e wichtegen Outil an eiser Geschirkëscht, fir Leit an der Aarbecht ze halen. Et war awer, och historesch gesinn, ëmmer e komplizéierten Outil an eiser Toolbox. An et ass virun allem en Outil, deen dach lénks a riets seng kleng Hicen huet.

Esou hat ech d'lescht Joer schonn an enger Question parlementaire nogefrot, wéi laang d'Dauer da beim Ausbezuele vun der ëischter Indemnitéit ass. Wann dann den Dossier constituéiert gëtt, ass do op eng Dauer vun zwee bis dräi Méint komm. Zwee bis dräi Méint, nodeem een da reklasséiert ass, wärend een eventuell keen normale Salaire méi kritt, wou een dann op seng Indemnité compensatoire waart, dat kann, grad wann et keen décke Salaire ass, dach zu Lächer féieren. Ech denken, datt een hei och nach eng Kéier misst noschaffen.

An dann, fir zu dësem Projet awer eppes ganz Konkreetes nach unzeschwätzen, denken ech, ass d'Chambre des Métiers déi, déi et ganz treffend formuléiert huet. D'Chambre des Métiers schreift an hirem Avis - an ech ralliéiere mech deem -, datt et e Problem ka ginn, wa reng d'administrativ Decisioun vum Dokter engem Patron imposéiere kann, d'Aarbechtszäit vun enger Persoun an enger Mesure de reclassement ze erhéijen.

Stelle mer eis d'Situatioun vir, datt eng Persoun op 50 % reklasséiert gouf. Dofir stellt e Patron, deen awer déi nämmlecht Produktivitéit a sengem Betrib brauch, eng Hallefsdagsplaz an, vläicht eng Vollzäitplaz an. A lo kënnt déi Persoun dann, well et hir, glécklecherweis, am Reklassement besser geet, zréck. Déi gëtt elo op 80 % reklasséiert. Dat heescht, se huet 30 % méi Produktivitéit, fir déi se rëm soll schaffe goen. An déi Mesure administrative, déi Décision administrative vum Dokter geet duer, datt de Patron sech direkt muss drun halen.

Ma wat mécht de Patron mat där Persoun, déi en nei agestallt huet? Pucht e se eraus? Hält e se? Schléckt en d'Käschten? Dat ass, mengen ech, en Hic, wou mer mussen an Zukunft en An drop halen. Mir mussen eis bewosst sinn, datt et dee Problem gëtt. A mir musse ganz gutt oppassen, datt dat doten net wierklech zu engem Problem fir Employéen, déi als Ersatz fir eng Personne en reclassement kommen, gëtt. Mir brauchen also do flexibel Léisungen. Mir brauchen do e Monitoring, fir sécher ze sinn, datt dat net zu engem grousse Problem gëtt.

Fir eis Piraten muss d'Zil sinn, datt mer net, andeem mer enger Persoun, där et besser geet, erëm méi Aarbecht zoumudde kënnen, enger anerer Persoun Aarbecht ewechhuelen.

Dee Bemoll ugeschwat, mengen ech, datt - de Marc Baum huet aus dem Avis vun der CSL ganz gutt zitéiert -: Et ass nach kee perfekte Projet, mee en ass dréngend néideg, an dofir sollte mer dee stëmmen. An d'Piraten ginn och hiren Accord.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Elo huet awer d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Ech wousst, dass Der mer net géift ganz herno d'Wuert verbidden. Dovu sinn ech ni ausgaangen.

De Reklassement kann een effektiv - ech hunn de Bréll un - duerch zwee Bréller kucken: engersäits aus vun deem, dee krank ass, oder anerersäits aus dem Bléckwénkel vun deem, deen e Betrib huet. A jiddwereen huet an eisem Land d'Recht, dee Bréll opzedoen, deen hie wëllt. D'Chamber, d'Regierung, d'Politik insgesamt huet a mengen Aen awer d'Aufgab, dat Ganzt am Bléck ze behalen.

Zu enger moderner Betribsféierung gehéiert natierlech eng entscheedend ökonomesch Komponent. Mee mat Sécherheet, dat ass jiddefalls meng Iwwerzeegung, gehéiert och eng human Komponent zu enger moderner Betribsféierung. De Reklassement ass leider net nëmmen e Phenomeen, deen um Rand interesséiert. Mir hu Méint, wou mer an der Commission mixte iwwer 350 Dossieren ze behandelen hunn. Dat weist eis e bëssen d'Envergure vun der Problematik, iwwert déi mer haut schwätzen.

An ech sinn dem Rapporteur dankbar fir e ganz detailléierte Bericht, dee mir et och erméiglecht, e bësse méi kuerz ze bleiwen, wéi am Ufank ugeduecht. Ech wëll och soen, dass deen Text, iwwert dee mer haut hei schwätzen an diskutéieren an och hoffentlech da mat grousser Unanimitéit wäerte verabschieden, ech wëll och soen, dass deen Text eng gewësse Geschicht hannert sech huet.

En ass, éischtens, vu mengem Virgänger schonn op den Instanzewee geschéckt ginn. An den Text war e Resultat, an och dat ass hei schonn ugedeit ginn, vun engem Kompromëss vun Dräiergespréicher, intensiven Dräiergespréicher, déi stattfonnt hunn têschent Regierung, Patronat a Gewerkschaften. De Sozialmodell huet also och deemools fonctionéiert. An dat ass och gutt esou.

De Rapporter huet och ervirgehuewen, dass mer d'Sensibilitéite verspieren: engersäits Punkten, wou den Interêt vun de Betriber méi grouss war, fir dat séier duerchzekréien. Ënner anerem d'Geschicht vun de Quoten, déi elo schonn eng Kéier hei ugeschwat ginn ass; an dann aner Punkten, fir déi d'Syndikater méi e groussen Interêt gewisen hunn. Zum Beispill d'Erofsetze vun zéng op fënnef Joer, wou ee muss op enger Plaz geschafft hunn, fir iwwerhaapt kënnen herno eng Indemnité d'attente ze kréien.

De Rapporter, an dofir sinn ech em och dankbar, huet och aus dem Regierungsprogramm zitéiert. An och dat hat ech an der Kommissioun ganz kloer gesot. Mir sinn eis bewosst, an dat ass och elo schonn e puermol hei gesot ginn, dass mer mat deem heite Gesetz net all d'Problemer am Reklassement léisen.

Ee vun den Haaptproblemer, an och dat ass schonn ugedeit ginn, ass déi feelend Koordinatioun, déi mer actuellement hunn têschent dem Contrôle médical an dem Aarbechtsdokter, wou jiddwereen op senger Säit an aus sengem Bléckwénkel déi Decisiounen hëlt, déi sech imposéieren, mee wou awer, wann en do dertëschent geréit, nämlech dass deen een déi eng Decisioun hëlt an deen aneren déi aner Decisioun hëlt, ganz schwiereg Situatioune fir deen eenzelne Salarié kënnen entstoen.

An dofir ass déi Iddi, déi och vum Här Kaes hei schonn opgeholl ginn ass, an dat wousst ech net, mee dat sinn ech haut gewuer ginn, déi och schonn an engem Rapport da vum Ombudsman eng Kéier diskutéiert ginn ass, fir aus deenen zwou Instanzen ze kucken, dass mer eng Instanz schafen, déi gemeinsam eng Decisioun hëlt, déi da selbstverständlech souwuel vum Betrib wéi och vum Salarié nach ëmmer ka juristesch ugefecht ginn. Dat schéngt mer eng Pist ze sinn, déi ee sollt verfollegen.

A wa mer dann eng Kéier derzou kommen, an d'Iddi ass, fir dat awer nach den 1. Januar 2021 ze maachen, dass d'Médecine du travail dann och an de Ministère du Travail wäert integréiert ginn, da wäert dat eis villes méi einfach maachen. Dovu sinn ech jiddefalls iwwerzeegt.

Dat gesot, e ganz grousse Merci all deenen, déi eis gehollef hunn, dëse Projet ze finaliséieren. An och merci fir déi Redebäiträg, déi vun alle Säite komm sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Aarbechtsminister Dan Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7309. Den Text steet am Document parlementaire 7309[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7309 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Marc Spautz), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 21., 22. an 23. Juli virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.11 heures.)

SÉANCE 57

MARDI 21 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Fernand Etgen, Président*

2. Discours de M. le Président
- *M. Fernand Etgen, Président*

3. Communications
- *M. Fernand Etgen, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Fernand Etgen, Président*

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées
- *Exposé : M. Fernand Kartheiser*
- *Discussion générale : M. Marc Spautz*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la motion modifiée (rejetée)*

6. 7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission de la Santé et des Sports : M. André Bauler - Mme Francine Closener*
- *Discussion générale : Mme Octavie Modert - Mme Carole Hartmann - M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. David Wagner (intervention de M. André Bauler) - M. Sven Clement*

- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

- *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
- *Discussion générale : M. Georges Mischo (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gusty Graas (interventions de M. André Bauler, M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Sven Clement, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Claude Wiseler) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Marc Baum (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Sven Clement, M. Fernand Kartheiser et M. Jeff Engelen) - M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 : M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

8. 7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler (intervention de M. Sven Clement)*
- *Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. André Bauler)*
- *Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Paulette Lenert, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Mir sinn haut den 21. Juli, een Dag, wou mer an deene Jore virdru meeschtens de Programm schonn evakuéiert haten. Dëst Joer ass dat anescht. D'Chamber ass permanent handlungsfäeg a komplett funktiounsfäeg am Déngscht vun de Bierger. D'Deputéiert hunn e Mandat, wou keen offizielle Congé virgesinn ass, an och d'Verwaltung mécht ni ganz zou a bleift gradesou operationell.

Eng nei Sessioun fänkt den zweeten Dënschdeg am Oktober um 14.30 Auer un. Déi Sessioun, déi elo amgaangen ass, hält eréischt den 13. Oktober um 14.29 Auer an 59 Sekonnen op.

Am Sënn vun der Gesondheet vun all de Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, hoffen ech, datt mir eis an deenen nächste Wochen net ze oft musse gesinn. Mee et soll gewosst sinn, datt d'Deputéiert kënnen zu all Ament zesummegeruff ginn, sief dat an de Kommissiounen oder fir eng ëffentlech Sitzung. Elo, wou den État de crise eriwwer ass, läit de Ball net nëmme bei der Regierung, mee och beim Staatsrot a bei der Chamber. A mir huelen déi Responsabilitéit ganz eescht.

D'Chamber kann also och an deenen nächste Wochen zu all Ament reagéieren, kontrolléieren a legiferéieren, wann et wéinst Mesuren am Kader vum Covid-19-Virus oder aus soss engem Grond néideg ass.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

3. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun der Propositioun, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 juillet 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7631** - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel et abrogeant la loi modifiée du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2020

***7632** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant : 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation ; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 16.07.2020

***7633** - Proposition de loi relative à l'interdiction du placement en rétention des personnes mineures et modifiant :*

1. la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire ;

2. la loi modifiée du 29 août du 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ; et

3. la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention

Dépôt : M. Marc Baum, Député, M. David Wagner, Député, le 16.07.2020

***7634** - Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :*

1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;

2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 10.07.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

***1655** - Demande de pétition publique : Baisser le prix des loyers au Luxembourg*

Dépôt : Catarina Coimbra Rodrigues, le 14.07.2020

***1656** - Demande de pétition publique : Mär sollen eis dofir asetzen, dass den Här Gast Gibéryen an der Chamber bleift, a Gambia soll goen*

Dépôt : Fernand Pott, le 16.07.2020

***1657** - Demande de pétition publique : Fir e Lëtzebuerger Numm vum neien nationale Stadion*

Dépôt : Bob Gebelé, 18.07.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées

(Motion déposée en séance publique n° 50 du 2 juillet 2020 - à consulter au compte rendu n° 21/2019-2020 en page 752)

Mir fänken dës Sitzungswoch mat enger Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Liewensqualitéit vun den eelere Leit un. An ech géif direkt dem Här Kartheiser als Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer déi Motioun hei deposéiert hunn den 2. Juli, hat ech schonn d'Geleeënheet, fir kuerz den Inhalt ze beschreiwen. Dofir wëll ech dat haut just als Rappell maachen, fir eis dann ze erlaben, zesummen den Text ze diskutéieren.

U sech geet et drëm, si ass e bëssen ënnert dem Androck entstane vun där Kris, déi mer haten, an och vun deene Problemer, déi mer am Ëmfeld vun deenen eelere Leit haten. Mir hunn all ugefaangen, e bësse méi wéi gewéinlech iwwert déi eeler Leit an eiser Gesellschaft nozedenken. Mir hate viru Kuerzem - an ech mengen, och dat ass en Denkustouss, deen ee muss méi breet gesinn - eng Diskussioun iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Och dat gëtt erëm en Denkustouss, well esou richteg et ass, fir eis ëm déi jonk Leit ze këmmeren, esou musse mer och ëmmer am A behalen, datt mer och eeler Leit an der Gesellschaft hunn, deene mer vill schëllegen. Mir schëllegen hinnen Dankbarkeet, Unerkennung fir hir Liewensleeschtung, an et ass un eis a mir hunn eng Flicht als Bierger vun däser Gesellschaft, fir hinnen et ze erlaben, hiren Alter ënner beschtméiglechen Ëmstänn kënnen ze verbréngen.

Et ass eng Relatioun vun Dankbarkeet, vun Unerkennung, an déi muss sech och an der Politik kënnen erëmfannen. An dofir hu mer eigentlech dës Motioun tabléiert, déi an dräi Stoussrichtunge geet:

Déi éischt ass eng, mengen ech, déi ganz wichteg ass, dat ass an der Fuerschung, an der Medezinn. Mir hu jo och dëst Joer, dës Woch souguer, e Gesetzesprojet an der Chamber, wou iwwer esou Saachen diskutéiert gëtt, wou mer op der Universitéit am medezinneschen Ëmfeld, an der Fuerschungslandschaft sollten eise Bäitrag derzou leeschten, datt mer kucken, datt d'Leit kënne méi laang gesond, autonom bleiwen an den Alter a méiglechst gudder Gesondheet verbréngen.

Déi zweet Richtung, an déi mer denken, ass einfach, fir en Uspriechpartner fir déi eeler Leit ze hunn, zentral, en Uspriechpartner, dee souwuel ka beroden, fir déi ganz Panoplie vu Froen, déi sech am Alter kënne stellen, wéi eeben och emol vermëttelen, wann et néideg ass, Informatioune ginn, well och dat ass eppes, wat e bësse feelt an eiser Gesellschaft.

Et ass esou: Mir hunn de „Senioren-Telefon" a mir hunn eenzel Initiativen an där Richtung, awer fir wierklech e globale politeschen Usaz ze fannen, fir esou eng méi zentraliséiert Uspriechinstanz ze hunn, fir deenen eelere Leit an der Gesellschaft kënnen ze déngen, wa se Problemer hunn, datt se wëssen, wuer se sech kënnen adresséiere bei all Zort vu Problemer, ech mengen, op dee Wee sollte mer och goen.

An déi drëtt Richtung ass eng, wou mer dat opgräifen, wat mer virun der Kris haten. Mir haten hei eng Diskussioun - ech muss soen, eng relativ klenglech Diskussioun - ëm den Adapto, den Adapto, dee villen eelere Leit awer eng Form vu Mobilitéit ginn huet. Et wor eppes ganz Wäertvolles fir vill Leit. An dunn ass eebe gesot ginn: „Mir musse Sue spueren a mir mussen elo op en anere Wee goen. Et däerfen nëmmen nach behënnert Leit dat kréien, well dat u sech d'Intention première war vun deem System." An: „Mir mussen a Richtung Sammeltaxi goen, fir dat dann och ze rentabiliséieren an och méi bëlleg ze maachen."

A schonn aleng déi Iddi vum Sammeltaxi, déi huet sech jo duerch déi Kris hei komplett desavouéiert. Ech mengen, mir probéieren haut iwwer Social Distancing nozedenken, iwwert d'Sécherheet besonnesch bei eelere Leit, fir eeben do Infektiounen ze verhënneren, soudatt mer op deem Modell, op deem Wee, wou mer hei virun der Kris gaange sinn, net méi däerfe virundenken.

An eisen Ae wär et gutt, fir deenen eelere Leit wierklech déi Liewensqualitéit, déi Autonomie, déi Onofhängegkeet och am Alter ze garantéieren, fir op en anere Wee ze goen, fir hinne méi Méiglechkeeten ze gi vu Mobilitéit, fir kënne wierklech e vollwäertegen Deel vun der Gesellschaft an all Beräich ze sinn. An dozou gehéiert eeben och déi Méiglechkeet, sech méi ze deplacéieren, also méi Mobilitéit fir déi eeler Leit, méi Grousszügegkeet - et geet schlussendlech ëm kleng Zommen! -, amplaz restriktiv ze denken.

Dofir wollte mer eeben déi dräi Iddien an déi politesch Diskussioun abréngen: méi Mobilitéit, eng besser Berodung, eng Ulafplaz an eng besser Fuerschung fir méi Gesondheet am Alter. An ech soen all de Kolleege Merci fir hir Reaktiounen op déi Propositiounen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Fernand Kartheiser an der ADR fir déi Motioun, déi se virgeluecht hunn.

Mir hunn eis déi Motioun am Detail ugekuckt, a mir kommen och nach eng Kéier op dat zréck, wéi mer déi Heure d'actualité haten iwwert déi eeler Leit, déi mer heibanne gefrot haten. Dofir wëlle mir soen, dass mir am Prinzip kee Problem hu mat där Motioun, déi d'ADR hannerluecht huet. Mee mir hunn e Problem mam zweete Punkt, wou se konkreet ginn a soen, si hätte gären en Ombudsman fir déi eeler Leit.

Mir sinn der Meenung, dass eppes muss geschéien, mee bis mer ufänke kënnen, och eng ganz Ombudsstruktur opzebauen, do géife mir de Wonsch ausdrécken, wann d'ADR bereet wär, just dee Passus vum Ombudsman ze sträichen an ze soen, dass eppes misst gemaach gi fir déi eeler Leit, an net d'Beispill vum Ombudsman ze bréngen, da kéinte mir als CSV där Motioun hei zoustëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. D'Wuert huet d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, villmools merci, Här President. Merci och fir déi Motioun an och d'Reaktioun vun der CSV dorobber.

Just ee Saz, well dee mer awer ganz wichteg schéngt: Et stëmmt net, dass mer net un déi al Leit geduecht hu virun der Kris, ganz au contraire. Ech mengen, dat géif ech souguer hei jiddwerengem ënnerstellen, deen an der politescher Responsabilitéit scho war, dass en denkt, dass déi eeler Leit, grad ewéi jiddweree bei ons an der Gesellschaft, extreem wichteg sinn. Mir sinn deenen Dankbarkeet schëlleg, wéi Der richteg gesot hutt, eng Unerkennung, an do sollte mer och an dem politesche Wierken, wat mer hunn, ëmmer drun denken.

Déi eeler Leit si vollwäerteg integréiert an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. Ons ass et wichteg, dass ee soulaang wéi méiglech autonom ka bleiwen, dass ee seng eege Liewensplanung ka maachen, seng Liewenswënsch ka selwer definéieren. Soulaang wéi dat eebe méiglech ass, soll ee kënnen aktiv sinn. A wann een net méi kann esou aktiv sinn, da muss een natierlech och déi néideg Hëllef fannen.

An do kommen ech direkt bei d'Autonomie a bei den Adapto. Dee gëtt natierlech vum Transportministère geréiert, net vum Familljeministère. Ech wëll awer just hei soen, dass dee kierzlech reforméiert ginn ass. Den Adapto ass och gratis ginn.

An deen Adapto, dat ass e spezialiséierten Transport, dee sech un all déi Leit riicht, déi wierklech den ëffentlechen Transport net méi kënnen huelen, well se en irreversibelen Handicap eeben hunn. Dee ka kierperlecher Natur sinn, mentaler, sonorescher oder psychiatrescher Natur. An do ass eeben dann d'Mobilitéit staark ageschränkt. Ech wëll just eng Kéier soen, dass den Accès zum Adapto limitéiert ass an eeben zougänglech ass fir Leit mat engem grave motoreschen Handicap, fir Leit, déi blann sinn oder ganz schlecht gesinn, Leit, déi e kognitiven oder neurologeschen Handicap opweisen oder och Leit, déi eng schwéier evolutiv Krankheet hunn.

Do spillt den Alter dee Moment keng Roll. Dat heescht, och eeler Leit, déi ënnert déi Kategorië vu Leit falen, déi wierklech den ëffentlechen Transport net kënnen huelen, kënnen natierlech dann och vum Adapto profitéieren. Fir de Rescht sinn d'Regierung an den Transportminister beméit, fir den ëffentlechen Transport ëmmer méi accessibel ze maache fir de Maximum u Leit. Ech mengen, dat muss et jo sinn, d'Inklusioun, dass mer alleguer kënne vun alles profitéieren, wat hei zu Lëtzebuerg proposéiert gëtt.

Dann, fir op den Ombudsman zréckzekommen: Ech fannen d'Iddi eng ganz sympathesch, mee mir hu ganz vill där Ulafstellen. De Fernand Kartheiser huet vum „Senioren-Telefon" geschwat. Ech géif dann nach e puer anerer wëllen opzielen, nämlech den RBS - Center fir Altersfroen. An da gëtt et der och fir méi spezifesch Froen, well d'Froe si jo net ëmmer all déi nämmlecht. Dat heescht, wann een eng generell Fro huet, oder et weess een net, wou ee sech soll hiwenden, da kann een dat beim „Senioren-Telefon" maachen, an do gëtt een da weidergeleet oder et kritt een eng Äntwert op d'Fro.

Mee fir méi spezifesch Froe gëtt et och aner Saachen, wou ee sech ka mellen, zum Beispill den Info-Zenter Demenz, d'Berodungsdéngschter vun der Association Alzheimer, Omega 90, et gëtt „Mäi Wëllen, Mäi Wee". An dann natierlech all déi Servicer, déi fir jiddwereen zougänglech sinn, och fir déi eeler Matmënschen, sief et den Ombudsman, de Konsumenteschutz, de Mediateur vun der Santé, d'Patientevertriedung, an ech vergiessen der hei bestëmmt nach e puer.

Da géif ech awer och gären e Wuert zu deem Gesetz soen, wat am Moment um Instanzewee ass. An et esou verstitt Der vläicht nach besser, firwat et esou wichteg ass, dass mer dat Gesetz séier kënne stëmmen. An deem Gesetz, wou et jo och ganz vill ëm d'Qualitéit geet, do soll och den eelere Mënsch méi Matbestëmmungsrecht kréien an deene Strukturen, wou e lieft. E soll do musse kënne mam Chargé de direction schwätzen. Am Gesetzestext steet, dass de Chargé de direction zum Beispill véier Stonnen d'Woch muss disponibel si fir d'Awunner.

Et ass och esou, dass den eelere Mënsch do nach besser muss opgekläert ginn an Zukunft iwwer seng Situatioun. E muss aktiv kënnen dru matschaffen, wéi e wëllt liewen, och an engem Alters- oder Fleegeheem. Et gëtt en Eethikkommitee an den Haiser, deen obligatoresch gëtt mat deem Gesetz, wat ënnerwee ass. An da muss de Bewunner och aktiv abezu ginn an d'Opstellen an d'Entwécklung vum Projet d'établissement vun engem Haus, grad ewéi och bei der Evaluatioun vun der Qualitéit zum Beispill.

De Konzept vun der Bientraitance gëtt och duerch dësen Text agefouert. An des Weidere gëtt de Prozess vun de Reklamatiounen an dësem Text festgehalen an harmoniséiert. An ech géif proposéieren, dass mer am Kader vum legislative Prozess nach eng Kéier dorobber zréckkommen, well ech mengen, dass dat ganz wichteg ass, déi qualitativ Approche, déi mer an deem Gesetz hunn.

Dann awer nach séier e Wuert zur medezinnescher Fuerschung ënnert der Opsiicht vum Héichschoul- a Fuerschungsminister heibannen. D'Literatur zu deem Sujet ass ganz breet. An et gëtt eng Zesummenaarbecht mat verschiddene Partner. Ech denken do zum Beispill un d'Cellule de recherche vum RBS - Center fir Altersfroen, d'Uni Lëtzebuerg mat hirer Fakultéit fir Psychologie a Gerontologie, an dann och d'LUNEX-Universitéit zum Beispill, an dann och natierlech eng Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère. An ëmmer erëm kucke mer, et gëtt opgegraff, diskutéiert an och adaptéiert, wéi eng Fuerschung soll weidergemaach ginn. An natierlech ass et wichteg, och op d'Fuerschung zréckzegräifen, fir d'Zukunft, den Alter a beschtefalls e gutt an aktiivt Alteren ze preparéieren an och ze liewen.

Dann nach just e leschte Punkt: Am Regierungsprogramm, do gesi mer och vir, dass mer e Plan gérontologique maachen. Dëst eeben, fir besser op d'Phenomeener vum Alter a vum Algi kënnen anzegoen a besser och dorobber preparéiert ze ginn.

Voilà, ech hu probéiert, eng Kéier dee ganzen Topo ze maachen. Ech proposéieren - wéi gesot, ech hoffen, dass do den Avis vum Staatsrot geschwë kënnt -, dass mer da kënnen nach eng Kéier aktiv an der Kommissioun och iwwert dee Gesetzestext schwätzen, wou dann och méi Récksiicht nach geholl gëtt op de Wëllen an de Wonsch vun den eelere Leit.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Familljeministerin Corinne Cahen. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur*.- Jo, Här President, villmools merci. Ech mengen, wann d'Madamm Minister mer dat erlaabt, wéilt ech awer fir d'éischt op déi Bemierkung vun de Kolleege vun der CSV agoen, déi hei just een Element kritiséiert hunn, an ech géif hinnen dann och gär entgéintkommen an am Text vun der Motioun déi Referenz „änlech wéi den Ombudsman fir d'Kanner an de Jonktem", déi Referenz op den Ombudsman ewechloossen.

Ech mengen, wéi eng Form mer där Struktur ginn, ass net esou wichteg, wéi een Numm mer där Struktur ginn, ass net esou wichteg. Fir eis ass et wichteg, datt et esou eng Struktur gëtt. An dofir ginn ech de Kolleege vun der CSV da gär déi Konzessioun an ech hoffen, datt mer hiren Appui da kënnen doduerch kréien.

Wat d'Madamm Minister gesot huet, interpelléiert mech awer op e puer Richtungen. Ech mengen, si huet selwer an hirem Exposé, fir deen ech hir Merci soen, eng grouss Opzielung gemaach vun Instanzen, an dat ass eigentlech souwuel positiv wéi och de Problem. Déi Instanzen, un déi eeler Leit sech kënnen adresséiere fir deen een oder anere Problem, do wär et besser, menge mir, wann eng méi staark Instanz do wär, déi méi un all d'Problemer kéint erugoen, wéi dat am Abléck de Fall ass. Op jidde Fall ass dat och e Wonsch, deen eeler Leit un eis erugedroen hunn, déi wierklech déi Erfarung gemaach hu mat deem Kontakt mat esou Instanzen a gesot hunn: „Do ass eng Lacune. Do ass e Verbesserungsbedarf." Da sollte mer deen ugoen.

Déi Bemierkung, déi mer awer och um Häerz läit, ass déi vum Adapto. Mir wëssen alleguer heibannen, mengen ech, datt déi Haapturssaach, fir den Adapto ze reforméieren - d'Madamm Minister huet beschriwwen, a wéi eng Richtung do geduecht ginn ass -, eng finanziell war. Eng finanziell! Et ass fir mech net nozevollzéien, an ech mengen, fir vill aner Leit och net, datt an engem Land, wéinst e puer Millioune Euro, an notamment vun deem selwechte Minister - erlaabt mer dat ze soen, et kléngt poleemesch, mee et stéiert mech -, datt notamment dee selwechte Minister, dee fir e puer Millioune Euro den Adapto an engem Sënn reforméiert huet, datt awer vill Leit manner Mobilitéit hunn, datt dat dee selwechten ass, deen eis an e puer Wochen hei mat engem Budget saiséiert, wou mer 140 Millioune fir e Militärsatellitt ginn, dee schlecht geplangt war.

Ech hunn e Problem domadder. Ech hunn e Problem domadder, datt mer eng Regierung hunn, déi ouni Problem 3,4 Milliarden an d'Europäesch Unioun gëtt op engem Budget, wou mer 100 Millioune Euro als Lëtzebuerg zréckkréien, ...

(Protestations)

... an dann den Adapto, ...

(Brouhaha)

... an dann den Adapto zesummestraicht. Ech hu Problemer, ...

(Brouhaha)

... ech hu Problemer mat engem Ëmgang mat ëffentleche Finanzen, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wou Prioritéite gesat ginn, déi net novollzéibar sinn.

Ech erënnere mech, d'lescht Woch, oder viru 14 Deeg hu mer hei dem Här Gramegna reprochéiert - an Ärer Partei, Madamm Minister -, datt mer eis Contributiounen zu internationalen Organisatiounen iwwerproportional hunn, datt mer heiansdo véiermol méi bezuele wéi Ungarn. An do huet den Här Gramegna gesot: „Ma mir sinn houfreg, kënne méi ze ginn, well et geet eis gutt." Mee wann et eis gutt geet, da versti mir net, firwat net 10 oder 15 Millioune Euro fir d'Mobilitéit vun den eelere Leit hei am Land zur Verfügung stinn. Dat bedauere mir!

Näischt dergéint, datt aner Projete gemaach ginn, näischt dergéint, datt et vill Prioritéite fir Är Regierungsaarbecht gëtt, awer ech mengen, et muss een awer kloer gesinn, datt een net ka finanziell Argumenter beméien, fir hei d'Mobilitéit anzeschränken, wann een op där anerer Säit esou Projete wëllt virundreiwen, wéi dës Regierung et mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass keng Wuertmeldung méi do. Ech mengen, da kënne mer zum Ofstëmmen iwwert dës Motioun kommen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Vote sur la motion modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Nee-Stëmme bei 26 Jo-Stëmmen a 4 Abstentioune verworf.

Résultat définitif après redressement : la motion modifiée est rejetée par 25 voix pour, 31 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Gilles Roth), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. 7531 - Projet de loi portant

1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;

2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;

3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Deen nächste Punkt vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7531 iwwert de Medezinnstudium op der Uni Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Corapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler, ginn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Commission de la Santé et des Sports

M. André Bauler *(DP), corapporteur pour le volet Enseignement supérieur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwee Joer hat de Gesondheetsministère eng detailléiert Analys iwwert d'Situatioun vun de Medezinn- a Santésberuffer zu Lëtzebuerg an Optrag ginn, fir esou déi zukünfteg Bedierfnesser u Personal ze determinéieren. Am Oktober 2019 gouf dunn de Rapport vun der Marie-Lise Lair veröffentlecht, dee gewisen huet, dass eist Land mat engem gréissere Mangel un Doktere konfrontéiert gëtt.

An enger éischter Phas weist d'Etüd Lair, dass Lëtzebuerg ëmmer méi op de Rekrutement vun auslänneschen Dokteren an Infirmieren/Infirmièren ugewisen ass, well mer net genuch jonk Lëtzebuerger hunn, déi an dëse Beruffer ausgebilt sinn. Dës Tatsaach mécht eise Gesondheetssystem extreem verletzlech, zemools well eis Nopeschlänner ëmmer méi Efforte maachen, fir hiert medezinnescht Personal bei sech ze behalen.

Eng weider Schwächt ass déi héich Altersmoyenne vun de Médecins généralistes a vun den Neurologen, déi den Ament zu Lëtzebuerg praktizéieren. De Previsiounen no sollen 68 % vun de Generalisten a bal zwee Drëttel vun den Neurologen an den nächste 15 Joer an d'Pensioun goen.

Wien erënnert sech net gären un eis dräi Dokteschkolleegen, déi an der leschter Legislaturperiod nach hei an der Chamber waren an déi etlech mol owes um Heemwee Patiente gesinn hunn, wann d'Sitzungen am Plenum vun der Chamber eriwwer waren? Si gehéieren zu där Alterskategorie, déi elo a Pensioun geet oder geschwë goe kann. Mir erënneren eis och nach gären un hir Disponibilitéit, fir Deputéierten a Ministere Rezepter wärend de Chamberssitzungen ze schreiwen. Denke mer nëmmen un de Kolleeg Edy Mertens, ee vun deene rare Medezinner, déi nach bei Wind und Wetter, sonndes wéi wiertes Hausbesich maachen: eng ausstierwend Spezies!

(Interruption)

Jo, de Mangel u medezinnescher Aarbechtskraaft gëtt engersäits ëmmer méi grouss, anerersäits wiisst zu Lëtzebuerg d'Nofro u medezinnesche Servicer, an dat net nëmmen, well d'Awunnerzuel an d'Luucht geet, mee och, well d'Bevëlkerung ëmmer méi al gëtt.

Well meng Kolleegin, d'Corapportrice Francine Closener, Iech no menger Ried nach weider Detailer zu der Problematik vum Lëtzebuerger Gesondheetswiese gëtt, konzentréieren ech mech hei just op de Volet Enseignement supérieur.

Wéi gesot, gëtt de Rekrutement am Gesondheetswiese vu Joer zu Joer méi schwéier. Ëmmer manner Lëtzebuerger Studenten orientéiere sech an de Beräich vun der Medezinn. Wann een d'Konklusioune vun der Etüd Lair nolauschtert, läit d'Schold fir dëse Problem gréisstendeels beim Mangel u Formatiounsméiglechkeeten am Santésberäich. Déi aktuell Offer vun der Uni Lëtzebuerg géif de Studenten net genuch Perspektiven an den Doktere keng Optioune bidden, fir sech weiderzebilden.

De Moment gi just zwou medezinnesch Formatiounen am Grand-Duché ugebueden: d'Formation spécifique en médecine générale an d'Filière Médecine vum Bachelor en sciences de la vie. D'Offer vun der Uni Lëtzebuerg ass, par rapport zu eisen Nopeschlänner, also wierklech ganz streng limitéiert.

D'Formation spécifique en médecine générale besteet aus engem Stage vu 36 Méint an ass zougänglech fir all Studenten, déi hir Formation médicale de base, also hire Bachelor an hire Master gepackt hunn. De Stage verleeft innerhalb vu Spideeler an Dokteschpraxissen a gëtt vun theoreetesche Coursen op der Uni Lëtzebuerg begleet. No der Reussite vun hirem Travail de fin d'études kréien d'Studenten en Diplôme de formation spécifique en médecine générale iwwerreecht, dee sech um aachten Niveau vum Cadre luxembourgeois des qualifications situéiert.

Zënter 2007 hu bis ewell 115 Studenten dës Formatioun ofgeschloss a sinn op dësem Wee als Médecin généraliste ausgebilt ginn. Wat d'Filière Médecine vum Bachelor en sciences de la vie betrëfft, offréiert d'Uni nëmmen dat éischt vun den insgesamt dräi Jore vun dësem Héichschoulprogramm. Fir dat zweet an drëtt Joer musse sech d'Studenten dann op enger vun de Partneruniversitéiten an der Belsch, a Frankräich oder an Däitschland aschreiwen.

D'Reussite vum éischte Bachelorjoer op der Uni Lëtzebuerg gëtt mat engem Certificat d'études supérieures ausgezeechent, mee verspriecht allerdéngs keng Garantie, fir op enger vun de Partnerunien ugeholl ze ginn. Ausserdeem kënne sech pro Joer just maximal 100 Studenten an de Medezinnbachelor aschreiwen. Wéi Dir gesitt, ass dëse Programm also net immens attraktiv an duerfir ass et kee Wonner, dass déi meescht Lëtzebuerger Medezinnstudenten hir Etüden direkt am Ausland ufänken.

Et wär eigentlech net dramatesch, wann d'Lëtzebuerger Studenten hir medezinnesch Formatioun am Ausland géife maachen. D'Statistike weisen allerdéngs, dass an de leschte Jore vill Medezinnstudenten no hiren Etüden net méi an de Grand-Duché zréckkomm sinn, a genee do läit de Problem. Mir musse vermeiden, dass eis zukünfteg Dokteren, déi mer esou dréngend brauchen, am Ausland bleiwen.

Allerdéngs gëtt et och ëmmer méi schwéier, als Lëtzebuerger eng Plaz an engem auslännesche Héichschoulprogramm ze kréien. De Mangel u Gesondheetspersonal mécht sech och an aneren europäesche Länner bemierkbar, soudass d'Universitéiten ëmmer manner Plaze fir auslännesch Studente reservéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 22. Mäerz 2017 hat d'Regierung en Aktiounsplang guttgeheescht, fir d'Offer vun de medezinnesche Formatiounen opzewäerten a soumat dem Mangel un Dokteren entgéintzewierken. Ënner anerem gouf decidéiert, fir déi medezinnesch Formatiounen auszebauen, d'Indemnitéite vun de Médecins en voie de formation ze erhéijen an en neie Bachelor an der Medezinn op der Uni Lëtzebuerg anzeféieren.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech haut virstellen, setzt verschidde Punkte vun dësem Aktiounsplang ëm. An enger éischter Phas fixéiert de Projet ee legale Kader fir d'Organisatioun vun dräi neien Études spécialisées en médecine op der Uni Lëtzebuerg. Dës Spezialisatioune betreffen d'Médecine générale, d'Neurologie an d'Onkologie a solle fir all d'Studenten zougänglech sinn, déi hir Formation médicale de base gepackt hunn.

D'Études spécialisées an der Onkologie dauere fënnef Joer a gi mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine ausgezeechent. Dës Spezialisatioun gesäit vir, dass d'Studente wärend zwee Semestere Recherche maachen. Duerfir gi si jo och mat engem Diplom belount, dee sech op gläichem Niveau mat engem Doktorat befënnt.

D'Spezialisatioun an der Neurologie ass hei genee d'selwecht organiséiert.

Am Beräich vun der Médecine générale gesäit dëse Projet allerdéngs zwee verschidde Parcourse vir. Deen éischten dauert véier Joer, dovunner zwee Semesteren, déi an der Recherche gemaach ginn. Genee wéi bei der Spezialisatioun vun der Neurologie an der Onkologie gëtt dëse Parcours mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine ausgezeechent.

Fir d'Attraktivitéit vun der Spezialiséierung an der Médecine générale ze steigeren, féiert den Héichschoulministère en zweete Parcours an dësem Beräich an. D'Studenten hunn deemno de Choix, op déi zwee Semestere Fuerschung ze verzichten an hir Etüden an nëmmen dräi Joer ofzeschléissen. An deem Fall ginn hir Etüden allerdéngs mat engem Master en médecine générale ausgezeechent. Well dëse Parcours keng Recherche beinhalt, ass et nëmme logesch, dass d'Studenten an dësem Fall keen Diplom zegutt hunn, deen op gläichem Niveau mat engem Doktorat steet.

Déi theoreetesch a praktesch Manéier vu béide Parcourse sinn identesch. Den Ënnerscheed läit eenzeg an eleng an der Recherche. Et ass ausserdeem wichteg ze betounen, dass béid Diplomer an der Médecine générale den Accès an de Beruff vum Médecin généraliste erlaben.

An enger zweeter Phas adaptéiert dëse Projet d'Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Beruffer vum Dokter, Zänndokter a Veterinär. Ënner anerem ginn d'Beruffstitele vu verschiddenen Doktere geännert an et gëtt eng sougenannt „Carte de médecin" agefouert. Déi ass jo scho laang gefrot ginn. Mat dëser Kaart kënnen d'Dokteren am Ausland da weisen oder beweisen, dass si zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun hunn, fir hire Beruff auszeüben. Och de Service de garde vun de Véidokteren an de Finanzement vun dësem gi modifizéiert.

An enger leschter Etapp proposéiert dëse Gesetzesprojet eng Ännerung vum Gesetz vum 28. Oktober 2016 iwwert d'Unerkennung vu de berufflech Qualifikatiounen. Éischtens soll dëst Gesetz mat den neisten Ännerunge vun der europäescher Legislatioun alignéiert ginn. Zweetens sollen déi dräi nei Études spécialisées en médecine, déi am Kader vun dësem Projet agefouert ginn, an d'Lëscht vun den automatesch unerkannten Diplomer opgeholl ginn.

Zu gudder Lescht sollen all d'Qualifikatiounen, déi vun engem EU-Memberland oder der Schwäiz ausgestallt ginn an déi d'Beräicher vun der Medezinn, der Zännmedezinn, der Déieremedezinn oder der Pharmakologie betreffen, vun der automatescher Unerkennung profitéiere kënnen.

Här President, fir d'Effikassitéit vun eise medezinnesche Servicer ze garantéieren a kritesch Enkpäss un Dokteren ze vermeiden, brauche mir an Zukunft onbedéngt méi lëtzebuergescht Personal. Am Numm vun der Demokratescher Partei begréissen ech dowéinst, dass den Héichschoulministère massiv an d'Offer vun der Uni Lëtzebuerg investéiert a soumat méi jonk Lëtzebuerger fir de Beruff vum Dokter begeeschtere wëllt.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a gi ganz gären d'Wuert weider u meng Kolleegin, d'Corapportrice Francine Closener.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bauler. An d'Wuert huet elo d'Corapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP), corapportrice pour le volet Santé*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si grad emol zwou Wochen hier, datt mer hei op dëser Plaz iwwert de Stellewäert vun de Gesondheets- a Fleegeberuffer geschwat hunn, iwwert de Rekrutement an d'Formatioun vun Infirmièren an Infirmieren, d'Noutwendegkeet vun enger Opwäertung vun hire Karriären a vu bessere Aarbechtskonditiounen.

D'Regierung ass gefuerdert, fir an deem Sënn konkreet Moossnamen ze proposéieren, an d'Gesondheetsministesch wëllt jo och an déi Richtung goen. Dat ass e wichtege Bausteen, fir datt eise Gesondheetssystem weiderhin op zolitte Féiss steet.

Een aneren, geneesou wichtege Bausteen ass de Projet de loi vun haut. An den André Bauler huet d'Etüd Lair jo schonn zitéiert, wou genee opgewisen ass, wéi de Manktem un Doktere sech wäert verschäerfen, wa mer net géigesteieren. A genee dat maache mer haut heimadder.

Am Moment, an dat ass awer och wichteg, hu mer nach keng Penurie, an deem Sënn, datt bis elo nach keng Gesondheetsservicer hu mussen zougemaach ginn, well net genuch Dokteren do wieren. An awer ass de Problem schonn ze spieren: Generalisten hu manner Zäit, fir Hausbesich ze maachen. Bei Spezialiste muss een dacks ganz laang waarden op e Rendez-vous. Eng etlech Dokteren huele guer keng nei Patiente méi un. A wärend de Garde maachen d'Doktere wuel hiert Bescht, mee jiddwereen weess, datt Enkpäss entstinn, wann der net méi genuch do sinn.

Wéi gesot, an deenen nächste 15 Joer riskéieren zwee Drëttel vun den Dokteren, déi haut praktizéieren, an d'Pensioun ze goen. Derbäi kënnt, datt ëmmer méi Fraen an deene Beruffer schaffen an datt och männlech Dokteren, zu Recht, eng besser Balance sichen tëscht Beruff a Famill. Esou wéi a villen anere Beräicher muss een also dervun ausgoen, datt déi nächst Generatioun vun Dokteren net iwwer eng ganz Karriär Vollzäit wäert schaffen. An anere Wierder: Fir een Dokter, deen an d'Pensioun geet, brauch ee méi wéi een neien, fir dat Lach ze stoppen, fir datt weiderhin d'selwecht vill Patienten d'selwecht gutt kënne behandelt ginn.

An dann, an dat huet den Här Bauler och schonn ernimmt, kënnt natierlech eis demografesch Entwécklung derbäi. Et ass net kloer, wéi et laangfristeg mam Bevëlkerungswuesstum weidergeet, mee et ass awer sécher, datt d'Liewenserwaardung klëmmt an ëmmer méi al Leit op eng ganz gutt medezinnesch Versuergung ugewise sinn.

Mir stinn hei zu Lëtzebuerg mat deenen Defien net aleng do. D'WHO, d'Weltgesondheetsorganisatioun, huet an hirer Strategie fir 2030 festgehalen, datt et fir alleguerten d'Länner an ënnerschiddlechem Mooss eng schwiereg Erausfuerderung ass, genuch Gesondheetspersonal auszebilden an ze fideliséieren. Dat féiert noutgedrongen zu engem Konkurrenzkampf, wou finalement ee Land deem anere seng gutt ausgebilte jonk Leit ausspaant, wat d'Ongläichheeten am Zougang zur Gesondheetsversuergung verstäerkt. D'WHO fuerdert dofir, datt all Land sech engagéiert, fir déi Leit, déi et brauch, selwer auszebilden, a seng Ofhängegkeet vum auslännesche Rekrutement reduzéiert.

Datt mer am Moment nach iwwert d'Ronne kommen, läit eebe just dorun, datt mer massiv am Ausland rekrutéieren, esou wéi mer dat jo och a ganz, ganz ville Beräicher maachen. Et muss ee sech och keng Illusioune maachen: Mir wäerten och an Zukunft net dorobber kënne verzichten. A mir wëlle jo och guer net ganz dorobber verzichten. Mee mir mussen awer alles drusetzen, fir selwer vill méi auszebilden. Mir däerfen net bequeem sinn an einfach all Servicer, déi mer brauchen, am Ausland akafen. Och wa mer um Enn net autosuffisant sinn, ass et an eisem eegenen Interessi, fir eis Besoinen esou gutt et geet selwer ofzedecken.

Mir mussen also richteg vill Efforte maachen, wa mer eise qualitativ héichwäertege Gesondheetssystem wëllen erhalen. Wann een dat da matarechent, datt d'Formatioun vun engem Dokter heiansdo wierklech richteg laang dauert, da bedeit dat, datt mer eréischt an zéng oder vläicht och eréischt souguer a 15 Joer en Effet wäerte spiere vun deene Moossnamen, déi mer elo huelen. Et gëtt deemno wierklech richteg héich Zäit.

Här President, et ass wichteg, datt mer hei déi richteg Jalone setzen. Et ass gutt a richteg, datt d'Uni elo bei der Rentrée net méi just ee Joer Medezinnstudium ubitt, mee e ganze Bachelor. Am Ganze sinn eng 1.000 Medezinnstudenten ënnerwee am Ausland, wann een déi considéréiert, déi Bäihëllefen ugefrot hunn. Déi meescht studéieren an Däitschland, da Frankräich an op der drëtter Plaz an der Belsch. Dat ass net schlecht, mee mir musse jonk Leit nach besser motivéieren, fir an déi Ausbildung, an déi Beruffer eranzegoen.

An de Fait, datt mer elo e Bachelor ubidden op där enger Säit an d'Formations spécialisées op där anerer Säit an der Médecine générale, an der Onkologie an an der Neurologie, dat ass ee ganz wichtege Schratt. Grad déi dote Spezialisatioune sinn dee richtege Choix, well an deene Beräicher riskéiert et enk ze ginn. Och well an der Onkologie an an der Neurologie déi lescht Jore ganz vill an der Recherche zu Lëtzebuerg geschitt ass an opgebaut gouf, ass et dee richtege Choix. A wann ee weess, datt neurodegenerativ Krankheete wéi Parkinson oder Alzheimer net nëmmen, awer ganz dacks eeler Leit treffen an eis Populatioun jo, wéi gesot, ëmmer méi al gëtt.

Mir wëssen och, datt nach ganz vill Zorte vu Kriibs net heelbar sinn a mir kënne frou sinn, fir motivéiert jonk Onkologen zu Lëtzebuerg auszebilden, mam Zil natierlech, datt se och heibleiwen.

Déi laang Ausbildung, déi ee brauch, fir Dokter ze ginn, dréit sécher derzou bäi, datt Jonker, déi en attraktive Choix u Formatiounen a berufflech Perspektiven hunn, net onbedéngt Medezinn wëlle studéieren. Jonk Leit wëllen an engem räsonabelen Zäitraum finanziell onofhängeg ginn, eventuell eng eege Famill grënnen. Et ass dofir ganz richteg, datt mer mat dësem Projet d'Indemnitéiten erhéije fir Dokteren, déi an der Formatioun sinn, eebe fir auszegläichen, datt se mat dësem Studium net an dräi oder véier Joer fäerdeg ass.

Doriwwer eraus muss de Beruff fir Jonker attraktiv sinn. Den Dokteschberuff genéisst an eiser Gesellschaft wuel e gewëssene Status. Et ass awer och kloer, datt et e Beruff ass, wou ee ganz vill muss schaffen, ganz disponibel muss sinn. Wat de Manktem un Doktere méi grouss gëtt, wat den Drock op hir Aarbechtskonditioune wiisst an d'Bereetschaft, fir sech an deem Beräich ze engagéieren, zousätzlech ofhëlt. Dat ass also eng Kaz, déi sech an de Schwanz bäisst.

Här President, ofschléissend e puer Konklusiounen. Éischtens, déi scho besteeënd Deelausbildung vun de Generaliste war e gudden Ufank. 115 Leit goufe bannent 13 Joer ausgebilt. Déi Dokteren, déi déi Formatioun matgemaach hunn, bleiwe gréisstendeels hei am Land, an dat ass jo dann e Succès. Dofir ass et aus Siicht vun der Santé och gutt, datt dee Wee, fir dräi Joer amplaz vu véier ze maachen, bestoe bleift fir déi, déi net onbedéngt nach wëllen zwee Semestere Recherche hannendrunhänken, mee ebe séier, vill méi séier wëlle mam Patient schaffen an dann eeben och keen Doktorat maachen.

Zweetens: Déi Spezialisatioune vun der Onkologie an der Neurologie si gutt gewielt an onëmstridden, well mer an deene Beräicher eeben och an der Recherche ganz vill opweises hunn. Den LCSB, de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine, huet eng formidabel international Renommee. An och d'Zesummespill mat de Centres de recherche fonctionéiert esou, wéi et soll.

Drëttens: Dat hei ass sécherlech net fir d'lescht, datt mer hei iwwer zousätzlech Formatiounen an der Medezinn op der Uni schwätzen. Et feelt eis zum Beispill och un Aarbechtsdokteren an et wier vläicht sënnvoll, fir och do eng Spezialisatioun an d'A ze faassen. Ganz ofgesi vu villen anere Voleten, wéi zum Beispill e vollstännege Medezinnstudium mat Bachelor, Master a Spezialisatioun, oder vun enger Uniklinik. Alles Voleten, iwwert déi an de Kommissiounssëtzungen och vill rieds gaangen ass.

A finalement ass et begréissenswäert, datt Partenariater an Allianze gemaach gi mat auslänneschen Unien, well mir mussen ee staarke Partner an der Groussregioun bleiwen. Eis Uni huet e gudde Ruff an deen ass och ze verdeedegen. Mir wëlle jo och weiderhin, datt eis Studenten och an d'Ausland kënne goen. D'Partenariater dernieft awer och mat eise Spideeler si Garant derfir, datt d'Ausbildung och praxisorientéiert ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der LSAP wëll ech soen, datt mir dëse Projet de loi begréissen als e wichtegen Deel vun enger Gesamtreform am Gesondheetswiese vu Lëtzebuerg. Eng qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung fir jiddwereen ass fir d'LSAP eng absolutt Prioritéit. An dat geet nëmme mat genuch a mat gutt ausgebilte Leit. All System ass ëmmer nëmmen esou gutt wéi déi Mënschen, déi en ausmaachen.

An domadder ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad an där sanitärer Situatioun, wou mir haut dra sinn, brauch een déi wichteg Roll vun de medezinnesche Beruffer net méi ze ënnerstraichen. Genuch Dokteren a Fachpersonal ze hunn, ass nach méi evident ginn. An d'Fro no der Disponibilitéit vu Medezinner drängt sech nach méi op. Méi nach wéi soss och ass et opportun, fir de Medezinnstudium zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Dëst Gesetz bedeit effektiv - well ech sot: „ausbauen" - net den Ufank vum Medezinnstudium zu Lëtzebuerg an op eiser Uni, mee et ass eng logesch Weiderféierung vun den Ufäng, e weideren, jo, ganz grousse Schrëtt an der Entwécklung vun de leschten iwwer 15 Joer. Am Joer 2003 hu mir d'Uni gegrënnt an am Mee 2004 ass d'Formation spécifique en médecine générale formaliséiert ginn, mam Zil, méi Generalisten op Lëtzebuerg ze kréien.

Esou hunn zanterhier 115 Generalisten hiren Ofschloss zu Lëtzebuerg gemaach an 109 praktizéieren der hei am Land. Dat ass e positiivt Resultat, fir dem Mangel u Generalisten hei am Land entgéintzewierken.

Awer net nëmmen d'Selbstverständnis, fir genuch Dokteren ze kréie respektiv heizebehalen, stoung deemools - a sécher och haut - fir den Ausbau vum Spezialisatiounsstudium an der Medezinn. Mee mir sollten eist Fachpersonal och net nëmmen einfach am Ausland ausbilde loossen, mir mussen eis eege Verantwortung iwwerhuelen.

D'CSV stoung 2004 un den Ufäng vun dëser Entwécklung a si steet weiderhin och haut zum Ausbau vun der Medezinnerausbildung.

Dofir stëmme mir dëst Gesetz, net awer ouni e puer grondleeënd Froen opzewerfen. Froen, déi leider net gekläert konnte ginn, well d'Gesetz op eemol nach virum Summer muss gestëmmt ginn. Firwat muss et elo iwwert de Knéi gebrach ginn? Dat ass keng gutt parlamentaresch Aarbecht! A bei esou engem wichtege Gesetz wéi deem heite géif dat sech eigentlech imposéieren. An datt et e wichtegt Gesetz ass, dat weist schonn d'Tatsaach, datt zwee Corapportere genannt gi sinn. Dat ass dach zimmlech seelen am parlamentaresche Geschéien. An dofir wëll ech och op dëser Plaz der Madamm Closener an dem Här Bauler Merci soe fir hir Berichter haut am Plenum. Si hunn d'Detailer vum Gesetz esou gutt duergestallt, datt mir nächst Riedner eis op eis Positioun konzentréiere kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn zu Lëtzebuerg zwar keng laang Traditioun vum Medezinnstudium, natierlech, esou wéi an alle Beräicher vun eiser jonker Uni. Den Hippokrates war och net vun hei. Okay, de Péiter vun Uespelt war et zwar, ass awer net hei als Dokter ausgebilt ginn. A wat mir haut dofir brauchen: Mir brauche Qualitéit an der Ausbildung, mir brauche genuch gutt ausgebilten a kompetent Formateuren. Mir mussen Exzellenz a Qualitéit ubidden, fir exzellent Medezinner ze kréien an eng qualitativ Medezinn a fir esou déi gutt ausgebilte Spezialisten, ëm déi et jo haut geet, och duerno hei als Dokteren ze behalen. Mir brauchen Zesummenaarbecht mam Ausland: an der Unerkennung vun eise Medezinnsdiplomer, fir d'Ausbildung, fir Stagen, mat hire Proffen. A mir brauchen Infrastrukturen. Do mussen nach Ustrengunge gemaach ginn.

Lëtzebuerg läit mat 2,3 Dokteren op 1.000 Awunner méi déif wéi den internationale Verglach. Vun eise Medezinnstudenten am Ausland kommen der ronn 30% net zréck, fir hei am Land ze praktizéieren. Mir mussen also Attraktivitéit schafen, fir Medezinnstudenten unzezéien. Mir däerfe keng Weeër zoumaachen

duerch de Curriculum, iwwer Sproochen, duerch feelend Accorden oder Partenariater, déi net ofgeschloss ginn.

Bréngt dëst Gesetz awer op alle Punkten déi gewënscht Attraktivitéit? Dat ass net esou sécher! Dat si Froen, déi mir léiwer erkläert a gekläert kritt hätten, éier mir hei ofstëmme mussen. An dat ass fir eis e Bemoll an dësem Gesetzestext.

D'Haaptknackpunkte vun dësem Gesetz sinn déi zwou verschidde Filièren, fir Generalisten auszebilden. E Master en médecine générale kritt een no dräi Joer respektiv sechs Semesteren Études spécialisées. Déi zweet Formatiounsfilière fir Generalisten hei zu Lëtzebuerg besteet aus véier Joer respektiv aacht Semesteren no der Basisformatioun. Da schléissen dës Generalisten of mat engem Diplôme d'études spécialisées en médecine dans la discipline de la médecine générale. Dat ass einfach ze verstoen. Den Ënnerscheed zum Master besteet dran, zwee Semestere Recherche maachen ze mussen.

Mee wat gëtt bezweckt mat dësen zwou Schinnen? Mir wëlle keng Zwouklassemedezinn zu Lëtzebuerg, firwat kréie mir dann Zwouklassegeneralisten? Ass dat gutt, datt et elo am Land zwou Zorte Generaliste gi wäert, déi op zwou Schinne vun där selwechter Uni ausgebilt ginn, déi jo awer déi selwecht Medezinn an déi selwecht Consultatioune maachen, déi déi selwecht Akte setzen, no där selwechter Nomenclature schaffen an deene selwechte Konditiounen, awer mat ënnerschiddlechen Diplomer vun enger an där selwechter Universitéit kommen, vun eiser Uni.lu?

An da kënne se och nach allen zwee den Titre professionnel „docteur en médecine générale" féieren. Wat bréngt dat der Medezinn? Wat bréngt dat an der Praxis, deen Ënnerscheed hei? Dat schaaft keen Attraktivitéitsplus, wéi mir eis et wënschen. An do sinn ech och enger anerer Meenung wéi den Här Rapporter Bauler et gesot huet.

Mir hunn, Här Minister, vun Äre Beamten en Deel Erklärungen an der Kommissioun zu dëse Froe kritt. Dat muss ee soen. Awer, si iwwerzeegen net! D'Erklärung, d'Dokterevertrieder hätten dat gefrot, steet op wackelege Féiss. Ech hunn aner Echoen dozou. A virun allem och de Collège médical wiert sech a sengem Avis zimmlech vehement do dergéint. Hien ass géint zwee verschidden Ausbildungsweeër a fir eng dräijäreg Formatioun fir d'Generalisten.

D'Informatioun, datt de Lëtzebuerger Qualifikatiounskader fir den Niveau 8 virgesäit, datt ee Fuerschung derbäi muss gemaach hunn, hält och d'Strooss net ganz. Éischtens gesäit d'Direktiv dräi Joer vir fir d'Spezialisatioun als Generalist. Zweetens steet déi Prezisioun an engem Règlement grand-ducal vun 2017. Wat verhënnert, e Reglement ze änneren? Schliisslech ass dat op dësem Punkt net vun der EU-Direktiv verlaangt. Et ass eng intern Lëtzebuerger Kichen an et ass eng zimmlech dogmatesch Approche zur Rechercheaktivitéit wärend dem Studium.

Wat bréngt, drëttens, ee Joer Recherche ouni Ofschloss? Dat ass einfach an d'Blot eran. Wouzou soll dat féieren, fir einfach e bëssen dra schnupperen ze sollen? An dat, nodeems ee schonn néng Joer Uni hannert sech huet! D'Doktere brauche vill praktesch Formatioun an Erfarung.

Ech sinn e bësse „sur ma faim" bliwwen iwwert d'Meenung vun de Majoritéitsparteien heiriwwer. Si hätt mech interesséiert gehat. Si hätt mech och vläicht souguer iwwerzeegt gehat, well et si jo schliisslech och Parteien derbäi mat laangjäreger Erfarung an der Gesondheetspolitik, déi mir vläicht hätte kënne plausibel maachen, datt dat net richteg wär, wat ech hei soen. Dofir hat ech jo och gefrot gehat, datt mer eis nach kéinte weiderféierend iwwert déi Saach ënnerhalen. Wat awer net de Fall war!

Ech muss och weider dozou ausféieren, datt déi zwee Semestere Recherche hei zu Lëtzebuerg musse gemaach ginn - esou gesäit d'Gesetz et vir -: Ass et da geduecht, fir bëlleg Aarbechtskräfte fir d'Fuerschung hei am Land ze bréngen? Alles dat ass net schlësseg, och wann et an dem Règlement grand-ducal esou virgesinn ass. Allez, kommt dach net do dermat, mat engem Règlement grand-ducal, deen dat do diktéiert!

Wouranner, wat a wou sollen d'Generalisten da fuerschen? Wat bréngt ee Joer, dat einfach esou do an der Luucht hänkt? Wéi gëtt dat Joer unerkannt, wann et keng Ofschlossaarbecht dofir gëtt? Dat gëtt et och soss néierens. Wat ass also de reelle Méiwäert vun dëser Dispositioun a vun dëser Zwouschinnenausbildung fir Generalisten? Dat ass net kohärent.

A wéi gesot, fir méi Erklärungen ze kréien, Här Minister, wollt ech, datt d'Kommissioun den Directeur de l'enseignement médical vun der Uni aluede géif. Dat war leider net gewollt, soudatt ech elo bei där Meenung bleiwe muss, datt et net kohärent ass. Wann Dir elo sot, Här Minister: „Ma et ass e Choix politique", da geet dat als Erklärung awer net duer. Och e Choix politique muss plausibel an novollzéibar sinn, soss kann een och einfach eng Mënz geheien. Dat ass also net kohärent, dat hei.

Eng aner Fro, déi sech och stellt, ass déi, wéi een Ofschlosstitel déi Medezinner no zéng oder eelef Joer Studéiere kréien: no zéng Joer en Doktertitel, dat heescht mat Doktorat gläichstellen, oder et, wéi eeben an dësem Gesetz, „Diplôme d'études spécialisées en médecine" nennen? Och do ginn d'Meenungen an d'Avisen auserneen. Och do hu mir Äntwerte kritt a geäntwert kritt, et wär net mat engem Doktorat oder Ph.D. gläichzestellen, well et manner Fuerschung wär a keng Thees soutenéiert gëtt.

A verschiddene Länner ginn allerdéngs - wann och net iwwerall, dat ass zwar richteg - d'Studie mat engem Doktoratsgrad ofgeschloss. An eise lëtzebuergesche Cadre des qualifications schreift eebe just an den Niveau 8 zwee Diplomer an: éischtens en Doktorat, zweetens dësen Diplôme d'études spécialisées en médecine. Also ass et dach dee selwechten Niveau! Am Rapport heescht et iwwregens dozou, et wär „peu équitable", datt een en Doktorat kritt oder eeben net en Doktorat kritt, just jee nodeem, a wéi engem Land een de Medzinnsofschloss mécht. An och dat bedeit en Attraktivitéitsverloscht fir Lëtzebuerg.

Alles dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hätt ech gär de Studiendirekter vun der Uni gefrot. Hie soll den neie Studiegang op d'Bee setzen. An ech hat mat Nodrock gefrot, hien an der Kommissioun héieren ze kënnen, fir méi Erklärungen ze kréien, entweeder nach kuerzfristeg d'lescht Woch oder awer an nächster Zäit, dann hätt d'Gesetz no der Rentrée parlementaire gestëmmt kënne ginn. Och d'Unhéiere vun de Fachleit vum Terrain, mengen ech, wär immens wichteg gewiescht bei dësem Gesetz, datt mer dat och an der Kommissioun hätte kënne maachen. Ech bedaueren, datt dat net zougestane gi war.

Dofir, Här President, freet d'CSV, datt de Medezinnstudiendirekter am Hierscht an d'Héichschoulkommissioun kënnt, fir d'Deputéiert iwwert d'Opstelle vun dem neie Studiegang an de Spezialisatiounen ze informéieren. Ech iwwerreechen lech dës Demande, Här President.

(Mme Octavie Modert fait le dépôt d'une demande de convocation.)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- E Gesetz wéi dat hei sollt net „comme une lettre à la poste" an de Chamberskommissioune behandelt musse ginn. Eng gutt Medezinn ze kréien, bedéngt och, datt d'Deputéiert an der Kommissiounsaarbecht d'Gesetz detailléiert analyséieren an eenzel Dispositiounen hannerfroen. Ech hätt léiwer zefriddestellend Erklärunge kritt, wéi d'Froen hei nach eng Kéier opwerfen ze mussen. Firwat dës Hetz? D'Uni muss de Curriculum emol eréischt opstellen. Dat huet se och net fir de September fäerdeg. A souwisou gëtt d'Spezialisatiounsstudium net fir d'akademescht Joer 2020/2021 ugebueden. Wat stécht also wierklech derhannert? Oder ass et, well d'Regierung scho vill Verspéidung an dësem Dossier huet? Ass dat déi richteg Ursaach?

2017 hat de Regierungsrot entscheet, an de Conseil de gouvernance vun der Uni dräi Méint virdrun, datt fir d'éischt d'Spezialisatiounen ausgebaut solle ginn, jo géife ginn, an duerno eréischt de Bachelorstudium an der Medezinn agefouert gëtt. De Bachelor fänkt elo am September un, awer d'Études spécialisées sinn nach net do! Dobäi sollt scho fir d'Joer 2018/2019 d'Formation de spécialisation an der Neurologie an an der Oncologie médicale ugoen. Awer dëse Projet de loi ass eréischt 2020, am Februar dëst Joer, deposéiert ginn. Erkläert eis, Här Minister: Wéi kann dat da sinn?!

Et wären och, hunn ech gesot kritt, déi méi héich Indemnitéiten un d'Médecins en voie de formation, déi da géifen éischter kënnen ausbezuelt ginn. Okay. Allerdéngs sinn déi och am August 2019 eng Kéier ugehuewe gewiescht ginn. Dat ass also nach net esou ganz laang hier.

An dann natierlech ass en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun do iwwert d'Diplomunerkennung. Do besteet och e „cavalier législatif" an dësem Gesetz. Déi huet deen Avis awer 2018 der Regierung zougestallt gehat: Dat sinn zwee Joer hier. Zwee Joer, éier Dir e Gesetz dozou bruecht hutt - dat kann een also och net méi als Argument fir d'Drénglechkeet gëlle loossen.

Wou d'Urgence also elo louch, datt mer dat elo onbedéngt nach hu missen haut oder dës Woch ofstëmmen, kann ech bis op Weideres net gesinn. An ech bedaueren dofir, datt mer net nach méi Meenungen, Avisen a Fachkenntnis dozou konnten an der Kommissioun anhuelen.

Ech muss awer och zougestoen, op eng Demande vun der CSV sinn de Ministeren hir Vertrieder agaangen: Ech hat gefrot, datt den Titre professionnel, deen d'Doktere sech mat dësem Gesetz ënner hiren Numm setze kënnen a sech esou „Docteur en médecine de ..." nennen däerfen, muss op d'Zänndokteren an och op d'Veterinären ausgedeent ginn, well soss wär et e Verstouss géint de Gläichheetsprinzip. Där Demande ass och nokomm ginn. An domadder stellt d'Gesetz dann och dës Dokteren all gläich am Benotze vum Titre professionnel.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung muss sech eng Rei weiderféierend Froe stellen, an ech profitéieren, fir se haut un den Héichschoulminister ze stellen, well en an der Kommissioun net derbäi war. An hie muss dat och haut fir d'Gesondheetsministesch matbeäntwerten, souwäit wéi dat méiglech ass.

Déi Fro, déi sech stellt, ass natierlech déi vun enger Medical School: Wéi stitt Dir zum Ausbau vum zweeten Zyklus vun der Formation de base an der Medezinn op der Uni? Wéi ass et mat enger Uniklinick zu Lëtzebuerg? Mat wéi engen auslännesche Universitéitskliniche besteet haut eng Zesummenaarbecht? D'Médecins en voie de spécialisation mussen haut wéinstens Stagen op eng Uniklinick kënne maache goen.

Den Encadrement vun de Medezinnstudenten ass ganz wichteg fir d'Attraktivitéit vum Medezinnstudium zu Lëtzebuerg. An dofir muss et och eng ugepasst Wunnengsoffer gi fir si a genuch Studentewunnengen, wa se nach keng Famill hunn. Och dat dréit zur Attraktivitéit bäi. Respektiv muss ee vläicht froen: Gëtt d'Studentewunnengsugebuet erweidert op famillje-frëndlech Strukturen? Well grad an dësem Beräich komme vill Leit och aus dem Ausland heihinner studéieren, déi méi al sinn an dofir vläicht schonn eng Famill hunn.

Eng aner Fro, déi ee sech, denken ech, och sollt eng Kéier stellen, ass: Mussen d'Medezinner an der Fachausbildung net e spezifesche Statut kréien? An Däitschland gëtt et de Statut vum „Assistenzarzt". Natierlech géif dat eng Ännerung vun dësem Gesetz bedéngen. Et géif awer vläicht méi Attraktivitéit fir de Standuert, de Medezinnstanduert Lëtzebuerg bréngen.

Weiderbildung a Fortbildung vun den Dokteren, dat ass e Must. Wéi eng Roll wëllt d'Uni heiranner spillen? A ginz besonnesch natierlech eng Fro: Hu mir genuch Proffen a kompetent Formateuren op der Uni? Wéi ass d'Zesummenaarbecht mat aneren Héichschoulen op dësem Punkt?

A schliisslech an endlech eng wichteg Fro: Ma wéini fänkt dann dat éischt Joer Spezialisatiounsausbildung elo konkreet un?

Et bleift, Här Minister, datt et wichteg ass, Ofschlëss vun Accorden iwwert d'Zuel vu Plaze fir Medezinnstudenten nom Bachelor notamment mat belschen Autoritéiten a mat den däitsche - wann och dezentraliséierten - Instanzen ofzeschléissen. Firwat sinn déi Ofkommessen nach net do? Mat Frankräich ass jo scho laang eppes gemaach ginn, do hutt Dir ënnerschriwwen. Well fir d'CSV bréngt de Bachelor just eppes, wann duerno garantéiert ass, datt eis Studenten no hirer Formation de base op enger anerer Uni weiderfuere kënnen. Soss mécht et kee Sënn, e Bachelor zu Lëtzebuerg anzeféieren, wann eis Studenten duerno awer keen Zougang zu auslännesche Medezinnsfakultéite kréien, an de Problem vun haut bleift da bestoen. Dëst ass also e weesentlechen Aspekt.

Fazit: Et muss eng Evaluéierung gemaach ginn, an dat och fir ze wëssen, a wéi enge Spezialisatioune mir zu Lëtzebuerg Medezinner ausbilde sollen. Mir ass geäntwert ginn: „Neurologie, Onkologie a Generalisten", esou wéi et elo am Gesetz ass, „sinn ausgewielt ginn, well do an den nächsten 10 bis 15 Joer vill Doktere pensionéiert ginn." Ech denken, d'Analys vum Bedarf no Doktere muss méi déif goe wéi de Pensiounsalter. Wéi ass et mat Aarbechtsmedezinner, dat ass schonn opgeworf ginn, oder mat Geriateren, mat Kardiologen a Pediateren oder Anästhesisten? Ech mengen, déi Aarbechtsgrupp, déi Dir elo asetzt, kann net ouni eng Methodologie a Krittäre schaffen. Awer fir Lëtzebuerg méi attraktiv fir d'Medezinner ze maachen, mussen an Zukunft nach aner Spezialisatioune méiglech sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et bleiwe vill Erausfuerderungen. Et sinn awer och vill Erwaardungen do! Ganz sécher musse Weiderentwécklunge kommen. D'Regierung muss weider hannendrubleiwen a liwweren. Mat dësem Gesetz eleng ass et net gedoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Medezinnstudien zu Lëtzebuerg auszebauen ass e wichtegt Uleies. Dofir si mir mam Prinzip vum Gesetz averstanen, fir hei am Land Spezialisatiounen am Beräich vun der Médecine générale, der Oncologie médicale an der Neurologie ze organiséieren. De Prinzip ass eis esou wichteg, datt mir d'Gesetz matstëmmen, och wa mir e grousse „Jo, mee ..." ausdrécke mussen, well mir e wichtegt Gesetz och gär richteg opgestallt hätten an dofir gär Erklärungen a Confirmatioune kritt hätten. Schued, datt dat net méiglech war! Well et geet, an et geet nëmmen, ëm Qualitéit, ëm d'Offer vun enger gudder medezinnescher Ausbildung hei am Land. Et geet ëm gutt Medezinn, well et geet ëm de Patient. Et geet ëm Mënschen, ëm de Mënsch. An doriwwer eraus geet et drëm: Wéi bleift eis Gesellschaft gesond, an allen Hisiichten?

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir duerch de Covid-19 eppes ganz Wichteges bäigeléiert hunn, dann ass et alleguer déi Leit wäertzeschätzen, déi a sougenannte „systeemrelevante" Beruffer schaffen. An do denke mer natierlech alleguerten an dëser sanitärer Kris fir d'alleréischt un d'Gesondheetsberuffer. Dokteren, Infirmieren, Aide-soignanten, Hiewammen, si alleguerte schaffen onermiddlech fir d'Wuel vun eis alleguerten a fir d'Wuel och vum ganze Land. Mir hunn hinnen an de leschte Wochen esou oft Merci gesot wéi nach ni virdrun. Ma ech si frou, datt elo och konkreet Ännerungen an der Formatioun ëmgesat ginn, op déi vill Medezinnstudente scho laang gewaart hunn.

Et ass richteg, datt hei schnell geschafft ginn ass. „An der Hetz" ass awer net ganz richteg. D'Analys, déi par rapport zu dësem Projet de loi, article par article, gemaach ginn ass, war nämlech eng ganz ausféierlech. An der Héichschoulkommissioun hu mer wärend ganz ville Sitzungen iwwert dëse Projet geschwat. An dat weist och d'Wichtegkeet, d'Importenz, déi dëse Sujet hei an der Chamber fir alleguerten d'Deputéiert huet.

Bis elo konnt een zu Lëtzebuerg dat éischt Joer Medezinn hei studéieren. Do dernieft gëtt eng spezifesch Ausbildung vun dräi Joer an der Allgemengmedezinn op der Uni Lëtzebuerg ugebueden, déi een no engem Basismedezinnstudium maache kann an déi et erlaabt, hei am Land als Generalist ze schaffen. De Bachelordiplom an der Medezinn, deen elo derbäikënnt, ass e wichtege Schrëtt fir eist Land. En erméiglecht deene Jonken net nëmmen eng verbessert Ausbildung, en dréit och zur Attraktivitéit vun eisem Land bäi. Am Ausland sinn d'Plazen am Medezinnstudium begrenzt an de Konkurrenzkampf ass grouss. All zousätzlech Offer u Studieplazen ass dowéinst e wichtege Bäitrag fir d'Verbesserung vun eisem Gesondheetssystem.

Am Joer melle sech ronn 400 Jonker op 100 fräi Plazen am éischte Joer Medezinn. Am Schouljoer 2018/2019 waren insgesamt 1.000 Studente fir Medezinn hei oder am Ausland ageschriwwen. Dat geet aus den Demandë fir d'Studentenhëllefen ervir. Den Interessi um Beruff ass also definitiv do.

Mir all kennen awer och den detailléierte Rapport iwwert d'Gesondheetsberuffer vun der Madamm Lair, dee verdäitlecht huet, datt mir an den nächste Jore mat enger Penurie un Dokteren rechne mussen. D'Demokratesch Partei huet eng déifgräifend Analys zu dëser Situatioun gemaach. Am gesamte Gesondheetssecteur muss et zu déifgräifende Reforme kommen, a mir wäerten eis Propositiounen dozou nach dëst Joer virstellen.

D'Penurie un Dokteren a Gesondheetspersonal huet nämlech verschidde Grënn, deene mat verschiddene Mesuren entgéintgewierkt muss ginn. Engersäits wiisst eis Bevëlkerung a gëtt och ëmmer méi al. A mam Alter tauchen och méi chronesch Erkrankungen op, déi e méi intensive medezinnesche Suivi verlaangen. Anerersäits ass d'Altersmoyenne vun eisen Dokteren och relativ héich an et kommen der net genuch no, déi sech ëm all d'Patiente këmmere kënnen. Dat bedeit: Ëmmer manner Doktere musse sech ëm ëmmer méi Patiente këmmeren.

Mir gesinn déi éischt Unzeeche vun der Penurie schonn haut: Hausdokteren, déi keng nei Patienten unhuele kënnen, well se der schonn ze vill hunn, Waardezäite bei de Spezialisten,

net vun e puer Deeg, mee vun e puer Méint. Mir mussen dofir elo handelen, fir datt sech dës Situatioun net nach verschlëmmert.

Eng vun deenen Handlungen ass d'Gesetz vun haut vum Héichschoulminister Claude Meisch, mat deem mer de Bachelor an dräi medezinneschen Disziplinnen aféieren: an der Allgemengmedezinn, der Neurologie an der Onkologie.

Mir mussen nämlech onbedéngt méi Medeziner hei am Land ausbilden. Mir si vill ze ofhängeg vum Ausland, souwuel beim Studium wéi och beim Rekrutement vun Dokteren. D'Spideeler schaffen haut scho mat Headhunteren zesummen, fir gëeegent Personal ze fannen. Dat seet am Fong schonn alles. D'WHO huet et all hire Memberstaaten un d'Häerz geluecht, d'Ofhängegkeet vum Ausland, wat de Rekrutement vun dem Gesondheetspersonal betrëfft, ze halbéieren. An als konkreet Mesure gëtt d'Reform vun der Formatioun opgeléscht.

Här President, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, da bitt d'Uni Lëtzebuerg den éischten an den drëtten Zyklus, also de Bachelor an den Doktorat, an der Medezinn un.

Mir mussen awer och iwwert den zweeten Zyklus, also iwwert de Master, hei am Land schwätzen. Dee wär wichteg, engersäits, fir d'Ausbildung hei am Land ze komplettéieren. Soulaang een Zyklus feelt, fir deen d'Studenten eng Plaz am Ausland fanne mussen, klëmmt nämlech de Risiko, Studenten ze verléieren. Anerersäits muss ee bedenken, datt de Master an engem ganz wichtegen Alter gemaach gëtt. Et ass den Alter, wou déi jonk Leit sech bannen a wou deemno souwuel privat wéi beruflech Entscheedunge getraff ginn. Wann ee sech an dëser Zäit fir e Studium am Ausland befënnt, dann ass et duerchaus méiglech, datt ee sech och derfir entscheet, net zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

Esou geet et aktuell bei ville lëtzebuergesche Medezinnstudenten, déi sech dann am Ausland etabléieren an net onbedéngt zréckkommen. Et ass dowéinst wichteg, datt mer och e Masterstudiegang an d'Ae faassen an zesumme mat den Acteure vum Terrain diskutéieren.

Wéi gesot ass d'Gesetz vun haut e wichtege Schratt, fir eise Gesondheetssystem ze stäerken. A weider Mesurë mussen nokommen.

Eng dovun ass d'Opwäertung vun de Fleegeberuffer. Nieft der Introduktioun vun engem „Chief Nursing Officer", deen d'Regierung an der Fleegepolitik beréit, gëtt och eng Reform vun der Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer ënnersicht. Ee Comité interministériel krut den Optrag, dofir konkreet Proposen auszeschaffen.

E Bachelor fir d'Infirmieren an d'Infirmièrë kéint e weidere wichtege Schratt fir eise Gesondheetssystem sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Dëse géif net nëmmen zu enger Opwäertung vum Beruff bäidroen, mee den Infirmieren an Infirmièrë besser beruflech Perspektiven erméiglechen, virun allem bei hirer Weiderbildung. Mat engem Bachelor hätte si d'Méiglechkeet, e Master ze maachen a sech zum Beispill an der Radiologie, der Chirurgie oder enger anerer Spezialiséierung weiderzebilden. Besser ausgebilt Fleegepersonal dréit nämlech och zu enger besserer Qualitéit vun eisem Gesondheetssystem bäi.

Aus der aktueller sanitärer Kris musse mir Léieren zéien, fir an Zukunft an eisem Gesondheetssecteur besser opgestallt a virbereet ze sinn. D'Reform vun der medezinnescher Ausbildung mécht den Ufank, mee et hält mat Sécherheet net heimadder op.

En attendant ginn ech selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7531 maache mer e wichtegen a richtege Schratt, fir eis och an Zukunft genuch Dokteren zu Lëtzebuerg ze sécheren. Am Moment kann een net vun engem allgemenge Mangel schwätzen, mee dat ass ënner anerem drop zréckzeféieren, dass ganz vill Dokteren aus dem Ausland de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Allerdéngs bleiwen och eng Rei vu Lëtzebuerger Dokteren am Ausland, wa se bis ausgebilt sinn. An ech mengen, et wär net oninteressant, fir gewuer ze ginn, wat genee d'Ursaache sinn - do gëtt et Pisten an der Etüd Lair -, a wat fir enge Beräicher dass dat ass an ob et net Argumenter ka ginn, fir se erëm op Lëtzebuerg ze kréien. Mee bon, wann een esou vill auslännesch Dokteren zu Lëtzebuerg huet, dann däerf een och net de spatze Mëndche maachen, wann déi eng oder déi aner Dokteren am Ausland bleiwen. Dat ëmsou méi, well se do ausgebilt ginn. An hei ass vläicht e wichtegt Argument, fir dass der méi zu Lëtzebuerg bleiwen.

Eis Medezinnstudenten hunn an deene leschte Joren ëmmer erëm drop higewisen, dass Efforte beim Rekrutement, bei der Ausbildung, bei den Aarbechtskonditiounen, bei de Subside fir Medezinnstudenten ze maache sinn. D'Etüd Lair, déi de Gesondheetsministère an Optrag ginn huet, huet e seriöen Handlungsbedarf bei bal alle medezinnesche Beruffer, ob Dokter oder Fleegepersonal, festgestallt. An d'Regierung krut hei wichteg Informatiounen - mir och -, fir op Problemer, déi bestinn oder sech ukënnegen, ze reagéieren.

Ech mengen, et ass zu Recht drop higewise ginn, dass déi aktuell Gesondheetskris gewisen huet, wéi wichteg e solidaresch opgebauten, e performante Gesondheetssystem mat guddem a motivéiertem Personal ass. Wann also nach e Beweis ze erbrénge war: Deen ass sécher an deene leschte Méint erbruecht ginn! An e wäert och nach an deenen nächste Méint mussen erbruecht ginn. Dofir si mer, mengen ech, deene Leit, déi un der viischter Front schaffen, méi wéi e Merci schëlleg, mee kloer Handlungen um Terrain. An dat hei ass ee Bausteen do derfir.

Dofir ass dat Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, och an deem dote Kontext ze gesinn. Den Ausbau vun der medezinnescher Ausbildung ass net eréischt zënter gëschter an der Diskussioun. An um Terrain gouf et och ganz gutt Initiativen.

An der Vergaangenheet hate mer jo, wat d'Basisausbildung hei zu Lëtzebuerg ugeet - do ass drop higewise ginn -, just ee Joer op der Uni Lëtzebuerg, a Virgänger. 2004 gouf iwwer Règlement grand-ducal de Wee fräi gemaach fir déi spezifesch Ausbildung vun den Hausdokteren no der medezinnescher Basisausbildung. An ech mengen, et ass d'Geleeënheet, fir op dëser Plaz de Pionéier vun där doter Ausbildung e ganz, ganz häerzleche Merci ze soen! Well ouni si wär et déi dote spezifesch Ausbildung net ginn! An et sëtzen der hei am Sall, déi matkritt hunn, dass hinnen déi dote Schrëtt net ëmmer liicht gemaach gi sinn, well se net, wéi elo an Zukunft, feste Bestanddeel vun der Uni gi sinn, mee éischter sou als Handwierker ugesi gi sinn a mat vill, vill Engagement, vill, vill Aarbecht an, nujee, wéineg Loun dat doten hu missen oprechterhalen.

An ech wollt dervu profitéieren, fir den Doktere Kraus, den Dokteren Haas, Tabouring, Rausch, Flammang a Stein e grousse Merci ze soen, well si d'Piliere vun där doter Ausbildung waren a bewisen hunn, dass eng spezifesch Ausbildung duerchaus hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. Well si hunn domat Dieren opgemaach, déi ouni si vläicht zoubliwwe wären.

A si hunn et duerch hiren Engagement fäerdegbruecht, an deene leschte 15 Joer ëmmerhin awer - an dat ass am Rapport nozeliesen an et ass och vun de Kolleegen, déi viru mer geschwat hunn, erausgestrach ginn - 115 Generalisten, Hausdokteren, Familljendokteren, Vertrauensdokteren, wéi Der et wëllt nennen, auszebilden, wichteg Glidder an der Gesondheetsketten, ouni déi, wann et se net géif ginn, eise Gesondheetssystem ganz seriö Problemer hätt.

A wa mer wëssen, dass d'Zuel vun de Generalisten hei zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland relativ bescheiden ass, dann ass deen doten Apport vun deene Leit net genuch ze wierdegen! Dat ëmsou méi, well quasi all déi, déi hei zu Lëtzebuerg ausgebilt gi sinn, och hei am Land bliwwe sinn, entweeder a Gruppepraxissen eragaange si bei hir Maîtres de stage oder sech selbststänneg gemaach hunn a an der Zwëschenzäit d'Piliere vun eisem Gesondheetssystem gi sinn.

Mam Projet, deen eis haut virläit, gëtt déi schrëttweis Integratioun vun dëser Ausbildung an d'Uni Lëtzebuerg elo ofgeschloss. Dat war, wéi gesot, keen einfache Prozess. An eng vu menge Virriednerinnen, oder zwou vu menge Virriednerinnen, déi wëssen, dass et net ëmmer esou evident war, dass d'Uni gesot huet: „Wëllkomm Dir alleguer an eisem Schouss!" Dat ass awer elo de Fall. An Eenzelner vun hinne kréien och den Titel vum Professeur associé. Anerer hunn e schonn op aneren Universitéiten. Dofir ass et nëmme richteg, dass si dat och op eiser Universitéit kréien.

Doniewent, mengen ech, hu mer als Basis fir den Ausbau vun der Grondausbildung keen neit Gesetz gebraucht. Déi Méiglechkeet gëtt et am Unisgesetz, dass mer kënne vun engem op dräi Joer Basisausbildung bis op de Bachelor eropgoen. Doniewent hu mer dat Gesetz awer hei gebraucht, fir aner Spezialitéiten am Beräich Onkologie an Neurologie kënnen unzebidden.

Meng Virriednerin huet drop higewisen: Scho virun zéng Joer ass iwwer eng sougenannt medezinnesch Fakultéit hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn oder eng Medical School. Deemools war rieds, fir de Guet, den Zwillingsbrudder oder d'Zwillingsschwëster, vun der Manchester Medical School hei op eisen Unissystem ze praffen. Bon, dat war eng Iddi. Ech muss allerdéngs soen, dass mir an och der Ministesch fir Recherche déi doten Iddi net bis zum Schluss geschmaacht huet, well et eng Inselléisung war. An dat, wat mer net verdroen an deem dote Beräich, dat sinn Inselléisungen.

An dat ass den Avantage vun dësem Projet: Dee Projet, dee mer haut virleien hunn, dee setzt op staark Partnerschaften. E setzt op Synergië mat Universitéitspartner ronderëm eis. E setzt op Synergië mat Klinicken. E setzt op Synergië mat eise Centres de recherche, sief dat den LIH, de fréiere CRP-Santé, oder sief dat den LCSB, den Zentrum fir biomedezinnesch Systemer oder fir Bioinformatik.

Dat ass eng riseg Tromp, déi eenzel Universitéiten net hunn. Well hei kënnen nei Creneauen ugebuede ginn op der Lëtzebuerger Universitéit, déi d'Medezinn vun der Zukunft duerstellen. D'Bioinformatik wäert e wichtege Facteur an der personaliséierter Medezinn ginn. A wa mer déi Zentren do hunn, da wär et eng Sënn an eng Schan, wa mer se net géifen an d'medezinnesch Ausbildung erunzéien.

Gutt! Mir sinn amgaang, dee wichtege Schratt ze maachen. An da sinn ech, wann ech „Schratt" soen, scho beim Konzept. Dat ass e Konzept, wou mer schrëttweis, virsiichteg virginn, wou mer net alles matenee maachen.

An ech fannen dat eng gutt Saach, quitte dass mer d'Ziler virun den Ae musse behalen: aus dem Bachelor, dee mer elo uginn, muer de Master ze maachen, aus deenen zwou zousätzleche Spezialitéiten niewent där drëtter, déi scho bestanen huet, och anerer an d'A ze faassen. An d'Madamm Rapportrice huet drop higewisen, dass d'Aarbechtsmedezinn eng vun deene Spezialitéiten ass, wou eng allgemeng Penurie net nëmmen zu Lëtzebuerg ass, mee och am Ausland. An do kéint ee mëttelfristeg eng Ausbildung ubidden, déi et op anere Plaze vläicht net esou gëtt.

Et ass also a mengen Aen e ganz gudde Projet. Elo kann een driwwer diskutéieren, ob ee beim Hausdokter déi zwee Semestere Recherche hätt sollen derbäisetzen oder net.

D'Madamm Modert huet dervu geschwat, dass de Professer Massard hätt sollen an d'Kommissioun kommen. Jo, et ass net ze spéit. Ech hunn och mat deene Responsabele vun der Ausbildung vu bis elo geschwat. Déi fannen déi Recherchesemestere guer net abwegeg. Déi kënne sech ganz gutt ufrënnen domat. Et gëtt also sécher net nëmmen eng Positioun bei deene Betraffenen.

Selbstverständlech ass et legitimm - an ech gesinn dat och esou -, dass e Generalist, en Hausdokter e Spezialist fir d'Allgemengmedezinn ass an der Praxis! An do soll ee vläicht iwwer Mëttel a Weeër nodenken, fir deenen, déi um Terrain jorzéngtelaang de Kapp duergehalen hunn an nach ëmmer duerhalen, e Wee ze ginn, fir den Titel vum Médecin spécialiste kënnen unzegoen. Dat ass eng Pist, déi machbar wär, wann de Wëllen do wär.

Ech mengen och net, dass grouss finanziell Revendicatiounen dohannert stinn. Mee et ass ëmmer esou, dass, net nëmme wat d'Akommessituatioun ugeet, de Generalist, den Hausdokter ëmmer e bëssen hannerun de Spezialisten hippt. Ouni elo wëllen déi eng géint déi aner auszespillen, mee de Generalist ass ganz oft de Parent pauvre - relativéiert, mee de Parent pauvre - an der ganzer Hitparad vun deenen eenzelen Disziplinnen. Also wär et net schlecht, dass mer do e Reflexiounsprozess géife maachen.

Dann, mengen ech, ass et wichteg, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht hu mat eise Klinicken. A fir eis Klinicke gëtt dat och eng Perspektiv, quitte dass dat eng Perspektiv ass, déi vläicht am Moment nach e bëssen utopesch kléngt. Firwat net ustriewen, fir déi grouss Spidolszentren ze motivéiere fir sech zesummenzedinn, fir dass se an eenzelen Disziplinnen - dat ass schonn deelweis de Fall - an, firwat net, als Groupement d'hôpitaux, als eclatéiert Universitéitsspidol mat verschiddene Sitten, mat verschiddenen Orientatioune kënne schaffen?

Dat ass vläicht zu Lëtzebuerg nach eng Utopie. An eenzelen Nopeschlänner ass dat eng Realitéit! Dat muss net ee Spidol sinn, dat kënne verschidde Spideeler sinn. An dat kënnen och Spideeler sinn, déi en ënnerschiddlechen Ustrach hunn, Beispill Bochum: D'Bochumer Universitéitsklinick ass aus enger ganzer Rei vu Kongregatiouns- an anere Spideeler zesummegestréckt ginn.

Dann eng lescht Iwwerleeung, an do kann ech nahtlos unhaken un dat, wat meng Virriedner gesot hunn: Wa mer hei e wichtege Schratt maachen, fir e bësse méi onofhängeg ze ginn als Land vum Ausland, wat eis Medezinner ugeet, dann ass et eng Obligatioun, dass mer ähnlech Schrëtt maache fir eist Fleegepersonal. A wann ech soen „déi noutwendeg Schrëtt fir eist Fleegepersonal", da mengen ech net eng eemoleg Primm oder en Iessensbong, mee da mengen ech do, wou et richteg gëllt unzepaken:

An dat ass beim Rekrutement! Dat ass bei der Ausbildung! De Bachelor ass erwäänt ginn. Dat ass eppes, wat och fir eis ustriewenswäert ass. Dat sinn d'Infrastrukturen, déi „out of time" sinn a wou ëmmer an ëmmer erëm Verspéidung kënnt. Dat sinn Aarbechtsbedingungen.

An dat sinn Exklusiounskrittären, déi un enger Sprooch hänken, wou mer wëssen, wa mer eis Leit ausschléisse wéinst enger Sprooch, dass d'Alternativ ass, dass mer gutt Fleegepersonal vun iwwert der Grenz kréien, mee dat am beschte Fall eng oder zwou Sprooche schwätzt. Dat heescht, déi, déi der zwou oder dräi schwätzen, nëmme well se schwaach sinn am Däitschen, schléisse mer déi aus. A fir anerer - wou dat kee Wäerturteel ass! -, do gëllt dat doten net. Also, och do bei der Ausbildung, dat op de Leescht huelen! A virun allem och déi gesellschaftlech Unerkennung fir déi Leit, déi sech wierklech bewäert hunn an där schwéierster Kris, déi mer kannt hunn.

All déi dote Froe wäerte mer zesumme wärend där Orientéierungsdebatt, déi mer seriö wäerte preparéieren, parallell zum Gesondheetsdësch a mat enger gudder Basisinformatioun, déi d'Etüd Lair ass, am Hierscht diskutéieren. An da wäert d'Chamber net nëmmen en Iessensbong proposéieren, mee en zesummenhänkende Konzept fir déi verschidde Beruffer, déi mer brauchen, a Krisenzäiten, mee awer och an normalen Zäiten.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech den zwee Corapporteuren, dem Francine Closener an dem André Bauler, Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi ech et schonn an der Interpellatioun iwwert d'Fleegeberuffer gesot hunn, hu mer an der Covidkris de Beweis derfir kritt, datt eise Gesondheetssystem net nëmme wichteg, mee systeemrelevant ass. Säi gudde Fonctionnement ass essenziell fir eng verlässlech a qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung vun eiser Populatioun. Fir dës ze garantéieren, brauch et awer dat noutwendegt Gesondheetspersonal, souwuel um Niveau vum Fleegeberäich wéi och bei de Medezinner.

Leider musse mer awer och am Beräich vun de Medezinner feststellen, datt mer ëmmer méi a Richtung Manktem histeieren. Laut dem État des lieux des professions médicales et des professions de santé vun 2019, dem Rapport Lair, besteet bei den Doktere momentan nach keng Penurie, well d'Besoinen duerch d'Rekrutementer aus dem Ausland konnten ausgeglach ginn. Mee et gëtt ëmmer méi schwiereg ze rekrutéieren.

Wann ee vun engem Depart an d'Pensioun mat 60 Joer ausgeet, riskéiere laut dësem Rapport ronn 71 % vun all den Dokteren, déi momentan nach exercéieren, bis 2034 an d'Pensioun ze goen. Bei de Generaliste sinn dat 78 % (veuillez lire: 68 %) a bei de Spezialiste 77 %.

Grad ewéi am Fleegeberäich hunn eis d'Grenzschléissungen an der Covidkris an deem domat verbonnene Risiko, datt d'Personal aus de Grenzregiounen net méi op Lëtzebuerg an d'Spideeler kéint schaffe kommen, virun Ae gehalen, datt mer ëmmer manner Residenten hunn, déi an den Dokteschberuffer schaffen. Laut dem Regëster vum Ministère de la Santé wunnen 79 % vun den Dokteren hei am Land, de Rescht si Pendler.

Wëssend, datt d'Mesuren, déi mer an der Formatioun an am Rekrutement ëmsetzen, eréischt an 10 bis 15 Joer wäerte spierbar Effekter hunn, ass et elo de Moment ze handelen. Nieft dem Aféiere fir d'Rentrée 2020/21 op der Uni Lëtzebuerg vum Bachelor an der Medezinn ass de Projet de loi 7531 iwwert d'Reglementatioun vun der Formatioun vum

Generalist a vun de Spezialitéiten Onkologie an Neurologie deemno e weidere wichtege Schrëtt a Richtung Eegenausbildung vun de Medeziner zu Lëtzebuerg.

Grondsätzlech sinn déi gréng mam Choix vun dëse Formatiounen averstanen, dee jo op eng Regierungsdecisioun aus dem Joer 2017 zréckgeet. Fir eis ass de Generalist de Coordinateur vun der perséinlecher Gesondheet, deen am Dialog mam Patient den ideale Parcours de santé definéiert, Stéchwuert: Médecin de référence. Zu senge Kompetenze gehéieren d'Preventivmedezinn, Diagnose stellen, wann néideg an der Zesummenaarbecht mat de Spezialisten, an natierlech Traitementer fir de Patient opstellen, fir datt en erëm gesond gëtt respektiv seng Liewensqualitéit sech verbessert.

De Generalist ass a bleift de Vertrauensdokter Nummer eent, mat deem de Patient am Dialog steet. Vill Patiente gi mat hire Generalisten zesummen al, wat d'Vertrauensverhältnis stäerkt, wat bei der Erkennung an der Behandlung vu Problemer e grousse Virdeel ass.

Bis 2034 wäerte viraussiichtlech 68 % vun de Generalisten an d'Pensioun goen. Mir brauchen deemno massiv nei Generalisten, besonnesch wann de Ratio Generaliste par rapport zu de Spezialisten, dee méi kleng ass wéi an den Nopeschlänner, soll ëmgedréit ginn.

Kuckt een d'Evolutioun vun der Demografie zu Lëtzebuerg, gesäit een, datt d'Bevëlkerung altert. Laut dem Rapport State of Health in the EU 2019 wäert d'Populatioun vun de 65-Järege vu 14 % am Joer 2017 op 24 % am Joer 2050 klammen. Dëst wäert allgemeng méi medezinnesch Betreiung néideg maachen. Besonnesch Dokteren, déi sech a Krankheeten, déi am Alter méi heefeg optauchen, spezialiséieren, ginn dofir gebraucht. An deem Kontext maachen d'Onkologie an d'Neurologie sécherlech Sënn.

Kuckt een d'Kriibserkrankungen hei am Land, sou gesäit een, datt all Joer eng 3.000 nei Fäll diagnostizéiert ginn an datt een Doudesfall vu véier op de Konto vun enger Kriibserkrankung geet. Ouni Zweifel ass Kriibs eng vun de Krankheeten, déi de gréissten Impakt op eis Gesellschaft hunn an déi och bei de Patienten an hirem Ëmfeld eng Zäsur am Liewen duerstellen.

En anert Argument, fir eng Spezialisatioun an der Onkologie unzebidden, ass, datt bis 2034 an der Médecine interne an an der Onkologie - dat sinn déi Dokteren, déi sech allgemeng ëm d'Kriibspatiente këmmeren - ronn 87 % vun den haut aktiven Doktere wäerten an d'Pensioun goen. Bei den Neurologe sinn et ronn 89 %.

Ausserdeem gëtt an de Beräicher vun der Onkologie an der Neurologie zu Lëtzebuerg och scho gefuerscht. Esou existéiert um LIH, dem Luxembourg Institute of Health, en Departement fir Onkologie, deem seng Missioun et ass, d'Kriibsbelaaschtung an der Lëtzebuerger Bevëlkerung ze reduzéieren. An um Luxembourg Centre for Systems Biomedicine gëtt zum Beispill u Parkinson gefuerscht. Neurologesch Krankheeten, wéi Parkinson oder Demenzen, ginn och mat der Erhéijung vun der Liewenserwaardung an d'Luucht. Aktuelle Schätzungen no ass 1,5 % vun der Lëtzebuerger Populatioun vun enger Demenzerkrankung betraff. Dovu sinn ongeféier 70 % Alzheimererkrankungen.

Mee net nëmmen déi al Generatiounen, mee och déi jonk Persoune si vu Kriibs an neurologesche Krankheete betraff. Ee Beispill ass d'Migrän, eng Krankheet, déi geschate 14 % vun der Weltpopulatioun betrëfft an déi Leit an hirem Alldag staark invalidéiere kann, wat en Impakt op hir Liewensqualitéit an déi vun hirem Entourage huet. Migrän ass awer och d'Ursaach fir Absenteismus an der Schoul an op der Aarbecht, huet en Impakt op d'Produktivitéit an engendréiert Käschte fir Medikamenter, déi nëmme bedéngt hëllefen. D'Fuerschung an deem Beräich an eng gutt medezinnesch Betreiung fir dës Patienten ass also kee Muttwëll.

Ier ech drop aginn, wat sech duerch de Projet de loi wäert änneren, wollt ech déi aktuell Situatioun nach eng Kéier beliichten. Momentan gëtt et zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, säi Medezinnstudium unzefänken, entweeder andeems een ee Joer mécht an dann eng Plaz op enger Uni a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch ka kréien, déi de Lëtzebuerger Staat mat dësen Unien ausgehandelt huet, oder andeems ee sech fir déi vun dëser Rentrée un nei Bachelorformatioun vun dräi Joer aschreift an duerno an d'Ausland geet. Natierlech besteet och d'Méiglechkeet, wann een ugeholl gëtt, fir seng ganz Basisformatioun vu sechs Joer am Ausland ze maachen.

Des Weidere kann ee momentan zu Lëtzebuerg no der ofgeschlossener Basisformatioun och déi dräijäreg Formation spécifique en médecine générale, (FSMG) maachen.

Mat dësem Projet de loi gëtt d'Formatioun fir de Generalist nei opgestallt a kritt iwwerhaapt emol eng gesetzlech Basis. Déi besteeënd Formatioun gouf 2004 iwwer e Règlement grand-ducal geschaaft. An da kommen d'Spezialisatioune vun der Onkologie an der Neurologie derbäi.

Egal fir wéi eng medezinnesch Formatioun ee sech entscheet, muss een d'Formation de base absolvéieren, ier een dann de Studium fir de Generalist oder fir eng Spezialisatioun kann ugoen. Dat heescht: minimum néng Joer Formatioun! Dëst, fir eng Kéier kloer ervirzesträichen, datt e Medezinnstudium e groussen Invest u Joren a Léiere vun de Studente verlaangt, fir herno hire Matmënsche kënnen ze hëllefen.

Wat weiderhin net op der Uni.lu wäert ugebuede ginn, sinn déi dräi Joer nom Bachelor, fir d'Formation de base ofzeschléissen, fir da kënne seng Spezialisatioun oder seng Formatioun zum Generalist ze maachen.

Hei wéilt ech eng Klammer opmaachen: Mir verstinn, datt de Medezinnstudium mat Etappen zu Lëtzebuerg ausgeweit gëtt. Mir verstinn och, datt een net all Spezialisatiounen zu Lëtzebuerg kann ubidden. Fir déi gréng ass et awer kloer, an ech mengen, et si schonn aner Virriedner, déi dëst ugeschwat hunn, datt sech zäitno soll Gedanke gemaach ginn, wéi een déi ganz Formation de base zu Lëtzebuerg kéint ubidden. Jo, dëst brauch Erfarungswäerter, Unisproffen an Infrastrukturen. Et wär awer eng Méiglechkeet, fir d'Residenten, déi op de Wee vum Medezinnstudium wëlle goen, hei zu Lëtzebuerg ze verwuerzelen, an et wär och d'Méiglechkeet, fir auslännesch Studenten op Lëtzebuerg unzezéien a se hei ze halen.

Dofir wär et wichteg, vun der éischter Promotioun vun der Bachelorformatioun ze profitéieren, fir e Bilan ze maachen an an dräi Joer prett ze sinn, fir eventuell kënnen direkt den nächste Schrëtt a Richtung Luxembourg Medical School ze maachen, andeems mer eng komplett Formation de base am Medezinnstudium zu Lëtzebuerg fir dës éischt Promotioun kéinten ubidden.

Natierlech musse parallell och Iwwerleeungen iwwer eng Uniklinik, d'Recherche, d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun an de Studentenaustausch mam Ausland, deen essenziell ass, fir Erfarungen ze sammelen, gemaach ginn. Och d'Diskussioun iwwert d'Integratioun vun engem Militärspidol an d'Formatioun vun de Gesondheetsberuffer soll an dësem Kader weidergefeiert ginn.

Eng Partie Avisen, déi zum Projet de loi erakoumen, hunn och d'Iddi vun der Medical School opgegraff. Et wär déi grouss Geleeënheet, fir eng déifgräifend Analys vun de Secteure vun der Santé an de Soinen ze maachen, se ze reorganiséieren, fir eng besser Qualitéit ze erreechen, mee och fir den Dräieck Secteur hospitalier, chronesch Soinen a Secteur ambulatoire ze iwwerdenken an nei Akzenter ze setzen.

D'Medical School wär awer och déi ideal Plaz, fir d'Formatioun vun all de Gesondheetsberuffer ze regruppéieren, fir datt se scho ganz fréi léieren, am Team zesummenzeschaffen, a fir d'Formation continue an all dëse Beruffer ze organiséieren.

An deem Kader muss natierlech och eng Reflexioun iwwert d'Formatioun vu weidere Spezialisatioune gemaach ginn. Et ass kloer, datt Lëtzebuerg net all Spezialisatioun kann ubidden. Duerfir muss driwwer nogeduecht ginn, wéi eng fir Lëtzebuerg prioritär sinn. Wat sinn d'Krittären, déi ee ka selektionéieren, fir dës ze bestëmmen? Wat sinn déi néideg Infrastrukturen? A wéi fënnt een déi néideg Leit, déi Coursen halen a gläichzäiteg Fuerschung bedreiwen? Mir kënnen dës Reflexiounen net op déi laang Bänk drécken. Dat muss kuerzfristeg geschéien, fir dann eng Roadmap kënnen opzestellen.

An de leschte Wochen ass dacks d'Geriatrie als méiglech Kandidat gehandelt ginn. Eis schéngt dës Suggestioun gerechtfertegt. Mee wéi gesot muss eng seriö Analys vun de Besoinen an de Capacitéite vum Standuert Lëtzebuerg hei déi nächst Schrëtt definéieren.

E Beräich, deen eis natierlech besonnesch um Häerz läit, ass d'Ëmweltmedezinn. Elo, wou gewosst ass, dass d'Ëmweltklinick op Esch kënnt, muss ee sech och Gedanken iwwert d'Formatioun an d'Formation continue an dësem Beräich maachen. Am Koalitiounsaccord steet: « Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées en s'appuyant sur le programme de formation élaboré par l'Académie européenne de médecine environnementale. » Fir datt d'Ëmweltklinick gutt fonctionéiert an hoffentlech eng grenziwwerschreidend Referenz gëtt, ass et noutwendeg, matzäiten an déi néideg Aus- a Weiderbildungsméiglechkeete vun den Dokteren, déi do wäerte schaffen, ze investéieren.

Och wa mer wëllen a Richtung Medical School goen an och méi Spezialisatiounen zu Lëtzebuerg ubidden, ass den Austausch mam Ausland primordial. Am Austausch mat anere léiert ee bekanntlech besser schaffen. Dëst ass besonnesch fir Lëtzebuerg wouer, well mer kleng sinn. Duerfir ass et wichteg, datt d'Studenten aus Lëtzebuerg an aner Länner ginn, fir méi selte Krankheetsbiller, nei Techniken an Traitementer, mee och aner Gesondheetssystemer kennenzeléieren. Ausserdeem kënne se sech esou en Netzwierk opbauen, dat hinnen och am Beruffsliewen d'Méiglechkeet bitt, fir sech iwwer komplizéiert Fäll auszetauschen.

Wichteg ass natierlech och, datt garantéiert gëtt, datt zu Lëtzebuerg genuch Stageméiglechkeete bestinn. Déi si wichteg, fir den zukünftegen Dokteren eng gutt Ausbildung um Terrain ze bidden, hinnen de Lëtzebuerger Gesondheetssystem méi no ze bréngen a si doduerch ze motivéieren, an deem System weiderzeschaffen. Duerfir musse mer an Zukunft weiderhi genuch Stageplaze fir Studenten aus Lëtzebuerg an aus dem Ausland bereetstellen a garantéieren, datt d'Stagekonditioune gutt sinn an d'Indemnitéite fir d'Studenten héich genuch sinn, datt se e Caractère attrayant hunn.

Duerfir begréissen déi gréng, datt d'Indemnitéite fir de Stage an dësem Projet de loi nach eng Kéier par rapport zu 2018, wéi schonn eng Adaptatioun gemaach gi war, no uewen ugepasst ginn, a mir begréissen och, datt se indexéiert ginn a sech esou automatesch der Präisdeierecht upassen. Domadder gi mer och op eng Demande vun der Associatioun vun de Lëtzebuerger Medezinnstudenten an, déi dës Upassung scho méi laang fuerdert.

Wéi scho gesot, sinn d'Indemnitéiten ee vun de Krittären, déi d'Studenten dozou motivéieren, hir Medezinnformatioun zu Lëtzebuerg ofzeschléissen an dann eventuell hire Beruff hei weiderzeféieren. Duerfir fannen déi gréng, datt d'Indemnitéiten an d'Qualitéit vun de Stagekonditioune reegelméisseg sollen analyséiert an, wann et néideg ass, adaptéiert ginn, fir attraktiv ze bleiwen.

Här President, an der Kommissioun ass vill iwwert déi zwou Formatioune fir d'Generalisten, hiren Titel, dee se däerfe benotzen, an hir Aklasséierung an de Cadre luxembourgeois des qualifications diskutéiert ginn. Mir hu Verständnis dofir, datt mer zwou Formatioune fir d'Médecine générale schafen. Den Diplôme d'études spécialisées en médecine générale vu véier Joer, wou zwee Semestere Recherche musse gemaach ginn, soll d'Norm sinn, wéi mëttlerweil a villen aneren europäesche Länner.

An da schafe mer de Master en médecine mat engem Ofschloss no dräi Joer fir déi Studenten, déi keng Recherche wëlle maachen, fir méi séier kënnen op den Terrain ze goen. Dës zwou Variante vun der Formatioun ersetzen déi besteeënd Formation spécifique en médecine générale a sollen hëllefen, eng Penurie bei de Generalisten ze evitéieren.

déi gréng stelle sech awer d'Fro, ob d'Formatioun vun der Médecine générale net soll allgemeng als Spezialisatioun unerkannt sinn, sou wéi de Kolleeg Mars Di Bartolomeo dëst och schonn ausgefouert huet. De Generalist ass de Spezialist vun der Gestioun vum Patient am Ganzen. Heirënner fält dann och d'Missioun vum Médecin de référence. Firwat soll déi Formatioun anere Krittären ënnerleie wéi d'Spezialisatiounen? Dann hätte mer och net méi d'Diskussioun, op wéi engem Niveau déi zwou Formatiounen am Cadre luxembourgeois des qualifications sollen aklasséiert ginn.

déi gréng fannen et och richteg, datt en akadeemeschen Doktertitel nëmmen deem zougesprach ka ginn, deen eng Dokteraarbecht an der Recherche gemaach huet. Mir fannen awer d'Approche, fir all de Medezinner, Veterinären an Zänndokteren ze erlaben, e professionellen Dokter ze notzen, awer genausou richteg. Zu Lëtzebuerg ass nun emol „Dokter" en allgemenge Begrëff, wéi am Däitschen „Arzt" oder am Franséischen „Médecin". Mir sinn och net der Meenung, datt domat den akadeemeschen Doktertitel bradéiert gëtt, besonnesch well esou e professionellen Dokter aleng keng Aklasséierung an den Niveau 8 vum Cadre luxembourgeois des qualifications erméiglecht.

Fir eis ass et awer wichteg, datt esou vill wéi méiglech Medezinnstudenten och Recherche maachen. Engersäits bréngt dat dem Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg eppes an anerersäits kréie mer esou méi Leit, déi herno op der Uni Lëtzebuerg eventuell kënnen enseignéieren a mathëllefen, eng Luxembourg Medical School op- an auszebauen.

Ofschléissend wéilt ech soen, datt fir déi gréng dëse Projet de loi e weidere wichtege Schrëtt ass, fir dem bevirstoende Manktum u medezinneschem Personal entgéintzewierken, andeems mer selwer méi Dokteren ausbilden.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der gréng Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif ufänken, andeem ech Merci soen deenen zwee Rapporteuren, der Madamm Francine Closener an dem Här André Bauler, fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et geet mat dësem Gesetzesprojet ëm d'Erweiderung vun der akadeemescher Offerte op eiser Uni a speziell och d'Fuerschung, wat déi betrëfft. Ech mengen, mir wëssen alleguerten, wéi wichteg datt dee Beräich ass. Speziell elo d'Coronazäit huet eis gewisen, datt dee Beruff an och nach vill anerer ons mussen immens wichteg sinn an datt mer mussen investéieren.

D'ADR begréisst dëse Gesetzesprojet, an zwar aus e puer Grënn: Et gëtt haut näischt méi fir näischt. An e Land, wat selwer keng Medezinnausbildung huet, däerf och net drop hoffen, am Ausland mat oppenen Äerm opgeholl ze ginn. Mir kënnen eis bei der medezinnescher Ausbildung och net just op d'Ausland verloossen. D'medezinnesch Fuerschung huet e grousse Stellewäert hei am Land a gëtt och mat respektabelen Zomme gefërdert. Et ass nëmmen normal, datt universitär Formatioune parallell op dës Fuerschung virbereeden. An eist Land kënnt lues awer sécher an eng Situatioun, wou net méi genuch Dokteren do sinn, fir ons Besoinen ofzedecken, wat natierlech net akzeptabel wär.

Wat dat éischt Joer Medezinn ugeet, kann een nëmmen d'accord sinn. Ech ginn dervun aus, datt séchergestallt ass, datt déi Plazen, déi an Däitschland, Frankräich an der Belsch zur Verfügung stinn, fir duerno weiderzestudéieren, nëmmen u Lëtzebuerger Residentë kënne goen an net eventuell un auslännesch Studenten, déi sech an dës Ausbildung ageschriwwen hätten. Dat wär kontraproduktiv.

Loosst mech hei hannendrun direkt eng Klammer opmaachen, wat déi geplangt Masterformatiounen ugeet! A mengen Ae mussen dës fir auslännesch Studenten och eng Obligatioun beinhalten, d'Lëtzebuerger Sprooch op engem héijen Niveau an där Zäit ze léieren, wou si hei am Land studéieren.

(Brouhaha)

Et soll kee soen, dat wär onméiglech, well genee dat gëtt och vu Lëtzebuerger Studenten am Ausland verlaangt. An ech nennen do just zum Beispill an Holland Groningen, wou dat de Fall ass.

Ech bleiwen nach ee Moment bei de Masteren an der Generalmedezinn, ëm déi et hei gëtt. De Collège médical weist a sengem Avis drop hin, datt et schwéier ass, am Léierplang vun engem Master en adequaten Deel Fuerschung praktesch anzebannen, ouni datt dat zuongonschte vun der klinescher Formatioun geet. De Collège proposéiert nëmmen ee Master, deen awer méi laang kéint daueren, fir och nach d'Fuerschung ze berücksichtegen. Mee firwat net iwwerleeën, ob een d'Offer u Formatiounen net an eng Richtung vun engem Master a medezinnescher Fuerschung kéint ergänzen? Op deem Gebitt hu mir wuel de Besoin, mee mir hunn och d'Kompetenzen.

Och wat de Master fir Médecin spécialiste a Médecin généraliste ugeet, dee mat aacht Semesteren de Bologna-Kader sprengt, sief d'Fro erlaabt: Firwat maache mer hei net carrement de Sprong bei d'Dokterausbildung? De Master schéngt esou en Zwitterdéngen ze sinn, wou eis virun der Zillinn de Courage verléisst, fir eng reell Dokteschkarriär unzebidden.

An deem Kontext huet sech bei eiser parlamentarescher Aarbecht d'Fro no enger Universitéitsklinik gestallt. Ech wéilt hei, ouni an den Detail ze goen, dat am Kader vun eise finanzielle Verflichtunge bei der NATO och gesinn, an da kéint een och d'Fro stellen, déi am Raum steet, vun engem Militärspidol. Ech wär frou, wann d'Regierung mat der Uni, der Arméi an de Spideeler kéint un engem Konzept schaffe fir ze klären, ob een hei net kéint e puer Mécke mat engem Schlag treffen. Esou hätten déi néideg Investissementer an eng Universitéitsklinick och direkt Repercussiounen op eis Verflichtungen an der Verdeedegungspolitik. All dës Sue wären op d'mannst esou gutt ugeluecht wéi déi vu gewëssene Satellitten.

Mat där nämmlechter positiver Astellung si mir derfir, datt d'Medezinnstudenten hir klinesch Formatioun esou gutt wéi méiglech bezuelt kréien, well den zentralen Deel vun dësem Pro-

jet sollt eigentlech ëm d'Revalorisatioun vun den Dokteschberuffer dréien.

Et gëtt net genuch Dokteren am Land an hei och net genuch Lëtzebuerger. Ech weess net, ob de professionellen Titel och eppes dozou bäidréit, mee den Titel Dokter ass hei am Land esou e Sproochgebrauch a wäit verbreet. Mee ass et korrekt? Misst ee sech dat net iwwerleeën? Well e steet och a Konkurrenz zu engem akadeemeschen Doktertitel an dee wär dann ënnerbewäert, an dat ass schued. An ech mengen, hei misste mer ons eng Kéier e bëssen iwwerleeën, wéi mer dat kéinten änneren.

Vill méi Suerge maache mer ons awer iwwer 350 Studenten all Joer hei am Land: 400 wëllen all Joer dat éischt Joer Medezinn maachen, 100 ginn der ugeholl. A 50 packen et dann. A wat geschitt mat deenen 350, déi keng Plaz an der Formatioun kréien oder se net packen?

Ech fäerten déi Leit kënne selwer kucken, wou a wat se duerno studéieren. An ech fannen et schued, well et sinn 350 potenziell Dokteren, 350 jonk Mënsche mat ville Viraussetzungen, fir Dokter ze ginn, vun deene mer hei schwätzen. Dat ass e Räichtum, deen ee sech net soll duerch d'Fanger glëtsche loossen. Duerfir hätt ech mer erwaart, datt dës 350 Leit all Joer e Plang B géife proposéiert kréien, fir awer nach hiren Dram vum Medezinnstudium méiglech gemaach ze kréien.

Als Auditeurs libres kéinte si sech op Opnamexamen op auslännesche Unie virbereeden. Si kéinte Ressourcë kréien, fir sech geziilt op esou Exame virzebereeden. Oder mir kéinten et einfach envisagéieren, dat Joer fir méi Studenten opzemaachen, a probéieren, och deene jonke Leit, déi Schwieregkeeten hunn, mat verschiddenen a moderne Léiermethoden iergendwéi awer bäizestoen, och wa si um Enn vum Joer keng fir Lëtzebuerger am Ausland reservéiert Studieplazen ugebuede kréien.

Domadder kommen ech dann zum Schluss an ech géif den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ganz am Ufank vum 21. Jorhonnert hu mer hei zu Lëtzebuerg emol fir d'éischte Kéier eng richteg Uni kritt. Ben, eng richteg Uni! Op jiddwer Fall d'Grondlag, fir eng richteg Uni opzebauen. Et war ëm 2000, 2001, ech ka mech net méi richteg drun erënneren. An et war schonn e bësse komesch, datt mer esou laang gewaart hunn, esou laang gebraucht hunn, fir iwwerhaapt eng richteg Uni zu Lëtzebuerg ze kréien. Woubäi ee weess, datt et nach Länner gëtt, déi eendeiteg méi kleng si wéi Lëtzebuerg - dat gëtt et -, an déi schonn eng oder zwou Unien haten, wéi zum Beispill Island. Et kéint een awer nach anerer nennen.

M. André Bauler *(DP)*.- Souguer Liechtenstein!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Souguer Liechtenstein, souguer, ma gesitt Der!

M. André Bauler *(DP)*.- Awer nëmmen zwou Disziplinnen!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo. Mee wéi gesot, dat ass eeben eng Kränkt zu Lëtzebuerg, datt mer heiansdo lues sinn an essenziell Saachen a schnell sinn heiansdo vläicht och a Saachen, déi net esou essenziell sinn.

Op jiddwer Fall, déi Covidkris huet u sech d'Faillë vun dësem System entlarvt. Virop ass jidderengem ëmsou méi bewosst ginn, dass u sech e Spidol an e Gesondheetswiesen ouni dat néidegt gutt ausgebilt Personal, sief et Infirmieren, awer och Medezinner an dann allgemeng gesinn Médecin-généralisten net funktionéiere kann. Dëst Personal kënnt awer zu Lëtzebuerg gréisstendeels aus dem Ausland, majoritär aus eisen dräi Nopeschlänner a gréisstendeels och aus dem franséische Grenzgebitt. Op dës Ofhängegkeet vun externem Personal ass schonn 2018 am Rapport iwwert den État des lieux des professions médicales et professions de santé opmierksam gemaach ginn. Och de Risk vun enger Penurie u Gesondheetspersonal, déi all Ablack kéint antreffen, ass do ugedeit ginn.

D'Eventualitéit, dass Frankräich am Kontext vun der Pandemie zum Beispill seng Grenzen hätt kënnen zoumaachen an d'franséisch Regierung ënner chaotesche Bedéngungen decidéiert hätt, säi Gesondheetspersonal aus Lëtzebuerg zréckzeruffen, hätt ganz einfach d'Kapitulatioun vun eisem Gesondheetssecteur bedeit. An ech muss soen, dat ass beängschtegend! An dat ass och, mengen ech, déi gréisst Angscht, déi mer deemools - viru kuerzer Zäit nach - haten.

D'Recommandatiounen, fir dësem Zenario an Zukunft ze entgoen, stinn och kloer an deem Rapport, an deem État des lieux: notamment d'Ausbildung am medezinneschen a Fleegeberäich erweideren an dës och op der Universitéit zu Lëtzebuerg ubidden.

Här President, scho virun zwee Joer sinn d'Debatten iwwer eng medezinnesch Ausbildung op der Uni.lu ugaangen. Fir d'Regierung war eng komplett medezinnesch Ausbildung am Sënn vun enger École médicale eng ze deier Geschicht. A schlussendlech misste mer eis mat enger Ausbildung um Masterniveau bis zu engem Diplôme d'études spécialisées en médecine zefridde ginn. An dësem Parcours ass och d'Ausbildung an der Médecine générale matabegraff, déi d'Uni.lu elo och scho säit 15 Joer separat ubitt.

Mir bleiwe bei der Meenung, Här President, dass eng komplett medezinnesch Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg déi bescht Optioun wier, fir den eigentleche Problem vum Personal ze léisen.

Firwat? Ma well d'Formatioun op der Uni nëmmen den zweeten Deel vun der medezinnescher Ausbildung ass. Wie seng Première zu Lëtzebuerg mécht a Medezinn wëllt studéiere goen, muss also fir d'éischt emol am d'Ausland seng Formation de base ofschléissen. An do muss e fir d'éischt emol ugeholl ginn. Verschidden europäesch Länner hunn e Quotesystem agefouert, fir d'Unzuel un auslännesche Medezinnstudenten ze begrenzen. Anerer hunn e relativ strengen Numerus Clausus.

A wat ech awer och nach ni esou richteg verstanen hunn, dat ass och, sou wéi dat jo och am Rapport steet oder an den Texter vun dësem Projet de loi, datt och am Ausland Plaze gekierzt ginn, wéi dat, mengen ech, och an der Belsch de Fall war. Dofir ka Lëtzebuerg zwar net, mee dat ass eeben awer och d'Resultat vun enger europawäiter sougenannter soziallibéraler Politik, déi eendeiteg gescheitert ass.

Falls also Leit et fäerdegbréngen, op enger auslännescher Uni ugeholl ze ginn, ass duerno d'Warscheinlechkeet och grouss, dass se hir Formatioun och do fäerdeg maachen a sech vläicht och do etabléieren, ausser si géifen an hirem Heemechtsland méi interessant Konditioune gebuede kréien, wat de Rescht vun hirer Ausbildung, mee och d'Remuneratioun ubelaangt. A mir wëssen dat jo och a mir kenne warscheinlech och jidderee Frënn, e Kolleeg, eng Frëndin, déi am Ausland, sief et a Frankräich oder an Däitschland oder op anere Plazen, Medezinn studéiert hunn an da ganz oft net méi zréckkommen, well dee Studium laang ass, an et léiert ee vläicht eng Persoun kennen, et ass een an enger Koppel, et grënnt ee vläicht och eng Famill. Mee de Problem ass jo och deen, datt ee sech do och sozial Netzwierker opbaut an deem Beruff an dann u sech den Ureiz fir zréckzekommen net méi esou grouss ass.

Bon! Dës nei medezinnesch Ausbildung op der Uni geet vläicht deelweis an dës Richtung. Mee si ass eeben net komplett a steet nach op wackelege Been.

Här President, esou eng richteg Traditioun an der medezinnescher Ausbildung a Recherche gëtt et bei eis hei am Land net. Mir hunn emol keen Universitéitsspidol. An den Opbau vun esou enger Traditioun brauch Zäit an Investissementer.

Mir brauchen och eng gréisser Debatt, an ech begréissen dat och, datt mer se deemnächst wäerte kréien, iwwert d'Ausriichtung vun der medezinnescher Ausbildung par rapport zu der Entwécklung vum Gesondheetswiesen hei am Land.

Wat fir eng Doktere wëlle mer fir wat fir eng Zwecker? Wou wëlle mer, dass déi nei Doktere prioritär agesat ginn? Am ëffentleche Spidol, an de private Klinicken, am liberale Cabinet, an der Maison médicale, am Labo, an der Pharmaindustrie? Wat sinn d'Enjeue vun der Santé hautzudaags an am lëtzebuergesche Kontext? Wat fir medezinnesch Fachberäicher a wat fir Recherchefelder mussen an der Medezinn zu Lëtzebuerg besat ginn, fir an Zukunft kënne mam néidegen Knowhow op weider inevitabel Pandemien ze reagéieren? Dës a vill aner Froe stelle sech eiser Meenung no am Virfeld vun esou engem Projet. An do läit de Poids vun den Enjeue gradesou vill bei der Santé wéi beim Héichschoulministère.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et jo dréms, datt mer esou vill wéi méiglech derfir suerge sollen, fir Medezinner, zemools Generalisten, heihinnerzekréien a bäizebehalen. Wéi ech et och virdru gesot hunn, ass de Fakt, datt mer weiderhi keng komplett Medezinnhéichschoul kréien oder hunn op jiddwer Fall eng Hürd, fir Leit heizebehalen.

Mee de Problem läit jo awer och warscheinlech bei den Indemnitéite vun de Médecins en voie de spécialisation. An dat ënnersträicht och d'Chambre des Salariés ganz gutt, déi sech mat der ALEM, also der Studentenassociatioun vun de Medezinner, getraff huet.

Niewebäi gesot: Mir kéinten eis als Chamber och dru winnen, zemools bei wichtege Projeten, betraffen Organisatiounen anzelueden an ze héieren, sou wéi ganz vill aner Parlamenter dat am Ausland maachen. Mir maachen dat ganz ausnamslo ganz seelen. An e ass ëmmer e grousse Kraaftakt, fir dat hinzekréien. Ech mengen, dat kéint eis definitiv net schueden. D'Chambre des Salariés huet et op jiddwer Fall gemaach, well et ass jo och alles relativ schnell gaangen.

Et stëmmt, jo, d'Indemnitéite sinn eropgesat ginn. Si sinn och indexéiert ginn, wat een och bei der Indemnitéit vun de Maîtres de stage hätt kënne maachen, zemools well déi elo och bis zu zwee Stagiairë kënne betreien. Wou ee sech vläicht d'Fro ka stellen, ob dat wäert opgoen. Mee vu datt dës Médecins en voie de spécialisation awer och de Statut vum Independant hunn, hu se jo och vill méi héich Käschten, wat d'Part salariale a patronale ugeet. An do huet awer och d'Chambre des Salariés Beispiller ginn a notamment verglach mam Ausland. An do war ech relativ paff, well ech mech an deem Milieu u sech net esou auskennen, an et huet mech selwer gewonnert, datt am Ausland u sech d'Indemnitéiten och vill méi héich kënne sinn. Do komme se och mam Beispill Däitschland. A wann ee bedenkt, wat fir eng Liewenskäschte mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi schénge jo net erofzegoen, da kann dat nëmmen eng weider Hürd sinn, op jiddwer Fall mat dësem Projet de loi hei, wann dee gestëmmt gëtt, fir wierklech dat ze erreechen, wat mer wëllen erreechen. An ech fäerten, datt mer u sech hei e Pétard mouillé stëmme wäerten.

Ech hoffen, datt mer dann duerno, fir dat Ganzt ze vervollstännegen, net ze vill laang wäerte musse waarden.

Här President, dëse ganze Prozess vun der Ausschaffung vun dësem Gesetz bis zu der Ëmsetzung ass awer fir eis iwwert d'Knéi gebrach ginn. Dat huet d'Madamm Modert och e puermol gesot, an och zu Recht.

Och déi Fro vun der Necessitéit, datt een nach ee Joer Fuerschung soll gemaach hunn, ech weess net, inwiefern dat wierklech néideg ass. Op jiddwer Fall weess ech awer och, datt d'ALEM justement dat och a Fro gestallt huet. An ech mengen, wa Medezinnstudenten dat a Fro stellen, da gleewen ech deenen awer och, an ech mengen, et ass eppes dorunner. Dofir wier et interessant gewiescht, datt ee sech méi Zäit geholl hätt. An en plus, wann ee sech dat Ganzt à tête reposée ukuckt, da kann ee sech nëmme wonneren, datt esou e Gesetz op eemol ganz schnell duerch d'Chamber muss goen.

Et ass u sech eng Aart duebelt Bekenntnis vu Schwächten an eisem System: Engersäits huet Lëtzebuerg jorelaang nogekuckt an näischt Zolittes opgebaut. An elo - ech weess, datt de Projet am Februar deposéiert ginn ass, mee trotzdeem elo schnell traitéiert ginn ass -, elo, vu datt mer kal erwëscht gi si vum Covid, muss alles ganz séier goen an alles remediéiert ginn. « Gouverner c'est prévoir », gëtt ëmmer gesot. Ech mengen, dat ass keng Lëtzebuerger Spezialitéit.

Mee souguer da maache mer et dann hallefhäerzeg, wéi sou oft hei zu Lëtzebuerg, wann et ëm essenziell Saache geet fir d'Mënschen an et keen direkte Lien mat der Finanzindustrie huet. Jo, da maache mer et hallefhäerzeg, an dat och nach aus Käschtegrënn!

An ech wëll jo net ëmmer permanent domadder kommen, mee éierlech gesot: Wa mer fir esou topeg Projete wéi dee Militärsatellitt, wa mer do Milliounen einfach esou lackermaachen, ouni Problem, an da stelle mer eis Froen an der Medezinn opgrond vu Käschtefroen, dann, mengen ech, hu mer en décke Problem hei am Land! An da mengen ech, datt d'Regierung nach ëmmer keng Léier gezunn huet aus dëser Kris.

Dofir menge mer, datt u sech vläicht dat Gesetz e Schrëtt no vir bedeit, mee datt mer warscheinlech nach erëm eng Kéier eng Chance verpasst hunn, fir eppes Zolittes ze maachen. Dofir wäerte mir eis och enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir ginn, an dat hunn eng ganz Rëtsch Virriedner scho gesot, mat der Coronakris schmäerzhaft drun erënnert, wéi wichteg d'Fuerschung am Allgemengen a virun allem am medezinnesche Beräich ass. Mir sinn am Moment och drun erënnert ginn, wéi wichteg et ass, gutt forméiert Personal ze hunn, a wéi schwéier et ass, fir dat Personal ze fannen, an net nëmmen ze fannen, mee wierklech u se ze kommen. Well, an dat hunn och eng ganz Rëtsch Virriedner gesot, eis Ofhängegkeet vu medezinneschem Fachpersonal, wat iwwert d'Grenzen ewech lieft, ass dach beängschtegend.

A jiddweree vun eis hat dach e bëssen eng Schudder um Réck, wéi mer ganz am Ufank vun der Kris gemengt haten, et kéint esou wäit kommen, datt d'Grenzen zougemaach géife ginn, datt net nëmmen d'Grenzen zougemaach géife ginn, mee datt tatsächlech d'medezinnescht Fachpersonal géif zréckgeruff ginn an an d'Réserve sanitaire d'urgence vun de jeeweilegen Heemechtslänner beruff ginn.

Deementspriechend sinn ech frou, datt mer hei e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung maachen.

Mir wëssen, datt et am Gesondheetswiese besonnesch schwéier ass, souwuel wat d'Ausbildung ubelaangt - d'Ausbildung ass eng reglementéiert, eng staark reglementéiert Ausbildung -, mee, an dat däerf een net vergiessen, och an der Recherche. An dee Projet hei huet och e Volet Recherche: e Volet Recherche, dee jonk Medezinnerinnen a Medezinner, déi ufänken de Beruff wëllen auszeüben, dozou incitéiere soll, e bëssen ze fuerschen.

An och do si mer absolutt an der Aktualitéit. Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recherche ass déi, déi eis am Moment d'Informatioune liwwert, fir déi richteg Entscheedungen am Kader vun enger sanitärer Kris ze huelen. An deementspriechend ass et eng wäertvoll Tugend, eng wäertvoll Fäegkeet, wa jiddereen, deen Dokter gëtt, och e staarkt Fundament an der Recherche huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi schaaft d'Méiglechkeet, fir déi spezialiséiert medezinnesch Etüden an de Beräicher Onkologie, Neurologie an Allgemengmedezinn op der Uni Lëtzebuerg kënnen ze implementéieren. Den Detail dovun hunn déi zwee Corapporteuren, deenen ech heimadder och e Merci fir hiren exzellente schrëftleche a mëndleche Rapport wëll ausdrécken, scho gemaach.

Eis Uni soll méi attraktiv ginn. Eis Uni soll, an dat ass zumindest mäi Gefill, awer och dem Personalmangel am Gesondheetswiesen entgéintwierken, e Personalmangel, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg e Problem ass, mee deen international ëmmer méi zu engem Problem gëtt. An deementspriechend musse mer eis och bewosst sinn, datt déi Penurie, déi hei ugeschwat gouf, mëttel- a laangfristeg net nëmmen zu Lëtzebuerg wäert de Fall sinn, mee datt eis Nopeschregiounen, déi haut nach als Reservoir fir d'Personal déngen, dat an Zukunft guer net méi wäerte kënne stemmen.

Mir hunn e Manque un Neurologen a Generalisten. An de Braindrain, dee mer an deene leschte Joren aus dem Ausland gemaach hunn, fir op Lëtzebuerg ze lackelen, deen hänkt um seidene Fuedem. Deen hänkt um seidene Fuedem engersäits, well, wéi ech sot, och an den Nopeschregiounen eng gewësse Penurie sech entwéckelt. An anerersäits hänkt en um seidene Fuedem, well et geet duer, datt an den Nopeschregiounen - e bësse méi wäit, vläicht net e puer Kilometer hannert der Grenz, mee vläicht 100 Kilometer hannert der Grenz - d'Konditiounen e bësse besser ginn, fir datt sech den deeglechen Trajet vun e puer Stonnen oder méi net méi lount an déi jonk Medezinnerinnen a Medezinner decidéieren, awer léiwer an hirer Heemechtsregioun ze praktizéieren, wéi all Dag de Wee op Lëtzebuerg an Ugréff ze huelen. Deementspriechend ass et immens wichteg, datt mer op der Uni Lëtzebuerg genau dës Beruffer valoriséieren, genau dës Ausbildung maachen.

An do läit dann awer och d'Kromm an der Heck! Mir maachen nämlech hei eppes Schrëtt fir Schrëtt. Mir maachen eppes, wat net kohärent vun Ufank bis Schluss eng Ausbildung ass, déi integréiert ass. An ech erënnere mech un en Debat, dee mer haten, wéi de Bologna-System an Däitschland agefouert gouf, wéi ech nach op der Uni war, a wéi d'Medezinn dunn op eemol sollt de Bologna-System kréien: Dee gréisste Problem vun de Medezinnerinnen a Medezinner war den Iwwergang vun där enger Phas am Studium zur nächster. Wéi kann ee garantéieren, datt ech tatsächlech eng Plaz kréien? Wéi kann ee garantéieren, datt ech mäi Studium, deen ech op enger Plaz ufänken, och do ka fäerdeg maachen, wou ech dat wëll? Natierlech mat all deene Mobilitéitssemesteren a Fuerschungssemesteren, déi ee soll virgesinn. Mee wat ee jonke Student oder eng jonk Studentin sicht, ass och eng gewësse Garantie, datt, wa se sech fir e Studium entscheeden, se dee kënnen do fäerdeg maachen, wou se en ufänken.

An och do ass dëse Projet en éischte Schrëtt, e weidere Schrëtt, mee et däerf net dee leschte sinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Mir mussen deenen, déi zu Lëtzebuerg e Medezinnstudium ufänken, Perspektive ginn, wéi se deen och kënnen zu Lëtzebuerg op en Enn bréngen.

Jorelaang gouf et dës Diskussioun. A wann ech soen, mir hunn dat gemaach an Däitschland, wéi et ëm d'Bologna-Reform goung, da weess een, datt d'Bologna-Reform mëttlerweil e laange Baart huet an u sech jiddweree sech domadder offonnt huet. Dofir schreiwe mer och an dësem Projet de loi ouni Problemer vun de „European Credits". Mee mir mussen deen Debat op en Enn bréngen. Mir mussen deene Jonken eng Perspektiv bidden, hire Studium kënnen op enger Plaz unzefänken an och ofzeschléissen, ouni dertëschent Onsécherheeten ze hunn, ob se dann elo vläicht mussen e Semester oder e ganzt Joer waarden, well se am Ausland, do, wou se weider musse studéieren, keng Plaz kréien!

A mir mussen eis hei näischt virmaachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Am Ausland herrscht e knallhaarde Verdrängungsconcours, wann et ëm Plaze geet an de Medezinnstudien. A mir mussen eis do och guer net virmaachen, datt se do just op d'Lëtzebuerger waarden. Oder just op d'lëtzebuergesch Studentinnen a Studenten, déi hei ugefaangen hunn - et mussen och keng Lëtzebuerger sinn -, mee Studentinnen a Studenten, déi zu Lëtzebuerg ufänken, op déi gëtt net gewaart international! A wann do keng Plaz ass, ma da mussen déi Studentinnen a Studente waarden. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kann net sinn!

Mir brauchen also mëttel- a laangfristeg e kompletten Zyklus hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen d'Uni Lëtzebuerg esou etabléieren, datt se attraktiv gëtt. Dat muss d'Uni Lëtzebuerg net eleng maachen. D'Uni Lëtzebuerg kéint dat, wéi se dat och zum Deel schonn am Kader vun den Universitéite vun der Groussregioun mécht, zesumme mat hire Partner maachen. Mee et däerf net sinn, datt d'Studentinnen an d'Studente grad an engem Studieberäich wéi der Medezinn, wou et e Manktem gëtt, duerch esou artificiell Hürden, duerch esou quasi „Sollbruchstellen" am System un engem Weiderstudéieren, un engem einfache Weiderstudéiere gehënnert ginn.

An dat gëtt och e bësse confirméiert duerch d'Avise vun de jeeweilege Chambres professionnelles.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics felicitéiert der Initiativ, fir hei e weidere Bausteen anzesetzen, mécht sech awer och Suergen ëm de Manktem un Dokteren.

An och d'Chambre de Commerce ass sech eens, datt eng zousätzlech medezinnesch Ausbildungsoffer indispensabel ass, estiméiert awer och erëm, datt et e kompletten Zyklus bräicht. An do läit, wéi ech sot, d'Kromm an der Heck, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Dat heiten ass ee Puzzlestéck vu villen. An ech hunn am Moment Schwieregkeeten ze gesinn, wéini dëse Puzzle vun der Medezinnausbildung op der Uni endlech ofgeschloss ass.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis dann och nach vum „Verwuerzele" geschwat. Ech weess jo net, wie vun eis heibannen heiansdo am Gaart schafft, mee eng Planz, déi ee reegelméisseg ëmsetze wëllt, déi huet Problemer, wierklech dauerhaft Wuerzelen ze schloen. A wann d'Zil soll sinn, fir jonk Medezinnerinnen a Medezinner hei zu Lëtzebuerg ze verwuerzelen, da brauch et e kompletten Zyklus.

Dat heiten ass ee Legostéck dovunner, mee all Legostéck um Wee fir dee ganze Projet ass wichteg. An dofir droe mir, trotz der Kritik un der Gesamtstrategie, dëse Projet mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och all deenen, déi interveniéiert sinn, deenen zwee Corapporteure fir déi Explikatiounen, déi se ginn hunn. Merci och fir déi Diskussiounen, déi an der Kommissioun konnte stattfannen, fir sech dach mat där, jo, net einfacher, komplexer Matière hei ausenanerzesetzen. An ech begréissen et ganz staark, och wann deen een oder deen aneren Deputéierten, déi eng oder déi aner Fraktioun vläicht nach Froen huet, vläicht Suggestiounen huet fir d'Zukunft, vläicht nach net mat allem zefridden ass, datt mer dach trotzdeem eng grouss a breet Zoustëmmung an dëser Diskussioun hei herno fonnt hunn.

Dat ass wichteg, well mer eis jo awer och an enger ganzer Rei vu Constaten eens sinn: d'Constaten, datt et eng grouss Erausfuerderung ass, der Penurie vum medezinnesche Fachpersonal, an dësem Fall vun Dokteren, vun den Hausdokteren, vun de Spezialiste gläichzäiteg, entgéintzewierken. Eng grouss Erausfuerderung ass et awer och fir sécherzestellen, datt dat, wa mer méi Dokteren ausbilden a wa mer eis selwer iwwert d'Uni.lu méi engagéieren an der Formatioun vun den Dokteren, och eng héich qualitativ Formatioun muss sinn. Well sécher ass ee frou, wann ee matzäit bei den Dokter kënnt, mee et ass een nach méi frou, wann ee matzäit bei e gudden Dokter kënnt. An dat muss eigentlech hei iwwert dee ganze Parcours an och iwwert déi politesch Diskussiounen, déi mer féieren, am Mëttelpunkt stoen.

Mir hunn eis decidéiert virun enger Rei vu Joren, fir schrëttweis d'Ausbildung vun de Medezinner zu Lëtzebuerg auszeweiden. Iwwer Joerzéngte war et esou, datt een eebe just ee Joer konnt maachen. Nun, elo si mer awer scho méi wäit: Am September kann een déi dräi éischt Jore maachen, e komplette Bachelorstudiegang, fir dann duerno nach mussen an d'Ausland ze wiesselen.

Haut ass et e weidere Schrëtt, deen hei gemaach gëtt, e wichtege Schrëtt, fir souwuel déi Reform unzegoe vun der Ausbildung vun de Generaliste wéi awer och gläichzäiteg zwou nei Spezialiséierungen derbäizesetzen. An ech mengen, mir däerfen eis deenen Iwwerleeungen net verschléissen, fir och vläicht emol guer net esou à moyen terme déi eng oder déi aner Spezialiséierung derbäizemaachen, wa mer feststellen, datt et Besoine gëtt, wa mer feststellen, datt et och bei d'Uni.lu passt an datt dat e weidert Puzzlestéck ka si vun engem gesamten Tablo vu Formatiounen am medezinnesche Beräich, déi mer hei sollten ugoen.

An ech wäert mech sécherlech net den Iwwerleeunge verschléissen, fir och mëttelfristeg nieft dem Bachelorstudiegang a Masterstudiegang ze viséieren; dann, wa mer awer éischt Experienze mam Bachelorstudiegang gemaach hunn. Dann, wa mer deen evaluéiert hunn. Dann, wa mer och gesinn, datt mer bei engem längere Studiegang wierklech och hei zu Lëtzebuerg op der Uni.lu Qualitéit kënnen assuréieren. Dat war dat, wat och 2016, wat 2018 wichteg war, wéi mer wichteg Decisiounen an deem doten Domän geholl hunn, fir eeben ze soen: „Jo, mir wëllen eis méi staark an der Medezinnerausbildung engagéieren. Mee gläichzäiteg musse mer bei all Etapp, déi mer maachen, awer och sécherstellen, datt d'Qualitéit vun där Formatioun ganz, ganz héich ass."

An duerfir heescht et eeben, wa mer déi éischt oder déi zweet Kohort vun de Bachelore bis eraus hunn, eng Evaluatioun ze maachen an dann eng Decisioun ze huelen, ob mer a Richtung vun engem Masterstudiegang kënne goen. Ech op jidde Fall géif mer et wënschen!

Ech géif mer wënschen, datt mer deen dote Wee an deenen nächste Jore kéinte goen. Ech géif mer wënschen, datt mer domadder méi e kompletten Tablo nach eng Kéier hätte vu medezinnescher Formatioun hei zu Lëtzebuerg. Ech géif mer wënschen, datt mer selwer als Land och méi staark eis Responsabilitéit do kéinte wouerhuelen a manner natierlech, ech wëll net soen „ofhängeg vum Ausland" ze sinn, mee méi zu där grousser Erausfuerderung bäizedroen, mat där mir jo net eleng als Lëtzebuerger Land konfrontéiert sinn, genuch medezinnescht Fachpersonal kënnen auszebilden, genuch Doktere kënnen auszebilden, genuch Spezialiste kënnen auszebilden, dat hei zu Lëtzebuerg, dat op anere Plazen. Duerfir musse mir eis och an Zukunft méi staark engagéieren.

Mir hunn et awer och ëmmer esou gemaach, déi eenzel Schrëtt, datt mer opbauen op eisen Erfarungen, datt mer awer och kucken, datt mer dee Kader, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, deen eeben en aneren ass wéi a villen anere Länner oder op villen anere Plazen, wou medezinnesch Studien ugebuede ginn, respektéieren. D'Spidolslandschaft ass vum Här Mars Di Bartolomeo ugeschwat ginn. Ech denken awer och, datt eis Fuerschungslandschaft do sécherlech en Acteur an e Kader bitt, dee mer och solle kucke mat unzezapen a mat eranzehuelen, wann et eeben drëms geet, hei e ganzen Ekosystem esou staark opzestellen, datt en och benefique ka si fir d'Ausbildung vun den Dokteren. All eenzel Puzzlestécker mussen aneneegräifen, mee all eenzel Puzzlestécker mussen awer och an déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun hei erapassen.

Ech denken, datt et och dat war, wat eis guidéiert huet fir ze soen, bei de Generalisten, do brauche mer eng dräijäreg Spezialiséierung op där enger Säit, fir méiglechst schnell kënnen op den Terrain ze kommen, méiglechst schnell och kënnen dann aktiv ze ginn, méiglechst schnell och kënnen deem engen Usproch gerecht ze ginn, dee mer hunn, der Penurie vun Dokteren a vu Generalisten entgéintzewierken an do net jiddwereen ze obligéieren, e véiert Joer ze maachen. An op där anerer Säit hu mer awer och déi, déi nach e véiert Joer wëlle maachen, déi, déi och an hirer Spezialiséierung e staarkt Stéck Fuerschungserfarung wëlle sammelen, fir vläicht duerno och eng Kéier de Schrëtt an d'Fuerschung ze woen, fir vläicht duerno och eng Kéier an der akadeemescher Welt sech kënne weiderzeentwéckelen, fir vläicht och do eng Kéier alles dat kënne mat opzebauen, wat de Mëtten hei eigentlech och nach ugeduecht ginn ass a gefuerdert ginn ass. An dat ass gradesou richteg!

Duerfir denken ech, datt mer et och do, ugepasst un déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, ugepasst och un d'Realitéit, datt mer haut Dokteren hei aktiv hunn, déi mat dräi Joer Spezialiséierung, anerer mat véier Joer Spezialiséierung komm sinn, datt mer et och haut hei aktiv fir Generalisten, déi mol méi, an awer och emol manner Fuerschung an hirer Spezialiséierung gemaach hunn, mat deenen zwee Weeër do hei méiglech gemaach hunn.

Mir mussen natierlech bei allem Enthusiasmus, deen déi eenzel Schrëtt hei och ëmmer nees ausléisen - an ech verstinn, datt deen een oder deen aneren och seet: „Et soll nach méi schnell goen!", a mir missten direkt alles matenee maachen -, och oppasse bei all eenzelne Schrëtt, dee mer maachen. Eng Suerg, déi mer hunn, dat ass, wa mer a Richtung vun engem komplette medezinnesche Studium zu Lëtzebuerg géife goen, datt mer déi privilegiéiert Accèsen op eenzel Universitéiten am Ausland, déi mer jo ausgehandelt hunn, géife verléieren. Well d'Haaptargument, firwat mer déi haut hunn, ass jo nach ëmmer, datt mer kee kompletten Dokterstudium hei zu Lëtzebuerg ubidden. Dee Moment misste mer sécherlech do nei verhandele goen.

Mir hunn och permanente Kontakt mat deenen eenzelne Länner, deenen eenzelne Regierungen an och deenen Universitéiten, fir dat ze perenniséieren, wat mer hunn, déi Accèsen nom éischte Joer. A mir hunn och mat der Belsch Kontakt opgeholl, fir Accès nom drëtte Joer, nom Bachelor ze kréien, deenen engen oder anere Studenten, déi dann hire Bachelor hei maachen, kënnen eng Plaz op aneren Universitéiten unzebidden. An déi Diskussioune lafen awer och nach an aner Richtungen, notamment och a Richtung vu Frankräich.

Ech denken och, datt mer musse Suerg droen, datt mer hei net d'Bild ginn, datt all Dokter, deen herno zu Lëtzebuerg soll aktiv sinn, soll zu Lëtzebuerg och ausgebilt ginn. Mir kënnen net autark sinn an deem doten Domän, wéi a villen aneren Domänen. A mir hu jorelaang, a mir maachen dat haut nach, net nëmme bei de Medezinner, mee a villen anere Branchen, déi Jonk encouragéiert, och erauszegoen, an d'Welt ze goen, hir Erfarung do ze sammelen, och hir akadeemesch Erfarung ze sammelen an zréckzekommen.

An duerfir hoffen ech, datt, wa mer eis méi staark hei a medezinnesche Studien engagéieren op der Uni.lu, dat e Plus ass! Datt der nach méi herno kënnen ausgebilt ginn, an net, datt mer déi, déi mer elo zu Lëtzebuerg méi ausbilden, herno am Ausland eigentlech manner ausgebilt kréien. Dann hätte mer ënnert dem Stréch näischt geschafft. An déi 104 Medezinnstudenten, déi beim leschte Wantersemester elo eng Bourse ugefrot hunn, de Gros dovunner ass jo am Ausland. Ech hoffen, datt mer der och an Zukunft nach vill iwwert deen dote Wee kënne rekrutéieren.

Gradesou wéi ech natierlech och déi Iwwerleeungen deelen, déi de Mëtten hei zum Ausdrock komm sinn, fir, jo, iwwert déi Offer, déi mer op der Uni.lu maachen, sief et beim Bachelor, sief et vläicht duerno bei engem eventuelle Master, sief et och bei deene Spezialiséierungen, de Braindrain a Richtung Lëtzebuerg ze maachen a se vläicht hei ze fideliséieren, fir op d'mannst dat ze kompenséiere vun deenen 30 % Medezinnabsolventen, déi an d'Ausland gaange sinn an herno net op Lëtzebuerg zréckkomm sinn. Vläicht behale mer da vun deenen, déi hire Studium hei maachen an Netresident hei waren, deen een oder deen aneren och hei, fir nach erëm eng Kéier deenen zwee groussen Defie kënnen entgéintzewierken: der Penurie u Medezinner, awer och dem Besoin vu ganz gutt ausgebilte Medezinner.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch. An de Relais iwwerhëlt ... Nee, domadder ass dës Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7531. Den Text steet am Document parlementaire 7531[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7531 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Plusieurs voix.- Et geet net!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- A, elo fänkt d'Ofstëmmen un!

(Exclamations)

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. De Vote électronique ass ofgeschloss.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Georges Mischo), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth (par M. Claude Wiseler), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7628 iwwert d'Finanzéierung vun där zweeter Phas vum Large-Scale-Testing. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, ginn. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*, *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir hutt et gesot, de Projet de loi 7628, dee mer elo diskutéieren, soll déi gesetzlech Grondlag fir de Finanzement vun der zweeter Phas vum sougenannte Large-Scale-Testing, déi breet ugeluechten Testcampagne am Rumm vum Kampf géint de Coronavirus, schafen. Well d'Testcampagne, déi sech soll iwwer 30 Wochen erstrecken, Ausgabe vu maximal 60,7 Milliounen Euro virgesäit, musse mer d'Habilitatioun dofir iwwer e Gesetz schafen. Finanzéiert gëtt déi Testcampagne iwwert den Artikel 14.1.12.303 ënnert der Direktioun vun der Santé. Dës Testcampagne léist déi éischt Phas of, déi vum 25.5. vun dësem Joer bis de 27. Juli 2020 wäert lafe respektiv de 27. Juli ausleeft.

D'Zil vun där grousser Testcampagne ass, sech e Bild ze maache vun der Verbreedung an der Evolutioun vun der Pandemie hei zu Lëtzebuerg, virun allem och, wat déi asymptomatesch oder nach net symptomatesch Fäll vun Infizéierten ugeet. Domat, fir fréi ze erkennen, wou déi Ustiechungskette sinn, brauche mer déi heiten Donnéeën, fir déi Ketten och kënnen ze ënnerbriechen.

An der zweeter Phas, iwwert déi mer elo diskutéieren, sinn tëschent 40.000 an 53.000 Tester d'Woch geplangt. An der éischter Phas waren ëm déi 100.000 Tester d'Woch ugestrieft.

(Interruption)

Also, ech hunn anscheinend elo gesot: 40.000 bis 53.000 den Dag. Selbstverständlech hutt Der rektifizéiert: d'Woch! D'Zil vun der éischter Phas ware bis zu 100.000 Tester d'Woch.

Déi zweet Phas wäert weesentlech méi cibléiert si wéi déi éischt Phas a se baséiert op véier Haaptachsen.

Éischtens, den Test vun deene méi exponéierte Populatiounen, déi vill Kontakter hu respektiv duerch déi vill Kontakter vulnerabel sinn. Dat gëllt fir d'Personal aus dem Santésberäich, bei der Arméi, CGDIS, Police, Personal an de Crèchen, Fleegepersonal, Apdikter, Laboranten an d'Personal a Bewunner vun Alters- a Fleegeheimer, Leit aus dem behënnerte Beräich an Horeca, an ech vergiessen der sécher, mee all déi, de Sammelbegrëff vun deenen, déi méi dem Virus kënnen ausgesat si wéi déi, déi manner Persounekontakt hunn.

Déi zweet Achs sinn d'Entréespunkten an d'Land. Dat heescht, de Flughafen a provisoresch emol d'Gare centrale. Mee och gezielt iwwer Kontakter mat Reesagencen, Reesorganisateure riicht déi zweet Achs sech un déi Leit, déi vun enger Rees erëmkommen, eventuell och jee nodeem wéi d'Situatioun an deene Länner sech entwéckelt huet, wou ee Vakanz gemaach huet.

Déi drëtt Achs, dat ass d'Bevëlkerung en général iwwer Echantillonen.

An déi véiert, dat ass wuel eng Evidenz: déi Foyeren, déi identifiéiert ginn als Virusschleideren oder potenziell Virusschleideren. Och do gëtt dann deemno an der zweeter Phas méi intensiv getest.

De Projet LST (ndlr: Large-Scale-Testing) ass an der Zwëschenzäit ausgeschriwwe ginn, konform zum Marché-publics-Gesetz, am Respekt vun den EU-Bestëmmunge fir de Choix vun dem Prestataire oder de Prestatairen, wou ee sech duerchaus ka virstellen, dass Laboen, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, sech kënnen zesummeschléissen, egal elo a wat fir enger Form dass dat ass. Dat géif sécherlech fir méi positiv Diskussioune suergen, wéi dee Moment, wou eng Rei vu Prestatairen net oder net an deem Mooss bei den Tester derbäi wären.

De Choix vun de Prestatairë soll bis Mëtt August gemaach ginn an Enn August wäert dann déi zweet Phas agelaut ginn. Dir stellt also fest: Dir gesitt, dass en Iwwergang zwëschent deenen zwee geschaaft muss ginn, well déi eng Phas, déi hält de 27. Juli op, an déi aner, déi fänkt Enn August un. Dozwëschent leien da fënnef Wochen. An do ass geplangt, fir mat deem Prestataire vu bis elo eens ze ginn, fir dass do net e Lach entsteet, eng Period, wou mer net oder vill manner géifen testen. Wa mer déi Philosophie wëlle bäibehalen, déi mer elo hunn, da kënne mer eis et net erlaben, wärend fënnef Wochen net méi an där doter Strategie ze fueren, mee an eng aner Strategie eranzefueren. Dat géif een och, éierlech gesot, dobaussen net verstoen.

De Projet ass aviséiert gi vun dem Conseil d'État, deen u sech e positiven Avis ofginn huet, ausser dass en hannerfrot huet, wéi déi plus/minus 30 Wochen an engem Gesetzestext ze explizéiere sinn. En huet awer keng Oppositioun formelle do derbäi gemaach. En huet drop higewisen, dass dat net ganz konventionell ass. Bon, dat soll eng Indikatioun sinn. Et kann een effektiv doriwwer diskutéieren, ob dat esou an de Corps vun engem Text eragehéiert, mee mir hunn dat bäibehalen, well et och eigentlech näischt schuet.

De Collège médical huet e ganz positiven Avis ginn. An ech muss och soen, dass dëse Projet, no enger méi intensiver Diskussioun, e positiven Echo an der Santéskommissioun fonnt huet. Mir haten haut de Moien nach eng ganz laang Sëtzung, wou mer Explikatioune kruten iwwert déi verschidden Ustiechungsfoyeren.

Dir gesitt, ech gebrauchen dat Wuert „Cluster" net méi, woubäi ech mech heiansdo froen, wann et gutt Lëtzebuerger Wierder gëtt, firwat dass mer onbedéngt ëmmer schwéier verständlech Wierder huelen. Ech weess net, ob de grousse Public sech dobaussen onbedéngt eppes ënner „Cluster" ka virstellen an och vläicht net onbedéngt ënner „Large-Scale-Testing". Dat kann ee ganz gutt ëmschreiwe wéi eng grouss Testcampagne oder wéi Ustiechungsfoyer oder eng Plaz, wou de Risiko besonnesch grouss ass, fir sech unzestiechen. Dat versteet dobausse wuel jiddwereen.

Déi grouss ugeluecht Teststrategie gouf an deene leschten Deeg a Woche vill diskutéiert. Si wier matverantwortlech fir déi Infektiounszuelen an domat um Fait, dass Lëtzebuerg elo am internationale Verglach méi schlecht géif dostoen, dass verschidde Länner a Vakanzdestinatiounen eis op orange oder rout Léschte gesat hunn an eis net oder nëmmen ënner Konditioune bei sech eraloossen.

A vun do bis bei d'Fuerderung, déi een och emol héieren huet, wann een dobaussen d'Oueren opgemaach huet, fir manner ze testen, war et fir munch Leit nëmmen e Schrëtt. Am Kloertext wëll ech awer hei soen, dass net d'Tester schold sinn un deene relativ héijen an deene gestigenen Zuelen, mee de Virus, ganz kloer de Virus!

Et sinn net d'Tester, et ass de Virus, deen dofir zoustänneg ass, deen an eng Konteroffensiv iwwergaang ass, well vläicht d'Virsiicht an der Gesamtpopulatioun verständlecherweis opgrond vun deene besseren Zuelen nogelooss huet. Mee, ech mengen, déi besser Zuelen, mir hunn dat oft genuch hei gesot, waren net Grond genuch, pour baisser la garde oder fir an der Virsiicht nozeloossen. Mee bon, et ass awer esou, an dofir konnt de Virus nach eng Kéier zouschloen. Mir hoffen awer, dass mer déi Konterattack kënnen ausbremsen.

Dofir ass et wichteg, dës Kriticken an Iwwerleeungen an de Kontext ze setzen, se ze relativéieren. Jo, ech mengen, mir hunn eng ganz ambitiéis Teststrategie, an dat ass och esou gewollt, fir d'Situatioun an d'Entwécklung vun der Pandemie an der Populatioun am A ze behalen.

Mir sinn ouni Zweifel Weltmeeschter am Testen. A mir kommen do enger Partie vun internationale Recommandatiounen no, ënner anerem vum europäeschen Zenter fir d'Preventioun an d'Kontroll vun Infektiounskrankheeten, dem ECDC.

Effektiv ass et esou, dass een, wat ee méi test, och méi Fäll vun Neiinfektiounen entdeckt an dann och indirekt entdeckt, well mer jo dann opgrond vun deenen Zuelen, vun deene Fäll, déi entdeckt ginn, en Tracing maachen, dee mer soss net gemaach hätten. Et gëtt gesot 12 % oder 13 % vun de Fäll géifen detektéiert ginn iwwert déi breetugeluecht Campagne. Jo, do ginn 13 % vun de Leit identifizéiert, mee wann een déi suivéiert, dann erwëscht een erëm eng Kéier d'Hallschecht dovun, soudass mer iwwer 20 % vun den Infektiounen entdecken, déi mer soss net entdeckt hätten.

An, gutt, da kann ee soen, an enger éischter Phas ass dat dann eebe vis-à-vis vum Ausland net esou positiv. Mee vläicht bréngt mer et doduerch an enger zweeter Phas fäerdeg, méi séier derduerchzekomme wéi anerer, déi elo de Kapp an de Sand stiechen.

Dat Bild, wat mer no bausse ginn, ass och nach e bësse verfälscht doduerch, dass bei eis eeben déi Leit, déi hei schaffen - zu Recht - matgetest ginn, well déi gehéieren zu der Communautéit, och wa se nëmmen am Dag hei sinn. Si kënnen Infektiounsherder si wéi all déi aner. Dofir ass et gutt, dass mer do mattesten; dat ass eng Evidenz.

Reng statistesch gesinn hu mer also e liicht oder méi ... jo, e liicht bis mëttelméisseg verfälscht Bild, dat mer ofginn am Verglach mat anere Länner. Mee wat wär eigentlech d'Alternativ dozou? Ophale mat testen? Manner, vill manner testen? De Kapp an de Sand stiechen a maachen, wéi wann näischt wier? D'Vogel-Strauß-Politik? Den Thermometer briechen, well d'Resultat eis net gefält?

Ech mengen, dass keng vun deenen doten Äntwerten déi richteg wär! An enger éischter Phas géife mer eis da vläicht op d'Schëller klappen, mee an enger zweeter Phas géife mer d'Rechnung presentéiert kréien. Dat kann also keng Alternativ sinn. Mir kënnen d'Aen net zoumaache virun den Tatsaachen, well och ouni déi breet ugeluecht Testcampagne an ouni d'Frontalieren ass et kloer, dass déi Zuel erëm muss erofgoen. A mir hunn da mat deem, wat mer muer, iwwermuer wäerten diskutéieren, a mat all deene Moossnamen, déi mer sollen/mussen entaméieren, och ouni d'Gesetz - well Gesetzer sinn eppes, a Presenz weisen, Faarf affichéieren um Terrain ass eng aner Saach -, an esou, wéi ech dat verstanen hunn, niewent deenen Änerungen, déi iwwermuer an deem neie Gesetz solle kommen, wäert och d'Presenz vun all deenen, déi an der Bekämpfung vun där Epidemie, vun där Pandemie eppes kënne bewierken, verstäerkt ginn. Wann net kontrolléiert gëtt, dann huet een ëmmer méi d'Impressioun, dass mer an der Normalitéit ukomm sinn. A mir sinn net an der Normalitéit ukomm!

Ech wëll och soen, dass deen angeeblechen Nodeel gläichzäiteg eise Virdeel ka sinn, well duerch eist grossflächegt Testen eis Donkelziffer méi niddreg ass wéi an anere Länner, a mir kënne Persounen, déi keng oder nach keng oder nëmme wéineg Symptomer hunn an awer ustiechend sinn, identifizéieren, isoléieren an hir Kontakter fannen an och testen. Sou kënne mer potenziell Infektiounsfoyeren entdecken an Infektiounsketten ënnerbriechen.

Niewent deem verbesserte Respekt vun de Gestes barrières - also deenen elementare Saachen: Distanz halen, Hänn wäschen an, an, an, Sensibiliséierung an Informatioun vun der Populatioun - ass déi groussugeluecht Teststrategie en elementar wichtegt Element, fir d'Entwécklung vun der Pandemie zu Lëtzebuerg am Gréff ze behale respektiv erëmzekréien.

De Rapport vum Projet, an da kommen ech zum Schluss, gouf bei enger Enthalung mat grousser Majoritéit an der Gesondheetskommissioun gestëmmt. An ech bieden Iech heimat, dat selwecht ze maachen, a géif , och den Accord vun der Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, am virleiende Projet bedeelegt sech de Staat mat 60,7 Millioune Euro um Finanzement vun der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing. An deem Montant ass keng TVA mat dran. Ech mengen, mir brauchen net op den Historique vum Large-Scale-Testing anzegoen. Ech wäert am Laf vu menger Interventioun e puer Remarken heizou maachen.

Et ass gewosst, datt Lëtzebuerg vill méi test wéi all déi aner Länner, leider net ëmmer mat de gewënschte Resultater a virun allem der néideger Perceptioun vun den Tester am Ausland. D'Situatioun huet sech an de leschten Deeg dramatiséiert a mir sti virun enger grousser Erausfuerderung.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, datt ech am Ufank vu menger Interventioun kuerz op déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing aginn! De Large-Scale-Testing ass ouni Zweifel eng gutt Saach. Wann ee sech awer ukuckt, wéi d'Regierung d'Organisatioun gehandled huet, kann ee bal vu „Pleiten, Pech und Pannen" schwätzen.

Och déi éischt Phas vum LST hätt missen ausgeschriwwe ginn. Dat ass awer net geschitt. Deemools huet den Haut-Commissariat à la protection nationale d'Tester kaaft an dem LIH (ndlr: Luxembourg Institute of Health) geschenkt. Wéi ass dat iwwerhaapt legal méiglech? Well am Fong hätt och do missen e Gesetz gestëmmt ginn. Wéi eng Laboe ware gefrot ginn, fir beim Large-Scale-Testing matzemaachen? Eng Rei vu Laboe si vun der Prozedur net onbedéngt begeeschtert gewiescht. Hei sti vill Froen op an d'Saach behält e fade Bäigeschmaach.

Dat war awer net deen eenzegen Hic bei der éischter Phas vum LST. Et gouf eng ganz Rei Problemer, wéi een an de Kulissen esou héiert, wéi zum Beispill:

De Large-Scale-Testing ass mat Verspéidung ugelaf.

D'Datefléss waren net gutt genuch organiséiert.

Beim LST, awer och beim Contacttracing, gouf et Blocagen am Ministère de la Santé. Firwat?

D'Ministere Lenert a Meisch hunn de Large-Scale-Testing schonn Enn Abrëll annoncéiert. D'Santé huet sech awer eréischt ganz spéit, vill ze spéit, hannert de Projet gestallt. Och do kann ee sech froen: Firwat? Vläicht well et net hir eegen Iddi war.

D'Zil vun 20.000 Tester pro Dag ass bis elo nach net erreecht ginn.

Am Ufank gouf et bis elo bis zu enger Woch Waardezäit an elo ass et bal onméiglech, nach e Rendez-vous ze kréien.

Une voix.- O!

M. Georges Mischo *(CSV)*.- No e puer Woche koum eréischt den éischten Appell vun der Santé iwwert d'sozial Medien duerch eng Campagne, fir beim Large-Scale-Testing matzemaachen.

Mengen Informatiounen no war d'Meenung vun der Santé ganz laang, just Leit mat Symptomer ze testen.

Madamm Minister, hei sti vill Froen op an ech denken, d'Chamber hätt et verdéngt, hei déi néideg Äntwerten drop ze kréien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, elo awer zum Projet de loi, deen haut um Menü steet, dem Finanzement vun der zweeter Phas vum LST. D'Zil vun dësem zweeten Testdispositif ass et, d'Evolutioun vun den Infektiounen ze iwwerwaachen an ze kontrolléieren. Déi rezent Evolutioun huet eis awer gewisen, datt d'Tester net duerginn, fir de Virus ze kontrolléieren, mee datt entspriechend Mesurë mussen dozou geholl ginn.

An der zweeter Phas ginn dann also verschidden Datumer gezilt an d'A gefaasst an dorëmmer gëtt geplangt: d'Summervakanz an d'Retouren, d'Schoulrentrée, d'saisonal Grippeinfektiounen am Hierscht an am Wanter, d'Allerhellgevakanz, d'Chrëschtvakanz oder nach d'Fuesvakanz.

Fir méi flexibel ze sinn, gëtt et och eng Équipe d'intervention mobile, déi direkt sur place kann testen, wann iergendwou méi Infektioune festgestallt ginn. Hei wier et och sënnvoll, wann dës Ekipp preventiv agesat kéint ginn, wéi zum Beispill a Spideeler, Altersheimer an esou virun, wou et wichteg ass, datt keng grouss Infektiounsherden entstinn.

D'Strategie huet véier Achsen. Déi hu mer schonn am mëndleche Rapport ausféierlech geschildert kritt. Merci op dëser Plaz och nach eng Kéier dem Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech kommen dann zu deene véier Achsen, nämlech:

1. Critical-Population-Testing
2. Lux-Entry-Sites;
3. Populationtesting, a
4. Clustertesting oder Testing d'urgence.

A sengem Avis huet de Collège médical drop higewisen, datt d'Strategie ronderëm dës véier Achsen e ganz effikasse Moyen ass, fir d'Verbreedung vum Virus kënnen an de Gréff ze kréien.

Meng Fro ass, ob dann am Ministère och schonn iwwerluecht gëtt: Wéi kann ee reagéieren, wann zum Beispill op enger vun deene véier Achsen héich Infektioune festgestallt ginn?

Et wier sënnvoll festzeleeën: Wann zum Beispill op der Achs Lux-Entry-Sites vill Positiver festgestallt ginn, declenchéiere mer déi an déi Mesuren. Domat kéinte mer evitéieren, datt et erëm esou kënnt wéi elo schonn esou dacks am Deconfinement, datt, wa mir d'Resultater hunn, mir déi analyséieren an analyséieren an da Mesuren huelen, vun deene mir eventuell hoffen, datt se kënnen hëllefen.

Domadder geet vill Zäit verluer. Mir musse vun enger Phas, wou mer just reagéieren, an eng Phas kommen, wou mer duerch déi Tester, déi mer maachen, kënnen anticipéieren.

D'Testcapacitéite sinn der ronn 53.000 an der Woch, also e bësse méi wéi d'Hallschent vun deenen 100.000 Tester d'Woch aus der éischter Phas.

Wat den Timing ugeet, sou leeft déi éischt Phas just de 27. Juli, also den nächste Méindeg, aus.

Am Projet ass drop higewise ginn, datt wéinst den Ausschreiwungsprozeduren net virun Enn August mat den éischten Tester ka gerechent ginn. Hei fänken déi nächst Froen un, well mer e Gap hu vu véier bis fënnef Wochen, mindestens:

Wat geschitt an dëser Transitiounsphas?

Wat kascht déi Transitiounsphas vu véier bis fënnef Wochen?

Wivill Tester sinn nach iwwreg aus der éischter Phas?

Gëtt e Bilan gemaach vun der éischter Phas?

Soll déi zweet Phas weiderhin iwwert den LIH lafen? Oder iwwerhëlt d'Santé?

Wat ass mat där externer Firma, déi d'Tester elo duerchféiert?

Eis war an der Kommissioun gesot ginn, all Verträg géifen de 27. Juli auslafen an duerno net verlängert ginn. Menges Wëssens ass déi zweet Phas elo ausgeschriwwen. Kann d'Madamm Minister dat confirméieren?

Wann dat esou ass, dann hunn ech nach eng Fro: Wat wier - ech weess, et ass ganz theoreetesch, reng Theorie -, mee wat wier, wann d'Chamber de Projet dann elo haut net géif unhuelen? Et ass schonn dramatesch, datt e Marché vun iwwer 60 Millioune Euro ausgeschriwwe gëtt, wou d'Finanzéierung nach net gestëmmt ass.

Firwat ass dat esou? Well erëm eng Kéier am Santésministère net virugemaach ginn ass? Dëse Projet hätte mer am Juni kënnen a Rou analyséieren, stëmmen an d'Ausschreiwung esou organiséieren, datt d'Phasen 1 an 2 nahtlos hätte kënnen aneneen iwwergoen. Awer nee! Mir mussen dëse Projet iwwert de Knéi briechen a stëmmen dësen Text elo sechs Deeg, iert déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing ausleeft.

D'CSV-Fraktioun huet scho ganz fréi drop higewisen, datt alles matzäit hätt misse preparéiert ginn, fir datt mir net also erëm an den Drock kommen. Konklusioun: Mir hänken awer erëm

hannendran, hunn de Projet de loi vill ze spéit abruecht. Elo hu mer erëm mindestens véier bis fënnef Wochen e Lach, wou erëm iergendeppes gebastelt muss ginn, fir den Iwwergang ze assuréieren.

Fazit also: Och wa mir sécher net géint déi Tester sinn, sou si mir awer géint d'Aart a Weis, wéi d'Regierung hei virgaangen ass an den Dossier net esou virbereet huet, datt d'Chamber hir Aarbecht propper ka maachen. De Large-Scale-Testing ass eng gutt Saach, awer esou wéi d'Regierung et ugepaakt huet, ass et net nozevollzéien an net ze verstoen!

Nach generell eng Remark, wat d'Testen ugeet. D'Zuele sinn an deene leschte Woche ganz staark geklommen. Dat weist, datt mir mussen testen. Awer testen ass kee Selbstzweck. Vill Tester maache just Sënn, wann een déi richteg Konsequenzen draus zitt an déi noutwendeg kloer an novollzéibar Mesuren hëlt.

Bei den aktuellen Zuele brauche mer definitiv eng Tracingapp. Ech weess, mir ginn als CSV net midd et ze soen, mee d'Ausgangssituatioun huet sech an deene leschten zwou Wochen dramatesch verännert. An de Premier schéngt jo och net méi ganz kategoresch géint esou eng App ze sinn, wann een him de Sonndeg den Owend opmierksam nogelauschtert huet.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- D'Positioune vun der CSV änneren am Minuttentakt.

M. Georges Mischo *(CSV).*- D'Regierung huet och de Sonndeg weider Mesuren ugekënnegt an d'Chamber këmmert sech elo esou séier wéi méiglech ëm déi legislativ Ëmsetzung dovunner.

Déi grouss Fro ass: Ginn dës Mesuren duer? Déi lescht Simulatioun, déi mer vun der Taskforce kritt hunn, weist, datt eng Variant, déi se simuléiert hunn, mat dem Eropfuere vun de Capacitéite vu manuellem Contacttracing, dem Eroffueren ëm 80 % vun de privaten Treffen an dem Pushe vum Teletravail déi bescht Erfolleger bréngt.

Schued, datt si net och zum Beispill simuléiert hunn, wat eng Tracingapp géif bréngen. Kommt, mir lafen net erëm hannert der Musek an trauen eis elo schonn, eng Tracingapp ze maachen! Nëmmen da mécht de Large-Scale-Testing Sënn, selbstverständlech och all d'Geste-barrièren, d'Verstännegkeet an d'Disziplinn vun de Leit.

D'CSV-Fraktioun stëmmt dëse Projet mat a gëtt och den Accord fir dëse Projet de loi.

Une voix.- A!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mischo. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Ouni Zweifel huet eist Land déi Crise sanitaire an deene leschte Méint ganz gutt geréiert. Ech mengen, a Rekordzäit goufen déi néideg Infrastrukturen amenagéiert. Et gouf zousätzlecht Personal rekrutéiert an et goufen och vill Hëllefe virgesinn, fir datt eis Ekonomie net géif ze vill drënner leiden.

Natierlech goufen och mir hei zu Lëtzebuerg net vu steigenden Infektiounszuelen an deene leschte Méint verschount. Mir haten zum Beispill de 26. Mäerz en Héchststand mat 263 neie Fäll. An d'Gefor war grouss, datt mer e Pic vun iwwer 300 Infizéierte pro Dag géifen hei zu Lëtzebuerg erreechen.

Mee do koum ufangs Mee a mir haten d'Gefill, mir hätten dat Schlëmmst hannerun eis: den 10. an de 17. Mee nëmmen zwee nei Fäll, den 1. Juni souguer nëmmen een neie Fall. Mee wéi oft am Liewen: Et kënnt aneschters, wéi ee mengt. An zwar huet Enn Juni de Covid dunn den décken Hummer erausgeholl an huet awer du richteg zougeschloen, an zwar hate mer bis gëschter, wéi gesot, 5.995 Infizéierter, mam Resultat, datt eenzel Experten elo vun enger sougenannter, kann ee scho soen, zweeter Well schwätzen.

Allerdéngs muss een dës Zuelen natierlech an dat richteg Liicht setzen. Ech wäert och herno nach eng Kéier drop zréckkommen. Datt an der Kommunikatioun elo och en Ënnerscheed gemaach gëtt zwëschen Residenten an Netresidenten ass eiser Meenung no richteg, wat natierlech d'Situatioun net onbedéngt weider positiv duerstellt. Mee et ass awer wichteg, datt mer deen Ënnerscheed do maachen.

Wéi kann een natierlech déi Pandemie do bekämpfen, soulaang nach kee Vaccin do ass? Do loosse mer ganz éierlech sinn: Bis de sougenannte Retter an der Nout do wäert sinn, wäert nach eng gutt Zäitche vergoen. Jiddefalls gëtt et de Moment gewësse Liichtbléecker. Et gëtt 160 Impfstoffkandidaten an dovunner sinn der schonn 23 u Mënschen ausprobéiert ginn. Mee bis datt wierklech dee Vaccin do ass, deen effikass ass, wäert allerdéngs nach eng Zäitche vergoen. Wat allerdéngs vläicht wichteg ass, ass, datt awer elo schonn déi eenzel Regierungen, an ech denken elo awer virun allem och op EU-Niveau, sech Gedanke maachen, wéi herno d'Verdeelungspläng sollen ausgesinn.

Bis dohinner gëllt et also nach ëmmer, déi néideg Reegelen ze respektéieren. Ech mengen, et huet kee Wäert, se ëmmer erëm hei ze widderhuelen. Ech wëll awer nach eng Kéier hei mäi Fraktiounschef, de Gilles Baum, zitéieren, dee vum „HOM" geschwat huet: den H fir Hänn wäschen, den O fir Ofstand halen an den M fir d'Mask undoen. Ech si linguistesch net esou staark wéi aner Leit heibannen, soss géif ech dat nach op e puer Sprooche maachen. Mee ech loossen dat awer zumindest elo emol léiwer sinn.

M. André Bauler *(DP).*- Maacht lech net méi kleng, wéi Der sidd!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Soll ech lech hëllefen?

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Jiddefalls eppes ass ganz kloer: Mir mussen eis ganz sécher och an Zukunft un déi Reegelen halen. Et ass natierlech schwéier, besonnesch elo an de Summerméint. An ech mengen, d'Ursaache si bekannt, firwat datt d'Zuel vun den Infektiounen erëm an d'Luucht gaangen ass. Mee et ass, wéi gesot, grad zu dëser Zäit, an der Summerzäit, schwéier, gewësse Reegelen ze imposéieren, besonnesch wat eeben, wéi gesot, dat soziaalt Liewen ubelaangt.

Natierlech bedeiten déi nei Tester net onbedéngt méi héich Zuelen un infizéierte Persounen. Et ass grad dee Message, dee mer ëmmer erëm musse gebetsmühlenartig eriwwerginn. Well eppes ass ganz kloer: Wa mer déi Tester net géife maachen, dann hätte mer eng Donkelziffer, déi ouni Zweifel vill méi héich wär.

Et muss een einfach schonn dee fundamentalen Ënnerscheed maachen tëschen offiziellen Infizéierten an tatsächlechen Infizéierten. An dat ass dat, wat ëmmer ënnerstrach muss ginn, well grad manner Tester féieren u sech zu méi Infektiounen. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir déi Logik ze verstoen. Doweinst si mer um richtege Wee, wa mer elo méi testen. An dee Message musse mer duerfir eriwwerbréngen an och zu de Leit soen: „Zéckt net! Loosst lech testen!"

An ech soen awer ganz éierlech - bon, en ass elo net heibannen -: Ech war awer e bëssen erféiert, wéi d'lescht Woch en ADR-Politiker hei um Pult stoung an dee fräi a fromm gesot huet, hie géif sech net teste loossen. Ech fannen dat irresponsabel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech fannen, grad mir als Politiker, mir gi Messagen eraus. Mir verlaangen, datt dobausse maximal soll getest ginn an da kënnt een hei op d'Tribün an deet seet fräi a fromm: „Ech loosse mech net testen." Bon, do ka jiddweree sech seng Meenung driwwer maachen, mee perséinlech fannen ech dat op alle Fall alles aneres wéi responsabel.

An et ass och méi sënnvoll, zu dësem Zäitpunkt flächendeckend ze teste wéi zum Beispill Anticorpstester ze maachen. Déi géifen zwar individuell ouni Zweifel eppes bréngen, mee fir de Moment géif dat awer keng grouss Roll spille fir déi allgemeng Gesondheet, well déi u sech eréischt e Wäert hunn, wa ronn 60 % vun der Populatioun eng kollektiv Immunitéit entwéckelt hunn.

Natierlech ass dat Ganzt hei och eng logistesch Erausfuerderung. A contrairement zu deem, wat den CSV-Spriecher elo hei virdru gesot huet, sinn ech der Meenung, datt dës Regierung wierklech mat immensem Asaz versicht huet, déi éischt Phas iwwert d'Bün ze bréngen, versicht huet, ganz villes an dësem Land ze erreechen, fir datt mer beschtméiglech duerch déi Kris kommen.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech kommen herno nach eng Kéier zréck op verschidden CSV-Äusserungen. Ech fannen dat och zum Deel net appropriéiert, fir dann elo op eemol erëm esou pauschal hei ze behaapten, wéi wann d'Regierung … A mir schwätzen net nëmme vun der Regierung. Sécher, d'Regierung huet d'Responsabilitéit, gëtt u sech de Mot d'ordre eraus, wéi et soll lafen. Et muss een awer och un déi Honnerten an déi Dausende Leit denken, déi sech an deene leschte Wochen a Méint mat vollem Asaz derfir agesat hunn, datt mir hei zu Lëtzebuerg, kann een awer nach soen, plus ou moins mat engem bloen A duerch d'Kris komm sinn.

A wéi gesot, déi enorm logistesch Erausfuerderung! Et goufe jo zënter dem 25. Mee an dem 10. Juli 940.000 Bréiwer erausgeschéckt. Och do muss een awer soen: Dat ass awer eng Leeschtung! Dat geet net einfach esou, och wa Maschinnen natierlech do hëllefen. Leider hunn, wéi gesot, nëmme 17,5 % un den Tester participéiert. Et mussen also nach méi Ustrengungen an deem Sënn gemaach ginn, datt mer den Taux bedeitend an d'Luucht gesat kréien. Ech hoffe jiddefalls net, datt den Dag eng Kéier muss kommen, datt mer soe mussen: „Den Test gëtt obligatoresch."

Déi zweet Phas ass ouni Zweifel jo méi prezis wéi déi éischt Phas, quitte datt manner Tester gemaach ginn. Mee et ass scho virdrun hei erwäänt ginn: Et gëtt elo méi cibléiert getest! Et ass jo och virgesinn, datt déi Tester elo iwwer 30 Woche gemaach ginn, wat jo och ganz kloer seet an ënnersträicht - an ech maache mech dann hei zum Interpreet vun de Spezialisten -, datt mer där Kris do leider vun haut op muer nach net lass sinn.

Well eppes ass sécher: Et wäert keen appropriéierte Vaccin a kuerzer Zäit hei ginn! An dann däerf een net vergiessen: Elo gi mer zwar an de Summer eran, mee och den Hierscht kënnt an och de Wanter kënnt. An da weess ee jo, wat nach zousätzlech op eis kann duerkommen: Dat ass erëm eng normal Grippewell. Et ass also wichteg, datt mer och elo schonn drop hiweisen, datt d'Leit sech schonn do géint déi normal Gripp géifen impfe loossen.

Et ass och wichteg, datt d'Leit no engem klore Konzept erausgesicht ginn. Et ass hei vun deene véier Kategorië geschwat ginn. Ech ginn elo net méi weider an den Detail, mee et ass awer novollzéibar, datt et awer Kategorië gëtt, déi eng absolutt Prioritéit hunn. An ech denken do un déi Leit, déi virun allem vulnerabel sinn. Da si mer ganz séier bei deene Leit, déi an de Spideeler schaffen. A leider sinn ech där Deeg elo gewuer ginn, datt sech souguer elo nach eng Rei Dokteren an engem Spidol ugestach hunn. Et ass also wichteg, datt grad déi Leit, déi dagdeeglech potenzielle Geforen, méi grousse potenzielle Geforen, ausgesat si wéi mir, an enger éischter Phas da reegelméisseg getest ginn.

An duerfir ass et och net méi wéi normal, datt eng Persoun vläicht an deene leschten dräi Wochen souguer dräi- bis véiermol geruff ginn ass, fir sech testen ze loossen. Ech mengen, et ass méi sënnvoll, datt eng Infirmière sech teste léisst, wéi datt eng eeler Persoun, déi eleng doheem wunnt an nach kaum virun d'Dier geet, reegelméisseg soll getest ginn.

Natierlech si mer ganz séier beim Contacttracing. Dat ass natierlech och d'Réckgrat vun enger fräier Gesellschaft. Jiddefalls, wann dat net de Fall wär, da misste mer nach zousätzlech Aschränkunge virgesinn, an ech mengen, dat wëllt awer keen hunn.

Zum Contacttracing hunn ech awer och nach eng Fro, eng Iwwerleeung. Den Direkter huet där Deeg gesot, datt d'Santé deelweis iwwerfuerdert wär, datt se net genuch Leit hätten, fir déi Contacttracingen nozevollzéien. Dat gëtt engem awer e bësselchen ze bedenken. Och do muss een also vläicht en Opruff no bausse maachen - ech weess, datt do um Niveau vun der Santé ganz vill Ustrengunge gemaach ginn, fir deem entgéinzewierken -, datt awer vläicht esou vill wéi méiglech Leit sech an dëser Situatioun mellen, déi da géifen hëllefen, deem Problem entgéintzekommen.

Jiddefalls, wa mer net dee Contacttracing maachen, dann hunn och déi breet Tester net allze vill Wäert. Bon, et mierkt ee jo, an ech mengen, de Mars Di Bartolomeo, deem ech Merci soe fir säi ganz engagéierte Rapport, schrëftlech an och mëndlech, huet schonn drop higewisen, datt mer hei gläich musse méi Englesch wéi Lëtzebuergesch schwätzen. Ech kann dat do novollzéien. Ech sinn och der Meenung: Kommt, mer versichen, alt erëm e bësselche Lëtzebuergesch Termen ze gebrauchen!

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- An de Staatsrot huet jo zumindest emol den Titel vum Gesetz vum Engleschen op Franséisch iwwersat, wat jo awer och dann nozevollzéien ass.

An dem Gesetz si jo elo 60,7 Millioune virgesinn. Dat klëngt op den éischte Bléck natierlech wéi e ganz héije Chiffer, mee dat musse mer awer an de Kontext setzen. Jiddefalls ass et esou, datt 60 Milliounen, fir preventiv ze handelen, a mengen Aen oder an eisen Aen, jiddefalls mat Sécherheet net iwwerdriwwe sinn, wa mer kucken, datt mer elo scho bal 100 Milliounen a medezinnescht Material investéiert hunn, datt mer zeg Honnerte vu Millioune richteger-weis och nach an d'Ënnerstëtzung vun der Ekonomie gestach hunn. Dann, mengen ech, brauch ee sech awer net allze vill auszeloossen iwwert de Coût vu 60 Milliounen, deen awer méi wéi justifiéiert ass, fir hei, wéi gesot, déi Initiativen elo ze huelen.

Natierlech muss den Aspekt vum Marché public hei matdiskutéiert ginn. Dat ass hei scho geschitt. Déi eng Fro, déi sech natierlech opdrängt … Ech sinn iwwerzeegt, datt déi aner Länner - an ech kommen herno nach kuerz drop zréck -, déi jo elo mam béise Fanger op eis weisen, wäerten an deenen nächste Wochen op eemol nozéien, wa se d'Méiglechkeeten hunn. D'Fro, déi ee sech duerfir awer muss stellen, ass, ob net vläicht op eemol kéint eng Penurie un Tester kommen.

Mir hu jo elo d'Ausschreiwung. Déi ass jo haut an de Medie gewiescht. Dat wäert jo dann an deenen nächste Woche lafen. Mee d'Fro, déi awer muss gestallt ginn: Wann elo op eemol d'Demande no Tester awer drastesch géif an d'Luucht goen, kéinte mer net awer vläicht an e gewëssenen Enkpass kommen? Ech ginn dervun aus, datt d'Madamm Lenert engem dorop éischter kann eng Äntwert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, enttäuscht muss een allerdéngs sinn iwwert d'Reaktioun vu verschiddene Länner, wann een elo gesäit, wéi Lëtzebuerg trotzdeem, vun den Nopeschlänner manner, mee awer vun anere Länner, gesi gëtt. Mir ginn do op orange, op rout Lëschte gesat. A verschidde Länner, do däerfe mer praktesch net méi eran! Et huet ee bal d'Gefill, déi Länner hätten Angscht virun eis. Dat ass et an der Geschicht nach ni ginn! Mir haten ëmmer Angscht virun anere Länner. Mee esou änneren d'Zäiten.

Mee et muss een awer ganz éierlech sinn: Dat do fannen ech schonn zum Deel onfair! Well all déi, déi Lëtzebuerg op eemol esou als en Hort vu lauter Infizéierte gesinn, solle sech awer vläicht emol méi am Fong mat der Problematik auserneesetzen, solle sech emol Gedanke maachen: Majo, firwat sinn déi Zuelen entstanen? An da géife se awer ganz séier erausfannen, datt se jiddefalls mat hiren Iwwerleeungen net um richtege Wee sinn.

Duerfir ass et och wichteg, datt mir déi beschtméiglech Erklärungen no bausse ginn. An hei muss een dann eis Regierung luewen: de Staatsminister, deen dat um Sommet gemaach huet; den Ausseminister, deen net midd gëtt, dobaussen drop hinzeweisen, datt een déi Zuele misst anescht interpretéieren. Och d'Madamm Gesondheetsministesch mécht dat mat hiren Homologen. Dat ass och richteg esou. An och mir sollen derzou bäidroen, do, wou mer d'Méiglechkeet hunn, fir datt awer dat Ganzt emol an dat richtegt Liicht gesat gëtt.

Firwat schwätze mer net vun der Zuel vun den Doudegen hei zu Lëtzebuerg? Déi ass jo quasi stabill. An anere Länner ass dat jiddefalls net de Fall. An doweinst, wéi gesot, musse mer op deem Gebitt nach vill méi aktiv ginn. Et ass och e bësse schued, datt ee grad um europäeschen Niveau déi Solidaritéit do awer muss vermëssen.

An ech hoffe wierklech ganz staark, datt mer net erëm an deen Zenario zréckkommen, datt op eemol deen een oder deen anere Partner op d'Iddi kënnt, fir d'Grenzen erëm deelweis oder souguer ganz zouzemaachen. An et soll een dann och emol e bësselchen an anere Länner kucken. Eisträich, dat sech am Ufank gewisen huet - wéi soll ech soen? -, wéi wann et dee grousse Gerant vun der Kris wier, féiert elo erëm …

(Interruption)

Ass dat fir mech?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Nee, guer näischt, Här Graas. Fuert Dir roueg weider! Loosst lech net stéieren!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, datt Éisträich, wéi gesot, elo erëm Maskeflicht aféiert, datt d'Fransouse se och erëm deelweis aféieren. Mir hate se ni, wéi mir se bis agefouert haten, ofgeschaaft. Och dat soll een dann emol eng Kéier däitlech hei soen. Duerfir, ech hoffen, datt déi Länner, deenen ech jiddefalls alles aneschters wéi eppes Schlechtes wënschen, an deenen nächste Wochen awer vläicht agesinn, datt dee Wee, dee mir ginn, ouni Zweifel dee richtegen ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécher wäerten d'Lëtzebuerger dëst Joer manner Vakanz maachen, mee se wäerte Vakanz maachen, an zu Recht, vläicht an engem méi klenge Radius, wéi dat fréier de Fall war. Si wäerte vläicht méi den Auto notze wéi de Fliger. An doweinst fannen ech et awer richteg, datt elo versicht gëtt, nach zousätzlech Plazen ze amenagéieren, wou dann eeben Tester gemaach ginn. Et gëtt hei vun der Gare geschwat. Ech hat och an der Kommissioun scho proposéiert, datt ee sech soll Gedanke maachen, ob een net am Emfeld vun den Haaptautobunnsachsen och vläicht soll esou zousätzlech Teststatiounen amenagéieren, wou

Leit, déi aus der Vakanz erëmkommen, dann d'Méiglechkeet kréien, sech do ze testen.

Ech fannen et och ganz gutt, datt do mat den Touroperatoren zesummegeschafft gëtt, fir dat, wéi gesot, nach besser an de Grëff ze kréien.

E Wuert dann awer och nach zu deene berüümt-berüchtegte Kaarten, déi déi lescht Wochen, déi lescht Deeg opgetaucht sinn. Och do ass een awer e bësse verwonnert. Et ass nach net laang hier, do hu Vertrieder vun der Oppositioun hei verlaangt, et misst méi Transparenz kommen, et misst méi matgedeelt ginn iwwert d'Situatioun. Elo sinn e puer Kaarten eraus, a scho war dat erëm net gutt, schonn ass op eemol gesot ginn, dat wier eng Diskriminatioun vis-à-vis vu verschiddene Kantonen.

Also, ech kommen aus dem Kanton Esch. Ech kommen aus där, mengen ech, siwentgréisster oder sechstgréisster Gemeng aus dem Süden. Ech soen awer ganz éierlech: Et ass awer elo net, datt ech mech schockéiert fillen, well do op eemol meng Gemeng och mat an enger Regioun ass, …

Une voix.- Nee.

M. Gusty Graas *(DP)*.- … wou elo vläicht méi Infizéierter sinn. Et ass éischtens emol eng ganz normal Entwécklung. Et ass vill méi eng héich Densitéit vun der Populatioun. An zweetens soll een dat awer elo net notzen, fir dann do Regioun géint Regioun auszespillen. Mir sinn ee Land, wannechgelift! An dat huet och seng Ursaache vläicht. Dowéinst ass dat net ganz korrekt, wann een elo ufänkt, déi Kaarten hei a Mësskreditt ze setzen.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Vläicht dann nach eng allgemeng Remark zum Schluss, Här President. Et kann een d'Situatioun net verharmlosen. Ech wëll dat och net maachen. Et ass eng schwiereg Situatioun. Ech mengen, warscheinlech keen heibannen huet bis elo esou eng Period a sengem Liewe matgemaach. Mee loosst mer awer och ganz éierlech sinn: Et gëtt vill schlëmmer Situatiounen! Mir brauchen nëmmen iwwert d'Grenzen ze kucken, da gesi mer, wat wierklech Schwieregkeeten a Problemer vun enger Gesellschaft sinn, ouni datt ech dat hei wëll minimiséieren.

Et ass elo rezent e Sondage erauskomm, wou d'Leit zum Beispill hei zu Lëtzebuerg gesot hunn, 82 % hätte bis elo keng Abousse vun hirem Akommes gehat. Da sinn natierlech nach 18 %, déi dat net kënne behaapten. Ech mengen, datt Efforte musse gemaach ginn, besonnesch fir déi Leit, déi hei ënnert der Kris leiden. Dat ass ganz evident an dat ass jo och geschitt.

An duerfir, muss ech awer soen, fannen ech et net appropriéiert, net gutt, wann awer elo vu verschiddener Säit aus eng defätistesch Approche geholl gëtt, wa versicht gëtt, praktesch Zizanie ze séien, wa versicht gëtt, eng Situatioun schlecht duerzestellen, wa versicht gëtt, duerzestellen, wéi wann d'Regierung näischt am Grëff hätt, wa versicht gëtt, wéi wann dat Land net hei e Maximum un Efforte gemaach hätt, fir d'Situatioun beschtméiglech ze geréieren.

An ech muss awer éierlech soen: Wéi ech de leschte Samschden am „Lëtzebuerger Wort" den Artikel vum President vun der CSV gelies hunn, dee jo eng ganz Säit hat - ech hunn en trotzdeem gelies! -, wat deen awer do mat Wierder hantéiert huet! Natierlech ass d'Oppositioun do, fir op Schwächten hinzeweisen, mee wann een awer pauschaliséiert an dann op eemol vu „vermasseltem Deconfinement" schwätzt, an dat géif derzou bäidroen, datt d'Liewensperspektive géifen „erschüttert" ginn.

Hutt Der et net gelies, Här Roth? Maja, da liest et emol. Et war de leschte Samschden!

(Interruption)

Ech fannen dat ass jiddefalls … Nee ech fannen …

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Graas, et verteidegt keen en hei.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här Roth, Dir liest dach awer sécher all Dag d'„Wort".

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Nee, et verteidegt keen en hei, Här Graas.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sot „pauschaliséiert". Wann Dir sot: „Et ass alles richteg gemaach ginn. Dës Regierung huet alles - alles! -, all Komma richteg gesat", nennt Der dat net och eng Pauschaliséierung?!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Nee, hien huet vun engem „vermasselten Deconfinement" geschwat. „Vermasselt"!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hu gesot: „… hunn alles richteg gemaach".

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat huet jo kee behaapt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hutt et elo just gesot.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Nee, nee, nee.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir hutt et elo just gesot!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dann hutt Der mer net richteg nogelauschtert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn Iech souguer ganz richteg nogelauschtert!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech hu souguer, au contraire, Iech opgefuerdert, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- An alles falsch gemaach!

M. Gusty Graas *(DP)*.- … Är Roll konstruktiv ze spillen an op déi Punkten hinzeweisen, déi effektiv vläicht net onbedéngt esou gelaf sinn, wéi se sollten. Dat ass och Äre Rôle. Mee et ass awer falsch, wann ee pauschal eppes seet, besonnesch an dëser Zäit. Besonnesch an dëser Zäit, géif ech awer éischter mengen, solle mer e Maximum un Eenegkeet weisen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- A wou wierklech dës Regierung an Dausenden an Dausende Leit sech mat vill Engagement hierginn hunn, datt déi Kris beschtméiglechst geréiert gëtt, wann een da pauschal einfach seet: „Et ass alles schlecht!", gleeft mer, ech mengen net, datt Der do um richtege Wee sidd, éischter au contraire!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sot pauschal: „Et ass alles gutt!" Dir hutt eis keng Lektioun ze maachen, wat mir ze maachen hunn!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A mir hunn net pauschal gesot, et wär alles schlecht.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ben, ech kann Iech awer och, wann Der wëllt, Här Wiseler, nach den Här Jean-Claude Juncker hei zitéieren aus engem „Tageblatt"-Artikel, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech kann Iech och nach ganz vill aner Leit zitéieren, wann Der dat wëllt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- ... da kritt Der awer nach méi Problemer ze argumentéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech hunn iwwerhaapt keng Problemer ze argumentéieren. Ech lauschteren Iech just no an da sinn ech erschreckt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Soll ech Iech dat da virliesen, wat den Här Juncker geschriwwen huet? Hutt Der et gelies? Ma da wësst Der et jo. Majo dann! Naja, kommt!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wat ass „naja"?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Graas, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wat ass „naja"? Sot!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Majo: „Politiker in Regierungsämter haben auch die Pflicht, Schaden dadurch abzuwehren, dass man die Menschen nicht in Angst und Schrecken versetzt." An dat gëllt net nëmme fir d'Memberen aus der Regierung, mee dat gëllt, fir mech jiddefalls, fir all Politiker zu dëser Zäit.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass alles schéin an et ass alles gutt, he?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Nach eng Kéier: Selbstverständlech, ech mengen, Dir sidd an Ärem Rôle, op Schwaachstellen hinzeweisen. An et gi Schwaachstellen!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- E schéint Bisounours-Land!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Mee awer ëmmer esou ze pauschaliséieren an dësen Zäiten ass net gutt fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. An ech weess, Dir huelt näischt vu mir of, et ass mer och nach egal, ech soen Iech et awer: ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat wonnert eis och net.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech géif awer trotzdeem an Ärer Plaz e bësselche méi lues maachen.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Et geet net ëm d'Erschrecken, et geet ëm d'Warne virum Virus.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Onofhängeg dovunner, Här President, …

M. André Bauler *(DP)*.- En Zitat vum Här Juncker.

M. Gusty Graas *(DP)*.- … Dir Dammen an Dir Hären, mir als Demokratesch Partei si ganz kloer fir de Large-Scale-Testing. Ech sinn zwar net gutt am Engleschen, mee et ass plus ou moins richteg eriwwerkomm, jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Graas, den Här Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Hei, e soll mer nach eng Minutt ginn, da sinn ech fäerdeg.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Gutt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo. Jiddefalls, mir sinn och der Meenung, datt dat breetgefächert Testen - da loosse mer et emol esou ausdrécken - awer och derzou bäidréit, datt mer net brauchen en neie Lockdown ze hunn. Et ass fir eis de Moment jiddefalls dat wierksaamst Mëttel. An ech sinn iwwerzeegt, datt am Endeffekt och déi Länner ronderëm, an aner Länner, wäerte mierken, datt dat de richtege Wee ass an datt se eng aner Vue op Lëtzebuerg kréien.

An deem Sënn jiddefalls steet d'Demokratesch Partei ganz kloer hannert deem Gesetz hei. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Ech ginn awer ganz gär dem Här Roth nach … Pardon, Här President, dat ass net u mir.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Ech géif dem Här Roth d'Wuert ginn, fir dem Här Graas eng Fro ze stellen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Sot, Här Graas, ech wollt Iech och wierklech net hei bremsen. Mir hunn och alleguerten hei Är Lektiounen zur Kenntnis geholl, wat mer sollte kritiséieren, wat mer net sollte kritiséieren, dass mer d'„Wort" sollte ganz liesen, an ech weess net Gott wat nach.

Mee ech stellen Iech da just eng Fro. Dir sidd dach och nach niewebäi President vum Beneluxparlament.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wat hutt Dir dann an där Fonctioun ënnerholl, fir dass Lëtzebuerg net méi op der oranger Lëscht bei de Belsch steet?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech sinn zwar elo ganz verwonnert, well déi Persoun, déi mir déi Fro gestallt huet - just als Informatioun -, ass Member vum Beneluxparlament.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Hat en Iech dann drop opmierksam gemaach?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dir waart virun dräi Wochen hei am Sall. Mee warscheinlech hutt Der mir net nogelauschtert, wat ech och nach verstinn. Mee dat ass awer net schlëmm. Mee dann hat Der awer deemools schonn eng Äntwert op Är Fro.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Du stounge mer nach net op der Lëscht!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Deemools hu mir eis schonn zum Beispill géint d'Schléissung vun de Grenzen ausgeschwat. Mir hunn e Bréif geschriwwen un déi dräi Premieren aus deenen dräi Länner.

An Dir braucht Iech guer keng Gedanken ze maachen, Här Roth: De Bureau vum Beneluxparlament kënnt reegelméisseg zesummen, an dat dote wäert mat Sécherheet och ee vun de Punkte sinn, deen déi nächste Kéier am Fong wäert diskutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, Här President. Ech wëll awer elo nach soen: Dat do ass awer elo e bëssen an dem zäitleche Kontext gerass, well deen Dag no där Sitzung vum Beneluxparlament si mir nach ganz gemittlech an d'Belsch gefuer.

Ech hunn Iech eigentlech d'Fro gestallt: Wat hutt Der gemaach, nodeems Lëtzebuerg op déi orange Lëscht komm ass? A wann ech dann Är Äntwert elo awer e bëssen novollzéien, da gesinn ech, dass Der do näischt gemaach hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ganz kuerz nach.

Fir d'éischt muss ech emol feststellen, datt den Här Roth wëllt oflenke vun deem, wat ech gesot hunn iwwer seng Partei. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass: Här Roth, leider sidd Der net am Bureau vum Beneluxparlament.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Nee.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Maja, soss wéisst Der, datt selbstverständlech dat doten ee vun de ganz grousse Sujeten ass an datt mer net méi spéit wéi d'lescht Woch nach eng Reunioun haten. A mir wäerten och an den nächste Wochen nach Reuniounen hunn, wou dat dote ganz kloer wäert zur Sprooch kommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas, fir déi Prezisiounen. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Also, ech sinn och am Beneluxparlament, an ech kann nëmme bestätegen, wat de President vum Beneluxparlament elo hei erkläert huet. D'Beneluxparlament hëlt sech deem Theema ganz eescht un. Dat war eng vun de Prioritéiten an der leschter Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der europäescher Kartografie vun de Covid-19-Infektioune stécht dee klenge Punkt, kann ee bal soen, deen eist Land duerstellt, wéinst senger rouder Faarf an d'Aen. Op där Kaart gëtt Lëtzebuerg jo neierdéngs als ee vun de geféierlechste Flecken an Europa duergestallt.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt aner Länner, wa se méi genee géife kucken, wat mir zu Lëtzebuerg maachen a wéi grouss eis Efforte sinn, d'Situatioun da méi nuancéiert géife kucken. An ech sinn och iwwerzeegt, datt se dann d'Efforten, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, géifen unerkennen.

Domat mengen ech ganz genee d'Efforten, déi mir zu Lëtzebuerg souwuel am Teste wéi och am Retracéiere maachen, natierlech ënnert der Bedéngung, datt sech och an Zukunft genuch Leit fannen, déi den Tracing dann och realiséieren. Do gëllt et natierlech ze mobiliséieren. An ech begréissen, datt d'Regierung dat de Moment ganz geziilt mécht. D'Zil muss et nach ëmmer sinn, datt mer keng App mussen hei op Lëtzebuerg bréngen, well et nach ëmmer an eisen Aen net de richtege Wee ass. Eng App kënnt net jiddwerengem zegutt, eng App ass éischter eng Spillsaach vun der digitaler Uewerschicht.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jiddefalls dës Efforten...

Une voix.- Wie seet dat?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Esou gëtt et vun däitschen Dokteren zu Berlin genannt. Ech hunn en Dokter zitéiert, deen zu Berlin a prekäre Milieue schafft, ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ass dat dann och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- … deen d'Tracingapp esou duergestallt huet. Ech hunn dat schonn an enger anerer Ried zitéiert, wou ech den Dokter och genannt hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ass dat och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wat gelift?

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ass dat och Är Meenung?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sinn och der Meenung, datt Appen doduerch, datt se net gutt installéiert kënne ginn op bëllegen Handyen, nëmmen deene Leit zeguttkommen, déi sech en deieren Handy kënne leeschten. Dat gëtt an Däitschland elo esou gesinn, an déi Erfarung ass och schonn dokumentéiert. Ech loossen Iech déi Artikele gären zoukommen.

Jiddefalls féieren d'Efforten derzou, datt mir zu Lëtzebuerg praktesch zu engem Fréiwarnsystem fir déi ganz Grossregioun gi sinn, well wann d'Infektiounen an eiser Regioun klammen, da si mir déi Éischt, déi dat erkennen. A wa sech eng Entspanung undeit, da si mir dat och.

An deem Sënn hunn eis Nopeschlänner eigentlech all Interêt drun, solidaresch ze si mat eis a grenziwwerschreidend mat eis zesummenzeschaffen, well d'Zesummenaarbecht jiddwerengem zegutt kënnt.

Duerfir war ech frou, de Moien an der Santéskommissioun gewuer ze ginn, dass eis Zesummenaarbecht mam Saarland a mat dem Rheinland-Pfalz um gudde Wee ass a scho gutt fonctionéiert. Wat awer nach méi problematesch ass, ass déi mat der Lorraine an der Wallonie, wou eigentlech nach vill Sputt no uewe bleift, wat awer net u Lëtzebuerg hänkt. Jiddefalls wiere mer eis dergéint, datt de Kampf géint

d'Pandemie zu engem Kampf géint Länner an Natioune gëtt, esou, wéi wann de Virus eng national Identitéit hätt.

Eis geet et vill méi drëms, den europäesche Gedanken och a grad a Pandemiezäiten héichzehalen, d'Efforten tëschent de Länner ze bündelen a vuneneen ze léieren. Dat setzt natierlech viraus, datt all Land seng Verantwortung op sengem Territoire iwwerhëlt, amplaz mam Fanger op anerer ze weisen.

D'Zil muss mëttel- a laangfristeg dat sinn, aus dem Europa vun de Finanzen och en Europa vun der Gesondheet a vun der Solidaritéit ze maachen an domadder en Europa, wat gestäerkt aus dëser Pandemie ervirgeet.

Dir Dammen an Dir Hären, déi zweet Phas vum Large-Scale-Testing, déi mer jo haut stëmmen, liwwert jiddefalls de Beweis, datt Lëtzebuerg seng Verantwortung weiderhi wëllt iwwerhuelen an dat och wäert maachen.

Fir et hinzekréien, leeë mer 60,7 Milliounen Euro op den Dësch. Eng op den éischte Bléck eigentlech gewalteg Zomm, déi et soll erlaben, eeben déi zweet Phas ze finanzéieren. Dat sinn awer och 60,7 Milliounen, déi an déi ëffentlech Gesondheet an domat an déi sanitär Sécherheet vun eisem Land investéiert ginn. An da muss een de Begréff „gewalteg Zomm" scho relativéieren.

Finanzéiert ginn domat ëmmerhin iwwer 1,5 Milliounen Tester, vun deenen eis ganz Gesellschaft an engem Zäitraum vun 30 Woche ka profitéieren, gratis. Ëmgerechent sinn dat 37,73 Euro, déi de Staat pro Test zur Verfügung stellt, woubäi d'Zousazkäschte fir d'Infrastrukturen, informatesch Outilen, juristesch Berodung, Qualitéitsaudit an esou weider nach (veuillez lire: schonn) derbäigerechent sinn.

Eleng dës Tatsaach sollt eis bewosst maachen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi grouss de gesellschaftleche Benefiss vun engem Gesondheetssystem ass, dee wéi eisen um Solidaritéitsprinzip berout. Och a besonnesch a Krisenzäite weist sech, dass esou e System der ganzer Gesellschaft zegutt kënnt an net just enger Minoritéit, déi sech eigentlech en Test och aus der eegener Täsch kéint leeschten.

Eise Sozialsystem huet seng Originnen am Joer 1901. En ass eis mëttlerweil esou familiär, dass mer kéinten denken, et wär guer net anescht an eisem Land ze liewen. An awer soll dat net driwwer ewechtäuschen, dass et och zu Lëtzebuerg nach ëmmer Mënsche gëtt, déi duerch d'Netz vun der sozialer Sécherheet falen.

An domat kommen ech bei déi Mënschen, déi meeschtens net sozialverséchert sinn an zu engem gudden Deel vun de Benevolle vu Médecins du monde medezinnesch versuergt ginn. Rezent war e ganz opschlussräichen Artikel doriwwer am „Lëtzebuerger Wort".

Eleng am Joer 2019 goufen 884 Visitten an de Lokaler vun Esch/Uelzecht a Bouneweg gezielt mat am Ganzen 2.867 Spriechstonne bei Médecins du monde eleng an deem Joer. De Risiko, dass dës Persounen elo an der Pandemie nëmme begrenzt iwwert d'Covidreegelen, mee och iwwert d'Tester informéiert ginn, ass net ze ënnerschätzen. Firwat? Majo, ganz einfach, well dës Bevëlkerungsgruppen, opgrond vun hire schwierege Liewensverhältnisser, nëmme ganz limitéiert mat de Medien a Verbindung kommen an och kaum vun enger gereegelter Wunnsituatioun mat enger Boîte voller Informatiounsmaterial a Flyere kënne profitéieren.

Här President, alles dat däerf kee Grond sinn, fir dës Gruppen ze stigmatiséieren.

Et muss allerdéngs e Grond sinn, fir sech konsequent mat där Problematik auserneenzesetzen, well grad dës Gruppen eng grouss Gefor lafen, sech selwer, mee och vill aner Mënsche mam Covid-19 ze infizéieren.

D'Tatsaach och, dass eng ganz Rei Neiinfektiounen an zwou Wunngemeinschafte festgestallt gi sinn, an där jeeweils 20 Persounen op engstem Raum ënner schlechten hygieenesche Bedingunge gewunnt hunn, ass e konkreet Beispill, wat meng Suerg ënnersträicht. Well vill vun hinne sech als Schwaarzaarbechter erausgestallt hunn, ass et natierlech schwéier, hir Kontakter ze retracéieren. An et ass och méi wéi onwarscheinlech, dass Persoune wéi dës sech fräiwëlleg engem Test ënnerzéien, well se jo dann hir Identitéit misste präisginn.

D'Zil däerf et an esou engem Fall net sinn, déi Betraffen nom Motto „name and shame", wéi e Journalist am „Tageblatt" sech ausgedréckt huet, un de Pranger ze stellen an en Denunziantestaat opzebauen. D'Zil muss et éischter sinn, Dir Dammen an Dir Hären, wärend der Pandemie konsequent op dës extreem vulnerabel Milieuen zouzegoen, fir se mat an d'Boot ze kréien, an déi Patronen zur Rechenschaft ze zéien, déi d'Schwaarzaarbecht oder aner illegal Praktiken zouloossen.

Emol ofgesinn dervun, dass dës sozial Problematik och onofhängeg vun der Kris natierlech grouss Erausfuerderungen un d'Politik stellt, begréisse mer als Gréng, dass d'Regierung an déi gutt Richtung zitt a sech deene Mënsche wëllt widmen. Se geet op d'Leit a prekäre Verhältnisser zou, fir se eeben ze informéieren a matzekréien, éischtens doduerch, dass mat dësem Projet de loi och eng Équipe mobile finanzéiert gëtt, déi net um Schreifdësch sëtze bleift, also wäit ewech vun de Leit ass, mee déi op den Terrain geet.

Hir Missioun besteet doran, proaktiv derfir ze suergen, dass d'Covidreegelen och a grad a méi sensibelen a prekäre Milieuen agehalen oder einfach emol verstane ginn. Dozou gehéiert natierlech och d'Vermëttlung vun den néidegen Informatiounen am Kader vum Large-Scale-Testing.

Zweetens ass et awer och begréissenswäert, och wann dat elo net den direkten Objet vun dësem Projet de loi ass, dass d'Gemenge méi staark agebonne ginn doduerch, dass se en nationalen Uspriechpartner zur Verfügung gestallt kréien.

Dës Approche fanne mir ganz sënnvoll, well d'Gemengen hir Awunner am Fong am beschte kennen a ganz sécher och an Zukunft bereet sinn, eng Schëpp mat unzeleeën am Kampf géint d'Pandemie. Wat déi Efforte méi koordinéiert a kohärent mat deenen nationalen Efforte sinn, wat besser. Dozou gehéiert natierlech och, Vertrauen um Terrain opzebauen a méiglechst vill Leit vun der Wichtegkeet vun den Tester ze iwwerzeegen.

Dir Dammen an Dir Hären, schonn eleng de Finanzement vun de mobillen Ekippen um Terrain liwwert de Beweis, dass d'Phas 2 vum LST vill méi cibléiert ausgeriicht ass wéi déi éischt Phas, wou Lëtzebuerg eigentlech seng éischt Erfarunge mat der grousser Strategie gemaach huet.

Zu där cibléierter Approche gehéiert awer och, dass déi méi exposéiert Beruffsgruppen, dat ass virdrun erkläert ginn, wéi d'Police, d'Personal vum Santéssecteur, d'Apdikter, d'Leit vum CGDIS, awer och den Horeca-Secteur, méi oft getest solle ginn. An et ass carrement falsch ze behaapten, dass ee kee Rendez-vous an engem Zentrum kritt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A schlussendlech kréien och all déi Persounen, déi iwwert de Findel an neierdéngs och iwwert d'Gare an d'Land kommen, e gratis Bong fir en Test offréiert. Dat ass absolutt de richtege Wee.

All dës Demarchë wäerten et nämlech zesummen erlaben, nach méi konkreet Informatiounen ze kréien, wou de Virus an der Gesellschaft aktiv ass an nach méi konsequent op deene Plaze kënnen anzegräifen.

Dowéinst fanne mir et och normal, dass déi relevant Informatioune bekannt gemaach ginn. Dat huet näischt mat Stigmatiséierung ze dinn, mee wann een e Problem kennt, da weess een och, wou een e ka léisen.

Här President, en aneren essenzielle Volet vum Large-Scale-Testing bezitt sech op d'Modelliséierungen, déi vun der Recherche realiséiert ginn. Se solle jo ënner anerem dozou déngen, d'Tester effikass an zilféierend anzesetzen. A wat ech wichteg fannen, ass, dass se an Zukunft och de Fokus op de Cumul vun ënnerschiddleche Risiken no der Summervakanz leeën. Dëse Cumul erkläert sech doduerch, dass d'Mënschen an der Vakanz méi verschiddenaarteg ënnerwee sinn, dat heescht, méi verschiddenaarteg Fräizäitaktivitéiten ausüben, sech méi wäit oder méi oft deplacéieren a méi reegelméisseg mat verschiddene Frëndeskreesser a Kontakt kommen. Dat heescht, d'Interaktiounen huele generell zou.

Dat féiert natierlech derzou, dass den Infektiounsrisiko klëmmt a méi speziell am A behale muss ginn, also net just getrennt a sougenannte Clusteren. Den Här Rapporteur huet vun Ustiechungsfoyere geschwat. Ech mengen, mer verstinn elo, wat et heescht.

Här President, am Hibléck op de Wanter gëllt et dann ze bedenken, dass déi méi kal Temperaturen och eng Roll kënne spillen. Jiddefalls schéngt dat jo bei de massiven Infektiounen an auslännesche Schluechthaiser keen onweesentleche Facteur gewiescht ze sinn, emol onofhängeg dervun, dass d'Mënsche sech am Wanter méi dobannen ophalen, wou d'Infektiounsgefor natierlech och méi grouss ass wéi dobaussen.

A wann dann déi ganz normal Grippefäll nach derbäikommen, da kann dat och en Impakt op d'Covidpandemie kréien an deem Sënn, dass mir net méi just vun enger zweeter Well schwätzen, mee vun enger duebeler Well. Och déi musse mir virbereeden a bewältegen. Jiddefalls däerf de Kampf géint d'Covidpandemie kee Grond sinn, fir den Ëmgang an d'Virbereedung mat der Grippewell ze vernoléissegen, wou ee muss wëssen, dass d'WHO schonn haut op déi dote Gefor opmierksam mécht.

Och an deem Kontext sinn d'Covidtester eng grouss Plus-value. A Kombinatioun mat der gängeger Grippeimpfung fir vulnerabel Persoune schaaft dës Approche eigentlech eng duebel Sécherheet virun enger eventueller duebeler Well.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil, op déi Manéier op null Infektiounen ze kommen, ass natierlech net realistesch, et ass éischter eng Utopie. D'Zil, d'Kontroll iwwert d'Situatioun ze behalen an eise Gesondheetssecteur ze schützen an eebe just ze verhënneren, dass en d'Capacitéiten net méi huet, dat ass awer méi wéi realistesch.

Dat Zil erreeche mer ëmsou besser, wat méi Leit hir Verantwortung iwwerhuelen, d'Gestes barrières respektéieren an eebe grad um Large-Scale-Testing deelhuelen. An och wann et op där enger Säit nach ëmmer Leit gëtt, déi kategoresch refuséieren, sech testen ze loossen, esou sinn ech awer iwwerzeegt, dass et op där anerer Säit ëmmer méi Biergerinnen a Bierger gëtt, déi de Sënn an den Zweck vun den Tester erkennen a matmaachen.

Ech mengen, dass d'Gruppendynamik hei eng wichteg Roll spillt. Dat heescht, wann ëmmer méi Leit sech teste loossen, zéien och ëmmer méi Leit no. An ech mengen, se fäerten, se géifen och als verantwortungslos géintiwwer vun der Gesellschaft duergestallt ginn, wa se sech net teste loossen. Vläicht och just als feig duergestallt ginn, oder awer wéi e klengt Kand, wat sech doriwwer beschwéiert, dass et Geméis soll iessen, fir gesond ze bleiwen.

Vläicht notzt dat alles eppes beim Kolleeg vun der ADR, dee jo mengt, testen hätt kee Sënn an dowéinst géif en et da refuséieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gewënn vun enger grousser Participatioun ass jiddefalls eendeiteg, en ass virun allem deen, dass massiv Tester derzou bäidroen, en zweete Lockdown ze verhënneren. A schonn eleng dat misst fir jiddweree Grond genuch sinn, um Testing deelzehuelen. Léiwer all zwou Wochen en Test wéi wochelaang am Confinement!

Dir Dammen an Dir Hären, aus all deene Grënn ass et net fir näischt, datt den europäeschen Zenter fir d'Preventioun vun ustiechende Krankheeten, mee och d'WHO scho ganz fréi derfir plädéiert hunn, d'Testcapacitéiten an all Land ze erhéijen a sech déi néideg Moyenen duerfir ze ginn. Mir komme mat eisem Invest mëttlerweil op 100 Milliounen.

D'Donkelziffer vun den net erkannte Fäll kann domat nämlech esou niddreg wéi méiglech gehale ginn, wärend déi asymptomatesch Fäll besser detektéiert kënne ginn. An och dat ass e ganz wichtegen an opschlussräichen Aspekt vun dësem Projet, virun allem am Bezuch op Lëtzebuerg, wou ech d'Zuelen nogekuckt hunn.

Esou ergëtt eng adequat Teststrategie laut der WHO tëscht 3 % an 12 % positiv Fäll. Relevant ass dobäi, dass Lëtzebuerg zanter dem Unzéie vun den Zuele virun zwou Woche just bei engem Undeel vun 0,8 % positive Fäll an enger Woch louch, also net emol 1 %. Dat weist, dass mir largement besser dostinn, wéi d'Recommandatioune vun der WHO et virgesinn. Virun allem léisst et drop schléissen, dass d'Donkelziffer zu Lëtzebuerg eng vun deenen niddregsten an Europa ass, also ee Grond méi, fir Lëtzebuerg net als schlechte Schüler par rapport zu anere Länner duerzestellen.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann eis Gesamtstrategie sech an deene leschten Deeg gläichzäiteg als Fluch a Segen erwisen huet, well mer ofgestempelt ginn, eenzeg an eleng, well eis europäesch Partner d'Recommandatioune vun der WHO a vum ECDC (ndlr: European Centre for Disease Prevention and Control) manner beispillhaft ëmsetze wéi mir, esou däerf dat kee Grond sinn, fir d'Richtung ze änneren.

De Large-Scale-Testing ass a bleift an eisen Aen e Schlësselelement, fir d'Kris kohärent ze geréieren an ze verhënneren, dass verschidde Privatentreprisen op d'Iddi kommen, eng eegen inkohärent Reegel opzestellen. Ech weess net, wien d'Kommunikatioun vun engem beléifte Fräizäitparadies an Däitschland gesinn huet. Et war relativ erschreckend, mee ech mengen, déi Kommunikatioun ass mëttlerweil zréckgezunn.

(Interruption)

Mir sinn eent.

D'Konklusioun, déi ech ofschléissend am Numm vun eiser grénger Fraktioun wéilt zéien, ass déi, datt et vill Grënn gëtt, fir dëse Projet de loi ze stëmmen an de Finanzement vun der zweeter Phas dann domat ze erlaben. 60,7 Milliounen sinn natierlech vill Geld, mee wa mer et fäerdegbréngen, d'Wirtschaft mat wäit iwwer 3 Milliarden Euro ze retten, da musse mer et och fäerdegbréngen, e Schlësselelement am Kampf géint de Virus ze finanzéieren.

Domat investéiere mer net nëmmen an déi ëffentlech Gesondheet an an de Schutz vun eisem Gesondheetssystem. Mir schafen och eng zolidd Dategrondlag, fir der Recherche zu Hëllef ze kommen a mir befollegen d'Recommandatioune vum ECDC a vun der WHO a schafen déi néideg Basis, fir d'Grondfräiheeten zu Lëtzebuerg ze erhalen an domat och Aarbechtsplazen. A wann ee sech wärend Stonnen iwwer Ausschreiwungen, Laboratoiren, Maartbedingungen a Kulissegespréicher kann ënnerhalen, esou besteet den Enjeu nach ëmmer doran, géint d'Pandemie unzekämpfen. An deem Kampf ginn et keng 100 Alternativen.

Domat soen ech och dem Rapporteur, dee sech haut de Mëtteg Mister Covid genannt huet, dat ass de Mars Di Bartolomeo, Merci fir säi Rapport. Hien huet en Abonnement an de Rapporten, mécht se ëmmer erëm gutt, wat awer net heescht, dass mer drop aus sinn, der nach zéng ze kréien. Mir hoffen, dass e bësse Paus an eiser legislativer Aarbecht wäert antrieden, dass mer mat dësem Gesetz a mat deem vun en Donneschden dann um gudde Wee sinn, a méi wéi eng Woch.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken, e Merci dem Här Rapporteur, dem Mars Di Bartolomeo, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Bei dësem Projet de loi si mer befaasst mat enger Verlängerung vun der Testphas betreffend de Covid-19. Déi éischt Phas leeft elo aus. A well dee Betrag vun der éischter Testphas ënnert der 40-Milliounen-Euro-Grenz louch, braucht et dozou kee Gesetz. An elo, wou dëst da weidergeet op ronn 30 Wochen, brauch et ee Gesetz, well dee virgesinne Betrag mat 60,7 Milliounen Euro ouni TVA op der Lee steet.

A sech ass géint en erweiderten Testing direkt näischt anzewenden, mee mir hunn als ADR trotzdeem eng Rei vu Bedenken, déi mer awer wëllen hei virdroen.

Als Éischt muss d'Fro gestallt ginn, ob dat grossflächegt Testen hei zu Lëtzebuerg, wat iwwregens nach schrecklech vill Geld kascht bis elo a soss näischt bewierkt huet wéi d'Explosioun vun den Infektiounszuelen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Nee!

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Et ass eng Fro, déi ee sech stelle muss, ob dat net besser sollt direkt agestallt ginn, well Lëtzebuerg test aleng vill. Well wier et besser, mir géifen ons an Europa eng gemeinsam Teststrategie ginn?

(Interruption)

Da stéinge mer net aleng do mat der Explosioun vun den Infektiounszuelen.

(Interruption)

Well op Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung bei ons vill getest gëtt, ass jo och d'Resultat deementspriechend. Als Merci huet d'Belsch ons ënner orange klasséiert an och Däitschland huet d'Noutbrems gezunn.

Et muss een an deem Kontext d'Fro stellen: Wéi konnt d'Lëtzebuerger Diplomatie esou versoen, ...

Une voix.- O!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- ... datt d'Belsch an Däitschland net déi spezifesch Letzebuerger Situatioun unerkannt hunn? As d'Regierung iwwerrascht ginn? Firwat war dat net am Viraus ofgeschwat ginn?

A wa schonn d'Land muss bezuelen, da misst d'Parlament jo awer emol e Recht op déi Resultater vum Monitoring a vun deenen Datebanken hunn. Dat hänkt jo och mat der Fro vun der Transparenz zesummen. Wou klammen déi Zuelen hei am Land? Wat sinn d'Haaptspotten? A si spezifesch Deeler vun der Bevëlkerung oder Regioune besonnesch betraff? Wéi soll ee sech schützen, wann d'Regierung engem net seet, wou d'Gefore leien?

(Brouhaha)

Mir kruten zwar elo iwwert de Weekend eenzel Date vermëttelt vun der Regierung, awer nëmmen op Drock vun der Oppositioun.

An dann hätt ech nach e puer Froen technescher Natur zu den Tester:

Firwat steet op de Resultater, datt den Test net akkreditéiert ass? Firwat ass dat de Fall?

Ënnerläit den aktuellen Test engem internationale Ringtest? Dat heescht, gi positiv an negativ Prouwen tëschent Laboe getosch, natierlech blann? Dat ass jo esou üblech am medezinnesche Milieu.

Wéi fiabel sinn d'Resultater vun engem net akkreditéierten Test?

Falls den Test effektiv net akkreditéiert ass a keng international Ringtester stattfannen, op wat baut d'Regierung hir ganz Strategie op?

Weider Froen, déi sech stellen:

Wéi vill falsch positiv oder negativ Tester gouf et bis elo? Et gëtt jo bekanntlech an der Medezinn keen Test, deen 100%eg richteg ass.

Keng propper Trennung tëscht breedem Testen a Verdachtskontrollen, Krankekontrollen a Quarantänkontrollen. A kee weess, wat an all deene Fäll hannendru verstoppt ass.

Wéi ass de Problem geléist mat de Leit, déi all Dag an Däitschland schaffe fuere mussen, zum Beispill als Salarié oder als Fräiberuffler? Brauchen déi elo all zwee Deeg en Test?

No wat fir enger Basis ginn d'Aluedungen ausgesicht? No Scheema, Logik, Krittären? Dat misst jo awer och ëffentlech gemaach ginn.

Wat fir en Test ass dann elo mat deem neien, méi breeden Test geplangt? En akkreditéierten Test, Ringtest an esou weider?

Wat fir eng Testlogik a wat fir eng epidemiologesch Iwwerleeunge sinn hannert där neier Campagne?

Ass dat déi nei Virgoensweis: epidemiologesche Plang - biologesch Capacitéit vum Test?

Ginn elo bei där neier Testphas och Frontaliere getest, déi ewell laang net méi hei am Land schaffen, esou wéi ons dat iwwert de Weekend zougedroe gouf, bei der aktueller Testphas?

An dann nach eng Fro zu dëse breet ausgelaaschten Tester hei zu Lëtzebuerg. Do steet Follgendes am Exposé des motifs: « En même temps, notre pays s'est mis en conformité par rapport aux recommandations internationales. » Firwat mécht Lëtzebuerg dat eleng?, ass d'Fro. Wëllen oder musse mer méi helleg si wéi de Poopst? D'Reaktiounen an de Merci vun eisen Nopeschlänner, déi krute mer jo elo!

Den ECDC schléit jo och eng breet ausgelagert Testphas vir. Ech liesen Iech dat elo net vir, wat am Rapport steet, mee wann déi aner Länner net matmaachen, déi och solle matmaachen, op dës international Recommandatioun vun dem ECDC hin, da misst ee sech awer och d'Fro stellen, ob déi sech net op d'mannst missten un de Käschten hei am Land bedeelegen, well si profitéiere jo schlussendlech och deels dovun. Ech mengen, dat sinn emol Saachen, déi ech nach wollt soen.

An da kéime mer zu den aktuellen Tester.

Et war gesot ginn, wéi et ugaangen ass, déi aktuell Tester géifen iwwert d'ganzt Land ausgedeent ginn, d'ganzt Land géif getest ginn, 20.000 Tester den Dag wäre méiglech. Elo si mer bei 12.000 Tester. Elo stellt sech fir mech eng Fro. Dat war eng Fro vu Budget vu 40 Milliounen. Da misste mer jo elo, well mer jo weesentlech manner getest hunn, ech schätzen elo emol een Drëttel manner, och nach een Drëttel Réserve budgétaire hunn op deem dote Punkt, well wa jo manner getest gouf, hu mer jo och manner Käschten an da misst dat sech jo och erëmspigelen an där Geschicht do.

Eng aner Fro, déi ons beschäftegt, dat ass, datt um Enn vun enger Quarantän, souwäit mir informéiert sinn, keen Test gemaach gëtt. Et wär awer wichteg, och hei um Enn vun enger Quarantän en Test ze maachen, fir den Ustiechungsrisiko anzedämmen. Wéi gesot, Dir Dammen, Dir Hären, dat sinn déi meescht Observatiounen, déi mer maachen.

Mir bedaueren och, datt d'Invitatiounen net op Lëtzebuergesch verschéckt goufen. Se goufen op véier Sprooche verschéckt, awer net op Lëtzebuergesch. Dat bedauere mer. An ech mengen, trotz där Rëtsch Zweifel un där ganzer Geschicht hei a well den Test op fräiwëlleger Basis ass, gi mer eisen Accord zu dësem Gesetz an der Hoffnung, datt d'Uni Lëtzebuerg an e puer Joer eppes mat deenen Zuelen, déi mer hinnen do liwweren, ka méi ufänken a mir si vun der Epidemie vläicht op anere Gebidder.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Wann een no der ADR schwätzt, stellt ee sech ëmmer d'Fro: Soll een elo drop agoen, ...

Plusieurs voix.- Nee!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... wat do gesot ginn ass an em Bedeitung ginn, ...

(Brouhaha)

... oder einfach driwwer ewechgoen? Ech mengen awer, datt mer an deene leschte Wochen hei e Bild gezeechent kritt hunn an eng Virstellung vu sanitärer Entwécklung hei am Land, déi ganz dramatesch ass. An ech mengen, da muss een och soen, zu wat dat géif féieren.

Hei gëtt gesot, de Large-Scale-Testing hätt näischt bruecht, ausser datt d'Zuelen explodéiert wieren. Dat heescht, de Large-Scale-Testing wier eigentlech schold dorunner, datt esou vill Coronainfizéierter wieren, firwat den Orateur sech selwer och net teste léisst.

An aneren Diskussiounen hu mer dann héieren, datt d'Dokteren, déi dann elo op deem neie Studium, mussen obligatoresch Lëtzebuergesch léieren. Ma ech si frou, datt mer lauter Instituter zu Lëtzebuerg hunn, mat lauter Fuerscher! An et ass mer egal, ob se Lëtzebuergesch kënnen oder net! Ech hätt gär Resultater vun hinnen. An dat ass entscheedend a wichteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An ech mengen, och an där Diskussioun ëm d'Penurie vun de Beruffer vum Gesondheetswiesen, wou dann andauernd erëm gesot gëtt, de Beruff wier esou onattraktiv, well esou vill Franséisch géif geschwat ginn ... Jo, et ass souguer gesot ginn, d'Medikamenter missten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn! Do muss ee soen, wann een da konsequent ass, da musst Der Äre Wieler awer och soen, zu wat dat féiert. Wann dat d'Konsequenz ass, da musst Der soen: Da maache mer de CHEM zou, da maache mer Ettelbréck zou, da maache mer de Robert Schuman zou a mer hunn nach ee Spidol hei am Land!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Huet den Här Engelen dat haut gesot?

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Et gëtt keng Modellisatioun ...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Huet den Här Engelen alles dat doten haut gesot, wat Dir elo hei uschwätzt?

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- ... vun iergendenger Uni, déi esou en Horrorzenario virgesäit wéi dat, wat Dir Iech wënscht!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Huet den Här Engelen alles dat gesot, wat Dir elo gesot hutt?! En huet guer näischt vun deem gesot, wat Dir elo gezielt hutt!

(Interruption)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Natierlech hutt Der dat gesot! Natierlech hutt Der dat gesot! Ech sinn och schonn dee Moment drop agaangen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Getréppelt Hënn billen.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, duerfir mengen ech awer, datt et wichteg ass, …

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Däerf ech da meng Fro stellen, Här President?

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- … datt mer nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet vum Large-Scale-Testing aginn. An den Här Kartheiser kann herno natierlech esou vill Froe stellen, wéi e wëllt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass léif, merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Ech hunn awer elo schonn zwou Minutte mat der ADR verbruecht, déi lescht aacht géif ech awer gär mam Sujet verbréngen.

(Hilarité)

Ech mengen duerfir, datt et wichteg ass, datt mer nach eng Kéier drop aginn an nach eng Kéier soen, firwat et wichteg ass, datt dee Large-Scale-Testing stattfënnt. Mir si mat dat eenzegt Land, wat eis en Outil ginn huet, fir Leit ze detektéieren, déi keng Symptomer hunn, déi asymptomatesch sinn. An domadder kënne mer souwuel déi Leit selwer schütze wéi awer och déi Leit aus hirem Entourage domadder, datt se an en Isolement komme respektiv déi Leit, déi mat hinnen a Kontakt waren, a Quarantän kommen. A mer kënnen domadder, an dat ass esou wichteg, Infektiounskette briechen op engem Niveau, wéi keen anert Land an Europa dat bis elo kapabel ass ze maachen.

An zweetens ass et, mengen ech, ganz wichteg, well et eis och an där heiter Situatioun ... Et gëtt oft gesot: „Et ass e Bild vun der Entwécklung, vum Developpement vum Virus." Et ass nach eppes vill méi Effikasses a vill méi Granulares wéi eng Foto, et ass nämlech eng Lupp, déi mer domadder entwéckelen. Mir kënnen nämlech éischter erkenne wéi am Ausland, wéi d'Entwécklung vum Virus iwwert d'ganzt Land ass.

A wat mer erausfannen nieft deenen alarméierenden Zuele vun héijen Neiinfektiounen ass, datt d'Prevalenz iwwert de Large-Scale-Testing och an deene leschten Deeg a Woche stabill bliwwen ass. Dat ass eng ganz wichteg Informatioun, fir och keng Panik auszeléisen, fir och keng Hysterie auszeléisen. Well de Large-Scale-Testing, deen eeben onofhängeg vun Hotspotten a vu symptomatesche Leit fonctionéiert, weist, datt de Virus awer nach op engem Niveau ass, dee gerabel ass a wou ee ka mat geziilte Mesuren dergéint virgoen. Duerfir ass dat och wichteg, fir géint Hysterie a Panik virzegoen. An ech mengen och, datt dat wichteg ass, fir dobaussen ze kommunikéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An dann ass et och wichteg, datt mer awer als Bemoll musse feststellen, datt am Rapport steet: 17,5 % vun der Populatioun, déi invitéiert war, sinn där Invitatioun och nogaangen. Dat war de Stand de 6. Juli. Ech mengen, datt, wann een dat haut géif kucken, deen Taux méi héich wier. E wier warscheinlech 20 % oder 25 %.

Mee nawell - mee nawell! - ass et esou, datt dann dräi vu véier Leit, déi invitéiert gi sinn, net dohinnergaange sinn! An dat ass net gutt! Duerfir ass et och net gutt, wann Deputéiert, menger Meenung no, domadder uginn, datt si sech net teste loossen, well domadder hëllefe se net, Infektiounskette fréizäiteg ze erkennen an ze ënnerbriechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An dat Ënnerbriechen ass wichteg an et geschitt net nëmmen duerch de Large-Scale-Testing, deen ee Moyen ass. Mee dat, wat mam Large-Scale-Testing verbonnen ass, nämlech den analogen Tracing, méiglech et mécht, fir eebe genau erauszefannen, mat wiem en Infizéierten da Kontakt hat, fir e Vertrauensverhältnis opzebaue mat där Persoun a fir doduerjer méi Leit ze schützen. Dat ass extreem wichteg. An ech mengen och, datt et weesentlech méi effikass ass wéi en digitalen Tracing, deen d'CSV fuerdert a wou se sech mat där Fuerderung drunhält wéi de Geck un de Bengel.

Den analogen Tracing ass duerch näischt ze ersetzen. An, wat och wichteg ass, wa mer esou wäit sinn, datt mer esou vill Neiinfektiounen hunn, datt mer mat deenen aktuelle Moyene vum analogen Tracing riskéieren, net méi nozekommen, ma da musse mer opstocken! Da muss d'Regierung sech eng Strategie ginn, wivill Leit eventuell do musse weider agestallt ginn, och iwwert déi 100, déi mer am Moment hunn, eraus. Well et ass eng vun deenen Haaptaufgabe vum Staat, fir genau dat doten ze assuréieren. An da mussen eis Ministèreléit dechargéiert ginn oder et mussen aner Leit, nei Leit ugeheuert ginn, fir déi doten Aarbecht kënnen ze maachen, fir deen dote Wee, deen effikass ass, kënne weiderzeféieren. Also, souvill zur Wichtegkeet an zur Richtegkeet vum Large-Scale-Testing!

Bon! Mir hunn elo mat deem Projet ze dinn, deen ... Am Ufank ass gesot ginn: „Et ass eng nei Strategie." Eng nei Strategie ass et net. Et ass eng zweet Phas vun där selwechter Strategie, déi méi verfeinert ass. Déi éischt Phas leeft elo an enger Woch aus, de 27. Juli. An den 31. August fänkt dann déi nei un. A jo, dee Marché public ass ausgeschriwwen! En ass och verëffentlecht.

Apparemment ass et net nëmmen de Gilles Roth, deen d'„Lëtzebuerger Wort" net konsequent duerchliest, mee och de Georges Mischo. Haut war nämlech d'Annonce am „Lëtzebuerger Wort" dran, a mir hunn an der Santéskommissioun - a mech iergert et e bëssen, well ech de Punkt opgeworf hunn - in extenso diskutéiert iwwert déi Daten an iwwert d'Publikatiounsdaten an der Europäescher Unioun, well et ass eng europäesch Ausschreiwung. An ech si frou, datt de Rapporteur dat och nach a sengem Rapport, deen dunn och ugeholl ginn ass, esou notéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Bon. Tëschent dem 27. Juli an dem 31. August sinn elo awer fënnef Wochen. A wat ee soe muss, an do kënnt een net derlaanscht, dat ass, datt d'Regierung do wierklech an där Transitiounsphas mat den Neiinfektiounen um falsche Fouss erwëscht ginn ass. An elo heescht et, datt mer dann déi éischt Phas vum Large-Scale-Testing eigentlech quasi ausbauen, bis déi nei Phas ufänke ka mat deem méi verfeinerte Monitoring. Do stelle sech awer effektiv Froen.

D'Madamm Minister huet de Moie scho geäntwert, datt gekuckt gëtt, fir dat mat deem ale Prestataire weiderzeféieren. Do géif et anscheinend och Accorde ginn, datt dat esou géif lafen. Mee d'Fro bleift awer: ...

(Interruption)

... Wat ass envisagéiert, wivill Tester dann elo an deenen nächsten Deeg solle weider gemaach ginn? Bleiwe mer op deem selwechten héijen Niveau vu Large-Scale-Testing, wat ech ganz gutt géif fannen, en amont vun där neier, méi verfeinerter Strategie? Oder ginn eis lues awer sécher d'Capacitéiten aus?, wat an däser Situatioun staark bedauerlech wier.

Et ass och virdru gesot ginn, an ech brauch déi Zuelen net méi ze widderhuelen: Mat deem heite Gesetz schafe mer eis Capacitéiten, fir insgesamt iwwer 30 Wochen 1,6 Millioune Tester ze maachen. Et gëtt manner getest, mee duerfir gëtt méi cibléiert getest mat deene véier Strategien, mat deene véier Achsen, déi och beschriwwe gi sinn. An derbäi kënnt, an dat muss een, mengen ech, och soen, datt déi diagnostesch Tester fir symptomatesch Leit natierlech weidergin. An déi sinn och net hei an deem Projet mat agerechent. Dat heescht, déi Tester ginn natierlech och weider, wann ee mat Symptomer bei en Dokter geet an dann den Dokter eng Ordonnance verschreift, fir esou en Test maachen ze kënnen.

Eng allerlescht Remark. 60 Milliounе kascht de Projet ouni TVA. Ronn 30 Millioune si schonn ausgi ginn. Wa mer elo de Large-Scale-Testing nach weiderféieren iwwert déi fënnef Woche mat der éischter Phas, da komme mer warscheinlech insgesamt op e Montant vu ronn 100 Milliounen, warscheinlech souguer e bësse méi wéi 100 Milliounen. An dat ass awer och en Ausdrock vun der Schwächt vun eisem Gesondheetssystem, nämlech d'Incapacitéit fir ëffentlech ze testen.

A mer missten eng Kéier d'Geschicht maachen, wéi an deene leschte Joren a Joerzéngten d'Capacitéiten an de Spideeler erofgefuer gi sinn an e lukrative Marché opgemaach ginn ass, wou dann déi grouss Acteuren, déi meeschtens och Multinationalle sinn, soit de Marché ënner sech opdeelen, mee op jidde Fall eng gëllen Nues un deem Marché verdéngen, wat net onbedéngt am Interessi vun der Santé publique ass.

Mir sinn awer elo an dëser Situatioun. An ech mengen, datt déi 60 Milliounen, déi mer hei votéiere fir deen dote Projet, datt dat wuel a gutt investéiert Sue sinn. Mir stëmmen dat hei mat.

Merci!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Ech ginn elo d'Wuert un den Här Kartheiser fir seng Fro un den Här Baum.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. An ech soen och dem Här Baum Merci, datt en esou gentil ass, op eng Fro wëllen ze äntweren. Geet den Här Baum op seng Plaz? Da waarden ech eng Minutt, jo.

(Interruptions)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Sécherheetsofstand.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo.

(Hilarité)

Voilà. Ech wollt dem Här Baum soen, ech mengen, et huet jo kee Wäert, datt mer hei iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch streiden an engem Sënn, datt mer elo perséinlech géife ginn. Dofir wollt ech nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat den Här Baum gesot huet.

Et ass mer wichteg, Verschiddenes kloerzestellen an dofir wéilt ech dem Här Baum Akt gi vu senger Deklaratioun, wou e gesot huet, et wär him egal, ob déi Leit Lëtzebuergesch schwätzen oder net. Ech wëll awer och, datt den Här Baum unerkennt, datt d'ADR do eng aner Positioun huet an datt et eis ganz wichteg ass, datt besonnesch am medezinnesche Secteur Lëtzebuergesch geschwat gëtt.

Ech verstinn, datt den Här Baum eng aner Approche huet. Ech mengen, do kann ee sech respektéieren. Mee mir wëssen, datt ganz vill Leit sech net wuelfillen an de Klinicken, wa se net kënnen op Lëtzebuergesch mat den Dokteren oder mat dem Fleegepersonal schwätzen.

Ech wëll och soen, wéi den Här Baum dat gesot huet, gouf vu ganz ville Leit heibannen „très

bien!" geruff aus deem doten Eck, wou d'Regierungskoalitioun sëtzt. Dat sinn déi selwecht Leit, déi virun de Walen hei grouss vu „40 Punkte fir d'Lëtzebuerger Sprooch" geschwat hunn, déi allkéiers, wa mer iwwert d'Klinicken an esou weider schwätzen, soen, wéi wichteg dat hinnen ass. A wann et hei drop ukënnt, da ruffe se „très bien!", wann een heihikënnt, dee seet, et ass him egal, ob d'Leit Lëtzebuergesch schwätzen oder net. Eis ass et net egal!

Déi Fro, déi ech un den Här Baum wollt stellen, ass déi hei: Ass et wierklech esou gewiescht, Här Baum, wéi Dir an Ärer Ried gesot hutt, dat mir gesot hätten, d'Medikamenter sollten op Lëtzebuergesch iwwersat ginn? Mir hunn dat ni gefrot als ADR! Mir froen dat och net, well mir hunn eng pragmatesch Approche. Den Här Engelen huet dat och net gesot a senger Ried. Mir hätte gär eng pragmatesch Approche zum Lëtzebuergeschen a keng, wou probéiert gëtt, eng Positioun fir eis Sprooch an d'Lächerlecht ze zéien. Mir hunn ni gesot als ADR, de „Beipackzettel" zum Beispill, wéi dat heescht bei de Medikamenter, sollt op Lëtzebuergesch iwwersat ginn.

Dofir meng Fro un Iech, Här Baum: Bleift Der bei Ärer Behaaptung oder sidd Der esou éierlech a gentil, fir dat zréckzezéien?, well mir hunn dat ni gesot an den Här Engelen huet et a senger Ried och net gesot.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Ech ginn dann Akt dovunner, wat ech elo grad gesot hunn. Dat war nämlech, datt et mir egal ass, ob an de Fuerschungsinstituter, dat hunn ech gesot, ob d'Fuerscher Lëtzebuergesch schwätzen, Franséisch oder Englesch. A mer wëssen, datt um Fuerschungsniveau d'Lingua franca Englesch ass. An domadder hunn ech absolutt guer kee Problem. Näischt anescht hunn ech do gesot.

Ech hunn et awer an de Kontext gesat mat Aussoen, datt Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Doktesch-, eng medezinnesch Ausbildung maachen, déi jo hei haut mat Äre Stëmme votéiert ginn ass, missten obligatoresch Lëtzebuergesch léieren. Dat war an deem Kontext, wou ech dat gesot hunn.

Ech hunn net gesot, datt d'Fleegepersonal kee Lëtzebuergesch misst kënnen. Dat hunn ech zu kengem Moment gesot.

Dann op déi Fro, déi mer den honorabelen Här Kartheiser da gestallt huet, géif ech drop äntweren: Et ass esou, wéi ech et op jidde Fall an Erënnerung hunn, an esou, wéi ech et op jidde Fall héieren hunn. Ech loosse mech awer ganz gären enges Bessere beléieren, wa mer de Procès-verbal hunn an da kënnen eis zesummesetzen a kucken, ob meng Erënnerung stëmmt oder ob Är Erënnerung éischter zoutrëfft.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Marc Baum. Dann huet den Här Engelen d'Wuert gefrot.

(Hilarité et interruptions)

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt just bemierken, ech hu just gefrot, datt d'Aluedung och soll op Lëtzebuergesch geschéckt ginn. Mir verschécke se a véier Sproochen an eis eege Sprooch leeë mer net derbäi. An dat ass dat, wat ech beusprocht hunn. Wann dat e Krittär soll si vum Här Baum, dann akzeptéieren ech dee ganz gären. Dat ass mer dann eng Freed an ech wäert dat och no baussen droen. Merci.

Mir hätte gär, datt eng Invitatioun ... Mir sinn hei am Lëtzebuerger Land, da soll se och op Lëtzebuergesch verschéckt ginn. Datt nach véier, fënnef aner Sproochen derbäi sinn, dat ass okay. Mee ech mengen, et gëtt dat a kengem Land vun der Welt, wou d'Invitatioune géifen esou verschéckt ginn, wouvu keng an där Sprooch ass, wat d'Mammesprooch vun deem Land ass. An ech mengen, wann dat am Ausland méiglech ass, da muss dat och hei méiglech sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu reegelméisseg den nämmlechte Problem wéi d'Kolleege vun déi Lénk, wou ech mer muss d'Fro stellen: Soll ech op villes vun deem, wat virdru gesot gouf, reagéieren oder net? Ech entscheede mech haut dergéint, …

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- … well ech mengen net, datt mer eis mat eenzelnen Aussoe mussen ophalen, wann et ëm d'Gesondheet vun eis all geet.

Här President, déi aktuell Infektiounszuele maachen eis Piraten Suergen an ech mengen, datt et och kengem aneren heibannen anescht geet. Et ass an deene leschten Deeg vill geschwat ginn iwwer méi streng Mesuren, iwwert den Echo op eis Infektiounszuelen aus dem Ausland an esou weider an esou fort. An och meng Virriedner hu jo illustréiert, datt am Ausland tatsächlech eis Zuele fir Besuergnis gesuergt hunn.

Ech mengen, datt déi Diskussioun, ob d'Tester oder ob de Large-Scale-Testing dorunner schold ass, e bësse laanscht d'Theema ass, well éischtens erfëllt Lëtzebuerg seng Obligatioune vis-à-vis vu senge Bierger, an zwar esou gutt, datt mer net nëmmen eis Biergerinnen a Bierger testen, mee mir teste souguer jiddwereen, deen heihinner schaffe kënnt. An domadder si mir e gutt Stéck besser drun, fir e Virus ze bekämpfen, wéi e Land, wat einfach d'Aen zouméecht virun der Realitéit, datt ee Frontalieren huet, wéi ee Land, wat d'Aen zouméecht virun den Indicateuren, déi eng zweet Well kënnen indizéieren.

Lëtzebuerg huet duerch de Large-Scale-Testing haut e Virwarnsystem, dee vill méi performant ass, wéi dat an anere Länner de Fall ass. A wann ech d'Zuele liesen, datt d'Saarland annoncéiert, se hätten ee Positiven an engem Dag gehat bei der duebeler Awunnerzuel vu Lëtzebuerg, wärend mir - pardon, fir et einfach emol esou ze soen - e puer Meter Loftlinn dovun der awer e puer méi hunn, a gläichzäiteg och e puer Saarlänner hei zu Lëtzebuerg positiv getest goufen deen Dag, da stellt ee sech d'Fro, ob mer net an deene ganzen Teststrategië méi Europa bräichten.

Mir bräichte méi Europa, wann et drëm geet, déi Resultater ze integréieren. Mir bräichte méi Europa, wann et drëm geet, ze realiséieren, datt e Staatsbierger vun deem engen och kann an engem anere Land positiv oder negativ getest ginn. Mir brauchen e System, an deem mer de Lëtzebuerger, deen zu Pärel wunnt, net als Nonresident vläicht kategoriséieren, a gläichzäiteg awer de Frontalier, deen de ganzen Dag zu Lëtzebuerg ass, datt mer deen awer och als Nonresident um Enn kategoriséieren.

Déi ganz Kategoriséierung an Natioune mécht an deem heite ganz spezifesche Kontext kee Sënn. An ier elo eng Fro vun dohannen aus dem Eck kënnt: Ech schwätze vun dësem spezifesche Kontext! Et geet ëm Mënschen. Et geet ëm Mënschen, déi krank kënne sinn. An et soll eis egal sinn, ob dat een ass, deen an Däitschland wunnt, a Frankräich, an der Belsch oder zu Lëtzebuerg. Wat wichteg ass, ass, datt mer Infektiounsketten ënnerbannen. A fir dat ze maachen, hëlleft just eppes: testen, testen an nach eemol testen!

A wa mer da genuch getest hunn a mir fannen déi eenzel Infektiounen, da muss een hir Kontakter tracéieren, fir och sekundär Infektiounen ze fannen. An och do si mer u sech gutt ekipéiert.

Här President, een, dee behaapt, datt déi héich Infektiounszuele vum Large-Scale-Testing géife kommen, dee benotzt Trump-Rhetorik, dee benotzt Rhetorik, fir Leit Angscht ze maachen, fir de wëssenschaftleche Fakten net an d'Gesiicht ze kucken.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Well um Enn vum Dag, an dat huet de Kolleeg Marc Baum hei gesot, ass d'Prevalenz bei de Large-Scale-Tester relativ stabill. Wou d'Infektiounszuelen an d'Luucht ginn zu Lëtzebuerg, dat ass bei de symptomatesche Fäll, ass bei deenen, déi tracéiert ginn. A genau déi géife mer warscheinlech och anescht fannen. De Large-Scale-Testing hëlleft eis eebe grad, déi ze fannen, déi an anere Länner duerch d'Masche falen, déi do duerch d'Netz ginn an déi da potenziell erëm méi Leit infizéieren.

Den ECDC, oder op Franséisch Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, huet a senge Lignes directrices festgehalen, datt eng grouss Testcapacitéit am Interessi vun enger epidemiologescher Iwwerwaachung, der Fréierkennung an dem Traçage läit. Dat si ganz vill kompliziéiert Wierder an engem Saz, fir ze soen: „Wie méi test, dee bekämpft d'Krankheet méi effikass."

Elo ass et esou, datt mer zu Lëtzebuerg dank dem État de crise kuerzfristeg e Large-Scale-Testing kruten an och duerch eng kreativ Ausleeung vun de Marché-publicken, datt een engersäits e Marché public oder, besser gesot, eng fräihänneg Ausschreiwung mécht fir 39 Komma eppes Millиounen an dann en Don vun Testequipementer, hu mer et fäerdegbruecht, fir de Large-Scale-Testing séier op d'Schinnen ze bréngen. Dat kéint een elo kritiséiere wéinst der Form. Am Fong ass et awer dat, wat mer gebraucht hunn.

Am Fong ass et dat, wat eis erméiglecht huet, déi zweet Well, déi op eis zourullt, matzäiten ze erkennen, ier vläicht och aner Länner se erkennen. Dat heescht, mir sinn u sech gutt opgestallt mam Large-Scale-Testing. Wat schued ass, an och dat gouf haut schonn ugeschwat, ass, datt um Enn vun dësem Mount den LST, de Large-Scale-Testing, am éischte Programm ausleeft an datt mer u sech vun dem 27. Juli bis den 31. August haut nach kee Programm hunn.

D'Madamm Ministesch huet eis de Moien an der Kommissioun nach eng Kéier drop higewisen, datt d'Verhandlungen do gutt stinn. An ech hoffe wierklech, datt déi Verhandlungen aboutéieren an datt mer weider kënnen testen, net nëmmen am Interêt vun deene Leit, déi schaffe ginn, mee virun allem och am Interêt vun deene Leit, déi engersäits an d'Vakanz wëlle fueren, well op ëmmer méi Plaze brauch een en Test.

An do, an deem Kontext wéilt ech dann awer trotzdeem eng Fro opwerfen, wou de Kolleeg Engelen schonn op där richteger Pist war, mee wou ech awer nach eng weider Fro hunn. Dat ass déi vum „non-accredited test". An do ass meng ganz konkreet Fro un d'Madamm Ministesch herno: Wat kéint dovunner de potenziellen Impakt sinn op Länner, déi deen Test froen?

Stelle mer eis vir, ech reesen an e Land, wou den Test gefrot gëtt, an do steet drop, datt et en net akkreditéierten Test ass, dee gemaach gëtt. Sinn eis diplomatesch Institutiounen esou opgestallt, fir deene Länner, déi haut Tester froen, ze erklären, firwat dee Saz dropsteet? A wann net, brauche mer net vläicht eebe grad e Certificat, deen dat nämmlecht attestéiert, wat um offizielle Labosresultat steet, mee dee Saz net drop huet?

Ech weess, datt dat um offizielle Labosresultat warscheinlech muss dropstoen op Basis vun enger Obligation légale. Et muss een awer do eng pragmatesch Léisung fanne fir déi Leit, déi beim Reesen esou en Negativtest musse virleeën a potenziell riskéieren, hei refouléiert ze ginn.

Dat Zweet ass, ech schwätze vum Teste virum Reesen. An ech begréissen do absolutt d'Flexibilitéit an d'Vitess, mat där d'Regierung et erméiglecht huet, datt Residenten an och Netresidenten, well et geet iwwert d'Matricule, déi reese wëllen an e PCR-Test brauchen, dee kënnen ufroen iwwert de Large-Scale-Testing.

Ech hunn awer e klenge Bemoll, an dat hunn och d'Fuerscher e puermol gesot, datt mat de Retouren aus de Vakanze potenziell natierlech och de Virus erëm importéiert gëtt, dat ofhängeg vu wou d'Leit kommen. Deementspriechend ass ee vun de Pilieren am Large-Scale-Testing, dee virgesinn ass, d'Porte-d'entréeë vu Lëtzebuerg. De Kolleeg Gusty Graas huet dovunner geschwat. En huet gefuerdert, datt et och eventuell op Autobunnsraststätten oder op anere Plazen, wou ee mam Auto ukënnt, ugebuede gëtt, fir ze facilitéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erlabe mer, hei am Numm vun de Piraten eng Motioun ze deposéieren, wou mer d'Regierung invitéiere géifen, fir jiddwerengem, deen aus der Vakanz erëmkënnt, respektiv Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer en änleche Formulaire wéi dat elo fir déi, déi ausreesen, de Fall ass, fënnef Deeg no hirer Erëmarees kënnen en Test unzefroen an deen ze maachen, dat am Sënn vun, datt se sech selwer mellen, fir getest ze ginn, fir esou Infektiounsketten, déi eventuell am Ausland entstane sinn, ze briechen. Genau dat proposéiere mer aus deem ganz einfache Grond, well et irrealistesch ass ze mengen, datt mer just iwwert de Sampling vum Large-Scale-Testing déi Leit alleguerte géife fannen an et och soss dateméisseg ganz schwéier gëtt, fir erauszefannen, wien da gereest ass.

Motion 1

D'Deputéiertechamber stellt fest, datt

- an de leschten Deeg d'Unzuel vun den Neiinfektioune staark zougeholl huet;

- d'Regierung am Projet de loi 7628 ee Pilier vun Tester bei der Arrivée op der Gare oder um Flughafe gesäit;

- d'Sensibiliséieren, fir sech testen ze loosse bei der Arrivée aus dem Ausland, wichteg ass;

- d'Regierung d'Méiglechkeet geschaaft huet, datt Leit, déi et fir hir Rees brauchen, sech kënne virun hirem Depart an d'Ausland gratis zu Lëtzebuerg teste loossen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d'Méiglechkeet ze bidden, fir sech gratis am Kader vum Large-Scale-Testing testen ze loossen;

2. Promotioun fir dës zousätzlech Testcampagne ze maachen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dann, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer eppes aus der Coronakris léieren, dann ass et, datt d'Situatioun vun haut op muer ka changéieren. An dëser Zäit ass näischt esou al wéi d'Zeitung vu gëschter, deelweis souguer d'Zeitung vun haut, wéi mer haut gewuer goufen.

A wa mer haut nach op enger rouder Lëscht stinn, da sti mer muer vläicht schonn op enger gréngen Lëscht, well aner Länner eis ëm eis Teststrategie beneiden. Mir Piraten plädéieren derfir, an dëser Fro e kille Kapp ze behalen an eis op d'Rigueur vun eiser Lutte géint d'Pandemie ze konzentréieren. Dat Wichtegst ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer kohärent, trei zu eisem Prinzip „Gesondheet steet un éischter Plaz" bleiwen.

Mir Piraten hoffen och, datt duerch dës zweet Phas nach ganz nei wichteg zousätzlech Informatioune séier kënne gedeelt ginn. D'Madamm Ministesch huet eis dat de Moien an der Kommissioun versprach.

An ech hunn och de Moien an der Kommissioun gesot: Mir hunn haut méi Informatioune wéi bei der éischter Well. Mir hunn haut méi Informatioune wéi um Enn vun der éischter Well. Loosst eis deen Echange weider ausbauen! Loosst eis faktebaséiert, evidenzbaséiert Decisiounen huelen an esou dës Pandemie zesumme weider bekämpfen, och mam Large-Scale-Testing!

An duerfir stëmme mir dëse Projet mat Houfert mat. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Nouvelle hunn ech fir Iech: Eppes, wat Iech oder eis alleguerte stéiert, nämlech deen engleschen Numm vu Large-Scale-Testing, ech mengen, dee kënne mer vergiessen an der nächster Phas, well de Large-Scale-Testing war näischt anescht wéi e ganz ambitiéise Fuerschungsprojet, deen op en Enn komm ass, dee mer elo evaluéiert hunn, dee mer fir gutt befonnt hunn an deen an der zweeter Phas ganz einfach Partie intégrante vun der Lëtzebuerger Teststrategie wäert ginn.

Une voix.- A!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Dës Teststrategie ass och ausgeschriwwen, esou wéi dat am Rapport vermierkt ass a schonn e puermol relevéiert ginn ass, an huet véier Achsen, déi de Rapporteur am Detail detailléiert huet. Ech ginn net nach eng Kéier dorop an, fir net ze widderhuelen.

Et ass mer wichteg ze ënnersträichen, dass domadder, dass dee Large-Scale-Testing op en Enn kënnt, kee Lach hannerlooss ginn ass. Do ass absolutt kee Lach, well nieft deem Fuerschungsprojet, deen op en Enn kënnt, huet d'Santé vun Ufank vun der Kris un eng relativ ambitionéiert Teststrategie souwisou lafen, déi parallel leeft. Déi beinhalt net just déi sougenannten normal Tester fir déi Leit, déi Symptomer hunn, mee och eng Rei Projeten, esou zum Beispill, ech géif drun erënneren: Mir hunn am Kader vun eiser normaler nationaler Teststrategie, déi bis elo gefuer ginn ass, zum Beispill d'ganz Altersheimer eng Kéier duerchgetest. Mir haten och punktuell Interventiounen, wou dat gefrot ginn ass.

Dat heescht, déi Teststrategie besteet. Do hu mer eng grouss Capacitéit an do schaffe mer zesumme mat all eise Laboen. Dat gëtt zum Deel gemaach vum LNS, vum Laboratoire national de santé, mee och mat de Privatlaboen, wou jiddwereen bedeelegt ass, soudass do absolutt kee Lach ass. Dass mer dat net nahtlos gemaach hunn, vun enger Phas 1 an eng Phas 2 goen, dat relevéiert fir mech och de „bon sens", gesonde Mënscheverstand, well wann een esou en ambitiéise Projet op en Enn bréngt, ass et wichteg, dass een en evaluéiert, dass ee genau kuckt: Wat ass gutt gelaf? Wat maache mer doraus? Iwwerhuele mer dat?

Integréiere mer dat an eis national Teststrategie? An dass ee sech dofir déi néideg Zäit gëtt. Och fir de Kassensturz ze maachen. Dat ass elo puermol gesot ginn.

Effektiv, et war eng ambitiéis Capacitéit ugeduecht. Déi ass net ganz ausgeschëpft, soudass mer dës Zäit dorobber setzen, fir eeben ze evaluéieren: Wou si mer drun? Wat bleift iwwreg?, fir ze kucken, wat een och do nach vu Sputt behält.

Wéi gesot, et ass kee Lach tëschent deenen zwou Phasen. Mir hunn Testcapacitéit, och ganz vill Testcapacitéit, och ouni deen doten. Dat war esou geplangt. A mir hunn och e Plang fir déi Wochen. Mir si jo elo och amgaangen, eng ganz Rei Betriber ze testen, Secteuren ze testen. Bon, ech ginn net méi op den Detail an, mir hu schonn e puermol hei presentéiert, wat leeft. Et ass net esou, wéi wa mer elo iergendwou e Stillstand hätten, loin de là!

Da géif ech och eng Kéier just wëllen drop zréckkommen: Et gëtt vill vu Couloirsgespréicher an der Santé hei geschwat. Ech kann lech soen, an de Couloiré vun der Santé, do war vill lass iwwert déi lescht Méint, well do huet d'Cellule de crise getaagt an ënner anerem hate mer en Aarbechtsgrupp ronderëm dee Fuerschungsprojet, wou mer vum éischten Dag un zesummegeschafft hu mat de Kolleegen aus dem Fuerschungsministère. Do souze mer ganz oft zesummen. Et war e Comité de pilotage, wou eis Leit gemeinsam drasouzen. An ech souz och selwer do mat um Dësch. Also, wéi gesot, dass do iergendwou Reiwereie waren, dat wëll ech wierklech hei vu mer weisen.

Au contraire, ech erënnere mech nach ganz gutt, wéi dee Projet besigelt ginn ass, dass de Claude Meisch an ech nach eng Kéier telefonéiert hunn. Et war net einfach, esou eng Decisioun ze huelen, esou vill Suen ze engagéieren, mee mir hunn eis eng Kéier an d'A gekuckt a mir hunn eis gesot: Mir maachen dat, fir dass mer schnell derbäi sinn an déi Testcapacitéit kréien, mat allem, wat mer do duerno matgemaach hunn.

Et ass jo ganz vill a Fro gestallt ginn, dass mer dat esou schnell decidéiert hunn. Mee jiddefalls hu mer dat zesumme gemaach! Dat ass alles, wat ech lech kann dozou soen.

Dann, réckbléckend op déi Phas ... Nach net grad réckbléckend, si ass nach net op en Enn. Mee déi Phas, déi elo op en Enn kënnt, vun där ass gesot ginn: „Pleiten, Pech und Pannen." Ma ech géif éischter soen: « Incroyable, mais vrai », well wéi dee Projet annoncéiert ginn ass, hu vill Leit driwwer gelaacht, vill Leit hunn iwwerhaapt net dru gegleeft, dass mer dat géife stoe kréien, well et en extreem ambitiéise Projet war.

Mir hu missen dat Material erbäikréien, déi Logistik erbäikréien. An et huet geklappt! Lëtzebuerg huet et hikritt! Nennt mir emol ee Land, wat an esou kuerzer Zäit esou eng ambitiéis Strategie en place gesat huet! Dat gitt Der wierklech sichen. Also, Lëtzebuerg ass do exemplaresch. A fir mäin Deel sinn ech immens stolz op dee Projet. Et ass net mäin direkt als Santé, mee jiddefalls all déi Acteuren, déi do bedeelegt waren, déi hu wierklech Onméigleches geliwwert, fir dat doten un d'Stoen an un d'Dréien ze kréien, mat deem ganze Succès, deen de Projet entre-temps huet. Ganz vill Länner interesséiere sech fir dee Projet. Mir hunn Dag fir Dag Ufroen aus dem Ausland, wou Leit Detailer dozou wëssé wëllen.

Et ass e Projet, dee fir ganz vill Opmierksamkeet gesuergt huet an eisem Land u sech, elo ofgesi vun deem klenge Revers, deen elo zustane komm ass, wou een e bëssen an d'Gespréich geréit, mee ganz vill Positives bruecht huet an d'Land an e ganz gutt Liicht gestallt huet, well mer genau dat maachen, wat international recommandéiert ass a wou jiddweree frou wär, wann en déi Capacitéit haut hätt.

Déi aner Länner schaffen drun, dat opzebauen. Mir haten et matzäit stoen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass dat dee richtege Wee war.

De Kassensturz, wéi gesot, ass amgaangen. Fir déi Zäit elo tëschent deenen zwee Projete sollte mer u sech, an dat war esou geplangt an och annoncéiert, mat eiser normaler Teststrategie weiderfueren. Vu dass mer awer iwwert déi lescht Wochen e relativ onerwaarte staarken Ustig hate vun Neiinfektiounen, ass et eis wichteg, elo eeben d'Zousazcapacitéit dach ze garantéieren. Dat maache mer am Kader vun deem, wat d'Gesetz eis erlaabt, fir wierklech en Zousazkontrakt nach ze maachen. Dat sinn Aarbechten, déi elo amgaange sinn.

Wéi gesot, fir d'éischt de Kassensturz, dass mer wëssen, wou mer dru sinn. Da si mer prett, fir ze kontraktéieren. A mir wäerten dat selbstverständlech am Respekt vun der Gesetzgeebung maachen, déi fir Marchéë spillt an déi eis eeben och eng Rei Méiglechkeete gëtt, fir esou Rallongen zu Marchéen ze maachen. Dat fir justement an dëser ganz kritescher Zäit, wou d'Infektiounen eropginn a wou mer nach net kënnen ofgesinn, wéi dat evoluéiert iwwert déi nächst Wochen, dass mer do beschtméiglech preparéiert si mat enger gréisstméiglecher Flexibilitéit a Capacitéit, fir kënnen do ze testen, wou et muss sinn.

Ech géif lech haut bieden, dëse Projet ze stëmmen. Déi Teststrategie, déi mer hunn, ass e weesentleche Bestanddeel an eisem Kampf, an eiser Lutte géint de Virus. Mir brauchen déi Testcapacitéit. Dat ass dat, wou mer drop miséiert hunn. Mir sinn och iwwerzeegt, dass dat dee Bausteen ass, deen eis och iwwert déi nächst Wochen a Méint wierklech wäert hëllefen, iwwert de Bierg ze kommen, dat zesumme mam Tracing.

An ech géif do och nach ganz gären eng Kéier ënnersträichen, et ass vill driwwer geschwat ginn. Ech hunn de Moien iergendwou héieren oder gelies, mir hätten en „aveu de faillite", wat eis Capacitéit vum Tracing ugeet. Dat ass absolutt net richteg! Et ass net dat, wat ech de Moie gesot hunn. Au contraire! Och do hu mer bannent kierzester Zäit wierklech de Service vun 0 op 100 eropgefuer mat Leit, déi Dag fir Dag bäikommen, wou mer au fur et à mesure, wa mer Besoinen hunn, och Leit fannen, déi forméiert ginn, déi am Asaz sinn.

An och wa mer wärend zwee, dräi Deeg selwer Angscht haten, well mer selwer iwwerrumpelt gi si mat all deenen Zuelen, hu mer déi Saach awer elo erëm wierklech am Gréff, soudass ech wierklech vu mer weisen, dass do en „aveu de faillite" wär. Nee, mir hunn och do gewisen, dass mer schnell kënne reagéieren, dass mer zu Lëtzebuerg Leit fannen, déi ganz schnell aus anere Verwaltungen op d'Plaz bei eis kommen, soudass een och do kann optimistesch bleiwen, dass mer dat, wa mer Adaptatioune musse maachen um Niveau vum Personal, och nach weiderhi gestäipt wäerte kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Voilà! Dat war et, wat ech zum Projet ze soen hätt. Ech wier ganz frou, wann Der géift derfir stëmmen. Dofir sidd Der haut hei an dat ass eng gutt Saach.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7628. Den Text steet am Document parlementaire 7628[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7628 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Da maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Motion 1

Da kéime mer zur Motioun, déi vum Här Sven Clement vun de Piraten deposéiert ginn ass. Här Clement, als Auteur vun der Motioun hutt Dir d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt just nach eng Kéier op déi zwee Invitten agoen.

Dat eent ass, de Leit, déi op Lëtzebuerg areesen oder um Retour aus dem Ausland sinn, d'Méiglechkeet ze bidden, fir sech gratis am Kader vum Large-Scale-Testing testen ze loossen. Ech hu mech elo grad beléiere gelooss vun der Madamm Ministesch, datt deen Term elo ze ersetze wär, Large-Scale-Testing. Dat géife mer natierlech maachen.

A falls et e Problem gëtt mat de Leit, déi areesen, do ass et eis wichteg, an der Motioun drop hinzeweisen: Leit, déi fir eng länger Dauer areesen, also net een, dee fir een Dag oder fir fënnef Deeg zu Lëtzebuerg ass, mee fir Leit, déi sech méi wéi zwou Wochen zu Lëtzebuerg ophalen, fir deementspriechend d'Infektiounsketten ze briechen.

Ech sinn do ganz gäre bereet, falls do eng gutt Textpropositioun vun de Kolleege kënnt, déi soss net kéinte matstëmmen, ganz gären déi Modifikatioun och ze maachen.

An dann natierlech déi Testcampagne och ze promouvéieren, datt mer de Leit wierklech d'Méiglechkeet ginn, dat och wouerzehuelen. An optimalerweis geet dat jo deelweis iwwert d'Reesveranstalter, fir deenen och un d'Häerz ze leeën, och wann et Selbstfahrerreise sinn, och wann et Busreese sinn, déi eeben net op der Gare oder um Findel ukommen, fir de Leit do d'Méiglechkeet ze ginn, sech testen ze loossen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Et ass souwisou esou virgesinn.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här Di Bartolomeo, et steet sougueer an der Motioun am zweete Considerant, datt et am Projet de loi, dee jo elo eestëmmeg gestëmmt gouf, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... virgesinn ass, um Flughafen an op der Gare ze testen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dat ass och mäi Punkt.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat ass ee vun de Consideranten. An ech mengen, dofir sollte mer dat Ganzt méi breet maachen. Dat ass e bëssen d'Propos, déi dës Motioun mécht.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement.

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Jo, merci. Dat ass effektiv de Sënn an Zweck vun enger vun den Achse vun deem Deel do vun eiser Teststrategie, déi dann ab August wäert ulafen, soudass mir absolutt kee Problem domadder hunn. Et ass an déi Richtung, wuer et sollt goen, an et ass notamment fir esou e Besoin, wou mer wëllen déi Testcapacitéit eropfueren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach een, deen d'Wuert zu der Motioun wëllt ergräifen?

Une voix.- Nee.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen? Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun averstanen ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

Une voix.- A!

8. 7576 - Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;

2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale

M. Fernand Etgen, *Président*.- Als leschte Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 7576 iwwert d'Candidats sursitaires. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler *(DP)*, *rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Claude Haagen, d'Martine Hansen a meng Wéinegkeet gehéieren nach zu där Generatioun, déi eng Dissertatioun huet misse schreiwen, fir Professer am Lycée ze ginn.

(Brouhaha)

De Claude huet sech mam Theema vun de Reassurancen am Grand-Duché befaasst, d'Martine mat dem Sujet Methodik an Didaktik an de Fächer vun der landwirtschaftlecher Betribsléier an der Agronomie op der Orientéierungsstuf vum Lycée technique agricole, dat op 241 Säiten. An ech selwer hat de Sujet vun den horizontale Kooperatiounsfongen an der europäescher Industrie erausgesicht, dat mat besonneschem Bléck op d'Konkurrenzrecht.

(Interruptions diverses)

Jo, ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Wat war dann d'Nott, Här Bauler?

M. André Bauler *(DP)*, *rapporteur*.- Jo, dat waren nach Zäiten!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Wat war Är Nott, Här Bauler?

M. André Bauler *(DP)*, *rapporteur*.- De Stage pédagogique ass iwwer dräi Joer gelaf ...

(Interruption)

... an d'Dissertation scientifique huet misse virun dem prakteschen Exame virun engem Jury verdeedegt ginn, also um Enn vum zweete Joer Stage. Dat war zimmlech stresseg. An de Claude, d'Martine a meng Wéinegkeet hunn duerfir etlech Schoulvakanze reservéiert. Dir gesitt, eis dräi ass d'Zäit schonn deemools net laang ginn.

Ee vu menge Beruffskolleegen an der Biologie, deen am Martine sengem Alter ass, hat sech fir d'Dissertatioun d'Theema vun de „Carabides", op Latäin „coleoptera", erausgesicht. Do goung et ëm eng Zort Käfer, déi an eise Lëtzebuerger Bëscher, méi prezis an de Forêts seminaturelles ronderëmkrabbelen, deenen hiert ekologescht Ëmfeld an hir Biogeografie hien analyséiert a beschriwwen huet. Sou hat dee

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

queesch duerch eis Regioun, dacks op deene koppegste Plazen an deene krommsten Häng Formolfalen opgestallt, fir um Terrain, matzen an eise Bëscher d'Verhale vun de Carabides ze studéieren. E Risenopwand iwwer en déckt Joer, ouni déi theoreetesch an analytesch Aarbecht um Schreifdësch an ënnert dem Mikroskop. Do gesitt Der emol, wat eiseree sech déi Zäit geplot huet, fir um Enn Lycéesproff dierfen ze ginn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 1999 ass de Stage pédagogique reforméiert ginn. Vun do u konnt een d'Dissertatioun no de prakteschen Exame schreiwen an et konnt een téscht enger wëssenschaftlecher an enger reng pedagogescher Aarbecht wielen. Do koum also schonn eng éischt Ouverture a Richtung Didaktik, Pedagogik an Analys vum Schoulsystem.

Ech verweisen zum Beispill op déi pragmatesch a séier interessant Aarbecht vun eisem Kolleeg Georges Mischo aus dem Joer 2008, déi en typeschen Travail de candidature war, dëst ënnert dem Theema „Die Sportart Lacrosse: eine Ergänzung zum Luxemburger Sekundarsportunterricht".

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Dann däerf ech och drun erënneren, dass de Minister François Biltgen ufangs 2011 per Gesetz all déi Leit vum Travail de candidature befreit hat, déi schonn en Doktorat an hirem Fach op der Uni geschriwwen haten. Dat war logesch, zemools wann een den Opwand vun esou enger Aarbecht betruecht. Schonn deemools gouf festgestallt, dass d'Zuel vun den Enseignanten, déi en TC hätte kënne presentéiere bezéiungsweis ofschléissen, relativ héich war, ëmmerhi bal 27 % am Joer 2011.

Wéi déi lescht Reform vum Stage mat der Schafung vum IFEN komm ass, dunn ass den Travail de candidature, esou wéi en 1999 agefouert gouf, ofgeschaaft ginn. Mee dat huet net de Problem vun deene geléist, déi an der fréierer Ausbildung dozou verflicht waren, esou eng Aarbecht ze schreiwen. An esou gouf et weiderhin eng Rei Candidats sursitaires, déi net zum reguläre Proff konnte genannt ginn, well se hiren TC nach net presentéiert haten.

Am Joer 1999 gouf, wéi gesot, eng éischt Reform vum Stage pédagogique fir d'Anwärter op d'Proffekarriär deemools also gestëmmt. De Stage gouf deemools vun dräi op zwee Joer gekierzt an am Enseignement secondaire gouf eng nei Karriär gegrënnt. Soubal ee säi Stage no der Période probatoire gepackt hat, koum een an d'Karriär vum Candidat à la fonction de professeur. Als Candidat hat een dann 18 Méint Zäit, fir en Travail de candidature, och TC genannt, ze schreiwen an dësen duerno virun engem Jury ze verdeedegen. Zu dësem Zweck kruten d'Kandidaten d'Recht op eng Decharge vu fënnef Stonnen d'Woch. Eréischt no der Validéierung vun dësem TC konnten d'Kandidaten zum Lycéesproff genannt ginn.

Duerch d'Tatsaach, dass eng grouss Zuel vun Enseignanten den TC net geschriwwen oder net bestanen hunn oder iwwerhaapt emol kee Sujet erageriecht hunn, huet sech eng weider Karriär gebilt, nämlech déi vun dem Candidat sursitaire. An dëser Karriär hunn d'Enseignanten zwar eng komplett Tâche vun 22 Stonnen assuréiert, mee si konnten net vun deene selwechten Aarbechtskonditioune profitéiere wéi hir Kolleegen aus der Proffekarriär. Als Candidat sursitaire hat een nämlech kee Recht op en Allègement horaire, et huet ee manner verdéngt an et ass een och net esou schnell a senger Karriär avancéiert. Soulaang d'Kandidaten hiren TC net gepackt haten, hounge si an dëser Karriär fest.

Duerch d'Grënnung vum IFEN an duerch d'Reform vum Stage am ëffentleche Déngscht am Joer 2015 huet sech de Parcours fir d'Anwärter op d'Proffekarriär nees geännert. Zënter dem 1. Oktober 2015 brauchen d'Enseignantë keen Travail de candidature méi ze schreiwen, nodeems se hire Stage pédagogique gepackt hunn. Si ginn deemno direkt zum Professer genannt a brauchen net méi duerch d'Karriär vum Candidat ze passéieren.

Dës Ännerung huet allerdéngs eng Diskriminatioun téscht de verschiddene Karriäre vum Enseignement secondaire mat sech bruecht. Duerch d'Reform goufen all déi Enseignanten defavoriséiert, déi zum Zäitpunkt vum 1. Oktober 2015 nach an der Karriär vum Candidat festhoungen. Dernieft goufen och déijéineg benodeelegt, déi haut nach ëmmer de Status vum Candidat sursitaire droen.

Dëse Gesetzesprojet soll dann elo der Diskriminatioun vun de betraffenen Enseignanten en Enn setzen, andeems si eng Dispens fir hiren Travail de candidature kënne kréien. De Schoulministère proposéiert deemno zwee alternativ Weeër, fir kënnen an d'Karriär vum Lycéesproff ze kommen:

Éischtens kënnen d'Kandidaten amplaz vum TC e sougenannten Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofginn. Ënnert der Opsiicht vum SCRIPT schafen d'Enseignanten didaktescht Material, dat spéiderhi vu verschiddenen Acteuren aus dem Lëtzebuerger Schoulsystem ka genotzt ginn. Si kënnen entweeder eng Partie vun engem Schoulbuch schreiwen, eng Léierapp entwéckelen oder e pedagogeschen Internetsite erstellen.

Den Ëmfang vun dëser Aarbecht entsprécht engem Equivalent vun 135 Schoulstonnen. Am Kader vun hirer Virbereedung suivéieren d'Enseignanten ausserdeem eng Formatioun vun aacht Stonnen iwwert d'Benotzerrecht an d'Ausschaffung vun didakteschem Material.

Déi zweet Alternativ zum Travail de candidature besteet doranner, fir eng gewësse Quantitéit un Iwwerstonnen ze leeschten. Déi exakt Unzuel hänkt dovunner of, wéini den Enseignant an d'Karriär vum Candidat genannt gouf. Dëse Volumen entsprécht engem Equivalent vun 190 Schoulstonnen, wann d'Nominatioun téscht dem Joer 2001 an 2006 stattfonnt huet, 230 Schoulstonnen téscht dem Joer 2007 an 2012 an 270 Schoulstonne fir all Nominatioun no 2013.

De konkreete Mechanismus gesäit vir, dass all Kandidat, deen eng voll Tâche assuréiert, e Kreditt vun 120 Schoulstonne pro Joer zegutt huet. Dës Iwwerstonne ginn automatesch op säin Zäitspuerkonnt, och CET genannt, iwwerwisen. Soubal den Enseignant säi perséinleche Seuil un Iwwerstonnen erreecht huet, kann hien an d'Karriär vum Lycéesproff wiesselen. D'Iwwerstonnen, déi den Enseignant fir d'Dispens vu sengem TC gesammelt huet, ginn allerdéngs net ausbezuelt.

Soulaang d'Kandidaten awer ënner hirem Seuil leien, kënne si zu all Moment decidéieren, dach nach en Travail de candidature oder en Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofzeginn. Dee Moment behale si natierlech d'Recht op d'Bezuelung vun Iwwerstonnen, déi si bis dohinner op hirem CET ugesammelt hunn.

Finalement behalen d'Kandidaten also och weiderhin d'Méiglechkeet, wéi gewinnt hiren Travail de candidature ofzeginn. Dëse Projet de loi gesäit allerdéngs vir, dass d'Karriär vum Candidat a vum Candidat sursitaire den 1. Abrëll 2027 ofgeschaaft gëtt. Ab dësem Datum gëtt all Kandidat automatesch zum Professer genannt, egal ob hie säin TC oder säin Travail dans l'intérêt de l'éducation nationale ofginn huet oder genuch Iwwerstonne gesammelt huet.

Mam Iwwergang an d'Karriär vum Professer profitéieren d'Enseignanten net nëmme vun enger Gehaltserhéijung, mee och vun engem Recalcul vun hirer Ancienneté it. Am Géigesaz zu de Candidats sursitaires hunn déi frësch genannt Lycéesproffen d'Recht op een Allègement horaire an op verschidden Dechargen.

Am Numm vun der DP kann ech dëse Projet de loi nëmme guttheeschen. Ech begréissen dofir, datt eise Schoulministère de Candidats sursitaires entgéintkënnt an hinnen alternativ Méiglechkeeten ubitt, fir an d'Karriär vum Professer ze wiesselen.

Fir déi verschidden Avise verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Domat wier alles gesot a merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Rapporter André Bauler. An ech ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also no esou engem Rapport, mengen ech, kann een nëmme verléieren, wann ee laang schwätzt. Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säi Rapport.

Wärend där leschter Legislaturperiod sinn eng Partie Reforme vum Stage gemaach ginn. Ech mengen, déi sinn och am Detail beschriwwe ginn. Mat deene Reforme ware mer net averstanen. Mir haten d'IFEN-Gesetz duerfir och net gestëmmt gehat. Mir waren awer u sech nach manner domadder averstanen, datt nei Ongerechtegkeete geschafe gi si fir eeben d'Candidat-sursitairen.

An duerfir hate mer d'lescht Joer och eng Motioun hei ofstëmme gelooss, fir déi Ongerechtegkeeten ofzeschafen. Ech weess net méi, ob se ugehoil ginn ass oder net. Mee d'Haaptsaach: Mir hunn elo e Gesetz. An duerfir wäerte mer natierlech dat Gesetz matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Deem ass näischt méi derbäizefügen. Och vu mir dem André Bauler, deen hei e magistrale Cours iwwert d'Aarbechte vun de Kolleege gehalen huet, e grousse Merci dofir. Elo wësse mer wéinstens, datt d'Oppositioun eng Kéier ka géint d'Majoritéit Lacrosse spillen. An ech freeë mech schonn op dee Match.

Dat gesot, gi mir och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools merci. Nom Här Bauler sengem Rapport, mengen ech, muss een awer vläicht e puer Wuert soen, well wann e Sujet esou brillant virgestallt gëtt, dann däerf dat bal net ouni Äntwert bleiwen.

Ech mengen, et ass esou, datt sech eng grondsätzlech Fro stellt, och bei all deenen Aarbechten, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn an der Éducation nationale, mee och an anere Verwaltungen. Déi meescht Fonctionnairë vun der Carrière supérieure hu jo esou en Travail de fin de stage geschriwwen.

An d'Fro, mengen ech, retroaktiv, wann ech Iech nolauschteren, Här Bauler, ass: Wat ass eigentlech mat deenen Aarbechte geschitt? Well do ass esou vill gemaach ginn, esou vill Wäertvolles an all Beräich, an der Biologie, an der Ekonomie an esou weider …

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Also, Dir kënnt déi normalerweis bei den Archives nationales, dem Staatsarchiv, oder an der Bibliothèque nationale noliesen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mee … Dat ass an der Rei. Här Bauler, ech zweifelen net un der Qualitéit zum Beispill vun Ärer Aarbecht. An ech mengen, datt se nach eng aner Verwendung kéint kréien, wéi zum Beispill an den Archives nationales drop ze waarden, datt ee se erëmentdeckt.

Ech mengen, grondsätzlech ass et esou, datt ee vläicht sollt iwwerleeën, wat et un Aarbechte gëtt a wat een dofir och kann an engem breede Kontext verwenden an net nëmme vläicht just virun engem Jury, an da gëtt eng Aarbecht net valoriséiert. Dat ass e bësse schued.

E puer Bemierkungen zum Gesetz. Mir haten hei effektiv den 11. Juli eng Motioun gestëmmt. A mir haten och als ADR eng Question parlementaire gestallt, dat war am November 2019, fir eigentlech gewuer ze ginn, wat d'Regierung welles huet.

An do ass eigentlech an där Äntwert op déi Question parlementaire d'Trame vun deem bekannt ginn, wat haut an deem Gesetz steet. Et huet awer gedauert. Mir haten an där Motioun - d'Madamm Hansen erënnert sech bestëmmt dorunner - gesot, datt mer déi Reform fir d'Rentrée 2019-2020 wëllten. Elo kréie mer et eigentlech e Joer méi spéit. Mee d'Haaptsaach ass, datt déi Diskriminatioun verschwënnt. Et sinn eng ronn 600 Leit betraff. An et ass gutt, datt déi Saach elo regulariséiert gëtt, och wann do nach gewëssen Delaie sinn an esou weider.

Mee et stellt sech awer eng Fro. An déi Fro huet och d'Chambre des Fonctionnaires opgeworf. An dat ass déi heiten: Wa mer wëssen, a mir hunn et jo hei iwwer eng Motioun esou festgehalen a mir stëmmen et haut an dësem Gesetz, datt mer zënter 2015 eng reell Diskriminatioun hunn téscht deene Candidats sursitaires an deenen, déi dat dann net méi hu misse maachen als Examen, da stellt sech jo och eventuell d'Fro vum Dedommagement.

An d'Chambre des Fonctionnaires huet déi Fro opgeworf a si ass berechtegt. Wann do zwou Kategorien offensichtlech anescht behandelt gi sinn, opgrond vun enger Diskriminatioun, déi mir hei feststellen, da stellt sech d'Fro vum Dedommagement, wéi och d'Chambre des Fonctionnaires et opgeworf huet.

An et kann ee sech och froen, wa mer elo u sech hei net zwee, mee véier Weeër proposéieren, fir aus där Situatioun erauszekommen - entweeder et mécht een näischt, da gëtt een 2027 genannt, oder et mécht ee säin Travail de candidature oder et mécht een Iwwerstonnen oder et mécht een eng pedagogesch Aarbecht; also u sech gëtt et véier Weeër -, ob et dann net do vläicht Ongerechtegkeete ka ginn, ech weess et net, déi do opdauchen.

Mee eng lescht Bemierkung, déi mer awer um Häerz läit: Firwat hu mer Problemer, Professeren ze rekrutéieren? Well et ass jo net fir näischt, datt mer och déi Stagë reforméieren.

Mir maachen et zum Deel wéinst enger Harmoniséierung an der Fonction publique, wou mir als ADR ëmmer gesot hunn: „Mir sollen net esou onbedéngt déi automatesch Harmoniséierunge kucken, mee virun allem och de Besoin vun all Karriär." Ech mengen, dat ass eppes, wat e bëssen ënnert den Dësch gefall ass.

Mee wa mer schonn hei de Problem hunn - mir hunn ëmmer e Problem gehat an deene leschte Joren - vun engem Rekrutement vu genuch Professeren, do solle mer och wëssen, dat huet mat enger Rei Saachen ze dinn: Dat huet och ze di mat engem Imageverloscht - leider - vum Beruff vum Professer. Et huet dermat ze dinn, datt mer vill Problemer an de Schoulen hunn. Et huet dermat ze dinn, datt mer eng Leeschtungsabouss hunn an de Schoulen.

A mir wëllen hei soen, wat mer ëmmer erëm soen, datt mir eis als ADR awer zum Prinzip vun der Leeschtungsgesellschaft bekennen. Dat motivéiert d'Schüler. A mir sollten och d'Leeschtung am Léiercorps, am Corps enseignant, besonnesch unerkennen, fir datt mer an eng Kultur kommen, wou mer erëm no vir ginn als Gesellschaft, net nëmmen harmoniséieren, net nëmme stoe bleiwen, mee mat deem Wëllen, méi ze sinn a besser ze sinn an ëmmer besser ze ginn, och am Enseignement, fir dann eng Gesellschaft opzebauen, an där et wierklech derwäert ass, sech voll ze engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un den André Bauler, deen op eng ganz flott Manéier souwuel den Historique hei presentéiert huet, wéi awer och déi eenzel Dispositiounen, déi jo d'Resultat sinn och vun Diskussiounen, déi mer mat der Enseignantsgewerkschaft aus dem Secondaire gefouert hunn. Dat huet d'Saach net manner komplex gemaach, mee ech denken, datt mer awer doduerjer op ganz vill eenzelne Situatiounen och Léisunge konnte fannen.

Hei ass et jo esou, datt eigentlech keen diskriminéiert war, mee mir hu festgestallt, datt dat, wat jiddereen als Méiglechkeet hat, nämlech fir säin TC ofzeginn, datt dat vu ville Candidats sursitaires net genotzt gouf. An amplaz bei där Situatioun ze bleiwen, hu mer gesot, datt mer da mussen effektiv aner Situatiounen an aner Méiglechkeeten do derbäisetzen, wou mer dovunner ausginn, datt et méi einfach ass oder besser convenéiert, fir déi elo kënnen ze notzen.

Vun där Hoffnung gi mer aus. An ech denken och, datt dat dann derzou féiert, datt mer à

Le saviez-vous ?

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

moyen terme däitlech manner Candidat-sursitairen hunn an datt et dann net onbedéngt bis 2027 dauert, bis dee Modell ausgelaf ass, mee vill éischter wäert de Fall sinn.

Wa mer awer hei och vu Penurie vun Enseignantë wëlle schwätzen, da wëll ech awer och nach eng Kéier kloer soen, datt mer hei eppes maachen, wat d'Penurie net reduzéiert, mee éischter wäert méi grouss maachen, well jiddereen, dee sech hei wäert reguläriséieren - säin TC wäert ofginn, déi Aarbecht am Interessi vun der Éducation nationale wäert maache respektiv Iwwerstonne wäert halen -, wäert duerno natierlech och eng aner Tâche hunn: déi vum Professer an net méi déi vum Candidat.

Dat féiert dann derzou, datt mer an deene Branchen och en zousätzleche Besoin hu fir ze rekrutéieren. D'Regierung ass sech däers bewosst. D'Regierung rekrutéiert gären do, mee mir mussen also dann awer och nach eng Kéier kucken, datt mer méi rekrutéiert kréien an deene Branchen, fir och, jo, d'Organisatioun vun de Schoule sécherzestellen.

Ech wëll hei dem Haus Merci soe fir déi breet Zoustëmmung fir dëse Projet, well ech denken, mir maachen e Kapitel zou, wat effektiv e Stéckchen ze laang opbliwwen ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7576. Den Text steet am Document parlementaire 7576[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7576 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique elo zou a maachen den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Émile Eicher, Félix Eischen (par M. Paul Galles), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf (par Mme Octavie Modert), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme José Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.03 heures.)

SÉANCE 58

MERCREDI 22 JUILLET 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. 7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018)
   - *Rapport de la Commission des Pétitions : M. Marc Goergen*
   - *Débat : M. Paul Galles - M. Frank Colabianchi (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler) - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Marc Hansen - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement*
   - *Prises de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
3. 7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt (intervention de M. André Bauler)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. 7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 7625 - Projet de loi portant modification de

   1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

   2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

   3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

   4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

   en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt*
   - *Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. 7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

   1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

   2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

   3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique
   - *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
   - *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin
   - *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : M. Guy Arendt*
   - *Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. Claude Haagen et M. Max Hahn) - Mme Tess Burton - Mme Chantal Gary - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre Lex Delles*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
8. 7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen*
   - *Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. André Bauler - M. Charles Margue - M. Marc Baum - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Franz Fayot*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
9. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna, M. Marc Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Hansen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Dat ass net de Fall, Här President.

2. 7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2018. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Marc Goergen als Rapporter vun der Petitiounskommissioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Pétitions

M. Marc Goergen *(Piraten), rapporteur*.- Här President, de Rapport 2018 vum Ombudsman ass e Wierke vu ville Leit, dofir als Éischt deene Leit e grousse Merci, déi un dësem Rapport matgeschafft hunn. Dat sinn allegueren d'Memberen aus der Petitiounskommissioun an all d'Memberen aus all deenen anere Kommissiounen, déi de Rapport op hirem Ordre du jour haten. Ma merci och dem Personal aus der Chamber, virun allem dem Joé Spier, dee fir all Fro betreffend dëse Rapport ze erreeche war. Schlussendlech och e Merci un eise Mataarbechter bei de Piraten, de Gilles Mertz.

An natierlech e grousse Merci un den Ombudsman, d'Madamm Claudia Monti, an hir ganz Ekipp, déi eis hei wierklech en exzellenten Aktivitéitsbericht aus dem Joer 2018 geliwwert hunn, an dat wéilt ech op dëser Plaz och ervirhiewen a luewen.

De Bericht vum Ombudsman, an dofir hu mir dat och esou an eisem Rapport geschriwwen,

ass wierklech komplett, gutt liesbar an och opklärend a weist immens gutt, wat den Ombudsman a seng Ekipp iwwer e ganzt Joer geschafft hunn. D'Presentatioun, déi d'Madamm Monti hei an der Chamber - also nach am anere Gebai - de 26. Februar vum Rapport gemaach hat, war wierklech ergänzend a si ass op all Aspekter, déi am Rapport dra waren, nach eng Kéier ganz gutt agaangen a souguer driwwer eraus.

D'Zesummentreffe mam Ombudsman war et derwäert an insgesamt hu mer alleguerte kënne feststellen, datt d'Bezéiungen tëscht dem Ombudsman an der Chamber exzellent sinn. D'Diskussioune waren oppen an éierlech an et gouf kee Blat virun de Mond geholl. D'Deputéiert hunn hir Froe gestallt a kruten och hir Äntwerten. Ech denken, ech schwätzen am Numm vun allen heibannen, wann ech soen, datt d'Aarbecht, déi en Ombudsman all Joer leescht, eng grouss Beräicherung fir eist Land ass.

Här President, all Land brauch gutt fonctionéierend Verwaltungen, fir kënnen uerdentlech ze fonctionéieren, ob um Staatsniveau oder Gemengenniveau. Gutt Verwaltunge si mat eng Bedéngung, fir datt e Land gutt fonctionéiert. Gutt Verwaltunge bréngen de Bierger a Biergerinnen hei am Land méi Liewensqualitéit. Fir datt d'Qualitéit vum Service héich bleift, ass et néideg, datt vun Zäit zu Zäit d'Verwaltunge rappeléiert ginn an domat de Service um Bierger weider verbessert gëtt.

Als onofhängeg Persoun kann den Ombudsman tëscht de Bierger a Verwaltungen als Mediateur esou zu enger Opwäertung vum Service um Bierger bäidroen. Wichteg ze erwänen ass och, datt den Ombudsman a senger Funktioun total onofhängeg an neutral ass. Säin eenzegt Zil ass d'Schlichtung vu Situatiounen tëscht dem Bierger an enger Verwaltung.

Zu de verschiddene Reklamatioune muss een och umierken, datt hannert dëse Reklamatiounen zimmlech grouss a komplex Gesetzer stiechen, déi net ëmmer einfach fir de Bierger ze verstoen an interpretéiere sinn. E puer Verwaltunge schaffen och an engem méi direkte Kontakt mam Bierger, wärend anerer méi hannert de Kulisse schaffen, wat einfach un der Natur vun hirer Aufgab läit. Op déi genee Zuelen iwwer wéi eng Ministèrë wivillmol consultéiert goufen, komme ech am Uschloss nach eng Kéier méi genee ze schwätzen.

A sengem Virwuert mécht den Ombudsman awer e puer Feststellungen. Esou schreift den Ombudsman, datt bei alle Reklamatioune verschidde Musteren ëmmer erëm optauchen. Do wou de Bierger meeschtens net zefridden ass, do huet d'Verwaltung virdru meeschtens net rigouréis genuch geschafft: entweeder d'Verwaltung war ze lues oder si huet demotivéiert gewierkt oder et ass einfach guer keng Reaktioun oder Äntwert vun der Verwaltung komm. Den Ombudsman stellt fest, datt all Konflikter tëscht Bierger a Verwaltungen an deene meeschte Fäll zréckzeféiere sinn op eng schlecht Kommunikatioun, onkloer Informatiounen oder schlecht erkläert Entscheedungen, oder wann eng Verwaltung, am schlëmmste Fall, guer net méi äntwert.

A grad hei ass et wichteg, datt d'Bierger mam Ombudsman eng Méiglechkeet hunn, sech géint onfair Entscheedunge kënnen ze wieren an op d'mannst eng verständlech Erklärung ze kréien, op wéi enger Grondlag eng Verwaltung hir Entscheedung getraff huet. D'Petitiounskommissioun ënnerstraicht dofir nach eng Kéier d'Schlussfollgerung vum Ombudsman, datt d'Kommunikatioun tëscht de Verwaltungen an de Biergerinnen a Bierger méi verständlech an och méi perséinlech gestalt soll ginn.

Ganz positiv ass, wéi ech als Rapporter an deene verschiddenen Diskussioune mat de Ministeren och konnt feststellen, datt vill Verwaltunge sech an de leschte Joren immens verbessert hunn. An dat muss een de verschiddene Verwaltungen och unerkennen. Den Ombudsman mécht a sengem Bericht och dorobber opmierksam, datt e reegelméisseg vu Leit consultéiert gëtt, déi respektlos géigeniwwer de Verwaltungen agéieren. Ech mengen, hei kann een einfach soen, datt d'Kommunikatioun tëscht de Verwaltungen an de Bierger op géigesäitegem Respekt fousse muss, wann ee wëllt weiderkommen.

Här President, ech kommen e bëssen op d'Zuelen, déi den Ombudsman a sengem Bericht presentéiert huet. Dës Zuele spigelen d'Joer 2018 erëm. Am Joer 2018 hunn d'Leit insgesamt 957-mol eng Reklamatioun beim Ombudsman agereecht. Dat si ronn 2,5 Reklamatiounen pro Dag. Dovun ass ronn een Drëttel, also 331 Reklamatiounen, vum Ombudsman als recevabel unerkannt ginn. Vun deenen 331 Fäll goufen der 246 vum Ombudsman a senger Ekipp geléist. Den Taux de correction global, also de Prozentsaz vun alle Reklamatiounen, déi geléist goufen, läit bei 74,3 %, also dräi Véierel.

Ech wëll schonns e bësse virewechgräifen a soen, datt d'Petitiounskommissioun an hirer Konklusioun proposéiert huet, datt een d'Statistike weider kéint ausbauen, andeems een d'Zuelen aus de verschiddene Joren, souwäit et méiglech ass, niefteneesetzt an den Ombudsman eventuell Interpretatioune vun den Zuele kéint ginn, fir datt mir se an der Chamber besser kënnen an e Kontext setzen.

Ëmmerhi muss een awer soen, datt déi Zuelen, wéi mir se presentéiert kruten, et erlaben, en immens gutt Bild vun der Aarbecht vum Ombudsman ze kréien.

Den Ausseministère mat 187 Reklamatiounen ass Spëtzereider, gefollegt vum Ministère de la Sécurité sociale mat 158 Reklamatiounen an dem Finanzministère mat 124 Reklamatiounen. Zwee Ministèrë kruten 2018 guer keng Reklamatiounen. Dat waren de Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes an de Ministère de la Digitalisation. Insgesamt leien d'Ministèrë bei engem Taux de correction vu 74,8 %.

Den Ombudsman stellt dann och fest, datt 2018 de Groussdeel vun de Reklamatioune vun de Leit d'Theemen Immigratioun, Sécurité sociale, Fiskalitéit, Aarbecht, Logement a Bildung betreffen. Dorënner falen eng Panoplie vun ënnerschiddleche Problemer. Fir den Detail vun dëse Problemer verweisen ech op de Bericht vun dem Ombudsman souwéi op mäi schrëftleche Rapport.

Erwänenswäert ass och, datt 97 vun alle Reklamatiounen un d'Gemengeverwaltunge gaange sinn. Dat si ronn 10 % vun alle Reklamatiounen. D'Gemenge leie bei engem Taux de correction vu 71,4 %. De Mediateur betount, datt e mat de meeschte Gemengen exzellent zesummeschafft. Allerdéngs kritiséiert den Ombudsman ganz schaarf verschidde Gemengen, bei deene glat de Contraire zoutrëfft. Och a senger Presentatioun de 26. Februar kritiséiert den Ombudsman oppen, datt eenzel Gemenge guer net kooperativ sinn. Deemno reagéiere verschidde Gemengeverwaltunge guer net op d'Demandë vum Mediateur a senger Ekipp oder si reagéieren direkt vehement verdeedegend an onproduktiv.

A senger Presentatioun am Februar huet den Ombudsman souguer mam Gedanke gespillt, am nächste Rapport d'Nimm vun de Gemengen ze nennen, déi sech géint d'legal Prozedure wieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten), rapporteur.*- D'Petitiounskommissioun hëlt Akt vun dësen Aussoe vum Ombudsman an erënnert drun, datt d'Prozeduren aus dem Gesetz vun 2003 anzehale sinn.

Här President, wéi ech schonn am Ufank gesot hunn, goufe sämtlech Chamberskommissioune vun der Presidentekonferenz gefrot, eng Stellungnam zu de Reklamatiounen ofzeginn, wou si betraff sinn. Insgesamt hunn zéng Kommissiounen esou eng Stellungnam geschriwwen. Sechs Kommissiounen hu mat Zefriddenheet festgestallt, datt kee Punkt am Aktivitéitsbericht 2018 si betrëfft.

Wat generell d'Bezéiungen tëscht dem Ombudsman an de verschiddene Ministèren ugeet, esou kann ee souwuel am Bericht vum Ombudsman wéi och an de Gespréicher tëscht de Kommissiounen an de verschiddene Ministèren erausheieren, datt d'Bezéiungen tëscht béiden Instanze gutt sinn an den Ombudsman als Instanz respektéiert gëtt.

Ech ginn elo net op all déi eenzel Fäll an. Déi fannt Dir am Detail am Bericht vum Ombudsman souwéi a mengem schrëftleche Rapport. Allerdéngs wëll ech awer op e puer eenzel Positiounen aus dem Rapport agoen.

Zu deem elo grad ugeschwate Problem mat de Gemengen hat sech och d'Kommissioun vun den Affaires intérieures ronderëm de President Dan Biancalana länger zesummegesat an all eenzel Punkte behandelt. Effektiv huet d'Kommissioun d'Remarke vun der Madamm Ombudsman, wat d'Verhale vu verschiddene Gemengen ugeet, op de Leescht geholl.

D'Commission des Affaires intérieures stellt fest, datt den Taux de correction vun 2017 op 2018 vu 55,6 % op 71,4 % eropgaangen ass, wat ganz positiv fir de Bierger ass. D'Kommissioun ass och der Meenung, datt déi betraff Gemengen den Dialog féiere sollen an et och maachen, well d'Entwécklung vum Taux de correction vun 2017 op 2018 géif dat jo weisen. D'Kommissioun fir bannenzeg Ugeleeënheeten ënnerstraicht des Weideren, datt d'Kompetenze vum Ombudsman méi kloer missten definéiert ginn.

Och d'Kommissioun fir Aussenugeleeënheeten, Europa, Kooperatioun, Immigratioun an Asyl huet eng länger Positioun am Rapport bäigedroen, wou et ëm den Asyl an d'Immigratioun gaangen ass. Och wann den Ausseministère Spëtzereider bei de Reklamatiounen ass, sou muss een awer dozou hinzufügen, datt den Taux de correction fir de Ministère bei 93,3 % läit, wat weist, datt hei eng gutt Kooperatioun existéiert.

Ech ginn dann op d'Positioun iwwer vun der Kommissioun fir Mëttelstand an Tourismus, déi sech mat enger Reklamatioun betreffend eng Autorisation d'établissement befaasst hat. D'Kommissioun ënnerstraicht hei an hirer Positioun, datt de Service des autorisations d'établissement all Joer mat Dausenden Demandë befaasst gëtt an datt d'Dauer vun der Demande bis zum Ausstelle vun der Autorisatioun am Joer 2019 nëmmen nach 9,4 Deeg bedréit.

Ech kommen dann nach kuerz op d'Positioun vun der Kommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a Sécurité sociale. An der Sëtzung hei goung rieds iwwer verschidde Reklamatiounen, déi virun allem d'CNS an d'ADEM betraff hunn. Bei béiden Etablissementer hunn d'Ministèren ënnerstrach, datt ee versicht, datt déi vill Bréiwer, déi all Dag erakommen - bei der CNS sinn et der méi wéi 10.000 - solle personaliséiert an einfach verständlech beäntwert ginn.

Och d'Logementskommissioun gouf mat verschiddene Reklamatiounen aus dem Rapport befaasst. Hei huet de Logementsminister zu deene verschiddene Fäll méi genee Ausféierunge gemaach.

Wat déi aner Kommissiounen ugeet, do gouf et keng weider Feststellung betreffend de scho ganz komplette Rapport vum Ombudsman.

Här President, d'Petitiounskommissioun huet op Basis vum Aktivitéitsbericht 2018 vum Ombudsman an no de Positioune vun den anere Kommissiounen e puer Schlussfollgerunge gemaach. D'Petitiounskommissioun lueft virun allem als Éischt emol d'Aarbecht, déi all Dag an de Verwaltunge vun de Mënschen do geleescht gëtt, well ouni d'Beamte wär dat Ganzt net méiglech. D'Kommissioun lueft och d'Efforten, déi a verschiddene Verwaltungen an de leschte Jore gemaach goufen, fir méi verständlech a personaliséiert mam Bierger ze kommunizéieren.

D'Kommissioun erënnert och nach eng Kéier drun, sou wéi se et 2017 scho gemaach huet, datt mir hei an der Chamber och oppasse mussen, datt mer kloer Gesetzer schreiwen, déi vu jiddwerengem kënne verstane ginn. A mir hunn zesummen dat festgehalen, wat ech virdrun och zu de Statistike gesot hunn, nämlech datt et gutt wär, wann den Ombudsman eis hei kéint Vergläicher mat anere Jore liwweren an och eventuell Erklärungen, fir d'Zuele besser kënnen an e Kontext ze setzen.

D'Kommissioun ass och nach eng Kéier op d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman agaangen, déi den Ombudsman jo och a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport opgeworf huet, wou et virun allem ëm d'Kompetenze vun dem Ombudsman geet. Hei hat den Ombudsman bemängelt, dass säin Handlungsberäich nëmmen déi staatlech Verwaltunge betrëfft. Den Ombudsman kann net agräife bei den Établissements de droit privé, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt sinn. Dat sinn zum Beispill awer Seniorien, Fleegeheemer, mee och Schoulen a Crèchen, déi mam Staat eng Konventioun hunn an och mat Steiergelder bezuelt ginn.

D'Petitiounskommissioun hält hei fest, dass eng Entrevue mam Ombudsman an den zoustännege Kommissioune sollt organiséiert ginn, fir iwwert dës Recommandatioun ze schwätzen.

D'Petitiounskommissioun seet der Madamm Monti an hirer Funktioun als Ombudsman souwéi hirer ganzer Ekipp villmools Merci fir déi wäertvoll Aarbecht, déi si geleescht hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Dat heite war mäin éischte Rapport an der Chamber. An ech muss soen, datt et flott ass, hei emol ganz neutral kënnen d'Saachen ze verfollegen a mir esou e globaalt Bild vum ganzen Dossier kënnen ze maachen. Et war sécher vill Aarbecht, fir dee Rapport hei opzestellen, ma ech hat eng gutt Ergänzung, notamment vum Joé Spier, deem ech nach eng Kéier Merci wëll soe fir seng Hëllef, an dem Gilles Mertz an eisem Büro, dee mech iwwert dee ganze Rapport begleet huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Marc Goergen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem Moment, an deem eis Aarbecht an der Chamber nawell relativ intensiv ass, wéi ech fannen, an an deem och Dag fir Dag nei Informatiounen op den Dësch kommen a mer déi musse verschaffen, behandele mer haut also de Rapport vum Ombudsman.

An ech wëll dem Rapporteur, dem Marc Goergen, deen eis de „Rapport vum Rapport" gemaach huet, villmools Merci soe fir seng mëndlech a seng schrëftlech Beméiungen. An et ass mer wichteg an och richteg, hei direkt och dem Ombudsman, dem Claudia Monti, a senge Mataarbechter a Mataarbechterinne Merci ze soe fir deen ausféierleche Rapport, deen immens interessant ass an och ganz villes offeleet.

A well et fir mech och deen éischte Rapport vum Ombudsman ass, deen ech däerf kommentéieren, iwwert deen ech hei däerf schwätzen, erlaabt mer ze bemierken, wéi hëllefräich ech et an deem Rapport fonnt hunn, dass do zum Beispill e Lexique ze fannen ass an och d'Exemples de bonne pratique. Ech fannen dat nämlech net selbstverständlech, dass d'Leit sech d'Méi maachen, e Rapport esou duerzestellen, dass e liesergerecht ass, dass ee weess, mat wat fir enge Vokabelen een et do eigentlech ze dinn huet, an dass och eng Approche behale gëtt, déi eigentlech vum Fong hier positiv ass mat den Exemples de bonne pratique.

A mëtten an dëser spezieller Zäit, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et dofir gutt, dass mer dëse Rapport zesummen hei diskutéieren. Well hannen um Enn representéiert dëse Rapport vum Ombudsman eng Donnée, déi an dëse Méint mat onerwaarter Heftegkeet vun Aktualitéit ginn ass an déi eis duerch déi ganz Coronazäit erduerch begleet, an zwar: De Staat muss funktionéieren an op de Staat, op seng Institutioune muss ee sech kënne verloossen.

Dat, wat d'Grondviraussetzung ass fir d'Meeschtere vun der sanitärer Kris a wat mer hei am héijen Haus och oft kontrovers diskutéieren, ass zugläich den Inhalt vum Rapport vum Ombudsman: De Staat muss funktionéieren. D'Institutioune musse funktionéieren. D'Gemenge musse funktionéieren. A wat an dëser Kris eng sanitär, eng ekonomesch an eng sozial Bedeitung huet, gëtt an dësem Rapport ënner engem ganz aneren a besonnesche Bléckwénkel gekuckt, nämlech: Funktionéiert de Staat als Interlocuteur vum Bierger? A wann ee sou wëllt, ass dat vläicht souguer seng nobelst Aufgab, déi en huet: am Déngscht ze stoe vun de Bierger. Well et ass awer esou: An enger Demokratie ass de Souverän hannen um Enn d'Vollek.

Dofir ass et och sënnvoll, dass dëse Rapport iwwert d'Petitiounskommissioun leeft, well si ganz besonnesch intensiv e Bindeglidd duerstellt tëschent de Bierger an de Pouvoiren am Staat. Et geet zudéifst drëm, dass de Bierger an d'Biergerin op mündeg an onkompliz éiert Aart a Weis un dësem Staat kënnen deelhuelen, also un der Politik am wäiteste Sënn. A grad dofir ass d'Aufgab vum Ombudsman esou eng wichteg an eng zentral. Et geet dréms, dass de Kontakt tëschent de Bierger an der Administratioun funktionéiert, dass Rechter verteidegt ginn, dass Servicer seriö geholl ginn an honoréiert ginn, dass emol iwwerflëssege Sprengstoff entschäerft gëtt an dass trotzdeem kloer Linnen a Prozedure bestinn, agehale ginn, d'Gesetzer respektéiert ginn an d'Mënschlechkeet verteidegt gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad well mer an dëser besonnescher Situatioun vun der sanitärer Kris sinn, erlaben ech mer, net ze wäit auszehuelen an näischt sichen ze goen, wat ech just géif siche goen, fir eppes sichen ze goen. Mee ech erlabe mer, de Rapport vum Ombudsman kuerz a fënnef Punkten ze kommentéieren.

Deen éischten: de Bléck op déi Haaptberäicher, an deenen den Ombudsman am meeschte sollicitéiert gëtt, well dat ass keen onschëllegen oder reng statistesche Constat.

Et handelt sech dobäi ëm déi Beräicher, an deenen d'Verhältnis tëschent Bierger a Staat op eng besonnesch Aart a Weis ugespaant ass a besonnesch wichteg ass. Dat sinn déi Punkten, op deenen d'Biergerinnen an d'Bierger besonnesch intensiv ëm hir Rechter kämpfen a besonnesch gutt wëlle vum Staat verstane ginn, well et hir ganz vital Beräicher sinn. An da verwonnert et jo net, dass déi Theemeberäicher, an deenen den Ombudsman am meeschte sollicitéiert gëtt, d'Beräicher si vun der Famill, mee och vum Beruff, dem Chômage, der Pensioun an der Krankheet. An dann natierlech d'Wunnen, an och ganz vill d'Studéieren, wat fir déi Jonk oft den haaptsächleche vitale Beräich ass, well et ze dinn huet mat der Gestaltung vun hirer Zukunft.

An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass et fir eis heibannen immens wichteg ass ze verstoen, dass dat net nëmmen einfach esou plakeg Zuele sinn, déi do am Raum stinn, mee dass sech hannert dëse Reklamatiounen a Kontakter ganz vital Froe verstoppen. Froen, déi fir eis Bierger a Bierge-

rinnen oft d'Zefriddenheet vun hirem Liewen ausmaachen an déi oft direkt mat hirer Würd a mat hirem Gléck ze dinn hunn. An ech fannen et ganz wichteg, dass mer mierken an dass mer och bemierken, dass mer et mat Mënschen ze dinn hunn, déi vum Staat wierklech eppes erwaarden, déi op d'Institutiounen, de Staat an d'Gemengen an d'Ministèrë waarden, well dorun en Deel vun hirer Zefriddenheet a vun hirem Gléck hänkt.

Et ass wouer, dass den Ombudsman och bemierkt, dass eng Rei Leit sech relativ offensiv bis aggressiv verhalen. Mee ech fannen et trotzdeem wichteg, dass mer eis drun erënneren, dass et net eleng ëm fundamental Rechter vun de Bierger geet, mee och ëm zudéifst liewensentscheedend, vital Froen. An anere Wierder: Mir kënnen heibannen dozou bäidroen, dass Mënschen an hire perséinleche vitale Froe gehollef kréien.

Deen zweete Punkt: D'Vertrauen an de Staat ass keng Selbstverständlechkeet, mee en Haaptfacteur vum Bien-être. Iwwregens ass d'Vertrauen an de Staat den Indicateur N° 50 am PIB du bien-être am Beräich Governance and civic engagement. A lescht Etüde weisen, dass zu Lëtzebuerg am Verglach zu deenen aneren EU-Staaten d'Vertrauen an de Staat zimmlech héich ass. Wéi kéint et och anescht sinn an engem Land, an deem mer vum „Pappa Staat" schwätzen? Am Eurobarometer kënnt reegelméisseg eraus, dass d'Lëtzebuerger insgesamt en zimmlech héicht Vertrauen an Europa, an de Staat, an d'Regierung an och an d'Parlament hunn.

Mee d'„Regards" Nummer 08 vum Statec aus dem Mäerz 2016 hunn och gewisen, dass am Verglach zu 2001 an 2008 zu Lëtzebuerg d'Vertraue grad an d'Regierung an an d'Chamber konstant an uerg erofgaangen ass, vläicht parallell zu enger Zounam vun enger gewëssener Politikverdrossenheet. An déi spontan Etüd vu Quest aus dem Abrëll 2020 iwwert déi éischt instinktiv Effekter vun der Coronakris huet gewisen, dass d'Vertraue grad elo awer zimmlech héich ass, bei 93 % fir d'Institutions de santé - si hu Vertrauen an déi Institutiounen -, dovu 47 % souguer e ganz staarkt Vertrauen, 88 % an d'Regierung an 83 %, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an eis, d'Chamber, ...

Une voix.- Très bien!

M. Paul Galles *(CSV)*.- ... dovu 35 % an 22 % souguer e ganz staarkt Vertrauen.

(Exclamations)

An enger Kris weess een, op wien ee sech verloosse soll a kann an hoffentlech och wäert.

Dofir sollte mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tatsaach, dass d'Ombudsfra eis all Joer e Rapport mécht, verstoen als Deel vun eiser Verantwortung, fir de Bierger a Biergerinne Vertrauen an d'Institutiounen ze erméiglechen, wärend enger Kris, mee och onofhängeg vun enger Kris.

Mee et sinn nach zwou weider Saachen dozou ze soen. D'Resultater vum Statec aus de „Regards" Nummer 08, déi ech genannt hunn, sollten eis alarméieren, eis net op de Lorbeeren auszerouen, besonnesch dann, wann et guer keng Lorbeere méi gëtt.

An dat anert: Wann de Staat just e „Pappa Staat" ass, deen als Serviceprovider funktionéiert, da si mer an enger geféierlech Konstellatioun. Et wär e bessert Zil, eis esou opzestellen, dass mer d'Eegeverantwortung vun de Bierger förderen a fuerderen. Well eng Gesellschaft baut sech net eleng aus staarken Institutiounen op, mee genausou aus engagéierten an aus motivéierte Bierger, Mënschen, déi sech fir dat gutt Funktionéiere vun der Gesellschaft matverantwortlech fillen.

Deen drëtte Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass déi Fro, vun där ech mengen, dass se an dësem Rapport déi meeschten Diskussioun verdéngt: d'Fro, an den Här Rapporter ass schonn drop agaangen, ob déi privat Träger, déi par délégation e Service public assuréieren, och kënnen an de Wierkungsberäich vum Ombudsman ageschloss ginn, wéi de Rapporter et och virdrun erkläert huet. Verstäerkt gëtt dës Fro nämlech duerch zwee aner Faiten. Deen een ass den oppene Bréif gewiescht vun enger Rei Organisatiounen, an zwar der CCDH, dem CET an eeben dem Ombudsman, déi sech am Bezuch op de Beräich vum Handicap gefrot hunn, wouhinner sech d'Leit da fir eng Beschwerde wende kënnen. An deen anere Fait ass d'Tatsaach, dass déi dote Fro scho viru ronn zéng Joer hei am Haus diskutéiert ginn ass, also scho méi laang bewosst a gewosst ass.

Mir sinn an eiser Fraktioun der Meenung, dass onbedéngt eppes geschéie muss, dass entweeder och dës Beneficiairen a Clienten an hir Leit sech musse kënnen un den Ombudsman wenden oder dass eng aner ëffentlech Tëscheninstanz geschafe gëtt. Woubäi mer awer kloer eng Preferenz dofir hunn, net nach eppes Neies an Zousätzleches ze schafen, mee d'Kompetenze vum Ombudsman an deem Sënn ze erweideren. Mir begréissen op alle Fall d'Propos, dëse Punkt an der Kommissioun ze diskutéieren.

Dee véierte Punkt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, betrëfft d'Tatsaach, dass souwuel de Staat wéi och d'Gemenge vun dësem Rapport vum Ombudsman betraff sinn. Et fält op, dass vill méi Fäll de Staat, also d'Ministèren, betreffe wéi d'Gemengen, dass awer den Taux de correction op Staatsniveau e bësse méi héich ass wéi op Gemengenniveau. Bei der Presentatioun vun hirem Rapport an der Chamberskommissioun huet d'Madamm Monti vun hiren oft méi zéien Erfarunge mat der Gemeng geschwat a vun hirer Absicht, vun elo un och emol eng Kéier Nimm vu Gemengen ze nennen. Ënnert der Konditioun, dass eis alleguerte bewosst ass, dass souwuel Gemeng wéi och Buergermeeschter net censéiert sinn, géint d'Gesetzer ze verstoussen, kann een esou ee Schrëtt duerchaus novollzéien, wann et ugemooss an noutwendeg ass, esou eppes wéi eng Ultima ratio.

Dee fënnefte Punkt ass eis Ënnerstëtzung dofir, dass an all deene Prozeduren a Courrieren, wou de Bierger oder d'Biergerin matgedeelt kréien, dass se zum Beispill d'Recht hunn, virun e Verwaltungsgeriicht ze zéien, hinnen och kloer an däitlech signaliséiert gëtt, dass se och d'Recht hunn, den Ombudsman unzeruffen. Am Sënn vun der Transparenz mussen d'Bierger iwwer all hir Rechter opgekläert ginn, wou se kënnen a dierfen hir Rechter akloen a afuerderen, an doriwwer, dass et virum Geriicht och nach aner effikass Weeër ginn, déi - well et hei ëm den Ombudsman geet - och op parlamentareschem Niveau rapportéiert an hei seriö geholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vum Ombudsman enthält immens vill Eenzelfäll. An et war interessant, immens interessant, an deenen eenzele Kommissiounen d'Diskussiounen zu deene Fäll ze verfollegen. Fir déi vital Wichtegkeet vun den Theemen ze ënnersträichen, well ech vum Gemengenniveau just zum Beispill d'Fro vun der Referenzadress erwänen, déi méi oft am Rapport vum Ombudsman virkënnt. An op Ministèreniveau war ech derbäi, bei deem ganz intensiven Austausch iwwert de Regroupement familial, wat jo fir eng ganz Rei Leit hir Haapt-Raison-d'être ass a wou elo en Avant-projet de loi soll dozou féieren, dass den Delai vun der Demande vun dräi op sechs Méint an d'Luucht soll gesat ginn.

Oder en anert Beispill war an der Kommissioun vun der Sécurité sociale den Austausch iwwert d'CNS, déi 800.000 Assuréë versuergt an deeglech ronn 10.000 Courrieren traitéiert. An den Diskussioune ronderëm de Rapport krute mer gesot, dass d'CNS sech eng Charta fir den Accueil ausschafft, souwuel fir de physeschen Accueil op der Plaz wéi och fir dat méi séiert Beäntwerte vum Courrier.

Dat si Beispiller, déi ënnerstäichen, dass dësen Exercice, dee mer haut hei an der Chamber maachen, net ëmsoss ass. A si si konkreet Uläss, fir dem Ombudsman nach eemol ganz häerzlech Merci ze soe fir d'Aarbecht an den Asaz am Interessi vun all eise Bierger a Biergerinnen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Frank Colabianchi *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut de Rapport 2018 vum Ombudsman, also vun der Madamm Claudia Monti an hirer ganzer Ekipp.

Aus verschiddenen Ursaache si mir e bëssen a Verzuch geroden, mee et gesäit jo esou aus, datt mer dëst Joer, trotz der Coronapandemie, och nach de Rapport vum leschte Joer presentéiert kréien, fir da méi zäitno mat eisen Diskussioune kënnen ze sinn.

De Rapport fir 2018, den zweete vun der Madamm Monti, ass op alle Fall komplett, lieserlech a gëtt eis e ganz kloert Bild vun der Aarbecht vum Ombudsman. Merci virop fir dëst gutt strukturéiert Dokument.

Erlaabt mer och direkt am Ufank, en zweete Merci un de Rapporteur Marc Goergen fir säi gudden an ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport ze riichten!

Zu Lëtzebuerg schwätze mer vum Ombudsman, egal ob de Mediateur elo e Mann, wéi de Marc Fischbach, oder eng Damm ass, wéi d'Lydie Err oder elo d'Madamm Claudia Monti. Mir schwätze vun enger Institutioun, vun enger Persoun, déi d'Rechter vun de Bierger a Biergerinne vis-à-vis vun enger Verwaltung, sief et Staat oder Gemeng, respektiv engem Etablissement public, dee vu Staat oder Gemeng ofhänkt, vertrëtt, dëst onofhängeg a fir näischt, also gratis. An dat ass gutt esou.

D'Politik ass fir d'Leit do an net ëmgedréit. Mir mussen derfir suergen, datt de Bierger eng Plaz, eng Ulafstell huet, un déi e sech wenne kann, wann e sech vun ëffentlechen Instanze mëssverstanen oder ongerecht behandelt fillt.

Déi patriarchalesch Zäiten, an deenen de Bierger autoritär vun uewen erof behandelt ginn ass, sinn eriwwer. Et ass am Fong wéi am private Liewen: Vill vun eis erënnere sech un déi klassesch Äntwert vun hiren Elteren oder Grousselteren, vum Schoulpersonal oder vum Paschtouer, wann een hinnen eng méi onbequeem Fro gestallt huet. Do krut ee méi wéi eng Kéier ze héieren: „Dat ass eeben esou. Basta!" Oder nach méi schlëmm: „Dofir! Schluss, Punkt, fäerdeg!"

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Et krut een och heiansdo eng an d'Schnëss.

(Hilarité)

M. Frank Colabianchi *(DP)*.- Dat wollt ech mer op der Tribün hei net erlaben ze soen.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP)*.- Bleift beim Theema, wannechgelift!

M. Frank Colabianchi *(DP)*.- Déi Zäite si wéi gesot eriwwer. Haut akzeptéiert e Kand oder e Jugendlechen esou Äntwerten net méi. An och dat ass gutt esou.

An esou ass et net nëmmen an der Famill, awer och an eiser Gesellschaft mat eise Bierger. Eng schlecht Kommunikatioun féiert zu Onzefriddenheet a Mësstrauen. Et kënnt zu engem Verloscht vum Vertrauen an eis Institutiounen. Den Dialog, d'Kommunikatioun musse verständlech sinn, wa méiglech perséinlech, ouni banal oder generell Floskelen. Als Staat, als Gemeng, als Verwaltung si mir eise Bierger eng uerdentlech, fondéiert a korrekt Äntwert schëlleg.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Frank Colabianchi *(DP)*.- De Bierger muss iwwerzeegt sinn an d'Gefill hunn, datt en onparteiesch a gerecht behandelt gëtt. Nëmmen op déi Manéier schaaft ee Vertrauen. A Vertrauen ass e Kärstéck vun der Relatioun vum Bierger mat Staat a Gemeng.

Sollt den Dialog tëscht Bierger a Verwaltung awer net méiglech sinn, dann ass et um Service vum Ombudsman, fir eng Reklamatioun ze kontrolléieren, den Dossier unzehuelen an dann als Intermediaire nach eemol bei der Administratioun nozehaken, fir datt et nees zu engem konstruktiven Dialog kënnt an och fir auszeschléissen, datt all Mëssel direkt op d'Geriicht geet. Reegelméisseg Gespréicher vum Ombudsman mat de Verwaltungen, déi viséiert sinn, sinn heifir eng wichteg Hëllef, well d'Relatioune verbessert ginn an de Mediateur méi Asiicht an eng besser Vue vun der Problematik kritt.

Mir mussen derfir suergen, datt d'Administratioune vu Staat a Gemenge mam Bierger am Dialog bleiwen, datt mer matenee schwätzen. Well ouni Austausch kann eng Gesellschaft net fonctionéieren. An ouni Vertrauen an eis Institutioune geet et och net. An deem Sënn hu sech och den Här Marc Fischbach 2011 an d'Madamm Lydie Err 2012 an hire Rapporte geäussert.

Här President, wat ech als Buergermeeschter „vun enger mëttelgrousser Landgemeng" - en Zitat vu mengem Kolleeg Gilles Roth, wéi dee géif soen -, wat ech an dësem Kontext iwwerhaapt net verstinn, dat ass de Virworf am Rapport, datt et nach ëmmer Gemenge ginn, déi hiren Awunner net op e Courrier äntwerten an och dem Ombudsman seng Nofroen ignoréieren. Do soen ech ganz däitlech: Dat geet net! Wann eppes onkloer ass, da muss dat geklärt ginn. A wann eppes falsch ass, da muss dat revidéiert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Frank Colabianchi *(DP)*.- Fir Drock ze maachen, huet de Mediateur ugekënnegt, esou e passiivt Verhale vu verschiddene Gemengen un de Pranger ze stellen; well et ass Flicht, mam Ombudsman ze kollaboréieren - wat vläicht oft verkannt gëtt. Zudeem gëtt d'„bonne conduite administrative", déi de 27. Januar 2017 definéiert gouf, vu Verschiddenen net respektéiert. Och wann et e puer schwaarz Schof gëtt, gouf awer ausdrécklech vun der Madamm Monti ënnerstrach, datt vill Gemenge virbildlech mam Mediateur schaffen.

Här President, wéi all Joer huet den Ombudsman och am Rapport vun 2018 Recommandatioune gemaach. De Klassiker vun deenen Doleancen ass sonner Zweifel de Wonsch, datt de Mediateur och ka bei privaten Etablissementer aktiv ginn, déi hir Revenuen zum Deel oder souguer ganz vum Staat kréien, also zum Beispill an Altersheemer, Kannerheemer, Foyere fir Demandeurs de protection internationale oder och fir Personnes à besoins spécifiques; an iwwerhaapt am ganze konventionéierte Beräich.

D'Gesetz vum 22. August 2003 schléisst dëse Secteur aus de Kompetenze vum Ombudsman aus. Vun do kéimen awer reegelméisseg Noutappeller vu Leit, déi an deenen Ariichtunge liewen an déi schlecht dru sinn, ënnerstraicht den Ombudsman. An aneren europäesche Länner, bei eisen Nopere Belsch a Frankräich beispillsweis, wier do eng onofhängeg Mediatioun méiglech. Ech géif mengen, dat wier e Punkt, deen et derwäert ass, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen. An dat ass vu menge Virriedner jo och schonns op dëser Tribün gesot ginn.

Just niewebäi nach bemierkt: Schonn den éischten Ombudsman, den Här Marc Fischbach, huet zu senger Zäit gefrot, datt de Mediateur d'Recht sollt kréien, fir op deene Plaze kënnen aktiv ze ginn. Et gëtt fir déi Etablissementer nämlech keng onofhängeg Kontroll respektiv keng Mediatioun. Den Ombudsman kritt do ënnert der Hand heiansdo de Reproche gemaach, datt en iwwerall vermëttele wéilt. Et schéngt mir awer logesch a konsequent, datt de Mediateur déi Roll als onofhängegen Acteur iwwerhuele kéint, och wann, an dat wär eng logesch Konsequenz, en dofir natierlech méi Personal bräicht.

E puer aner - als Beispill - méi generell Remarke bezéie sech dorobber, datt d'Kommunikatioun op munche Plazen nach Sputt no uewen huet. Ma et gëtt schonns Fortschrëtter par rapport zur Vergaangenheet. Allgemeng ass et esou, datt verschidde Verwaltunge bei engem Refus op eng Demande net an hirem Schreiwes ernimmen, datt de Bierger e Recours géint eng Decisioun maache kann oder sech un de Büro vum Mediateur wende kann. Dacks insistéiert den Ombudsman och drop, datt d'Verwaltungen net just sollen iwwer Internet accessibel sinn, ma och iwwer eng Hotline. Mir sollten net vergiessen, datt et och zu Lëtzebuerg nach Leit ginn, déi aus diversen Ursaache keen Internet hunn.

Wéi gewinnt geet den Ombudsman a sengem Rapport op Beispiller vu Reklamatiounen an. D'Ministèren, déi am meeschte betraff sinn, sinn den Ausseministère, d'Sécurité sociale, d'Finanzen, d'Famill, Integratioun a Grossregioun. De Gros vun den Dossieren dovunner betrëfft d'Immigratioun, d'Sécurité sociale, d'Fiskalitéit, den Emploi, de Logement an den Enseignement supérieur.

Et geet do méi prezis ëm d'Protection internationale, d'Openthaltsgeneemegungen, de Regroupement familial, dee scho genannt ginn ass, d'Pensiounen, berufflech Reklassementer, Remboursementer vun der Gesondheetskeess, Froen am Kontext mat den direkten oder indirekte Steieren, Demandë fir Chômage, Logementshëllefen, Sozialwunnengen oder och nach Studiebäihëllefen.

Dacks geet et ëm d'Delaie vun den Äntwerten oder eeben ëm de Fait, datt iwwerhaapt keng Äntwert kënnt, also déi feelend Bereetschaft fir ze kommunikéieren oder d'Tendenz, fir sougenannten Nullachtfünfzehn-, also Standardäntwerten ze verschécken. Et soll, nee, et muss mat Respekt kommunizéiert ginn. De Bierger soll spieren, datt säin Uleies seriö geholl gëtt an datt sech Gedanken iwwer seng Doleance gemaach goufen. Versteesdemech a méi Rücksicht kënnen oft d'Situatioun deblockéieren.

Sécher, Reglementer a Gesetzer mussen agehale ginn. Oft sinn dës awer schwiereg ze verstoen. A just dofir ass et wichteg, dës net blann oder stuer unzewennen, awer de Leit kloer an däitlech ze erklären, wat hir Rechter a Méiglechkeete sinn.

D'Aarbecht vum Ombudsman ass an engem gewëssene Sënn e Spigelbild vum Zoustand vun der Gesellschaft, an där mir liewen. 2018 gouf et wuel e klenge Réckgang am Verglach mat 2017, wat d'Reklamatiounen ugeet. D'Zuele goufe genannt: 2017 waren et 1.149 Reklamatiounen an et gouf en Taux de correction vu 86,8 %. 2018 waren et 957 Reklamatiounen, mat engem Taux de correction vu 74,3 %, wou besonnesch um Niveau, an dat soll een awer ervirsträichen, vun de Gemengen en Effort par rapport zum Joer virdrun ze verzeechnen ass.

Dëst kéint jo optimistesch stëmmen, awer et däerf een net vergiessen, dass dat zwee Joer hier ass an datt déi wirtschaftlech a sozial Situatioun am Laf vum Joer 2020 mat der Coronakris sécher net besser gëtt. Dofir sollte mir déi Rapporten hei ganz genee suivéieren.

Och den Ament sinn d'Evergreens an der Hitparad vun de Reklamatiounssujete beim Ombudsman d'Steieren, d'Schoulbourssen, de Logement, d'ADEM an d'Allocation de vie chère, wéi d'Madamm Monti mir gesot huet, an - an dat ass dach preoccupant - si hätt ëmmer méi mat Leit ze dinn, déi carrement Angscht ëm hir

Existenz hätten. An dat ass wierklech bedenklech!

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, en attendant de Rapport 2019, dee mer nach dëst Joer solle kréien, wëll ech der ganzer Ekipp vum Ombudsman fir hiert Engagement an hir wichteg Aarbecht felicitéieren an hinne wënschen, dass se op der dach insgesamt positiver Schinn weider virukommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Colabianchi. An da wier et un der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee wichtegste Wäert vun enger demokratescher Gesellschaft ass d'Vertrauen, d'Vertraue vun de Bierger an d'Verwaltunge vun engem Land. Dat heescht net onbedéngt, dass d'Bierger mat allen Decisioune mussen d'accord sinn, mee dass een als Bierger kann drop vertrauen, dass eis Verwaltungen, kommunal oder national, all Bierger gerecht behandelen, egal ob d'Decisioun an hirer Faveur ass oder och net.

An dofir muss d'Kommunikatioun och stëmmen. Eng gutt Kommunikatioun ass den A an den O, fir dass engersäits jidderee versteet, ëm wat et geet, an anerersäits och zesumme ka gekuckt ginn, am Fall vun engem Litige, fir aus der mësslecher Situatioun erauszekommen. Wichteg ass, dass een dobäi als Bierger bei de Verwaltunge Gehéier fënnt an d'Decisioune vun de Verwaltung versteet an am beschte Fall als gerecht empfënnt. Dat stäerkt dem Bierger säi Verständnis an d'Vertrauen an d'Institutiounen an och an d'Politik. Natierlech musse sämtlech Decisiounen och op enger legaler Basis fundéiert sinn.

Fir ënner anerem dëst Vertrauen ze stäerken an eventuell Blockaden zwëschent de Verwaltungen an dem Bierger séier an onkomplizéiert ze léisen, ouni en deieren Detour iwwert d'Gerichter maachen ze mussen, an den Dialog tëscht de Verwaltungen an de Bierger ze förderen, gouf den Ombudsman geschaf.

Ech wëll direkt op dëser Plaz dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, wou hie schonns op déi Haaptpunkten agaangen ass. Ech wéilt awer e puer Saachen ënnersträichen, déi mir a menger Fraktioun besonnesch um Häerz leien.

D'Majoritéit vun de Verwaltungen hunn eng exzellent Aarbechtsrelatioun mat dem Ombudsman, wat dësen och a sengem Rapport ënnersträicht. Als LSAP-Fraktioun kënne mer dat nëmmen ënnersträichen a begréissen. Am Ganzen ass en Taux de correction, an ech widderhuelen dat, wat scho gesot ginn ass, fir 2018 vu 74,3 % erreecht ginn. Wann een e bësse méi op déi eenzel Verwaltungen oder Administratiounen ageet, kann ee bemierken, dass bei deene meeschte staatleche Verwaltungen eng Verbesserung stattfonnt huet. Engersäits si manner Reklamatiounen erakomm an awer ass den Taux de correction eropgaange vis-à-vis vun 2017.

Interessant ze notéieren ass zum Beispill den Ausseministère, wou déi meescht Reklamatiounen ze vermierke sinn an en Taux de correction vun 93,3 % awer do ass, wat en Zeeche vu gudder Zesummenaarbecht ass. Hei dréit d'Aarbecht vun der Madamm Monti ënner anerem derzou bäi, alle Betraffenen eng einfach, onkomplizéiert Méiglechkeet ze ginn, fir hir Decisiounen ze hannerfroen, zousätzlech Informatiounen ze kréien oder falsch Decisioune korrigéiert ze kréien.

An aneren Administratiounen, wéi zum Beispill dem Ministère de la Sécurité sociale, si méi Reklamatiounen ze verzeechnen. An do ass den Taux de correction par rapport zum Joer virdrun eropgaangen. Oder och iwwert de Ministère de la Famille et de l'Intégration a Grande Région si méi Reklamatiounen bei der Madamm Monti erakomm, an awer och e bessere Taux. Ech ginn elo net op all eenzel Administratioun an. Mee ech wollt just heimadder beweisen, dass eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass an am Fall vu Reklamatiounen och e gudde Suivi gemaach gëtt, wat immens wichteg ass.

D'Madamm Monti setzt op Kommunikatioun. An dat fanne mir och ganz richteg esou. Si huet an hirem Rapport och ervirgestrach, dass si et fir wichteg fënnt, déi eenzel Administratiounen opzesichen an d'Gespréich ze sichen, wat weesentlech bei der Léisung vun de Problemer hëllefe kann an et och am Endeffekt mécht.

Am Groussen a Ganze konnt een am Rapport vum Ombudsman liesen, dass d'Relatioun mat de Verwaltunge ganz gutt ass, an dat konnten och d'Kommissiounen an hire Berichter bestätegen. An eng ganz Partie vu Kommissiounen hu mat Satisfaktioun festgestallt, dass guer keng Observatioun vum Ombudsman festgehale gouf.

E klengt Wuert zu de Gemengen: Am Joer 2018 sinn am Ganzen, wéi och scho gesot ginn ass, 97 Reklamatioune vu Problemer mat Gemengen un den Ombudsman agereecht ginn. Dovun huet d'Madamm Monti 35-mol bei de Gemengen intervenéiert an do ass den Taux de correction bei 71,4 %. Am Joer virdru war den Taux do weesentlech méi schlecht. Dëst weist op en Neits, dass dacks op dësem Wee, also vum Ombudsman, Decisioune kënne geännert ginn. Interventioune sinn also net nëmme gerechtfertegt, mee souguer noutwendeg. E weidert Zeechen also, dass de System vum Ombudsman gutt fonctionéiert.

D'Madamm Monti weist sech och erfreet, dass déi meescht Gemenge par rapport zum Joer virdru wierklech Efforte gemaach hunn. An d'Interieurskommissioun bestätegt dat och. Et ass och fir d'Kommissioun eminent, dass d'Gemengen d'Kommunikatioun sichen an den Dialog.

Den Ombudsman kann nëmmen uerdentlech schaffen, wann och all Gemengen an aner Verwaltungen an engem räsonabelen Delai op d'Froe vum Ombudsman äntweren. Dofir ass och vun eiser Säit aus de Gemenge mat op de Wee ze ginn, de Kontakt mat dem Ombudsman ze sichen an de Problemer net aus dem Wee ze goen. Et ass schued, dass een hautdesdaags net op Bréiwer reagéiert, egal vu wiem se kommen. Am Endeffekt wëllen all Bedeelegt dat selwecht: hir Clienten, dat heescht an deem heite Fall, d'Bierger vun der Gemeng, zefriddenzestellen. An dat soll och jidderee jidderengem schëlleg sinn.

Här President, an der Recommandatioun 51 fuerdert den Ombudsman eng Erweiderung vu senge Kompetenzen - jo, an och ech ginn dorop an, ech mengen, dat wäerte mer nach e puermol héieren haut. Am Moment kann d'Institutioun jo just intervenéieren, wann et sech ëm e Problem an engem Établissement public handelt. Wéi och scho gesot ginn ass, fuerdert elo den Ombudsman, fir do eng Erweiderung ze kréien. Duerch dee klengen Ënnerscheed kéint den Ombudsman dann och an deenen aneren Etablissementer, déi och scho virdrun ernimmt gi sinn, aktiv ginn.

Mir als LSAP-Fraktioun sinn der Meenung, datt den Ombudsman dat an Zukunft soll maachen a méi Kompetenze soll kréien, fir bei allen Etablissementer, déi fir de Staat oder d'Gemeng eng ëffentlech Missioun exercéieren, kënnen aktiv ze ginn.

Eng aner interessant Pist an der Recommandatioun ass d'Suspensioun vum Délai de recours. Hei proposéiert den Ombudsman, datt déi juristesch Delaien net lafe sollen, wann hie saiséiert ass. De Problem, deen aktuell besteet, ass: De Bierger huet e Problem, e saiséiert den Ombudsman, mee säin Delai, fir Recours ze maachen, leeft weider. Onofhängeg vum Succès vum Ombudsman ass de Bierger dann awer forcéiert, e Recours ze maachen, fir säi Moyen de recours net ze verléieren. Domat gëtt de Bierger quasi forcéiert, eng Prozedur viru Gericht ze lancéieren, obwuel den Ombudsman bis dohinner nach net richteg konnt schaffen.

Eng interessant Propos vum Ombudsman wier dann notamment, datt eng Saisie vum Ombudsman déi Delaie géif fir dräi Méint aussetzen. Mir als LSAP sinn och dofir, datt mer sollten iwwer esou eng Upassung nodenken.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, vu dass de Rapport vun der Madamm Monti ganz an den Detail geet an och de Rapport vum Rapporteur eis ganz vill Opschloss iwwert d'Aarbecht vum Ombudsman ginn huet, wéilt ech perséinlech dat elo net hei weider ausféieren.

Ech wéilt awer op dëser Plaz der Madamm Monti an der ganzer Ekipp vun hirem Service en décke Merci soe fir hir exzellent Aarbecht. Déi vill traitéiert Affäre weisen, wéi wichteg dës Institutioun ass a wéi wichteg de mënschlechen Aspekt och um Niveau vun Administratioun an offizieller Säit ass. An dofir vun der sozialistescher Fraktioun eise Respekt an eise Merci!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech dem Rapporteur Marc Goergen Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. An da wéilt ech och dovunner profitéieren, fir der Madamm Monti an hirer Verwaltung Merci ze soe fir hiren Engagement a fir hire Rapport 2018, deen hir Aarbecht exzellent dokumentéiert an illustréiert, wéi eng Problemer et um Terrain gëtt.

Den Ombudsman setzt sech dagdeeglech an, fir d'Relatioun tëschent de Bierger an den Administratiounen ze verbesseren, Problemer ze léisen a fir gegeebenefalls Virschléi ze maachen, fir Verbesserungen an den administrative Prozesser oder der Gesetzgeebung ze maachen. Doduerch kann hien aktiv Inegalitéite bekämpfen an ass domat e wichtegen demokrateschen a rechtsstaatleche Pilier vun eiser Gesellschaft.

Den Ombudsman soll hëllefen, derfir ze suergen, datt de Bierger zu sengem Recht kënnt, respektiv dem Bierger ze erklären, wat eng Decisioun vun der Verwaltung genau heescht, a gegeebenefalls dem Bierger och matzedeelen, datt d'Decisioun, déi d'Verwaltung geholl huet, richteg ass, an datt hie mat senger Reklamatioun net am Recht ass.

D'Madamm Monti erkläert an hirem Rapport, datt hir e konstruktiven Dialog mat de Bierger an de Verwaltunge besonnesch um Häerz läit. Nëmmen esou kritt si déi néideg Informatiounen iwwert de Fonctionnement vun de Verwaltungen an d'Qualitéit vun de Servicer a kann de Verwaltungen en anere Bléckwénkel vermëttelen a fir Verständnis fir Decisioune bei de Bierger suergen. déi gréng ënnerstëtzen dës Approche.

Ech wéilt da kuerz op d'Statistiken aus dësem Rapport vum Ombudsman agoen. D'Fro, déi sech bei dëse Statistike stellt, ass, wat déi genau Zilsetzung dovunner ass. Geet et just drëm, d'Aarbecht vum Ombudsman järlech ze dokumentéieren, oder geet et och drëm, d'Evolutioun vun den Zuelen an domat och d'Evolutioun vun de Verwaltungen am Ëmgang mat de Bierger ze analyséieren?

Wëllt ee méi eng global Vue kréien an d'Evolutioun suivéieren, wär et interessant, d'Statistiken aus de Rapporte vun deene verschiddene Joren ze vergläichen. E puer Beispiller: 2018 sinn 957 Reklamatiounen traitéiert ginn an 2017 1.149. Dëst kann heeschen, datt d'Verwaltungen 2018 manner konfliktuell Decisioune geholl huet oder datt manner Leit motivéiert waren, fir eng Reklamatioun un den Ombudsman ze riichten.

Eng extreem Froestellung dozou wär: Huet den Ombudsman seng Missioun erfëllt, wa keng Reklamatioune méi erakommen? Wat bedeite keng Reklamatioune méi? Heescht dat, datt d'Relatioun tëschent dem Bierger an de Verwaltunge perfekt ass, d'Autoritéit vun de Verwaltungen esou grouss ass? Oder datt d'Relatioun esou frustrant ass, datt kee Bierger méi Loscht huet, eng Reklamatioun ze maachen?

Och den Taux de correction ass interpretabel: 2017 louch den Taux de correction bei 86,8 % fir 385 Reklamatiounen an 2018 bei 74,3 % fir 331 Reklamatiounen. Heescht dee méi niddregen Taux de correction vun 2018, datt et dem Ombudsman net méiglech war, fir d'Verwaltungen, déi net wollte kooperéieren, vun enger Feeldecisioun ze iwwerzeegen, oder heescht dat, datt d'Verwaltunge méi richteg Decisioune geholl hunn an de Bierger dëst net wëllt wouerhunn?

Eng méi déifgräifend Analys vun deenen Zuele wär sécher interessant, géif awer elo hei op dëser Plaz de Kader sprengen. Wéinst dëse verschiddenen Interpretatiounsméiglechkeete sinn déi gréng awer grad wéi d'Petitiounskommissioun der Meenung, datt et sënnvoll wär, fir am Rapport an der Partie vun de Statistiken och d'Zuele vun de Jore virdrun ze integréieren, se mateneen ze vergläichen an eventuell Konklusiounen ze zéien.

Et ass awer kloer, datt ee sech net nëmmen op Statistike ka baséieren, mee datt ee sech muss mat deenen eenzelne Fäll befaassen, fir genau ze verstoen, wou d'Problemer tëschent de Bierger an de Verwaltunge leien.

Här President, kuckt ee sech déi ënnerschiddlech Reklamatiounen un, stellt ee fest, datt ee vun de kruziale Problemer d'Kommunikatioun ass. Et ka sinn, datt e Bierger eng Decisioun vun enger Verwaltung op ënnerschiddlech Manéieren net versteet. D'Decisioun ka fir de Bierger sënngeméiss net verständlech sinn. Et kann awer och sinn, datt de Bierger de Sënn vun der Äntwert versteet, mee net versteet, firwat d'Decisioun vun der Verwaltung esou ass. An deenen zwee Fäll spillt d'Kommunikatioun vun der Verwaltung eng extreem wichteg Roll.

D'Verwaltung soll am Déngscht vum Bierger stoen an deemno muss hir Missioun si fir ze garantéieren, datt dem Bierger d'Informatiounen, déi hie vun de Verwaltunge kritt, och verständlech sinn. Ass dëst net de Fall, kann et zu Konflikter mam Bierger féieren. D'Verwaltunge solle sech duerfir ëmmer d'Fro stellen, ob de Bierger d'Decisioun an déi entspriechend Explikatioune verstanen huet. Ass dat net de Fall, ass et un der Verwaltung, fir dem Bierger dëst verständlech ze maachen, wann néideg mat engem Argumentaire a méi enger einfacher Sprooch.

Fir déi gréng ass dat eng Missioun vun der ëffentlecher Hand. Falls de Risiko besteet, datt vereinfacht Explikatiounen net all Aspekter vun der Problematik kënnen ofdecken, muss sech d'Fro gestallt ginn, ob een dem Bierger net zwou Explikatioune soll zoukomme loossen: eng detailléiert, wou all Aspekter vun der Problematik kloer argumentéiert sinn an op déi sech juristesch baséiert ka ginn, an eng vereinfacht, op där vermierkt ass, datt déi detailléiert Versioun als juristesch Basis zielt.

Wann de Bierger mat enger Decisioun net averstanen ass, well en eng aner Meenung huet, misst d'Verwaltung dem Bierger net nëmmen déi administrativ Erklärung zu hirer Decisioun ginn, mee och iwwert de politeschen Hannergrond opklären. D'Fro stellt sech, ob dat esou gehandhaabt gëtt oder ob de Bierger d'Decisioun ouni Hannergrondinformatioune matgedeelt kritt.

déi gréng sinn der Meenung, datt d'Verwaltungen an d'Gemenge mussen de Reflex hunn, fir selbstkritesch a flexibel mat hiren Decisiounen ëmzegoen, wa Bierger si kontaktéieren, well se mat enger Decisioun net averstane sinn oder se net verstanen hunn. Flexibel, well et Situatioune ginn, déi net an den Texter virgesi sinn an e Refus mat sech bréngen, obwuel de Bierger a gudder Absicht gehandelt huet. An deem Fall muss am Dialog mam Bierger gekuckt ginn, ob et eng Léisung fir de Problem gëtt, idealerweis ouni mussen iwwert den Ombudsman ze fueren. Natierlech muss och de Bierger gewëllt sinn ze verstoen, wat d'Verwaltung him wëllt matdeelen, an hie muss och aktiv hëllefen, andeem en der Verwaltung all déi Donnéeë gëtt, déi si fir hir Decisioun brauch.

An dësem Kader wéilt ech kuerz op d'Gemengen ze schwätze kommen. Den Ombudsman huet wärend senger Presentatioun vum Rapport an der Chamber besonnesch drop higewisen, datt verschidde Gemenge sech striewen, fir mat dem Mediateur zesummenzeschaffen, an dat repetitiv. déi gréng froe sech, wat d'Grënn vun dëser problematescher Zesummenaarbecht kënne sinn. Läit dat un de Responsabilitéitsberäicher vun de Gemengen? Oder läit et eventuell un hirer Aarbechtsmanéier, an do eventuell un engem Manktem u Kompetenz oder Wëllen an der Kommunikatioun vis-à-vis vun hire Bierger an dem Ombudsman?

Läit et un de Responsabilitéitsfelder vun de Gemengen, géifen dës Problemer bei deene meeschte Gemengen optauchen. Läit et un der Aarbechtsweis an um Manktem u Kommunikatiounskompetenz vun dëse Gemengen, misst een analyséieren, firwat dat just an deene Gemengen esou ass. déi gréng sinn op jidde Fall mat dem Ombudsman averstanen, datt d'Relatioun mat dëse Gemenge sech muss verbesseren. Et kann net sinn, datt den Dialog mam Ombudsman carrement verweigert gëtt, dee jo am Sënn vum Bierger schafft, wat och d'Missioun vun den ugesprachene Gemenge misst sinn.

Kolleegen a Kolleeginnen, de Rapport vum Ombudsman gëtt eis awer net nëmmen d'Méiglechkeet, fir d'Relatioun zwëschent de Verwaltungen an de Bierger ze hannerfroen, mee och fir ze analyséieren, ob den Ombudsman sengem Optrag iwwerall kann nokommen.

Wéi schonns uganks gesot, sinn dem Ombudsman seng Kompetenzberäicher, fir tëscht de Bierger an de Verwaltungen ze vermëttelen a fir Verbesserungsvirschléi um Niveau vun der Verwaltung oder der Legislatioun ze maachen. Eng Kompetenz, déi den Ombudsman net huet, ass et, och kënnen an deene Beräicher aktiv ze ginn, déi eng Mission de service public hunn a wou d'Servicer mat ëffentleche Gelder ënnerstëtzt ginn, awer privat geréiert ginn. Typesch Beräicher sinn den ëffentlechen Transport, Maison-relaisen oder Privatschoulen. Hei besteet eng Ongerechtegkeet par rapport zu de selwechte Servicer, déi vun ëffentlecher Hand geréiert ginn a wou den Ombudsman eng Kompetenz huet fir ze intervenéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Fir déi gréng ass et kloer, datt de Bierger fir déi selwecht Servicer, ob déi ënner ëffentlecher oder privater Gestioun sinn, déi selwecht Rechter soll hunn.

An hirer Recommandatioun Nummer 51 hat deemools schonn d'Madamm Err gefuerdert, fir d'Gesetz iwwert de Mediateur vum 22. August 2003 ofzeänneren an dem Mediateur verschidden nei Kompetenzen, wéi d'Erweiderung op Zouständegkeeten op ëffentlechrechtlechen Déngschtleeschtungen an am Beräich vum Schutz vun de Mënscherechter, ze attribuéieren.

D'Madamm Monti huet dës Recommandatiounen an hirem Rapport rappeléiert. Ausserdeem huet si zesumme mat der Commission consul-

tative des droits de l'homme an dem Centre pour l'égalité de traitement Ufank Juli an enger Pressekonferenz nach eng Kéier op dës Problematik am Kader vu Behënnertestrukturen higewisen. Ouni op d'Detailer wëllen anzegoen, sollen do d'Rechter vun de Betraffenen net ëmmer respektéiert ginn. Eng Situatioun, déi sech an der Covidkris nach verschäerft hätt.

Déi dräi Organisatiounen hunn drun erënnert, datt Lëtzebuerg déi international Konventioun vum Schutz vun de Mënscherechter vu Behënnerten ënnerschriwwen huet, a fuerdert d'Regierung op, fir eng extern Kontrollméiglechkeet ze schafen, a si sinn der Meenung, dass dës Kompetenz am beschten an der Hand vum Ombudsman géif leien.

déi gréng ënnerstëtzen dat. An d'Petitiounskommissioun wëllt an deem Sënn sou séier wéi méiglech eng Entrevue mat der Mediateure a mat den zoustännege Chamberskommissiounen organiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier drop insistéieren, datt den Ombudsman eng extreem wichteg Aufgab huet als Vermëttler tëschent de Bierger an de Verwaltungen. Och wann, wéi schonn ugeschwat, een d'Zuelen aus verschiddene Bléckwénkele ka kucken, weise se awer däitlech, datt den Ombudsman d'Hänn voll ze dinn huet a vill Engagement muss weisen, fir senger Missioun gerecht ze ginn. Duerfir nach eng Kéier merci.

Handlungsbedarf gëtt et, wat d'Kommunikatioun vun de Verwaltunge mam Bierger ugeet. Dëst besonnesch um Gemengenniveau.

Schlussendlech wär et eis Gréng no wierklech un der Zäit, d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman aktiv unzegoen, fir och am Privatsecteur, besonnesch do, wou d'Mission de service public spillt, d'Mediatioun duerch den Ombudsman méiglech ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Hansen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Lues, Här President. Villmools merci. Fir d'éischt wëll ech emol alle Virriedner fir hir jeeweileg Interventioun an och dem Rapporteur selbstverständlech speziell Merci soen. D'Wichtegkeet vun der Institutioun vum Mediateur kann ee guer net héich genuch aschätzen. An dat gëllt fir den Ombudsman als solchen, dat gëllt awer och fir den Ombudsman fir d'Rechter vun de Kanner a Jugendlechen. An dat géif och gëlle fir den Ombudsman fir déi eeler Leit, dee mir als ADR gëschter hei gefuerdert hunn a vun deem mer hoffen, datt deen, trotz dem momentane Widderstand vun anere Parteien, nach eng Kéier kënnt.

Als ADR begréisse mer, datt all Rapport vum Mediateur net nëmmen a schrëftlecher Form virläit, mee och hei an der Chamber diskutéiert gëtt.

An dëst aus zwou Ursaachen.

Dat Éischt ass, datt d'Roll vum Mediateur gestäerkt gëtt, wann hie mediewierksam ka säi Rapport an der Chamber presentéieren, dee Rapport duerno an deenen zoustännege Kommissiounen analyséiert gëtt a schlussendlech hei am héijen Haus diskutéiert/debattéiert gëtt. Dat ass besonnesch wichteg, well jo anscheinend eng Rei vu Servicer, eng Rei vu Gemengen an esou weider nach ëmmer mengen, si kéinten den Ombudsman ignoréieren. Duerch dës ëffentlech Opmierksamkeet stäipe mir als Chamber dem Mediateur, dem Ombudsman de Réck an hëllefen him a sengen Aufgaben.

En zweeten Aspekt ass, datt mir selwer aus rekurrente Fallbeispiller, déi déi dräi successiv Ombudsmänner eis presentéiert hunn, Konsequenzen zéie mussen, an a verschiddene Beräicher, wann och nëmme punktuell, musse legiferéieren, fir ee fir alle Mol gewësse Mëssstänn auszemäerzen.

Ech wëll do just zwee Beispiller zitéieren.

Säit 29 vum Rapport: Ëmmer erëm refuséiere Gemengen, eng Persoun oder eng Famill am Awunnerregëster anzedroen, well déi Gemeng der Meenung ass, déi Wunneng wier ze kleng oder iergendwann vun Eefamilljenhaus zu Appartement ëmgebaut ginn, an also net konform zum PAG, oder si wier insalubre an esou weider an esou fort.

Hei däerf et net sinn, datt dee klengste Maillon, de Locataire, als Geisel geholl gëtt vun enger Gemeng, fir aner Ziler ze erreechen. E Kampf tëscht der Gemeng an dem Proprietär soll d'Gemeng gefällegst mam Proprietär ausfechten an net um Réck vum Locataire.

En zweet Beispill sinn déi direkt Steieren an d'TVA. Och do hate mer nach a praktesch all Rapport de Problem, datt d'Administratioune soen, eng Impositioun hätt acquis force de chose décidée, bannent dräi Méint vun der Notification vum Bulletin, sief dat eng Taxation d'office oder sief dat eeben eng falsch Deklaratioun, eng iertëmlech Deklaratioun, déi gemaach ginn ass, wier et ze spéit déi ze rektifizéieren. Dat fannen ech ganz, ganz schlëmm.

An ech ginn der Mediatrice zu 100 Prozent Recht, wa se schreift: « Accepter de renoncer à la perception d'un impôt qui n'est dû qu'en raison d'erreurs […] contribuerait à rétablir la confiance des contribuables […]. »

Hei sollten d'Remise-gracieusen, déi den Direkter vun der Steierverwaltung maache kann, méi large gehandhaabt ginn.

An den Direkter vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA huet haut nach guer net d'Méiglechkeet, eng Remise gracieuse ze maachen. An déi musse mer duerch eng Gesetzesännerung onbedéngt aféieren. An dozou wäert ech eng Proposition de loi an enger vun den nächste Sëtzungen deposéieren.

Et ass extreem wichteg, datt hei am Land nimools e Bierger muss Sue bezuelen, Steiere bezuelen, déi en de facto dem Staat net schëlleg ass!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass déi fënnefte Kéier oder déi sechste Kéier, datt ech elo zu dësem Bericht schwätzen. Et ass ëmmer eng immens interessant Debatt u sech, déi vläicht net ëmmer dee Stellewäert kritt, déi hier zousteet, zemools wann ee weess, wat fir eng Aarbecht derhannertstécht, souwuel vun der Madamm Monti an hirer Administratioun, där ech och Merci soe fir déi Aarbecht, déi se leeschten. Well et ass wierklech net einfach. Ech felicitéieren awer och dem Rapporteur. Als Oppositiounsdeputéierten ass et heiansdo ëmmer speziell, e Bericht ze maachen. Ech weess, vu wat ech schwätzen an deem Fall. Mee et ass och eng spannend Geschicht.

D'Fro stellt sech jo awer och, well, wéi gesot, mir hunn all Joer déi heiten Debatt an der Chamber iwwert de Bericht vum Ombudsman. Engersäits hu mer déi eenzel Fäll, déi e bësse méi thematiséiert ginn, déi och interessant sinn, anerersäits och ëmmer erëm déi méi generell Froen, déi ëmmer erëm opkommen, déi vu Joer zu Joer erëm eng Kéier thematiséiert ginn, wou sech wéineg, heiansdo guer näischt esou richteg beweegt. An do muss ee sech d'Fro stellen, firwat mer déi Debatt féieren a wat fir eng Finalitéit och déi Debatt muss hunn. Vläicht kéint ee sech och iwwerleeën, wéi een dat weiderféiert.

Op jidde Fall, ech mengen, meng Virriedner hunn dat gesot, ech soen dat awer och erëm eng Kéier: Och wann ëmmer méi Administratiounen a vill Administratiounen, souwuel um nationale Plang wéi och um kommunale Plang, wierklech och gutt kollaboréiere mam Mediateur, gëtt et nach ëmmer vill Schwächten. A vläicht gëtt et nach Reflexer a gewëssenen Administratiounen, fir ze mengen, datt de Mediateur u sech sou eng Aart Feind wär, deen engem géif drakucken an erklären, wéi ee seng Aarbecht géif maachen.

An a Wierklechkeet ass et genau de Géigendeel. Et geet jo dréms, d'Problemer ze léisen en amont, och Virschléi, op Problemer opmierksam ze maachen. An ech mengen, et ass gutt fir jiddereen: souwuel fir den Administréierte wéi fir den Administrateur oder fir d'Administratioun. Dat produzéiert da vill manner schlecht Blutt fir jidderee, d'bonnes Pratiques ëmzesetzen.

Et mierkt een och, wat de Language ugeet. Ech mengen, prinzipiell misst et e Prinzip sinn, datt an all Document administratif, dat ee kritt, och eng kloer Mentioun drasteet, datt den Administré eng Méiglechkeet huet, och eng Demande ze maache beim Omdudsman, ech mengen, well nach ëmmer net ëmmer jiddereen dat esou weess, wat d'Sprooch ugeet.

Schonn deemools, wéi ech och Rapporter war, hate mer esou eng Motioun ugeholl, ech weess, datt et net einfach ass, mee wou et dréms geet, fir och déi administrativ Sprooch ze verbesseren. Et geet net nëmmen dréms ze simplifiéieren, wat och net evident ass, mee et geet net nëmmen dréms, an déi verschiddenst Sproochen, déi mer hei zu Lëtzebuerg schwätzen, ze iwwersetzen, dat soll een natierlech och maachen … Mee, éierlech gesot, och wann et administratiivt oder legaalt Lëtzebuergesch net sou richteg gëtt, mee dat ass awer méiglech, dann ass dat vläicht och net ëmmer verständlech. Ech mengen, et ass jo och op deem Niveau, wou ee muss schaffen. Bon!

Datt d'Gemenge sollen drop agoen, ass a mengen Aen eng Evidenz. An ech freeë mech och driwwer, datt d'Madamm Monti dëst Joer gesot huet: „Et war déi leschte Kéier." Sou, an d'nächste Kéier gëtt einfach gesot, wat fir eng Gemengen net matmaachen, an aus wat fir engen Ursaachen. Ech mengen, da komme mer der Saach e bësse méi no.

Et sinn awer weiderhi Saachen och, déi schleefen. An ech wollt mer awer och e puer Saachen erauspicken, notamment och déi Recommandatioun - déi zéng Joer al ass elo gläich, de 16. August! - un d'Sécurité sociale, fir eeben och d'Decisioune vun de Juridiction-socialle kënnen ze publizéieren, datt se déi solle publizéieren, wéi dat bei anere Juridictiounen normal ass. Dat ass eng Recommandatioun, déi zéng Joer al ass! Et ass nach ëmmer net ëmgesat. Ech hoffen, ech wënsche mer … A mir hunn hei stellvertriedend fir d'Regierung de Minister fir d'Bezéiung zum Parlament, dee wäert dat alles matdeelen, wat mir hei elo vun eis ginn. Mee ech mengen, dat sinn awer wichteg Saachen.

(Hilarité)

Do ginn et awer och schrulleg Geschichten: dat mat der Subvention de loyer zum Beispill, also datt e Bailleur a sengem Contrat de bail draschreift, datt e säi Contrat de bail vun der Gesetzgeebung derogéiert! Dat ass jo eppes, wat d'Madamm Monti och ervirgestrach huet. Dat ass awer e bësse speziell. Et ass d'autant plus problematesch, datt duerno déi Persoun, déi d'Subventioun soll kréien, se net kritt, well se kritt gesot: „De Bail, deen ass net legal." Selbstverständlech! Wat ech net normal fannen, well am Prinzip kéint et jo awer och net sinn, datt de Locataire an deem Fall penaliséiert gëtt fir eppes, wat de Bailleur falsch mécht.

Ech wier awer frou, dat hunn ech ganz oft gesot, dat hu mer als Lénk och ganz oft gesot: De Logementsministère soll - a vläicht och d'Gemengen, a vläicht och den Interieur -, mee ech mengen, de Logementsministère soll d'Leit och informéieren iwwer hir Rechter, d'Locatairen informéieren iwwer hir Rechter, datt et Loyerskommissioune ginn. A wann et a Gemenge keng Loyerskommissioune ginn, da mussen déi Verantwortlech derfir suergen, datt et eng gëtt! An ech mengen, där ginn et der vill, wou et keng gëtt. Mee op jidde Fall misst de Logementsministère esou eng Campagne maachen. Dat ass guer net sou schwéier: Mir hunn dat selwer gemaach, als Lénk hu mer esou eng Broschür erauskritt; dat kritt een an zwou, dräi Woche gemaach. Ech mengen, dat kann och eng Administratioun hikréien.

Duerno, justement erëm zréck och, an dat ass erëm sou e Beispill, firwat heiansdo d'Saachen net ëmmer sou kloer sinn: Dat ass dat Beispill, wat genannt ginn ass, wou eng Persoun eng Demande d'aide au réemploi gestallt huet a si krut engersäits vum Aarbechtsministère gesot: „Jo, si ass accordéiert", anerersäits vun der ADEM spéiderhi gesot: „Nee, si ass net accordéiert." Déi Persoun wousst net, datt u sech d'ADEM schlussendlech d'Wuert huet an net de Ministère. Éierlech gesot, ech hätt dat och net gewosst. An ech mengen, vill Leit hätten dat net gewosst. A sou Saache musse ganz kloer dra sinn. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee muss upaken.

Selbstverständlech menge mer awer och, sou wéi de Mediateur, datt een den Élargissement du champ de compétence muss unhuelen, datt endlech och bei den Établissements de droit privé, déi eng Mission de service public hunn, déi och mat ëffentleche Gelder finanzéiert ginn, datt och de Mediateur do ka kucke goen. D'autant plus, datt et meeschtens Heemer sinn, wou jonk Leit sinn, eeler Leit sinn, also vulnerabel Leit sinn, datt do och de Mediateur ka kucke goen. Ech hoffen, datt mer dat net nach an deenen nächste fënnef Joer mussen allkéiers repetéieren. Elo musse mer iergendeng Kéier, sou schnell wéi méiglech, wa méiglech dëst Joer nach legiferéieren an deem Sënn.

Et wier och interessant ze wëssen, de Bericht ass natierlech vun 2018, mee vläicht kéint eng Kéier de Mediateur an eng Kommissioun agueluede ginn, fir esou e bëssen ze kucken, wat geschitt ass wärend der Pandemie. Well warscheinlech sinn do méi Demandë komm? Ech weess net. Ech weess net, mee et wier interessant, fir en État des lieux ze kréien.

An da wollt ech nach meng dräi lescht Minutten dofir benotzen, fir awer op eppes zréckzekommen, wat mech wierklech rose gemaach huet. Dat war u sech schonn am Bericht vum Ombudsman vun 2017. An et geet ëm de Prisong, a méi spezifesch och ëm de Fraeprisong, well do sinn eng ganz Partie Recommandatioune gemaach ginn. An elo ass och eng Associatioun, déi mat Exdetenueë schafft, déi elo am Mee 2020 erëm opmierksam gemaach huet op reell grouss Problemer bei eis am Prisong. Do si verschidde Situatiounen, déi erënneren e bëssen un déi Serie do: "Orange Is The New Black", vläicht e bësse manner schlëmm, mee trotzdeem, et geet e bëssen an déi Richtung.

Mir wëssen, datt de Prisong keng Spillwiss ass. Mee trotzdeem, och am Prisong sëtzen …, datt si Mënschen, déi do sëtzen! An do mussen awer d'Saachen, do mussen awer d'Gesetzer kloer applizéiert ginn. Ech ginn awer och dat Beispill, wat si och zitéieren: Eng Prisonéisch war schwanger, ass gefouert gi vu Policebeamten an d'Spidol - normal, bis dohinner ass alles ganz normal. De Problem ass, datt déi Beamten, Männer, mat bis an de Raum ginn, wou d'Gebuert stattfënnt - wat a mengen Ae scho méi wéi grenzwäerteg ass, well se do näischt verluer hunn -, an datt déi Fra och nach, anscheinend aus Sécherheetsgrënn, un d'Bett ugestréckt gouf! Wou ech mech wierklech froen, firwat een eng Fra, déi grad e Kand op d'Welt bréngt, muss ustrécken. Leeft se fort?!

Du gouf duerno gesot, anscheinend och vun der Police, dat wier net malintentionnéiert gewiescht. Ech wëll emol hoffen, datt et net malintentionnéiert gewiescht ass, datt dat net malintentionnéiert war! Mee éierlech gesot, egal wien dat mécht, wien eng Fra, eng schwanger Fra wärend dem Gebuertsprozess ustréckt un d'Bett, ma fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: Bei deem ass eng labber! Also dat ass net normal, esou eppes ze maachen! An ech mengen, do muss wierklech och … Ech verstinn net, datt do …

Ech weess net, ob do weiderhin Aktioune geschitt sinn. Op jidde Fall wollt ech awer erëm dorobber opmierksam maachen, well dat ass e Beispill, wat grujeleg ass a wat mech nach ëmmer immens rose mécht. Also, well da gëtt et awer och nach 38 Recommandatiounen och vum Ombudsman zu der Situatioun iwwerhaapt am Fraeprisong, déi gemaach gi sinn.

Bon, mir hunn och d'Ministesch fir d'Égalité des chances do, déi och de Plan d'égalité des chances presentéiert huet. Mir hunn d'Tendenz, jiddereе vun eis huet d'Tendenz, heiansdo och de Prisong ze vergiessen. Do sëtzen och Fraen. An do ginn et och eng ganz Partie Saachen, zum Beispill och, wann et ëm sexuell Iwwerfäll geet an de Prisongen. Do schéngt et och net richteg weiderzegoen.

De Problem ass jo och nach deen, och wat d'Aktivitéiten, déi sportlech Aktivitéiten ugeet, do gëtt et och nach en Ënnerscheed: Frae kënnen zum Beispill …, also Gewiichter stemmen oder iwwerhaapt e bësse méi kräfteg Saachen ze maachen am Prisong, dat ass anscheinend éischter fir Männer geduecht. Jo, firwat net? Mee Fraen, zemools wann ee seng Aggressioune muss lassginn - och am Prisong ass dat, dass ee seng Energie muss lassginn -, da gesinn ech do och guer keng Ursaach, firwat Fraen dat net kéinte maachen. Anscheinend hu si nach ëmmer aner Aktivitéiten, wéi bitzen oder strécken an esou weider. Also mir sinn am Joer 2020! Et ass net normal, datt dat nach ëmmer esou weiderhin de Fall ass.

Op jidde Fall, voilà, et sinn nach vill aner Beispiller, op déi ee misst zréckkommen. Mee ech géif scho mengen, datt och déi …, ech mengen, et ass net schlecht, datt een heiansdo zréckgeet op Berichter vum Mediateur vun de Jore virdrun och, fir e bëssen de Suivi ze maachen, zemools wann et ëm ganz krass Saache geet an zemools wann de Mediateur sech och nach d'Méi gëtt, eng ganz Partie vu Recommandatiounen ze maachen. Et ass selbstverständlech, datt ee se net allkéiers innerhalb vun engem Joer kann ëmsetzen. Mee verschidde Saachen, krass Saachen, muss een awer schnell kënnen ëmsetzen.

Voilà. Ech mengen, ech hunn e bëssen iwwert déi zéng Minutten eraus geschwat. Ech soen Iech Merci, a warscheinlech bis d'nächste Kéier.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci als Alleréischt gëllt der Madamm Ombudsman, dem Claudia Monti, an hirer ganzer Ekipp, déi hei wierklech mat engem exhaustiven Aktivitéitsbericht dach gewisen hunn, wéi d'komplett Bild vum Ombudsman a vun hirer Aarbecht ass. Si stinn all Dag am Déngscht vun eise Biergerinnen a Bierger a leeschten en Déngscht, deen déi wéinegst vun eis heibanne warscheinlech komplett op den éischte Bléck kéinten erkennen.

Ech wëll och mengem Parteikolleeg a Rapporter villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech hunn et schonn ugeschwat: De Rôle vum Ombudsman ass immens wichteg am Land. D'Biergerinnen a Bierger brauchen eng Persoun, déi sech mat hinnen zesummesetzt an zesumme

mat hinnen no Léisunge fir hir Problemer sicht. Si brauchen eng Institutioun, déi sech fir se asetzt an am Zweifel op der Säit vum Bierger an net op der Säit vum Staat steet, wa se sech vun enger Verwaltung falsch behandelt fillen.

D'Leit hei am Land brauchen Erklärungen, mat deene se eppes kënnen ufänken, an eng Instanz, un déi se sech wende kënnen, wa se fillen, datt hinnen Onrecht widderfuer ass. An dat an enger Sprooch, déi se verstinn, an enger Sprooch, déi vläicht net ëmmer ganz technesch ass, wéi dat vläicht vu Beamten a Formbréiwer gäre benotzt gëtt, mee enger Sprooch, déi sech direkt u si adresséiert.

D'Institutioun vum Ombudsman dréit d'Roll vum Opklärer a färdert esou d'Bild vun engem transparente Staat. Et ass natierlech evident, datt den Ombudsman an dëser Roll onangeneem ass. Ma dat muss en och sinn, wann d'Géigeparteien onasiichteg sinn. Et ass fir kee schéin, Feeler ze maachen. Ma nach méi schwéier ass et, dës Feeler och zouzeginn. Ma nëmme wa mer e Feeler agesinn, kënne mer aus deem Feeler léieren an eis verbesseren. Ënnert dësem Liicht gëtt d'Roll vum Ombudsman ëm eng weider Funktioun erweidert: En ass nämlech de Feelermelder an eisem System an dréit esou zur Verbesserung vun de Verwaltunge bäi.

Mir bedaueren allerdéngs, datt eenzel - an ech betounen „eenzel" - Gemengeverwaltungen 2018, wéi den Ombudsman a sengem Rapport schreift, net kooperativ waren. An ech mengen, dat gouf vun alle Virriedner hei ugeschwat. Vläicht ass et wierklech un der Zäit, „name and shame" ze maachen, wann et esou weidergeet.

Mir Piraten ënnerstëtzen deen „name and shame", well wann eng Gemeng emol net kapabel ass, der Institutioun vum Ombudsman ze äntwerten, oder carrement seet: „Ma wie bass du, fir mech dat ze froen?", an domadder den Ombudsman behandelt wéi e klengt Schoulkand, ma dann ass et an eisen Aen dach nëmme fair, wa mer déi Verwaltungen, déi sech net un d'Gesetzer halen, och mam Numm nennen. Awer net ze vergiessen: Déi Gemengen, déi am Déngscht vum Bierger exemplaresch gutt geäntwert hunn a mam Ombudsman zesummegeschafft hunn, och déi missten am nächste Rapport erwäänt ginn.

(Interruption)

Well esou kann een och déi belounen, déi exemplaresch sinn. Et geet net nëmmen drëm, déi schwaarz Schof ze fannen, et gëllt och fir ze weisen, wien d'Institutioune respektéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Marc Goergen sot et schonns a sengem Rapport, all Land brauch gutt fonctionéierend Verwaltungen, ob um nationalen Niveau oder um lokalen Niveau. Verwaltunge sinn e Bindeglidd vun enger Panoplie vu Prozesser, ob an der Wirtschaft, am Sozialen oder an der Ekologie. Eng Verwaltung kann duerch e schlechte Fonctionnement dozou bäidroen, dass d'Wirtschaften ineffizient gëtt, d'Sozialhëllefen net zurzäit bei deene richtege Leit ukommen oder Ëmweltschied opgrond vu schwéiere Feeler kënne geschéien.

Vill Staaten op dëser Welt hu Problemer, déi ënner anerem duerch schlecht fonctionéierend Verwaltungen ausgeléist ginn. Gutt Verwaltunge sinn eng Konditioun, fir datt e Land wéi en Auerespill gutt fonctionéiert. D'Verwaltung ass en Zännrad am System, un deem vill aner Zännrieder matdréinen. Fir datt déi Verwaltunge gutt fonctionéieren an domadder d'Liewensqualitéit vun eise Biergerinnen a Bierger erhéijen, brauch et eng Reaktivitéit. Et brauch e Bewosstsäin, fir Feeler anzegestoen. An ech wëll guer net hei déi eenzel Feeler nach eng Kéier kritiséieren. Ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerte gemaach, jiddwereen op seng Aart a Weis.

Wat net däerf sinn, ass, de Kapp an de Sand ze stiechen. Vill ze heefeg, an dat geet och aus dem Rapport vun der Institutioun vum Ombudsman ervir, hu mer Verwaltungen, déi eréischt op e puermol nohaken hi reagéieren. Glécklecherweis reagéieren déi meescht. Glécklecherweis kënnt et meeschtens zu enger Satisfaktioun, ob dat bei de Steieren ass, déi sech traditionell e bësse méi „zéi" ginn, wann et drëm geet, fir eng Léisung ze fannen, a wou jo och schonn ugeschwat gouf, datt een do vun enger gewëssener Diskretioun kéint Gebrauch maachen, fir heiansdo e bësse méi flexibel ze sinn, wéi dat an der Vergaangenheet gehandhaabt gouf, bis hin zu Ministeren, déi, vläicht well se manner Kontakt mam Bierger hunn, guer keng Remarke kruten.

Ech mengen, béides weist, datt et net schwaarz a wäiss gëtt, et gëtt déi verschiddenst Ausprägungen. An ech menge souguer kënnen ze soen, datt et net esou ass, datt et ëmmer d'Institutioun vun der Verwaltung ass, déi et de Biergerinnen a Bierger schlecht wëllt, mee datt et heefeg och um Zwëschemënschleche läit. A sou muss een dann natierlech och verstoen, datt, wann ee sech un eng Verwaltung adresséiert, ee sech och ëmmer iergendwéi un de Mënsch, deen do als Beamten déi Demande traitéiert, adresséiert an een deementsprechend och eng gewësse Retenue sollt fleegen. Déi Retenue ass, mengen ech, net ëmmer ginn.

A wann ee sou de Rapport vun dem Ombudsman liest, da fënnt een heiansdo zwëschent den Zeilen eraus, datt vläicht deen éischte Refus och dorunner louch, datt sech onkloer ausgedréckt gouf, datt vläicht eng Base légale net ganz kloer ernimmt gouf, op déi ee sech wollt beruffen, vläicht och, well d'Biergerinnen an d'Bierger dat net ëmmer wëssen.

An dofir ralliéieren ech mech hei och nach eng Kéier un d'Fuerderung vun e puer vu menge Virriedner, déi gesot hunn, et wär gutt, wann nieft dem Recours virun de Geriichtsbarkeete mer an Zukunft och géifen an de Bréiwer op den Ombudsman hiweisen, wa mer nämlech de Leit virun engem Recours administratif um Verwaltungsgeriicht direkt géife soen: „Et gëtt och e Wee fir ze mediéieren, fir vläicht" - net onbedéngt méi séier an der Zäit, mee vläicht méi onkomplizéiert - „zu deem ze kommen, wat Der wëllt, nämlech datt Der Iech fair behandelt fillt."

Mir sollten dee Wee goen an domadder net nëmme Geld spueren - well um Verwaltungsgeriicht brauch een en Affekot, dat kascht e bëssen eppes -, mee virun allem och eis Verwaltungsgeriichter entlaaschten, soudatt déi Fäll, déi dann och no der Interventioun vum Ombudsman net kënne geléist ginn, déi néideg Zäit an och déi néideg Reaktivitéit op de Verwaltungsgeriichter hätten.

Déi eenzel Etappe musse fir d'Biergerinnen an d'Bierger vereinfacht ginn. Aus deem Grond ass et fir eis och evident, datt een d'staatlech Servicer, wou een nëmme kann, weider digitaliséiert. Well och do, wou keng Bréiwer méi kënne verluer goen, wou Prozesser méi reiwungslos oflafen, gëtt den Ombudsman hoffentlech manner gebraucht a kënnt et hoffentlech zu nach manner Recoursen, well verschidde Saachen einfach fonctionéieren.

Et seet ee sou gären: „D'Fonction publique fonctionéiert." Ma genee wa se net fonctionéiert, da kënnt den Ombudsman an d'Spill. An u sech wär et dach schéin, wa mer deen Exercice, dee mer haut hei maachen, an deenen nächste Joren ëmmer weider ofbaue kéinten, well d'Fonction publique besser fonctionéiert.

Da wollt ech awer nach ganz kuerz op d'Kommunikatioun agoen, well wann een nom Ombudsman sicht, da mierkt een, datt den Ombudsman haut keng Presenz op deene Plattformen huet, wou déi meescht Leit ënnerwee sinn. Ech schwätzen do vun de soziale Medien. Do wär et fir eis eng Pist, fir d'Institutioun Ombudsman méi no bei d'Biergerinnen a Bierger ze bréngen, well déi allerwéinegst Leit sech virstelle kënnen, wat dann den Ombudsman am Alldag mécht a wou en de Biergerinnen a Bierger konkreet kann hëllefen. Eppes ass awer sécher: D'Institutioun vum Ombudsman ass net méi ewechzedenken aus eisen Institutiounen.

Här President, zu gudder Lescht wëll ech awer nach eng Kéier op d'Recommandatioun 51 vum Ombudsman agoen, déi den Ombudsman jo och a sengem Rapport opgeworf huet a wou et virun allem ëm seng Kompetenze geet. Et wär wichteg, d'Fonctioun vum Ombudsman och op déi Organisatiounen auszewäiten, déi mat enger ëffentlecher Missioun beoptraagt ginn. Well als Deputéiert vun de Piraten kréie mir vun de Leit geschriwwen, déi vereenzelt Problemer mat esou Servicer hunn. Mir Piraten deelen dofir d'Positioun, fir mat deene concernéierte parlamentaresche Kommissiounen en Austausch ze organiséieren, fir op dës Iddi anzegoen.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier e grousse Merci un den Ombudsman, déi ganz Ekipp, fir déi Aarbecht! An ech hoffen, wéi gesot, datt an Zukunft ëmmer manner Fäll bei Iech um Büro landen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den zouständege Minister fir d'Relatioune mam Parlament a Minister fir den ëffentlechen Déngscht, den Här Marc Hansen.

Prises de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Här President, léif Deputéiert, als Éischt géif ech och dem Rapporter wëlle Merci soe fir säi méndlechen a schrëftleche Rapport. An dann awer och der Madamm Ombudsman Claudia Monti, mat all hire Leit, déi bei hir schaffen, fir dat, wat se d'ganzt Joer iwwer leeschten. Dat ass och net ëmmer einfach fir si bestëmmt.

Vläicht e puer Saachen, déi ech wéilt eng Kéier hei ernimmen, éischtens iwwert de Rapport selwer an och iwwert d'Debatte vun haut de Mëtteg. Als Minister, deen zouständeg ass fir d'Relatioune mam Parlament, ass et genee esou, wéi den Deputéierte Wagner gesot huet: Dat, wat Är Interventiounen hei waren, huelen ech natierlech mat an d'Regierung an ech maachen och deenen de Rapport, deenen ech och d'Lektür ëmmer erëm un d'Häerz leeë vun deem heite Rapport, well do fënnt een nämlech e ganze Koup Saachen, déi ee ka verbesseren. An dofir soll een och dorobber zréckgräifen.

Et ass an e puer Interventiounen - an ech géif mer dat just erlaben, fir dat eng Kéier ze ernimmen - iwwert d'Zuelematerial geschwat ginn. Et ass driwwer geschwat ginn, dass de Rapporter gesot huet, dass ee kéint d'Zuele vläicht nach méi reng - vun deenen 980 Reklamatiounen - do opschlësselen. Den Deputéierten Hansen, deen huet op där heiter Plaz och dovunner geschwat, fir déi Zuelen eng Kéier iwwer all déi Joren ze vergläichen.

Ech géif do dat Ganzt och an e Kader wëlle setzen, well ech och nach eng Kéier d'Rapporte gekuckt hunn, vun dem Ombudsman Fischbach iwwert d'Madamm Err bis elo. An déi Zuelen, déi sinn awer och ganz interessant: An deem éischte Rapport 2004 ass vu 587 Reklamatioune rieds gaange n. An déi sinn dann esou eropgaange bis op 900 bis 1.100 ongeféier. Dat sinn esou déi Zuelen, an deene mer eis doranner beweegen. An do hätt ee jo kënnen och mengen, dass zu engem gewëssene Moment, wou och d'Populatioun an d'Luucht géif goen, et vläicht eng Explosioun och vun deenen Zuele zu engem gewëssene Moment géif ginn, wéi de Service vum Ombudsman bis an der ganzer Institutiounslandschaft verankert gi war. Dat huet een awer, Gott sei Dank, net festgestallt.

An et misst ee vläicht - dat ass awer e schwieregen Exercice -, wann ee schonn iwwert d'Zuele schwätzt, och eng Kéier probéieren, déi Zuel vun deenen 980 Reklamatiounen an de Kontext ze setze vun allen Decisiounen an Dossieren, déi beim Staat a bei de Gemenge beschafft ginn. Well ech mengen, da sinn déi 987, obwuel all Fall dovunner wichteg ass, mee dann ass déi Zuel awer extreem kleng. Et ginn Honnertdausenden un Decisiounen, un Dossieren, déi am Joer beschafft ginn an de Verwaltungen. A wann een dann herno op déi 987 eng Kéier kuckt, da wäert déi Zuel awer relativ kleng sinn.

An dat ass jo awer, mengen ech, fir eist Land eng ganz wichteg Nouvelle, och wann et net soll heeschen, dass dat heite soll klenggeriet ginn doduerjer. Mee dat weist awer, dass mer och gutt Beamte souwuel an de Gemenge wéi awer och beim Staat hunn. Well et ass vill haut de Mëtteg driwwer rieds gaangen, wéi et da mam Vertrauen an d'ëffentlech Hand, an d'Gemengen oder an de Staat geet.

Abee, de Staatsbeamte per se, per Definitioun vu sengem Statut hier, ass jo keen politesche Beamten. Deen huet en Eed ofgeleucht. An als Minister vun der Fonction publique sinn ech och een, dee ganz vill där Beamten assermentéiert. Do geet och rieds an deem Serment iwwer „intégrité, impartialité, exactitude", dass en eeben esou vis-à-vis vum Bierger ze schaffen huet, dass dat seng Missioun ass. An ech mengen, dat eleng ass awer och schonn e Garant fir vill Leit, dass se kënne Vertrauen an de Staat an an d'Beamten hunn.

Ech mengen, mir als Regierung stinn hei an der Chamber ënnert der Kontroll. Mee de Staatsbeamtenapparat an och dee vun de Gemengebeamten, dat sinn der natierlech, déi neutral fonctionéieren. An déi schwieren och an hirem Serment, sech un d'Gesetzer an un d'Constitutioun ze halen. Dat heescht, dat ass schonn, mengen ech, ee Garant och, firwat dass déi Zuelen net explodéieren a fir dass mer awer do e ganz korrekte Kader hunn.

Mee dat ass vläicht eng Kéier eng ..., et ass schwiereg, et hinzekréien, mee déi Zuel vun allen Dossieren, déi sou riets a lénks beschafft ginn an engem Joer - et ass kompliz éiert -, mee déi Zuel géif och vläicht eng Kéier an den Debatte kënnen hëllefe fir ze kucken, wéi dat ass. Zumools wann ech soen, dass vun 2010 dorëmmer un, wou mer bei 900 där Dossiere waren, d'Zuel vun de Staatsbeamten eleng massiv an d'Luucht gaangen ass, d'Zuel vun den Awunner, d'Zuel vun de Frontalieren. Dat heescht, mir sinn awer hei am Déngscht vu ganz ville Leit, wou d'Zuel och massiv an d'Luucht gaangen ass, grad wéi d'Zuel vun den Dossieren.

An ech mengen, do kann ech awer och als Minister vun der Fonction publique soen, dass an de leschte Joren de Staatsbeamten - an do wëll ech den Deputéierte Colabianchi eng Kéier zitéieren hei, deen e bëssen d'Familljebild dohinnergesat huet, wéi et fréier war, wéi d'Autoritéite waren -, abee, de Staatsbeamten hautzudaags, deen och op dem INAP ganz anescht forméiert gëtt, deen do ganz aner Wäerter vläicht nach eng Kéier iwwermëttelt kritt, déi een hautzudaags och als Administratioun mat op de Wee gëtt, ech mengen, deen ass och ganz anescht. Beim INAP gëtt ganz vill Wäert dorobber geluecht, fir eeben am Déngscht vum Bierger seng Aarbecht sou gutt wéi méiglech kënnen ze maachen.

Et si ganz vill Saachen hei mat dran, déi ech och de Regierungskolleege mathuelen, déi Dir haut de Mëtteg gesot hutt, déi wichteg sinn. All Fall hei, dee mir elo och dann als Zuele behandelen, dat sinn eenzel Fäll, wou d'Leit ganz dacks, an dat ass vläicht de Mëtteg nach net gesot ginn, haart getraff si vu sou enger Decisioun - déi emol net ëmmer mat béisem Wëlle vläicht geholl gouf, mee och duerch Komplikatiounen, falsch Interpretatiounen, eng schwéier Sprooch. Mee dat sinn eenzel Fäll, vun deene mer hei schwätzen haut de Mëtteg, déi d'Leit net an enger Debatt vun zwou Stonnen, wéi mir dat maachen elo, evakuéieren, mee fir déi dat e schwéieren Impakt ass op hiert Liewen.

An do musse mir och mat där Ouvertür, och bei de Beamten an och bei de responsabele Politiker, dorunner erugoen, sief dat op Gemengenniveau - do wäert natierlech d'Kolleegin Inneministesch, déi och haut de Mëtteg nogelauschtert huet, nach e bëssen drop agoen -, awer haaptsächlech och beim Staat a bei senge Verwaltungen.

An ech wëll och, just fir ofzeschléissen, soen, nieft deem, dass ech dat mathuelen, wat Der de Mëtteg hei gesot hutt: Den Ombudsman, deen ass nach méi ewechzedenken! Ech mengen, et ass och net, dass deen, wéi dat gesot ginn ass, haut als Feind oder als béisen Observateur gesi gëtt. Nee! Dat wat heiranner steet, dat huet jo Kapp a Schwanz ... Kapp a Fouss.

(Hilarité)

Dat ass jo, fir dat haut de Mëtteg och matzehuelen, dass een dat an engem Echange, wann déi Punkten emol eng Kéier anescht beliicht ginn, an d'Administratioune kann erafléisse loossen. An dat ass dat, wat ech och wëll mathuelen.

Dofir nach eng Kéier och e Merci fir alleguerten d'Intervenanten an där heiter Debatt. Dat ass net nëmmen eng Debatt wéi eng aner, dat geet net einfach esou ënner. Dat gëtt alles ganz seriö geholl, wat hei geschwat ginn ass a wat och an dem Rapport vun der Kommissioun wéi vun deenen eenzelen Orateuren hei steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Minister Marc Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un déi zouständeg Ministesch fir eis Gemengen, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Dir hat gefrot, dass ech haut sollt dobäi sinn, well effektiv am Rapport de Schwéierpunkt d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen ass. Ech wëll awer direkt drop hiweisen: Ech kann natierlech elo net am Numm vun de Gemenge schwätzen. Ech hu wuel d'Tutelle, sinn awer net d'Cheffin vun deenen 102 Gemengen.

Wat awer wichteg ass a wat ech och ganz gäre maachen, ass, d'Gemenge weider ze encouragéiere matzeschaffen a virun allem eeben d'Mediatioun och aktiv ze notzen, fir esou kënne Konflikter aus der Welt ze schafen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- D'Mediatioun huet ganz vill Virdeeler, mir hunn der schonn héieren. An dat Interessantst bei der Mediatioun ass jo, dass et deenen zwou Säiten zegutt kënnt, et ass an der Reegel manner deier, et dauert manner laang an et ass virun allem manner opwändeg. An deen direkte Kontakt, dat mierkt ee jo ëmmer erëm, den direkte Kontakt, einfach mat de Leit schwätzen, ass am Endeffekt nach ëmmer deen einfachsten an dee pragmateschste Wee.

Aus dem Rapport ass ze liesen, an dat hunn och schonn d'Kolleeginnen an d'Kolleegen hei gesot, dass mer awer feststellen, dass déi meescht Gemengen dat och esou verstanen hunn. Do si ganz vill Efforte gemaach ginn. An et gesäit ee jo schonn um Taux de correction vun de Reklamatiounen, dass deen op 71,4 % eropgaangen ass. An ech sinn optimistesch, dass den Taux dann och bei deem nächste Rapport nach wäert besser sinn.

Trotzdeem ass et wichteg, d'Gemengen op dësem Punkt awer nach ze sensibiliséieren, dass se eeben d'Madamm Mediateur an der Aar-

becht ënnerstëtzen, dass se hir Interventiounen ënnerstëtzen an eeben, wéi gesot, och d'Mediatioun als eng Chance fir sech begräifen.

Wann d'Mediatrice Informatioune bei de Gemenge freet, ben, da si se gehalen, hir dës Informatiounen ze ginn, an dat dann och an deem Delai, dee si virgëtt, esou wéi d'Gesetz et virgesäit. Ech mengen, do brauche mer net laang driwwer ze schwätzen, dass dat u sech esou soll fonctionéieren.

Mir stellen awer fest, dass dat net ëmmer esou fonctionéiert. An ech mengen, da wär et vläicht un der Zäit, fir nach eng Kéier do esou e Rappell ze maachen, fir eeben drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass. A wann dat erwënscht ass, sinn ech och ganz gäre bereet, dat eeben zesumme mam Ombudsman ze maachen, dass mer eng Kéier kënnen do eng Nott zesumme verfaassen an dann nach eng Kéier rappeléieren, dass, wannechgelift, d'Gemenge gehale sinn, d'Gesetz ze respektéieren an dann och frëndlecherweis zäitno op Bréiwer ze reagéieren.

Dat selwecht zielt och fir d'PANC (ndlr: procédure administrative non contentieuse). Ech wëll nach just kuerz dee Volet erwänen, well deen och am Rapport vun der Petitiounskommissioun erwäänt gëtt. Hei ass et, mengen ech, och wichteg, nach eng Kéier do kënne fir Kloerheet ze suergen, well mer eeben och am Rapport feststellen, dass do bei de Gemengen nach eng Rëtsch Froe kommen an net ëmmer alles vläicht esou kloer ass, wéi et heiansdo vun hinnen erwaart gëtt.

Hei hunn ech wëlles als Interieur, elo de Kontakt mat dem Justizministère opzesichen, fir eeben zesummen och hei vläicht eng Aart Guidelines auszeschaffen, och nach eng Kéier mat de Prezisiounen, wat ganz genau vun de Gemenge verlaangt ass, wéi si virun allem sollten déi formell Decisiounen - an net déi informell Avisen, déi se heiansdo ausstellen, déi dann herno eeben zu Problemer féieren -, wéi se eebe sollen déi Decisiounen herno de Concernéierte matdeelen. Och hei, mengen ech, ass et gutt, dass mer eeben hei déi Nott kënne verfaassen an esou dann och déi lescht Onkloerheeten aus der Welt schafen - an dann esou hoffentlech beim nächste Rapport kënne liesen, dass dann och alleguerten d'Gemenge sech ganz kooperativ beweisen.

Modern, also matenee fir modern Gemengen, dat ass jo - wéi soll ech soen? - dat Zil, wat mer am Interieur verfollegen, dat grousst Leitbild, wat mer op ville Plaze jo ustriewen. Ben, fir mech gehéiert dozou och en effektiven Dialog a virun allem och eng séier Kommunikatioun, a virun allem eng Kommunikatioun och mat deenen aneren Administratiounen an eeben och mat dem Ombudsman. An dofir ass et wichteg, och dat matafléissen ze loossen.

Dir wësst alleguerten, d'Kommunikatioun ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Demokratie. An dofir sollen och d'Gemengen do weiderhin drop oppassen, dass se eeben einfach Prozedure benotzen, eng verständlech Sprooch, dass och alleguerten hir Biergerinnen a Bierger dat kënnen novollzéien, wat vun hinne verlaangt ass.

Mee dat betrëfft net nëmmen d'Gemengen, dat betrëfft alleguerten d'Institutiounen. An dofir ass et wichteg, dass mer hei zesummen driwwer diskutéieren a virun allem och dann herno déi néideg Efforte maachen, fir dass mer och hei kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger ënnerstëtzen. Doréms geet et jo, et ass am Sënn vun eis alleguerten. An dofir nach eng Kéier alleguerten e grousse Merci fir déi konstruktiv Recommandatiounen, déi mer mathuelen. An dann hoffen ech, dass et nächst Joer net méi muss heihinnerkommen an dass d'Gemengen dann alleguerte propper äntweren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. 7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7615 iwwert d'Adaptatioun vun enger Steierkonventioun mam Botswana. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech gëif d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wéi mer dëse Projet an d'Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) kruten, huet mäi ganz gudde Frënd, den André Bauler, gesot: „Dat Éischt, un dat ech geduecht hunn, wéi ech Botswana gelies hunn, si wëll Déieren." Abee, ech maache keng Fotosafari iwwer wëll Déiere mat Iech de Mëtteg, ...

M. André Bauler *(DP).*- Also, ech hunn un d'Elefante geduecht.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- ... mee ech ginn op de Gesetzesprojet 7615 an, dee sech an d'Efforte vun der Regierung areit, fir eist Netzwierk vun den Duebelbesteierungskonventiounen, notamment um afrikanesche Kontinent, weider auszebauen.

Mëttlerweil huet Lëtzebuerg ëm déi 80 Konventioune mat anere Länner ofgeschloss, wat drop hiweist, dass mer eng Finanzplaz hunn, déi ganz gutt Lienen an d'Ausland huet.

An dësem Fall hei geet et ëm d'Konventioun mam Botswana. Méi genau geet et bei dësem Projet de loi drëm, fir der Konventioun an dem bezügleche Protokoll zouzestëmmen, déi d'Lëtzebuerger Regierung mat der Regierung vun der Republik vum Botswana ausgehandelt huet.

Dës Konventioune sinn e wichtegt Element vun eiser Steierpolitik. D'Zil vun dëse bilateralen Accorden ass et, fir eng Duebelbesteierung ze verhënneren an awer och fir déi bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze festegen, déi et erméiglechen, den Echange vu Gidder a Servicer souwéi vum Kapital, den Technologien an de Leit ze stäerken.

Dës Reegele kommen zum Beispill an d'Spill bei enger Firma, déi an engem Land hire Sëtz huet an awer och an engem anere Land Aktivitéiten huet. An dësem Fall reegelt esou eng Konventioun, wou a wéi eng Steieren dann dee Moment ufalen.

Sou gëtt och séchergestallt, dass net guer keng Steiere bezuelt ginn an awer och dass net op zwou Plazen déi selwecht Steiere bezuelt musse ginn. Et handelt sech domadder och ëm en Outil, fir Abusen a Steierfroen ze ënnerbannen.

Eng wichteg Remark zu dëser Konventioun ass, datt se mat de Standarde vun der sougenannter Base Erosion and Profit Shifting, also de BEPS-Standarden vun der OCDE, konform ass.

Des Weidere sinn e puer Dispositioune virgesinn, déi op dem Duebelbesteierungsmodell vun der UNO baséieren. Eng vun dësen Dispositiounen handelt zum Beispill iwwert d'Service Tax Fee. D'Dispositiounen nom UNO-Modell gi just vun der Lëtzebuerger Regierung ugeholl, wann den Duebelbesteierungsaccord mat engem Entwécklungsland ofgeschloss gëtt; wat hei de Fall ass.

Eng weider wichteg Umierkung ass, dass och d'Fonge vun dëser Duebelbesteierungskonventioun ofgedeckt ginn.

Fir méi Detailer zu dësem Gesetzesprojet erlaben ech mer, fir Iech op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 24. Juni vun dësem Joer keng weider Bedenken zu dësem Gesetzesprojet gehat.

Den Avis vun der Handelskummer huet eis leider eréischt no der Adoptioun vum Projet de rapport erreecht. Dowéinst wëll ech gäre vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir kuerz op hiren Avis vum 8. Juli anzegoen.

Si begréissen, dat heescht d'Handelskummer begréisst, datt mat dësem Gesetzesprojet d'Steierkooperatioun mat Afrika gestäerkt gëtt, wat vu Wichtegkeet ass, fir d'Echangen ze vereinfachen. D'Chambre de Commerce stellt och fest, datt d'Konventioun dem OCDE-Modell relativ trei ass, obwuel d'Republik vum Botswana net Cosignataire vun de BEPS-Standarden ass.

Här President, dëse Gesetzesprojet dréit derzou bäi, datt eist Land säi Reseau mat den Duebelbesteierungsofkommessen erweidert a sech ëmmer nees den internationalen Ufuerderungen upasst. E reit sech an eng Rei vu Mesuren an, déi d'Regierung geholl huet, fir eis Finanzplaz ze stäerken.

An dofir géif ech dem Finanzminister a senge Beamten aus dem Ministère op dëser Plaz villmools Merci soen, grad ewéi eise Mataarbechter fir déi gutt Zesummenaarbecht am Parlament bei dësem Projet. An ech géif den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Guy Arendt. Vu datt all d'Fraktiounen an d'politesch Sensibilitéite sech bei dësem Projet eens waren, huet kee sech als Riedner ageschriwwen. An ech kann d'Wuert direkt un de Finanzminister ginn, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech faasse mech dann och kuerz a begréissen a freeë mech, dass mer hei eng Unanimitéit hunn fir dësen Accord de non-double imposition ze ënnerschreiwen. Erlaabt mer just dräi kuerz Remarken, déi elo vum Rapporteur, deem ech gär Merci soen, dem Här Guy Arendt, och schonn ënnerstrach goufen!

Et gëtt ëmmer méi wichteg, dass mer esou Accorden och mat afrikanesche Länner ofschléissen. Do ass vill Potenzial. Mir diversifizéieren eise Reseau vun Netduebelbesteierungsofkommessen a mir intensifiéieren en.

Mäin zweete Punkt ass, an dat ass dat Originaalt hei, dass mer effektiv de Lien maache mat de faméise BEPS-Recommandatioune vun der OCDE, awer och an engems d'UNO-Konventiounen hei matenzeién. Wat och beweist, wéi dat ganzt Feld vun den internationale Besteierungen haut multilateral ofgedeckt gëtt. Ech géif soen, zu enger Zäit, wou de Multilateralismus vu villen a Fro gestallt gëtt, gesi mer grad an der internationaler Besteierung, dass do awer de Multilateralismus ëmmer méi geschüert gëtt.

A mäin drëtte Punkt ass: Ech freeë mech, dass mer hei konnten d'Investitiounsfongen an d'Konventioun erakréien, soudass d'Konventioun fir dëse wichtege Secteur an Usproch geholl ka ginn.

Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Och wa kee Riedner sech agedroen huet, wëllt dat net heeschen, datt all d'Sensibilitéite mat deem Projet d'accord sinn. Duerfir komme mer elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi 7615, deen am Document parlementaire 7615[2] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7615 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7615 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7616 iwwert d'Adoptioun vun engem Protokoll tëschent Lëtzebuerg an dem Kasachstan. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt erëm eng Kéier un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kéier gi mer net bei d'wëll Déieren, mee héchstens bei d'Vëlosfuerer. Beim Gesetzesprojet 7516 geet et, grad ewéi bei deem viregte Projet, ëm Duebelbesteierungskonventiounen. Dës Kéier handelt et sech awer net dréms, fir eng nei Konventioun guttzeheeschen, mee ëm en Avenant, also eng Ofännerung vun enger besteeënder Konventioun.

Hei solle mir de Protokoll bezüglech der Konventioun tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der kasachescher Regierung approuvéieren, deen de 14. Oktober 2019 festgehale ginn ass. Déi initial Konventioun mat dem Kasachstan gouf de 26. Juni 2008 zu Astana ënnerschriwwen a gouf duerch e Protokoll vum 3. Mee 2012 ofgeännert. Mat dësem Gesetzesprojet kënnt et also zu enger zweeter Ofännerung vun dëser Konventioun.

Méi genee gëtt, an dat op Demande vun der kasachescher Republik hin, mat dësem Protokoll den Artikel 10 vun der Konventioun ëm en neie Paragraf, de Paragraf 2-1, erweidert. Dëse gesäit ënner bestëmmte Bedingungen d'Befreiung vun der Quellesteier vir.

De genannte Paragraf gesäit vir, datt d'Dividenden, déi vun enger Gesellschaft bezuelt ginn, déi an engem vun deenen zwee Staate resident ass, an deem anere Land besteiert ginn, wann de Bénéficiaire effectif vun den Dividende follgend - an ech betounen - begrenzten Entitéite sinn.

Fir Lëtzebuerg sinn déi Entitéiten: d'Lëtzebuerger Regierung oder eng vun hire lokale Kollektivitéiten, d'Lëtzebuerger Zentralbank, d'Société nationale de crédit et d'investissement, also d'SNCI, an all aner Institutioun, déi zu 100 % am Besëtz vun der Lëtzebuerger Regierung ass an esou ënnert dëse Paragraf fale sollen.

Fir de Kasachstan ass dat déi kasachesch Regierung oder eng vun hire lokale Kollektivitéiten, déi kasachesch Zentralbank an all aner Institutioun, déi zu 100 % am Besëtz vun hirer Regierung ass a vun dësem Paragraf viséiert ass.

Le saviez-vous ?

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

Et ass och festgehalen, datt de Protokoll e-réischt a Kraaft trëtt, wann de legislative Prozess op béide Säiten ofgeschloss ass. De Protokoll soll dann a béid Länner fir all Besteierungszäitraum uwendbar sinn, deen den 1. oder nom 1. Januar vum Kalennerjoer ugeet, no deem de Protokoll a Kraaft getrueden ass.

Här President, de Staatsrot huet de 24. Juni säin Avis ofginn. Wéi beim viregte Projet de loi gëtt et vun dëser Säit keng Bedenken. Och fir dëse Gesetzesprojet hu mir den Avis vun der Chambre de Commerce no dem Unhuele vum Projet de rapport entgéintgeholl, soudatt och dësen net am schrëftleche Rapport konnt a Betruecht gezu ginn. D'Handelskummer huet dësem Projet de loi awer och näischt entgéintzesetzen.

Dat gesot, bleift mer nach just, Iech all Merci ze soe fir d'Nolauschteren, an all deenen, déi hei beim Rapport matgehollef hunn. Och e grousse Merci dem Ministère. An ech ginn natierlech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Guy Arendt. Och hei waren all d'Fraktiounen an d'politesch Sensibilitéite sech eens, fir kee Riedner anzeschreiwen, an ech kann direkt der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, ech wäert dann hei och den TGV-Tempo opsetzen, deen d'Chamber dann hei opsetzt, a mech freeën, dass och hei vill Zoustëmmung ass.

Zwou Saache wëll ech ënnersträichen. Zum engen, dass mer hei nëmmen eng punktuell Ännerung maachen an dass dat heiten alles BEPS-konform ass, och ze ënnersträichen, dass de Kasachstan sou wéi Lëtzebuerg den MLI, Multilateral Investment Instrument, ënnerschriwwen huet vun der OCDE, wat och den Amendement vu bilaterale Konventioune méi einfach mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7616. Den Text steet am Document parlementaire 7616[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7616 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou a maachen den Appel nominal fir déi, déi ee Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7616 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7625 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;

2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;

en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19

Mir kommen elo zum Projet de loi 7625, enger Ofännerung vum Steiergesetz. An och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Nach eng Kéier merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, duerno nach eng Kéier an da sidd Der menger lass.

(Hilarité)

Mat dësem Gesetzesprojet, also dem 7625, solle punktuell Delaie bei der Deklaratioun an dem Informatiounsaustausch am Beräich vun de Steieren ugepasst ginn, fir op déi considerabel Auswierkunge vun der Covid-19-Kris op de Fonctionnement vun den Entreprisen an den ëffentleche Verwaltungen ze reagéieren. E groussen Deel vun den Entreprisen huet effektiv Schwieregkeeten, fir an dëser Ausnamesituatioun hire Verflichtungen, ënner anerem bezüglech de sougenannten DAC-Direktiven (ndlr: Directive on Administrative Cooperation), nozekommen.

Déi Europäesch Kommissioun huet doropshi reagéiert an den 8. Mee vun dësem Joer eng Direktiv virgeschloen, fir dëser Situatioun Rechnung ze droen. D'Direktiv 2020/879, déi de 24. Juni ugeholl ginn ass, erlaabt et, genau dësen Ëmstänn Rechnung ze droen, andeems se de Memberstaaten d'Méiglechkeet gëtt, fir verschidde Fristen am Beräich vum Informatiounsaustausch bei Steierfroen ze verlängeren. Wat mir da mat dësem Gesetzesprojet maachen.

Aus deene selwechte Grënn viséiert dëse Gesetzesprojet och spezifesch Delaie beim Informatiounsaustausch am Kader vun eisem Steierofkommes mat de Vereenegte Staate vun Amerika, och nach FATCA genannt, no hannen ze réckelen.

Fir d'Upassunge mat Amerika ze maachen, soll de Projet de loi dat ofgeännert Gesetz vum 24. Juli 2015 iwwert de FATCA nobesseren. Dës Ännerung gesäit vir, datt déi viséiert Lëtzebuerger Finanzinstituter hiren Delai ëm dräi Méint verlängert kréien, fir d'Informatioun vun der Annex 1 vum FATCA-Gesetz der Steierverwaltung zoukommen ze loossen.

Hei sief awer och bemierkt, datt dës sech just op d'Informatioune bezitt, déi d'Kalennerjoer 2019 concernéieren.

Zweetens gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Frist fir d'Iwwermëttele vun Informatiounen duerch Lëtzebuerger meldeflichteg Finanzinstituter un d'Steierverwaltung am Kader vum ofgeännerte Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwert déi sougenannten NCD, also d'Norme commune de déclaration, och verlängert gëtt.

D'Steierverwaltung kritt fir dat genannt Gesetz och hiren Delai verlängert, fir d'Informatioune mat de kompetenten auslänneschen Autoritéiten ze deelen. Och hei sinn nëmmen d'Informatioune betraff, déi sech op d'Kalennerjoer 2019 uwenden.

Weider gëtt duerch dëse Projet de loi d'Gesetz vum 25. Mäerz 2020 zu de sougenannten Dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, besser ënner DAC 6-Gesetz bekannt, ofgeännert. D'Obligatioune vum DAC 6-Gesetz sollte fir déi betraffen Acteuren ab dem 1. Juli gëllen, wat fir vill vun hinnen an dësen Zäiten net méiglech ass.

Hei gi verschidden Delaie fir déi viséiert Intermediairen a Steierzueler ëm sechs Méint verlängert. Fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport, well et gëtt ganz technesch.

Och déi zoustänneg Autoritéite kréien iwwert dëse Gesetzesprojet d'Méiglechkeet, fir hiren éischten automateschen Informatiounsaustausch ëm sechs Méint no hannen ze verréckelen.

Et ass wichteg, fir drop hinzeweisen, datt déi proposéiert Ännerunge sech ausschliisslech op déi Deklaratiounsdelaie beschränken, déi vun den Entreprisen duerch déi exzeptionell Ëmstänn vun der Covid-19-Kris net agehale kënne ginn. Kengesfalls sinn hei Dispositioune virgesinn, déi d'Obligatioune verréngere géifen oder den Empfang vun den Informatiounen ofschwäche sollten, déi mat de Verwaltunge gedeelt musse ginn.

E leschte Punkt ass, datt de Gesetzesprojet virschléit, fir dat Gesetz vum 12. Mee ofzeänneren. Dir erënnert Iech: Mir hate viru gutt zwee Méint mat dësem Gesetz verschidden Delaie bei Steieren, de Finanzen an dem Budget am Kontext vum État de crise verlängert. Hei wëlle mir e puer Passagë kloerstellen an d'zäitlech Derogatioun zu der Verjärungsfrist bei de Grondsteieren och aféieren.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis vum 15. Juli zum Fong keng Remarke gemaach. Hie proposéiert just eng Alternativ zum Opbau an der Formulatioun vum Gesetzesprojet.

D'Salariatskummer huet an hirem Avis vum 14. Juli och keng weider Bedenke gehat.

Fir ofzeschléissen ass d'Handelskummer iwwert de Projet de loi erfreet, vu datt d'Dispositioune vun dësem Gesetzesprojet an d'Richtung vun deem ginn, wat an hirem Avis zu de Covidgesetzer gefuerdert gouf. Soumat kréien hir Memberen tëschent dräi a sechs Méint méi Zäit, den Deklaratiouns- an Notifikatiounsobligatiounen nozekommen. Des Weideren notéiert se, datt dës Transpositioun der Direktiv trei ass.

D'Chambre de Commerce stellt awer fest, datt et hirer Meenung no eng juristesch Onsécherheet bei den Notifikatioune gëtt, déi am Kader vum DAC 6-Gesetz musse gemaach ginn. Si freet, datt d'Handhab vun den Notifikatioune preziséiert misst ginn, déi tëschent dem 25. an 30. Juni 2020 gemaach gi sinn.

Zu gudder Lescht hätt d'Handelskummer sech gewënscht, datt méi vun hire Fuerderungen aus den Avisen zu de Covidgesetzer an dem DAC 6-Gesetz zréckbehale gi wieren.

Här President, dat gesot, bleift mer nach just Iech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. An ech ginn natierlech och, am Numm vun der DP-Fraktioun, den Accord fir dëse Gesetzesprojet, an natierlech soen ech och jiddwerengem, sief et vu Ministèresäit, sief et vu Mataarbechtersäit, e grousse Merci ...

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz gutt!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- ... fir Är Zesummenaarbecht.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem honorabelen Här Guy Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Fir d'éischt e ganz grousse Merci un eisen exzellente Rapporteur Guy Arendt fir déi dräi Rapporten, déi en de Mëtteg gemaach huet, wou en op eng einfach, awer ganz konkreet Aart a Weis eis erkläert huet, ëm wat et do géif goen. Dat war esou kloer, datt ech näischt brauch derbäi ze soen, ausser nach eng Kéier ze soen, datt mir natierlech eisen Accord zu deem doten Text wëlle ginn.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, datt mer de Mëtten den Informatiounsaustausch mat de Vereenegte Staaten um Ordre du jour hunn, fir op zwou konkreet Jurisprudenzen hinzeweisen, déi riskéieren, eng relativ substanziell Konsequenz generell op den Informatiounsaustausch, net nëmme mat de Vereenegte Staaten, mee och mat de Vereenegte Staaten, ze hunn.

Déi éischt Jurisprudenz, dat riskéiert, eng Jurisprudenz Berlioz II ze ginn. Do si mer allerdéngs bis elo eréischt just a Presenz vun engem Requisitoire vum Avocat général. Wann een awer weess, wéi dat op der Europäescher Cour fonctionéiert, weess een, datt an deenen allermeeschte Fäll d'Cour ëmmer de Requisitoire suivéiert. A laut deem Requisitoire vum Avocat général ass et esou, datt an eiser aktueller Gesetzgeebung iwwert den Échange d'informations sur demande am Moment jo just e Recours virgesinn ass fir deejéinegen, deen d'Demande betrëfft, mee elo och kéint e Recours méiglech gi vun Drëttpersounen, zum Beispill vun enger Bank oder och vun enger anerer Entitéit.

Sollt den Arrêt de Requisitoire vum Avocat général bestätegen, mengen ech, kéime mer net derlaanscht, eisen Informatiounsaustausch sur demande erëm op de Leescht ze huelen. An dat riskéiert, och eng ganz konkreet Influenz op déi ganz GAFI-Prozedur ze kréien. Duerfir wär ech frou, wann den Här Finanzminister mer vläicht herno och kéint do e puer zousätzlech Informatioune ginn.

Et kënnt awer elo nach en zweeten Arrêt derbäi. An deen ass scho gesprach. Dat heescht, do si mer iwwert de Requisitoire vum Avocat général ewech. Dat ass déi sougenannt Affär Schrems II. Do geet et hei ganz prezis eigentlech ëm den Datenagreement zwëschent der Europäescher Unioun an den USA. An do ..., deen ass elo zum Deel annuléiert duerch deen Arrêt, well d'Riichter vun der Héijer Cour zur Konklusioun komme sinn, datt an den USA u sech d'Protektioun vun den Daten net genügend assuréiert ass.

Ech fäerten och ganz, datt dat riskéiert, eng Repercussioun och op den Échange d'informations ze hunn. An ech mengen, dat sinn zwee ganz, ganz wichteg Arrêten, déi wäerte warscheinlech derzou féieren, datt mer eenzel Dispositiounen mussen op de Leescht huelen.

Wéi gesot, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, den Här Finanzminister dorobber ze interpelléieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt en och schonn eng Meenung dozou huet. An ech soen em elo och scho Merci fir seng Äntwert. An ech soen nach eng Kéier, datt mir den Accord awer zu dësem Projet de loi bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- A! Ech schléisse mech einfach de Kolleege vun der Majoritéit un. Ech hat gemengt, ech wär net méi op der Riednerlëscht.

Mir ginn natierlech den Accord vun der gréngen Fraktioun a soen och Merci fir de Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Och ganz kuerz zu dësem Projet de loi. Mir wäerten där Prolongatioun vun den Delaien och zoustëmmen. Mir mengen, datt dat kee Problem ass. Et gouf zwar ëmmer gesot. Also, et muss een och soen, datt zemools d'Finanzinstituter an déi ganz Branche u sech duerch de Covid relativ gutt konnte funktionéieren iwwer Teletravail an iwwert déi souwisou scho staark digitaliséiert Aarbechtsweis.

Ech ka mer virstellen, et kann ee sech virstellen, datt awer trotzdeem Problemer entstane sinn. Mee mir stellen och fest, datt mer fir eng Kéier emol an deem Beräich relativ schnell waren, fir eppes ëmzesetzen. Mee ech wëll domadder näischt ënnerstellen. Ech ginn dovunner aus, datt et de bonne foi ass. An dofir wäerte mer och Jo soen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, vu dass bei alléigleche Gesetzer, déi hei gestëmmt ginn, ech heiansdo d'Chance an d'Éier hunn an de Privileeg, och Quizfroe vum Här Mosar ze kréien, kommen ech dann hei d'Pult fir da ...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

... kënne Reaktiounen ze presentéieren. Ech mengen, et kann een d'Aktualitéit à tout moment kommentéieren. Ech maachen dat och mat grousser Freed, muss ech Iech soen, Här Mosar.

Fir d'éischt awer dem Rapporteur e grousse Merci fir déi dräi Rapporten an och fir deen heiten, deen en fait Delaien ëm dräi oder sechs Méint verréckelt. Sief dat op zwou europäeschen Direktive vu Coopération administrative, Nummer 2 an Nummer 6, sief et op FATCA oder wat den Échange d'informations mat den USA ass.

Et ass wichteg, mengen ech, ze ënnersträichen - an et ass gesot gi vum Rapporteur -, dass hei quant au fond näischt geännert gëtt. Dat heescht, déi Obligatiounen, déi bestanen hunn, besti weider. Et si just nëmmen d'Delaien, déi da geréckelt ginn. An et ass och esou, dass d'Europäesch Unioun selwer encouragéiert huet, oder op d'mannst d'Méiglechkeet huet, fir déi Delaien ze réckelen. An dofir maache mer dat och.

Zu den zwou Froen, déi den Deputéierte Mosar gestallt huet. Déi éischt ass iwwer Échange d'informations sur demande. Dat ass e Sujet,

mat deem ech mech hu misse vill auserneesetzen iwwert déi lescht Joren a wou Lëtzebuerg jo och huet missen, op Drock vu baussen, sech vill verbesseren. An dat hu mer dann och gemaach.

Et ass och esou, dass doduerch, dass mer den Échange d'informations sur demande net zur Satisfaktioun vun den internationalen Organisatiounen ëmgesat hunn, mer jo och an engem Examen duerchgefall sinn.

Wat mat sech bruecht huet, dass mer eis Gesetzer hu missen änneren an dat och hei an dëser Chamber zu villen Debatte gefouert huet. An ech wëll vläicht zum Éischte soen, dass, wann een da bei esou enger Evaluatioun par les pairs am Examen duerchfält, fir dann erëm kompatibel an akzeptabel ze si bei deenen, déi alles anhalen, dass deen Exame ganz schwéier ass an dass een do Oplage kritt, déi heiansdo méi héich si wéi déi, déi den Exame virdru gepackt hunn.

Déi Debatt hate mir schonn e puermol hei. Dofir muss een alles drusetzen, an dat huet d'Regierung déi lescht Jore gemaach a wäert dat och an Zukunft maachen, dass mir déi Transpositioune vun Direktiven oder GAFI-Reegelen, wat et och ëmmer ass, Échange d'informations, Antiblanchiment, esou gutt wéi méiglech ëmsetzen, fir dass mer nëmmen net erëm eng Kéier en Exame verpassen an en Noexame kréien. Well wann een en Noexame kritt, dann ass et, wéi gesot, herno vill méi schwéier, fir erëm an d'Gemeinschaft opgeholl ze ginn.

Elo ass et esou, a mir hate schonn där Fäll an der Vergaangenheet, dass da fonnt gëtt, dass dat, wat de GAFI recommandéiert, oder wat d'europäesch Direktive virgesinn, heiansdo ze wäit geet par rapport zu Principes du droit, par rapport zu Recoursméiglechkeeten. Dat ass eeben esou. Dat ass, wéi d'Welt haut fonctionéiert.

Elo ginn ech bei där éischter Affär, déi Der hei zitéiert, gefrot, Stellung ze huelen zu deem, wat den Avocat général gesot huet. Jo, den Avocat général, dee spillt eng wichteg Roll. Mee dat garantéiert jo net, dass den Tribunal oder d'Cour européenne de justice dat suivéiert. Mir waarden also of, wat d'Cour européenne de justice wäert dann decidéieren, fir Stellung ze huelen.

Fir mech, an do brauch ech net laang driwwer nozedenken, wann d'Cour de justice géif eppes decidéieren, wat géif soen, dass d'Lëtzebuerger Ëmsetzung géint d'Prinzipien ass, ma da musse mer kucken, dass mer dat erëm konform mat de Prinzippie maachen.

Mir si schonn eng Kéier duerch esou en Exercice gaangen. Mir hunn och dem GAFI an der OCDE signaléiert, dass dat äusserst peinlech ass fir d'États membres, wa se gesot kréien, andeems se dann international Reegele vun der OCDE a vum GAFI ëmsetzen, se da gesot kréien, dass se en contradiction si mat Prinzippie vum Droit oder anere Gesetzgeebungen. Da muss een eng intelligent Léisung fannen an da wäerte mer dat och hei maachen.

Dat heescht, mir huelen dat ganz seriö. A soubal dann den Arrêt gesprach gëtt, da muss een eréischt Konklusiounen zéien. Dat ass jo elo ze fréi, fir dat ze maachen.

Zum zweete Punkt: Do ass et eng Decisioun vun der Cour de justice, déi effektiv geholl ginn ass. A Gott sei Dank hat ech dat an den Zeitunge gelies; meng Ekippen haten an deem ganze Stress, dee mer de Moment hunn, och nach keng Zäit, fir mech driwwer ze briefen. Dat, wat ech also driwwer weess, weess ech aus der Zeitung, wéi warscheinlech den Deputéierte Mosar selwer. A wat ech dra gelies hunn, wat d'Konsequenzen ubelaangt, ass, dass dat natierlech eppes relativ Gravéierendes ass, wa mer mat de Relatiounen zwëschen Europa an de Vereenegte Staaten, wat d'Protection des données ubelaangt, eis net eens sinn, wéi mer dat maachen, wat natierlech dee ganzen Dialog mat de Vereenegte Staaten, d'Rapporten zwëschent eise Wirtschaften erschwéiert.

An och do ass et eng Kompetenz natierlech vun der Europäescher Unioun, dat faméist RGPD-Reglement, wat hei an Europa besteet, an deen déi amerikanesch equivalent Reglementatioun. An ech hunn e Kommentar vun der Kommissioun gelies, déi seet, dass et ganz beonrouegend ass an enger Zäit vun digitaler Wirtschaft, wou also d'Gestioun vun den Donnéeën ëmmer méi wichteg gëtt, wann ee sech net eens ass transatlantesch, wéi een domadder ëmgeet. Dat mécht d'Geschäfter an, loosse mer soen, och eng oppe Wirtschaft tëschent all den entwéckelte Länner ganz schwiereg. Mir huelen dat also och ganz seriö.

Ech mengen, et schreift sech och an, Dir hutt d'Fro elo net gestallt, mee fir mech ass et bal vum selwechte Kaliber mam Sujet vun der Taxation digitale. Well och do scheede sech d'Geeschter, wéi d'Taxation digitale soll an deene wichtegste Länner gehandhaabt ginn. An do gëtt et OCDE-Diskussiounen, déi dat amgaange sinn ze diskutéieren.

Wat kënne mer aus deenen zwou Saachen, ob dat elo d'digital Taxatioun ubelaangt zum engen oder zweetens d'Protection des données, zréckbehalen? Et ass Follgendes: Dat heescht, dass den Deel vun der Ekonomie, dee vun den Donnéeën ofhänkt, ëmmer méi grouss gëtt an dass deen Enjeu elo haut guer net méi accessoire ass, mee de wichtegsten Enjeu gëtt vun eise Wirtschaften. Dofir, mir suivéieren dat ganz no. A mir wäerten, ech sinn och gär bereet, le moment venu, wann d'Europäesch Kommissioun och hei Äntwerte wäert maachen zu deene Froen, fir déi an enger Cofibu (ndlr: Commission des Finances et du Budget) oder an der Chamber mat Iech ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Mosar huet nach eng Fro.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci dem Här Finanzminister. Ech gesinn, mir hunn déi selwecht exzellent Lektür, Här Finanzminister. Dat berouegt Iech a mech och.

Ech wollt just awer nach eng Kéier op deen dote Punkt agoen, well ech mengen, en ass méi fundamental. Ech hunn d'Gefill, an ech wollt eigentlech och dozou Iech nach eng Fro stellen, datt mir - an ech mengen, mir begréissen dat alleguerten - warscheinlech an der Europäescher Unioun mat déi strengste Dateschutzreegelen hunn. Wat natierlech och heescht, datt ganz vill aner Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun manner staark Dateschutzreegelen hunn.

An do stellt sech souwisou eng Kéier fir eis fundamental déi Fro, ob dat net riskéiert, zu Problemer ze féieren. Well ech soen Iech, ech hunn och d'Gefill, wa Recourse komme wéinst deene verschiddene Regësteren, datt et do och net ausgeschloss ass, datt d'Cour eng Kéier do och Decisiounen hëlt, wou se eventuell gewëssen Dispositioune wäert modifiéieren.

A meng Fro einfach - ech mengen, mir hunn déi schonn e puermol och an der Finanzkommissioun diskutéiert - ass: Ech froe mech, ob awer mat där ganz strenger Dateschutzreglementatioun, déi mer eis ginn hunn an, wéi gesot, déi mir och expressement begréissen, mer awer net riskéieren, do ëmmer méi a Konflikter ze komme mat anere Länner, déi do manifestement vill méi labber Dispositiounen hunn, datt mer do och als Europäesch Unioun eis awer vläicht mussen herno emol Froe stellen. An, wéi gesot, dat selwecht kann een och par rapport zu aneren Dispositioune soen.

Ech weess net, wéi Dir et gesitt, mee ech ka mer virstellen, datt dat och um Niveau vun de Finanzplazen ëmmer méi schwiereg gëtt. Och wëssend, datt mer elo geschwënn e Brexit wäerten hunn, wou och vläicht eis englesch Frënn wäerten do aner Weeër goen, déi sécherlech net esou streng wäerte sinn ewéi déi Dateschutzbestëmmungen, déi mir eis um Niveau vun der Europäescher Unioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo. Ech mengen, wat den Deputéierte Mosar gesot huet, si méi Kommentare wéi wierklech Froen. Ech kann awer och d'Kommentare kommentéieren.

Et ass richteg, dass mer an Europa warscheinlech déi strengste Protektioun hu vun den Daten. An ech mengen, dat gëtt vun eiser Bevëlkerung a vun eise Bierger zum Grousse geschätzt. Et ass esou, dass et vun den Akteure vun den Entreprisen, an haaptsächlech vun deenen, déi an deem Geschäft sinn, heiansdo e bëssen anescht gesi gëtt.

Nëmme fir ze illustréieren, wéi verschidden d'Kontinenter sinn, géif ech soen: Europa sinn déi Strengst; Amerika esou an der Mëtt; an ech huelen dann zum Beispill China, wou déi Reegelen extreem relax sinn. Au point, dass se natierlech kënnen Donnéeë kollektéieren, a China nëmme fir den interne Marché - mee si hunn natierlech 1,2 oder 1,3 Milliarde Clienten oder potenziell Clienten - gëtt hinnen dat e risegen Avantage compétitif. Wann Dir kënnt als Firma, well der 600 oder 700 Millioune Clienten hutt, déi Donnéeë verschaffen an zum Beispill kucken, wat d'Zahlungsmoral ass vun Äre Clienten, wann der 700 Millioune Clienten hutt, dann hutt der besser Informatiounen iwwert d'Zahlungsmoral wéi déi gréisste Bank vun der Welt, déi ICBC ass, déi nëmmen 250 Millioune Clienten huet.

An do gesäit een, wat fir en Enjeu dat ass. Natierlech, wat China a sengem eegene Land mécht, ass säi gutt Recht; do sinn aner Geflogenheeten an aner Reegelen. Mee à l'international musse mer natierlech kucken, dass mer méi gemeinsam Spillreegele kréien. D'Prioritéit läit elo doranner, fir Europa mat Amerika déi Spillwiss esou ze determinéieren, dass mer eis eens sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7625. Den Text steet am Document parlementaire 7625[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7625 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou. Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi 7625 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :

1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;

3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

De Projet de loi 7609 iwwert d'Relancemesuren am Kader vum „Neistart Lëtzebuerg" steet als nächste Punkt op eisem Ordre du jour. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleeëcht an ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi féiere mer de Fonds de relance et de solidarité an. Et ass dëst eng vun den 23 Mesuren, déi de Paquet „Neistart Lëtzebuerg" virgestallt huet.

De But vun dësem Paquet oder Package ass dräifach: 1. Aarbechtsplazen erhalen; 2. grad déi Entreprisen, déi am haertsten duerch d'Coronakris getraff si ginn, ze ënnerstëtzen; an 3. eng nohalteg Relance ze garantéieren.

De Fonds de relance, dee bekëmmert sech also prioritär oder cibléiert ëm follgend Secteuren: fir d'éischt den Tourismus, dann den Evenementiel, dann d'Kultur an dann den Divertissement.

D'genau Aktivitéiten, déi alleguerte vun dësem Projet de loi viséiert sinn, fannt Der an der Annex genau opgelëscht, hannert dem Text coordonné. Ech ginn Iech awer, fir Äre Pleséier, e puer konkreet Beispiller, dass all Mënsch heibanne genau weess, ëm wat et geet.

Et geet fir d'éischt emol ëm d'Hotellen an d'Campingen, dann d'Restauranten an d'Caféen, Depositairen, Traiteuren, d'Reesbüroen, d'Taxien, d'Déierepensiounen an dann alles am Secteur vum Evenementiel, alles wat de près ou de loin domat ze dinn huet. Dat si Concertssäll, dat sinn d'Foireshalen, mee awer och allegueren d'Firmaen, déi Evenementiel organiséieren, an och allegueren déi, déi d'Material liwweren.

Am kulturelle Beräich betreffen déi Hëllefen allegueren déi Leit, déi de près ou de loin eppes ze dinn hu mat Film, mat Video, mat Toun a mat Luucht, an natierlech och d'Organisatioun vun allegueren dësen Evenementer.

An dann, ganz wichteg, Dir wësst, wann Der duerch d'Stad gitt, do sinn eis Forainen am Asaz. Och d'Foraine kréien hei eng Hëllef. Mee doniewent awer och Danzschoulen, zum Beispill, an da Fräizäitparken, Indoorspillplazen - fir Iech emol eng Iddi ze ginn. Dat ass ganz breet gefächert. Mee d'Lëscht an der Annex ass nawell nach vill méi laang.

Firwat sinn da genau dës Secteure viséiert? Mee dat sinn allegueren déi Secteuren, déi entweeder am Lockdown iwwerhaapt net duerfte schaffen oder awer déi wärend dem Lockdown esou wéineg Clienten haten an déi elo, quitte dass d'Saachen erëm op sinn, nach laang Zäit brauchen, bis se erëm dee selwechten Niveau vu Clientë kréien, wéi dat virdrun de Fall war.

D'Restaurante sinn zwar erëm op. Mee mir wëssen allegueren, mat den Distanzéierungsmesuren, déi lafen, dass et awer nach net erëm optimal leeft. Den Tourismussecteur ass och erëm op. Mee mir wëssen allegueren, dass e Koup Leit awer nach hesitéieren, fir ze reesen. Notamment elo, wou d'Chifferen an d'Luucht gaange sinn. An notamment elo, wou eis gutt Nopeschlänner an notamment Däitschland an d'Belsch mat deenen Informatiounen, déi se erausginn an dësem Secteur, deen ugefaangen huet erëm unzezéien, elo erëm eng Kéier e Stréch derduerch gemaach hunn a mer e ganze Koup Annulatioune musse bekloen.

Grouss Eventer wëllt a ka keen de Moment organiséieren, well och do bei dem Evenementiel déi ganz Situatioun esou ass an et nach laang dauert, bis se normal ginn.

Dat selwecht an der Kultur. D'Kinoen an d'Theatere sinn zwar op, mat awer den Obligatiounen, fir Distanz ze halen. An do constatéiere mer och, dass awer nach vill Leit zécken, fir erauszegoen an dann an d'Kinoen an, wéi gesot, an den Theater ze goen. Dat dauert nach eng Zäit.

Dofir ass dëse Projet immens wichteg, fir allegueren aus deem do betraffene Secteur ënnert d'Äerm ze gräifen.

Doduerch, dass et esou laang dauert, bis et erëm normal geet, doduerch, dass dës Secteure wéineg Recetten oder guer keng Recetten haten, awer e Koup Méikäschten, doduerch, dass se hu missen extra Material uschafen, doduerch, dass se musse wéi gesot Dispositiounen huelen, fir de sanitäre Mesurë Rechnung ze droen, ass wéi gesot hir finanziell Situatioun an notamment hir Liquiditéitssituatioun net gutt.

Här President, wéi gesäit déi Hëllef dann aus? An dat ass ganz interessant. Eng Entreprise huet also elo de Choix: Léisst si hir Leit erëm alleguerte schaffen oder decidéiert se, fir se nach all oder op d'mannst eng Partie am Chômage partiel ze loossen?

Ben, dat ass e ganz wichtege Punkt an dësem Projet de loi. Och déi Leit, déi en Deel oder, wéi gesot, d'Beleegschaft am Chômage partiel hunn, kënne vun dësen Hëllefe profitéieren.

De Paquet „Neistart Lëtzebuerg" leet awer den Akzent drop, dass d'Betriber sollen, wann nëmme méiglech, allegueren hir Leit erëm schaffe loossen. A wéi gesot, dofir kréien déi Betriber, déi hir Leit schaffe loossen, méi eng héich Hëllef ugebuede wéi déi, déi d'Leit nach am Chômage partiel hunn.

Konkreet heescht dat, dass fir all Salarié, deen erëm eng Kéier à temps plein schafft, do kritt de Betrib 1.250 Euro, pro Salarié, a fir een, deen am Chômage partiel ass, 250 Euro. Dat selwecht gëllt fir den Independant no deene

selwechte Reegelen. Bei him gëtt awer gekuckt - well Dir wësst, d'Independanten, déi hu jo dann en anere Statut a ganz oft eng aner Manéier fir ze schaffen -, do gëtt gekuckt: Schafft den Independant fir ee Betrib oder schafft e fir méi Betriber? Well da muss nämlech gekuckt ginn, dass en ..., au prorata gëtt d'Hëllef dee Moment berechent.

Wéi geet dat do elo konkreet? Bon, et si fënnef Konditiounen. Déi Hëllefen, déi sinn elo agesat zwëschent de Méint Juni bis November. Firwat ass dat esou? Ma d'Europäesch Kommissioun huet bestëmmt, dass an deene ganzen Aiden, déi d'Staaten elo kënnen erausginn, nom 31. Dezember 2020 keng nei Hëllef dierf ugefrot ginn.

De Betrib, dat ass dat Zweet, deen déi Hëllef ufreet, muss all Mount, fir deen en déi Hëllef ufreet, eng nei Demande eraginn. Dat ass d'Philosophie dervun. Déi mécht Sënn. Da kann all Mount e Betrib seng Situatioun evaluéieren, kann dauernd feststellen: Fueren ech esou virun oder kann ech erëm méi Leit schaffe loossen? Dat heescht: Kann ech e puer Leit méi aus dem Chômage partiel erausholen? Dofir kann dee Moment déi ugefrot Hëllef vu Mount zu Mount ugepasst ginn.

Dann, drëtt Konditioun, et gëtt en duebele Plaffong. E Betrib ka pro Mount net méi Hëllef kréie wéi 85 % vu sengem Chiffre d'affaires, deen e verluer huet. An da kënnt nach en zweete Plaffong derbäi; dee betrëfft d'Gréisst vun dem Betrib selwer. Eng Mikroentreprise ka bis 10.000 Euro de Mount kréien, eng kleng Entreprise bis 50.000 Euro de Mount an eng grouss Entreprise - an dat gëtt vun alle Säiten och an dësem Projet de loi begréisst, dass d'grouss Entreprisen och vun dësen Aidë kënne profitéieren -, déi ka bis 100.000 Euro de Mount kréien.

Wann e Betrib awer nach aner Hëllefen ugefrot huet, an notamment Avances remboursables, déi vun der Kommissioun autoriséiert ginn, dann ass d'Limitt vun den Hëllefen 800.000 Euro.

Dir erënnert Iech drun, virun e puer Wochen, well mer elo eng ganz Serie hu vun Hëllefen, war am Ufank dës Limitt op 500.000 Euro. Dunn huet d'Kommissioun de Go gi fir op 800.000 Euro. A mir soen dem Minister Merci, dass en elo d'Limitt vun 800.000 Euro an dëse Projet geschriwwen huet, well dat ass eng zousätzlech gutt Hëllef.

Dann, bei den Entreprisen, och en neie Moment. Entreprisen, déi scho virdrun a Schwieregkeete waren, déi jo ganz oft vun den Aidë virdrun ausgeschloss waren, déi kënnen och elo, ënner bestëmmte Konditiounen, Hëllefen ufroen.

An dann, ganz wichteg, bei dësem Projet de loi handelt et sech ëm eng Direkthëllef, ëm eng Subventioun en capital, net remboursabel a steierfräi. De Staat rechent dermat, dass de ganze Paquet vun dëse Mesuren, vun dësen Hëllefen ongeféier 200 Milliounen Euro wäert kaschten.

Wat muss een dann elo maachen, fir dës Hëllef ze kréien? Et muss een natierlech d'Konditiounen erfëllen. Déi sinn am Artikel 3 virgesinn. Dat heescht Follgendes: D'Aktivitéit, fir déi Hëllef ugefrot gëtt, muss bestanen hu virum 15. Mäerz dëst Joer. An déi muss natierlech och bestoen a deem Mount, fir deen d'Hëllef ugefrot gëtt.

Falls et Entreprisë gëtt, déi Leit agestallt hunn, déi mussen natierlech am Centre commun vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 minimum 15.000 Euro ausgemaacht hunn. Dat hate mer och schonn a Projet-de-loie virdrun.

D'Entreprise muss an deem Mount, fir dee se d'Hëllef ufreet, net méi wéi 25 %, an dat ass jo schonn net schlecht, ee Véierel vun hire Mataarbechter wéinst Licenciement économique net méi kënnen halen.

Dann, fënneft a lescht Konditioun: D'Entreprise huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 25 % am Mount. Dat heescht, an deem Zäitraum zwëschen Juni bis November 2020, par rapport zu där selwechter Zäitspan am Exercice 2019 oder, wann dat net méiglech ass, par rapport zu der Moyenne vun de Perten an deem selwechte Joer 2019.

Wat muss een der Demande bäileeën? Dat sinn d'Formalitéiten. Am Artikel 9 sinn déi virgesinn. Ganz einfach: Et muss een u sech all Dokument derbäileeën, wou ee kann eebe seng Demande justifiéieren an d'Konditiounen erfëllen.

Här President, mir kruten eng ganz Serie vun interessanten Avisen zu dësem Projet de loi. Ech huelen elo just e puer Punkten, déi mer ganz wichteg schéngen, aus dësen Avisen eraus.

Dat sinn d'Avise vun der Chambre des Métiers, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés an natierlech vum Staatsrot.

D'Chambre des Métiers begréisst natierlech dëse Projet a freet sech driwwer, dass esou vill Entreprises artisanales hei betraff sinn. Si freet sech och, dass Entreprisen, déi deels oder ganz am Chômage partiel sinn, och kënnen hei dervunner profitéieren.

Dann huet se och ënnerstrach, dass dës Hëllefe groussen Entreprisen zeguttkommen an dass et e Montant fixe ass, an d'Chambre des Métiers ënnersträicht och, dass hei eng Ouverture gemaach gëtt, wat en neie Moment ass, en faveur vun Entreprisen, déi scho virdrun a Schwieregkeete waren.

D'Chambre de Commerce begréisst natierlech och dëse Projet. Si bréngt awer erëm eng Kéier Remontrancen eran, déi se schonn an den Avise virdru bruecht huet. Si ass ëmmer fir Simplification administrative. Dofir prangert se liicht un, dass hei all Mount eng Demande gemaach muss ginn. Si hätt och gär, dass am Gesetz en Delai géif drastoen, wéini eng offiziell Äntwert misst komme vun der Regierung, wann eng Demande eraginn ass.

Da begréisst se awer, an dat ass och eppes, wat wierklech en faveur vun der Simplification administrative ass, dat hate mer scho bei Projete virdrun, dass elo sougutt de Centre commun, wéi d'ADEM, wéi awer och de Comité de conjoncture matschaffen, fir all déi néideg Informatiounen ze liwweren. Do kann Zäit gewonne ginn. D'Chambre de Commerce hätt natierlech léiwer gehat, d'Leit missten net selwer alleguerten déi Donnéeën do eraliwweren, mee déi Organisme géifen all selwer, zum Beispill op Demande vun dem Mëttelstandsministère, dann déi Demande, also déi Dokumenter do alleguerten eraginn. Mee wéi gesot, en gros positiv!

D'Chambre des Salariés begréisst och de Projet, leet awer de Fanger op eng Wonn, wat och verständlech ass. Si huet gefrot, wa Leit licenciéiert sinn, an et geet erëm besser, dass déi Leit, déi dee Moment hir Aarbecht verluer hunn, awer erëm prioritär vun hirem viregte Patron sollen agestallt ginn. Si prangert och e bëssen un a se seet, dass 25 % vu Licenciement économique pro Entreprise awer relativ héich ass. Mee fir de Gros ass se dermat zefridden. Si seet just: Dat do si Konditiounen, do wär et gutt, wa se méi laang géife gehale ginn, wéi d'Aiden accordéiert ginn.

Dann zum Staatsrot. De Staatsrot prangert fir d'éischt un, an dat hate mer jo schonn a viregte Projeten, dass hei grad zwee Ministere sollen an den Asaz goen, wat d'Kompetenzen, fir dës Aiden erauszeginn, betrëfft, sougutt de Finanzminister wéi de Classes-moyennes-Minister. A si seet, dat wär net ganz kompatibel mat eiser Verfassung. An dofir huet d'Kommissioun, also d'Classes-moyennes-Kommissioun, dann decidéiert, fir de léiwen Här Gramegna aus dësem Projet erauszehuelen. Ech huelen un, dass en awer herno muss de Portmonni opmaachen, wann et ëm dat Weesentlecht geet. Bon!

Dann, déi zweet Remontrance vun dem Staatsrot, dat ass: Musse mer wierklech hei e Fong kreéieren, e Fonds de relance et de solidarité? Wär et net duergaang, wann ee géif verschidden Artikele vum Budget aktivéieren? D'autant plus, wou dee Fong soll Enn dëses Joers definitiv verschwannen. Et ass awer decidéiert ginn, och fir en Akzent ze setzen, fir extra dëse Fonds de relance et de solidarité op d'Been ze kréien.

An dann, den Haaptknackpunkt vum Staatsrot, an dat war e wéineg delikat, dat war, dass e gesot huet: „Halt! Dir consideréiert d'Salariéen, déi an enger Relation de subordination si vis-à-vis vun engem Patron, a setzt déi genau op dee selwechten Niveau wéi d'Independanten, déi jo am Prinzip awer fräischaffend sinn." An do huet de Staatsrot gesot: „Dat ass awer elo net ganz ..., do spillt de Principe d'égalité de traitement net." Well huelt elo emol un, en Independant, dee schafft a verschiddenen Entreprisen, da kënnen all déi Entreprisë voll Hëllef froen! An de Salarié, deen nëmmen an enger Entreprise schafft, dee kann nëmmen eng Kéier déi Hëllef an Usproch huelen.

An do ass eebe gesot gi vum Staatsrot, do war en e bësse streng: „Dir setzt u sech déi Independant um Niveau iwwert de Salarié, an domat si mer net d'accord. Entweeder huelt Der dat do aus dem Projet eraus, oder awer Dir gitt aner Prezisiounen." An opgrond dovun - d'Auteure vum Projet de loi an d'Kommissioun, déi dat akribesch gepréift hunn, haten natierlech keng Sekonn d'Iddi, fir elo d'Independanten iwwert d'Salariéen ze setzen - koum en Amendement no, an dunn ass einfach gesot ginn: „Et gëtt en anere Berechnungsmodus gemaach. Mir halen déi zwou Kategorien. Dat ass e Peiler vun der Philosophie vun dësem Projet, fir sougutt de Salariéen an de Betriber, mee och den Independanten, wat oft Einmannbetrieber sinn, awer kënnen ze hëllefen."

An dat ass och esou gaangen. Et huet all Mënsch gesot: Dir wësst, dass mat Momenter Independanten ..., de Staatsrot huet déi éischter esou als Freelance gekuckt, déi dann hin an hier géife jauwen zwëschent verschiddenen Entreprisen, mee mir wëssen awer, dass Independante ganz oft en Einmannbetrieb sinn. A wa mer déi elo erausgeholl hätten, dann hätten e ganze Koup Leit, déi wierklech dës Aidë brauchen, déi net kënne sollicitéieren. Dofir ass decidéiert ginn, dass en anere Berechnungsmodus, pro rata zu där Proportioun, wéi se schaffen, géif behale ginn.

Ech ginn Iech ganz einfach e Beispill, wéi mer dat elo maachen, wat mer alleguerten da gutt verhalen: Huelt un, de Jemp, ...

(Brouhaha)

... huet en Hotel an e Café. Da kritt de Jemp elo de Choix: E kann entweeder fir den Hotel 50 % froen a fir de Café 50 %, oder en huet awer och d'Fräiheet, well säin Hotel am Volume an an der Clientèle vill méi grouss ass, fir säin Hotel 70 % Hëllef ze sollicitéieren a fir de Café nëmmen 30 %.

Opgrond vun alleguerten deene kloren an einfachen Erklärungen, déi mer dann an eise Rapport geschriwwen hunn, an dem Amendement, deen dunn erakomm ass, war de Staatsrot dann domat d'accord, an en huet seng ugedrot Opposition formelle levéiert, soudass nom Amendement den Text duerno an der Rei ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech natierlech erëm all Mënsch Merci soen. Fir d'éischt dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp. An och dem Här Gramegna, deen dann hannerschwelleg natierlech och mathëlleft. All de Beruffskummeren, déi hei wierklech e ganze Koup vun interessanten Avise gemaach hunn. Natierlech dem Staatsrot, och wann e streng ass, mee mir hunn eis gefüügt, a seng Iwwerleeunge waren och net falsch, well mir mussen ëmmer kucken, dass mer verfassungskonform sinn. Dann natierlech de Membere vun der Classes-moyennes-Kommissioun an den Hären Timon Oesch a Christian Lamesch.

Här President, mir wëllen hëllefen hei. A mir wëlle schnell hëllefen. An dofir hu mer schnell geschafft. Mee mir hunn alles ganz genau an akribesch gepréift, soudass mer mat dësem Projet op eng roueg Manéier, awer a ganzer Solidaritéit, alleguerten deene Secteure kënnen hëllefen.

An ech mengen, dat ass e Belaange vun eis alleguerten. An dofir ginn ech mat Freed den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Rapportrice, der honorabeler Madamm Simone Beissel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir stëmmen haut e Projet iwwert de Fonds de relance et de solidarité fir eis Entreprisen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, esou eppes ze maachen. Mir mussen de Betriber hëllefen. A wa mer de Betriber hëllefen, hëllefe mer och all deene Salariéen, déi an deene Betriber schaffen. An dat ass dee Saz, wou ech scho gesot hunn: „Et ass besser, an Aarbecht wéi a Chômage ze investéieren." An dat widderhëlt sech haut och erëm eng Kéier.

Et ass éischtens wichteg, dass mir eise Mëttelstand ënnerstëtzen. Dat ass eppes, wat mer ganz oft an dësem Haus hei soen. Dat ass wichteg! De Mëttelstand ass d'Häerzstéck vun eiser Gesellschaft an ee vun de wichtegsten Acteuren an eiser Ekonomie, deen a Schwieregkeete geroden ass, net duerch säi Verschëlden, mee duerch dee Virus, wou mer alleguerte frou wieren, wann en do wier, wou de Peffer wiisst.

Dann ass et esou, zweetens, an dofir ënnerstëtze mir och déi Mesuren, dass mer alles musse maachen, dass déi Entreprisen op de Bee kënne stoe bleiwen, an dass déi Entreprisen all d'Méiglechkeete kréien, fir aus déser Kris esou gutt wéi méiglech, ongeschuer, géif ech am léifste soen, mee dat wäert kaum méiglech sinn, mee esou gutt wéi méiglech erauszekommen. An des Weideren ass et och wichteg, wéi ech scho virdru gesot hunn, Aarbechtsplazen ofzesécheren.

An dësem Kontext, an dat wëll ech och ënnersträichen, si mir als CSV-Fraktioun mat dësem Projet averstanen. Ganz besonnesch si mer och frou, d'Madamm Beissel huet et scho gesot, a den Här Delles an den Här Fayot kënne sech nach drun erënneren, mir hate schonn eng Kéier eng Diskussioun, déi 500.000 an déi 800.000 hu mer schonn diskutéiert, net hei, mee nach an der Chamber, wou mer gesot hunn: „Mir hätte gären, dass déi Méiglechkeeten, déi d'europäesch Reegelen eis ginn, vu 500.000 op 800.000 erop, dass déi géife kommen." Dat geschitt elo mat dësem Gesetz. An dofir si mer och ganz besonnesch frou doriwwer.

Mir hunn awer och, an ech wëll der Madamm Beissel Merci soe fir hire Rapport, un dem Projet hei ganz vill an der Kommissioun geschafft, a mir hunn de Projet och enorm verbessert, Här Minister. An dat ass jo och d'Aufgab vun der Chamber, an dat och an Zesummenaarbecht mat Iech an Äre Servicer.

Et sinn awer nach dräi Punkten, op déi ech wéilt agoen, wou mer frou wieren - fir d'éischt hoffe mer, dass mer net nach eng Kéier mussen esou eppes maachen, dass mer nämlech bis dohinner de Virus am Grëff hunn - , wann et och duerno géif weidergoen. An d'Madamm Beissel huet et zum Deel scho gesot: Firwat kënnen d'Betriber, an der Simplification administrative, vun där mer ëmmer schwätzen, firwat kënnen déi d'Donnéeën net kréie vum Centre commun de la sécurité sociale, direkt, a brauche se net unzefroen?

Déi Leit, déi Kanner hunn, déi schonn e gewëssenen Alter hunn, déi kënne sech erënneren: Fréier hutt Der mussen e Certificat bei der Kannergeldkeess ufroen, an deen hutt Der dann an der Schoul ofginn. Mir hunn et färdegbruecht, viru Joren, dass dat automatesch geet, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn, an dass d'Elteren dat net méi brauchen unzefroen, mee dass deen Austausch automatesch geet vun der Kannergeldkeess eriwwer an déi Schoul an ëmgedréit. A wann dat do méiglech ass, misst et och méiglech sinn hei bei de Betriber. An ech géif do en Appell maachen, an och d'Beruffschambere vum Patronat hunn dat jo gesot, dass een do eppes ënnerhëlt, fir déi Simplification administrative méi kloer ze maachen.

An dann en zweete Punkt, an do sinn haut nach Leit, déi mer geschriwwen hunn, déi Dekonte kritt hu vun hiren Ofrechnunge vum Mäerz an Abrëll. Do wier et och gutt, wa mer deene méi séier kéinten äntwerten. Net direkt en Dekont maachen, mee de Leit soen: „Du kriss eppes oder du kriss näischt!" Dass mer och do et fäerdegbréngen, déi Delaien ze verkierzen, fir dass déi Leit dann net esou laang am Onklore wieren, wat geschitt a wivill et bedeit.

Ech hunn haut e Beispill kritt, déi hunn nach am Mäerz an am Abrëll 60 % vun deem kritt, wat virgesi war, déi hunn elo den Dekont kritt, an dunn hu se hannendru geschriwwen: „Wat hätt ech dann elo gemaach, wann ech och dem Personal nëmme 60 % ginn hätt, bis den Dekont komm ass?" An et ass dofir, woufir ech dorop wollt agoen.

An dann eng weider Fro, an déi ass och vun der Chambre des Salariés opgeworf ginn, dat ass déi mat de 25 % vun deene Leit, déi entlooss ginn. Ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass déi Priorité de réembauche kënnt. An do muss ee jo wëssen: Bei deene klenge Betriber ass déi Prioritéit näischt Automatesches. Bei gréissere Betriber, wann do e Licenciement collectif kënnt, kann dat Bestanddeel si vun deem Accord, dee gemaach gëtt, dass wéinst dem Licenciement collectif eng Priorité de réembauche besteet. Mee wann Der net ënnert dee Seuil faalt, ass dat net automatesch.

Do wier et och gutt, an dat ass jo och vun der Chambre des Salariés ënnerstrach ginn, dass do en Automatismus géif kommen, dass, wann déi Leit, déi Betriber, duerno erëm astellen, sech fir d'éischt mussen un déi Leit wenden, déi aus Krisegrënn do hu mussen entlooss ginn. Och dat wier e Punkt, wou mir frou wieren als CSV, wann dat och géif geklärt ginn, an hoffentlech net bei engem nächste Gesetz, wat mer nach misste maache wéinst enger Verlängerung wéinst der Coronakris, mee ech géif d'Ministere bieden, dat matzehuelen. Deen een oder deen anere Punkt kann een och iwwer Reglement duerno huelen, fir dass mer do de Betriber an och deene Salariéen, déi do schaffen, kënnen hëllefen.

Dat gesot, villmools merci fir d'Nolauschteren. A wéi gesot, d'CSV gëtt d'Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Fonds de relance et de solidarité ass e weidere wichtege Schrëtt, fir eisen Tourismus, eisen Evenementiel, eise Kultursecteur an alles, wat zur Ënnerhalung gehéiert, um Wee duerch dës schwéier Zäiten, déi mer grad erliewen, ze begleeden.

Si waren déi Éischt, déi ënnert der Situatioun vun der Pandemie hu musse leiden, a wäerten déi Lescht sinn, déi erëm alleng ouni Ënnerstëtzung op eegene Féiss kënne stoen. A well si zu

deene gehéieren, déi am meeschten ënnert den aktuelle Konditioune leiden, ass et och méi wéi richteg, dass si weider ënnerstëtzt ginn.

Dës Ënnerstëtzung, déi mer elo hei stëmmen, ass awer keng eemoleg Subventioun, mee eng Hëllef, déi sech iwwer en halleft Joer zéie wäert an dobäi kloer d'Betriber derzou soll incitéieren, hir Leit, wann nëmme méiglech, nees an de Betrib, an d'Aarbecht zréckzehuelen. Esou kréie se, wéi d'Rapportrice dat ganz richteg beschriwwen huet, pro Salarié, deen op sengem Posten ass, 1.250 Euro pro Mount. Och fir all Persoun, déi nach net aus dem Chômage partiel kann zréckgeholl ginn, sinn et 250 Euro. Och op déi verschidde Konditiounen ass d'Rapportrice schonn am Detail agaangen. A mir kënnen dat als LSAP natierlech nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, ech wëll hei och nach eng Kéier d'Wichtegkeet ënnersträiche vun der Verlängerung vum Chômage partiel fir dës Secteuren a Betriber, fir déi den Aarbechtsminister Dan Kersch sech staarkgemaach huet. Et ass déi wichtegst Mesure, fir kënnen ze evitéieren, dass Leit mussen entlooss gi wärend dëse schwierege Méint. Mee mat dësem Gesetz wëlle mir virun allem d'Patronen encouragéieren, hir Leit aus dem Chômage partiel ze huelen, fir esou och de Betriber ze hëllefen, erëm éischter op d'Been ze kommen, och wann d'Zuel vun de Clientë méi lues eréischt an d'Luucht geet.

Här President, duerch dee Fonds, dee mer mat dësem Text grënnen, kréien d'Betriber direkt gehollef. Si kréien eng gewëssen Zomm pro Employé ausbezuelt. Si kréien awer och indirekt gehollef, well doduerch, dass d'Leit net an de Chômage gesat ginn, hir Kafkraaft erhale bleift a soumat och weiderhi consomméiert ka ginn.

Net nëmmen d'Entreprisë maache sech Suergen, wéi alles soll weidergoen, mee och all eenzelnen Employé, deen natierlech ugewisen ass op seng Pai, fir säi Liewensënnerhalt ze finanzéieren, mécht sech Suergen. An nëmmen, wa mer de Leit dobaussen eng Sécherheet op hir Aarbechtsplaz kënne ginn, kann de Konsum vun all Eenzelnem och weidergoen. An domat schléisst sech och de Krees. Mir brauchen elo Leit, déi eis Betriber ënnerstëtzen, an ëmgedréint brauchen d'Leit eng Sécherheet op hir Aarbechtsplaz.

Fir eis als LSAP ass et eng Prioritéit, d'Leit an der Aarbecht ze halen, sief dat iwwert de Chômage partiel, mee virun allem och elo mat dësen zwou Mesuren, déi mir haut heibanne stëmme wäerten.

Här President, natierlech steet den Horeca-Secteur hei am Mëttelpunkt, mee och all déi aner Acteuren, eng 25, déi vun dëser Hëllef profitéiere kënnen, hunn dës Hëllef absolutt néideg. Dat geet vun de Forainen iwwert d'Kinoen an all déi Beräicher, déi an der Annex opgelëscht gi sinn. D'Rapportrice huet eis hei schonn Explikatiounen derzou ginn. Eis als LSAP ass et wichteg, dass hei kee vergiess gëtt.

Elo gëllt et, niewent deene Mesuren, deenen direkten Hëllefe vu Regierungssäit, all dës Acteure weider ze ënnerstëtzen. Bei eisen Hoteliere ren a Campingen ass dat zum Beispill mam 50-Euro-Bong méiglech. Eng flott Aart, fir Vakanz doheem ze maachen, an dobäi eiser Wirtschaft nach eppes Guddes ze doen. Mir hoffen natierlech, dass elo iwwert déi nächst Woche grad d'Leit heiheem an eis Frontalieren, déi all Dag an eist Land schaffe kommen, vun deem Bong profitéieren, fir Vakanz hei am Land ze maachen an dem Horeca-Secteur esou ze hëllefen, sech erëm ze erhuelen. Nodeems nämlech d'Buchunge vun den Iwwernuechtungen hei am Land geklomme waren, koum et net méi spéit wéi d'lescht Woch jo zu engem Réckschlag fir den Horeca-Secteur, andeems et Annulatioune vu Leit aus eisen Nopeschlänner gouf, opgrond vun eiser aktueller Situatioun vun eisen Neiinfektiounen.

Grad dowéinst ass et och nach eemol wichteg, dass d'Leit hei am Land solidaresch si mat eisem Horeca-Beräich an dësen ënnerstëtzen, dass d'Iwwernuechtungszuelen iwwert de Summer an doriwwer eraus erëm klammen an dass esou déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, och erëm Aarbecht hunn an net weider mussen am Chômage partiel bleiwen, respektiv verhënnert gëtt, dass déi Leit mussen entlooss ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a Krisenzäite léiert een zesummezestoen. Dat ass an dëser Zäit esou wichteg wéi nach ni. An an deem Sënn ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng).*- Merci der Rapportrice fir deen esou detailléierte Rapport an och déi Explikatiounen. Här President, wéi de Staatsrot et a sengem Avis ënnerstrach huet, handelt et sech beim Fonds de relance et de solidarité ëm en neit Instrument, dat sech an eng Suite vun Hëllefspäck säit dem État de crise areit. De Projet de loi huet virun allem als Zil, d'Beschäftegung ze erhalen a schwéier getraffe Secteuren, hei schwätze mer eebe vum Tourismus, vum Evenementiel, vu Kultur- a Fräizäitaktivitéiten, eng weider Ënnerstëtzung ze bidden.

Dëst weidert Instrument weist, datt mer, wat d'Grondiwwerleeungen an d'Ziler ugeet, an enger Kontinuitéit si mat deenen Hëllefen, déi an deene leschte Méint schonn agefouert gi sinn, mam But, deene Concernéierten esou gutt wéi méiglech ënnert d'Äerm ze gräifen, awer och mam Bewosstsinn fir e responsabelen Ëmgang mat den ëffentleche Suen.

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gary. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mat deem heiten Text, a vill Virriedner hunn dat scho gesot, schafe mer eng nei Aide d'urgence fir Betriber, fir hinnen an deenen nächste Méint iwwert d'Ronnen ze hëllefen. Si kréien 1.250 Euro pro schaffend Persoun respektiv 250 Euro pro Mataarbechter am Chômage partiel an dat jeeweils fir all Mount vu Juni bis November.

Déi Aide ass limitéiert op bestëmmte Secteuren, déi effektiv besonnesch staark gelidden hunn an och nach weider leiden, an dësen Zäiten. Et geet hei virun allem ëm den Horeca-Secteur, den Evenementiel an de Konschtsecteur am wäite Sënn, mee awer och zum Beispill Reesagencen, Taxien, Déierepensiounen, Fitnessstudioen oder Indoorspillplazen. Et sinn tatsächlech déi Secteuren, déi onverschélt am stäerkste betraff sinn. Si kënnen hir Aktivitéit och weiderhi just ganz begrenzt erëm ophuelen, entweeder wéinst de sanitäre Reegelen, déi en place sinn, oder den Aschränkungen, wat d'Unzuel vun de Persounen ugeet.

Mir sinn duerfir als Lénk och der Meenung, datt een déi Secteure muss staatlech ënnerstëtzen, an zwar mat Subventiounen, esou wéi dat hei virgesinn ass, an net mat Prêten oder mat remboursabelen Aiden, wéi bis elo d'Form vun den Hëllefe virgesi war. Och déi Reegelung, fir dat mat der Zuel vun de Mataarbechter ze multiplizéieren, mécht a priori Sënn, well et jo haaptsächlech sollt goen ëm d'Erhale vun den Aarbechtsplazen.

Duerfir ass et fir eis, Här President, ëmsou méi onverständlech, datt mat där heiter Reegelung e Betrib Hëllefen an Usproch huele kann a gläichzäiteg bis zu 25 % vu senge Mataarbechter virun d'Dier setze kann. Ech denken, datt et awer wierklech net ze vill verlaangt ass, datt e Betrib, deen direkt staatlech Subventioune pro Mataarbechter kritt, sech verflicht, zumindest wärend der Durée vun deene Subventioune keng Aarbechter, keng Mataarbechter, aus wirtschaftleche Grënn ze entloossen. Well déi Secteuren, déi mer hei benannt hunn, dat sinn an deenen allermeeschte Fäll jo och Niddreglounsecteuren. An déi Aide directe, déi do déi Betriber zegutt kréien, ëmfaasst bis zu 50 %, also bis zur Hallschent vun deem, wat e Patron engem am Niddreglounsecteur effektiv bezuele muss. Well de Betrib kéint sech jo dann effektiv och inwwerleeën, ob en entweeder op déi awer dach ganz grousszügeg staatlech Hëllefe wëllt zréckgräifen, oder ob e sech komplett nei wëllt opstellen, „ëmstrukturéieren" heescht dat jo am Newspeak, an domadder verbonnen, Leit entloosse wëllt.

Mat deem heite Gesetz kann en déi zwou Saache maachen. E ka staatlech Subventioune kréien, an e ka bis zu engem Véierel vu sengem Personal entloossen, an dat, obwuel jo déi éischte Prioritéit sollt de Maintien dans l'emploi sinn.

Dir verstitt, datt mer mam beschte Wëllen dat heiten net matdroe kënnen, och wa mer dëser Initiativ ansonste ganz positiv géintiwwer agestallt sinn. A well mer Iech e Vote séparé erspuere wëllen, wäerte mer eis bei dësem Projet enthalen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Marc Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol e grousse Merci un d'Rapportrice, déi et verstanen huet, deen heite Projet de loi ze illustréieren an e ganz bildlech duerzestellen, wat déi eenzel Fäll betrëfft.

Ech erspueren Iech dann och, fir nach eng Kéier op den Detail an iwwert d'Wierkungsweis vun dësem Fong ze schwätzen. Ech mengen, ech wëll just op zwee Punkten agoen, déi awer eis Piraten um Häerz leien.

Den éischte Punkt, dat ass deen, an ech hunn et op dëser Plaz hei schonn e puermol gesot, datt mer hei e weidert Instrument schafen, wat ech prinzipiell begréissen, datt een awer mat engem weideren Instrument och seet, datt et eng weider Prozedur gëtt.

Et gëtt erëm eppes, wat en Entrepreneur, e Gerant selwer muss maachen, wat e muss éischtens um Site fannen, ënner engem ganze Katalog vun anere Prozeduren. E muss also déi richteg auswielen. An da muss en déi och nach all Mount ausfëllen. Hei hätt ee sech, am Kader vun der Simplification administrative, e méi einfachen Outil kéinte wënschen, zumindest am Sënn, datt een et eemoleg géif maachen. Dat gouf jo och an engem Avis ewell thematiséiert.

Insgesamt hätte mir eis, am Kader vun där ganzer Pandemiebekämpfung, grad wat d'Wirtschaftsrelance ubelaangt, net nëmmen e flotte Slogan wéi „Neistart Lëtzebuerg" fir dee Gesamtpackage erwaart, mir hätten eis och ënner „Neistart Lëtzebuerg" erwaart, datt et en One-Stop-Shop fir Entrepreneure géif ginn. An éier elo ee mer seet: „Ma dat ass dach myguichet.lu!" Jo, dat ass vläicht en One-Stop-Shop, mee et ass awer e relativ oniwwersiichtlecht Regal, wat doranneersteet, wou ee sech nach déi richteg Mesurë muss selwer zesummesichen. Hei ass nach e bëssen eppes ze maachen, wat d'Simplification administrative ubelaangt.

Dat gesot, soll dat awer net de Meritt vun dëser Mesure a Fro stellen. Et soll just iwwert d'Form: „Wéi kommen ech zu där Aide?" schwätzen.

An dann den zweete Punkt, an dat hunn d'Kolleege vun déi Lénk gutt ugeschwat, dat sinn déi 25 %, déi een trotzdeem kann entloossen, obwuel een déi Aide hei kritt. Mir deelen do d'Suerge vun der Chambre des Salariés, datt dat en ze héije Seuil ass. Mir hunn e bësse Bauchwéi domadder. Nichtsdestotrotz sollt een net wéinst engem Punkt, wou ee Bauchwéi huet, komplett géint de Projet sinn.

Deementspriechend wäerte mer dëse Projet matdroen. Ech sinn awer der Meenung, datt een hei definitiv nach nobessere kéint, voire nobessere misst a virun allem och ee ganz konkreete Monitoring muss maachen, wéi grad dës Dispositioun an Zukunft genotzt gëtt, well wann d'Majoritéit vun de Betriber herno géif ënner, oder ganz just op dee Seuil kommen, dann hu mer definitiv net dat erreecht, wat mer mat deem Projet hei wëlle maachen. An da musse mer eis dat fir d'Zukunft mierken.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstands- an Tourismusminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme.*- Merci villmools, Här President, loosst mech, fir unzefänken, der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir den ausféierleche Rapport, deen dach plazeweis relativ technesch ass! D'Madamm Rapportrice huet et awer fäerdegbruecht, en op eng einfach Aart a Weis hei ze erklären, net nëmmen unhand vum Beispill vum Jempi mat dem Hotel a mat dem Café, mee op där anerer Säit awer och an den Detail vun deenen eenzelne Metiere kënnen ze goen.

An ech sinn natierlech selwer ganz frou, och wann am Ufank, wéi de Projet am Regierungsrot ugeholl ginn ass, de Finanzminister nach mat derbäi war, dass hien trotzdeem awer haut, nodeems en da vum Staatsrot en Avis krut, wou e soll gestrach ginn an d'Chamber deem dunn noginn huet, trotzdeem hei mat derbäi ass, zesummen awer natierlech och mam Wirtschaftsminister fir dee ganz wichtege Projet hei fir de Mëttelstand.

An ech mengen, et ass gesot ginn: De Mëttelstand ass d'Réckgrat vun der Lëtzebuerger Ekonomie. An hei ass e Projet, dee grad de Mëttelstand immens stäerkt. Net nëmmen déi kleng a mëttel Betriber, mee, hei ganz wichteg, och d'Mikroentreprisen, déi mëttel, déi kleng an awer och déi grouss Entreprisen. Duerfir och déi verschidde Seuilen, an ech wäert net drop agoen, well d'Madamm Rapportrice se scho genannt huet, bis zu 100.000 Euro mensuel, gedeckelt, soudass mer och groussen Entreprisë kënnen iwwert de Fonds de relance et de solidarité hei kënnen Hëllefe ginn.

Ech wëll awer op dëser Plaz e ganz grousse Merci der Kommissioun soen, well et ass e Projet, dee ganz schnell traitéiert ginn ass, wou d'Kommissioun oft a gutt zesummekomm ass. An ech mengen, dat war de Verdéngscht vu jiddwerengem, dass déi eenzel Adaptatiounen, esou wéi den Här Spautz och nach gesot huet, déi eenzel Adaptatiounen nach konnte gemaach ginn. Et war en Effort vu jiddwerengem, dass dee Projet hei ass, wéi en ass.

Et geet natierlech ëm déi Secteuren, déi ganz staark vun dëser Kris impaktéiert gi sinn, déi „first in" a „last out" sinn, gréisstendeels den Horeca-Secteur natierlech mat der Hotellerie, déi déi verschidde Probleemer scho gespuert hunn am Dezember, Januar, Februar, ier d'Kris eréischt richteg hei zu Lëtzebuerg war. Allegueren d'Evenementer, duerfir och den Evenementiel-Secteur, dee mat dran ass, deen also och do scho fréi impaktéiert ginn ass an nach ëmmer net esou ugelaf ass, wéi et kéint sinn. An natierlech de ganzen Tourismus, wou een och gesäit, dass et zwar ugelaf ass, dass een och positiv Noriichten héiert, et awer natierlech nach ëmmer e Minus par rapport zum leschte Joer ass.

Wat och ganz wichteg ass, wa mer vun den Entreprisë schwätzen, vun deene ganz klengen, klengen, mëttleren a groussen, schwätze mer awer och hei vun den Independanten. An an dësem Gesetz, an et ass an der Kommissioun och laang thematiséiert ginn, sinn och d'Independantë mat dran, déi also hei à part égale matgeziel ginn, fir kënnen Hëllefen auszebezuelen, wat ee ganz wichtege Schrëtt ass, well den Independant e wichtegen Deel vun der Entreprise, domat awer natierlech och vun der Ekonomie zu Lëtzebuerg, ass. An duerfir si mer op de Wee gaangen, en esou mat hei anzerechnen. An ech weess, dass déi verschidde Remarke komm sinn, dass d'Fro gestallt ginn ass fir ze proratiséieren, well een theoreetesch kéint Independant an e puer Societéite sinn, dat ass ganz richteg. Duerfir ass hei d'Proratiséierung, wéi se och vun der Chamber ugeholl ginn ass, fir se an de Projet materanzeschreiwen, och e richtege Wee, fir kënnen déi Hëllefen hei auszebezuelen.

Den Här Spautz huet d'Fro gestallt vun der Sécurité sociale, firwat wéinst der Simplification administrative net en automateschen Austausch kéint sinn. Deen hu mer! Et ass esou, dass mer, wa mer de Formulaire online setzen, keen zousätzlechen Zertifikat vun der Entreprise selwer froen. Mir froen, wéi eng Persoun a wéi engem Secteur vun der Entreprise selwer geschafft huet. An duerfir steet och am Artikel 12 oder 14 (veuillez lire: am Artikel 10) vum Gesetz, dass mer deen automateschen Echange dierfen hunn. Duerfir ass et hei dra festgehalen.

Mir kucken op eng digital Aart a Weis, fir direkt den Echange mat der Sécurité sociale ze hunn, fir kënnen ofzegläichen, ob déi Angaben, déi gemaach ginn an der Demande, och deem entspriechen, wat d'Sécurité sociale huet. Dat Eenzegt, wou mer en Zertifikat froen, dat ass beim Independant, wou mer soen: „Et muss ee beweisen, dass een affiliéiert ass bei der Sécurité sociale.", well et heiansdo virkënnt, dass een eng Autorisation d'établissement huet, mee op där anerer Säit awer vläicht eng Omissioun huet, fir sech unzemelle bei der Sécurité sociale. An deen Echange, duerfir froe mer do den Zertifikat och weiderhin.

Et war geschwat gi vun der Simplification administrative. Jo, dat hei ass awer e ganz grousst Stéck vun der Simplification administrative, an och de Mëttelstandsministère huet au fur et à mesure vun dëser Kris geléiert, wat Simplification administrative ass.

Wann ech weess, déi éischt Aiden, déi waren nach e Formulaire online, deen ee konnt erofflueden, deen een dann op der Hand konnt ausfëllen, eraschécken iwwer Mail, iwwert d'Post an och iwwer guichet.lu ausfëllen, da si mer awer elo bei enger ganz anerer Aart a Weis, wéi mer fueren, dass direkt ganz vill Contrôlen automatesch oflafen, dass mer och vill méi séier kënnen ausbezuelen, esou wéi et och virdrun ugeschwat ginn ass, wéi am Ufank, bei där éischter direkter Hëllef vu 5.000 Euro, déi d'ailleurs och non remboursabel war an och net taxéiert war. Et goufen also net nëmme remboursabel Aiden, et gouf souguer eng ganz Panoplie vun Aiden. Ech mengen, den Här Baum hat et ugeschwat, dass et nëmme remboursabel Aidë goufen.

Neen, déi éischt 5.000-Euro-Aide, déi war net remboursabel, déi zweet 5.000-Euro-Aide war och net remboursabel. Déi éischt 12.500-Euro-Aide fir d'Entreprisë vun 10 bis 20 Salariéë war net remboursabel, déi éischt Independantsaide, déi war net remboursabel, an déi zweet Independantsaide, déi war och net remboursabel. An dat hei ass eng weider Aide, déi also net remboursabel ass.

An ech ginn dem Här Baum awer vollkomme Recht, dass et wichteg ass, dass mer och net remboursabel Aidë maachen. A wann een hei

de Fonds de relance et de solidarité gesäit, gesäit ee jo och, dass et eng Kontinuitéit gëtt eebe grad an der Relance. Mir begleeden am Fong mat där Aide hei d'Entreprisen an der Relance, wou mer soen: „Majo, mir verstinn, dass et nach en Deel vun de Salariéë gëtt, déi vläicht am Chômage partiel musse sinn." Op där anerer Säit encouragéiere mer eebe grad mat där Aide hei, dass een, och wann et vläicht net 100 % rentabel ass, awer trotzdeem een aus dem Chômage partiel kann erëmhuelen an deem eeben déi Aide vun 12.500 Euro par rapport zu deenen 250 Euro fir eng Persoun, déi am Chômage partiel ass, kënnen ausbezuelen. Esou gesäit een, dass dat also ausgewogen ass.

Et muss ee soen, dass mer heimat d'Entreprisë stäerken an d'Salariéë stäerken. Et ass ganz am Ufank och gesot ginn, dass also Liquiditéite kënnen an den Entreprisë sinn, eebe grad iwwert déi nächst sechs Méint. A mat dem Licenciement op 25 %, do muss e Screening gemaach ginn, fir ze gesinn, wivill Betriber dann och wierklech voll op déi 25 % kommen.

Ech an, ech mengen, mir alleguerten heibannen, hoffen, dass déi mannsten dorop kommen. Ech sinn awer frou, dass een hei net Aidë kritt an et kann ee 50 % entloossen. Dat heescht, do ass eng Barriär dran. An d'Ëmstrukturéierung ass natierlech eng Fro, an dësen Zäite stellt se sech vill méi, an do gëtt et nach ganz vill Programmer, an den Här Fayot ass do méi Expert fir déi Relanceprogrammer, déi an der Ekonomie sinn, déi se kënnen huelen fir d'Ëmstrukturéierung eebe grad vun de Betriber.

Duerfir hei also eng Aide, wou ee sech soe kann: Jo, d'Entreprise huet de Choix tëschent zwou respektiv dräi Saachen, Chômage partiel, voll schaffe loossen oder awer deelweis sech ëmstrukturéieren, fir dass awer trotzdeem nach eng gewësse Masse salariale ka bleiwen. Et kann een net jiddwereen entloossen. Et kann een eeben en Deel entloossen, fir kënnen trotzdeem nach weiderzefueren, fir dass eeben net déi ganz Entreprise géif faillite goen a soumat och vill méi Salariéë géife verluer goen, also Aarbechtsplaze géife verluer goen.

Hei gesäit een och, dass d'Entreprise en difficulté, an et ass kuerz ugeschwat ginn, dass an dësem Projet de loi d'Entreprise en difficulté mat dran ass. Dat war déi European Framework, an d'Madamm Rapportrice huet et och gesot: Well déi European Framework hei geännert huet, kënnen also och d'Entreprises en difficulté bei deene klengen Entreprisen heivu profitéieren. Mir wäerten haut de Mëtten nach eng Kéier doriwwer schwätzen, dass do verschidde Changementer op europäeschem Niveau waren, fir och deenen Entreprisë kënnen ze hëllefen.

Just nach ganz kuerz, fir ofzeschléissen: D'Formulairen, soubal wéi d'Gesetz gestëmmt ass, an de Staatsrot dann d'Dispens, wa se géif gi ginn, och géif unhuelen, wieren ab de Freideg online.

Et ass gefrot ginn, dass et nëmmen eemol misst ugefrot ginn an da géif mensuell ausbezuelt ginn. Ma dat geet eebe grad net, aus ganz verständleche Grënn. D'Entreprisë variéiere jo, wivill Leit se vläicht am Chômage partiel hunn, wivill Leit bei hinne schaffen. Duerfir muss een d'Demande vu Mount zu Mount maachen. D'Situatioun changéiert bei den Entreprisen. An duerfir géif ech och där Remark, déi gemaach ginn ass, net Recht ginn. Et ass méi wichteg, dass een déi Demande vu Mount zu Mount mécht an dann eeben ëmmer erëm Leit vläicht aus dem Chômage partiel eriwwerhëlt, déi an der Entreprise schaffen. D'Entreprise huet hei e ganz flexibelen Outil, mat deem se kann Aiden ufroen. A grad dat, mengen ech, ass d'Stäerkt vum Fonds de relance et de solidarité, esou wéi en hei presentéiert ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Mëttelstands- an Tourismusminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7609. Den Text steet am Document parlementaire 7609[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7609 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Ech maachen de Vote électronique zou a maachen dann den Appel nominal fir déi, déi wëllen ee Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7609 mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7612 iwwert d'Relance vum Eenzelhandel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif d'Wuert direkt un den honorabele Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Et ass fir d'lescht dës Kéier. Ech berouegen Iech.

(Hilarité)

Also, fir haut op alle Fall.

Une voix.- Okay.

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro stellt sech: Ëm wat geet et bei dësem Projet de loi? Ma bei dësem Projet de loi féiere mer eng Hëllef an, eng Aide de relance fir de Commerce.

Dëst ass eng vun deenen 23 Mesuren, déi am Kader vum Paquet „Neistart Lëtzebuerg" virgestallt goufen. D'Zil vun dësem Package ass et éischtens, Aarbechtsplazen ze erhalen, zweetens gezilt déi Entreprisen ze ënnerstëtzen, déi am häertste vun der Kris betraff sinn, an, drëttens, eng nohalteg Relance ze ënnerstëtzen. Dës Hëllef wäert gezilt de Commerce de détail an assimiléiert Aktivitéiten ënnerstëtzen, déi d'Leit kënnen empfänken.

Den Detail vun den Aktivitéite kënnt Der an der Annex vum Projet de loi noliesen. Mee als Beispill kann ech follgend Aktivitéiten nennen: de Bäcker, de Metzler, d'Traiteuren, d'Blummebutteker, d'Bijoutieren an d'Auerebutteker, d'Brëllebutteker, d'Schousteren, d'Coifferen, d'Pedi- a Maniküren, mee och den Elektriker grad wéi de Salon de toilettage fir Hënn a Kazen.

Une voix.- O!

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur*.- Firwat grad dës Aktivitéiten erausgewielt goufen, ass am Fong ganz einfach: Och wann dës Butteker elo dierfen erëm ophunn, esou gesäit een awer, datt si momentan awer nach ganz schwéier leiden. Dat huet e puer Grënn. D'Konsumenten hu momentan aner Suerge wéi Shopping ze maachen. Mir sinn nach ëmmer mëtten an enger Pandemie. An d'Regierung rifft d'Leit op, hir Kontakter ze beschränken, fir datt d'Zuel vun den Infizéierte klengbleift; wat och richteg ass. Dann ass et normal, datt manner Leit an d'Butteker ginn.

Zweetens: Verschidde Leit hunn och Angscht, sech unzestiechen. An dat ass och iergendwéi nozevollzéien. Mir wëllen awer och, datt d'Liewe weidergeet, well dat ass nämlech iwwerliewenswichteg fir eis Betriber. Mir mussen einfach elo léieren, mam Virus ze liewen. Shopping maachen ass eeben haut anescht wéi nach virun e puer Méint. D'Betriber mussen elo och weider sanitär Mesuren a Plaz setzen, déi et de Leit erlaaben, sech sécher eppes kafen ze kënnen.

Wéinst all dëse Grënn ass et wichteg, dass mir grad dëse Betriber an dëser schwiereger Phas vun der Relance hëllefen. De Commerce an déi assimiléiert Aktivitéite wäerten nämlech nach eng Zäit brauchen, bis si erëm esou rulle wéi virun der Kris.

Wéi gesäit dann elo déi Hëllef aus? D'Betriber kréie fir d'Méint Juli, August a September eng direkt Hëllef, déi net remboursabel an déi steierfräi ass. Well d'Relance „Neistart Lëtzebuerg" jo wëllt, datt d'Leit erëm schaffe kënnen, kritt e Betrib just eng Hëllef, wann hie wärend deem Mount, wou hien d'Hëllef ufreet, kee vu senge Mataarbechter am Chômage partiel huet a keng Licenciementer aus ekonomesche Grënn mécht. Dëst sinn och déi grouss Ënnerscheeder par rapport zur Hëllef aus dem Fonds de solidarité, déi mir virdrun hei gestëmmt hunn.

D'Hëllef fir de Betrib gëtt gerechent op d'Unzuel vun de Salariéen an Independanten, déi Vollzäit schaffen.

Konkreet heescht dat: Éischtens, e Betrib kritt pro Salarié, dee Vollzäit schafft, 1.000 Euro fir de Mount Juli, 750 fir de Mount August a 500 fir de Mount September.

Zweetens: Dat selwecht gëllt och fir d'Independanten, a meng Virriednerin am Projet vu virdrun huet schonn drop higedeit: Bei hinne gëtt just gekuckt, ob den Independant 100 % fir e Betrib schafft oder net. Falls net, ginn d'Hëllefen am Prorata ausgerechent.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, firwat d'Hëllef degressiv ass. Mee d'Äntwert ass eigentlech ganz einfach: D'Leit brauchen elo e bësse Zäit, bis se léieren, mam Virus ze liewen. An och d'Betriber brauchen Zäit, fir d'Vertraue vun hire Clienten erëmzegewannen an hinne Loscht ze maachen, bei si eppes kafen ze kommen.

Nach e puer aner Detailer iwwert d'Hëllef. De Betrib, dee vun dëser Hëllef profitéiere wëllt, muss fir all Mount, fir deen en d'Hëllef wëllt, eng Demande eraschécken. Dëst gëtt him och eng gewësse Flexibilitéit a senger Planung; am Fong änlech wéi bei deem Projet vu virdrun.

E Betrib ka pro Mount net méi wéi 50.000 Euro vun dëser Hëllef kréien. An de Staat rechent, datt mat dëser Hëllef am Ganzen ongeféier 50 Millionen Euro den Entreprisen zur Verfügung stinn, fir d'Relance vum Commerce ze begleeden.

Elo muss een natierlech e puer Konditiounen erfëllen. Fir kënnen dës Hëllef an Usproch ze huelen, muss d'Entreprise d'Konditiounen aus dem Artikel 4 vum Text erfëllen. Dat heescht konkreet:

Et muss sech ëm eng mikro, kleng a mëttelgrouss Entreprise handelen. Déi Aktivitéit, fir déi d'Entreprise Hëllef ufreet, huet misse virum 15. Mäerz 2020 scho bestoen. Et muss een eng Autorisation d'établissement hu fir säi Commerce oder déi Aktivitéit, déi an der Annex genannt ass; dat muss een hunn. Falls d'Entreprise Leit ugestallt huet, musse se beim Centre commun affiliéiert sinn. De Chiffre d'affaires vun der Entreprise muss 2019 bei op d'mannst 15.000 Euro gewiescht sinn. A fir Betriber, déi eréischt kierzlech opgemaach hunn, gëtt dëse Krittär pro rata gekuckt.

D'Entreprise huet misse ganz zoumaachen oder si huet eng Perte vum Chiffre d'affaires vu minimal 50 % am Zäitraum vum 15. Mäerz bis de 15. Mee ze verbuche gehat. D'Butteker, fir déi d'Hëllef ugefrot gëtt, hu missen ab dem 1. Juni erëm opgoen an däerfen och zanterhier net zougemaach hunn. Fir déi Méint, fir déi se d'Hëllef ufroen, dierf kee vun hire Salariéen am Chômage partiel sinn. An als Lescht: Si dierf an deenen dräi Méint, fir déi d'Hëllef gëllt, kengem Mataarbechter aus ekonomesche Grënn kënnegen.

Wat muss een der Demande bäileeën? Am Artikel 6 ass opgezielt, wat een alles muss bäileeën. Et handelt sech am Fong ëm Dokumenter, déi beweisen, datt déi Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, och erfëllt sinn.

Här President, ech picken Iech elo déi wichtegst Punkten aus den Avise vun der Chambre des Métiers, Chambre de Commerce, Chambre des Salariés an dem Staatsrot eraus. Fir d'Detailer vun dësen Avise verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport souwéi op déi jeeweileg Avisen.

Den Avis vun der Chambre des Métiers begréisst dës nei Hëllef an ass besonnesch frou, datt och d'Entreprisen aus dem Artisanat vun hir kënne profitéieren. Si hätt sech awer gewënscht, datt d'Hëllef net gekoppelt wier un d'Konditiounen, datt ee kee Mataarbechter dierf am Chômage partiel hunn an och kee Mataarbechter aus ekonomesche Grënn dierf entloossen.

D'Chambre des Métiers mengt och, datt d'Situatioun sech fir de Commerce an deenen nächste Méint net wäert verbesseren, soudatt si léiwer e fixe Montant vun 1.000 Euro fir déi dräi Méint gesinn hätt, statt déi degressiv Hëllef, wéi se elo geplangt ass. Si fënnt och de Plaffong vu 50.000 Euro de Mount fir déi mëttelgrouss Entreprisen ze niddreg. Si schléit vir, dee Plaffong op 100.000 Euro ze erhéijen.

D'Chambre de Commerce hirersäits begréisst och dës nei Hëllef fir d'Entreprisen, besonnesch well si och als Zil huet, Aarbechtsplazen ze erhalen. Si hätt sech awer erhofft, datt d'Hëllef bis Enn des Joers géif gëllen, an net just bis de September. D'Chambre de Commerce hätt sech och gewënscht, datt d'Entreprise net all Mount misst eng nei Demande maachen, fir d'Hëllef unzefroen. D'Ursaachen dozou hu mer jo schonn am Projet virdrun héieren.

Derniewent hätt d'Chambre de Commerce och gäre gehat, datt een e maximalen Delai an d'Gesetz schreift, bis wéini een eng Äntwert op seng Demande kritt. Dann ass d'Beruffskummer och nach der Meenung, dass en allgemengt Verbuet, fir op de Chômage partiel zréckzegräifen a fir ze entloossen, ze wäit geet.

Finalement begréisst d'Chambre de Commerce dann am Kader vun dësem Projet de loi, datt eng Zesummenaarbecht tëschent dem Mëttelstandsministère an dem Centre commun, der ADEM an dem Comité de conjoncture geplangt ass, mee si hätt sech gewënscht, datt dës Zesummenaarbecht als Konsequenz gehat hätt, datt verschidden Dokumenter bei der Demande net gefrot géifen, well se eebe bei dësen Instanzen och vum Mëttelstandsministère kéinten ugefrot ginn.

Den Avis vun der Salariatskummer ënnerstëtzt och dëse Projet de loi, well en als Zil huet, ech widderhuelen dat och, Aarbechtsplazen ze erhalen. D'Chambre des Salariés ass och besonnesch zefridden, datt d'Hëllef mam Verbuet vum Licenciement verbonnen ass. D'CSL schreift och an hirem Avis, datt si sech gewënscht hätt, datt dëst Verbuet iwwert déi dräi Méint eraus géif goen, fir déi Hëllef ugefrot ka ginn. Si proposéiert, fir d'Hëllef och fir de Mount Juni virzegesinn, fir ze verhënneren, datt eng Entreprise am Juni Leit entléisst an am Juli dës Hëllef ufreet.

De Conseil d'État, de Staatsrot, huet déi selwecht Reserven, wat d'Berechne vun der Hëllef ugeet, wéi fir de Projet de loi, dee mer virdrun héieren hunn, de 7609 iwwert de Fonds. Och bei dësem Projet de loi ass d'Iddi net, fir en Independant iwwert de Salarié ze stellen. Dofir huet d'Kommissioun och fir dëse Projet de loi déi selwecht Solutioun fonnt ewéi fir de Projet virdrun an huet deementspriechend en Amendement nogereecht, dat präziséiert, datt fir en Independant, falls e fir méi Entreprisë schafft, déi eligibel si fir dës Hëllef, au prorata considéréiert gëtt, wéi hie fir déi verschidde Betriber schafft.

Et bleift mer nach just zum Schluss fir Iech Merci ze soen, och Merci fir dat séiert Schaffe vun alle Concernéierten. An ech gi selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Rapporter Guy Arendt. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir hunn elo eppes, d'Projete sinn änlech an awer grondverschidden an deenen zwee Punkten. Dat eent, dat war méi fir och d'Independante mat dran, hei geet et ëm den Eenzelhandel. An déi grouss Suerg, déi mer hu beim Eenzelhandel, dat ass déi Fro, déi mer eis stellen: Ginn déi dräi Méint duer?

Wéi mer ugefaangen hu mam Gesetz, hat ech gesot: „Ech géif mengen, et géif duergoen." Mee mat deem, wat mer déi lescht dräi Wochen erlieft hunn, stellen ech mer vill Froen, ob et duergeet mat deenen dräi Méint. An ech wëll dodrun erënneren, mir hunn et schonn eng Kéier gesot, och beim Chamberspresident: „D'CSV ass och prett, am August an am September unzetrieden, wann nach Ännerungen a Verlängerunge musse kommen." Well, ech fäerten, ...

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Net nëmmen d'CSV!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Majo, ...

M. Max Hahn *(DP)*.- Et zielt nëmmen d'CSV!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Tipptopp! Wonnerbar, Här Haagen! Gutt, Här Hahn!

Well ech fäerten, dass et bis de September net fäerdeg ass! An dass een dann och d'Méiglechkeet huet, gegeebenefalls nozefueren an do de Betriber ze hëllefen.

(Interruption)

Well, mir mierke jo selwer, wann Der mat de Geschäftsleit schwätzt, d'Geschäfter sinn zwar op, mee si si „voll eidel". Et si vill manner Clienten do, déi dohinnerginn. Et sinn der manner an der Stad am Allgemengen, net nëmmen an der Stad, och op deenen anere Plaze si vill manner Leit. Automatesch si vill manner Leit an de Butteker, automatesch gëtt manner kaaft. An dofir géif ech just soen, dass een dat net soll aus den Ae verléieren, dass mer do och doriwwer eraus mussen deene Betriber hëllefen, déi an der Kris sinn.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, an den Här Arendt huet do den Avis vun der Chambre des Salariés zitéiert, ob et gutt ass, dass mer einfach soen: „Wann s de der am Chômage partiel has, kanns de guer net méi vun deenen Aidë profitéieren." Et ginn nämlech Betriber, gréisserer, am Handel, déi och net hunn däerfen op si wärend der Kris. Et ware grousser, déi konnten op sinn. Dat war méi an der Liewensmëttelbranche. Mee et waren anerer, och gréisserer, déi net konnten op sinn. Déi kéinten och nach ..., deene géif et och nach guttdoen, wa se kéinten deelweis op de Chômage partiel zréckgräifen; awer wa keen am Buttek ass, ass et och schwiereg, fir d'Leit ze beschäftegen. A wa se do hätte kënnen trotzdeem op Chômage partiel zréckgräifen, och dat hätt hinne kënnen hëllefen.

Dat sinn déi Punkten, an ech muss awer fairnesshalwer soen, virun dräi Wochen hunn ech och nach dru gegleeft, dass et vläicht eng Kéier éischter fäerdeg wier. Ech gleewen elo net méi drun. Mee, dass een och elo déi Akzenter ka setzen, fir deene Betriber ze hëllefen. Net dass mer op eemol zwar eppes verréckelt kréie bis an de September eran, mee dass mer da bis Enn des Joers aner Problemer mat deene Betriber kréien.

Soudass mer dofir och alles solle maachen, fir deene Betriber kënnen ze hëllefen, an net nëmme bis de September, mee och doriwwer eraus. Well do gëllt dat selwecht, wat ech virdru gesot hunn: „Mir hu besser, mir investéieren an d'Betriber, dass déi d'Aarbechtsplazen halen, wéi dass mer duerno Chômage bezuelen."

An dofir, wéi gesot, nach eng Kéier mäin Appell: Wann eppes geschitt, mir sinn do. An Dir hutt jo héieren, alleguerte si se do, fir dass mer dann och nach kënnen déi Adaptatioune maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer deene Betriber kënne beim Iwwerliewen hëllefen. An dass et och wichteg ass, dass mer en aktiven Handel behalen elo wärend der Kris, mee och iwwert d'Kris eraus. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert virun un deen nächste Riedner, déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Neistart Lëtzebuerg", esou heescht de Mesurëpak vun der Regierung fir eis Betriber. No Wochen a Méint ouni Aktivitéit, ouni Clienten, ouni Akommes hu vill Betriber, an do zielen eis klenge Commercë ganz sécher derzou, esou en Neistart och néideg.

Vill Ressourcen, déi opgebaut goufen, sinn net méi do. D'Realitéit an de Geschäfter ass net déi, wéi mir se virun der Kris kannt hunn. Nach ëmmer komme manner Clienten an d'Geschäfter, nach ëmmer gëllen an alle Commercë gewësse Reegelen, déi hir Aktivitéit andämmen. Dofir ass et wichteg, dës Betriber, eis lokal Commercen, weiderhin ze ënnerstëtzen. Konkreet heescht dat - wéi de Rapporter gutt erkläert huet; merci derfir! -, dass dës Betriber pro Employé fir d'Méint Juli, August a September jeeweils 1.750 a 500 Euro wäerte kréien.

Un dësem Gesetz, grad wéi um Fonds de relance et de solidarité, gesäit ee wéi wichteg et der Regierung ass, eiser nationaler Wirtschaft, dem Handwierk an deene klenge Betriber ze hëllefen, vum Horeca-Secteur iwwert d'Commercë bis hin, an dat an deenen zwee Fäll vun eise Projet-de-loie vun haut, och zu den Independanten, de Selbststännegen, déi hannert dëse Betriber sti bezéiungsweis matzen drastiechen.

Jo, d'LSAP steet ganz kloer un hirer Säit a wëllt si och weider ënnerstëtzen. D'Detailer zu den Independanten hu mer schonn am viregte Projet héieren, déi och fir dëse Projet gëllen.

Här President, am Paquet „Neistart" sinn 23 Hëllefe virgesinn. Kuckt een awer, wat schonn am Ufank vun der Kris gemaach ginn ass, sinn et 36 Mesuren, déi de klengen a mëttelstännesche Betriber zeguttkomm sinn oder -kommen. Och dat wëll ech hei op dëser Plaz nach eng Kéier rappeléieren, well all eenzel Mesure war wichteg a richteg, dass se geholl ginn ass.

Grad ewéi beim Fonds geet et och bei dëser Hëllef dréms, d'Leit an der Aarbecht ze halen. An ech hu virdru schonn drop higewisen, dass dat fir eis dat Allerwichtegst am ekonomesche Kontext ass. Mir mussen d'Situatioun vun engem Massechômage verhënneren. An dës zwee Instrumenter, déi mer haut hei stëmmen, wäerten do mat Sécherheet derzou bäidroen.

Mir si frou, dass och dëse Projet eng ganz Rei Acteuren ënnerstëtzt, dat geet vum Bäcker iwwert de Bijoutier bis hin zum Coiffer, déi dës Hëllef an Usproch huele kënnen. Och hei ass de Rapporter schonn op d'Annex agaangen, déi et bei dësem Projet de loi gëtt, vun deene Betriber, déi hei betraff sinn.

Här President, fir nach mat engem Wuert op déi verschidden Avisen anzegoen. Jo, mir sinn eis bewosst, dass Hëllefe wuel fir de Moment dat richtegt Instrument sinn. Mee wann dës Kris nach méi laang sollt daueren, an dovunner ass leider, leider auszegoen, da wäerte mer och weider Schrëtt, weider Mesurë mussen huelen. Mir wäerten d'Situatioun weiderhin am A behalen, weiderhin evaluéieren an, wann et néideg ass, wäerten de Wirtschaftsminister an de Mëttelstandsminister och weider intervenéieren.

Grad wat d'Kafverhale betrëfft, musse mer och dat am A behalen. D'Leit vermeiden de Moment grouss Shopping-Toure fir de Pleséier. Éischter gi just Akeef gemaach fir Liewensmëttel, Hygiènesprodukter oder Gebrauchsgéigestänn anzekafen. D'Kafverhalen huet nämlech geännert. D'Zuel och vun den Onlineakeef ass geklommen. Grad d'Zuel vun den Onlineakeef wärend dem Lockdown war enorm an d'Luucht gaangen. An och nom Lockdown ass déi Zuel, wéi gesot, weider héich. Esou haten déi Betriber, déi schonn an digital Léisungen, wat den Onlineverkaf betrëfft, investéiert haten, e klore Virdeel wärend dem Lockdown. A grad do muss d'Regierung och weider de Betriber hëllefen, sech ze digitaliséieren.

Ech denken hei un d'Plattform „LetzShop", déi scho vun der leschter Regierung ënnert der Leedung vum Francine Closener an d'Liewe geruff gi war, déi e grousse Succès wärend dem Lockdown hat. Och dëst ass eng Mesure, wéi d'Regierung eis Betriber weider ënnerstëtzt. An do wär et och interessant vum Minister gewuer ze ginn, wéi dës Plattform weiderhi wäert ausgebaut ginn, fir och op dësem Wee de Commercen ze hëllefen, och am Onlinehandel Fouss ze faassen an hinnen ze hëllefen, hir Ëmsätz erëm ze steigeren.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi, fir de Commercë weider Aiden déi nächst Méint kënnen zoukommen ze loossen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary *(déi gréng)*.- Här President, wärend dem Confinement hu virun allem grouss Onlineentreprisë profitéiert, sief et Swimmingplattformen oder den Onlinehandel. An der Chamber war déi lescht Wochen a Méint vill rieds vun der Ënnerstëtzung vun der lokaler a regionaler Wirtschaft a vun der Relokaliséierung vu Produktiounsketten.

Wéi elo just am Detail erkläert, viséiert dëse Projet de loi déi kleng a Mëttelbetriber, an zwar virun allem am Eenzelhandel. Ee Problem, deen dës Betriber hunn, ass zum Beispill de Stockage vu Wueren, déi net konnte verkaaft ginn. Well et awer deelweis relativ deier ass, fir hei zu Lëtzebuerg eng Lagerplaz ze lounen oder ze kafen, kann dat finanziell séier eng grouss Belaaschtung fir dës Entreprisë ginn.

Nieft dem klasseschen Eenzelhandel geet et awer och hei ëm d'Servicer, déi en direkte Kontakt mam Client viraussetzen an déi dofir och fir sechs Wochen hu missen zoumaachen an déi op déi nächst Méint eraus och nach net ouni Restriktioune respektiv mat enger normaler Demande funktionéiere kënnen.

Fir dëse Contrainten entgéintzewierken, begréisse mer dës weider Aide. An heimat ginn ech den Accord vun der gréngер Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Gary. An d'Wuert kritt elo den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Wéi bei deem Projet virdru geet et hei ëm nei Direkthëllefen, déi mat der Zuel vun den Aarbechter, Mataarbechter klammen. Just geet et dës Kéier ëm den Eenzelhandel respektiv ëm Servicer, déi am direkte Kontakt mat de Leit stinn. An d'Aidë si limitéiert op d'PMEen.

Dernieft ginn et awer zwee grouss Ënnerscheeder zu deem Projet virdrun. Éischtens: D'Hëllef ass beschränkt op dräi Méint, an net op sechs Méint, a si ass degressiv. Dat heescht, am Juli ginn et 1.000 Euro pro Mataarbechter, am August 750 an am September 500.

Dëst Gesetz ass deposéiert ginn zu engem Zäitpunkt, wou déi meescht gemengt hunn, de Virus wier ënner Kontroll. An de Marc Spautz ass virdrun och schonn zu Recht drop agaangen, datt mer deemno wéi och bei dësem Gesetz nach eng Kéier nobessere mussen.

Deen zweeten Ënnerscheed zu deem Gesetz virdrun ass fir eis awer ganz wichteg! Bei dësem Gesetzesprojet däerfen d'Betriber keng Leit entloossen! Zumindest net an deene Méint, wou se d'Hëllef ufroen.

Dat ass elo kee Grond fir groussen Applaus, well et an eisen Aen den absolutte Minimum vun deem ass, wat ee maache muss. Besser wier gewiescht, an d'Salariatskummer huet dat jo och gefrot, déi Interdiktioun vu Licenciementer zumindest bis zum Enn vum Joer ze erweideren, au vu dovunner, datt eventuell d'Situatioun sech nach ännert, an och au vu dovunner, datt mer dat heite Gesetz och a senger Ambitioun nach eng Kéier erweidere mussen.

Zumindest ass awer hei e klengen Effort gemaach ginn, fir deem Projet de loi un tant soit peu eng sozial Dimensioun ze ginn, contrairement zu deenen Hëllefsmesurë fir Betriber vun der Regierung, wou esou Bestëmmunge jo komplett feelen. An duerfir freeën ech mech elo schonn drop, dem Mëttelstandsminister, dem Här Delles, seng Explikatiounen ze kréien, well ech hu virdru ganz intensiv nogelauschtert, wou e ganz riede- a wuertgewannt explizéiert huet, firwat et kee Sënn géif maachen, d'Leit viru Licenciementer ze schützen.

(Interruption)

An duerfir sinn ech och ëmsou méi gespaant ze héieren, firwat dann e Kleedergeschäft keng Leit entloossen däerf an e Restaurant schonns. Wat mer natierlech bedaueren!

Hei geet et awer ëm den Eenzelhandel. Hei däerfe keng Leit entlooss ginn, verbonne mat dëser Hëllef. An duerfir wäerte mer dëst Gesetz och matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen.

Mir wäerten dëse Projet och matdroen. Ouni awer net et sinn ze loossen, fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt och mir der Meenung sinn, datt et am September warscheinlech nach ëmmer eng Kris wäert ginn. Virun allem fir den Eenzelhandel wäert bis dohinner warscheinlech net alles erëm a Botter sinn. An deementspriechend, mir sinn, genausou wéi all d'Kolleegen hei, prett, fir hei nach eng Kéier nozebesseren, wann dat dann - erwaardungsgeméiss - néideg wäert ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Rapporter villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport.

Jo, et ass esou, dass verschidde Similituden zum Projet de loi vu virdru sinn, trotzdeem awer méi grouss Ënnerscheeder si wéi déi zwee, déi virdru vum Här Baum opgestallt gi sinn. Ee ganz groussen heibäi ass zum Beispill d'Perte vum Chiffre d'affaires. Déi muss net hei dra sinn, déi muss iwwert d'Méint Mäerz bis Mee sinn, awer net méi iwwert déi Méint, déi kommen, wat zum Beispill nach ee vun deene ganz groussen Ënnerscheeder ass par rapport zum Text virdrun. Mee ech kommen awer duerno nach op dem Här Baum seng Fro an op seng Suergen, déi e sech iwwer meng Rhetorik mécht, ze schwätzen.

(Interruption par M. Marc Baum)

Ech wëll op dëser Plaz awer och der Kommissioun villmools Merci soe fir déi konstruktiv a gutt Aarbecht, well och dëse Projet ass ganz schnell an der Kommissioun gutt an effektiv traitéiert ginn. Mir si ganz vill op verschidde Froen agaangen. Et sinn Adaptatioune gemaach ginn - net nëmmen déi vun den Independanten, mee och nach déi aner -, soudass ee gesäit, dass hei d'Chamber ganz séier a ganz gutt geschafft huet am Sënn vum Mëttelstand. An dofir op dëser Plaz nach eng Kéier der ganzer Kommissioun e grousse Merci.

Loosst mech fir unzefänken awer nach op dem Här Spautz seng Remarke soen, dass déi eng am August do sinn, déi aner am September do sinn, also jiddwereen am August an am September do ass. Ech schléisse mech natierlech deem un. Mee, Här Spautz, do, wou jiddweree kann do sinn, ass et net fir hei op der Tribün ze soen, mee an d'Geschäft ze goen an ze kafen an an de Restaurant iessen ze goen, e flotte Weekend ze verbréngen, net nëmme mam Bong vu 50 Euro, mee och nach mat anere Saachen.

Dat heescht, do gesi mer, wien do ass a wien net do ass. An ech hoffen, dass net nëmmen d'Deputéierten an d'Regierung do sinn, um Rendez-vous sinn, wann et drëm geet, de Mëttelstand ze stäerken, an dësem Fall de Commerce ze stäerken, mee dass jiddwereen do ass, fir de Mëttelstand ze stäerken. Dofir och d'Campagne „smile again". Ech hunn nach esou Buttons, Här Spautz, da kënnt Der Iech och nach esou een undinn, dann ass et nach e Gest méi, fir de Mëttelstand mat ze ënnerstëtzen. Souguer den Telefon ënnerstëtzt dat.

Dofir, ...

(Brouhaha)

... wéi gesot, ech hunn d'Ënnerscheeder gesot, déi et waren; se sinn och ganz gutt vum Rapporter erkläert ginn. Op där enger Säit, dass et eng degressiv Aide ass, an hei d'Fro - an do gesäit ee jo och ganz gutt an den Avisen: Dat, wat déi eng an deem enge gutt fonnt hunn, fannen déi aner an deem anere schlecht. Dat, wat an deem enge schlecht war, ass an deem aneren Avis gutt. Do gesäit een also, dass hei mat enger gewëssener Wäermt geschafft ginn ass, fir ze kucken, dass mer d'Ënnerscheeder kënnen do huelen, wou se sinn.

Elo zu der Fro vum Här Baum, net d'Fro vun der Rhetorik, mee d'Fro: Wat sinn dann d'Ënnerscheeder? Mee et ass éischtens emol schonn, wéi laangfristeg d'Secteure gestéiert wäerte sinn. Ech hu virdru geschwat vum „first in last out". Dat heescht, déi eng Aide, déi ass iwwer sechs Méint, mat deenen 1.250 an 250 Euro. Hei ass et eng degressiv Aide, nëmmen iwwer eng Period vun dräi Méint.

Et ass awer net esou, wéi een hätt kënnen hei an Diskussioune verstoen, dass iwwert dësen Text de Chômage partiel verbueden ass! All Societéit kann de Chômage partiel ufroen, wa se wëllt, mee da ka se net déi Aide hei ufroen. Dat heescht, de Chômage partiel bleift wéi gehabt sinn, dass all Entreprisen, déi an deene Secteure sinn, déi eligibel si fir de Chômage partiel, och de Chômage partiel kënnen ufroen, mee da si se net eligibel fir déi degressiv Aide hei.

Dat, wat den Avantage ass vun där enger Aide, déi virdrun de Fonds de relance et de solidarité ass, dat ass, dass den Entrepreneur am Fong de Choix huet, wat e wëllt maachen. Wëllt en de Chômage partiel, méi/manner? Wëllt e jiddwereen zréckhuelen? Wat kann e maachen? Wëllt e sech ëmstrukturéieren? Wéi wëllt e seng Societéit maachen? Dat heescht, mir ginn hei der Entreprise de Choix, fir et kënnen ze maachen am Text virdrun.

Hei soe mer, et ass eng Aide, déi nëmmen dräi Méint ass. Dofir kann een hei och aner Krittäre mat eranhuelen. D'Aide ass degressiv. Dat heescht, wann een déi éischte Mount nach déi 1.000 Euro huet fir de Juli, 750 Euro fir den August a 500 fir de September, schwätze mer also vun dräi Méint, wat eng ganz aner Period ass. De Montant ass e ganz aneren. Deen éischte Mount ass deen héchsten, dat sinn 1.000 Euro, par rapport zu 1.250 Euro pro Salarié pro Mount bei der Aide virdrun. Ganz grouss Entreprisë sinn hei net mat dran. Dat heescht, hei ass et just fir mikro, kleng a Mëttelentreprisë bis zu 250 Salariéen. Alles, wat driwwer ass, kann déi Aide hei net ufroen. Dat heescht, mir hu gewësse Krittären hei an där Aide, déi natierlech anescht si wéi am Fonds de relance et de solidarité. A bei dëser Aide ass och d'Argumentatioun eeben eng aner wéi bei där Aide virdrun.

D'Madamm Burton ass op de „LetzShop" agaangen. Jo, d'Plattform „LetzShop", déi de 14. September 2018 online gaangen ass, hat als Éischt emol e Volet vun der Digitaliséierung vun den Entreprisen. A mir schwätze ganz oft an der Kommissioun och iwwert dës Plattform, wéi se lancéiert ginn ass. An d'Madamm Closener ass hei, déi kennt den Dossier vum Lancement natierlech besser. Wéi de Lancement war, war et eng Iddi vun der Digitaliséierung.

De Projet variéiert, changéiert natierlech. Am Moment si mer amgaangen, vill méi op Bongen ze schaffen. An de President vum GIE ass jo och heibannen, den Här Biancalana. Et ass en

anere Projet, wéi en elo vläicht war. Mir sinn elo amgaangen, mat de Bongen ze schaffen zum Beispill, wat an däser Period e ganz wichtege Volet ass. Mir sinn amgaangen, mat der Horesca ze diskutéieren, fir dass een och kann e Chèque cadeau maachen, net fir an engem Geschäft anzekafen, mee fir eng Nuitée zu Lëtzebuerg mat deenen Hoteller, déi do sinn.

Dat heescht, och do ginn et ëmmer erëm Variatiounen, wou et ëmmer erëm Adaptatioune ginn, fir kënnen anescht ze funktionéieren, fir och do déi Plattform méi userfréndlech ze maachen. Well et muss ee ganz éierlech zouginn, wann ee se um Handy kuckt, ass se net userfréndlech. Kann een eng App maachen? Kann ee keng App maachen? Wéi ass de Moteur de recherche? Well et ass ee Produit, an ech mengen, egal wat een am Moment sicht bei „LetzShop", fënnt een als Éischt emol dräi Säiten, wou e gewëssene Produit ass, bis een da vläicht dee Produit fënnt, deen ee sicht. Och do muss dru geschafft ginn. Mir sinn amgaangen, ze kucken, mir sinn op eng ganz nei Plattform gaangen, fir de „LetzShop" kënne funktionéieren ze loossen. D'Missioune muss ee sech och ukucken.

Soudass natierlech esou e Projet, dee lancéiert ginn ass, eng Nues kritt, déi au fur et à mesure ëmmer erëm muss adaptéiert ginn, wat ganz normal ass. Mee ech mengen nach ëmmer, dass et nach wie vor e wichtege Projet ass vun der Digitaliséierung, am Ufank beim Commerce, elo wéi gesot am Horeca-Secteur. Wat eng nei Nues kritt huet, sinn elo zum Beispill déi 50-Euro-Bongen, déi lafen alleguerten iwwer „LetzShop". Dat heescht, fir all déi Bongen, déi verschéckt gi sinn, huet den Hotelier sech missen op der Plattform aschreiwen an den Hotelier kritt d'Suen iwwert de GIE remboursëiert.

Soudass een also och do gesäit, dass esou eng Plattform utile ass an der Digitaliséierung vum Commerce, op där anerer Säit awer elo an den Horeca-Secteur mat eriwwergeet an awer och e ganz groussen an e wichtege Partner ass bei anere Saachen.

Soudass een also gesäit, dass déi Plattform e wichtegen Outil ass. Jo, si huet ganz anescht funktionéiert. Ech hunn d'Zuelen. Do kommen ech eng Kéier an d'Kommissioun, fir déi ganz gären ze erklären. Mir hunn och scho Communiquéen driwwer gemaach. Et gesäit een natierlech, dass, wéi all aner Onlineplattform, et ganz wichteg war, wärend däser Kris online present ze sinn. Et si verschidde Geschäfter, déi iwwert dës Zäit komm sinn, andeem se eebe grad op der Plattform „LetzShop" waren. Op där anerer Säit awer och natierlech d'Fro vun der Gratuitéit.

An dofir huet d'Regierung d'Decisioun geholl, alleguerten de Geschäfter d'Gratuitéit unzebidden, wa se op d'Plattform ginn, fir dass se sech do och wäerten e Schratt méi séier, wou se vläicht e Moment Zäit haten, wou se vläicht am Ufank vum Joer vun der Planung net dermat gerechent hätten, dass se déi Zäit vläicht esou kéinten notzen. Duerfir och d'Gratuitéit. An et gesäit een, dass do enorm vill Commercë bäikomm sinn. Elo geet et net drëm, déi bei der Staang ze halen. Et geet drëm, nei Gemengen nach an dëse Projet eranzekréien.

Op der leschter Assemblée générale ass och driwwer geschwat ginn, wéi d'Missiounen, wéi d'Hëllefen do kënne si vun de Gemengen. Ech mengen, dass net nëmmen d'Plattform „LetzShop", mee dee ganze GIE „Luxembourg for Shopping" nach eng ganz grouss Zukunft huet, net nëmmen am Kader vum Corona, mee op där anerer Säit och als wichtege Partner fir d'Digitaliséierung zu Lëtzebuerg.

Duerfir och déi nei Aide, de Fit 4 Digital Packages, déi agefouert ginn ass, wou also eng Entreprise en digitale Package dohinnerkritt, wou et net nëmmen drëm geet, dass een en Diagnostik gemaach kritt iwwer fënnef Deeg, wou e Consultant dohinnerkënnt an d'Entreprise. Déi kleng Entreprisë brauche kee Consultant, deen hinne fënnef Deeg iwwert d'Schëller kuckt. Si hunn déi Zäit net ëmmer. Duerfir de Fit 4 Digital Packages, deen uganks vum Joer lancéiert ginn ass, wou op där Säit och en neie Package gemaach ginn ass mam „LetzShop", wou een also direkt dohinnergeluecht kritt: Hei, dat do an dat do muss de maachen, fir op „LetzShop" kënne present ze sinn. Dat och an Zesummenaarbecht mat däser Plattform.

Et gesäit een also, dass se ganz villfälteg ass an dass d'Digitaliséierung, wann ee géif heibannen d'Fro stellen, d'Digitaliséierung an den Entreprisen dat eent ass. Fir deen een ass et eng Dron, déi iwwer en Haus flitt, wou een da kann eng Analys maachen; fir deen aneren ass et einfach nëmmen e Computer schonn hunn, fir kënnen ze funktionéieren. Dofir soll een d'Entreprisë kënnen do ofhuelen, wou se sinn, an hinnen do Hëllefstellung ginn, wou se et brauchen. „LetzShop" ass do e ganz wichtege Partner!

Ech wëll awer fir ofzeschléisse villmools Merci soe fir déi flott Aarbecht an der Kommissioun, der Madamm Presidentin an awer och dem Rapporter d'nämmlecht wéi alle Memberen, well soss wäre mer net do, dass mer kéinten déi Aiden ausbezuelen. Et ass esou gesot ginn, dass, wéi de Projet deposéiert ginn ass, d'Situatioun eng aner war. Ech hunn Hoffnung, dass et dat ass, wat mer brauchen. Ech mengen, jiddwereen heibannen huet déi Hoffnung.

De Formulaire wäert den 1. August online goen. Firwat wäert de Formulaire den 1. August online goen? Ma well de Formulaire réckwierkend jo op de Juli sech bezitt an den Dekont vun deene verschiddene Saachen eréischt am Juli gemaach gëtt, soudass een dann ab dem 1. August kann de Formulaire ausfëllen, fir dës Aide unzefroen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Mëttelstandsminister Lex Delles. Den Här Baum Marc huet nach eng Fro.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo. Merci, Här President. Ech froe Parole après ministre, well ech hunn dem Här Delles alt erëm eng Kéier ganz intensiv a gären nogelauschtert a sengen Explikatiounen. Mee mäi simpelt Gehier huet awer nach net verstanen, firwat déi Mesure, déi hei geholl gëtt, nämlech d'Interdiktioun fir Leit ze entloossen, wat mir ausdrécklech ënnerstëtzen, bei engem Projet, wou d'Envergure manner grouss ass, souwuel finanziell, wat déi Betriber vun Hëllefe kréien, wéi awer och an der Zäit ass se manner grouss, also wou de Staat manner Sue gëtt, firwat do d'Interdiktioun vum Licenciement - déi gutt ass! - derbäi ass, a bei engem Projet, dee vill méi laang dauert a wou déi Aidë vum Staat och vill méi grouss sinn, firwat do d'Interdiction de licenciement - leider, an eisen Aen! - net derbäi ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. An ech ginn d'Wuert zréck un de Mëttelstandsminister Lex Delles.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Merci villmools. Dir hutt et erklärt aus engem Point de vue, deen ass, wivill Aiden a wéi laang et dauert. Mir hunn et gekuckt vun dem Point de vue vun der Entreprise. Wann ech mech engagéieren, fir sechs Méint laang Aidë kënnen unzefroen, hunn ech eng ganz aner Obligatioun hannendrun.

Hei schwätze mer vun enger laangfristeger Aide, wou ech laangfristeg gestéiert sinn. Eng Societéit, déi am Évenementiel zum Beispill, wéi am Projet de loi 7609, dee mer virdru gestëmmt hunn, eng ganz aner Opstellung huet, dat ass vu … bis … eng aner Societéit wéi hei an deene Societéiten, wou et ëm de Commerce de proximité geet, esou wéi et och am Gesetz, dësem Gesetz hei erklärt ginn ass, wou mer éischtens also vum Point de vue vun der Entreprise eng aner Envergure vun Aiden hu wéi beim Projet de loi 7609.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7612. Den Text steet am Document parlementaire 7612[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7612 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi persénlech Stëmmen. Ech maachen de Vote électronique zou an ech maachen den Appel fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

De leschte Punkt vun haut ass de Projet de loi 7594 iwwert d'Investissementer an de Betriber wärend der Covid-19-Zäit. D'Riedezäit vun dësem Projet ass de Basismodell an den Här Claude Haagen ass als Rapporter scho prett, fir eis de Rapport ze maachen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Covid-19-Pandemie, an dat ass schonn hei des Éftere gesot ginn, ass eng Zensur fir eis Gesellschaft. Si wäert natierlech och mëttelfristeg nach ee gréisseren Impakt op eis Wirtschaft hunn, virun allem well d'Liquiditéite vun de Betriber staark an Usproch geholl gi sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur*.- Mat dësem Gesetzesprojet stëmme mir ee Regimm un Hëllefen, déi d'Betriber dozou solle kréien, trotz dem negative finanziellen Impakt duerch d'Pandemie wichteg Investissementer an der Zukunft ze maachen. Et ass also keng finanziell Hëllef fir d'Entreprisen, fir hir Baisse vum Chiffre d'affaires an domadder d'Perte vun de Recetten duerch de Covid-19 ze kompenséieren; Hëllefen, an dat ass schonn e puermol ugeklongen haut, déi mir hei am Haus scho gestëmmt hunn. Mee dëst Gesetz soll hëllefen, an dëse schwieregen Zäiten d'Investissementer vun den Entreprisen ze stimuléieren an heimadder och ze subventionéieren.

Fir an de Genoss vun dësen Hëllefen ze kommen, mussen d'Entreprisen e Réckgang vun op d'mannst 15 % vun hirem Chiffre d'affaires iwwert d'Méint Abrëll, Mee a Juni vun dësem Joer hunn, par rapport zu der Moyenne vun deem Joer vu virdrun. Et ass also an deem Sënn wichteg, dass net nëmmen d'ëffentlech Hand hire Rhythmus un Investissementer bäibehält, mee och de private Secteur.

Här President, Lëtzebuerg ass traditionell ee Land, wou déi ëffentlech Investissementer ganz héich sinn, mee wou d'Investissementer an d'Recherche an d'Entwécklung duerch de Privatsecteur relativ niddreg sinn. 2017 zum Beispill ass zu Lëtzebuerg vu privater Säit just 0,7 % vum PIB an d'Recherche investéiert ginn. D'EU-Moyenne an deem Joer louch däitlech driwwer bei 1,4 %.

De Regimm un Aiden, dee mat dësem Gesetzesprojet a Kraaft soll trieden, gesäit dräi verschidden Zorte vun Hëllefe vir:

Un éischter Stell eng Hëllef fir Investissementer an ee Projet de développement. Dëst ass notamment d'Extensioun vun enger besteeënder Infrastruktur oder en Investissement, deen eng Diversifikatioun vun der Produktioun méiglech mécht. Déi maximal Intensitéit vun där Hëllef, also d'Héicht, ass bei 30 % vun de Käschte fir kleng Betriber. Zousätzlech 20 Prozentpunkten Hëllef si méiglech, wann de Projet sech an d'Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft aschreift. D'Économie circulaire ass a bleift eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaftspolitik.

Un zweeter Stell eng Hëllef, déi d'Investissementer an ee Projet …, wou d'Entreprise ee Projet d'innovation de procédé et d'organisation ënnerstëtzt. Hei ginn nei oder ganz staark verbessert Produktiounsmethode finanziell ënnerstëtzt. Déi maximal Héicht läit hei bei 50 % vun de Käschte fir all Entreprise, onofhängeg vun hirer Gréisst.

Déi drëtt Zort vun Hëllef betrëfft d'Hëllefen an ee Projet vun energeetescher Effikassitéit oder den Depassement vun den Normen, also wann een doriwwer erausgeet. Och hei ass déi maximal Hëllef an Intensitéit vun der Hëllef bei 50 % vun de Käschte fir all Entreprise.

Mat dësen Hëllefe schafe mir zousätzlech Konditioune vun enger wirtschaftlecher Relance vun eiser nationaler Ekonomie. Virun allem setze mir alles drun, all Retarden ze evitéiere vun néidegen Investissementer an d'Zukunft. Mir sécheren domadder d'Kompetitivitéit vun eise verschiddene Wirtschaftssecteure fir muer of.

Et geet mat dësem Regimm vun Hëllefen also net drëms, ekonomesch Perten deelweis auszegläichen, wéi ech dat scho gesot hunn; dofir hate mir schonn eng Partie Direkthëllefen hei gestëmmt. Et ass also nëmmen eng logesch Konsequenz, dass Investissementer, déi Frais de fonctionnement betreffen, zum Beispill de Remplacement vun enger Maschinn duerch eng equivalent Maschinn, net vun däser Hëllef ofgedeckt ginn. Et geet ganz kloer drëms, strateegesch Investissementer ze ënnerstëtzen, déi ouni dës Hëllef wéinst der Pandemie op déi laang Bänk gesat gi wieren.

An deem Kontext sief och nach eng Kéier ënnerstrach, dass dës Hëllefen hei grondsätzlech kompatibel si mat der Avance récupérable aus dem Gesetz vum 3. Abrëll vun dësem Joer. Och hei si scho verschidde Rapporteren op dat Gesetz agaangen, notamment am Projet de loi 7609, deen haut gestëmmt ginn ass.

Kolleeginnen, Kolleegen, de Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle zum Ausdrock bruecht. Iwwert de Wee vun Amendements gouvernementaux hunn och kënnen d'Mikroentreprisen a kleng Entreprisen am Champ d'application mat berücksichtegt ginn, déi virum 1. Januar 2020 a finanzielle Schwieregkeete gewiescht sinn. Dës Ouverture geet op eng Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 29. Juni zréck.

Insgesamt ass et also ee Gesetzestext, deen eis kompetitiv ofsëchert, andeems mir eis Entreprisen dozou stimuléieren an incitéieren, fir weider mam technologesche Fortschrëtt standzehalen. Nëmmen esou suerge mir derfir, dass d'Konsequenze vun der Pandemie um ekonomesche Plang, an dat hoffe mer jo alleguerten, esou kuerz wéi méiglech bleiwen.

An der Wirtschaftskommissioun, fir dorobber ze kommen, ware selwer nach e puer Froen och gestallt ginn, notamment iwwert d'Autorisation d'établissement, déi am Artikel 1 verlaangt gëtt. Dozou kann ee soen, datt d'Entreprisen d'Autorisation d'établissement net bei der Demande, mee eréischt am Moment vum Octroi vun den Hëllefe mussen hunn. Da waren nach Froe gestallt ginn iwwert den Term, deen am Artikel 2 steet bei den Definitiounen iwwert d'Investissements alternatifs. Dësen Term kënnt aus dem Environnementsgesetz. An do kann ee Beispiller nennen am Domän zum Beispill vun der Pollutioun, vun den Decheten a vun der Économie circulaire.

Dat gesot, verweisen ech fir all weider Detailer, notamment wat d'Kummeren ubelaangt, op mäi schrëftleche Rapport, a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporter, dem Här Claude Haagen. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Claude Haagen fir seng zwee ganz gutt Berichter, wou en eis am Detail erklärt huet, ëm wat et an deem wichtege Projet de loi geet.

Hei geet et drëm, fir Projeten an der Recherche an der Innovatioun ze ënnerstëtzen. Dat ass eng Iddi, déi mir och als CSV-Fraktioun honnertprozenteg ënnerstëtzen. Duerfir wäerte mer och dësem Projet de loi eis Zoustëmmung ginn.

Ech wollt awer nach eng Kéier op zwee Punkten agoen, an dat ass net fir d'éischt, dat ass dee Punkt vun der Autorisation d'établissement. Ech hunn dat schonn e puermol hei op der Tribün gesot. Ech hunn et och schonn e puermol an deene verschiddene Kommissioune gesot. Mir haten och d'leschte Kéier eng Motioun abruecht, déi leider vun der Majoritéit ofgewise ginn ass. Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt dat net eng Fuerderung vun der CSV-Fraktioun ass, mee datt dat eng Fuerderung vun de Chambre-professionnellen och ass, déi ëmmer erëm och an hire jeeweilegen Avisen erëmkënnt. An ech muss lech einfach soen, datt ech déi Retizenz vun der Regierung net verstinn, fir einfach hei aus där Autorisation d'établissement eng Konditioun ze maachen!

Elo hu mer hei zwar eng kleng Kompromësséisung an deem Sënn, datt een zumindest wann een d'Demande mécht keng Autorisatioun muss hunn, mee se dann awer muss am Laf vun der Prozedur afuerderen.

Nach eng Kéier, ech mengen, et ginn eng Rei, och wann et der net vill sinn, vun Entreprisen, ganz besonnesch an der Recherche an an der

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt et Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Innovatioun, déi net onbedéngt eng Autorisatioun d'établissement brauchen. Duerfir géif ech nach eng Kéier déi Fuerderung do formuléieren. An ech weess net, wann an der Zukunft elo nach dat eent oder dat anert Gesetz kënnt, an dat ass jo an dëser Situatioun net ausgeschloss, géif ech wierklech e waarmen Appell un d'Regierung maachen, fir déi Konditioun do vun där Autorisation d'établissement falen ze loossen.

Den zweete Punkt, dat ass deen, deen och ëmmer erëm erëmkënnt, dat ass, datt gefrot gëtt, datt sollen Akkonte versäiert ginn direkt wann d'Projeten ufänken. Och do kréie mer dann ëmmer eng Rei vun Erklärungen, firwat dat dat net méiglech ass, an et kéinten Akkonte gefrot ginn, wärenddeem de Projet leeft. Mir wëssen awer ganz gutt, datt mer et hei mat Entreprisen zum Deel ze dinn hunn, déi net ganz finanzkräfteg sinn a wou et gutt wär, wann déi direkt, ier se mam Projet géifen ufänken, och kéinten en Akkont kréien. Da kréie mer ëmmer erëm geäntwert, do géif et jo d'Méiglechkeet ginn, fir Kreditter unzefroen. Och dat ass alles net ëmmer esou einfach. Dofir och do nach eng Kéier en Appell, zumindest bei engem nächste Projet, fir sech déi doten zwou Konditiounen nach eng Kéier ze iwwerleeën.

Dann en allerleschte Punkt, deen elo net direkt eppes mat deem Text hei ze dinn huet, deen ech awer och nach eng Kéier wollt widderhuelen, och am Numm vun eiser Fraktioun. Ech mengen, et ass de Mëtte schonn e puermol ugeklongen, hei gi ganz vill gutt Mesurë geholl vun der Regierung, déi och an déi richteg Richtung ginn, déi mir och matënnerstëtzen. Nach ass trotz all deene Mesuren d'Situatioun vu ganz ville Betriber kriddeleg an déi riskéiert och nach an deenen nächste Wochen a Méint net besser ze ginn. An et sinn och net déi Kreditter, déi do kënnen ugefrot ginn, déi déi Entreprisen onbedéngt benéidegen. Do kënnt einfach elo fir eis eng fundamental Fro am Oktober, wann d'Moratoirë bei de Banken auslafen, an ech géif wierklech en Appell haut nach eng Kéier un d'Regierung maachen, fir sech elo schonn ze iwwerleeën, wéi mer do virufueren am Oktober, wéi gesot, wann déi Moratoiren op en Enn kommen.

Eise Wonsch wär op jidde Fall, datt déi Moratoirë sollen nach virugeféiert ginn, well mer soss eiser Meenung no eng ganz Rei vu Betriber wäerten an eng sécher Faillite dreiwen. An et sinn, wéi gesot, och net déi Kreditter iwwer Staatsgarantie, déi dëse Betriber wäerten entgéintkommen. Duerfir haut nach eng Kéier en Appell un de Wirtschaftsminister - leider ass de Finanzminister elo fort -, mee ech mengen, e kann de Message mathuelen: Elo iwwert d'Vakanz wär et wierklech gutt, sech do nach eng Kéier ganz seriö Gedanken ze maachen, och vun der Regierung, wéi se wëllen am Oktober do virufueren.

Dat gesot, ginn ech hei nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun a soen och Merci fir d'Äntwerten herno, déi ech wäert kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Momentstellt een, wéi mer alleguer wëssen a wéi et och schonn de Mëtten e puermol gesot ginn ass, eng gewëssen Onsécherheet fest, en Zécken, jo, e feelend Vertrauen also, wann een un d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Wirtschaft denkt. Obwuel déi meescht Entreprisë sech iwwert d'Reprise vun hiren Aktivitéite freeën, zumindest deelweis Reprise, ass et nëmme verständlech, datt si sech mat gemëschte Gefiller op hir Zukunft wëlle preparéieren oder op déi kucken.

Vill Patronen a Salariéë sinn eeben net sécher, wou d'Rees wäert higoen. „Kënnt et zu engem zweete Lockdown?", déi Fro kritt ee jo méi dacks gestallt. Mir ginn net dovunner aus. Mir hoffen net. Mir wäerten alles maachen, fir datt et net zu deem kënnt, well dat géif jo bekanntlech eng Decroissance vum PIB vun iwwer 12 % bedeiten. „Kënnt et wierklech zu enger Reprise 2021 vun tëschent 5 % a 7 % Wuesstum, wéi de Statec virausseet, oder packe mer et just, am schlëmmste Fall, op 2 % bis 3 %? Wéi séier kommen d'Clienten zréck an eis Geschäfter? Wéini kënne mer nees ënner normale Konditioune liewen a schaffen? Komme mer déi nächst puer Méint iwwert déi finanziell Ronnen oder riskéiere ganz vill Betriber eng Faillite?" Dat sinn alles berechtegt Froen, déi sech de Mëtten hei gestallt goufen an déi eis Entreprisen an Independantë sech natierlech och de Moment stellen.

Jo, ettlech Firmen a Salariéen hunn Angscht. An dat ass an der momentaner Situatioun méi wéi verständlech. D'Coronapandemie wäert hir Follgen hannerloossen, eis Ekonomie kënnt net ouni Schued dovunner. Et kann een allerdéngs versichen, fir dëse Schued ze minimiéieren, also a Grenzen ze halen. An d'Regierung huet an deem Sënn schonn eng ganz Rei Initiativen ergraff a verlängert. De Mëtte waren där der jo schonn erëm um Programm.

Déi privat Investitioune spillen eng entscheedend Roll, fir d'Qualitéit an d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser nationaler Wirtschaft ze sécheren. Eng Firma, déi net genuch an hire Fonctionnement, hir Organisatioun an hir Weiderentwécklung investéiert, gëtt lues awer sécher vun der Konkurrenz iwwerrannt. Mir mussen an dëser Kris also fir all eenzel Aarbechtsplaz kämpfen, och fir all eenzelne Betrib. Dofir ass et esou wichteg, datt d'Regierung d'Entreprisen dozou unhält, dozou motivéiert, fir Investitioune wéi geplangt an an deem Mooss, wéi et méiglech ass, duerchzezéien.

Als Spriecher vu menger Fraktioun kann ech d'Hëllefsmoossnamen, déi an dësem Projet de loi virgesi sinn, nëmme guttheeschen. Dëse Régime d'aide déngt jo net just als Plooschter, fir de finanzielle Schued vun der Pandemie ze verréngeren, dës Mesuren erfëlle wierklech e laangfristegen Zweck, andeems se eis Firmen dobäi ënnerstëtzen, sech de groussen ekonomesche Verännerungen, jo, dem sougenannte strukturelle Wandel unzepassen, deen eis no der sanitärer Kris erwaart.

Besonnesch houfreg sinn ech op den ekologesche Volet vun dësem Gesetz. Déi nei Hëllefsmesurë fërderen net just den Ëmweltschutz an de Gebrauch vun nohalteger Energie, mee och den Ausbau vun der Lëtzebuerger Kreeslafwirtschaft. D'Regierung hält sech also hei un de Koalitiounsaccord, andeems si bewosst op de laangfristegen an nohaltege Wirtschaftsmodell setzt.

Am Numm vun der DP heeschen ech dofir d'Ustrengunge vum Wirtschaftsministère gutt. An eisem Walprogramm vun 2018 hu mir eis ëmmer kloer fir e qualitative Wuesstem ausgeschwat.

Déi nei Hëllefsmoossnamen, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, entsprieche kloer de Prioritéite vun der Demokratescher Partei, déi schonn ëmmer der Iwwerzeegung war, datt gesond a sozial responsabel Betriber jidderengem déngen: de schaffende Leit, de verantwortlechen Investisseuren an dem Staat, dee fir eis suergt an aspréngt, wann am Krisefall Nout um Mann oder un der Fra ass. Oder anescht gesot: Et baut ee kee soziale Wuelstand op ee wirtschaftleche Kierfecht.

Dat betount, ginn ech natierlech den Accord fir dësen Text a soen dem Rapporter Merci fir seng wäertvoll Aarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Claude Haagen fir de mëndlechen an de schrëftleche Rapport. Mir hate gutt Diskussiounen an der Kommissioun. Ech begréissen dëse Projet natierlech ausdrécklech aus gréngen Siicht.

Wann ee sech momentan bei den Entreprisen ëmhéiert, da kënnt eng Saach ëmmer erëm, an zwar eng grouss Onsécherheet - et ass scho gesot ginn -, wéi sech d'Situatioun an den nächste Wochen a Méint wäert entwéckelen. Mir haten déi Projeten och elo grad virdrun, wat am Fong Krisemanagement ass a fir ze kucken, dass d'Betriber et packen.

Et ass villen Entreprisen de Moment wierklech onméiglech virauszegesinn, wéi och den Ëmsaz sech wäert entwéckelen. Mir gesinn et jo selwer un eis déi lescht Zäit, wann d'Zuelen erëm eropginn, da sëtzt de Portmonni erëm e wéineg méi fest an de Konsum, dee geet net weider. Also d'Onsécherheet iwwert d'Zukunft féiert dozou, dass d'Betriber, wa mir net konsuméieren, wann d'Wirtschaft net leeft, dann och Tendenz hunn, manner ze investéieren. An dat ass dann dee faméisen Däiwelskrees, deen da lassgeet, wou mer d'Relance net ukréien.

Dobäi brauche mer grad elo nieft de staatlechen Investitiounen och privat Investissementer, fir Aarbechtsplazen ze schafen, also neier ze schafen, an domat d'Ekonomie iwwert déi nächst Méint ze relancéieren. Virun allem awer sinn dës Investitioune kruzial, wann d'Betriber sech méi digital, klimafrëndlech a ressourcëschounend opstelle wëllen.

(Interruption)

Mat dësem Projet de loi verbanne mer béid Uspréch: Den dréngend noutwendegen nohaltegen Ëmbau vun der Wirtschaft an déi ekonomesch Relance no der Kris - genausou wéi mir Gréng et scho wärend dem Konfinement gefuerdert haten.

Mir freeën eis hei virun allem iwwert déi ambitiéis Hëllefe fir d'Investitiounen an der Energieeffizienz an am Ëmweltschutz. Derbäi kënnt, dass ee fir déi éischt Kategorie vun Hëllefen 20 % méi ka kréien, wann d'Investitiounen och nach an d'Kreeslafwirtschaft ginn. Mäi Virriedner huet dat och elo grad betount. Dat ass fir eis de richtege Wee, well mer d'Betriber, déi a méi Nohaltegkeet investéieren, belounen. Et geet also hei drëm, Courage ze maache fir ze investéieren, en Incentive ze ginn, e Signal nämlech, dass mir d'Betriber an dëser schwiereger Situatioun net eleng loossen, mee si aktiv derbäi ënnerstëtzen, an eng méi nohalteg an digital Post-Covid-Ekonomie ze investéieren.

Dëst Gesetz ass e wichtege Baustee vun der grénger Relance, déi europäesch souwuel wéi déi national, déi mam „Neistart"-Pak scho lancéiert gouf an dee mir iwwert déi nächst Wochen a Méint solle konsequent weiderféieren.

Ech kucken de Minister. D'Regierung soll sech dowéinst och op EU-Niveau derfir asetzen, dass d'EU-Reegelen zu de Staatshëllefen esou ugepasst sinn, dass dësen ambitiéisen Hëllefsregimm och nach d'nächst Joer ka weidergefouert ginn. Well wie weess, wéi laang mer un de Follge vun dëser Kris droen a bis mer eis Wirtschaft ëmgepoolt hunn.

Ech kommen och nach op d'Avisen zu dësem Projet. Do gouf deelweis kritiséiert, dass déi gesamt Enveloppe budgétaire fir dës Hëllefe vun 30 Milliounen ze niddreg sinn oder niddreg sinn. Ech deelen dës Aschätzung. Mir sollen net zécken, wéi bei esou villen anere Gesetzer, dës Enveloppe, bei Bedarf, no uewen hin unzepassen.

Zum Schluss wëll ech da just nach soen, dass et wichteg ass, esou wéi d'Chambre des Métiers et an hirem Avis schonn ugemierkt huet, déi Informatiounscampagne bei den Entreprisen ze lancéieren, fir si iwwert d'Méiglechkeet vun dësen Hëllefen opzeklären. Ech huelen un, dass d'Handwierkerkummer schonn hiren Deel mécht, mee eng gutt Ënnerstëtzung ass néideg. Well et ass wichteg, dass dës Mesure bei alle concernéierten Entreprisen ukënnt, ob méi grouss oder manner grouss, an domat och e Succès gëtt!

Ech ginn natierlech mat grousser Begeeschterung den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann ee sech dee sougenannte Relancepak „Neistart Lëtzebuerg" méi genee ukuckt, da mierkt een, datt e virun allem aus Ënnerstëtzungs- an Hëllefsmoossname besteet. Souwéi déi zwee Gesetzer, déi mer elo grad hei gestëmmt hunn, geet et virun allem drëms, d'Betriber virum Ofstuerz ze retten an d'Schied bei bestëmmte Secteuren ze miniméieren. Et ass also eng Fortschreiwung vun deenen Noutmesuren, déi am Confinement decidéiert goufen an déi zum Zil hunn, d'Stabiliséierung vun der Wirtschaft weiderzedreiwen. Et ass eng Stabiliséierung!

Richteg Relancemesuren, an dat heescht Mesuren, déi d'Konjunktur stimuléieren an d'Maschinn erëm un d'Rulle bréngen, där ginn et der am Neistart Lëtzebuerg ganz wéineg. Et gëtt déi gréng Primm fir Elektrovéloen a fir energeetesch Sanéierung, déi een eventuell dorënner kéint zielen. Et gëtt den Tourismusbong vu 50 Euro. Wat eigentlech awer just e klenge Gimmick ass. Mee bon, ëmmerhin. An et gëtt deen heite Projet de loi, dee soll nei an am léifsten ökologesch wäertvoll Investissementer an d'Wirtschaft stimuléieren. An dee Budget hei, am Géigesaz zu deene Budgete vun 200 respektiv 50 Millioune virdrun, wat Stabiliséierungsbudgete waren, dee Budget hei huet grad emol 30 Milliounen Euro.

A mer mengen, datt dee Budget och riskéiert vläicht just e bescheidene Succès ze hunn. Well wéi eng Firma investéiert schonn um Virowend vun enger massiver Weltwirtschaftskris an eng energeetesch Sanéierung?

Wat ech domadder soe wëll, ass, datt d'Regierung aktuell ganz wéineg fir d'Relance mécht a virun allem op d'Relanceprogrammer vun eisen Nopeschlänner vertraut, datt déi d'Demande stäipe sollen.

Ech hoffe wierklech, datt dee Schoss net no hanne lassgeet, wa mer emol am Hierscht feststellen, datt d'Zuelen net unzéien. Well da riskéiere mer an eng Situatioun ze kommen, wou sech déi sozial Schiflag hei am Land nach eng Kéier zolidd wäert verschäerfen.

Mir hunn haut, laut Statec, 16 % vun de Leit, déi am Konfinement Revenu verluer hunn. Dat sinn, mat héijer Warscheinlechkeet, déi selwecht Leit, déi scho virdrun un der Aarmutsgrenz loungen, an och déi, déi um private Marché a prekäre Beschäftegungsverhältnisser stinn, wou se dann zousätzlech och nach vill méi vun der Konjunktur - genau där Konjunktur - ofhängeg sinn. Dës Leit sinn amgaangen, an dat kréie mer aus dem soziale Secteur erkläert, hir spärlech Reserven ze mobiliséieren, fir aktuell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wann et also am Hierscht net zu enger Reprise kënnt - an dovunner muss een, leider, net ausgoen -, wäerten dës Leit relativ schnell existenziell Problemer kréien. An aner Leit, déi vläicht an normalen Zäiten eenegermoossen zolidd dostoungen, wäerten ufänken, oder riskéieren zumindest, ënnert d'Rieder ze kommen.

Mir hätten eis duerfir gewënscht, datt d'Regierung elo scho preventiv déi sozial méi schwaach Schichte geziilt stäerkt, amplaz ausschliisslech just an d'Entreprisen ze investéieren. Och dat ass nämlech Wirtschaftspolitik.

D'Allocation de vie chère gouf gehéicht. An, jo, d'Loyerspräisser goufen agefruer. Mee mer mussen eis bewosst sinn, datt dat net duergoe wäert. D'Allocatioun erreecht relativ wéineg Leit an d'Loyerspräisser waren och scho virum Gel vun hinnen immens héich a kaum nach ze bezuelen.

Mer kënnen duerfir just un d'Regierung appelléieren, net eréischt dann ze reagéieren, wann d'Kand schonn am Pëtz läit. Mer brauchen elo scho wierksam Mesuren, fir d'Kafkraaft vun deene Leit, a besonnesch fir d'Kafkraaft vun deene Leit, déi net déi allerhéchste Revenuen hunn, vun deene sozial schwaache Bevëlkerungsschichten ze stäerken, an domadder gläichzäiteg eng ekonomesch Mesure huelen, nämlech d'Demande ze stäerken an d'Demande unzekuerbelen.

Här President, mir hunn och schonn eng Gréisstenuerdnung, eng Iddi vun enger Gréisstenuerdnung vun esou engem Programm, wivill Suen eng Regierung da kéint an esou e Pro-

gramm investéieren. An eis schwieft déi Zomm vu 600 Milliounen Euro vir als Direktprogramm.

600 Milliounen, dat ass nämlech genee dee Montant, deen d'Majoritéit mar wëllt hei stëmmen, fir en onnëtze Militärflieger ze kafen. A wann den Här Bauler virdru gesot huet, zum Schluss vu senger Interventioun, ech zitéieren en: „Et baut ee kee soziale Wuelstand op engem wirtschaftleche Kierfecht", esou géif ech de Saz ëmdréien: Et baut ee kee wirtschaftleche Wuelstand op engem soziale Kierfecht!

Här President, wat dëse Projet de loi ubelaangt, stëmme mer e mat, mee mer mengen, datt e bei wäitem net duergeet a mer fäerten, datt en net deen Erfolleg wäert hunn, deen d'Regierung sech wënscht.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, leschten ageschriwwene Riedner heescht ëmmer, datt ganz vill scho gesot gouf. Ech hat, ...

M. André Bauler *(DP)*.- Et kann ee sech prägnant faassen!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech muss mech entschëllegen, datt ech virdru vergiess hat dem Rapporter vum Projet virdru Merci ze soen. Guy Arendt, ech huelen dat heimadder no.

Och bei dësem Projet e grousse Merci un de Rapporter Claude Haagen, deen dat och exzellent resuméiert huet. An eppes, wat e gesot huet, ass, mengen ech, fir kloer ze maachen, wéi deen heite Projet sech och vun deene vu virdrun ënnerscheet.

Nämlech hu mer virdru vun Ersatzrevenue geschwat, respektiv un Aide au capital, an hei schwätze mer elo vun Investitiounshëllefen, vu Suen, déi e Betrib sollen incitéieren, wann alles gutt geet, datt en da sech motivéiert gesäit, Sue selwer an de Grapp ze huelen, e puer Sue vum Staat derbäizeleeën an domadder ze investéieren.

Essentiellement kléngt dat als éischt emol wéi eng gutt Iddi. Et kléngt ewéi eng antizyklesch Politik, wou een d'Betriber dozou féiert, datt se eebe grad elo Demande generéieren, grad elo investéieren, fir esou eng Demande ze hunn, wou aner Betriber da kënne liwweren. Dat kléngt gutt.

Wann een dann awer d'Montante kuckt, déi ee mindestens muss investéieren, a wann ee sech dann e bëssen am Secteur ëmhéiert, grad bei de Mikroentreprisen, an et muss een 20.000 Euro mindestens investéieren, fir kënne vun den Investitiounszouschëss vun der Regierung ze profitéieren, da gëtt et ganz séier schwiereg.

Firwat soen ech, et gëtt ganz séier schwiereg? Dat ass engersäits, well et en ale Mantra gëtt, dee Betriber sech ëmmer widderhuelen a Krisenzäiten, an deen ass: „Cash is King".

A Krisenzäiten ass eng kleng Reserv an der Tresorerie ëmsou méi wichteg, well se eebe grad d'Fluktuatioune vun der Demande vu sengen eegene Clienten offiedere kann. Wann een eebe grad elo soll incitéiert ginn ze investéieren, da kann dat nëmme goe wann een, nieft den Investitiounshëllefen, och d'Finanzen dofir huet. Dat heescht engersäits entweeder méi wéi genuch Reserve scho virun der Kris opgebaut hätt oder awer grad elo an der Kris nei Finanzéierungsquelle kann opmaachen.

Risikokapitalgeeber falen am Moment éischter eweech, well och déi zwar Risikokapitalgeeber heeschen, awer e bësse Risiko ofschätzen ëmmer a kuerz virun enger droender Finanzkris ass och dee gréisste Risikokapitalgeeber net onbedéngt prett, fir nach méi Risiko anzegoen.

Dat heescht, mir falen zréck op déi normal Banken. Mir falen zréck op normal Banken, déi, an dat hu mer jo bei anere Projete schonn ugeschwat, elo solle mat d'Relance finanzéieren.

D'Banken hunn zum Deel hiert schonns gemaach. A wa mer elo hei nach eng Kéier drop bauen, datt d'Banken u sech dat ersetzen, wat de Staat dann erwaart, fir datt een iwwerhaapt Sue kritt, da kéint dat eng Rechnung sinn, déi net opgeet.

Dat kéint eng Rechnung sinn, an dat seet och d'Chambre des Métiers, déi net opgeet, well déi ganz kleng Betriber dat Kapital net hunn an och net kréien. An zweetens et en Text ass, deen awer nach eng gewëssen Onsécherheet fir kleng Betriber huet. D'Prozedur ass awer nach eng Kéier méi komplex wéi déi Prozedur vun deene Projete virdrun. An do stellt sech dann d'Fro: Wat maache mer, fir datt déi kleng Betriber - ech schwätzen net vun de mëttelstännesche Betriber, mee wierklech vun de ganz klengen, vun de Mikroentreprisen -; wat maache mer, fir datt dat heite fir déi en interessant Instrument gëtt?

Well wann ee seet, datt ee sozial Mesurë muss schafen, da geet et grad drëm, datt déi ganz kleng Betriber, déi déi eng bis fënnef Aarbechtsplaze schafen, net ënnerginn.

Wat de Betrib méi grouss ass, wat et méi einfach ass e bësse Reserven ze schafen, well et méi einfach ass och d'Komplexitéiten a Gesetzer ze navigéieren. Wat ee méi kleng ass, wat et méi schwéierfält. Wat ee méi kleng ass, wat ee méi ..., prozentual méi Zäit domadder verbréngt, fir dat Gesetz hei probéieren ze verstoen an déi Suen dann unzefroen.

An deementspriechend wollt ech hei just drun erënneren, datt mer dës Bedenke ganz eescht mussen huelen. Mir mussen derfir suergen - an dat ass en Appell un de Minister -, datt et einfach gëtt, déi Demanden hei ze maachen, an datt et, ech hunn et virdru gesot, net zu enger ze grousser Komplexitéit kënnt.

An de Minister Delles huet virdrun ugekënnegt, datt et bei him digital wäert goen an datt ee keng weider Preuvë muss ufroen. Ech hoffen, datt all déi Dokumenter a Preuven, déi hei am Gesetz virgesi sinn, datt déi zu engem groussen Deel kënnen automatiséiert ugefrot ginn, andeem ee ganz einfach Checkboxen uklickt an net andeem ee muss Preuven a Kopien a Copie-conformen op de Ministère schécken.

Dofir meng ganz konkreet Fro un de Minister: Wäerten hei fäerdeg Formulairen, mat eeben deenen Datenoffroe proposéiert ginn, soudatt dat Ganzt digital an engem Abwasch ka gemaach ginn?

Wat de Fong vum Projet ugeet, gouf alles gesot. Et ass néideg, datt mer antizyklesch Politik maachen, an dofir ginn och d'Piraten den Accord zu dësem Projet.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Léif Deputéierten, ech géif gäre virop dem Claude Haagen e grousse Merci soe fir säi ganz ausféierleche Rapport, ganz komplette Rapport. Ech géif lech och alleguerte gäre Merci soe fir dee gudden Debat, de Leit, de Membere vun der Ekonomieskommissioun Merci soe fir déi gutt Diskussiounen an der Kommissioun.

Et ass vun enger Rei Virriedner gesot ginn: Wéinst der Coronakris an dem Äbroch vun dem Chiffre d'affaires denken elo ganz vill Betriber doriwwer no, fir hir geplangten Investitiounen entweeder guer net ze maachen oder no hannen ze verleeën. A mat dëser neier finanzieller Hëllef probéiere mer, eebe just dat ze vermeiden. Mir probéieren an dësen Zäiten, d'Betriber ze incitéiere fir weider ze investéieren. An net nëmme fir ze investéieren, fir erëm dat opzebauen, wat virdrun do war, mee fir an eng aner Richtung och erëm opzebauen, an eng méi nohalteg, eng méi digital an eng méi intelligent Richtung. An dofir passt dës nei Hëllef wéi keng aner an de Programm „Neistart Lëtzebuerg" vun der Regierung.

D'Betriber, déi 15 % vun hirem Ëmsaz an der Kris verluer hunn, solle mat dëser Hëllef hir Investitiounen trotzdeem zäitno realiséiere kënnen a vläicht souguer Investissementer maachen, fir déi se nach gezéckt haten. Mir kofinanzéieren, grad elo, massiv Investissementer vu Betriber an d'Digitalisatioun, an den Ëm- an den Ausbau vu Produktiounslinnen an nei Déngschtleeschtungen oder a méi Energieeffizienz. An eng méi ëmweltfréndlech Ekonomie.

Wann den Invest dann och nach konform ass zum Prinzip vun der Kreeslafwirtschaft, da kann de Betrib nach eng Kéier bis zu 20 % finanziell Hëllef zousätzlech derbäikréien.

Wann dës Kris eppes gewisen huet, dann ass et, dass d'Manéier wéi mer liewen an ons Liewensqualitéit fragill sinn an et keng Garantie gëtt, dass alles esou bleift wéi et ass. Dat huet Corona eis ganz kloer virun Ae gefouert!

D'Économie circulaire - dat ass d'Iwwerzeegung am Wirtschaftsministère - ka substanziell zur Léisung vu Problemer wéi dem Klimawandel oder dem Manktum u Rohstoffer bäidroen. D'Coronakris huet also eisen Engagement, fir d'Kreeslafwirtschaft weiderzebréngen, net méi schwaach gemaach, mee, au contraire, nach renforcéiert.

An eisen Aen huet d'Kreeslafwirtschaft en eenormt Potenzial fir nei wirtschaftlech Weeër opzemaachen. An dofir si mir och hei Virreider an ënnerstëtzen déi circulaire Approche ganz ausdrécklech mat deem Bonus vun 20 %. Ech géif dat wierklech gären hei betounen. An ech mengen, dat ass nach net gesot ginn, dat ass awer e wichtege Punkt: Lëtzebuerg ass dat éischt Land an Europa, wat esou eng Mesure huet. Mir si Pionéier hei. Keen anert Land an der EU huet iwwerhaapt, an dann och nach esou eng generéis Subventioun fir Investitiounsprojeten am Beräich vun der Économie circulaire.

Dëse Projet mécht eis Wirtschaft also méi resilient. Och géint zukünfteg Krise wéi dëser. Mir bauen net erëm einfach op wéi virdrun. Nee. Mir baue méi intelligent, méi nohalteg erëm op.

Fir dës nei Investitiounshëllefen de Betriber méi no ze bréngen, an dat ass gewënscht gi vu verschiddene Riedner, dass dat soll gemaach ginn, an dass dat soll einfach sinn, mee fir de Betriber dat iwwerhaapt emol ze erklären, a fir sécherzestellen, dass mer och eng ganz Rei Demandë kréien, organiséiere mer elo am Wirtschaftsministère Webinaren. Iwwert déi nächst Wochen, a bis an de September eran, sinn dräi esou Onlinekonferenzen op Franséisch, op Englesch an op Lëtzebuergesch geplangt, fir eeben ze expliziéieren, wéi dat hei soll fonctionéieren.

Do kréien d'Betriber dann dës Mesure am Detail erkläert a si kënnen och hir Froen dozou stellen. Dës Webinare ginn organiséiert zesumme mat de Partner vun der Fedil, der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce a Luxinnovation.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Initiativ stelle mer sécher, dass eise Message och bei de Betriber ukënnt an dass si dës Opportunitéit ergräifen, fir nohalteg ze investéieren. An et ass wichteg lech elo schonn ze soen, dass mer eng ganz Rei Demanden hu vu Betriber, déi erakomm sinn, déi sech interesséiere fir dës Hëllef, dass also wierklech e reegen Interessi besteet fir dësen neie Régime d'aide, souwuel vu klengen, mee och vu méi grousse Betriber, déi wëlle vun dëser Hëllef hei profitéieren.

Ech géif dann, Här President, nach gäre kuerz och op déi verschidde Froen a Kriticken a Suergen agoen, déi verschidden Deputéierten hei formuléiert hunn.

Ech géif gär ufänke mam Laurent Mosar sengen zwee Punkten. Deen éischten, dee betrëfft déi Autorisation d'établissement, wou kritiséiert gëtt, dass dat iwwerhaapt néideg ass, fir kënnen an de Genoss vun dësen Aiden ze kommen. Ech géif dem Laurent Mosar gäre soen: Éischtens, wat hie selwer jo schonn erkannt huet, dass de Betrib net ..., dat heescht d'Demande kann eraginn, wann en nach keng Autorisation d'établissement huet an déi dann eréischt muss hunn, wann, gegeebenefalls, déi Hëllef dann accordéiert gëtt. Mee eis Experienz ass, baséierend op anere Régime-d'aiden, déi änlech sinn, an änleche Beräicher agräifen, dat ass, dass u sech mer hei an engem Beräich sinn, wou dee Problem sech ni gestallt huet. Et sinn ëmmer Betriber mat Handelsermächtegungen, et sinn oft Betriber, déi an der Industrie, awer och am Mëttelstand ënnerwee sinn. An eis Experienz ass, dass dee Problem vun der feelender, vun enger Autorisation d'établissement sech hei an dësem Beräich ni an der Praxis gestallt huet.

Deen zweete Punkt, dat ass dee vun den Akkonten. Dir wësst, dass d'Gesetz et erlaabt ... Also éischtens, mengen ech, muss ee soen, dass de Betrib muss 50 % op d'mannst matfinanzéieren. Dat heescht, dat hei ass en Instrument, wat wierklech just do ass fir Betriber, déi selwer eng gewësse Liquiditéit hunn, fir kënnen en Investissement ze maachen. Et muss een also schonn e bëssen op zolitte Féiss stoen, fir dat hei kënnen iwwerhaapt ze maachen. An dann, mengen ech, ass och nach ze soen, dass ee sech och schonn am Laf vum Projet kann Akkonte froen, wéi Der dat jo och selwer gesot hutt, ier de Projet zu Enn bruecht gouf; wéi dat och an aneren Hëllefsinstrumenter vum Wirtschaftsministère de Fall ass.

De Charles Margue an e puer aner Deputéierten hunn d'Enveloppe kritiséiert. Si soen: 30 Millioune Euro, dat ass ze mann. Dat ass net ambitiéis genuch. Ech géif lech gäre soen, dass dat elo emol déi éischt Enveloppe ass, déi mer op Bréissel notifiéiert hunn. Dir wësst, dass mer hei am europäesche Framework si vun de Staatshëllefe Covid-19. Näischt hënnert awer drun, dass wann déi Mesure hei Succès huet an dass mer gesinn, dass mer zousätzlech Mëttel brauchen, dass mer dann nach eng Kéier zréckgi mat enger zousätzlecher Enveloppe. Dat hei ass och, mengen ech, am Budget eng „ligne crédit non limitatif", wou mer also kënnen nostocken, wann dat muss gemaach ginn.

De Sven Clement huet nach d'Fro soulevéiert vun de Mikroentreprisen. Ech mengen, do muss ee soen, dass effektiv deen heite Projet net derfir do ass, fir am Fong déi ganz kleng Investissementer ze favoriséieren. Do gëtt et eng Rei aner Instrumenter an eiser Panoplie vun Hëllefsregimmen.

Dat hei ass ee Stéck vum Puzzle, dee wierklech drop ausgeriicht ass, fir Investissementer an eng ganz bestëmmte Richtung vun Nohaltegkeet, vun Digitaliséierung, vu Kreeslafwirtschaft ze favoriséieren. An et ass e Fait, dass een do éischter bei enger Clientèle ass vu Betriber, déi méi Mëttel hunn, déi e bësse méi grouss sinn. Dat heescht, d'Mikroentreprisë sinn hei elo net déi Éischt, déi a Fro kommen, fir dëse Régime d'aide. Mee do gëtt et, wéi gesot, aner Regimmer, wéi de Régime de minimis oder de Régime d'aides PME oder Fuerschung an Innovatioun, wou och kënne Mikroentreprisen drop zréckgräifen.

Mee hei war, wéi gesot, an duerfir ass och dee Minimum vun 20.000 Euro, deen effektiv zimmlech héich ass. Hei geet et net drëm, just de Betriber Remplacementer ze erlaben, well et ass gewosst, dass kleng Beträg haaptsächlech do si fir Saachen ze ersetzen, déi net méi zäitgeméiss sinn an engem Betrib. Hei geet et wierklech drëm fir e Plus ze bréngen. Sief dat am Beräich vun der Nohaltegkeet, am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft oder eeben och an der Digitaliséierung.

Zum leschte Punkt vun de Formulairen: Ech ginn dovunner aus, dass déi heite Formulairen, fir déi Demanden hei ze maachen, ganz vill deene gläichen, déi mer elo schonn hunn am Wirtschaftsministère. Ech kann lech net soen, ech weess dat effektiv net, ob déi elo kënne sous forme digitale gemaach ginn. Et ass wouer, dass een do muss an dësem Beräich eng gewëssen Zuel vun Informatioune matliwweren, fir de Projet ze appreciéieren. Dat heescht, ganz esou einfach, wéi elo einfach e puer Casen ze cochéieren, gëtt dat hei sécher net. Mee mir probéieren dat op alle Fall esou userfriendly wéi méiglech ze maachen.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci fir den Debat. Ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Wirtschaftsminister Franz Fayot. Den Här Laurent Mosar huet nach eng Fro.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci, Här Minister, fir déi vill Äntwerten. Dir hutt mer allerdéngs op eng Fro net geäntwert. Dat ass déi, wéi d'Regierung gedenkt virunzefuere mat de Moratoiren.

Dir wësst elo, déi lafen am Oktober aus. An déi Fro stellt sech natierlech fir ganz vill Betriber, ob se à la limite dann op de Wee vun de Staatsgarantiekreditter ginn. An duerfir, mengen ech, ass et awer wichteg, datt een d'Betriber zurzäit doriwwer informéiert. Dat heescht, net elo waarde bis just eng Woch virdrun.

An duerfir wollt ech nach eng Kéier hei meng Fro stellen: Gëtt et do schonn eng Positioun vun der Regierung? Ass och eventuell do scho mat der ABBL geschwat ginn?

Ech weess, dat geet net eleng an Är Kompetenz. Dat geet och an d'Kompetenz vum Finanzminister. Mee et wär trotzdeem awer wichteg, wann Der eis do eng Indicatioun kéint ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Mir haten déi Diskussioun jo schonn e puermol hei an der Chamber. Déi Moratoiren, an den Här Mosar weess dat, ware jo eng Initiativ vun der Bankenindustrie hei op der Plaz, déi am Fong aus hirer eegener Initiativ d'accord waren, fir déi Moratoirë vu sechs Méint do ze ginn.

Dir wësst och, dass de Stabiliséierungspak wéi och den „Neistart"-Pak eng ganz Rei Mesuren hunn, déi complementaire sinn, wou et Direkthëllefe gëtt, wou et Délai-de-paiemente gëtt, wou et awer och verschidden Avancë gëtt, déi kënne sollicitéiert gi vun de Betriber, wéi déi Avances remboursables, déi ee kann ufroen zu ganz attraktive Konditiounen.

D'Moratoirë sinn eng vun deene Mesuren. Ech mengen, et muss een effektiv elo kucken am Hierscht, wéi déi Kris sech weiderentwéckelt. Et ass och gewosst, dass eng ganz Rei Betriber nach Ligne-de-créditen hunn. Mir wëssen dat, well mer d'Chiffere vun de Banke kennen, dass et eng ganz Rei Ligne-de-crédite gëtt, déi nach net epouiséiert goufen a wou d'Betriber nach kënnen drop zréckgräifen.

Ech mengen, déi Moratoiren, dat war ee wichtege Gest fir de Betriber erëm eng Kéier och ze

hëllefen, Liquiditéite fräizemaachen an enger éischter Phas vun der Kris. Mee elo an där zweeter Phas vun der Kris - an nach eng Kéier, dat hei ass eng länger Kris, déi dauert warscheinlech nach eng Partie Méint - mussen dann, gegeebenefalls, eng Rei aner Instrumenter agräifen a sollicitéiert gi vun de Betriber, fir hei eeben derduerchzekommen, duerch dës Kris.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Fayot. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7594. Den Text steet am Document parlementaire 7594[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7594 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Den Här Di Bartolomeo huet nach net gestëmmt?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Et hat net direkt geklappt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen de Vote électronique zou. Wie wëllt ...

(Interruption)

... e Vote par procuration ofginn?

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Aly Kaes), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Chantal Gary), MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

9. Ordre du jour

Erlaabt mer, d'Chamber nach ze froen, ob se d'accord ass, datt mer de Projet de loi 7543 iwwert d'Reform vun der Police, deen als drëtte Punkt vum Ordre du jour mar virgesi war, als leschte Punkt diskutéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.29 heures.)

Sommaire des séances publiques n[os] 56, 57 et 58

56e séance

Ouverture de la séance publique p. 827

Dépôt d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 827

7622 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant :
1° la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;
2° la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 827-838

7528 - Projet de loi portant modification de :
1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 838-839

7574 - Projet de loi du XX portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle p. 839-840

7309 - Projet de loi portant modification
1° du Code du travail ;
2° du Code de la sécurité sociale ;
3° de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe p. 840-842

57e séance

Ouverture de la séance publique p. 843

Discours de M. le Président p. 843

Communications p. 843

Ordre du jour p. 843

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la qualité de vie des personnes âgées p. 843-844

7531 - Projet de loi portant
1° organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg ;
2° modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
3° modification de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles p. 844-850

7628 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de la deuxième phase du programme de dépistage à grande échelle dans le cadre de la pandémie de Covid-19 p. 850-857

7576 - Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ;
2° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'Éducation nationale p. 857-859

58e séance

Ouverture de la séance publique p. 859

7530 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2018) p. 859-865

7615 - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018 p. 865

7616 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012 p. 865-866

7625 - Projet de loi portant modification de
1° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA ;
2° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
3° la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
4° la loi du 12 mai 2020 portant adaptation de certains délais en matière fiscale, financière et budgétaire dans le contexte de l'état de crise ;
en vue de transposer la directive (UE) 2020/876 du Conseil du 24 juin 2020 modifiant la directive 2011/16/UE afin de répondre au besoin urgent de reporter certains délais pour la déclaration et l'échange d'informations dans le domaine de la fiscalité en raison de la pandémie de COVID-19 p. 866-867

7609 - Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises et portant modification de :
1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
2° la loi modifiée du 20 décembre 2019 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2020 ;
3° la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique p. 867-870

7612 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin p. 870-872

7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 p. 872-875

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N° 23** • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2217	Nancy Arendt épouse Kemp	Réouverture des infrastructures de sport
2317	Roy Reding, Fernand Kartheiser	Frais et recettes liés à l'initiative « Space Resources »
2322	Sven Clement	Protection des données dans le cadre du télétravail
2336	Stéphanie Empain, Marc Hansen	Centres de tests de dépistage de la Covid-19
2342	Marc Goergen	Chasse à l'affût
2345	Laurent Mosar, Claude Wiseler	Memorandum of Understanding et accords similaires conclus par le Gouvernement
2348	Martine Hansen	Recrutement pour l'enseignement scolaire international
2352	Marc Spautz	Apprentissages
2353	Sven Clement	Accès Internet dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins
2365	Yves Cruchten	Situation du racisme au Luxembourg
2372	Marc Spautz	Dédommagement pour les personnes vulnérables dans le cas de non-présentation à un vol
2374	Djuna Bernard	Effets du confinement et reprise dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes
2377	Max Hahn, Gusty Graas	Protection des faons
2378	Marc Baum, David Wagner	Élimination de déchets infectieux médicaux
2384	Fernand Kartheiser	Distribution du courrier postal
2385	Serge Wilmes	Vols Luxair à destination de Stockholm
2391	Marc Goergen	Vols court-courriers
2392	Diane Adehm	Virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte chèque postal
2393	Viviane Reding	Alliance européenne pour le vaccin contre la Covid-19
2394	Sven Clement	Tests de dépistage de la Covid-19
2395	Martine Hansen, Marco Schank	Fermeture de points d'observations
2396	Martine Hansen, Marco Schank	Activités de plein air sur les campings
2397	André Bauler	Ouverture du nouveau Lycée technique agricole
2405	Diane Adehm, Léon Gloden, Gilles Roth	Bilan du Service national du médiateur de la consommation (SNMC) pour 2019
2406	Marc Baum	Protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns »
2427	Djuna Bernard, Marc Hansen	Langage facile sur le portail informationnel guichet.lu
	Session ordinaire 2020-2021	
3489 urgente	Jeff Engelen	Transport vers les centres de vaccination
3490 urgente	Jeff Engelen	Vaccin contre la Covid-19
3500 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Médicament à base d'anticorps monoclonaux
3503 urgente	Martine Hansen, Viviane Reding	Nouvelles conditions d'utilisation d'une messagerie instantanée chiffrée
3508 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Test de dépistage rapide
3520 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Système d'alternance hebdomadaire dans l'enseignement
3527 urgente	Jeff Engelen	Mesures sanitaires des prestataires de soins à domicile
3529 urgente	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler	Vaccin contre la Covid-19

Question 2217 (14.05.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **réouverture des infrastructures de sport :**

An der Schwäiz, an Éisträich, an der Tschechescher Republik respektiv a verschiddenen däitsche Bundeslänner si Fitnessstudioen elo erëm op, respektiv ginn an den nächste Wochen erëm op. Zu Lëtzebuerg bleiwen dës Ariichtungen, wéi och d'Schwämmen (baussen a bannen) laut Aussoe vum Premierminister, bis op Weideres nach zou.

Well zousätzlech zum wirtschaftleche Verloscht fir Mataarbechter a Besëtzer vun dësen Ariichtungen, d'Aktivitéiten a Fitnessstudioen an an de Schwämmen eng wichteg Roll fir d'Gesondheet an d'Preventioun vun de Bierger spillen, wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister, den Här Sportminister, d'Inneministesch an de Mëttelstandsminister stellen:

- Préift d'Regierung aktuell eng Reouverture vu Schwämmen a Fitnessstudioen?

- Wéi gesäit dëst Konzept genau aus?

- Wéini gëtt mat enger Reouverture gerechent?

- Ënner wéi enge Bedéngungen a Sécherheetsvirkéierunge kéinte Schwämmen a Fitnessstudioen zu Lëtzebuerg erëm fir de Public opgemaach ginn?

- An der Kommissiounssëtzung vum 23. Abrëll huet den Här Sportminister ënnerstrach dat d'FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) e Konzept erschafft huet fir eng Exitstrategie, an dësen och dem Minister ënnerbreet huet.

- Kann de Minister eis méi detailléiert Informatiounen zu dësem Konzept ginn?

- Ass am Kader vun dësem Konzept och un d'Nowuessschwëmmer aus de Clibb an de Kadere geduecht ginn?

- Kann de Minister bestätegen, datt d'Schwëmmer aus dem Sportlycée aktuell nach net an d'Coque dierfen trainéiere goen?

- Laut eisen Informatiounen, ginn et aktuell keng aner Richtlinnen, Konzepter oder Strategien, déi tëschent Héichleeschtungssportler an Nowuessathleeten differenzéieren. Firwat däerfen Nowuessathleeten net an der Coque trainéieren? Wéi eng Problematik gëtt et an dësem Kontext?

- Gëtt do u Léisunge geschafft, fir datt och d'Nowuesssathleeten hirem Training an der Coque kënnen nogoen?

- Wéi ginn d'Gemengen ënnerstëtzt, fir Konzepter an hiren eegene Sportinfrastrukturen ze realiséieren, fir datt eis Sportler schnellstméiglech an hiren eenegermoossen „normale" Rhythmus erëm erafannen, och wann dat e reduzéierte Programm géif bedeiten?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Op d'Froe vum 14. Mee 2020 vun den honorabelen Deputéierten zu der Reouverture vun de Schwämmen an de Fitnessstudioen, ass ze soen, datt dës schonn zanter dem 29. Mee 2020 erëm konnten opgoen, wann de jeeweilege Proprietär dëst da maache wollt.

D'Bestëmmungen dozou ergi sech duerch dat ofgeännert groussherzoglecht Reglement vum 18. Mäerz 2020 respektiv duerch d'Recommandatioune vum Gesondheetsministère.

D'Gemenge sinn an der detailléierter Circulaire N° 3853[1] vum 27. Mee 2020 doriwwer informéiert ginn, wou och als Inspiratiounsquell an Hëllefsstellung, den adaptéierte Fonctionnement vun der Schwämm an der Coque fir déi éischt Phas vun der Reouverture ugehaange war[2]. D'Schwämm an der Coque ass zanter dem 2. Juni 2020, ënnert de bekannte Sécherheetsmesuren, och fir de grand Public erëm op.

[1] https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2020/janvier-juin/3853.pdf

[2] https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/circulaires/2020/janvier-juin/3853-Annexe4.pdf

D'Konzept vun der Lëtzebuerger Schwammfederatioun ass vun hinnen un hir Veräiner verschéckt ginn.

Nodeems d'Schwëmmer vum Sportlycée vun de Sportsproffe beim Athleetiktraining betreit gi sinn, trainéiere si zanter enger Zäit erëm an der Schwämm um Geesseknäppchen .

D'Schwëmmer aus de verschiddene Kadere vun der Schwammfederatioun, ewéi och déi vun der Triathlonfederatioun, kënnen an Tëschenzäit och op déi üblech Sportinfrastrukturen, souwuel an der Coque, wéi och gegeebenefalls an de jeeweilege Gemengen zréckgräifen, zousätzlech dozou hu si och zum Deel Kontakt mat de Responsabele vun de Schwämmen an de Lycéeën opgeholl, esoudatt och de Veräinssport erëm ugelaf ass.

Question 2317 (03.06.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **frais et recettes liés à l'initiative « Space Resources » :**

An engem Artikel „Vers un far west juridique ?" vum Här Adrien Denèle an der Zeitung „Ciel&Espace hors-série" (avril/juin 2020) mam Titel „Les astéroïdes" steet dës Behaaptung iwwer Lëtzebuerg:

« (...) le véritable filon a sans doute été trouvé par les pays qui offrent le tapis rouge aux sociétés minières. Ainsi, selon Julie Pradel, "entre les assurances et les autres frais bureaucratiques, les agences administratives du Luxembourg facturent jusqu'à 500.000 € leurs démarches" ».

Dowéinst wéilte mir dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng administrativ Fraisen, respektiv Recetten, si mat der Initiativ „Space Resources" fir eist Land verbonnen? Ass déi zitéiert Ausso an dem Artikel korrekt? Wann nee, wëllt d'Regierung dës Ausso corrigéieren?

2. Wéi grouss ass Joer fir Joer, an zënter dem Lancement vun där Initiativ, hire globalen, budgetären Impakt fir Lëtzebuerg?

Réponse (07.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Initiativ spaceresources.lu gouf 2016 lancéiert an huet Lëtzebuerg als europäeschen Zentrum fir d'Exploratioun an d'Notze vu Ressourcen am Weltraum positionéiert. Doriwwer eraus huet d'Initiativ och e weesentleche Rôle gespillt, fir aus dem Grand-Duché an de leschte Joren e wichtegen Acteur, fir allgemeng kommerziell Aktivitéiten am Weltraum ze maachen. Vill Betriber hu sech zanter 2016 zu Lëtzebuerg gegrënnt an Aarbechtsplaze geschaaft, zum Beispill an de Beräicher Telekommunikatioun an Äerdobservatioun, déi net méi direkt vu spaceresources.lu ofhänken, mee wou déi Entreprisë wéinst der Initiativ op Lëtzebuerg opmierksam gi sinn. Dofir ass et och net méiglech, fir de geneeë budgetären Impakt vu spaceresources.lu ze chiffréieren.

Am „Plan d'action national - Sciences et technologies spatiales" fir d'Joren 2020 bis 2024 ass den Impakt vu verschiddenen Aktiounen, a besonnesch vun den ESA-Programmen, op d'Entwécklung vun der nationaler Weltraumindustrie analyséiert ginn, apaart, wat den Emploi an d'Zuel vun de Betriber ugeet. Dat Dokument kann een op der Internetsäit vun der Luxembourg Space Agency eroflueden.

De Presseartikel, deen d'Deputéierten an hirer Fro zitéieren, kéint eng Referenz op den Artikel 13 vum Gesetz vum 20. Juli 2017 (loi du 20 juillet 2017 sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace) sinn :

« Art. 13.

Pour chaque demande d'agrément, une redevance est fixée par les ministres pour couvrir les frais administratifs occasionnés par le traitement de la demande. Cette redevance varie

entre 5.000 et 500.000 euros suivant la complexité de la demande et le volume du travail.

Un règlement grand-ducal détermine la procédure applicable à la perception de la redevance. »

An dësem Gesetzesartikel gëtt eng Redevance festgeluecht, déi den Demandeur vun engem Agrement muss bezuelen. Déi kann, wéi gesetzlech festgeluecht, tëschent 5.000 a 500.000 Euro leien, jee no der Komplexitéit vun engem Dossier.

Question 2322 (03.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **protection des données dans le cadre du télétravail :**

Säit dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie hunn eng Rëtsch Betriber an Employéeën hir Gewunnechte missten änneren. Den Teletravail ass eng Norm ginn. Konsequenterweis ginn doduerch méi Reuniounen a Konferenzen iwwer Video gehalen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Brauch een en Accord, fir Auszich (Biller, Téin, Ausschnëtter, ...) kënnen ze späicheren?

Falls jo, wéi gëtt dat reguléiert?

2. Goufen d'Patronen an d'Employéeën ëm hir Rechter a Flichten ëm den Dateschutz informéiert?

3. Ass d'Kommunizéiere per Videokonferenz am Kader vun der Aarbecht dateschutzkonform? Gouf d'CNPD domadder beopdraagt, een Avis zu der Dateschutzkonformitéit vum Teletravail auszeschaffen? Falls nee, wäert d'Regierung dëst maachen?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias :*

D'Regierung huet d'Fro vum honorablen Deputéierte Sven Clement weidergereecht un d'CNPD, déi aleng zoustänneg ass, fir sech iwwert d'Konformitéit zu den Dateschutzreegele kënnen auszedrécken, an déi Follgendes geäntwert huet:

ad 1. Biller an Toun vun de Stëmme vun de Mataarbechter oder aneren identifizéierbaren Drëttpersounen, déi wärend de Videokonferenzen am Kader vun hire professionellen Aktivitéiten opgeholl ginn, gëllen als Veraarbechtunge vu perséinlechen Daten. De Patron ass an deem Kader verflicht, déi gesetzlech Bestëmmungen aus dem RGPD (Règlement général sur la protection des données) an dem Gesetz vum 1. August 2018 (loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données) ze respektéieren.

A Bezuch op d'Konditioun vun der Rechtméissegkeet a well d'Problematik, déi an der Fro opgeworf gëtt, mam „droit à l'image" verbonnen ass, ass d'Zoustëmmung (consentement) déi gëeegentst legal Basis fir déi genannte Veraarbechtung (Artikel 6 [1] [a] vum RGPD). Fir gülteg ze sinn, muss d'Zoustëmmung « une manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement » (Artikel 4 [11] vum RGPD) sinn.

D'Zoustëmmung ass awer net ëmmer adequat fir d'Veraarbechtung vun de perséinlechen Date vun de Mataarbechter, wéinst dem „lien de subordination" tëscht dem Patron an de Mataarbechter. Dëse „lien de subordination" ass am Prinzip net kompatibel mat der Konditioun, dass d'Zoustëmmung muss fräi sinn. D'Zoustëmmung ass nëmme gülteg, wann déi betreffend Persoun d'Méiglechkeet hat, fir e richtege Choix ze treffen an net virun e Fait accompli gestallt gouf, wat net ëmmer de Fall ass an der Relatioun tëschent engem Patron a senge Mataarbechter.

Doriwwer eraus ginn et duerch d'Opnam vun Toun a Biller Problemer op zwee Niveauen:

- wann d'Diffusioun an Echtzäit vun Toun a Bild net vum Videokonferenzsystem opgeholl gëtt, mee ee Participant en anere Participant, ouni deem säi Wëssen, selwer mat engem aneren Outil filmt an opzeechent (zum Beispill mat Tablet, Smartphone oder Kamera)

An dësem éischten Zenario, wéinst dem Risiko vum Mataarbechter wéi och vun all anerer identifizéierbarer Persoun wärend der Videokonferenz, kann d'Zoustëmmung als legal Basis als adequat ugesi ginn, wa garantéiert ass, dass d'Zoustëmmung fräi ass. Zum Beispill misst de Patron de Mataarbechter an all aner Participant de fräie Choix loossen, d'Kamera ze aktivéieren oder net. D'Zoustëmmung wier da valabel, fir d'visuell Presenz vun de Persounen ze confirméieren. Déi Zoustëmmung géif awer net eng eventuell Verëffentlechung vum Video ofdecken. Hei géif et sech ëm eng zousätzlech Veraarbechtung handelen, fir déi eng nei spezifesch Zoustëmmung néideg wier.

- wann d'Diffusioun vun Toun a Bild systematesch vum Videokonferenzsystem opgeholl gëtt

Bei der systematescher Opnam vum Bild a vum Toun muss ee sech d'Fro vun der Proportionalitéit vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Date stellen. An der Majoritéit vun den Zenarien huet esou eng Opnam keen determinéierte professionellen Interêt an d'Prinzippie vun der Minimiséierung a „privacy by design" schéngen net respektéiert kënnen ze ginn.

Déi perséinlech Donnéeën, déi vum Fournisseur vum Videokonferenzsystem souwéi vum Patron gesammelt goufen, kéinten zousätzlech fir en Zweck benotzt ginn, fir deen déi betraffe Persoune keng Zoustëmmung ginn hunn (Rediffusioun, Disziplinarsanktiounen etc.). De Risiko vun där zousätzlecher Veraarbechtung mécht et also schwéier, esou ee Videoiwwerwaachungssystem am Aklang mam RGPD ze benotzen. Wann d'Mataarbechter net d'Wiel hunn, opgeholl ze ginn, kann d'Zoustëmmung net als déi legal Basis fir d'Veraarbechtung benotzt ginn, ausser wa garantéiert ass, dass d'Zoustëmmung fräi ass.

D'Veraarbechtung vum Bild muss och mam „Recht op säin eegent Bild" (droit à l'image) analyséiert ginn (cf. Leitlinne vun der Dateschutzkommissioun „lignes directrices de la Commission nationale relatives au droit à l'image").[3] D'Recht op säin eegent Bild (d'Gesiicht, an dësem Fall) ass zu Lëtzebuerg geschützt, souwuel vun der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter, a sengem Artikel 8, wéi och vun Texter vun der interner Gesetzgeebung, wéi dat amendéiert Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medien (loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias), a sengem Artikel 14, souwéi d'Gesetz vum 11. August 1982 (loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée) betreffend de Schutz vum private Liewen, a sengen Artikelen 1 an 2 (2).

An engem professionelle Kontext muss de Mataarbechter am Prinzip mat der Publikatioun vu sengem Bild averstane sinn. D'Zoustëmmung ass am Prinzip noutwendeg, fir d'Bild vun enger identifizéierbarer Persoun ze verëffentlechen. D'Jurisprudenz iwwert dësen Theema seet iwwregens, dass eng Persoun, déi hir Zoustëmmung, fir d'Fotoen ze huelen, gëtt, se net onbedéngt och fir d'Publikatioun oder d'Diffusioun gëtt. Et ass dofir néideg, eng duebel Zoustëmmung ze froen:

- Zoustëmmung zu der Prise de vue, onofhängeg vun all méiglech Opnam vu Biller

L'article 2 de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée sanctionne l'« atteinte à l'intimité de la vie privée », dont le fait de fixer l'image d'une personne « sans le consentement de celle-ci » dans un « lieu non accessible au public » (c'est-à-dire un lieu strictement privé). Cet article précise néanmoins que, lorsque la prise de vue est accomplie « au vu et au su » des participants d'une réunion, « le consentement de ceux-ci est présumé ». An dësem Fall kann een dovun ausgoen, wann d'Persoun sech der Prise de vue bewosst ass, dann ass d'Zoustëmmung implizitt. Dës Zoustëmmung ka vum Patron presuméiert ginn. D'Zoustëmmung muss och „fräi" sinn, soudatt d'Persoun e Choix huet, ob d'Kamera aktivéiert gëtt oder net.

- Zoustëmmung zu der Publikatioun vun engem Bild (z. B. Onlinepublikatioun vun engem Webinar)

Eng getrennten Zoustëmmung zu der Prise de vue ass néideg, fir e Bild vun enger identifizéierbarer Persoun ze verëffentlechen. D'Jurisprudenz huet d'onerlaabt Reproduktioun a Verdeelung vu Biller a Filmer ëmmer erëm sanktionéiert.[4]

D'Ophuele vun enger Videokonferenz fir d'Verëffentlechung op enger Websäit ass als Publikatioun vun engem Bild ze bezeechnen an et brauch een am Prinzip d'Zoustëmmung vun all identifizéierbarer Persoun.

Dës Zoustëmmung muss op eng gewëssen a spezifesch Manéier ausgedréckt ginn. Ausser bei e puer Ausnamen (zum Beispill: ëffentlech Persounen, Fräiheet vun der Press…), gëllt am Prinzip, dass d'Feele vun enger Äntwert op eng Ufro fir d'Zoustëmmung gläichwäerteg ass mat engem Refus vun der Zoustëmmung.

Fir all „juristesch Onsécherheet" ze vermeiden, empfielt d'Dateschutzkommissioun, souwäit wéi méiglech an ofhängeg vum Kontext (Schoul, Associatioun, Professionell, asw.), an engem schrëftlechen Dokument d'Zoustëmmung festzehalen. Dat Dokument sollt et och méiglech maachen, fir getrennten Zoustëmmungen ze ginn (Optiounen) fir verschidden Zorte vu Publikatiounen, gekoppelt mat enger Informatioun iwwert d'jeeweileg Dauer an den Zweck vun der Publikatioun.

Schlussendlech erënnert d'CNPD drun, datt d'Zoustëmmung vun de Mataarbechter oder aneren identifizéierbare Persounen, déi wärend de Videokonferenzen opgeholl ginn, zu all Moment kann zeréckgezu ginn, an esou einfach, wéi si se ginn hunn.

ad 2. D'Dateschutzkommissioun huet am August 2018 „lignes directrices relatives au droit à l'image"[5] publizéiert.

ad 3. D'Benotzung vu Videokonferenzsystemer stellt am Prinzip keng Schwieregkeeten aus Dateschutzsiicht duer, soulaang d'Veraarbechtung vu perséinlechen Daten de Prinzippie vum RGPD entsprécht, nämlech de Prinzippie vun der Transparenz, der Minimiséierung, der Rechtméissegkeet, dem „privacy by design" an der Rechenschaftsflicht, fir der nëmmen e puer ze nennen.

De Patron, verantwortlech fir d'Veraarbechtung, muss dofir déi betraffe Mataarbechter virun der Veraarbechtung informéieren, am Aklang mat der Transparenzflicht am Artikel 12 vum RGPD, dat heescht « d'une façon concise, transparente, compréhensible et aisément accessible, en des termes clairs et simples ».

Am Kontext vu professionelle Relatioune sinn déi Dateschutzbestëmmungen am Prinzip am Aarbechtskontrakt virgesinn, a méi allgemeng an der „politique de confidentialité", déi derzou bäigefüügt ass.

De Patron soll och Videokonferenzsystemer privilegiéieren déi d'Privatsphär schützen. D'CNPD recommandéiert am Allgemengen, opmierksam ze sinn, wéi eng Applikatiounen ee benotzt, an ëmmer d'Konditioune fir d'Benotzung ze liesen an net Applikatiounen ze benotzen, déi keng Vertraulechkeet vu Kommunikatioun garantéieren oder déi d'Date fir aner Zwecker benotzen. D'Fournisseure vu Videokonferenzsystemer mussen d'Benotzer komplett iwwert d'Benotzung vun hiren Daten informéieren. Et muss méiglech sinn ze wëssen, wéi eng Informatioune gespäichert a weider benotzt ginn, a fir wat fir eng Zwecker.

D'Fro betreffend d'Dateschutzkonformitéit am Kader vun der Aarbecht wäert Bestanddeel vun den Diskussioune sinn, déi d'Regierung mat de Sozialpartner nach an dësem Joer zum Theema Teletravail wäert féieren.

Question 2336 (05.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **centres de tests de dépistage de la Covid-19 :**

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le dépistage de patients est essentiel afin de minimiser la propagation du virus. Ainsi, à partir de mi-mai, des tests à grande échelle sont menés afin de détecter les patients asymptomatiques. 17 centres de tests de dépistage du Covid-19 sont désormais opérationnels. Or, si l'on examine la carte avec ces centres de tests, on doit constater qu'il y a une accumulation de centres au sud et au centre du pays. Au nord, il n'y a que deux centres (Hosingen et Schieren) tandis qu'il n'y a aucun centre situé dans l'ouest du pays.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements et clarifications suivants à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

1) Quels étaient les critères qui ont défini la répartition géographique des différents centres de tests ?

2) Vu que les résultats du dépistage à grande échelle ne sont que significatifs si un grand nombre de personnes y participe, les centres de tests n'auraient-ils pas dû être répartis de façon à ce que les résidents du nord et de l'ouest du pays puissent profiter d'une bonne accessibilité géographique telle qu'elle est assurée dans les autres régions du pays ?

3) Est-il prévu que les personnes qui se sont fait tester seront classifiées par région et par tranche d'âge, sachant que les personnes âgées comptent parmi la population la plus vulnérable ?

Réponse commune (06.07.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

ad 1) Les emplacements des stations de test ont été sélectionnés en fonction des critères suivants :

- possibilité d'installer une station de test dans un emplacement ne perturbant pas le trafic normal (c'est-à-dire route barrée, Park & Ride, parking) ;

- accès facile, c'est-à-dire à proximité d'une autoroute ou d'une route nationale ;

- emplacement très fréquenté par les résidents luxembourgeois ainsi que par les travailleurs transfrontaliers, permettant aux participants de se faire tester facilement sur le chemin du travail/de la maison ;

- densité de population.

ad 2) Un mois après le début des tests à grande échelle, fin juin 2020, une analyse de l'occupation en fonction de la capacité de tous les sites de tests a été réalisée. Sur la base de cette analyse, il a été décidé de fermer les deux stations les moins fréquentées, Steinfort-Windhof et Findel. En revanche, en raison de la très forte fréquentation de la station de test de Colmar-Schieren, il a été décidé d'ouvrir une station supplémentaire dans le nord, près de Diekirch (Tandel-Bleesbréck). Celle-ci est opérationnelle depuis le 1er juillet.

ad 3) Afin de mieux comprendre l'évolution de la pandémie, il est prévu d'analyser en détail les résultats des tests à grande échelle ainsi que les tests de diagnostic de routine pour le Sars-CoV-2. Parmi les paramètres qui seront évalués, la distribution de l'âge et la situation géographique des participants seront incluses. Cela aidera à identifier les clusters d'infections régionaux et à déterminer si certains groupes d'âge sont plus susceptibles de contracter et de potentiellement propager le nouveau coronavirus.

Question 2342 (05.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **chasse à l'affût :**

D'Gesetz vum 25. Mee 2011 reegelt an de grousse Linnen d'Aspekter vun der Juegd. Beim Duerchliese vum Text fält op, dass am Gesetz wéineg Dispositiounen zu der Juegd vun engem Héichsëtz aus existéieren. Ausser dem Artikel 10, wou vun der „chasse à l'affût" rieds ass, fënnt een am Gesetz näischt zu de Bestëmmunge vun den Héichsëtzer.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Héichsëtzer ginn et insgesamt am Land?

2. Wéi eng Autorisatioun muss ee Jeeër ufroen, fir esou een Héichsëtz kënnen opzeriichten? Kann een Héichsëtz egal wou opgebaut ginn?

3. Ginn et technesch Bestëmmungen, wéi een Héichsëtz muss opgebaut sinn?

4. Wéi mussen d'Héichsëtzer verséchert sinn an op wien trëfft d'Responsabilitéit, wann aner Leit duerch den Héichsëtz zu Schued komme?

Réponse (07.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Et gëtt ronn 3.000 Héichsëtzer zu Lëtzebuerg.

ad 2. En Héichsëtz ass eng Konstruktioun, déi laut dem Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 muss ugefrot a geneemegt ka ginn. Fir dierfen een Héichsëtz ze bauen, muss e Piechter vun engem Juegdlous eng Demande un de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) schécken. Soubal de Bierger d'Geneemegung kritt, duerf e säin Héichsëtz opriichten, am Respekt vun de Konditiounen, déi an der Geneemegung stinn.

Wou en Héichsëtz soll hikommen, entscheet de Juegdpiechter. Dëse muss awer an der Demande genau uginn, wou den Héichsëtz soll hikommen. Den Accord vum Proprietär vun der Parzell muss de Juegdpiechter natierlech och hunn, fir

3 https://cnpd.public.lu/content/dam/cnpd/fr/dossiers-thematiques/droit-image/CNPD-Lignes-directrices-droit-a-l-image-protection-donnees-personnelles.pdf

4 Voir Trib. Arr. Lux., 17 mars 2011, n° 1014/2011 et Trib. Arr. Lux., 5 avril 2011, n° 123 8/2011.

5 Ibid

dierfen en Héichsëtz drop ze bauen. Dëst gëtt awer net vum MECDD kontrolléiert.

ad 3. Nee. An de rezente Geneemegunge steet awer dran, dass d'Héichsëtzer maximal 1,25 m x 1,25 m dierfe grouss sinn, an dass se aus net traitéiertem Holz musse gebaut ginn.

ad 4. De Juegdpiechter ass Proprietär vu senge juegdlechen Ariichtungen. Wéi all Proprietär kann dësen och haftbar gemaach ginn, wann aner Leit duerch säin Héichsëtz zu Schued kommen. D'Reegele vum Code civil sinn hei applikabel.

Question 2345 (08.06.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **Memorandum of Understanding et accords similaires conclus par le Gouvernement :**

Nous constatons que le Gouvernement n'a à ce jour pas fourni de réponse satisfaisante à la question parlementaire n° 0681, de sorte que nous nous empressons à la resoumettre au Gouvernement tout en insistant à obtenir des réponses adéquates :

« Le Gouvernement informe régulièrement qu'il a signé des Memorandum of Understanding (MoU) voire des accords similaires avec un pays, voire avec des entreprises privées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à l'ensemble des membres du Gouvernement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste des MoU et accords similaires en vigueur auxquels le Luxembourg est partie avec la précision

• des signataires de ces accords,

• de la matière/des matières couvertes par lesdits accords,

• des engagements financiers et autres pris par le Gouvernement aux termes de ces accords,

• de la date de signature et d'expiration (respectivement des conditions d'expiration) desdites conventions ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous indiquer (i) les MoU et autres accords qu'ils entendent soumettre pour approbation à la Chambre des Députés et (ii) évoquer les raisons amenant les membres du Gouvernement à ne pas saisir la Chambre des Députés des MoU et accords autres que ceux visés sub (i) ? »

Réponse commune (06.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative,* de **M. Dan Kersch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. François Bausch,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Grande Région,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Aménagement du Territoire, Ministre de l'Énergie,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs, Ministre de la Santé, Ministre déléguée à la Sécurité sociale,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture, Ministre de la Justice,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement, Ministre de la Sécurité intérieure :*

La question parlementaire sous rubrique reprend les termes exacts de la question parlementaire n° 0681 qui a été adressée au Gouvernement en date du 8 mai 2019.

Le Gouvernement fait dès lors référence à sa réponse du 27 mai 2019 à ladite question parlementaire.

Question 2348 (08.06.2020) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **recrutement pour l'enseignement scolaire international:**

Eisen Informatiounen no ginn d'Posten am Enseignement an den internationale Klassen international ausgeschriwwen, allerdéngs net um Site vum nationalen Educatiounsministère (men.lu).

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Educatiounsminister stellen:

- Kann de Minister eis dëst bestätegen?

- Firwat ginn dës Posten net och national iwwert de Site vum Educatiounsministère annoncéiert?

- Gëtt virun enger internationaler Ausschreiwung gekuckt, ob fonctionnariséiert Enseignanten interesséiert sinn, fir sech op esou ee Posten ze mellen?

- Wa jo, wéi eng Méiglechkeete bestinn an deem Fall fir si? Si Mutatiounen an deem Sënn méiglech?

- Wann nee, firwat net?

- Wéi eng allgemeng Ausschreiwungsprozedure sinn hei virgesinn?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Et ass richteg, datt bis elo déi vakant Poste fir déi international Schoulofferen net um Site vum Educatiounsministère, mee op de Sitte vun deene concernéierte Schoule selwer ausgeschriwwe goufen. Et handelt sech dobäi ëm eng Praxis, déi ee soll änneren, an ech wäert d'Suggestioun vun der honorabeler Deputéierten an deem Sënn gären ophuelen.

Sou wéi et an de Gesetzer vun den internationale Klasse virgesinn ass, kënne selbstverständlech och fonctionnariséiert Enseignanten an deene Klassen enseignéieren; den Ënnerscheed gëtt net bei der Nationalitéit oder dem Statut, mee bei der Qualifikatioun vun den interesséierten Enseignantë gemaach. Besonnesch d'Sproochekompetenze spillen hei eng wichteg Roll. Ee fonctionnariséierte Professer kann duerch eng Mutatioun op e Posten an den internationale Klasse kommen.

Question 2352 (08.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **apprentissages :**

Suite à la crise sanitaire déclenchée par le Covid-19, le Gouvernement a pris une panoplie de mesures en faveur du soutien et de la relance économique. Toutes ces mesures s'adressent aux entreprises et à leurs salariés afin d'éviter dans la mesure du possible des licenciements.

Dans ce même esprit de prévention contre toute situation de chômage, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Pour les jeunes voulant commencer en septembre un apprentissage auprès d'un employeur, quels sont les chiffres actuels des postes d'apprentissage vacants, ventilés selon profession/métier ?

- Combien de jeunes se sont déjà inscrits auprès du Service d'orientation professionnelle de l'ADEM, ventilés selon profession/métier ?

- En comparant le nombre d'inscriptions actuel par rapport à celui de l'année passée, est-ce qu'il existe une différence ? Si oui, quelles sont les mesures que les ministres envisagent afin de pallier à cette situation ?

- Partant du fait que les futurs apprentis auront cette année la possibilité de conclure un contrat d'apprentissage non pas jusqu'au 1er novembre, mais jusqu'au 31 décembre, comment sera organisé l'intégration de ces apprentis dans le système scolaire en tenant compte du fait qu'ils auront « raté » plusieurs mois de leur formation en milieu scolaire ? Est-ce que des mesures spécifiques d'évaluation des différents modules sont prévues ?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

- En ce qui concerne les offres de poste d'apprentissage de l'année 2019, 1.414 postes vacants ont été déclarés par les employeurs formateurs jusqu'à la date du 6 juillet 2019.

Actuellement, en date du 6 juillet 2020, un total de 1.049 postes vacants ont été déclarés au sein de l'ADEM-OP.

Dans ce contexte, il faut préciser que les lettres destinées aux patrons en vue de les informer qu'ils peuvent déclarer les postes d'apprentissage à l'ADEM ont été envoyées en juin, contrairement aux années précédentes où ces lettres ont été envoyées aux patrons en mars respectivement en avril.

- Entre le 6 avril et le 6 juillet 2020, 1.315 jeunes se sont inscrits au Service d'orientation professionnelle de l'ADEM.

Par ailleurs, à cause de la pandémie du Covid-19, le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM a mis en place un formulaire de préinscription en ligne depuis le 6 avril 2020 sur le site de l'ADEM.

- En ce qui concerne les demandes d'apprentissage de l'année 2019, 2.050 jeunes s'étaient inscrits au service d'orientation professionnelle de l'ADEM (ADEM-OP) jusqu'à la date du 6 juillet 2019.

Un courrier de prospection afin de sensibiliser les employeurs formateurs à déclarer des postes d'apprentissage a été envoyé fin juin 2020 par l'ADEM-OP et les chambres professionnelles compétentes.

Chaque jeune ayant effectué une préinscription en ligne a été/sera contacté par téléphone ou par e-mail afin de clarifier d'éventuelles questions en matière d'orientation, et de finaliser l'inscription.

À l'issue de la tripartite du 3 juillet 2020, il a été décidé de verser une prime de 1.500 euros pour les employeurs formant un apprenti et d'offrir davantage de cours pour les apprentis sans place en entreprise.

- Cette année, les jeunes pourront être inscrits dans les modules scolaires jusqu'au 31 décembre 2020, afin qu'ils puissent suivre l'enseignement au lycée. Ils seront inscrits définitivement après avoir signé un contrat d'apprentissage et pourront poursuivre plus aisément ce dernier. Tout au long de ces semaines, les équipes d'accompagnement uniront leurs efforts afin de guider les jeunes dans leur démarche pour trouver un patron.

Question 2353 (09.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accès Internet dans les structures d'accueil pour personnes âgées et maisons de soins :**

Op meng Fro N° 2154 iwwert d'Kommunikatiounstechnologien an den Altersheemer huet d'Familljeministesch mir Follgendes geäntwert:

„Déi meescht Strukture bidden de Bewunner d'Méiglechkeet un, ee Computer mat WLAN-Verbindung ze benotzen. Oft ass dëse Computer no beim Accueil, wou och eng Hëllefsstellung ass, installéiert. E puer Strukturen hunn eng WLAN-Verbindung am ganze Gebai."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fleegestrukture bidde keen Internet un?

2. Wéi vill Fleegestrukture bidden e feste PC un?

3. Wéi vill Fleegestrukture bidden eng WLAN-Verbindung un?

4. Am Fall, wou eng WLAN-Verbindung existéiert, wéi eng Käschten entsti fir d'Bewunner vun enger Fleegestruktur an der Moyenne? Wat ass déi bëllegsten Offer a wat déi deierste Offer fir eng WLAN-Verbindung an enger Fleegestruktur?

Réponse (06.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. + 3. Vun 52 Fleege- an Altersheemer bidden:

- 22 Strukturen eng WLAN-Verbindung,

- 6 Strukturen eng fix Internetverbindung,

- 20 Strukturen eng WLAN-Verbindung an eng fix Internetverbindung un.

4 Strukture bidden nach keen Internet un.

ad 2. Vun 52 Fleege- an Altersheemer stelle 26 Strukturen hire Bewunner e feste PC oder Laptop zur Verfügung.

ad 4. D'Käschte fir den Internetaccès variéieren a stinn a Relatioun mat den Tariffer, déi extern Fournisseuren um Lëtzebuerger Marché ubidden. A 36 Fleege- an Altersheemer sinn d'Käschte fir eng Internetverbindung net am Prix d'hébergement abegraff.

Et kann een d'Käschten net generaliséieren. Verschidde Strukture bidden eng Internetverbindung am ganze Komplex un, anerer bidden d'Offer just an den Aktivitéitsraim oder de Cafeteriaen un, an anerer just an de private Logementer vun de Bewunner.

Question 2365 (10.06.2020) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **situation du racisme au Luxembourg :**

La mort de George Floyd, causée par un policier blanc lors d'une interpellation, a provoqué à juste titre des manifestations globales contre le racisme systématique et la violence policière. Au Luxembourg aussi, plus de 1.000 manifestants se sont réunis le 5 juin devant l'Ambassade américaine pour dénoncer ces fléaux.

Si le Luxembourg a connu beaucoup de succès en matière d'intégration des personnes étrangères, force est néanmoins de constater que le phénomène du racisme existe également au Luxembourg. En effet, l'enquête « Being Black in Europe », publiée en novembre 2018 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE), a dressé un bilan alarmant en la matière au Luxembourg, notamment en ce qui concerne le harcèlement et la violence raciste à l'égard des résidents d'origine africaine (52 % des répondants de l'enquête ont affirmé avoir subi un harcèlement raciste au Luxembourg au cours des cinq dernières années). L'étude suggère également qu'un bon nombre de victimes n'ose pas déposer une plainte auprès des autorités policières.

Ces résultats semblent aller à l'encontre des statistiques du Centre pour l'égalité de traitement (CET), qui n'a enregistré qu'une vingtaine de dossiers par an concernant des discriminations raciales ou ethniques lors des dernières années.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Quels sont les dispositifs en place permettant d'évaluer la situation du racisme au Luxembourg ?

- Madame la Ministre considère-t-elle que ces dispositifs soient suffisants ?

- Quelles sont les instances auxquelles les victimes peuvent s'adresser en cas d'harcèlement et de violence racistes ?

- Comment le CET pourrait-il être renforcé en vue de lui permettre de mieux s'acquitter de ses missions ?

- La Police grand-ducale recense-t-elle systématiquement les crimes ayant un motif raciste ?

- Madame et Messieurs les Ministres sont-ils d'accord que l'éducation et la sensibilisation constituent des mesures clés pour lutter contre ce fléau ?

- Le sujet du racisme fait-il actuellement partie du programme scolaire officiel au Luxembourg ?

Réponse commune (15.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) - 4) Lors de « l'heure d'actualité » du 1er juillet 2020 à la Chambre des Députés, consacrée au racisme au Luxembourg, les députés ont adopté deux motions invitant le Gouvernement, d'une part, à élaborer une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg et, d'autre part, à dresser un état des lieux sur les politiques antidiscriminatoires et à élaborer un plan d'action national contre le racisme. Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mettra en œuvre une étude sur le phénomène du racisme au Luxembourg, dont les conclusions permettront de mettre en place les mesures adaptées.

Les personnes victimes de racisme et d'autres formes de discrimination peuvent s'adresser au Centre pour l'égalité de traitement (CET), rattaché à la Chambre des Députés depuis 2018. Dans une résolution adoptée lors de cette même heure d'actualité consacrée au racisme, la Chambre des Députés s'engage, entre

autres, à impliquer davantage le CET dans les prises de décision concernant la lutte contre toutes formes de discriminations et d'augmenter la dotation budgétaire et le cadre du personnel du CET.

ad 5) La Police grand-ducale dresse procès-verbal pour toutes les infractions relatives à la discrimination portées à sa connaissance et ceci au même titre que pour toutes les autres infractions prévues par le Code pénal.

En ce qui concerne le recensement statistique, la police n'est pas en mesure de fournir des chiffres, vu que beaucoup d'infractions prévues par le Code pénal (p. ex coups et blessures, injures, menaces) sont également susceptibles d'avoir un motif raciste.

ad 6) Les réactions d'émotion et l'indignation face à la mort du citoyen américain George Floyd, qui ont mené à une mobilisation de citoyens engagés dans le monde entier, sont autant de plaidoyers contre le racisme et l'intolérance et pour une société qui s'appuie sur les valeurs fondamentales du respect et de la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

« La capacité à participer activement aux processus démocratiques s'acquiert dès la petite enfance, et elle s'entretient tout au long de la vie. De fait, l'acquisition de compétences est un processus dynamique et sans fin : les individus sont appelés à développer les compétences qu'ils possèdent déjà et à en acquérir de nouvelles pour s'adapter aux changements qui interviennent en permanence dans les environnements dans lesquels ils vivent. » Cette idée, formulée dans le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie[6] du Conseil de l'Europe se situe dans la continuité de la Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme qui a, entre autres, défini les principes de l'éducation à la citoyenneté et l'éducation aux droits de l'homme.[7]

L'éducation et la sensibilisation constituent bien évidemment des domaines privilégiés pour lutter contre le fléau du racisme. Aborder le sujet du racisme et des autres formes d'intolérance est considéré depuis longtemps comme indispensable dans l'enseignement au Luxembourg. L'ouverture à l'altérité, la perception de la diversité linguistique et culturelle comme une richesse, la préparation à une participation active en tant que citoyen responsable, sont depuis longtemps au cœur de l'école luxembourgeoise. L'approche éducative profondément humaniste qui est sous-jacente s'intéresse à la personne tout entière, à « l'individu dans sa globalité » (Cadre de référence) ; elle commence dès le début de la scolarité, c'est-à-dire avec l'entrée du jeune enfant au cycle 1, et se poursuit tout au long de sa scolarité à l'enseignement fondamental et secondaire et bien au-delà. À titre d'exemple, l'approche interculturelle préconisée dans le Plan-cadre pour l'éducation précoce permet aux jeunes enfants « de découvrir leur propre identité culturelle et de développer, dès leur plus jeune âge, des attitudes de compréhension et de respect mutuels, de s'intéresser aux similitudes et aux différences, de s'ouvrir vers ce qui est non familier et différent ».[8]

ad 7)

- Enseignement fondamental

Plutôt que de se limiter aux contenus à enseigner, la mission de l'école fondamentale, telle qu'elle est définie aux articles 6 et 7 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et précisée dans le plan d'études pour l'école fondamentale, met le développement des compétences des élèves au premier plan. Celles-ci confèrent les repères culturels et civiques de l'enseignement : loin de se limiter aux apprentissages scolaires seuls, elles posent les bases pour une participation de citoyen responsable et critique dans une société complexe.

Dans ce contexte, un rôle important incombe aux compétences transversales, c'est-à-dire aux compétences relevant de la personnalité et du caractère individuel de chaque élève. Leur développement continu à travers les différents cycles et les différents domaines de développement et d'apprentissage permet aux jeunes apprenants de se prémunir de stratégies pour aller à l'encontre de propos racistes et de se préparer à une vie de citoyen responsable, capable de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures : connaître l'autre, accepter les différences et les vivre comme une richesse, vivre des valeurs démocratiques au quotidien (approche ouverte, exempte de stéréotypes et de préjugés, solidarité avec l'autre), etc.

6 CE (2019), p. 13. Url : https://rm.coe.int/prems-013619-fra-2508-reference-framework-of-competences-vol-1-/1680984213

7 CE (2010), p. 7-8. Url : https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016803034e4

8 MENFP (2018), p. 41. Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/fondamental/infos-offre-scolaire/infos-enseignants/plan-cadre/web_plan_cadre.pdf

Le cours Vie et société[9], visant à promouvoir la tolérance et le respect fondés sur la connaissance de l'autre, accorde un rôle de prime importance au développement des compétences transversales susmentionnées. Plusieurs des domaines thématiques proposés lors de ce cours, à savoir les domaines « Moi », « Moi et les autres » et « Formes de vie, monde et société », font découvrir d'autres cultures, rituels et traditions. Si la thématique du racisme n'est pas explicitement traitée dans les manuels, les activités contribuent à prévenir le développement de pensées racistes en permettant aux jeunes de découvrir la diversité culturelle comme partie intégrante de notre société, enrichissant la vie au quotidien. Étant donné qu'une mesure de prévention efficace contre la formation de préjugés est l'explication de coutumes étrangères et l'enrichissement mutuel de traditions et de modes de vie diversifiés, de nombreuses activités visent à leur faire découvrir d'autres régions et populations du monde.

L'ouverture aux langues, inscrite dans la loi portant organisation de l'enseignement fondamental et dans le plan d'études, et les activités y relatives mettent en valeur un élément distinctif et caractéristique de la diversité de la société luxembourgeoise : son multilinguisme et le plurilinguisme de ses habitants. L'ouverture aux langues met en valeur le répertoire linguistique entier de chaque apprenant (y compris les langues de famille qui ne sont pas enseignées à l'école) et vise à « développer auprès des élèves une conscience métalinguistique et à leur faire acquérir une sensibilité plurilinguistique et pluriculturelle ».[10] L'ouverture aux langues permet aux jeunes apprenants entre autres de développer « une attitude favorable vis-à-vis d'autres langues et cultures au sujet desquelles peuvent circuler parfois des stéréotypes négatifs », de « reconnaître et valoriser les compétences en langues de tous leurs camarades de classe, quelles que soient les langues » et de « s'approprier une véritable culture plurilingue et pluriculturelle ».[11] L'offre pédagogique du Centre d'éducation interculturelle (ikl), visant à promouvoir un meilleur vivre-ensemble au Luxembourg, permet de développer auprès des élèves les compétences visées dans le cadre de l'ouverture aux langues.

Le matériel didactique proposé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour les cours de langues (allemande, luxembourgeoise et française) a été conçu de façon à favoriser simultanément le développement de compétences langagières et des compétences transversales évoquées auparavant. Ainsi, une grande partie des activités permettent aux élèves de construire leur opinion en vivant des expériences enrichissantes lors de la découverte, de l'analyse et de l'exploitation d'une grande diversité d'illustrations, de textes d'écoute, d'extraits de livres et d'histoires. Dans les manuels de lecture, certains textes visent à stimuler l'ouverture d'esprit des élèves en les amenant à découvrir d'autres cultures et d'autres coutumes comme, par exemple, « Einfach farbig »[12] et « Isabel, ein Straßenkind in Rio ».[13] D'autres leur permettent de découvrir le dialogue comme moyen qui permet non seulement d'éviter des préjugés et des stéréotypes, mais encore d'enrichir leurs expériences en vue de contribuer à une société pluraliste et solidaire comme, par exemple, « Der erste Schultag »[14] et « Irgendwie anders »[15]. D'autres encore leur font percevoir les différences interindividuelles comme atout pour s'entraider lors des activités de la vie quotidienne comme, par exemple, « Déi agebilt Giraff »[16]. Le nouveau matériel didactique, conçu pour l'apprentissage de la langue française, favorise l'ouverture aux langues et aux cultures dès le début par le biais d'une approche plurilingue et comparative, visant à découvrir et à valoriser la richesse langagière de la classe par différents types d'activités telles que la chanson de l'éléphant en plusieurs langues[17] ou l'activité « Bonjour le monde »[18] lors de laquelle les élèves découvrent et différentes langues et les comparent entre elles.

9 MENJE (2017) : Vie et société. Complément au plan d'études.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications fondamental/apprentissages/documents-obligatoires/190207-vieso-complementaire/fr.pdf

10 MENFP (2011) : Plan d'études de l'école fondamentale, p. 59.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/cen/cens/plan-etudes/fr.pdf

11 MENFP (2010) : L'ouverture aux langues à l'école. Vers des compétences plurilingues et pluriculturelles, p 12.
Url : http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-pedagogiques/enseignement-langues/langues-ecole/fr.pdf

12 MENFP (2006). Dschumanji. Lesebuch Band 2, p. 53. Cycle 3.1.

13 MENFP (2007). Baiabong. Lesebuch Band 1, p. 99-104. Cycle 4.1.

14 MENFP (2005). Humpty Dumpty. Lesebuch Band 2, p. 40-41. Cycle 3.2.

15 MENFP (2006). Dschumanji. Lesebuch Band 2, p. 55-57. Cycle 3.1.

- Enseignement secondaire

Le cours d'histoire étudie le phénomène du racisme et de ses causes, des formes qu'il peut prendre et de conséquences qu'il engendre, ceci à travers les époques, depuis les débuts de l'espèce humaine jusqu'à l'époque actuelle. Il met un accent particulier sur le colonialisme, de la traite triangulaire à l'exploitation des colonies par les puissances européennes, ainsi que sur l'évolution des théories raciales pseudoscientifiques à partir du XVIII^e siècle : les conséquences de ces aspects pour le monde moderne et contemporain (décolonisation, système de l'Apartheid, etc.) sont analysées en détail.

Pour la rentrée 2016, le ministère a introduit le cours de Vie et Société, dont la mission est de « transmettre les valeurs démocratiques de notre société pluriculturelle » et qui traite entre autres des préjugés et des discriminations qu'ils peuvent engendrer. Les cours d'éducation à la citoyenneté, de connaissance du monde contemporain et d'instruction civique soulignent eux aussi la nécessité des principes de l'égalité et de non-discrimination dans une démocratie moderne, juste et humaine.

Le thème est repris dans les cours de langue par la lecture cursive au choix du titulaire, par l'analyse des sujets d'actualité sur la base d'articles de presse et d'autres textes et par le biais de sources iconographiques. À titre d'exemple, le programme du cours d'anglais des classes de deuxième de l'enseignement secondaire général appelle les élèves à acquérir une « conscience des problèmes fondamentaux dans le contexte de la globalisation » et reprend explicitement le racisme dans sa liste des thèmes récurrents pour les examens oraux et les exposés.

Aux programmes scolaires proprement dits s'ajoutent des offres élaborées par le « Zentrum fir politesch Bildung », créé en 2016 pour « promouvoir la citoyenneté à travers une meilleure compréhension de la démocratie et des défis sociétaux actuels ». Ainsi, dans un document élaboré pour assister les enseignants à traiter de la crise de la Covid-19, les textes soulignent les réflexes racistes dans le cadre de cette pandémie, qui s'expriment dans des discriminations, allant jusqu'à des agressions envers des gens d'origine asiatique[19]. Mentionnons aussi un dossier de 2018 sur le film « Schwaarze Mann - Un Noir parmi nous »[20] de 2017, qui dépeint la vie de Jacques Leurs (1910-1968), né d'une mère congolaise et d'un père luxembourgeois et déposé par ce dernier chez ses grands-parents au Luxembourg en 1912 : matériel important, car levant le voile sur le passé colonialiste et les relents de racisme dans notre pays.

Question 2372 (10.06.2020) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dédommagement pour les personnes vulnérables dans le cas de non-présentation à un vol :**

Laut EU-Reglement hunn d'Leit, déi ee Fluch gebucht hunn an dee Covid-bedéngt huet missen ofgesot ginn, d'Recht, de Remboursement ze froen. Se kënne sech ausbezuele loossen oder awer e Reesbong froen.

Gëtt de Fluch net ofgesot, hu vulnerabel Persounen eigentlech kee Choix. Fléie si net, verléiere si hir Suen. Fléie si, exposéiere si sech engem onnéidege Risiko.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Verbraucherschutz, un den Här Minister fir Tourismus an un den Här Minister fir Mobilitéit stellen :

16 MENFP (2003). Lies a fléi. Band 1, p. 40-41. 1.Cycle 3.1.

17 MENJE (2018a). Salut, c'est parti. Guide pédagogique, p. 121.

18 MENJE (2018b). Salut, c'est parti. Livre de l'élève, p. 98-99.

19 S. Hoegener (2020), Thema „Coronavirus" im Unterricht GESCHICHTE - VIE ET SOCIÉTÉ Lockdown im Mittelalter - Der Schwarze Tod, ZpB, url: https://zpb.lu/wp-content/uploads/2020/04/TaU-HISTOIRE-VIESO.pdf (consulté le 15 juin 2020)

20 M. Schoentgen e. a. (2018), Dossier pédagogique : Schwaarze Mann - Un Noir parmi nous. Un film documentaire de François Hausemer, ZpB, https://zpb.lu/wp-content/uploads/2018/02/Dossier-ped.-Schwaarze-Mann.pdf (consulté le 15 juin 2020)

- Ass de Ministeren dës Problematik bekannt?

- Wéi solle sech déi betraffe Persoune verhalen?

- Gedenkt d'Regierung, dëse Persoune finanziell entgéintzekommen? Wa jo, ënner wéi enger Form?

Réponse commune (07.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

- D'Regierung ass duerch hire reegelméissege Kontakt mat der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) an dem Centre européen des consommateurs (CEC) iwwert déi aktuell schwiereg Situatioun vun de Reesenden informéiert.

Et ass effektiv ganz allgemeng esou, dass Leit, déi e Vol net wëllen untrieden, fir dee si awer eng Reservéierung hunn an deen och regulär duerchgefouert gëtt, net rembourséiert ginn.

Et gi keng genau Zuelen doriwwer, wéi vill Leit global gezéckt hunn, hire Vol oder hir Vakanz an dësen Zäiten unzetrieden. Op jidde Fall kann ee soen, datt souwuel d'ULC wéi och den CEC sech derfir agesat hunn, d'Verbraucher beschtméiglech ze informéieren an ze beroden, wat hir Rechter a puncto Reesen am Allgemengen an och bei Annulatiounen aus eegene Stécker betrëfft.

Esou huet d'ULC ënner anerem hire Mensuel „de Konsument" vum Mount Abrëll ganz ënnert d'Theema „Covid-19-Conseils aux voyageurs" gesat a gradesou wéi den CEC d'Verbraucher iwwer Telefon beroden.

Béid Associatiounen hunn och confirméiert, datt si an deene leschte Méint ganz vill Ufroen zum Theema Reese kritt hunn an och ëmmer nach kréien. Déi grouss Demande huet sech och um „Midi du consommateur européen", deen am Mee als Webinar mat iwwer 70 Deelhueler ofgehale gouf, zum Theema Annulatioune gewisen.

- D'Rechter vu Fluchpassagéier sinn am EU-Reglement 261/2004 festgehalen an applizéiere sech och am Fall vun Annulatiounen. D'Covid-19-Pandemie ass vun der EU-Kommissioun als „aussergewéinlechen Ëmstand" akzeptéiert ginn. Dofir musse Passagéier bei annulléierte Flich och de Präis vun hirem Billjee rembourséiert kréien. Ee „Voucher" kann nëmmen op fräiwëllege Basis akzeptéiert ginn. Et ass effektiv och esou, datt Passagéier, déi e Fluch net wëllen untrieden, fir dee si awer eng Reservéierung hunn an deen och regulär duerchgefouert gëtt, net automatesch rembourséiert ginn. Hei gëtt keen Ënnerscheed gemaach, ob de Passagéier „vulnerabel" ass oder net.

Wann een net sécher ass, ob een eng Rees wierklech kann untrieden, ass et all Passagéier fräigestallt, sech ee Billjee zu engem „flexibelen Tariff" ze kafen, dee bei de meeschten Operateuren ouni Fraise kann ëmgebucht oder annuléiert ginn. D'Méiglechkeet vun enger zousätzlecher „Reesassurance" besteet och.

De Ministère fir Verbraucherschutz ass zoustäneg, fir Plainte vu Passagéier entgéintzehuelen am Kader vum Reglement 261/2004.

D'Regierung encouragéiert weiderhin d'Verbraucher, déi sech Froe stellen iwwer hir Rechter, sech un déi zwee Organismen ze wennen, déi jo zum Zweck vun der Hëllefstellung fir d'Konsumente mat ëffentleche Gelder kofinanzéiert ginn.

- Nee, d'Regierung gedenkt net, bei konkreete Fäll ze interveneieren.

Lo ass et awer schwéier, Aussoen zu vulnerabele Persounen ze maachen. Engersäits gëtt et keng kloer Definitioun, wien ënnert dee Begrëff géing falen, anerersäits hunn deemno béid Strukturen och keng Katalogiséierung no esou engem Kritär virgeholl. Et wier och net richteg, all Ufro vun engem Verbraucher iwwer säi Fluch, dee bis dato net ofgesot gouf, automatesch als Demande vun enger vulnerabeler Persoun ze betruechten. Do spillt wuel éischter an och grad elo, wat déi gebuchten Deplacementer fir am Summer ugeet, eng grouss Ongewëssheet an Onrou mat, well dach vill Leit sech froen, ob se net besser doheem sollte bleiwen.

Falls een awer mat dëser Notioun raisonéiert, kann een am Fall vun der Covid-19-Kris dëse Begrëff enk faassen an en op Leit limitéieren, déi sech gesondheetleche Risiken am Fall vun enger Rees géingen exposéieren. Deemno wier et fir esou vulnerabel Persounen och a priori méiglech, dëst duerch e Certificat vun engem Dokter aktéieren ze loossen. Domat wier een da bei de Conditions générales vun de jeeweilege Kontrakter an den eventuellen Assurancen a puncto Annulatioun, wou et dann heescht, vu Fall zu Fall genau ze kucken, ënner wéi enge Konditiounen de Konsument säi Geld zréck géing kréien.

Question 2374 (11.06.2020) de **Mme Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **effets du confinement et** la **reprise dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes :**

Au mois de mars, la fermeture endéans un court délai des écoles mais aussi des services et organisations relevant de l'éducation non formelle a éloigné un nombre important d'enfants et de jeunes de leurs réseaux amicaux et sociaux. Dans les discours tant parlementaires que médiatiques des semaines passées, les inquiétudes concernant l'impact du confinement sur les jeunes ont à juste titre occupé une place centrale.

En date du 16 avril 2020, le Gouvernement a présenté sa stratégie de reprise des activités scolaires. Or, dans le stade actuel du déconfinement, la reprise dans le domaine de l'éducation non formelle revêt aussi une importance particulière. En effet, comme il a été souligné en 2018 dans le Cadre de référence national sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes, les services et organisations de ce domaine sont des vecteurs importants de communication entre les sphères de la famille, de l'école, et des enfants et jeunes. De ce chef, ils ont le potentiel de contribuer dans une mesure significative à l'évaluation des effets du confinement. Sur le site Internet du Ministère de l'Éducation, l'on trouve d'ores et déjà un certain nombre d'informations concernant les maisons des jeunes. Or, le secteur de l'éducation non formelle est bien plus vaste et plus divers et comporte notamment aussi les organisations de jeunesse.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer le nombre d'enfants et de jeunes ayant contacté pendant la phase de confinement les différents services de conseil et de soutien (maisons de jeunes, maison de l'orientation, Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, etc.) ?

2) Le Ministère a-t-il été en mesure de soutenir en leurs démarches tous les services et organisations de jeunesse qui ont été confrontés au défi de rester en contact avec leurs publics cibles pendant le confinement (par exemple sous forme de best practices, d'échange d'informations, voire de coordination) ?

3) Quelles sont les lignes directrices (et le cas échéant les temporalités) envisagées à ce stade par Monsieur le Ministre pour la reprise progressive dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes ? Dans ce contexte, Monsieur le Ministre prévoit-il des mesures additionnelles de soutien aux acteurs de l'éducation non formelle (savoir-faire, infrastructures, logistique, soutien financier) ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1) L'encadrement des jeunes a été garanti pendant le confinement. Même si l'accueil physique des jeunes n'a pas pu être réalisé, les professionnels psycho-socio-éducatifs ont maintenu le contact avec les jeunes à travers les médias digitaux et par téléphone. Les professionnels assuraient donc une présence pendant toute la période du confinement.

En ce qui concerne la fréquentation des maisons de jeunes, le nombre de contacts entre les professionnels et les jeunes varie en fonction des régions et des communes.

Toutefois, des chiffres précis ont pu être récoltés pour le service du « Kanner-Jugendtelefon - 116111 », qui a été contacté 283 fois entre le 1er mars 2020 et le 19 mai 2020.

Par ailleurs, sur les réseaux sociaux, un grand nombre de jeunes a pu être atteint sous le hashtag #jugendhaiseraustausch et via le groupe « Digital Jugendaarbecht zu Lëtzebuerg ».

Le CePAS a également poursuivi ses consultations avec les jeunes et leurs familles, soit avec ceux qui étaient déjà en suivi, soit avec ceux qui ont pris contact avec le CePAS pour la première fois. Différents moyens ont été déployés pour assurer le suivi de ces derniers. Ainsi les psychologues, l'éducateur gradué, l'assistante sociale et la psychomotricienne ont communiqué avec les jeunes et leurs familles par téléconsultations en utilisant Teams, WhatsApp, Skype ou autres, et également par téléphone ou courriels et à partir de la phase du déconfinement de nouveau en présentiel tout en respectant les mesures sanitaires.

- Au Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (16 mars-26 juin) :

Nombre de jeunes en consultation au CePAS : 434 jeunes

Nombre de consultations : 1.136 consultations (téléconsultations, téléphone, courriel, présentiel)

- À la Helpline d'assistance psychologique et scolaire (8002 9090 entre le 25 mars et le 17 mai) :

Nombre de jeunes : 41 jeunes

Nombre de consultations : 56 consultations

- Les téléphones portables des professionnels CePAS spécialement mis en place lors de la crise :

Nombre d'appels : 119 appels

Ainsi, le nombre total de contacts CePAS s'élève à 1.311 pendant la phase de la crise.

En ce qui concerne la Maison de l'orientation (MO), les chiffres suivants ont pu être relevés :

ADEM-OP (ADEM - Service d'orientation professionnelle) : 1.182 jeunes ont consulté les services en vue de leur inscription dans le cadre d'un apprentissage.

SECAM (Service scolarisation des enfants étrangers) : 533 traductions écrites, 2.679 entretiens téléphoniques et 1.516 médiations ont eu lieu sur place.

CASNA (Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) : 159 entretiens sur place et autour de 750 entretiens téléphoniques ont été réalisés.

SNJ (Service national de la jeunesse) :

- Même si les jeunes volontaires ne pouvaient pas poursuivre leur service volontaire dans les organisations d'accueil pendant le confinement, le SNJ a continué à les suivre. Le nombre de volontaires au cours des derniers mois a certes baissé par rapport aux années précédentes, mais continue à augmenter depuis le début du mois de juin. Actuellement, 148 jeunes réalisent un service volontaire (contre 176 au mois de juin 2019), soit une baisse de 15 %.

- Les ateliers pour jeunes ont également repris et actuellement, dix jeunes participent à cette offre de bas seuil. Ce chiffre se situe à 50 % en-dessous de la normale.

- Les stages de découverte ont repris et en juin 2020, 16 jeunes ont profité de cette offre. Ce chiffre représente également une baisse de 50 % par rapport à l'année précédente.

- En dehors des 174 jeunes qui profitent d'une offre du SNJ, il y a environ 50 autres jeunes suivis par le SNJ et qui désirent profiter de ces offres.

- Avec la réouverture des lycées, le SNJ a également recommencé à prester des formations « Op der Sich no enger Ausbildungsplaz » dans les lycées proposant des classes de cinquième générale de préparation. Ces activités permettent de nouer des contacts, notamment avec des élèves en risque de décrochage.

- Le SNJ se prépare à un afflux plus important de jeunes à la recherche d'alternatives à l'inactivité vers la fin de l'été. En effet, il y a un risque de pénurie de postes de stage en apprentissage en entreprise et certains élèves risquent de ne pas trouver de poste correspondant à leur demande.

ad 2) Avec le début de la crise sanitaire, l'animation socio-éducative de la majorité des services pour jeunes et des organisations de jeunesse n'a pas pu se dérouler comme prévu. Les services et organisations ont dû recourir à des moyens digitaux pour rester disponibles pour les jeunes et leurs publics cibles.

Le MENJE est entré en contact de manière régulière avec les services et organisations de jeunesse afin d'échanger sur les développements actuels de la crise.

Par ailleurs, un échange régulier a eu lieu entre les services de logements pour jeunes, qui accompagnent ceux-ci au sein des structures « Jugendwunnen » dans leurs multiples transitions vers une vie autonome, afin que les services en question soient au courant des nouvelles dispositions et consignes sanitaires et de sécurité.

ad 3) Actuellement, la reprise des activités dans le domaine de l'éducation non formelle des jeunes va de pair avec les différentes mesures de déconfinement dans le cadre de la crise sanitaire liée au Sars-CoV-2. Les activités des maisons de jeunes, des services de vacances (colonies) et des mouvements scouts (camps) sont, entre-temps, de nouveau autorisées. Les maisons de jeunes et services pour jeunes veillent toutefois à respecter les règles sanitaires telles que communiquées par la Direction de la santé. Les maisons de jeunes et services pour jeunes ont pu bénéficier de masques de protection, de solutions hydroalcooliques et de parois en plexiglas mis à disposition par le MENJE.

Il est évident que les maisons de jeunes et les services pour jeunes joueront un rôle essentiel pour les jeunes qui ne partiront pas en vacances et seront donc à la recherche de possibilités d'occupation et de loisir durant le congé scolaire. Une importance particulière a donc été attribuée à l'ouverture de ces services afin que les jeunes puissent bénéficier de nouveau de leurs prestations d'animation et de loisir.

Question 2377 (11.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **protection des faons :**

D'Gebuert vun de Réikitzer am Fréijoer fält dacks mam éischte Méie vun de Felder zesummen. Vu dass d'Kitze sech dacks an de Felder verstoppen, mee nach net déi néideg Fluchtreflexer entwéckelt hunn, fir fortzelafe wann de Méidrescher kënnt, geroden der ëmmer nees ënnert d'Messere vun dëse Maschinnen. Dëst féiert zu ganz uerge Blessuren fir déi Déieren, un deenen se an der Reegel net direkt stierwen, mee lues verbludden.

Opgrond vun der Gréisst vun de meeschte Felder, ass et verständlech, dass net all Feld ëmmer komplett virum Méien zu Fouss ofgesicht ka ginn.

Gläichzäiteg besteet hautdesdaags d'Méiglechkeet mat Dronen, déi mat enger Wärmebildkamera equipéiert sinn, d'Felder no Réikitzen ofzesichen. Souwuel am Ausland wéi och hei zu Lëtzebuerg gëtt dat scho vun eenzelen Acteuren ugebueden, mee verständlecherweis stellt de Käschtepunkt vun deem Service e gewëssent Hindernis fir de Bauer duer, fir ëmmer dorobber zréckzegräifen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gëtt et Informatiounen dozou, wéi vill Réikitz all Joer ënner e Méidrescher oder eng Méimaschinn geroden?

2. Wier d'Regierung gewëllt, dem Bauer finanziell ënner d'Aerm ze gräifen, wann hien de genannten Dronenservice an Usproch hëlt?

3. Wann net, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir am Sënn vum Déiereschutz sou Virfäll an Zukunft sou gutt et geet ze verhënneren?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung hu keng Informatiounen dozou.

ad 2. + 3. Souwuel den Artikel 12 Punkte 16 an 17 vum Déiereschutzgesetz (Il est interdit de tuer ou de faire tuer un animal sans nécessité, de lui causer ou de causer ou de faire causer, sans nécessité, des douleurs, souffrances, angoisses, dommages ou lésions à un animal.), wéi och den Artikel 19 vum Naturschutzgesetz (Sont interdites toutes exploitation, utilisation, mutilation ou destruction non justifiées d'espèces animales sauvages.) verbidden et, en Déier onnëtz dout ze maachen oder em wéi ze doen. Een Accident beim Méie kann natierlech ni ausgeschloss ginn.

D'Réikitzrettung mat enger thermescher Kamera an enger Dron aus der Loft ass déi sécherst Method, fir Réikitz virun der Méimaschinn ze retten. Déi nei Technologië kënnen hei sécherlech ee Beitrag fir méi Sécherheet leeschten. Oft ugewannte Methoden, wéi zum Beispill verdreiwe mat Duftstoffer oder Mënscheketten, si méi zäitopwändeg an net sou erfollegräich. Et gëtt driwwer nogeduecht, ee Pilotprojet ze starten.

Question 2378 (11.06.2020) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**élimination de déchets infectieux médicaux :**

Selon des informations récemment parues dans la presse (le 10 juin 2020), le Gouvernement aurait au début de l'état de crise imposé au syndicat intercommunal SIDOR d'éliminer les déchets infectieux médicaux en provenance des quatre centres de traitement avancés, sous peine d'une réquisition étatique et d'une mise sous contrôle de l'armée du site sous gestion du syndicat. Or, le SIDOR n'aurait pas disposé d'une autorisation pour l'élimination de ce type de déchets à la date de cette demande de la part du Gouvernement. Ce problème aurait pourtant été résolu le même jour avec la délivrance de l'autorisation en question sans que celle-ci aurait fait l'objet d'une demande par le SIDOR.

Il est à noter que le type de déchets en question, surtout produit en temps normal par les hôpitaux, est au Luxembourg collecté par une entreprise privée de collecte de déchets et ensuite transféré aux Pays-Bas, où il est éliminé sur un site d'incinération spécialisé. Selon les déclarations parues dans un article de presse le 10 mars 2020 d'un responsable du CHEM à Esch-sur-Alzette, tous les matériaux et produits médicaux entrés en contact avec une personne atteinte d'une maladie infectieuse doivent être spécialement traités afin d'éviter que des agents pathogènes échappent à la filière.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de l'Intérieur, de l'Environnement et de la Santé :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer que les déchets produits par les centres de traitements avancés ont effectivement été éliminés sur le site du SIDOR ?

2) Dans l'affirmative, quel est le volume de déchets en question ? Dans l'affirmative encore, l'élimination est-elle toujours réalisée par le SIDOR ou les déchets sont-ils entre-temps transférés à l'étranger ? Si tel est le cas, depuis quand les transferts à l'étranger ont-ils été repris ?

3) Les infrastructures sur le site du SIDOR n'étant pas conçues pour l'élimination de déchets médicaux potentiellement infectieux, des travaux, voire des mesures de précaution ont-ils été mis en place en amont du premier transfert, respectivement de la première incinération de déchets sur le site du SIDOR ?

4) Le personnel employé par le SIDOR qui est entré en contact avec les déchets en question a-t-il été formé pour ce type d'opérations et a-t-il disposé du matériel de protection (masques, habits de protection…) nécessaire pour éviter tout risque d'infection ?

5) Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer que le syndicat intercommunal du SIDOR a effectivement été contraint de prendre en charge les déchets en question sous peine d'une réquisition par l'État et d'une mise sous contrôle militaire du site ?

6) Suite à cette situation délicate durant la crise du Covid-19, Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas que le Luxembourg devrait disposer d'un site spécial dédié à l'élimination de déchets en provenance des hôpitaux et d'autres sites liés à des traitements médicaux tout en sachant que par la réglementation européenne sur les déchets, le Luxembourg est tenu d'assurer dans la mesure du possible la mise en place d'installations adéquates en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux ?

Réponse commune (16.07.2020) **de M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Les équipements de protection individuelle tels que les masques, gants, vêtements de protection, etc. issus des structures de soins (centres de traitements avancés, hôpitaux, etc.) ont effectivement été éliminés dans l'installation d'incinération du SIDOR.

ad 2) Le volume total des déchets transférés entre le 6 avril 2020 et le 17 juin 2020 s'élève à 35,52 tonnes. Bien que les centres de soins avancés aient fermé leurs portes, il reste toujours quelques patients hospitalisés en raison du Covid-19, et les transferts de déchets provenant des soins médicaux dispensés en relation avec la pandémie Covid-19 vers le SIDOR sont prévus d'être réalisés jusqu'à la fin de cette année.

Il est important de noter que les déchets précités tombent sous le code déchets 180104 et sont définis comme suit : « déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection (par exemple vêtements, plâtres, draps, vêtements jetables, langes) ».

Par contre, le code déchets 18 01 03* « déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection » s'applique aux autres déchets hospitaliers qui sont transférés vers une élimination

à l'étranger. Ces déchets sont considérés comme dangereux du fait qu'ils contiennent tous les déchets résultant des pratiques médicales tels que seringues et autres ustensiles pointus ou coupants, médicaments, perfusions, etc. Ces déchets sont collectés par une société spécialisée et acheminés vers une élimination à l'étranger à intervalles réguliers. Ces transferts n'ont pas été interrompus.

ad 3) Les déchets en question sont livrés séparément des autres déchets acceptés par le SIDOR, et chaque livraison doit être annoncée préalablement par téléphone. Afin de permettre au personnel du SIDOR de vérifier qu'il s'agit bien d'équipements de protection individuels non contaminés par d'autres déchets, il a par ailleurs été convenu que la collecte des déchets au sein des structures hospitalières se faisait dans des sacs en plastique transparents et résistant à la déchirure à rassembler dans un container spécifique avant l'acheminement vers le SIDOR.

ad 4) Le personnel du SIDOR a été équipé de matériel de protection (blousons, masques, gants, sur-chaussures et lunettes de protection). En outre, le personnel du SIDOR a reçu une formation spéciale par des représentants de la Direction de la santé et de l'armée. Cette formation portait, d'une part, sur le coronavirus et sa propagation et, d'autre part, sur les déchets 180104, leur maniement ainsi que la bonne utilisation des équipements de protection individuelle.

ad 5) Vu l'état de crise, une solution rapide et de proximité a dû être trouvée, surtout en tenant compte de la menace d'une fermeture éventuelle des frontières avec nos pays voisins. Les quantités à éliminer ne pouvaient être qu'estimées et comme on s'attendait au pire, la solution la plus évidente était donc l'incinération des déchets provenant des soins médicaux dispensés en relation avec la pandémie Covid-19 dans l'installation du SIDOR.

La mise en place de cette collaboration a fait l'objet de plusieurs entrevues entre les représentants du SIDOR et de la cellule de crise pendant lesquelles les parties prenantes ont cherché à trouver un modus operandi qui répond aux inquiétudes et demandes respectives.

ad 6) La taille du Luxembourg fait que pour un certain nombre de déchets, les quantités produites sont relativement faibles. Ceci fait que la mise en place au Luxembourg d'installations de traitement pour ces déchets se heurte généralement aux questions économiques et techniques. Parmi ces déchets figurent également les déchets du secteur hospitalier. Au cours des dernières décennies, de nombreuses initiatives ont vu le jour visant la mise en place d'une installation nationale pour soit soumettre les déchets infectieux à une hygiénisation, soit les soumettre directement à une élimination. Jusqu'à présent, aucun de ces projets n'a pu se réaliser.

Question 2384 (12.06.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **distribution du courrier postal :**

Et ass nach net esou laang hir, datt d'Post Bréiwer bannent engem Dag verdeelt huet (J+1). Dee Qualitéitsstandard gëtt haut net méi agehalen. Haut ass d'Post just gehalen, Bréiwer bannent dräi Deeg zouzestellen (J+3). D'Bréifpost ass a bleift e wichtegen Zerwiss, a vill Leit si grad bei offizielle Schreiwen, un déi dacks Delaie geknäppt sinn, drop ugewisen.

Dowéinst wéilt ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister riichten:

1. Ass et richteg, datt d'Bréifverdeelung bei der Post haut J+3 ass an datt d'Ufuerderung vu J+1 fale gelooss ginn ass?

2. Wat fir Investitiounen (no Wäert haut), wéi zum Beispill den elektroneschen Tri, waren an der Zäit néideg, fir d'Post op den deemolege J+1-Standard ze bréngen? Ass d'Post also haut technesch iwwerekippéiert, wou d'Zäit fir d'Verdeelung sech verdräifacht huet?

3. Et ass mir zougedroe ginn, datt d'Zeréckschrauwe vun der Qualitéit bei der Postverdeelung op Bedreiwe vum ILR (Institut luxembourgeois de régularisation) geschitt ass. Ass esou en Agréff säitens vum ILR an e Beräich, deen net liberaliséiert ass, wou d'Post hire Monopol behalen huet an deen zur Zefriddenheet vun de Cliente funktionéiert huet, nach am Kader vum ILR senge Kompetenzen?

4. Ass et richteg, datt d'Post opgrond vum Zeréckschrauwe vun hirem Qualitéitsusproch an internationale Gremien, wéi zum Beispill der IPC (International Post Corporation), wou si vertrueden ass, finanziell Aboussen huet, zum Beispill och duerch Strofen, well d'Bréiwer net méi nom Modell J+1 ausgedeelt ginn an d'Lëtzebuerger Post domat déi Standarden net méi erfëllt, déi si garantéiert huet?

5. Wat si fir d'Joren 2016, 2017, 2018, 2019 bis elo d'finanziell Aboussen, déi d'Post opgrond vun hirem reduzéierten Zerwissstandard hat, sief dat als Strof, als Verdeelung bei den Tariffer oder als Ännerung un der Ofrechnung vun den internationale Vereinbarunge vun der IPC (IRA-E, REIMS, TD)?

Réponse commune (14.07.2020) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Op der Basis vum Gesetz vum 26. Dezember 2012 iwwert d'Postservicer leet d'Reglement vum ILR P13/10/ILR vum 19. Juli 2013 d'Qualitéitsnormen, déi bei der Verdeelung vu Postsendunge bis 50 Gramm ze respektéiere sinn, fest. Zanter 2013 sinn dës Normen net méi geännert ginn. Dës Norme gesi vir, dass 85 % vum nationale Courrier muss J+2 verdeelt sinn an dass 99 % vum nationale Courrier muss J+3 verdeelt sinn.

Onofhängeg vun de gesetzleche Mindestvirgaben, déi fir all Entreprisë gëllen, déi esou Bréiwer verdeelen, ass POST beméit, déi héchstméiglech Qualitéit bei der Bréifverdeelung ze bidden. Dofir gëtt vu POST och weiderhin esou vill wéi méiglech Courrier am J+1 verdeelt. De festgeluechte Standard gëtt dobäi bei wäitem iwwerschratt, wéi d'Resultater vu POST Lëtzebuerg aus dem Joer 2019 et beleeën:

- Verdeelung op J+1: 86,5 %
- Verdeelung op J+2: 98,0 %
- Verdeelung op J+3: 99,4 %

D'Investitiounen, déi gemaach goufen, an dorënner falen zum Beispill de Centre de tri zu Beetebuerg, deen 2006 a Betrib gaangen ass, an déi néng Centres de distribution régionaux, haten den Zweck fir d'Verdeele vum Bréifverkéier och zu Spëtzenzäiten ze erméiglechen. D'Postverdeelung funktionéiert nach ëmmer no dem selwechte Prinzip ewéi deemools, a sämtlech Investissementer, déi gemaach goufen, ginn haut nach gebraucht, fir de gudde Fonctionnement vun der Bréifpost ze assuréieren.

Um europäeschen Niveau ass de Bannemaart vun de Postservicer progressiv liberaliséiert ginn, iwwer verschidden europäesch Direktiven[21]. Zu Lëtzebuerg ass de Postmarché zanter dem 1. Januar 2013 liberaliséiert a POST Lëtzebuerg huet kee Monopol bei der Bréifverdeelung méi. Déngschtleeschter kënnen also Postservicer ubidden, déi ganz oder zum Deel am Beräich vum Universaldéngscht leien.

2019 war eng ëffentlech Consultatioun lancéiert ginn zum Ausféiere vum Postuniversaldéngscht, fir den Interêt vu Prestatairen, fir esou e Statut ze kréien, ze sondéieren. POST Lëtzebuerg ass deen eenzegen Déngschtleeschter, deen en Interêt matgedeelt huet a krut seng Missioun fir d'Erhale vun engem qualitative Postuniversaldéngscht bis 2029 erneiert.

Den Artikel 9 vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Dezember 2012 zu de Postdéngschtleeschtunge gesäit vir, dass e Reglement vum ILR Qualitéitsnorme vum Service festhält, déi sech op all d'Prestataire vu Servicer, déi ganz oder zum Deel zum Postuniversaldéngscht gehéieren, applizéieren. Andeems den ILR Minimalnorme festleet fir Postsendunge vun der éischter Gewiichtsklass (bis 50 Gramm), huet den ILR also am Kader vun de Kompetenze gehandelt, déi vum Gesetz virgeschriwwe sinn. Bei den Normen, déi den ILR festleet, handelt et sech ëm Minimalnormen, d'Prestataire kënne selwer méi strikt Kritären uwennen.

POST, esou wéi och all aner Operateur, dee Member an der IPC (International Post Corporation) ass, engagéiert sech zu enger gewësser Qualitéit bei dem Verdeele vun auslännesche Bréiwer an dem jeeweilege Land.

Déi Engagementer betreffen awer net nëmmen eng Verdeelung op J+1, mee sinn iwwer J+x Deeg gestaffelt. Et gëtt an deem Sënn kee J+1-Standard a Penalitéite ginn och net fälleg, wann de J+1 net respektéiert gëtt, mee nëmme wann de ganzen Engagement iwwert J+x net respektéiert gëtt.

D'Ofrechnung tëschent de POST-Operateure berout op engem Netting vun den Import- an den Exportkäschten. Penalitéiten entstinn do op béide Säiten.

Wann een elo just den Import kuckt, also déi auslännesch Bréiwer, déi zu Lëtzebuerg verdeelt ginn, da variéiert d'Zomm vun de Penalitéiten, déi mat deenen 23 Memberen aus dem IRA-E an dem viséierten Zäitraum entstanen ass tëschent 0 an 13.098 EUR pro Joer. Deem géintiwwer stinn awer Recetten an der selwechter Gréisstenuerdnung aus den auslännesche Penalitéiten, soudass ee beim internationale Bréifverkéier net vun Abousse schwätze kann.

Question 2385 (12.06.2020) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **vols Luxair à destination de Stockholm :**

Säit dem 29. Mee bitt d'Luxair erëm Flich op Stockholm un. Wéinst den héijen Infektiounszuelen a Schweden, setze verschidden däitsch Bundeslänner Leit, déi aus Schweden zréckkommen, fir zwou Wochen a Quarantän. Éisträich léist bis op Weideres seng Grenzen nach zou fir Leit aus Schweden.

An hirer Äntwert op eng drénglech Fro huet d'Madamm Gesondheetsminister gëschter informéiert, datt si keng obligatoresch Quarantän wëll virgesinn, awer d'Leit, déi aus Géigenden zréckkommen, an deenen nach méi Infektioune sinn, wëll sensibiliséieren, selwer Verantwortung ze iwwerhuelen a sech an eng Auto-Quarantän ze beginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass d'Regierung mat agebonnen an d'Entscheedungen zu den Destinatiounen, déi d'Luxair uflitt?

- Wa jo, hat si en Avis favorabel ofginn zur Destinatioun Stockholm?

- Wann nee, ass d'Regierung net der Meenung, datt och eis national Fluggesellschaft eng gewësse Verantwortung huet, wat d'Destinatiounen a Covid-19-Zäiten ugeet?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'Regierung gëtt kommerzielle Firmen am Allgemengen, an der Fluchgesellschaft Luxair am Besonneschen, keng kommerziell Strategie vir. D'Luxair decidéiert selwer wat fir eng Destinatiounen si wëllt ufléien. Dës Destinatioune gi vun der Gesellschaft no verschiddene Critèrë festgeluecht, ënner anerem d'Nofro, a ginn net duerch d'Regierung guttgeheescht. Dëst geschitt natierlech an de Limitte vun deem wat méiglech ass, baséiert op Decisioune vun europäeschen an eventuell nationalen Autoritéiten. Lëtzebuerg huet selwer keng Reesrestrictiounen erausginn.

Déi aktuell Situatioun ass schwiereg, vu datt all Virausiicht iwwer d'Moosnamen an d'Restrictioune feelen, déi op nationalem, regionalem an/oder lokalem Niveau op den Destinatioune virgeschriwwe ginn. Dowéinst ginn déi aktuell Destinatiounen duerch d'Luxair permanent nei bewäert. Wann d'Situatioun et erfuerdert, ass et net ausgeschloss, datt Flich ofgesot kënne ginn.

Déi sanitär Moossnamen, déi u Bord vun de Fligere geholl ginn (Mask droen, reegelméisseg Desinfektioun vum Fliger asw.), bei der Reservatioun vun de Billjeeën (flexibel Reservatiounsännerung), souwéi beim Passage duerch de Flughafen (Marquage um Buedem, Distanz halen, automatesch Desinfektioun vun den Hänn un de Kontaktpunkten asw.), weisen, datt net nëmmen d'Fluchgesellschaft Luxair d'Situatioun verstanen huet an alles mécht, fir d'Sécherheet vu jidderengem (Passagéier a Personal) ze garantéieren. De ganze Secteur vun der europäescher Fligerei muss de Lignes directrices vun der europäescher Fluchsécherheetsagence EASA am Kader vun der Preventioun géint d'Ustiechen duerch de Covid-19 follegen.

D'Verantwortung, fir eng Rees ze maachen, läit schlussendlech beim Passagéier. Dës Verantwortung limitéiert sech och net nëmmen op d'Decisioun de Fliger ze huelen, mee betrëfft och dem Reesenden säi Verhalen an de Respekt vu lokalen an allgemenger Hygiène a Barrièreregele wärend der Rees, u Bord an un den Destinatiounen, woumat hie säi Risk an domat och de Risk fir aner Leit ka staark beaflossen, fir eng Verbreedung vum Virus ze verhënneren, sou wéi et och de Fall zu Lëtzebuerg selwer ass.

Zum Schluss kann ee constatéieren, datt säit dem 29. Mee (wou de Fluchverkéier rëm opgeholl ginn ass) bis zum 30. Juni vu ronn 16.000 Passagéier, déi aus dem Ausland ukomm sinn, 2.142 Passagéier um Flughafe gestest gi sinn, (plus 80 Passageier, déi e Voucher kritt hunn um Flughafen). Dovu sinn der nëmme 16 positiv gestest ginn, also 0,1 %.

Par contre, um nationale Plang sinn an der selwechter Zäit 119.797 Leit getest ginn an dovu woren der 331 positiv wat 0.27 % ausmécht.

Sou ass de Risiko vu Passagéier, déi aus dem Ausland mam Fliger kommen net méi heich fir ugestach ze ginn.

Net vergiessen an deem Kontext soll een all d'Leit, déi per Auto oder per Zuch oder Bus an d'Ausland fueren, a momentan net separat getest ginn.

Question 2391 (15.06.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **vols courtcourriers :**

Den neie Luxair-Chef huet an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 10. Juni 2020 d'Kuerzstreckeflich als „Zubringerdienst" definéiert:

„Man kann Flüge nach Frankfurt oder Paris als Kurzstrecke sehen, doch zumeist sind diese Flüge ‚Zubringerdienste' zu ferneren Zielen. Das sollte nicht infrage gestellt werden. […] Aber kaum jemand fliegt mit uns zum Charles de Gaulle, um einen Paris-Bummel zu machen, sondern sie steigen dort um und fliegen weiter."

De Mobilitéitsminister hat mir op meng mëndlech Fro N° 102 an der Chamber geäntwert, dass him d'Iddi, géint Kuerzstreckeflich virzegoen, sympathesch wär an ee sech op EU-Niveau dofir asetze misst. Och d'Ëmweltministesch hat schonns an engem RTL-Interview vum 3. Juni gesot, datt een hei am Land kéint de Wee goen, keng Kuerzstreckeflich méi unzebidden, fir déi et gutt Zuchverbindunge ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Deelt d'Regierung d'Differenzéierung vum Luxair-Chef, dass ee bei Kuerzstreckeflich tëschent Zubringerdienst a City Trips ënnerscheede muss?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt eng Zuchverbindung enger Fluchverbindung soll virgezu ginn, och wann et sech ëm een Zubringerdienst handelt?

3. Wéi eng lëtzebuergesch Fluchstrecke sollten an den Ae vun de Ministere ganz ewechfalen? Bis wéini sollen dës Strecken ewechfalen?

4. Ugesiichts, datt d'EU-Parlament de Klimanoutstand ausgeruff huet an d'Klimaneutralitéit bis d'Joer 2050 freet, wäert d'Regierung op EU-Niveau agéieren, fir Kuerzstreckeflich ze verbidden? Falls jo, wat hunn d'Ministeren hei konkreet vir?

5. Wéi gedenkt d'Regierung, generell géint de Präisdumping am Lowcost ze handelen?

Réponse commune (17.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Generell gëtt ënnerscheet tëschent „Zubringerflich" oder „vols de correspondance" a Kuerzstreckeflich. Bei den Zubringerflich handelt et sech ëm den éischten Deel vun enger Rees, déi mat engem oder méi Uschlossflich weidergefouert gëtt. D'Destinatioun vun esou engem Fluch gëtt meeschtens reng dofir benotzt, fir de Fliger ze wiesselen.

Wann eng Zuchverbindung et erlaabt, ënner änlechen oder bessere Konditiounen den Uschlossflughafen ze erreechen, da stellt dëst sécher eng attraktiv Alternativ duer fir de Passagéier. Et bestinn och schonn „intermodal" Ticketen, zum Beisill vu Bréissel mam Schnellzuch op Paräis-Charles De Gaulle, wou den Zuchbilljee als éischten Deel vum „Vol à correspondance" ugesi gëtt. De Passagéier entscheet jee no der Attraktivitéit vun der Offer, wéi eng Optioun hien auswielt.

Ënner „lëtzebuergesche Fluchstrecken" ass wuel ze verstoen, datt et sech ëm Flich mat Destinatiounen op oder vu Lëtzebuerg aus handelt. D'Regierung huet keen Afloss op kommerziell Entscheedunge vu Fluchgesellschaften, déi wëllen op oder vu Lëtzebuerg aus fléien. Den Aviatiounsmarché ass een oppenen, liberaliséierte Maart, dee weltwäit no Offer an Demande funktionéiert. Et dierft schwiereg ginn, verschidde Strecken op nationalem oder europäeschem Niveau „ze verbidden". D'Gesellschafte si selwer fäeg, ze entscheeden, wat hir strateegesch Positionementer sinn.

Et kann een allerdéngs Ureizer ginn, datt et präislech op Kuerzstrecke méi interessant ass,

[21] La directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté.

La directive 2002/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté.

La directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 sur les règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la communauté et l'amélioration de la qualité du service.

mam Zuch ze fueren ewéi ze fléien. Den Transportminister huet sech op europäeschem Niveau an de leschte Joren ëmmer rëm dofir agesat, fir datt eng attraktiv an effikass europäesch Zuchinfrastruktur geschaaft gëtt, fir dem Client eng reell Alternativ zum Fliger kënnen unzebidden. An deem Kontext huet den Transportminister Enn Juni een oppene Bréif un d'Europäesch Kommissioun geschriwwen, fir e massiven a séieren Ausbau vum europäesche Reseau ze fuerderen.

Bëllegfluchgesellschafte ginn effektiv ëmmer méi staark um internationalen Aviatiounsmarché. Et muss generell gekuckt ginn, datt de Billjeespräis all extern Käschte mat beinhalt, also och déi Käschten, déi duerch Kaméidi oder CO_2-Emissioune verursaacht ginn. Des Weidere setzt Lëtzebuerg sech op europäeschem Niveau dofir an, datt de Sozialdumping an der Fligerei ënnerbonne gëtt. Hei mussen op EU-Niveau d'Rechter vun de Piloten a vum Equipage besser geschützt ginn an dëst och verstäerkt kontrolléiert a bestrooft ginn, fir ze verhënneren, datt op Käschte vun den Employéen Dumpingpräisser ugebuede ginn. D'Responsabilitéit läit awer och hei bei all eenzelnem Passagéier, fir duerch d'Wiel vun der Fluchgesellschaft beim Billjeeskaf dës Compagnien ze ënnerstëtzen oder net.

Question 2392 (15.06.2020) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant **le virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte chèque postal :**

Dans le cadre de la digitalisation accrue des services de l'État, les ministres de la Fonction publique et des Finances avaient annoncé en début d'année qu'à l'avenir, les agents de l'État n'auront plus besoin de faire virer leur rémunération sur un compte chèque postal. Ainsi, à partir du printemps 2020, les agents pourront communiquer le compte bancaire de leur choix au Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO).

Or, il me revient que la fonction publique n'a pas encore obtenu les informations détaillées leur permettant de mettre cette nouvelle disposition en application.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si entre-temps le CGPO est à même de pouvoir appliquer cette nouvelle disposition concernant le virement du salaire sur un compte au choix ?

Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire depuis quand cette disposition est devenue effectivement applicable et me renseigner sur le nombre d'agents ayant fait une telle demande ?

Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de ce retardement ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire, le cas échéant, quand cette nouvelle disposition deviendra applicable ?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En janvier dernier, le Ministre des Finances et le Ministre de la Fonction publique avaient annoncé que, dans le cadre de la modernisation et de la digitalisation accrue des services de l'État, la rémunération des agents publics ne sera plus obligatoirement virée sur un compte chèque postal mais que les agents de l'État auront à partir du printemps la possibilité de choisir leur compte bancaire pour le versement de leur rémunération. Ce délai de quelques mois a été nécessaire pour adapter le système informatique afférent.

L'allégation de l'honorable Députée, selon laquelle la fonction publique n'ait pas obtenu en temps utile des informations détaillées leur permettant de mettre en application la nouvelle disposition relative au virement de la rémunération des agents de l'État sur un compte bancaire de leur choix, ne correspond donc pas à la réalité.

Une phase de test d'un mois a été réalisée au mois de mai pour les agents du Ministère de la Fonction publique, du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État et de la Trésorerie de l'État. Après validation de la démarche électronique, ce nouveau service a été étendu à l'ensemble des agents de l'État le 17 juin 2020.

En date du 29 juin, un total de 2.425 agents ont réalisé la démarche de changement de compte bancaire.

Ce nouveau service offre aux agents de l'État une plus grande flexibilité dans la gestion de leurs finances personnelles et reflète pleinement la volonté de l'État d'assumer ses responsabilités en tant qu'employeur moderne et attractif.

Question 2393 (15.06.2020) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant l'**alliance européenne pour le vaccin contre la Covid-19 :**

De Weekend war an der Presse gewuer ze ginn, datt Däitschland, Frankräich, Italien an Holland en éischte Kontrakt mat enger Pharmaentreprise ënnerschriwwen hunn. D'Informatioun koum vum däitsche Gesondheetsministère, deen och preziséiert huet, datt d'Entwécklung vum Vaccin schonn Enn des Joers kéint ofgeschloss sinn. Déi véier genannte Länner hu sech an enger Impfallianz zesummegedoen.

Fir datt d'Vaccinë séier disponibel wieren, nodeems se zougeloss goufen, missten d'Produktiounskapazitéiten elo schonn iwwer Kontrakt geséchert ginn. De Vaccin ka fir all EU-Land zougänglech gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- War d'Regierung am Virfeld iwwert dës Zesummenaarbecht informéiert?

- Wa jo, firwat huet Lëtzebuerg net matgemaach bei dëser Allianz?

- Wann nee, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et sënnvoll wier, sech och elo scho Vaccinen ze sécheren?

- Ass d'Regierung eventuell schonn a Verhandlunge mat Pharmaentreprisen?

Réponse (15.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung war net am Virfeld iwwert d'Zesummenaarbecht vun de véier Länner an enger Impfallianz informéiert. D'Regierung ass der Meenung, dass et wichteg ass schonns elo sech Vaccinen ze sécheren an huet dofir bei engem Impfprojet, dee vun der EU-Kommissioun initiéiert ginn ass, direkt matgemaach. Mëttlerweil huet d'Impfallianz mat der Kommissioun hirem Projet fusionéiert.

Lëtzebuerg huet och säin Intérêt ugemellt, fir bei der Initiativ „COVID-19 Vaccinces Global Access (Covax) Facility" matzemaachen, déi duerch d'GAVI Vaccine Alliance administréiert ass. Soumat wëllt een d'Chancen erhéijen, fir sech och op internationalem Niveau kennen ze positionéieren.

Question 2394 (15.06.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **tests de dépistage de la Covid-19 :**

Fir d'Verbreedung vum Coronavirus genee kënnen ze retracéieren an anzedämmen, hat d'Regierung decidéiert, fir mam Luxembourg Institute of Health d'lëtzebuergesch Bevëlkerung an d'Frontaliere grossflächeg op de Sars-Cov-2-Virus testen ze loossen.

Insgesamt goufe schonn iwwer 100.000 Persounen op de Coronavirus getest.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tester, an absolutten Zuelen an am Verhältnis zur Gesamtzuel vu realiséierten Tester, ware bis ewell net konkludent?

2. Wéi héich evaluéiert de Gesondheetsministère d'Feelerquot vun den Tester?

3. Wéi eng Faktore beaflossen d'Validitéit vun den Tester am meeschten?

Réponse (15.07.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Op den Dag vum 14. Juli 2020, sinn am Ganzen 292.711 PCR Tester duerchgefouert ginn, dovunner 210.528 iwwert de Large-Scale-Testing.

Non concluant ass een Test wa just ee Geen positif identifizéiert ginn ass. Bei den aktuellen Tester vu Seegene ginn am ganzen dräi verschidde Geene vum Virus getest.

De Gesondheetsministère an d'Direction de la santé kënne keng genau Ausso maachen, wat Zuel vun den Tests non concluants ugeet, well dës Informatioun leider net am Kader vum Gesetz iwwert d'„Déclaration de certaines maladies" vun 2018 mat ofgedeckt ass.

Wëssenschaftlech Publikatiounen an Informatioune vu verschiddene Lëtzebuerger Laboen deiten awer op ee Prozentsaz vun zirka 1 % hin. Bei engem Resultat „non concluant" gëtt d'Analys nach eng Kéier mat engem neien Echantillon vum Patient gemaach, fir ze kucke wéi d'Resultat dann ausgesäit.

ad 2. Verschidde wëssenschaftlech Etüden hunn probéiert, dës Fro ze beäntweren. Do schwanken d'Zuelen tëschent Null an 30 %, wann een all Feeler mat arechent, déi bei der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwe ginn.

Den Test selwer ass analytesch gesinn zu 99 % fiabel. Eng 200 Laboratoiren aus Europa hunn dat zum Beispill fir den Seegene-Test, dee mir am Diagnostic asetzen, bestätegt.

ad 3. Am Allgemenge ginn et eng ganz Rei vun Faktoren, déi iwwert de ganze Prozess vun der Analys matspillen.

Ugefaange beim Material: wéi bei all Produit ginn et Ënnerscheeder zwëschent de Marken. Sou ginn et Tester, déi méi sensibel reagéieren, also schonn ee positiivt Resultat uginn, och wa manner Ierfmaterial vum Virus an dem Echantillon ass.

De „prélèvement" beim Patient ass ee wichtege Schrëtt. Wann d'Prouf net richteg geholl gëtt, zum Beispill wann een net ganz bis an den Hals geet mam Stäbchen, oder net wäit genuch an d'Nues geet, kann et virkommen, dass ee wéineg oder kee Virus matkritt. Soumat kann den Test dann negativ ausfalen, obwuel ee Patient eng Infektioun huet.

Bei Patienten, déi am Ufank vun der Erkrankung oder um Enn vun der Infektioun sinn, ass et méiglech, dass net vill Virus am Kierper ass. Sou kann et eventuell och zu engem negative Resultat kommen.

Wann eng Prouf ze laang bei Raumtemparatur gelagert gëtt, oder onsaachgemääss transportéiert gëtt, kann et virkommen, dass den Echantillon net méi ze gebrauchen ass. Am Fall vun engem Test kéint dësen da falsch negativ ausfalen.

En Covid-19-Test, wéi all aner Diagnostic-Test, ka keng 100 % Sécherheet ginn. Et ginn also och Fäll, wou den Test net klappt. Als Beispill kuckt ee bei dem Seegene-Test, deen zu Lëtzebuerg an der Routine am meeschten agesat gëtt no dräi verschiddenen „Target Genes". Dësen Test weist eng Spezifizitéit vun iwwer 95 % an eng Sensitivitéit vun iwwer 95 % op.

Question 2395 (15.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **fermeture de points d'observations :**

An dem Kader vum Plang „Restart Tourism - Stabiliséieren. Adaptéieren. Promouvéieren.", deen den Tourismus-Secteur soll ënnerstëtzen, gouf och eng nei Campagne mam Numm „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" ugekënnegt. Dës Campagne soll de Lëtzebuerger an de Leit, déi am noen Ausland liewen, Loscht op eng Vakanz zu Lëtzebuerg maachen an hinne weisen, dass Lëtzebuerg vill ze bidden huet.

Laut eisen Informatiounen hu „Ponts et chaussées" kierzlech eenzel Abuchtunge vu Stroosse gespaart, wou ee konnt mam Auto a Motorrad stoe bléiwen, fir déi schéi Vue ze genéissen. Duerch dës Decisioun si lo leider verschidden Aussiichtspunkte fir Touristen net méi accessibel.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Tourismus stellen:

- Kann d'Regierung eis dës Informatioun bestätegen?

- Wa jo, firwat sinn dës Abuchtunge respektiv Aussiichtspunkte gespaart ginn?

- Wann dës Spärunge sollte bäibehale ginn, wéi kënnen dës Plaze fir Touristen zougänglech gemaach ginn?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Stroossebauverwaltung huet a Kollaboratioun mat der Cellule de crise eng Plaz tëschent Schieren a Colmar-Bierg misse spären. Dëst ass am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 gemaach ginn, wou no Plaze gesicht ginn ass, op deenen ee Corona-Massentester duerchféiere kann.

Am Regional-Service Réiden huet eng Plaz op der Kimm misse gespaart ginn, an zwar well do vill Camionen halen an et awer op dëser Plaz ze geféierlech ass, fir do erëm erauszefueren. Op der N22 tëschent Räichel a Réiden huet an enger Kéier missen eng Spär gemaach gi wéinst enger Baach, déi ënnendrënner leeft an deen hydraulesch bewäerte Iwwergang, deen nach net konnt gefléckt ginn. Soubal ewéi déi Saach erëm an der Rei ass, geet déi Plaz erëm op.

Eng weider Spär huet am Regional-Service Clierf op der N18 tëschent Reiler a Maarnech um PK2060 missen opgeriicht ginn, well do ze vill Dreck an d'Natur gehäit gëtt. Eng aner gespaarte Plaz befënnt sech um PK1555 vum CR335 tëschent Clierf a Maulusmillen. Hei handelt et sech ëm eng Abuchtung direkt hannert enger Kéier, déi geduecht ass fir Beem ze stockéieren, a well et awer och do ganz geféierlech ass erëm erauszefuere wéinst der schlechter Visibilitéit, gouf och déi Plaz fir de Moment zougemaach. Dëst ass awer net deen eenzege Grond. Och do gëtt nämlech vill Dreck vu Leit illegal ofgelagert.

Sou och am Regional-Service Wolz wou op der Héicht vum PK1260 um CR361 vun der N27 a Richtung Géisdref eng Plaz huet misse gespaart ginn. Do steet nämlech eng Dreckskëscht an hannendru befanne sech een Hiwwel an ee Bësch. Well de Besëtzer op där Plaz sech iwwert dee villen Dreck beschwéiert huet, deen d'Leit do hannerloossen, gouf déi Plaz och zougemaach. Dëst fir an enger éischter Phas ze observéieren, wéi sech déi onglécklech Situatioun weiderentwéckelt.

Eng aner Plaz, déi och wéinst deem ville Litteríng huet missen zougemaach ginn, befënnt sech am Heischtergronn op der N15 op der Héicht vum PK14330. Dobäi kënnt hei och nach, dass d'Police bei eis intervenéiert ass, well si do zousätzlech iwwer länger Zäit, speziell an der Nuecht, verdächteg Aktivitéite festgestallt huet.

Well déi puer Plazen touristesch net wäertvoll sinn, si keng Mesurë virgesinn, fir se den Touristen zougänglech ze maachen.

Um Terrain vum Regional-Service Lëtzebuerg sinn an der Stad zwou Aussiichtsplattforme gespaart ginn:

- Déi eng befënnt sech vis-à-vis vum Sofitel an ass momentan gespaart wéinst dem CFL-Chantier (Verduebelung vun der Eisebunnslinn). Dës Plattform misst dann awer nom Chantier nees op sinn.

- Eng zweet Plattform befënnt sech beim spueneschen Tiermchen an der Montée de Pfaffenthal. Déi ass och gespaart gi wéinst dem CFL-Chantier. Wéini dës Plattform erëm opgeet, ass nach net gewosst, well do nach eng Rei Aarbechte säitens der CFL ze maache sinn.

Question 2396 (15.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **activités de plein air sur les campings :**

De 4. Juni 2020 huet den Här Tourismusminister de Plang „Restart Tourism - Stabiliséieren. Adaptéieren. Promouvéieren." presentéiert mat deem de Secteur verstäerkt soll ënnerstëtzt ginn. An deem Kader gouf och eng nei Campagne mam Numm „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz" ugekënnegt. Dës Campagne soll de Lëtzebuerger an de Leit, déi am noen Ausland liewen, Loscht op eng Vakanz zu Lëtzebuerg maachen.

Laut eisen Informatiounen, si fir dëse Summer Vakanzenanimatiounen op de Campinger, déi vun de verschiddenen ORTen organiséiert a vum Ministère finanzéiert ginn, leider ofgesot ginn. Normal Vakanzenaktivitéite fir Schoulkanner bleiwen awer laut dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dëse Summer weiderhi bestoen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir Tourismus an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Kann Regierung bestätegen, dass Vakanzenanimatiounen op de Campinger fir dëse Summer ofgesot gi sinn? Wat ass de Grond dofir?

- Firwat kënne Vakanzenaktivitéite fir Schoulkanner ofgehalene ginn a Vakanzenanimatiounen op de Campinger net?

Réponse commune (15.07.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Mëtt Mee hunn am deemolege Kontext vun der sanitärer Kris d'Offices régionaux du tourisme festgehalen, dass d'Animatioun op de Campinger, an där Form, wéi se déi lescht Jore stattfonnt huet, net kann organiséiert ginn. Dës Animatioune sinn traditionell ëmmer vu Studenten assuréiert ginn, déi sech vun engem Camping op deen aneren deplacéiert hunn; an engem Dag konnt dat heiansdo bis zu dräi verschidde Campinger sinn, wou ënnerschiddlech Aktivitéi-

ten ugebueden goufen, dëst mat deels grousse Gruppe vu Kanner an enker Interaktioun. D'Zesummesetzung vun de Gruppe vu Kanner, déi zur gläicher Zäit op engem Camping an der Vakanz sinn an un dësen Aktivitéiten deelhuelen, ännert quasi all Dag.

An Tëschenzäit ass Lëtzebuerg allerdéngs op engem Niveau vun Deconfinement ukomm, op deem Aktivitéiten an Animatioune prinzipiell rëm méiglech sinn. Vakanzenaktivitéite fir Kanner a Jugendlecher kënne beispillsweis ab dem 15. Juli 2020 rëm ugebuede ginn, dëst mat temporäre sanitäre Recommandatiounen, déi vum Gesondheetsministère an Zesummenaarbecht mam Educatiounsministère speziell fir d'Organisateuren an d'Ubidder vu Vakanzenaktivitéiten ausgeschafft goufen. D'Kanner an déi Jugendlech sollen hei a fixe Gruppe vu maximal 50 Participanten zesummekommen an d'Kompositioun vun dëse Gruppen däerf wärend der Dauer vun der Aktivitéit iwwert de ganze Summer net variéieren. Dës fix Gruppe sollen sech net mat deenen anere fixe Gruppe vermëschen. Aus dësem Grond ass an dëse fixe Gruppen d'Droe vun der Mask an de Social Distancing net méi obligatoresch, mee recommandéiert. Dat pedagogescht Personal gëtt mat enger spezieller Formatioun vum Service national de la Jeunesse ënnerstëtzt a forméiert, fir d'Kanner an déi Jugendlech op d'Gestes barrières an de Social Distancing ze sensibiliséieren.

D'Häerzstéck vun dëse Recommandatiounen, nämlech eng Gruppenzesummesetzung, déi iwwert de ganze Summer net ännert, ka per Definitioun op d'Animatioun op de Campinger net ugewannt ginn. Trotzdeem huet d'Generaldirektioun vum Tourismus sech mat den zoustännegen ORTen zesummegedoen an en neit Konzept fir déi touristesch Animatioun fir d'Saison 2020 fir Gäscht op de Campinger an awer och soss an de Regiounen ausgeschafft. Dëst am Respekt vu sanitäre Mesuren. Dëst Konzept wäert nieft Studenten och op extern Prestatairen zeréckgräifen a wäert am Kader vun der virtueller Konferenz „Tourism Days - 1st Leisure Edition" de 14. Juli ab 16 Auer presentéiert ginn. Den Animatiounsprogramm leeft den 20. Juli un.

Question 2397 (15.06.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ouverture du nouveau Lycée technique agricole :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2078 Monsieur le Ministre avait indiqué que l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole était prévue pour la rentrée de 2020-2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le calendrier initial relatif à l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole pourra-t-il être respecté suite à la crise sanitaire ?

2) Dans la négative, pour quand le nouveau Lycée technique agricole pourra-t-il ouvrir ses portes au plus tard ?

Réponse (15.07.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis le commencement des travaux en mai 2016, le projet initial a connu diverses modifications, dont notamment la décision en 2017 de changer le mode de production d'énergie en l'adaptant pour la combustion de déchets verts, ou encore la nécessité de modifier la conception des ateliers, devenue nécessaire dû à l'évolution des programmes scolaires depuis lors. Ces modifications ont conduit à un changement du planning, déjà avant la crise sanitaire.

Il convient par ailleurs de noter qu'en considération du temps nécessaire pour le déménagement du lycée existant, il fût décidé d'un commun accord avec la direction du lycée, de décaler la mise en service d'un an, à septembre 2021, afin d'éviter un déménagement au courant d'une année scolaire.

ad 2) Avant la crise sanitaire, le planning prévoyait une fin des travaux début 2021, suivi des réceptions, des mises en service et des réglages des installations techniques ainsi que la mise en place des machines du lycée et finalement le déménagement.

À l'heure actuelle, malgré les mesures sanitaires à respecter sur chantier et les contraintes dues aux délais de livraison prolongés de certains matériaux, tout est mis en œuvre à ce que la mise en service pour la rentrée 2021-2022 puisse être maintenue. Le cas échéant, un déménagement en étapes sera à considérer.

Question 2405 (16.06.2020) de **Mme Diane Adehm, MM. Léon Gloden** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **bilan du Service national du médiateur de la consommation (SNMC) pour 2019 :**

Hier, le Ministre de l'Économie a présenté ensemble avec le médiateur de la consommation le bilan du SNMC pour l'année 2019. Alors que lors de son institution, le Gouvernement a créé un Ministère de la Protection des consommateurs pour lui donner plus de poids, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame le Ministre de la Protection des consommateurs :

- Ne serait-il pas plus sensé de transférer le SNMC dans les attributions du ministère précité ?

Il ressort par ailleurs du communiqué de presse diffusé à l'issue de la conférence de presse précitée que :

« Au cours de l'année 2019, 460 demandes ont été soumises au Service national du médiateur de la consommation, contre 268 l'année précédente, soit une augmentation en 2019 de près de 72 % par rapport à 2018. » La majorité des cas concernerait par ailleurs le secteur de la construction et de l'immobilier.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes :

- Le Gouvernement peut-il nous informer plus en détail sur les « contentieux » en question ?

- Le Gouvernement entend-il prendre une initiative législative pour venir à bout des problèmes qui ont pu être décelés lors des médiations proposées ?

Réponse commune (16.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

Le Service national du médiateur de la consommation (SNMC) œuvre dans un contexte de l'économie en général, et son rôle n'est pas de défendre exclusivement les intérêts des consommateurs. La référence au mot « consommation », et non pas « consommateur », dans l'intitulé du SNMC vise expressément le fait que ce service est compétent pour résoudre un litige de consommation, c'est-à-dire un litige né d'un contrat de vente ou d'un contrat de service conclu entre un consommateur et un professionnel.

La compétence du SNMC n'est donc absolument pas limitée à la saisine par les seuls consommateurs, il peut également être saisi par une entreprise qui rencontre un problème avec un consommateur. Comme indiqué dans le rapport annuel 2019, la volonté d'élargir encore davantage le champ de compétence du SNMC aux entreprises, lorsqu'elles agissent en tant que consommateur et rencontrent des problèmes avec une autre entreprise, témoigne de l'évidence du rattachement de ce service au Ministère de l'Économie. Comme les autres entités qualifiées notifiées à la Commission européenne qui répondent aux critères de la directive 2013/11/UE relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation telle que transposée dans le Code de la consommation, le SNMC est en contact avec le Ministère de la Protection des consommateurs pour se concerter sur l'évolution de la médiation au Luxembourg.

En outre, la politique horizontale du marché intérieur de l'Union européenne compte parmi les compétences du Ministère de l'Économie. Dans ce contexte, le Service national du médiateur de la consommation (SNMC) joue un rôle essentiel puisque tout ressortissant d'un pays de l'UE a le droit de s'adresser à lui s'il rencontre un conflit avec une entreprise ayant son siège social au Luxembourg.

Comme il se doit pour tout acte de médiation et conformément au Code de la consommation, le SNMC se caractérise par son impartialité et indépendance absolue vis-à-vis des parties. Il agit donc tant dans l'intérêt des consommateurs que dans celui des entreprises. Il opère comme intermédiaire impartial afin de faciliter le dialogue entre les parties dans le but de les accompagner dans leur recherche conjointe d'une solution à l'amiable.

Concernant les questions des honorables Députés concernant le bilan pour l'année 2019 du SNMC, il peut être précisé que les litiges en matière de l'immobilier rencontrés par le SNMC au cours de l'année 2019 concernaient principalement des problèmes liés à la vente de biens entre personnes privées, à la vente de biens via des agences immobilières, à la restitution d'une garantie locative ou encore à la gouvernance d'un immeuble en copropriété par un syndic.

En ce qui concerne les litiges en matière de construction, les saisines du SNMC relevaient essentiellement de problèmes liés aux retards dans l'achèvement de chantiers, de problèmes de communication entre le promoteur et le consommateur ou encore de vices de construction.

Ces litiges divergent fortement entre eux, à la fois pour ce qui est de leur origine, des acteurs concernés et de leur issue finale. Comme ces litiges ne relèvent pas de problèmes récurrents ou structurels, le Gouvernement ne reconnaît pas de nécessité à légiférer en la matière.

Comme précisé par le Ministre de l'Économie lors de la conférence de presse, il envisage d'accorder une suite aux recommandations soumises par le SNMC, en particulier concernant l'extension du champ de compétence matériel afin que le SNMC soit en mesure de traiter davantage de demandes. Il se concertera prochainement avec le Ministère de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Justice sur la médiation en général et sur cette question en particulier.

Question 2406 (16.06.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns » :**

Concernant le projet de reconversion urbanistique de l'ancien site industriel de l'usine sidérurgique d'Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns », diverses voix se sont élevées dernièrement pour réclamer la protection nationale et la conservation du patrimoine industriel du site, notamment la sauvegarde des bâtiments et installations des accumulateurs à minerai, dits « Keeseminnen ». Estimant que cet établissement industriel remplit tous les critères essentiels « sur la base desquels un immeuble est classé comme patrimoine culturel national », selon la définition de l'actuel projet de loi relatif au patrimoine culturel du Ministère de la Culture, le comité de l'association « Industriekultur - Centre national de la culture industrielle » a rencontré successivement la Ministre de la Culture, le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette, ainsi que les responsables du promoteur privé en charge de la reconversion urbanistique du site « Rout Lëns », pour plaider le dossier de la sauvegarde des accumulateurs à minerai. Tant les membres du collège échevinal d'Esch-sur-Alzette que les responsables de la firme IKO Real Estate ont affirmé à l'occasion de ces entrevues que le directeur du Service des sites et monuments nationaux a estimé au printemps 2018 lors d'une visite du site « Rout Lëns », que les accumulateurs à minerai ne méritaient pas d'être conservés.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique le directeur du Service des sites et monuments nationaux a-t-il cru devoir estimer que les bâtiments et installations des accumulateurs à minerai d'Esch-Terres Rouges ne méritaient pas d'être conservés ? Est-il loisible aux députés et aux chercheurs intéressés de prendre connaissance de l'étude technique et scientifique y relative ?

2) Tel qu'il semble ressortir d'un courrier du Ministère de la Culture en date du 26 juin 2018, courrier cité par la responsable en charge du projet « Rout Lëns » pour IKO Real Estate à l'occasion d'une déclaration faite le 12 mai 2020 au magazine Paperjam[22], le Ministère de la Culture aurait proposé « de classer comme monument national le bâtiment TT situé à l'entrée du site ». Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique seul le bâtiment TT a-t-il été proposé à être classé comme monument national, à l'exclusion des autres bâtiments du patrimoine industriel du site des Terres Rouges/Rout Lëns? Est-il loisible aux députés et aux chercheurs intéressés de prendre connaissance de l'étude technique et scientifique du patrimoine industriel du site des Terres Rouges ? Quel a été le sort réservé à la proposition de classement du bâtiment TT ?

3) Quelle réponse Madame la Ministre entend-elle réserver à une demande de classement déposée à la date du 10 mars [23], concernant la protection nationale de différents immeubles sis sur le crassier Terres Rouges et sur le site dit « la Lentille Rouge » à Esch-sur-Alzette, à savoir 1. la rangée d'ateliers appelée communément « Handwierkergaass », 2. l'ancienne halle des soufflantes, 3. les accumulateurs à minerai dits « Keeseminnen » et les vestiges des silos à coke, 4. la centrale des turbines MAN, 5. la station de pompage située près des étangs de refroidissement de l'usine, 6. le poste d'aiguillage situé près de la frontière française, 7. le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine, dit « Mur Lefèvre »?

Les travaux de démolition de bâtiments relevant du patrimoine industriel luxembourgeois ayant été récemment entamés sur le site des Terres Rouges/Rout Lëns, la question visée est de la plus haute urgence.

Réponse (16.07.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Afin de pouvoir répondre utilement à l'honorable Député, il me semble nécessaire de dresser une brève chronologie des faits ayant précédé la situation actuelle.

En 2010, l'Administration de l'architecte de la Ville d'Esch-sur-Alzette avait sollicité le Service des sites et monuments nationaux (SSMN) pour pouvoir définir ensemble quels bâtiments du site industriel des Terres Rouges devraient et pourraient être retenus pour une sauvegarde, ceci notamment au vu d'un grand projet de réaménagement du site à réaliser le cas échéant par un promoteur privé.

Après une analyse commune des lieux et des documents d'autres experts déjà établis, le SSMN avait saisi la Commission des sites et monuments nationaux (COSIMO). Dans un avis du 1er juin 2011, cette commission s'était exprimée pour la protection nationale de plusieurs bâtiments du site industriel des Terres Rouges, à savoir les neuf bâtiments en enfilade situés du côté « crassier », encore appelés « Handwiekergaas », ainsi que l'ancien magasin et entrepôt (« bâtiment TT ») et la halle des turbines du côté « lentille » (cf. avis en annexe). Demandé en son avis, le conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette s'était prononcé en date du 2 décembre 2011 pour la protection des bâtiments du côté « lentille », mais contre la protection de la « Handwierkergaas ». En 2012, la proposition de protection nationale y afférente avait été soumise au Conseil de Gouvernement. Ce dernier n'avait pas donné suite à cette proposition. En ce qui concerne le rôle du directeur du SSMN dans la procédure de classement, je tiens à préciser qu'il ne lui incombe pas de décider ou non du classement d'un immeuble, contrairement à ce que sous-entend l'honorable Député dans sa question.

C'est dans le cadre de l'élaboration du nouveau PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette que les responsables communaux et des agents du SSMN se sont encore rencontrés par la suite à plusieurs reprises pour définir les immeubles à sauvegarder, notamment au vu d'un prochain projet d'aménagement. Le PAG instaure une protection communale pour tous les immeubles repérés par la COSIMO, auxquels se sont ajoutés la halle des soufflantes, le poste d'aiguillage et un mur de soutènement.

Il découle de ce qui précède que les accumulateurs à minerai, encore appelés « Keeseminnen », ne furent jusqu'à récemment pas visés par les discussions autour des immeubles à protéger sur le site. L'indication au propriétaire, également de la part de mes prédécesseurs, fut celle de ne pas devoir les garder, contrairement aux nombreux autres objets du même site. Le projet de développement du quartier, qui se trouve en phase de finalisation, a dès lors été élaboré en planifiant la destruction des « Keeseminnen », destruction qui fut entamée cette année. J'ai été saisie au mois de mars 2020 d'une demande de classement concernant les

[22] Déclaration de Sandra Huber, en charge du projet « Rout Lëns » pour IKO Real Estate, au magazine Paperjam, en date du 12 mai 2020 : « Le Service des sites et monuments nationaux est venu au printemps 2018 visiter le site de la Lentille Terres Rouges afin de décider quels étaient les bâtiments à conserver au vu de leur valeur patrimoniale. Suite à cette visite, le Ministère de la Culture a envoyé un courrier le 26 juin 2018 dans lequel il propose de classer comme monument national le bâtiment TT situé à l'entrée du site, procédure qui est toujours en cours. (…) »

[23] Demande de classement du 10 mars 2020 de Dan Cao, Henri Clemens, Do Demuth, Jacques Maas, Gino Pasqualoni et Denis Scuto concernant la protection nationale de différents immeubles sis sur le crassier Terres Rouges et sur le site dit « la Lentille Rouge » à Esch-sur-Alzette, à savoir 1. la rangée d'ateliers appelée communément « Handwierkergaass », 2. l'ancienne halle des soufflantes, 3. les accumulateurs à minerai dits « Keeseminnen » et les vestiges des silos à coke, 4. la centrale des turbines MAN, 5. la station de pompage située près des étangs de refroidissement de l'usine, 6. le poste d'aiguillage situé près de la frontière française, 7. le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine, dit « Mur Lefèvre ».

« Keeseminnen ». Étant donné que le Service des sites et monuments nationaux a été étroitement associé à la détermination des immeubles qui seront à conserver, que les « Keeseminnen » n'en faisaient pas partie et que le projet est sur le point de finalisation, j'ai dans le cadre de différentes entrevues avec d'une part le CNCI, d'autre part les propriétaires et promoteur du site et finalement la commune d'Esch-sur-Alzette, essayé de savoir s'il y avait une possibilité de maintenir à ce stade tardif du développement du projet lesdits « Keeseminnen ». La réponse fut négative, de sorte qu'au vu de l'étroite collaboration entre les acteurs concernés au préalable j'ai décidé de ne pas entamer de procédure de classement pour ce bâtiment.

Suite à une visite des lieux en date du 13 juillet 2020, j'ai toutefois entamé les procédures de classement pour les immeubles suivants en date du 14 juillet 2020 :

- La rangée des ateliers mécaniques - Handwierkergaass (9 volumes)

- La centrale des turbines

- L'ancien magasin et entrepôt

- L'ancienne centrale des soufflantes

- Le poste d'aiguillage

- Le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine

J'estime qu'afin d'éviter ce genre de situations à l'avenir et en attendant la nouvelle loi sur le patrimoine et l'élaboration de l'inventaire qui y est prévu, une étroite collaboration entre le CNCI et le Service des sites et monuments nationaux concernant d'autres sites industriels non encore développés est primordiale. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles j'ai soutenu la création du CNCI. J'estime également que l'établissement d'un inventaire, tel que prévu dans le projet de loi n° 7473, permettra une plus grande sécurité juridique pour tous les acteurs concernés et une plus grande clarté des procédures.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2427 (22.06.2020) de **Mme Djuna Bernard** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant le **langage facile sur le portail informationnel guichet.lu :**

En 2019, le portail informationnel guichet.lu a publié les premières fiches descriptives de démarches en langage facile allemand communément appelé « Leichte Sprache », un langage clair qui s'adresse en premier lieu aux personnes avec un retard mental et celles qui ont des compétences en lecture et en écriture limitées. Cette démarche permet d'inclure tous les citoyens dans la transformation digitale et constitue un outil important pour l'égalité des chances. Or, jusqu'à présent, aucune fiche reprenant des informations sur le coronavirus n'a été publiée en langage facile sur le portail guichet.lu. Des explications concernant les démarches à suivre pendant la crise, notamment celles ayant trait au congé pour raisons familiales ou celles concernant le dépistage à grande échelle font également défaut.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

1) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les informations essentielles ayant trait à la crise sanitaire devraient être traduites en langue facile pour qu'elles soient accessibles pour tous les citoyens ?

2) Dans la positive, est-ce que la traduction voire la publication des fiches descriptives ou explicatives en langage facile a-t-elle été mise en route ?

3) Existe-t-il une procédure qui définit quels textes sont traduits en langage facile et comment sont traitées les informations urgentes ?

Réponse commune (16.07.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Digitalisation :*

ad 1) Il va sans dire que toutes les informations essentielles doivent être accessibles à tous les citoyens.

guichet.lu s'efforce de fournir des informations pertinentes à tous les pans de la société. Le portail existe en trois versions linguistiques complètes et, depuis 2019, dans un souci d'inclusion numérique de tous les citoyens, en langage facile dans le cas d'un nombre limité de démarches. Ces traductions ont été préparées en collaboration avec Klaro, le bureau officiel pour le langage facile au Luxembourg. Il s'agit d'un projet pilote qui verra à terme la publication d'une vingtaine de fiches descriptives en langage facile sur guichet.lu

ad 2) Klaro, qui dispose d'une convention de financement du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, a publié sur son site Internet (www.klaro.lu) des informations en langage facile, entre autres, sur les gestes barrière, le port du masque obligatoire et l'état de crise. Dans ce contexte, Klaro a pris contact avec le Ministère de la Santé. La plupart des gestionnaires conventionnés et actifs dans le domaine du handicap ont élaboré des dépliants en langage facile adapté aux besoins particuliers de leurs usagers.

S'il est vrai que le langage facile constitue un moyen pour expliquer des textes difficiles à comprendre, il convient de noter qu'il existe bien évidemment d'autres moyens, tels que, par exemple, des films explicatifs qui peuvent aussi être compris par des personnes illettrées.

Ainsi, Klaro a, entre autres, publié un film explicatif sur les règles à respecter pendant le confinement.

ad 3) En décembre 2019, le Conseil de Gouvernement a approuvé un nouveau plan d'action national de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées pour les années 2019-2024. Ce plan d'action comporte une panoplie de solutions qui permettent à tous de vivre dans une société inclusive, ouverte à tous et forte de par sa diversité. Ce plan d'action, comme son précurseur, sera disponible en français, en allemand, en version braille et en langue facile. Si les trois premières versions sont déjà disponibles, la quatrième est en train d'être finalisée.

Actuellement, la plupart des traductions sont faites sur demande.

Le plan d'action national prévoit, au chapitre 3, la création d'un « Centre de la communication accessible à tous » et la promotion de l'uniformisation des règles et outils du langage facile ainsi que la création de règles concernant l'utilisation du langage facile dans certains domaines clés.

Une des missions de ce centre, dont l'ouverture est prévue pour 2023, sera d'améliorer la qualité des moyens d'information afin de les rendre efficaces et accessibles à tous, dans un souci de favoriser et d'améliorer la communication pour et avec les personnes en situation de handicap et toute autre personne ayant besoin d'un mode de communication alternatif.

Question urgente 3489 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **transport vers les centres de vaccination :**

Am Osten ass viru kuerzem de Standuert Munneref als Impfzentrum zréckbehale ginn. Dëst ka verkéierstechnesch Problemer fir vill Leit aus dem Oste mat sech bréngen. Och ganz allgemeng stellt sech d'Fro, ob ee Leit, déi sech wëllen impfe loossen a keen eegenen Auto dofir kënne benotzen, net sollt bei hirem Transportproblem hëllefen. Dobäi muss een natierlech och prioritär un déi eeler Leit denken, déi dacks besonnesch vulnerabel sinn.

Doweinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, dës Leit eventuell mam Adapto op Munneref oder an en aneren Impfzentrum ze bréngen, wann den aneren ëffentlechen Transport ze laang dauert oder ze komplizéiert ass?

2. Kënnen, alternativ an esou Fäll, eventuell Taxikäschte vum Staat iwwerholl ginn, wann déi Depense onëmgänglech ass, fir an en Impfzentrum ze fueren?

Réponse commune (27.01.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et ass selbstverständlech, datt en equitabelen Accès fir jiddereen zu den Impfzentre muss garantéiert ginn an datt keen opgrond vu sengem Alter, senge Mobilitéitsaschränkungen oder anere Problemer e manner gudden Zougang zu engem Impfzentrum muss hunn. De Punkt, deen den honorabelen Deputéierten an senger Fro mentionéiert, concernéiert iwweregens net just den Impfzentrum am Osten vum Land, mee och all déi aner Impfzentren, déi an noer Zukunft fonctionéieren sollen.

Zu dësem Zäitpunkt ass nach keng Decisioun geholl ginn, wat fir eng Alternativen de Leit, déi keng Méiglechkeet hunn op e privat Verkéiersmëttel zeréckzegräifen, sollen ugebueden ginn, fir datt si sech einfach an en Impfzentrum deplacéiere kënnen. D'Kollaboratioun mam Service Adapto ass do sécherlech eng Méiglechkeet, mee et ginn och nach aner Méiglechkeeten, wéi zum Beispill mat anere privaten Transportgesellschaften, déi een a Betruecht zéie kéint. Soubal déi verschidden Acteure sech op eng Solutioun gëeenegt hunn, wäert d'Regierung doriwwer kommunizéieren.

Question urgente 3490 (21.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Am Kontext vun den Impfstoffer géint de Corona-Virus gëtt et eng ganz Rei vun nach oppene Froen. Eng dovun sinn d'Konditiounen an d'Emstänn, déi zu där ganz séierer Zouloossung vun Impfstoffer geféiert hunn.

An enger „Opinion" an deem renomméierte „British Medical Journal" huet elo de Professer Peter Doshi Zweifel un der Effikassitéit vun deenen aktuell zougeloossenen Impfstoffer ugemellt. Seng Haaptkritik geet awer drëm, datt d'„Raw Data" vun den Zouloossungstester an der Pharmaindustrie net fir all Autoritéiten a Wëssenschaftler zougänglech sinn.

Duerfir wéilt ech der Madamm Minister dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, sech bei der EU-Kommissioun duerfir anzesetzen, datt d'Pharmaindustrie dëst réit Datematerial vun den Tester vu Corona-Impfstoffer all interesséierte Wëssenschaftler a besonnesch och der EMA an der EU-Kommissioun komplett a kuerzfristeg muss zougänglech maachen?

2. Sollt d'EMA net ausdrécklech invitéiert ginn, ier déi provisoresch Zouloossung, déi bis elo fir just ee Joer gi gouf, fir déi Réidate genee ze analyséieren, ier si eng nei Recommandatioun am Bezuch op eng eventuell Verlängerung vun der Zouloossung un d'EU-Kommissioun mécht?

Réponse (26.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De rezenten „Blog" vum Professer Peter Doshi am „British Medical Journal" huet eng Rei Froen opgeworf iwwert d'Donnéeë vun der gréisster Etüd op där hirer Basis d'Autorisatioun vum Impfstoff Comirnaty gemaach gouf.

All Informatiounen iwwert d'Qualitéit, d'Efficacitéit an d'Securitéit vun dësem Impfstoff sinn am komplette Rapport um Site vun der Europäescher Medikamentenagence ëffentlech disponibel (EMA): https://www.ema.europa.eu/en/documents/assessment-report/comirnaty-epar-public-assessment-report_en.pdf.

Op sengem Blog fuerdert de Peter Doshi, dass all detailléiert Informatiounen iwwert d'klinesch Studie public gemaach ginn. Am Prinzip ass et effektiv esou, dass d'Donnéeë vun den Studien, déi vun dem Produzent gemaach goufen, fir d'„autorisation de mise sur le marché" ze kréien, op dem Site vun der Agence publizéiert ginn, dat beinhalt och d'Studieprotokoller vun den Etüden (https://clinicaldata.ema.europa.eu/web/cdp/home). Déi komplett Donnéeën iwwert de Comirnaty wäerten am Laf vum Februar op dësem Site disponibel sinn.

D'EMA mécht aktuell alles, fir esou schnell wéi méiglech d'Evaluatiounen ze maachen, fir d'Impfstoffer ze autoriséieren an zugläich d'Sécherheet vun dëse Produkter ze garantéieren, an dat mat der gréisst méiglecher Transparenz iwwert d'reglementaresch Aktivitéiten.

Question urgente 3500 (25.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **médicament à base d'anticorps monoclonaux :**

Gëschter war gewuer ze ginn, datt Däitschland 200.000 Dose vun engem neien Antikierper Medikament kaf huet am Kampf géint d'Covid-19-Pandemie. Vun nächster Woch un sollen dës sougenannte monoklonal Antikierper an Däitschland als éischt Land an der EU agesat ginn. Dës Behandlung viséiert virun allem erwuesse Patiente mat wéinegen oder moderate Symptomer awer mat engem Risiko méi e schwéiere Verlaf ze kréien. Wa si an enger Fréiphas vun der Krankheet d'Antikierper kréien, kënnen dono Komplikatioune verhënnert ginn.

An der EU ass dës nei Behandlungsmethod bis elo net zougelooss, an Däitschland kann awer déi iewescht zoustänneg Instanz eng positiv Aschätzung ginn, wa soss adequat Behandlungsméiglechkeete feelen, an d'Medikament dann asetzen. Eng Dosis kascht ronn 2000 Euro. An den nächste Woche kréie spezialiséiert Spideeler dës Medikament gratis zur Verfügung gestallt.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung sech schonn iwwer dës Medikament informéiert?

2. Wa jo, ginn et Iwwerleeungen, och eng Rei Dose vun dësen Antikierper ze kafen? Wa jo, wéini? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

3. Gëtt et en Austausch op EU-Niveau iwwer dës Medikament oder hunn déi Responsabel vum Gesondheetsministère sech eventuell bei hiren däitschen Homologen driwwer informéiert?

Réponse (26.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheetsdirektioun gëtt permanent iwwer nei Traitementer, déi am Kader vun der Covid-Kris zum Asaz kënne kommen informéiert. Dëst geschitt ënner anerem duerch d'Representatioun am Comité des médicaments humains (CHMP), dee vun der europäescher Medikamentenagence pilotéiert gëtt an an deem all Memberstaaten en Representant hunn souwéi duerch de Reseau vun de Responsabele vun de verschiddenen europäesche Medikamentenagencen.

D'Gesondheetsdirektioun ass a Kenntnis gesat gi vun verschiddenen ginn iwwer verschidde monoklonal Antikierper-Traitementer, déi vu verschiddene pharmazeutische Firmen entwéckelt gi sinn an an noer Zukunft vun der EMA wäerten evaluéiert ginn, ob si eng europäesch Zouloossung kënne kréien (et handelt sech heibäi ënner anerem ëm Bamlanivimab, Eli Lilly; Etesevimab, Eli Lilly; REGN10933 (Casirivimab, Imdevimab), Regeneron; Otilimab, GlaxoSmithKline).

Déi monoklonal Antikierper-Traitementer vu Bamlanivimab a REGN10933 kënnen an Amerika iwwer eng Noutfallzoulossung vun der FDA, déi sech op preliminär villverspriechend Donnéeë baséiert an den Asaz kommen. Dëst ass awer just am Kader vu strenge Limitatiounen a Virsiichtrecommandatiounen den Fall.[24] [25]

D'Autorisation de mise sur le maché conditionnelle vun der Europäescher Medikamentenagence ass eng beschleunegt zentraliséiert Prozedur, déi u verschidde Konditioune gebonnen ass wéi zum Beispill d'Kollekt vun zousätzlechen Informatiounen iwwer d'Effikassitéit an d'Sécherheet vum Traitement och dann, wann d'Autorisation de mise sur le marché schonn do ass.

Doriwwer eraus hunn déi verschidde Memberstaate vun der EU national reglementaresch Instrumenter zu hirer Verfügung déi erlaben, am Kader vun enger sanitärer Kris, op net autoriséiert Medikamenter zeréckzegräifen.

Am spezifesche Fall vun Däitschland ass am Moment net gewosst wéi déi monoklonal Antikierper-Traitementer an den Asaz wäerte kommen. Intressant ass et och ze ënnerstraichen, datt de President vun der däitscher Medikamentekommissioun, de Professor Wolf-Dieter Ludwig, den Akaf vun dësen Traitementer kritiséiert huet. Hien ass der Meenung, datt d'Wirksamkeet vun dësen Traitementer am Kader vum Covid-19 nach net genuch op Basis vun wëssenschaftleche Studie bewisen ginn ass.[26]

Vu datt déi monoklonal Antikierper nach net um europäesche Marché zougelooss sinn, si vill Dokteren an Wëssenschaftler der Meenung, datt se just am Kader vu klineschen Etüde missten an den Asaz kommen an datt e strenge Monitoring vun hirer Sécherheet misst gemaach ginn.

Zu Lëtzebuerg wäert sech de Service national des maladies infectieuses, no Iwwerpréiwung vun de Wirksamkeetsdonnéeën an de d'Secherheetskritären, déi aktuell disponibel sinn, iwwer d'Fro, ob dësen Traitement och an hirem Service néideg respektiv nëtzlech ass, auschwätzen.

Question urgente 3503 (25.01.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Viviane Reding** *(CSV)* concernant les **nouvelles conditions d'utilisation d'une messagerie instantanée chiffrée :**

L'application WhatsApp a récemment mis à jour sa politique de confidentialité des données personnelles. Cette mise à jour soulève de nombreuses préoccupations : les utilisateurs sont en effet obligés d'accepter le partage de

[24] https://www.fda.gov/media/143892/download

[25] https://www.fda.gov/media/143603/download

[26] https://www.zdf.de/nachrichten/politik/corona-spahn-medikament-antikoerper-100.html

leurs données personnelles collectées sur WhatsApp avec la maison mère de l'application, Facebook, sous peine de ne plus pouvoir utiliser le service. Des millions d'utilisateurs jugent cette nouvelle politique de confidentialité des données personnelles trop intrusive et ont, depuis l'annonce de ces conditions d'utilisation, déjà déserté WhatsApp pour se rabattre sur d'autres services, tels que Signal ou Telegram. Les critiques des utilisateurs sont par ailleurs si virulentes, que les nouvelles conditions d'utilisation, qui devaient initialement entrer en vigueur le 8 février prochain, ne seront finalement d'application que le 15 mai 2021.

D'après nos informations, certaines directions de l'enseignement fondamental ont recommandé aux enseignants de ne plus utiliser l'application WhatsApp pour des raisons de protection de données et de migrer vers un autre outil de travail.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que certaines directions de l'enseignement fondamental ont émis de telles recommandations ?

2) Quels outils de travail alternatifs sont recommandés par le Gouvernement pour assurer la protection des données personnelles et quels sont les arguments de fonctionnalité justifiant l'utilisation de ces outils de travail ? Où seront stockées les données de ces outils alternatifs ?

3) Plus généralement, Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer de quelle manière le Gouvernement s'implique activement au niveau européen pour trouver des solutions alternatives au stockage de données sur sol non européen ?

Réponse commune (28.01.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Le Gouvernement confirme sa détermination à garantir de façon adéquate la confidentialité des messages et la protection des données personnelles pour les communications électroniques entre les départements et services de l'État et les citoyens. Les honorables Députées peuvent se référer aux recommandations sur l'utilisation des applications de messagerie dans la fonction publique formulées par le Commissariat du Gouvernement à la protection des données auprès de l'État (CGPD) dans la question parlementaire n° 2246. Les applications telles que WhatsApp ne font pas partie du catalogue des outils offerts et gérés par le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

ad 1) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) met à disposition des enseignants et des élèves un certain nombre d'applications à vocation pédagogique ou de communication. L'application messager « WhatsApp » ne fait pas partie des applications promues par le MENJE.

En ce qui concerne cette application spécifique, le MENJE peut confirmer que certains instituteurs spécialisés en compétences numériques, après concertation avec les directions de région, ont émis des réserves quant à l'utilisation de l'application en question pour les échanges professionnels et ceci pour des raisons de confidentialité des données à caractère personnel.

Il est connu qu'il existe beaucoup de groupes informels de parents et d'enseignants qui se servent de « WhatsApp » ou d'autres applications similaires pour leur communication. Cependant, l'installation et l'utilisation de telles applications se font sous la responsabilité des utilisateurs et la responsabilité du MENJE ne saurait être engagée en rapport avec l'utilisation d'outils dont il ne fait ni la promotion ni la mise à disposition et sur laquelle il n'a pas d'emprise.

ad 2) Comme alternative pour la communication entre enseignants, élèves et parents, des plateformes d'apprentissage internes à l'éducation nationale sont en place et peuvent être utilisées, notamment la plateforme OLI (http://oli.education.lu) et l'environnement de collaboration « Office 365 » (http://365.education.lu). Alors que la plateforme OLI est une plateforme purement Web qui est hébergée sur les serveurs du Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE), les données des applications « Teams », « OneDrive », « Office online » et autres de la suite « Office 365 » sont hébergées sur des serveurs localisés en Union Européenne (UE). Sur ces plateformes, la communication et le traitement des données sont sécurisés et respectent les consignes du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD). L'application « Teams » existe aussi bien en mode Web qu'en mode « mobile » pour Android et iOS et offre des fonctionnalités similaires au messager « WhatsApp » tout en offrant un accès sécurisé moyennant le compte IAM (http://iam.cgie.lu) de l'utilisateur. Par ailleurs « Teams » ne nécessite pas de numéro de GSM pour son utilisation, ni en mode Web, ni en mode « mobile ».

ad 3) Comme le savent les honorables Députées, le RGPD fixe à la fois les règles pour garantir un niveau élevé de protection des données personnelles et des règles relatives à la libre circulation de ces données. Il s'agit notamment que ces données circulent librement dans le respect des règles de protection des données personnelles. Or, en ce qui concerne les flux de données vers les pays tiers à l'Union européenne, le RGPD définit une « boîte à outils » au chapitre V, qui correspond à un ensemble de mécanismes sans lesquels ces transferts de données ne peuvent opérer, afin que le niveau élevé de protection des données personnelles protégé par le RGPD ne soit pas compromis.

La Cour de justice de l'Union européenne a récemment précisé, dans l'arrêt C-311/18 du 16 juillet 2020, son interprétation de certaines dispositions de ce chapitre - au sujet duquel nous vous prions de bien vouloir vous référer à la réponse à la question parlementaire n° 2574. La Commission nationale pour la protection des données (CNPD), en collaboration avec le Comité européen de la protection des données (EDPB) et les autorités de contrôle indépendantes de l'UE, ont élaboré des recommandations sur les garanties supplémentaires requises à la suite de cette jurisprudence. Une consultation publique sur ces recommandations s'est close le 21 décembre 2020. Il s'agit à présent pour l'EDPB de prendre en compte les nombreux commentaires afin de finaliser ces recommandations.

La mise en œuvre pratique des dispositions du chapitre V du RGPD passe notamment par certains actes d'exécution de la Commission européenne, par exemple pour l'adoption ou la révision de clauses types de protection de données ou pour l'adoption ou la révision de décisions d'adéquation. Le Gouvernement participe aux discussions y afférant au sein du Conseil de l'Union européenne.

Question urgente 3508 (26.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **test de dépistage rapide :**

Den däitsche Gesondheetsministère plangt seng „Medezinprodukte-Abgabeverordnung" esou ze änneren, datt an Zukunft och Corona-Schnelltester fir doheem zougelooss ginn. Am Moment dierfe Schnelltester bei eisen Nopere just vun Dokteren, a medezineschen Ariichtungen oder a Fleegestrukture genotzt ginn.

Wann awer deemnächst Schnelltester zur Verfügung stinn, déi och onkomplizéiert vun de Leit selwer kënne gemaach ginn an e séchert Resultat liwweren, gesäit déi däitsch Regierung heiran e gudde Moyen am Kampf géint d'Pandemie.

Momentan gëtt op eng Zertifizéierung an Zouloossung vun dësen Tester gewaart. Wa se bis zougelooss sinn, kéinten se dann och an der Beruffswelt agesat ginn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Ass d'Regierung um Lafenden iwwert dës nei Schnelltester?

- Wa jo, ass och zu Lëtzebuerg virgesinn esou Tester, fir de Privatgebrauch zouzeloossen?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (27.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

De Gesondheetsministère an d'Gesondheetsdirektioun informéiere sech reegelméisseg iwwert d'Innovatioun bei den diagnostesche Covid-19-Tester, a besonnesch bei de Schnelltester.

Et sinn aktuell eng Rei nei Tester, déi op de Maart kommen, déi och schonns deelweis e CE-Label hunn, an domat eng Autorisatioun, fir an Europa verkaaft ze ginn. Dës Tester sinn Antigeentester, déi awer entweeder op Frottise gemaach kënne ginn, déi just am viischten Deel vun der Nues oder am Mond geholl ginn an net méi um Niveau vum Hals, oder déi op Späichel gemaach ginn. Dës Tester kéinten da méi liicht vun Netfachleit gemaach ginn, zum Beispill am private Kader.

D'Gesondheetsdirektioun mécht am Moment e Relevé vun den disponibelen Tester mat hire Charakteristiken (Sensibilitéit, Spezifizitéit...) a wäert och zesumme mam nationale Gesondheetslaboratoire (LNS) eng Rei Testkitte bestellen, fir dës ze testen, a bei enger Pilotphas anzesetzen.

En parallèle, ass de Service juridique vum Ministère dobäi ze préiwen, wéi een déi reglementaire Basis misst ëmänneren, fir dass dës Tester och vun Netfachleit kéinte gemaach ginn.

Question urgente 3520 (27.01.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **système d'alternance hebdomadaire dans l'enseignement :**

Virum Hannergrond vun der Pandemie hat den Här Educatiounsminister am Dezember A-B-Gruppen op den ieweschte Klassen am Secondaire fir dat éischt Semester ugekënnegt.

An dësem Kontext wëlle mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Sollen d'Klassen och nach no der Fuesvakanz an A-B-Gruppe weiderfunktionéieren?

- Wa jo, wäert dat nëmme fir déi iewescht Klassen am Secondaire gëllen?

- Falls nee, aus wéi engem Grond?

Réponse (28.01.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Wéi aus internationalen Etüden ervirgeet, besteet e prinzipielle Konsens doriwwer, datt d'Schoule sollen opbleiwen.

Au vu vun den aktuellen Zuele vun neien Infektiounen, sollen déi Moossnamen, déi de Moment a Kraaft sinn, och weiderhin oprechterhale bleiwen. Dat heescht, datt och no der Fuesvakanz déi iewescht Klassen am Lycée wäerten „en alternance" funktionéieren.

Opgrond vu Virusvarianten, déi méiglecherweis méi ustiechend sinn, muss een awer virsiichteg bleiwen, soudatt - jee no der Evolutioun vun den Zuelen - och aner Mesurë kënnen ergraff ginn. D'Situatioun gëtt permanent suivéiert vum Comité de pilotage, deen aus Vertrieder vum Gesondheetsministère a vum Educatiounsministère besteet.

Question urgente 3527 (29.01.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires des prestataires de soins à domicile :**

Mir ass rezent e Virfall zougedroe ginn, deen am Kader vun der Protektioun vun eeler Leit virum Covid-Virus eng Rei Froen opwerft. Et war deemno esou, datt eng Persoun vun engem Fleegedéngscht e Bréif zougestallt krut, well déi Persoun, déi si betreit - eng eeler demenzkrank Damm vu 94 Joer - an der Presenz vum Mataarbechter vum Fleegedéngscht keng Mask unhat. Am Bréif heescht et:

« Je vous prie dès lors de bien vouloir appliquer incessamment cette consigne ! »

Et muss een allerdéngs an deem Kontext wëssen, datt et fir déi demenzkrank Damm praktesch onméiglech ass, de Mask ze droen, well si sech dorunner verschléckt an net ootme kann.

Doriwwer eraus ass mir vu Mataarbechter vun engem Fleegedéngscht zougedroe ginn, datt si um ganzen Tour, wou si Leit betreien, just eng respektiv zwou Maske vum betreffende Fleegedéngscht zur Verfügung gestallt kruten.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt eng demenzkrank Persoun, déi beim Droe vun der Mask praktesch keng Loft kritt, vum Fleegedéngscht opgefuerdert gëtt, imperativement d'Mask unzedoen?

2. Mat wéi enge Konsequenze musse fleegebedierfteg an un Demenz erkrankte Leit rechnen, wa si keng Mask unhalen? Kann de Fleegedéngscht an deem Fall ofleenen, dës Persoun weiderhin ze betreien?

3. Gedenkt d'Regierung, am Hibléck op déi uewegenannte Virfäll ze reagéieren an esou eeler Leit, déi keng Mask kënnen droen, mat der néideger Dignitéit ze behandelen?

4. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt e Fleegedéngscht senge Mataarbechter pro Tour just eng respektiv zwou Masken zur Verfügung stellt?

5. Wa jo, wär et an den Ae vun der Madamm Minister net opportun, ze reagéieren an d'Fleegedéngschter dozou opzefuerderen, hire Mataarbechter méi Masken zur Verfügung ze stellen?

Réponse commune (29.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et ass gewosst an allgemeng bekannt, dass d'Droe vun engem Mask de Risiko méi kleng mécht, datt e Krankheetserreeger iwwert de Loftwee iwwerdroe gëtt. Duerch d'Droe vun engem Mask schützt d'Persoun hire Géigeniwwer. Ëmmer do, wou d'Distanz net ka respektéiert ginn, sollten déi zwou Persounen duerfir e Mask droen. Wann dëst awer duerch eng demenziell Erkrankung nëmme schwéier méiglech ass, oder souguer medezinnesch kontraindikéiert ass, sou kann dorop verzicht ginn, wann eng vun den zwou Persounen e Mask dréit an all weider Schutzmesurë respektéiert sinn.

ad 2. De Fleegedéngscht soll d'Persounen, déi se fleegen, sensibiliséieren, fir ee Mond- a Nuesschutz ze droen. Wann dat aus medezinnesche Grënn net méiglech ass, sou muss dës Persoun awer weiderhi betreit ginn. Ëmsou méi wichteg ass et an dëse Situatiounen, datt de Soignant vum Fleegedéngscht dann e Mask dréit an datt déi allgemeng Hygiènes- an Distanzmesuren applizéiert ginn.

ad 3. Mir hu keng weider Informatiounen zu dësem eventuelle Virfall an dofir ass et net méiglech, vun engem Eenzelfall op d'Allgemengheet ze generaliséieren. Et ass evident, datt all Mënsch, a ganz besonnesch den eelere Mënsch, mat Respekt an an der Dignitéit begleet a gefleegt muss ginn.

ad 4. E chirurgesche Mask ka wärend aacht Stonnen um Stéck vun enger Persoun gedroe ginn, ouni datt en un Effikassitéit verléiert. Iwwert dës Zäit eraus, ass et ubruecht, de Mask ze wiesselen.

ad 5. D'Fleegedéngschter stellen hire Mataarbechter déi néideg Masken zur Verfügung. Am Fall vun den Aarbechtszäiten am Secteur vun de Fleegedéngschter, déi an normalen Zäite sech op aacht bis zéng Stonne verdeelen, sinn ee bis zwee Maske pro Dag noutwenneg.

Question urgente 3529 (28.01.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **vaccin contre la Covid-19 :**

Laut enger Recommandatioun vun der däitscher Impfkommissioun, soll den Astra-Zeneca-Covid-Vaccin nëmme fir Leit ënner 65 Joer gëeegent sinn.

D'Madamm Minister hat eis rezent matgedeelt, datt Lëtzebuerg och wäert 415.048 Dose vun AstraZeneca geliwwert kréien, den Zäitpunkt vun der Liwwerung war dee Moment awer nach net bekannt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung driwwer informéiert, datt de Vaccin vun AstraZeneca net soll u Patienten iwwer 65 Joer gesprëtzt ginn?

2. Wa jo, huet d'Regierung dës Informatiounen och aus der Press oder ass si vum Produzent selwer informéiert ginn?

3. Ass mëttlerweil gewosst, wéini AstraZeneca de Grand-Duché beliwwert?

4. Huet dës nei Informatioun en Afloss op d'Impfstrategie, wëssend datt virgesinn ass eeler a vulnerabel Leit prioritär ze impfen?

Réponse (29.01.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Regierung huet Kenntnis dovun, dass déi däitsch Impfkommissioun (STIKO) den Asaz vun AstraZeneca just fir Leit recommandéiert, déi manner wéi 65 Joer al sinn. Dës Informatioun gouf duerch d'Medien an d'Press relayéiert.

Haut am Laf vum Dag wäert d'Europäesch Medikamentenagence EMA hiren Avis ofginn, vun deem et ofhänkt, ob den Impfstoff vun AstraZeneca op dem europäesche Maart zougelooss gëtt. An deem Avis wäert d'EMA och op eventuell feelend Donnéeën oder soss Elementer hiweisen, déi den Asaz vun deem Impfstoff wäerte bestëmmen. Vum dem Avis vun der EMA hänkt dann och of, wéini Lëtzebuerg vun AstraZeneca beliwwert wäert ginn.

D'Regierung waart den Avis vun der EMA of, ier d'Decisioune geholl ginn zum Asaz vun dem AstraZeneca Impfstoff an eventuell Konsequenzen op den Oflaf vun der Impfcampagne. Op Basis vun der Decisioun vun der EMA, gëtt dann, um nationale Plang, den Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses ugefrot.